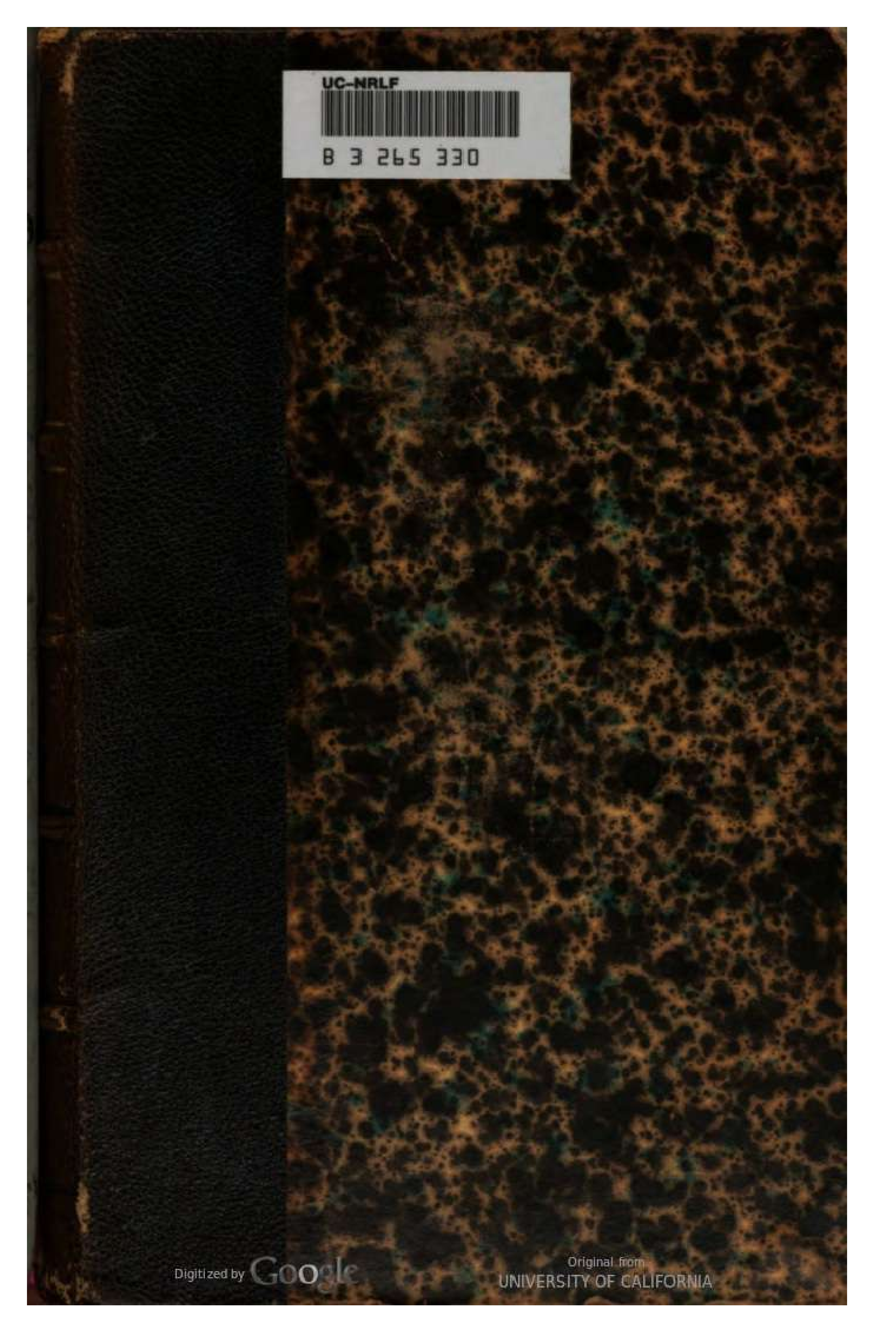
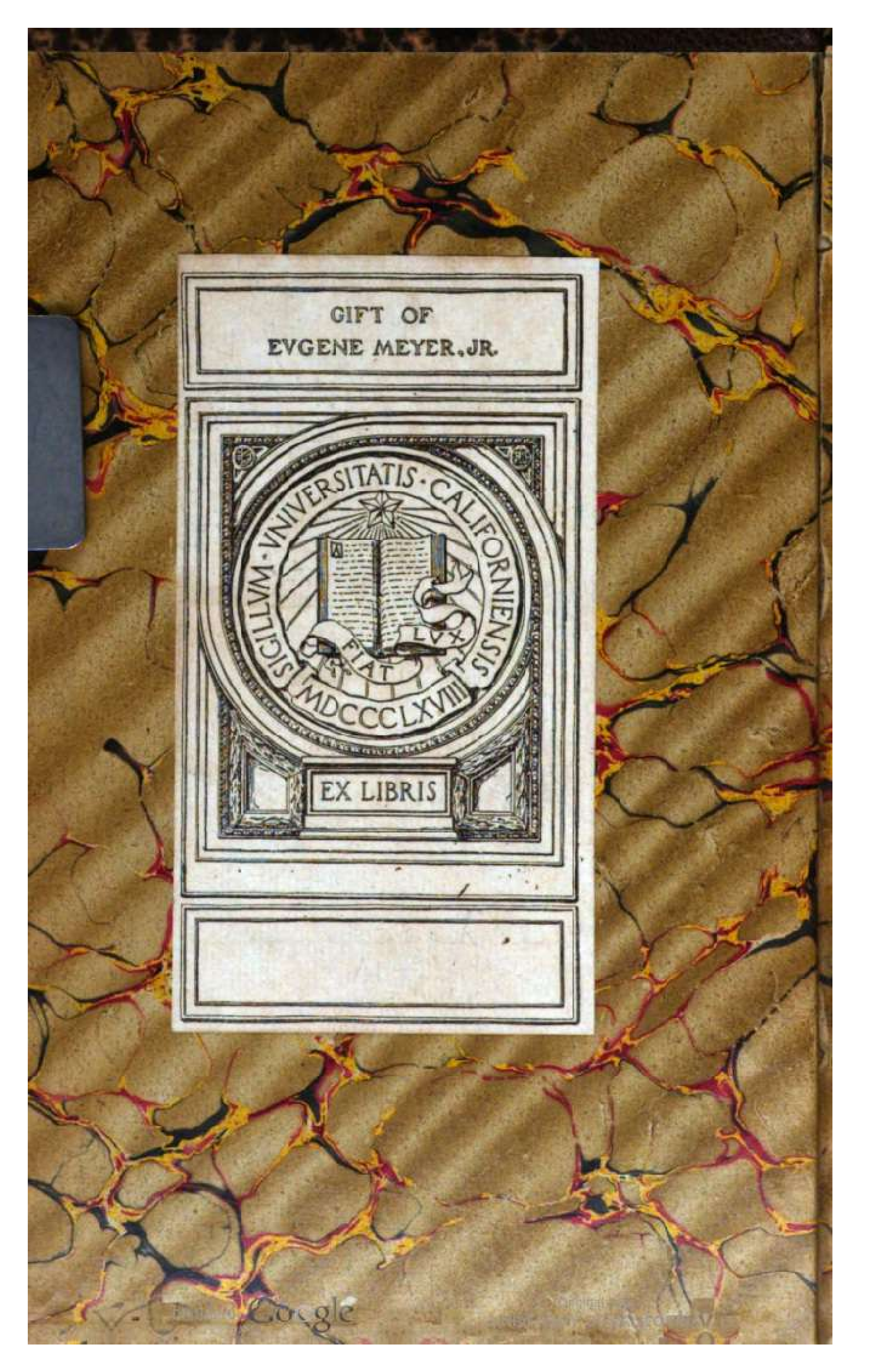

UC-NRLF
B 3 265 330


GIFT OF
EVGENE MEYER, JR.
SIGILLVM · VNIVERSITATIS · CALIFORNIENSIS
FIAT LVX
MDCCCLXVIII
EX LIBRIS



BISMARCK

ET SON TEMPS



DU MÊME AUTEUR

La dissolution des assemblées parlementaires. 1 vol. in-8 de la *Bibliothèque d'histoire contemporaine* (Félix Alcan, édit., 1890) 5 fr.

La Prusse et la Révolution de 1848. 1 vol. in-16 de la *Bibliothèque d'histoire contemporaine* (Félix Alcan, éditeur, 1903). . . 3 fr. 50

La constitution hongroise (*Annales des Sciences politiques*). Paris, F. Alcan, 1889-1890.

Rome et la Révolution de 1848 (*Ibidem*, 1893-1894).

Le Sonderbund (*Ibidem*, 1895-1896).

Études d'histoire du droit (La manus. Les origines de la communauté de biens entre époux). 1 vol. in-8, Paris, Larose et Forcel, 1890.

L'exploitation de la débauche et les délits internationaux. 1 vol. in-8. Paris, Schaffhauser, 1903. . . . . 2 fr. 50

La compétence pénale des tribunaux français et les conflits de lois (*Journal du droit international privé*). Paris, Marchal et Billard, 1904.

EN PRÉPARATION :

Bismarck et son temps.

Tome II. — *L'Action* (1862-1871).

Tome III. — *Le Triomphe et le Déclin* (1871-1898).



BISMARCK

ET SON TEMPS

PAR

PAUL MATTER
Substitut au Tribunal de la Seine, Docteur en droit.

I

LA PRÉPARATION

1815-1862

PARIS
FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR
ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET Cie
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1905



Meyer

A mes trois professeurs d'histoire

MM.

GABRIEL MONOD

1877-1878

CH. BÉMONT

1879-1884

ALBERT SOREL

1885-1888



PRÉFACE

Ce n'est ici ni une apologie, ni une œuvre de haine. J'ai tenté de faire un travail d'histoire, sans colère ni envie. L'ambition était haute, voire présomptueuse, car la biographie de Bismarck présentait de nombreuses difficultés. L'homme a tenu une telle place en Europe pendant le tiers d'un siècle et son existence a été si étroitement mêlée à la vie même des peuples, que, pour exposer ses actions, il était indispensable de connaître et juger les événements contemporains; or cette histoire est singulièrement ondoyante et diverse, multiple en faits et féconde en conséquences. De nouveaux documents, actes officiels ou mémoires privés, paraissent chaque jour et apportent des matériaux inédits, des appréciations imprévues; en Allemagne, spécialement, cette période a été si importante et glorieuse, que les moindres acteurs ont tenu à livrer à la postérité le récit de leurs hauts faits; les principales confessions ont été déjà données au public; quelques-unes sont encore différées et les chancelleries

demeurent closes; mais Bismarck ne redoutait pas la publicité, il a beaucoup parlé et écrit, fait discuter et fait dévoiler; son nom éclate partout, sonore comme un cri de guerre.

Son temps est encore si proche qu'il est difficile de prendre le recul nécessaire pour le voir exactement; de l'histoire à la polémique est une pente rapide sur laquelle beaucoup ont glissé; ils ont traité Bismarck, tantôt de monstre diabolique, tantôt d'envoyé céleste, alors qu'il était un homme, supérieur aux autres par son génie, égal à tous par ses faiblesses. Il a su profiter des ressources humaines, et il a fait de grandes choses. Il a servi sa patrie, il a nui à d'autres pays. Et c'est encore une difficulté pour le bien juger, car ceux qu'il a favorisés sont naturellement portés à l'aduler comme ceux qu'il a écrasés à le détracter; l'impartialité est parfois malaisée à son égard.

Si la tâche est pareille, pourquoi l'entreprendre? j'y ai été amené par un vif sentiment de curiosité. L'histoire de l'Allemagne contemporaine tient du merveilleux; tantôt disloquée, tantôt unie, la nation germanique semble conduite par le destin, par la fatalité implacable et mystérieuse qui menait les hommes et les choses au dire des anciens; mais on ne croit plus à la fatalité. La science recherche les lois et révèle que rien ne provient du hasard; dans le monde physique, l'homme poursuit l'harmonie des astres, l'enchaînement des réactions chimiques, les causes et le dérou-

lement des maladies humaines. Dans sa propre intelligence, il découvre la nature et les suites de ses pensées. Dans l'évolution des peuples, il s'efforce de trouver les origines et la logique des faits, l'influence des hommes, le pourquoi de l'histoire. Et tout *roseau pensant* fait de l'histoire, la sienne ou celle des autres, car il sonde la raison de sa destinée, le passé de sa famille, l'avenir de son pays. J'ai sacrifié à ce besoin intime en étudiant un homme dont la forte volonté a exercé une influence profonde sur son temps et modifié probablement le sort de sa patrie. Son action a souvent été décisive même hors d'Allemagne, et le destin de la France en a été profondément atteint; en examinant Bismarck, j'étudiais donc l'histoire de son pays. J'ai cherché à le juger froidement, en magistrat, et ce livre a été profitable à son auteur plus peut-être qu'il ne le sera à ses lecteurs; car l'étude d'un homme est un travail excellent pour les juger tous; ils se ressemblent; à examiner l'un, on apprend les autres. Et l'histoire apparaît comme une science de justice.

BISMARCK

ET SON TEMPS

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES DES BISMARCK

Origines du nom. — Bismark de la Vieille-Marche. — Rule et Claus de Bismarck. — Grandeur et Décadence. — Les Bismarck-Schönhausen. — Militaires et magistrats. — Terres et châteaux. — Le père du chancelier. — Sa mère et la famille Mencken.

Les familles ont leurs heures de fortune et d'adversité qui donnent à leurs membres un même esprit, comme les vicissitudes des peuples nouent entre les citoyens le lien du patriotisme. La lignée des Bismarck a passé par des alternatives diverses, tantôt puissantes, tantôt végétant dans une morne médiocrité[1]. Il importe de retracer ces heurs et malheurs, car les traditions de famille ont marqué une empreinte profonde sur l'âme d'Otto de Bismarck; il s'est toujours montré fidèle au souvenir de ses ancêtres, et pratiquait religieusement le culte de sa race; petit hobereau, fier de ses origines, il donnait à son fils le prénom d'Herbert qui était celui du plus ancien des Bismarck connus. « Je m'intéresse à l'histoire de ma famille, même dans ses heures tristes », écrivait-il fière-

1. Riedel, *Geschichte des Schlossgesessenen adligen Geschlechtes von Bismarck*, dans les *Märkische Forschungen*, t. XI, 1867, p. 1-244. Georg Schmidt, *Schönhausen und die Familie von Bismarck*, Berlin, 1897. Hermann H.-V. von Bismarck, *Stammbuch des altmärkisch-uradlichen Geschlechts von Bismarck*, Berlin, 1900.

ment, alors qu'elle était attaquée[1]. Il tenait beaucoup de cette histoire.

Les généalogistes sont gens flatteurs et cherchent volontiers des origines fabuleuses aux familles les plus modestes. On a voulu rattacher les Bismarck aux anciens chefs wendes ou tchèques, et l'arbre généalogique pendu dans le vestibule de Schönhausen constate qu'au VIIIe siècle, sous Charlemagne, leurs ancêtres sont venus de Bohême dans les Marches et y ont fondé la ville qui porte leur nom. Cette tradition ne repose que sur un effort d'imagination : la famille de Bismarck porte simplement le nom du village où habitaient ses premiers membres.

Bismark était un modeste bourg, qui sommeille dans la plaine monotone et peu fertile de la Vieille-Marche. D'ou vient le mot? On le discute encore[2]; d'après les uns, la Biese, petite rivière qui coule à quelques kilomètres plus loin, a donné son nom à cette région, Marche de la Biese, Bismark; d'après les autres, la bourgade dépendait de l'évêché d'Havelberg et s'appelait Marche de l'Évêché; « Biscopesmark » contient un manuscrit de 1203; le mot se serait corrompu en Bismark; en Wesphalie, dans le Brandebourg, d'autres villages portent ce même nom pour une pareille raison. En tous cas, Bismark de la Vieille-Marche est d'origine fort ancienne; son église romane d'un style très pur, une vieille tour en ruine, reste d'un antique château, des légendes qui circulent, tout permet de croire à une lointaine prospérité.

Mais au XIIe siècle, la ville de Stendal se fonde à quelque distance; de toutes parts on y accourt, car la vie y est active. A cette époque, les noms de famille n'étaient guère en

1. Lettre à Dohm, 2 décembre 1849. *Bismarckbriefe*, 8e éd., Horst-Kohl, 1900, p. 87.

2. Voyez à ce sujet Julius Langer, *Biesemark und Bischofsmark* dans Horst-Kohl. *Bismarck Jahrbuch*, t. IV, 1897, p. 289 et suiv.

usage, on n'employait encore que les prénoms ; mais on risquait de confondre tant de Nicklaus ou d'Otto; pour les distinguer, on les désigna d'après une particularité physique, leur profession, le lieu de leur naissance; c'est l'origine des noms de famille, et, en particulier, c'est l'étymologie du nom de Bismarck. Quelque artisan, à l'étroit dans le petit bourg de la Vieille-Marche, s'est rendu à la ville voisine de Stendal; on lui a donné le nom de son foyer primitif, et la particule *von*, sans aucune prétention nobiliaire, indique simplement l'extraction. L'exemple de ce bourgeois ne fut pas unique, car, à Stendal même, on trouve au XVI[e] siècle deux familles de Bismarck et maintenant encore on rencontre à Magdebourg ou Berlin de modestes commerçants qui portent sans faste le nom du prince.

Au XIII[e] siècle, les ancêtres du chancelier sont installés à Stendal et font partie de la ghilde des tailleurs-drapiers. Il n'est pas nécessaire de rappeler l'importance des ghildes, la protection qu'elles assuraient à leurs membres, les fortunes qu'elles ont favorisées : berceaux de la bourgeoisie à blason des vieilles villes, elles ont donné naissance et vie à de puissantes familles, parvenues plus tard à la haute noblesse. Le milieu du XII[e] siècle était une époque de production féconde pour elles; les villes devenaient plus riches et plus industrieuses[1] ; la bourgeoisie tendait à s'émanciper du joug des seigneurs.

En 1270, Herebord de Bismark ou Bismarke était prévôt des marchands à Stendal. Son petit-fils, Rule, apparait vers l'année 1310 comme membre de la confrérie des tailleurs-drapiers et du conseil communal de Stendal. C'était un personnage considérable dans sa petite ville pour sa fortune et son influence politique. Il représentait l'esprit de la bourgeoisie du

1. Zeller. *Histoire d'Allemagne*. Les empereurs du XIV[e] siècle, p. 49 et suiv.



temps, porté à l'indépendance et prompt aux querelles avec l'Église; il aurait voulu, semble-t-il, fonder des écoles communales et se serait heurté à la résistance du clergé, de qui dépendait toute instruction; la lutte fut vive et il mourut vers 1338, dûment excommunié.

Son fils aîné fut la plus vigoureuse personnalité de la vieille lignée. Nicolas de Bismark, que l'on appelait habituellement Claus, continua le commerce paternel et accrut considérablement sa fortune; on possède encore les sceaux à son nom : ils portaient déjà la feuille de trèfle, accolée de trois feuilles de chêne, qui n'a jamais quitté les armoiries des Bismarck. La fortune de Claus modifia sa ligne politique : il tint l'état présent pour parfait, et se mit à la tête du parti conservateur. Il en fut le chef au conseil communal et lutta avec énergie contre les tendances démocratiques; il se réconcilia même avec l'Église et fit accorder un pardon rétrospectif à son père.

Cette politique n'eut pas de succès dans la ville; le parti aristocratique succomba après une longue lutte et ses membres les plus importants furent bannis de Stendal. Claus de Bismark dut s'établir dans une terre qu'il tenait de l'héritage paternel; il s'était d'ailleurs acquis au loin de précieuses amitiés qui lui permirent de continuer son activité politique; dès ses débuts, il s'était attaché à la famille des margraves, alors de souche bavaroise, et il avait été à Stendal le partisan principal du margrave Louis; il lui avait même envoyé des subsides importants lors de sa lutte contre le duc de Brunswick; il estimait, — et ceci est à noter, — travailler ainsi à l'indépendance des Marches contre la domination étrangère.

Le margrave ne fut pas ingrat, et lorsque Claus dut quitter Stendal, il lui fit une riche donation dans la belle propriété de Burgstall, château très important qui mettait les

Bismark au premier rang de la noblesse du pays (juin 1345). Le tailleur-drapier était devenu un puissant châtelain. L'expérience l'avait rendu prudent. Il sut manœuvrer au milieu des troubles politiques de façon à ne se brouiller avec personne, se retirant dans son château lorsqu'il craignait de se compromettre. En 1353, le margrave Louis le prit comme conseiller intime et pendant huit ans Claus lui consacra ses précieuses qualités de sagacité et de prudence.

En 1361, sa carrière politique fut modifiée; un autre enfant de Stendal, Dietrich de Portitz, plus connu sous le surnom de Kogelwiet (weiss Kogel, capuchon blanc du capucin), devint évêque de Magdebourg. Il était parent ou allié de Claus de Bismark et lui confia l'administration intérieure de ses États. L'habile homme réussit entièrement : les finances épiscopales qui étaient dans un état déplorable, furent mises en ordre et des dettes considérables payées; des terres et villages engagés depuis longtemps rentrèrent dans le domaine; de nouvelles constructions s'élevèrent de toutes parts, et la cathédrale de Magdebourg, commencée depuis un siècle et demi, put être inaugurée en grande pompe le 22 octobre 1363. Kogelwiet fut moins heureux dans ses entreprises diplomatiques; la dernière année de sa vie fut troublée par une guerre néfaste contre l'évêque d'Hildesheim; il mourut en 1367, laissant une partie de ses biens à Claus de Bismark.

Enrichi d'argent et de renommée, Bismark rentra au service du Brandebourg; son patriotisme se réveilla et son arrivée à la cour du margrave fut signalée par une recrudescence de l'esprit d'autonomie. Mis à la tête de l'administration, Claus transforma les conseils, composés jusqu'alors d'hommes acquis à l'empereur, et n'y nomma que des partisans de l'entière indépendance. Pendant les cinq ans de son administration, il ne cessa de lutter contre la politique



impériale; il agit avec plus de patriotisme que de prudence et dépassa son but. Charles IV, lassé de cette résistance, se décida à la briser; son armée envahit le Brandebourg; la lutte n'était pas possible entre le puissant empereur et le margrave; au mois d'août 1373, celui-ci était écrasé et signait un traité aux termes duquel la marche de Brandebourg devait revenir à sa mort au fils aîné de Charles IV, Venceslas.

La vie politique de Claus de Bismark était terminée; il se retira à Stendal, décidé à vivre dans les bonnes œuvres; il fonda l'hospice de Sainte-Gertrude, que ses descendants de Schönhausen subventionnent encore. Mais son naturel combattif reprit; comme son père il entama un kulturkampf et lutta avec l'Église; avant sa mort, vers 1377, il encourut les foudres de l'excommunication. Il est enterré à Burgstall et sur sa tombe on lit cette laconique inscription : « Nicolaüs de Bismark, miles. » Son descendant n'a pas voulu de plus longue épitaphe. Si, à travers cinq siècles écoulés, on peut chercher autre chose entre deux générations que de simples coïncidences, il faut reconnaître que Claus au XIVe siècle et Otto au XIXe étaient des tempéraments de même famille; ils apportaient, dans la vie politique, une pareille ardeur à la lutte, une égale souplesse qui leur permettait de se retourner avec rapidité, un patriotisme ardent, tempéré le plus souvent par une prudence avisée; Claus abandonna un jour cette sagacité, et cela le perdit.

Rule et Claus de Bismark semblent avoir épuisé toute l'ardeur de leur race pour trois siècles. Leurs descendants furent des hommes simples et tranquilles; par tradition, ils s'attaquèrent à l'Église et plusieurs furent excommuniés. Lorsqu'en 1415, Frédéric de Hohenzollern, burgrave de Nuremberg, reçut de l'empereur Sigismond le Brandebourg avec la dignité électorale, les frères de Bismarck se soumirent sin-



cèrement, voyant en son arrivée le salut des Marches. Désormais un lien étroit se noue entre les Hohenzollern et la famille des Bismarck ; parfois les princes usèrent jusqu'à l'abus de la fidélité de leurs vassaux ; ceux-ci s'inclinèrent toujours avec respect devant la volonté de leurs maîtres.

Pendant un siècle et demi, l'existence des Bismarck est terne et sans incident ; ils vivent nombreux à Burgstall, s'efforçant d'agrandir et d'embellir leur domaine, sans soucis ni ambitions.

Leur grande occupation était la chasse ; du château de Burgstall dépendaient de vastes forêts ; le droit de chasse s'étendait sur les terres voisines, et le tout constituait le plus beau domaine que Nemrod pût rêver. Faciles à accueillir qui se présentait en confrère du cor ou du tir, les Bismarck étaient réputés pour leur hospitalité, et leur plaisir, leur seule distraction étaient de recevoir et de promener des chasseurs de marque. Ce fut leur perte. Parmi leurs invités, les plus importants étaient les margraves de Brandebourg ; attachés à leurs princes par un lien d'étroite fidélité, les Bismarck étaient fiers de les avoir à leur table et leur prodiguaient les invitations ; au XV[e] siècle, Jean le Cicéron et Joachim I[er] le Nestor avaient fréquenté régulièrement les chasses de Burgstall. Les châtelains du XVI[e] siècle continuaient les traditions hospitalières de la famille, et recevaient plus fréquemment qu'aucun autre le prince héritier Jean Georges. L'ingratitude est un privilège des princes : à force de chasser à Burgstall, Jean-Georges finit par considérer la terre comme sienne et s'ingénia à en expulser les propriétaires. Il avait acquis en 1555 le domaine voisin de Letzlingen, et c'en fut désormais fini du repos des Bismarck. Le prince commence par obtenir le droit de chasse sur diverses propriétés, puis propose aux Bismarck de leur échanger Burgstall contre le domaine



d'Arendsee. La lutte est longue entre le prince tout-puissant, tenace, et les vassaux qui n'ont pour eux que leur bon droit. Ils sont profondément attachés à leur château qui est entré depuis deux siècles dans la famille; le quitter est pour eux pis qu'une douleur, c'est un effondrement. Ils appellent au secours tous leurs protecteurs; l'archevêque de Magdebourg s'en émeut, et tente de dissuader le prince de son projet. Mais Jean-Georges est buté ; des spéculateurs avisés auraient tiré parti de ce désir forcené, et n'auraient quitté leurs biens que pour gagner au change ; or les Bismarck ne sont rien moins que des spéculateurs. Et lorsqu'en octobre 1562, harcelés de demandes et d'aigres récriminations, ils se décident à céder, ils le font avec une dignité touchante. « Nos ancêtres et nous, écrivent-ils à leur terrible voisin, avons vécu longtemps heureux et en paix sous les princes électoraux ; nous les avons servis de bon cœur avec notre sang et notre argent ; nous nous sommes montrés fidèles sujets; dans l'affaire actuelle, nous aurions accédé volontiers au désir de l'honorable prince électoral, margrave de Brandebourg, s'il ne s'était pas agi d'échanger le bien que nous tenons de nos pères et de nos grands-pères, que Dieu le Tout-Puissant nous avait donné... »

Le prince avait cause gagnée ; il décida les Bismarck à se séparer en deux branches ; les frères de la ligne aînée reçurent la terre de Crevese, ancien couvent de bénédictines, d'un maigre revenu ; la compensation était si petite que le margrave dut ajouter une soulte de 2.000 thalers et 100 écus pour les femmes de ses victimes. Les frères de la branche cadette n'obtinrent guère mieux en recevant le bailliage de Schönhausen et Fischbeck, dépendance de l'évêché d'Havelberg. Schönhausen est situé sur la rive droite et à deux kilomètres de l'Elbe; sur un léger renflement du sol s'élevaient l'église de style roman avec un haut clocher, et le vieux château féodal,

aujourd'hui détruit; le pays est plat et bas; rien ne s'opposait alors aux débordements du fleuve et ses alentours étaient souvent inondés; découragés, les paysans laissaient leurs terres sans culture et vivaient misérablement. Il a fallu toute l'ingéniosité des Bismarck pour transformer ce triste domaine en propriété riante et fertile, telle qu'on la voit aujourd'hui.

Le 16 décembre 1562, jour sinistre pour les Bismarck, furent échangées les dernières signatures qui rendaient définitif ce contrat appelé dans la famille la « permutatio ». Et à Pâques 1563, l'orgueilleux margrave s'installait à Burgstall. Les Bismarck refrénèrent tout sentiment de révolte, liés par la chaine de fidélité qui les unissait depuis cent cinquante ans aux Hohenzollern. Mais la date du contrat demeura néfaste à jamais dans la famille, et l'aîné d'alors, Frédéric, reçut comme un outrage le surnom de permutator. Le chancelier de fer parlait de l'amoindrissement de sa famille comme d'une blessure de la veille. Il considérait les dotations reçues par lui en 1866 et 1871, l'acquisition de Varzin et de Friedrichsruh, comme une compensation du destin. « Par là, écrivait-il, je suis rentré dans une situation qui répare la perte de Burgstall, si douloureusement ressentie par tous les membres de notre famille depuis trois cents ans[1]. »

Il y avait en effet pour les Bismarck un amoindrissement douloureux; dispersés en deux médiocres domaines, ils perdaient leur situation de premiers châtelains dans la région. De puissants seigneurs, ils devenaient petits hobereaux. Pendant plus d'un siècle, aucun d'eux ne sortira d'une modeste moyenne; ils seront presque tous au service militaire, mais sans gagner les grades élevés; pour trouver dans la famille une personnalité marquante, il faut aller jusqu'au XVIIIe siècle.

1. Bismarck. Lettre du 19 novembre 1871.



Les deux châteaux, alternativement réunis et séparés, donnent leurs noms à deux branches distinctes, Bismarck-Schönhausen et Bismarck-Crevese. La première seule intéresse l'histoire du prince. Jusqu'à la fin du XVIIe siècle, ses membres vivent dans l'ombre; ils ont de nombreuses familles, six, huit, dix enfants; ainsi poussent des rameaux nouveaux, qu'on retrouve dans toutes les parties de l'Allemagne. De leurs descendants, quelques-uns parviennent à la fortune. Au commencement du XVIIIe siècle se rencontre un des caractères les plus originaux, les plus vigoureusement trempés de la famille, Louis Auguste de Bismarck : jeune officier, il tue un de ses valets dans un mouvement de colère, cache le cadavre sous un lit et s'enfuit; il obtient sa grâce, rentre dans l'armée prussienne, mais il trouve l'avancement trop lent; il donne sa démission et s'engage au service de la Russie ; il épouse une parente ou alliée de Biren, duc de Courlande, qui le prend en protection; mais Biren est renversé; il part avec lui pour la Sibérie. Bientôt rappelé, il est nommé général, chargé d'une mission diplomatique à Londres, et meurt sur le champ de bataille de Pultawa. Il avait le caractère des Bismarck porté à son comble, intelligent, capable de tout comprendre, violent et emporté. Un de ses petits-neveux, Frédéric-Guillaume, est général au service du roi de Wurtemberg et de Napoléon Ier, diplomate, auteur de nombreux ouvrages de tactique; ses descendants vivent encore à la cour de Stuttgart, sous le nom de Bismarck-Schierstein.

Les ancêtres directs du chancelier sont successivement gens d'épée et de robe. Auguste Ier (1611-1670) est un brave soldat, quelque peu capitaine d'aventure, souvent en campagne au service des uns et des autres. Auguste II (1666-1732), Landrath de la Vieille-Marche et député au conseil provincial, vit beaucoup à Schönhausen, s'occupe de ses

terres, et accroît sa fortune par une sage administration et d'heureux héritages ; l'ancien château avait été détruit lors de la guerre de Cent ans par des bandes de Suédois et d'impériaux, Auguste le remplace par le château actuel, grande construction confortable, sans prétention, aux murs crépis et relevés de simples pilastres, ornés seulement de l'écusson des Bismarck ; la maison fut achevée en 1700 ; le chancelier y naquit cent quinze ans plus tard. En 1711, l'actif châtelain fait planter le jardin, avec une terrasse élevée de quelques marches, des allées à la française et des statues de divinités rustiques. Ayant encore accru sa fortune, il construit un second château, de plus grande allure, longue façade aux ailes avancées. Un siècle plus tard, ce château sortit de la famille ; le chancelier essaya de l'acquérir en 1866, mais il se heurta à des prétentions exagérées ; le peuple allemand le lui offrit par souscription pour l'anniversaire de ses soixante-dix ans. Le prince y installa l'exposition des cadeaux qu'il avait reçus pendant sa carrière.

Le fils du conseiller, Auguste-Frédéric (1695-1742), reprit les traditions de ses ancêtres et entra dans l'armée de Frédéric-Guillaume Ier ; blessé à la bataille de Czaslau, il fut, peu de jours après, tué dans sa voiture par des hussards autrichiens : la convention de Genève et la Croix Rouge étaient alors inconnues. Il avait acquis, par mariage et par héritage, les domaines de Külz, Kniephof et Jarchelin, qui devaient revenir au père d'Otto.

Son fils, Charles-Alexandre, attaché d'ambassade et officier de cavalerie, mais plus civil que militaire, était un lettré, bel esprit, poète à ses heures ; il avait, à la mode du temps, un vif sentiment d'« humanité » ; il a laissé quelques écrits dont le plus curieux est une plaquette en français, « Éloge ou Monument érigé à la mémoire de C.-C.-G. de Bismarck,



née de Schœnfeld, par Charles-Alexandre de Bismarck. Berlin, 1774 ». Il y vantait, dans le style de Rousseau, les vertus de sa femme, et trouvait autant de perfection dans la beauté de son nez que dans la bonté de son cœur.

Son quatrième fils, Charles-Guillaume-Ferdinand (1771-1845), est le père du chancelier. S'il est exact, comme l'écrivait le grand homme en 1872, que la lignée des Bismarck se composât « alternativement d'une génération rossante et d'une génération rossée », celui-ci n'appartenait point aux violents. C'était un brave homme, sans plus. Entré très jeune dans l'armée, il s'était vaillamment comporté pendant la campagne de France et, avait été blessé à Kaiserslautern. Dès 1795, il avait abandonné le service militaire « pour alléger à son vieux père la charge de deux domaines », et il n'avait plus quitté Schönhausen que pour passer, chaque hiver, quelques semaines à Berlin. Il fréquentait les salons dans l'entourage de la cour et y rencontra une jolie et brillante fillette, Louise-Wilhelmine Mencken. Il n'était plus tout jeune, elle avait seize ans; mais ils se plurent, peut-être par le contraste de leurs caractères; le 7 juillet 1806, ils s'épousèrent.

La famille Mencken [1] était d'un tempérament tout différent du naturel des Bismarck. Depuis quatre siècles, ceux-ci avaient été militaires, à de rares exceptions près. Les Mencken, au contraire, avaient brillé dans les universités et dans les conseils. Pour employer une image dans le goût du chancelier, c'était le mariage de la robe et du sabre.

La famille était originaire d'Oldenbourg et assez ancienne; au XVII[e] siècle, elle avait compté parmi ses membres deux

1 Le nom de la famille ne semble pas avoir une orthographe très fixe: plusieurs ancêtres maternels d'Otto de Bismarck signaient Mencke; son grand-père avait adopté l'orthographe Mencken, et des actes de famille portent Menken.



érudits de grande valeur, Otto Mencke, professeur de morale à Leipzig, un des fondateurs de la revue *Acta eruditorum*, et Lüder Mencke, professeur de jurisprudence à la même université, auteur de plusieurs traités de droit. Au XVIIIe siècle, Gottfried-Louis Mencke était à son tour professeur aux facultés de droit de Leipzig et d'Helmstedt; c'est le grand-père de la jeune madame de Bismarck.

Son fils Anasthase-Louis (1752-1801) entra jeune dans l'administration prussienne[1]; il devint secrétaire de cabinet de Frédéric II, puis conseiller intime de Frédéric-Guillaume II; c'était un esprit éclairé et indépendant, et les idées françaises avaient fait sur lui une profonde impression; ce libéralisme nuisit à sa carrière : on l'accusa de jacobinisme, et le roi l'écarta de ses conseils pendant la période exaltée de la Révolution française. Frédéric-Guillaume III le rappela à son cabinet et lui manifesta quelque confiance. Suivant Stein, Mencken était le seul, dans les conseils de la cour « à qui tinssent au cœur, avec un amour sincère, la grandeur et le perfectionnement du jeune roi ».

Sa fille, Louise-Wilhelmine, était née le 27 février 1790. A voir ses portraits, elle avait des traits agréables, un beau front, le nez trop long et les yeux vifs; le visage valait surtout par l'animation et le brillant du regard. Elle était toute différente de son mari : par héritage, elle avait un esprit cultivé et se plaisait aux belles-lettres. Elle lisait, écrivait, causait en jouant aux échecs; son mari visitait ses terres et chassait. A la longue, elle prit la direction du ménage, parfois au détriment de sa fortune. Elle aimait la vie de salon, l'hiver à Berlin, l'été aux bains; à la campagne, elle voulait sans cesse démolir et rebâtir; elle adorait ses enfants, mais

1. Voyez Hüffer, *A. L. Mencken, der Grossvater des Fürsten Bismarck, und die Cabinetsregierung im Preussen.*



les envoya tout petits en pension. C'était une charmante femme; elle mourut jeune, on la pleura douloureusement, mais elle avait ruiné les siens.

En août 1809, le jeune ménage s'installa à Schönhausen. Quelques semaines après, la Prusse était envahie par les Français; le 14 octobre, les deux victoires d'Iéna et d'Auerstædt livraient à Napoléon les routes de Berlin. Schönhausen était sur un de ces chemins : le 25 octobre, un corps de Soult y paraissait. Dans l'ardeur de l'invasion, les soldats agissaient brutalement, le jeune couple épouvanté prit la fuite ; à son retour, il trouva le château saccagé ; dans le vestibule, l'arbre généalogique, joyau symbolique des Bismarck, était déchiqueté à coups de baïonnettes. La jeunesse d'Otto fut bercée de ce récit.

Les années qui suivirent furent tristes. Schönhausen eut d'autres visites, et son propriétaire devait payer de fortes indemnités, entretenir les soldats étrangers, secourir ses paysans. En 1812, il organisa le landsturm et nourrit les soldats russes. La paix rétablit la sécurité et le fécond travail.

M. et M[me] Ferdinand de Bismarck eurent six enfants ; trois moururent en bas âge, les autres étaient : Bernard, né le 24 juillet 1810, qui joua un rôle assez considérable dans l'administration prussienne ; le chancelier de fer ; et Malwine, la plus jeune, la sœur chérie d'Otto, née le 29 juin 1827 et qui épousa le comte d'Arnim-Kröchlendorff.

A reprendre ces divers caractères, il est facile de constater que le tempérament du chancelier était tout Bismarck, nullement Mencken. On est frappé de certains traits de famille qui se retrouvent chez tous les Bismarck et sont particulière-

ment marqués dans le caractère d'Otto. Lui-même se plaisait à les souligner et négligeait ses origines Mencken.

C'est d'abord le côté « junker » du hobereau, grand chasseur, grand mangeur, grand buveur. On sait avec quel orgueil le chancelier se vantait de ses prouesses bachiques et de son estomac complaisant; c'était un des joyeux sujets de conversation à la table de Versailles, et, en pleine guerre, il était heureux de chasser à Ferrières. « Autrefois, disait-il avec mélancolie et envie, j'étais un véritable gentilhomme campagnard. » Les énormes farces du jeune étudiant ne proviennent pas d'une autre origine; de même les chevauchées folles de sa trentième année, et les affûts interminables.

Presque tous les Bismarck ont été soldats; ils ont profondément imprimé sur leur race un tempérament militaire; Otto a été leur héritier, non par la profession, mais par le caractère. Il n'a jamais servi dans l'armée active; jeune fonctionnaire, agriculteur, député, ambassadeur, ministre, chancelier, il n'a suivi qu'une carrière civile, mais il s'est toujours considéré comme un soldat, et par tradition de famille. « Il n'y a pas un de mes ancêtres qui n'ait tiré l'épée, disait-il à Busch[1]. Mon père et ses trois frères; mon grand-père était à Rossbach; mon aïeul a combattu contre Louis XIV et mon bisaïeul dans les petites guerres sur le Rhin. Et puis un grand nombre de nos ancêtres ont pris part à la guerre de Trente ans. »

A partir de 1851, il revêt dans toutes les cérémonies officielles l'uniforme d'officier de Landwehr; plus tard, il ne prend jamais les vêtements civils; il ne s'y remet qu'après sa chute. La plus grande récompense que peut lui offrir son souverain, le jour de la fondation de l'empire, c'est de le nommer lieutenant-général.

1. Busch, *Le comte de Bismarck et sa suite pendant la campagne de France* (éd. 1879), p. 408.



Cette affectation de militarisme n'est pas une question de gloriole ou de mode, c'est un pli de caractère. Les aventures de ses ancêtres, soudards et capitans, l'ont passionné dans son enfance. Les récits d'un parent sur les guerres contre Napoléon exercèrent, de son propre aveu, une vive influence sur sa jeunesse. Il en a conservé une admiration de la force brutale, un mépris pour les faibles, qu'accentuera encore son existence de hobereau ; de là ses cyniques et sinistres plaisanteries sur les paysans de Bazeille qui, en brûlant vifs, sentent « l'oignon rôti[1] ».

Soldats, les Bismarck ont toujours été profondément attachés aux Hohenzollern ; leur dévouement a été jusqu'à leur nuire, comme lors de l'échange de Burgstall, mais ils se sont soumis toujours avec respect à la volonté du souverain. Cet attachement dynastique se doublait encore d'un patriotisme brandebourgeois : ils aimaient les Hohenzollern, parce que leurs souverains représentaient leur petite patrie dans la grande, et c'est le propre du caractère allemand. Ce dévouement se retrouvait dans le chancelier : son affection pour Frédéric-Guillaume IV, pour Guillaume Ier, était profonde et sincère. L'homme emporté qu'il était, se maîtrisait toujours devant le monarque, quitte à se soulager en brisant quelque objet à l'insu du roi.

Enfin, et ceci est plus important, les Bismarck ont souvent eu le caractère fortement trempé du chancelier ; de Rule au général Louis-Auguste, de Claus au colonel Auguste-Frédéric, on les trouve violents, brutaux, mais sachant ce qu'ils voulaient et y tendant de tous leurs efforts, malgré tous obstacles, brisés parfois, brisant plus souvent. Et cela encore est bien dans le caractère d'Otto de Bismarck-Schönhausen.

1. Busch, *ibid.*, p. 87.

CHAPITRE II

HEURES D'ENFANCE ET D'ÉTUDES

(1815-1835)

Naissance à Schönhausen et première enfance en Poméranie. — L'institution Plamann, le gymnase et M. Bonnell. — L'Université de Göttingue. Un *Korpsstudent*. — A l'Université de Berlin. — Amitiés de jeunesse.

Otto-Édouard-Léopold de Bismarck naquit à Schönhausen le 1er avril 1815. Ses premiers cris furent couverts par le son des trompettes et des fifres : la guerre reprenait contre la France ; un corps de l'armée de Lutzow séjourna à Schönhausen ; les récits de ses camarades aînés sur la vie des soldats furent « un des premiers et plus vivants souvenirs » de son enfance [1]. Waterloo ramena le calme.

La jeunesse d'Otto ne s'écoula pas à Schönhausen. En 1816, son père reçut par héritage d'un cousin trois domaines en Poméranie : Kniephof, Jarchelin et Külz. Ces terres étaient situées dans la partie de la province qui confine à l'estuaire de l'Oder et à l'est du fleuve ; c'est une région monotone, plate à l'infini et triste ; les champs, d'une médiocre fertilité, sont coupés de lentes rivières ou de forêts assez étendues ; ces bois sont la seule beauté du pays. Les nouvelles propriétés de M. de Bismarck étaient vastes et exigeaient une surveillance de tous temps. M. de Bismarck s'installa à

1. Lettre de Bismarck, 1892, citée par Schmidt. *Schönhausen und die Familie Bismarck.*



Kniephof, petit château dans une situation agréable, à quelques kilomètres de Naugard.

Otto passa ses premières années à courir les champs et les étables. Ainsi qu'il advient toujours, ses biographes ont cherché à le transformer en enfant prodige; il apparait simplement comme un brave petit garçon, assez tranquille, prenant son plaisir à suivre les travaux de la campagne. Cette existence rustique devait être bientôt interrompue. A six ans, il alla rejoindre son frère Bernard à l'institution Plamann, à Berlin : telle était la décision de sa mère.

Mme de Bismarck aimait profondément ses fils; mais elle ne concevait leur éducation que dans les formes adoptées par le monde de la cour; très intelligente, elle n'eut pas l'idée de communiquer à ses enfants sa propre instruction, mais, prisonnière des préjugés mondains, elle ne pensa qu'à les enfermer en bas âge dans un pensionnat à la mode. L'école où elle les envoya était fréquentée par les jeunes gens des meilleures familles [1]. Plamann, qui l'avait fondée, était un élève de Pestalozzi et suivait étroitement la doctrine du maître : l'enseignement par les images, représentations fidèles des choses; l'éducation reposant sur la crainte de Dieu et l'amour de la patrie; l'emploi de la gymnastique et la pratique d'une vie spartiate. Ces principes n'étaient guère conformes à l'esprit de réaction qui soufflait à la cour, mais ils avaient plu à Mme de Bismarck, qui tenait de son père et de ses lectures des idées libérales en politique comme en religion. Ils étaient bons pour des jeunes gens en plein développement, ils étaient effroyables pour un pauvre bambin de six ans, fait à la vie libre des champs. Le petit Otto fut très malheureux. Jusqu'à son extrême vieillesse, il n'a pas tari en

1. Voyez l'article de Jonas sur Plamann dans l'*Allgemeine deutsche Biographie*.

protestations sur son incarcération prématurée : « Avec les meilleures intentions du monde, on m'a gâté mon enfance, disait-il. L'institution Plamann était une sorte de maison de correction... Jusqu'à six ans, j'avais été à Kniephof, presque toujours en plein air ou dans les écuries. Au contraire, dans toute l'école régnait une discipline de fer. Quand je voyais par la fenêtre un attelage de bœufs suivre le sillon, je pleurais de nostalgie [1]. » Tout choquait l'enfant habitué aux choses et aux idées délicates de la maison : la nourriture, « viande élastique, dont la dent ne venait pas à bout, navets en morceaux carrés, mêlés de pommes de terre dures [2] » ; le prétendu patriotisme allemand qui consistait surtout dans la haine méthodique de la France ; la gymnastique « pratiquée avec une si bruyante ostentation qu'on s'en dégoûtait ». C'était du Pestalozzi à la mode du Nord.

A la longue, il s'y fit ; si cette éducation vigoureuse et disciplinée n'était pas conforme aux mœurs polies et douces de sa mère, elle répondait exactement aux traditions des Bismarck ; elle confirma dans son caractère le côté bouillonnant, rude et virulent qu'il tenait de sa race, et le garçon s'y abandonna ; ses contemporains le représentent comme l'organisateur des petites guerres où se plaisent toujours les enfants [3] ; au bain, en été, il est le premier à sauter dans la rivière ; en hiver, il est à la tête des batailles à boules de neige ; en histoire, il s'éprend des héros grecs et romains, de leurs combats épiques, de leurs actions truculentes ; il dévore les romans de Walter Scott, récemment parus. Et surtout il guette l'ouverture de la porte pour les vacances.

1. Keudell, *Bismarck et sa famille*, 1902, p. 146 et 149.

2. Busch, *Le comte de Bismarck et sa suite*, p. 403.

3. Krigar, *Kleine Mittheilungen aus der Jugendzeit des Fürsten Bismarck in der Plamannschen Pensionsanstalt*.



Le départ de l'institution Plamann était une délivrance, le long voyage en poste de Berlin par Stettin à Kniephof une fête de chaque instant, l'arrivée dans le domaine un renouveau de bonheur ; l'enfant se replongeait avec délices dans la vie des champs qu'il a toujours aimée plus qu'aucune autre. « Un navet lui importe plus que toute votre politique », disait plus tard la princesse de Bismarck. A dix ans, le vieux vacher qui le tutoyait, lui semblait préférable à Pestalozzi et toute son école. Avec son frère, son petit camarade Maurice de Blanckenburg, l'ami de toute sa vie, il courait les champs, rôdait dans les étables et chassait les petits oiseaux : à Schönhausen où il accompagnait parfois son père, une statue d'Hercule porte encore, un peu plus bas que le dos, les traces de son fusil d'enfant. A la rentrée, sonnait l'heure de la réclusion.

Il avait douze ans, lorsque « les tristes heures » de l'institution Plamann prirent fin. Mme de Bismarck était fatiguée de la vie rustique : Kniephof était trop loin des salons où l'on dissertait sur Swedenborg et le panthéisme. Elle décida donc son mari à quitter la campagne, pendant la rude saison tout au moins, et à l'automne de 1827 M. et Mme de Bismarck s'installèrent dans la Behrenstrasse, une des rues élégantes de Berlin, dans le voisinage des Tilleuls. Le jeune Otto entra au gymnase Frédéric-Guillaume : il y eut pour maître un excellent homme, qui devait avoir une influence heureuse sur toute sa jeunesse, M. Bonnell.

Savant de quelque mérite, M. Bonnell était surtout un cœur généreux, dévoué à ses élèves, zélé à sa tâche de former des hommes. Dès l'arrivée du jeune Bismarck dans sa classe, il se sentit attiré par ce nouvel élève à l'air intelligent. « Il avait, a-t-il écrit plus tard, un bon visage de garçon, joyeux et ouvert, des yeux limpides et brillants, quelque chose de jeune et de gai. Je me dis de suite : voilà un gentil gamin, je

m'occuperai particulièrement de lui. » Le digne professeur accomplit sa promesse ; il réconcilia l'enfant avec l'étude, et, trente ans plus tard, le bambin devenu grand homme chargea son vieux maître de diriger l'éducation de ses fils.

Il était d'autant plus heureux de trouver une pareille affection dans son gymnase, qu'au foyer paternel il ne rencontrait pas tous les soins qu'un enfant peut attendre. Mme de Bismarck avait pour son petit garçon toute l'affection d'une mère ; mais entre ses lectures, ses savants entretiens avec les hommes du jour, ses soirées mondaines, elle n'avait guère le temps de s'occuper de lui. Lorsque l'enfant rentrait du collège, il la trouvait « dans ses bouquets de muguets, ses bibelots et ses livres », ou « à dîner avec de brillants officiers et de vieux messieurs décorés ; on emmenait le mioche dîner à la cuisine où on le bourrait de caviar et de friandises ». Elle le voulait toujours au travail, elle tenait « à en faire quelqu'un et elle lui semblait froide et dure à son égard [1]. » Une vieille servante, Trine Neumann, se chargeait de le morigéner, de le laver et de le câliner. C'était une très brave femme, domestique à la vieille mode, attachée jusqu'au dévouement aveugle à ses maîtres ; elle était née à Schönhausen, fors Dieu elle ne voyait rien au-dessus des Bismarck ; elle adorait les enfants qu'elle avait vu naître ; elles les grondait et gâtait tour à tour ; les petits la faisaient enrager, mais l'aimaient de tout cœur.

Les années s'écoulèrent ainsi pour l'enfant. M. Bonnell ayant été nommé professeur au gymnase du Cloître Gris, le jeune Otto y avait suivi son maître bien-aimé. Mais la Behrenstrasse était loin de ce collège ; d'ailleurs M. et Mme de Bismarck s'absentaient toujours davantage, aux bains, dans

1. Bismarck à sa fiancée, 23 février 1847. *Briefe an seine Braut und Gattin*, 1900, p. 48-49.



leurs terres ; la vie qu'ils menaient à Berlin, lettrée, mais mondaine, ne convenait guère à un collégien, ils décidèrent de mettre à nouveau Otto en pension ; mais il obtint mieux que l'institution Plamann, il entra chez le maître qu'il aimait, M. Bonnell ; ce fut le meilleur temps de ses études.

Pendant l'année qu'il y passa, il vécut dans l'atmosphère calme et laborieuse qui lui avait jusqu'alors manqué. Il en témoigna avec affection sa reconnaissance : « Il se mêla à mon simple intérieur, raconte naïvement M. Bonnell, avec tendresse et confiance et sans prétention ; il se montrait aimable ; il ne sortait presque jamais le soir ; quand j'étais absent dans la soirée, il s'entretenait amicalement et innocemment avec ma femme et manifestait son vif goût pour la vie de foyer. Il avait conquis tous nos cœurs, et nous avions pour lui tant d'affection et de soin que son père a dit plus tard que le jeune homme ne s'était trouvé dans aucune maison aussi bien que dans la mienne[1]. »

Sous cette bienfaisante direction, le jeune Otto put terminer heureusement ses études classiques ; il s'intéressait surtout à l'histoire et aux langues vivantes. A l'institution Plamann il avait eu du goût pour l'histoire ancienne, maintenant il étudiait surtout le passé de son pays, la Prusse, et en particulier de sa province, le Brandebourg. Il apprenait ainsi les premières notions de l'histoire, il n'a cessé de les développer par ses lectures, et son savoir très étendu lui a souvent permis, dans les assemblées parlementaires, d'opposer à ses adversaires les traditions de sa patrie. Tout jeune, il avait à un point remarquable le don des langues ; il apprit le français en jouant et donnait des leçons aux hôtes de sa mère ; élève de philosophie « il parlait fort bien latin » ; pour se

1. Hesekiel, *Das Buch vom Fürsten Bismarck* (éd. 1873), p. 63-64.

soustraire à un professeur désagréable, il apprit en quelques mois l'anglais. A sa sortie du collège, il écrivait correctement les deux langues étrangères.

Le temps s'écoulait, coupé par les vacances, les séjours à Kniephof ou Schönhausen, quelque voyage en famille. Une excursion en Thuringe fit au jeune Otto une profonde impression. « Au lieu des pays plats du Nord, dit-il cinquante ans plus tard, les rochers, les montagnes, les vieux châteaux avec leurs souvenirs historiques..., et surtout la Wartbourg avec ses souvenirs de Luther et de la Réforme... Tout cela entoure la Thuringe dans mes impressions d'enfance d'un nimbe de romantisme[1]. » En 1831, le choléra imposait un congé prolongé à tous les collégiens d'Europe : il retourna à Kniephof et dans le voyage fit une grave chute de cheval : il devait, dans sa vie de hobereau et même de ministre, la renouveler à maintes reprises.

A Pâques 1832, son temps de classes prit fin. Grâce à l'excellent M. Bonnell, il passa sans accident l'examen qui correspondait au baccalauréat français, l'*Abiturienten-examen*. On a conservé sa note en latin : « Oratio est lucida ac latina sed non satis castigata » ; elle indigne ses admirateurs, qui le jugent, d'après les citations dont il émaillait ses discours, un humaniste de premier ordre[2].

Il avait dix-sept ans. C'était un grand garçon, de taille élancée, le front haut sous la chevelure abondante, le regard droit et ferme. Il était adroit et fort, rompu à tous les exercices du corps. Son caractère avait beaucoup de franchise et de rudesse : il eut à cette époque son premier duel d'étudiant. Au moral, il s'est qualifié lui-même de « produit normal de

1. Bismarck, *Discours d'Iena*, 31 juillet 1892.

2. H. Blum, *Fürst Bismarck und seine Zeit* (ed. 1894), t. I, p. 27.

notre enseignement officiel[1] ». Ce n'est exact qu'à moitié; les conversations qu'il avait entendues chez ses parents avaient exercé une influence profonde sur son âme[2]. Agé de quinze ans, il avait été confirmé dans l'église de la Trinité, à Berlin, et avait ressenti une vive émotion religieuse; ce sentiment n'avait pas résisté aux doctrines qui avaient cours dans sa famille. Son père, homme de foi vague, ne parlait jamais de religion à ses enfants; sa mère n'allait pas à l'église, elle avait des croyances déistes, et s'adonnait aux théories de Mesmer[3]. Le soir, on causait brillamment de philosophie; l'enfant écoutait; il retint quelques phrases qui se gravèrent dans son âme; ses études classiques agissaient dans le même sens; il « perdit toute foi dans la Bible et le Christianisme » et devint panthéiste, d'abord sans savoir exactement ce qu'était la doctrine de Spinoza, plus tard par conviction de lecture. Il cessa toute pratique religieuse, par franchise envers les autres et envers lui-même, et « parce que la prière lui paraissait contraire à la nature de Dieu ». La foi lui revint plus tard, sincère et profonde.

En politique, il tenait de l'institution Plamann des sentiments nationalistes allemands qui disparurent bientôt pour renaître trente ans plus tard, lorsqu'il s'emparera des idées de ses adversaires et fera l'Allemagne. Il se croyait libéral[4] et même républicain; il avait entendu la critique des souverains, surpris leurs faiblesses, et « se creusait la tête pour découvrir les motifs capables de décider des millions d'hommes à subir, leur vie durant, la volonté d'un seul[5]. » Il ne garda

1. Prince de Bismarck, *Pensées et Souvenirs*. Trad. Jaeglé (1899), p. 1.
2. Max Lenz, *Geschichte Bismarcks*, p. 19.
3. Bismarck, *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 1-2, 49.
4. Comte d'Hérisson, *Journal d'un officier d'ordonnance* (éd. 1887), p. 356.
5. Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, *loc. cit.*

pas ces scrupules; il cessa de se creuser la tête et, puissant ministre de la monarchie, conseilla à ses compatriotes d'éviter cette fatigue.

Il était temps pour lui de choisir une carrière. Il aurait voulu embrasser celle des armes : les traditions de sa famille et de son milieu, son caractère et même son tempérament physique l'y portaient. Sa mère en décida autrement. Elle jugea ses deux fils avec une rare sagacité et devina leur carrière; de l'aîné, Bernard, elle fit un fonctionnaire, et sans l'appui de son cadet, alors sans influence, il devint *Landrath*, sous-préfet, dans sa province; elle voua Otto à la diplomatie; les circonstances l'en écartèrent, la force des choses l'y ramena pour la grandeur de sa patrie.

Avant les ambassades, il fallait fréquenter les Universités. On conte que le jeune homme désirait aller à Heidelberg, où la vie académique battait son plein, *Kneipe*, *Korps* et duels. Mais la prudente mère savait que, parmi les étudiants d'Heidelberg, d'aucuns pratiquaient le culte de Bacchus; son fils était déjà disposé à y sacrifier. M[me] de Bismarck craignit les tavernes et chercha une Université plus tranquille. Un parent, en qui elle avait toute confiance, M. Kerl, conseiller des Finances, lui indiqua Göttingue. Le renom de libéralisme de cette Université la décida à y envoyer son fils.

A l'extrémité de la chaine du Harz, qui vient mourir en douces ondulations, Göttingue est agréablement située sur la Leine. La région est verte et souriante, coupée de fraiches vallées, de forêts, et bornée par des collines aux doux contours. La ville est calme, plate, sans luxe, mais entourée de jolies promenades; elle n'a d'autre industrie que l'exploitation des étudiants [1].

1. Sur le séjour de Bismarck à Göttingue, Otto Mejer, *Kulturgeschichtliche Bilder aus Göttingen* (1889). Fr. Kalkner, *Göttingen* (1892). Montargis et



En 1832, malgré l'éclat de quelques maîtres, Dahlmann, les frères Grimm, l'Université de Göttingue était en déchéance. Fondée en 1734 par Georges II, électeur de Hanovre et roi d'Angleterre, elle avait longtemps joui d'une indépendance qui avait assuré son succès ; vers 1780 et de nouveau en 1820 elle comptait près de 1.500 étudiants ; les professeurs les plus illustres y enseignaient ; de tous les côtés de l'Allemagne, d'Angleterre, d'Amérique, les jeunes gens y venaient former leur intelligence. Dans les années de réaction qui suivirent la paix de Vienne, la pensée indépendante et l'idée nationale se réfugièrent dans les Universités. Suivant les expressions même de Bismarck, « les seuls éléments d'union en Allemagne étaient la science et l'art. Dès lors, la science n'était pas prussienne ou bavaroise, mais allemande. Les Universités avaient un vif sentiment de communauté, elles étaient les représentants de la pensée allemande[1] ».

Mais ces aspirations nationales, le libéralisme des professeurs, la turbulence des associations d'étudiants portaient ombrage aux gouvernements qui voyaient dans les Universités des foyers d'idées nouvelles et dans les corporations des pépinières de révolutionnaires. Le roi de Hanovre profita d'une dispute entre étudiants et bourgeois pour prendre des mesures de réaction qu'il compléta après l'assassinat de Kotzebue. En 1831, à la suite de nouveaux troubles, l'autonomie de l'Université fut encore restreinte ; les associations d'étudiants, limitées à trente membres, durent solliciter chaque semestre une autorisation nouvelle. Ces mesures atteignirent d'un coup droit l'Université, le nombre des étu-

Seignobos, *L'Université de Göttingue*, dans les Annales de la Société pour l'étude des questions d'enseignement supérieur, 1878, p. 158-218. J.-L. Motley, *Correspondence*, t. I (1889), p. 14 et suiv.

1. Bismarck. *Discours de Kissingen*, 10 août 1891.

diants diminua de moitié. Otto de Bismarck arrivait à Göttingue dans ce moment de crise.

Le 10 mai 1832, il était inscrit comme étudiant en sciences juridiques et politiques. L'immatriculation était une cérémonie, une entrée solennelle dans la vie universitaire. Le jeune homme était reçu par une commission que présidait un membre du Sénat. Il lui présentait ses papiers et son diplôme d'études classiques ; il souscrivait, — sans rire, — une longue liste d'engagements, d'obéir aux lois universitaires, de s'abstenir de bière, de ne pas se battre en duel, etc... Puis il se rendait chez le recteur, M. Gœschen, qui lui recommandait encore la soumission aux lois et le proclamait membre de l'Université.

Ainsi devenu *juvenis honestissimus*, Otto de Bismarck n'avait plus qu'à suivre les cours de la Faculté de droit.

Le personnel de cette Faculté comprenait plusieurs professeurs de grande valeur, mais alors vieillis et en sommolence. Hugo, qui enseignait l'encyclopédie du droit, avait été un juriste et un professeur d'une féconde activité ; sous l'influence de Montesquieu, il avait renouvelé les études juridiques par l'histoire, et était un des fondateurs de l'école historique du droit ; un de ses ouvrages, l'histoire du droit romain, est encore classique en Allemagne, et même en France ; son caractère robuste, son énergie dans ses affirmations, lui avaient longtemps assuré une forte influence sur ses élèves ; mais il était fatigué, alourdi, « une noble épave, écrivait l'étudiant Motley, ses cours sont assommants et stupides ; sa grande occupation, c'est sa collection de baromètres, et tous ses titres, conseiller aulique, chevalier, conseiller intime, professeur, n'attiraient pas plus de trois ou quatre étudiants dans sa salle ». Le professeur d'histoire générale et de statistique, Heeren, n'était pas plus jeune, mais il plaisait davantage par



sa finesse, son érudition sûre, ses aperçus ingénieux, un enseignement très large de l'histoire où il ne cherchait pas un simple récit des faits, mais un exposé des mœurs, de la philosophie, de la vie politique et financière des peuples ; il est en effet digne de remarque que le professeur d'histoire était également chargé du cours d'économie politique, comme pour rapprocher ces deux sciences, les vivifier l'une par l'autre ; Heeren était né à Brême, ville de commerce et de finances ; cette origine avait quelque influence sur son enseignement : « Tout en étudiant les grands personnages et les événements politiques, il donnait une grande place aux questions économiques, surtout au commerce et aux colonies ; son élocution, ni brillante ni profonde, mais agréable, assurait forcément le succès de ses théories d'histoire économique[1]. » Il semble que, des professeurs de Bismarck, Heeren ait été le préféré, celui dont il ait le plus reçu : on a relevé l'influence du vieux maître dans les travaux que rédigea le jeune candidat à l'examen d'*auscultator*.

Meister, le professeur de droit criminel, était plus âgé encore ; on célébra son jubilé universitaire peu de jours après l'arrivée de Bismarck à Göttingue ; c'était aussi une « noble ruine » ; vaillant adversaire du « droit cruel », il avait lutté pour introduire dans la législation criminelle des idées humaines ; mais affaibli par l'âge et des deuils répétés, il hésitait, trouvait tout discutable, si bien que ses élèves, — la jeunesse est sans pitié, — l'avaient surnommé « Strittig », car il ne pouvait exposer une théorie sans conclure par ces mots : « Das ist strittig, — c'est controversable. » Il mourut pendant que Bismarck suivait, — ou était censé suivre ses cours.

1. Voyez Brodnitz, *Bismarcks Nationalœkonomische Anschauungen* (1902) p. 6-7.

Göschen, qui enseignait les Institutes, était un érudit romaniste, un des éditeurs du texte de Gaïus retrouvé à Vérone ; mais il ne pouvait prononcer un mot de ses leçons sans le lire, et sa lecture monotone invitait à un doux sommeil ; Bismarck ne parut guère à son cours. Meno Valett, le jeune professeur des vieilles Pandectes, s'efforçait de donner à son enseignement une base et un but pratiques. Wendt enseignait la Logique et Thibault les Mathématiques ; toutes choses utiles, car, à coup sûr, les hommes de loi doivent savoir raisonner et compter.

Les divers cours étaient répartis entre les semestres d'études de façon à donner aux jeunes gens trois à cinq heures de travail par jour. Cette moyenne ne les fatiguait pas ; le chancelier estimait, plus tard, qu'elle convenait à la vingtième année, car « cela donne en quatre années d'études plus de 4.000 heures de travail, et dans un pareil temps on peut certes beaucoup apprendre[1] ». Peut-être pensait-il de même à son arrivée à Göttingue, mais bientôt cette moyenne lui parut très exagérée, digne d'un étudiant novice, d'un *Fuchs*, méprisable pour un *Korpsstudent*.

Il s'était installé d'abord Rothe Strasse, au centre de la ville, non loin des salles académiques ; plus tard il loua dans les faubourgs, sur les vieux remparts transformés en promenade, près d'un canal, un petit pavillon du XVIIIe siècle ; l'étudiant tapageur n'y avait pas de voisins, le robuste campagnard, amoureux des bois et des rivières, avait quelques arbres, une eau courante ; de son cabinet aux boiseries blanches, il voyait des prés et la ligne des coteaux verdoyants[2].

1. Bismarck, *Discours de Göttingue*, 29 juillet 1892.

2. Les maisons qui masquent maintenant cette vue sont postérieures au séjour de Bismarck.



Le jeune Otto était arrivé à Göttingue avec les meilleures résolutions; il semble qu'il les ait suivies pendant son premier trimestre et qu'il ait été surtout fidèle au cours de Heeren. Il était entré en relation avec quelques Mecklembourgeois, gais compagnons, mais plus tranquilles que les étudiants des associations; à Pentecôte, il avait fait avec eux un voyage à pied dans le Harz, dont les sommets boisés ou rocailleux dominent à pic la plaine du Nord. Au retour de cette excursion, il se lia avec trois joyeux Américains, King et Coffin de Charleston, J. Lothrop Motley de Boston, dont le caractère aventureux et hardi correspondait au sien. Ils seront ses compagnons habituels, le dernier restera son ami.

Tous quatre étaient de braves garçons. Il finiront, les uns obscurs citoyens des États-Unis, Motley, historien de valeur, diplomate et romancier, Bismarck grand homme. Pour l'heure, c'étaient de bruyants compères. En leur compagnie, Bismarck devint l'étudiant tel que le dépeint Motley lui-même, « vêtu d'une cape rouge ou d'un manteau de velours bleu, sur la tête une casquette parée des couleurs de sa corporation, les bottes garnies d'éperons, quoique incapables de piquer un cheval, l'index de la main gauche orné d'une grande bague à cachet, la lèvre supérieure et le menton agrémentés d'une immense moustache et d'une vaste barbe, une longue pipe à la bouche, un portefeuille sous le bras, une canne à la main et un ou deux bouledogues sur les talons[1]. » Et les salles de la Faculté ne virent plus l'étudiant von Bismarck, surtout lorsqu'il devint membre d'une corporation.

Les règlements universitaires laissaient toute liberté aux étudiants qui étaient tenus de se faire inscrire aux cours, non de les suivre, et n'avaient pas d'examen à subir pendant la

1. Motley, Lettre du 1er juillet 1832. *loc. cit.*, p. 19.

durée des études. Chacun suivait ses goûts. A la même époque, 1832-1833, un jeune étudiant ne quittait guère l'Université et la Bibliothèque ; dénué d'élégance, fils de paysans westphaliens, il devait faire son existence à la force de son travail ; c'était Windshorst ; souvent, dans la rue, les deux jeunes gens se rencontrèrent, l'un portant beau, l'autre courant à ses études ; ils devaient se retrouver au Parlement de l'Allemagne du Nord.

A Göttingue, Otto de Bismarck ne pensait guère à l'équilibre parlementaire. Dès le mois de juillet 1832, il s'était signalé par un trait d'éclat ; convoqué devant le juge universitaire pour y répondre de quelque peccadille, il s'était rendu au prétoire, en chapeau cylindre, vêtu d'une robe de chambre bigarrée, hautes bottes à l'écuyère, longue pipe à la main, et grand dogue au côté. Un tel costume avait attiré sur lui l'attention des joyeux drilles, plus amateurs de farces que de Pandectes. A cette occasion ou plus tard, il se prit de querelle avec quatre membres de la corporation Hanovera et reçut un quadruple cartel. Des pourparlers furent entamés pour un duel qui n'eut pas lieu, car un malin dignitaire de l'association reconnut avec flair que le jeune gaillard était du bois dont on fait les bons *korpsstudenten ;* tout le monde s'embrassa, on but « schmollets[1] » et le 6 décembre 1832, Bismarck entrait dans la Hanovera.

Les associations d'étudiants, *Landmannschaft* ou *Korps*, étaient, quoique persécutées, en pleine activité ; il y en avait neuf, qui empruntaient leurs noms aux régions d'où venaient leurs membres. En face, un peu en adversaires, se groupaient dans la *Burschenschaft* les étudiants libéraux et patriotes

1. Cérémonie bachique qui consiste à boire avec un camarade les bras enchevêtrés, et qui lie les deux buveurs d'une amitié profonde, scellée par un inaltérable tutoiement.



pour qui l'unité de l'Allemagne était le but suprême de toute association. Si Bismarck avait été logique avec ses opinions politiques « presque républicaines », il aurait fréquenté la Burschenschaft ; mais celle-ci n'était pas de bon ton à Göttingue ; au lieu de duels et de paris, ses membres s'occupaient de chimères politiques, et Motley observait dès son arrivée qu'« elle n'était composée que du rebut de toute l'Université ». Bismarck remarqua avec dédain « le refus de ses membres de se battre en duel quand ils étaient provoqués, leur absence de bonne éducation et de bonnes manières ». Il se sentit, en outre, « de la répulsion pour leurs idées politiques extravagantes, provenant d'un manque d'éducation et de leur ignorance des conditions d'existence telles qu'elles étaient dans la réalité et qu'elles s'étaient formées dans le cours des siècles[1] ». Il préféra les étudiants à pipes et à dogues ; avec eux, il était dans son milieu. Le camarade Motley prétendait que les Allemands étaient divisés en deux classes, les Von et les non Von. « Ceux qui ont devant leur nom ces trois lettres magiques V. O. N. appartiennent à la noblesse et sont aristocrates au plus haut degré[2]. » La force de son ascendance pesait encore sur Bismarck ; il aura, dans l'avenir, grand peine à se défaire des préjugés de race ; pour l'heure et pour longtemps encore, il appartenait à la classe des Von. Les Korps se recrutaient surtout dans cet ordre ; le jeune Otto y devait forcément entrer ; la Hanovera ou tout autre le guettait.

Vie étrange, uniforme pour tous les étudiants de corporation[3], et que Bismarck mène pendant une année. Levé à dix heures le personnage saute sur une pipe, — il en a vingt ou

1. Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 2.

2. Motley, Lettre du 4 novembre 1833, *loc. cit.*, p. 32.

3. Ces détails d'après Montargis et Seignobos, Motley.

trente qui ornent les murs de sa chambre, — il se rend à la brasserie du Korps, puis à la salle d'armes où il est tenu de passer au moins une heure par jour. Il va ensuite chez le « friseur », pour la coiffure de sa crinière et le pansement de ses blessures ; il y apprend les nouvelles du jour, paris, défis et provocations ; il en cause au repas pris en commun ; avec ses frères, il promène le chien du Korps, l'hiver dans les rues de la ville « en étudiant sur la Weenderstrasse les pieds des passantes[1] », à la belle saison dans la forêt de sapins où est élevée maintenant la tour de Bismarck, aux ruines des châteaux de Hardenberg ou de Plesse, au Maria Sprung, dans un beau bois de hêtres où la bonne société se rendait le mercredi pour danser. Le digne étudiant revient à la taverne avant le souper, et dans la soirée il a toujours quelque réunion qui se prolonge fort avant dans la nuit.

Cette vie intelligente comportait trois sortes d'émotions : les duels, les paris, et les démêlés avec le juge universitaire.

« C'est une stupide chose que ces duels entre étudiants », écrivait Motley, et avec raison. Ils étaient défendus par le statut académique, mais les écoliers n'en avaient cure et au moindre prétexte empoignaient leurs rapières. Les nouveaux devaient deux duels dans leur premier semestre : Bismarck n'y défaillit point. La coutume avait édicté un code des réparations : l'insulte « petit sot » exigeait un assaut de douze passes ; l'outrage envers la corporation en réclamait davantage. Ces duels étaient rarement dangereux : enveloppés dans un complet de cuir rembourré, les yeux protégés par des lunettes à grillage métallique, au poing une lame de quatre pieds, les adversaires cherchaient à se balafrer réci-

1. Henri Heine, *Reisebilder*. I, Die Herzreise. Le mordant poète fut étudiant à Göttingue.



proquement et le combat se terminait d'habitude par une belle estafilade. Mais il arrivait parfois un accident plus grave, ou un duel au pistolet, alors le juge universitaire enquêtait et punissait.

Au temps de Bismarck, ces duels étaient affaires de chaque jour; pour le moindre prétexte, on allait se battre dans une petite auberge, hors de ville, au *Kaiser;* ou bien on provoquait tous les membres d'une corporation, et on avait trente à quarante duels en provision. Un bouillant « Lunebourgeois » dépassa la centaine. Bismarck était plus calme; en trois semestres, il n'eut que vingt-huit duels. Il y eut d'ailleurs une chance singulière, il ne fut blessé qu'une fois par Biedenweg qui le saigna au menton; et même le coup était discutable. Trente-quatre ans plus tard, au Parlement, le chancelier fédéral reprochait encore au député Biedenweg ce coup illégal, il l'appelait plus énergiquement *Sauhieb*[1]. La corporation d'Hanovre avait décidé que cela ne comptait pas et surnommé son vaillant Otto « Achille l'invulnérable ».

On ne pouvait se battre sans trêve; pour se reposer, la jeunesse se livrait aux paris. Il y en avait d'absurdes, comme celui d'un ami de Bismarck de sauter avec son cheval « pardessus la roue tournante d'un moulin... Il croyait son honneur engagé... Le beau cheval arriva au petit galop par le bief jusqu'à la roue écumeuse. Sans hésiter, il porta son cavalier sur la roue et dans le fond; mais ni l'un ni l'autre ne s'en releva ». Il y avait des paris intelligents, comme celui de Bismarck sur les destinées de l'Allemagne. « Je pariai, a-t-il raconté plus tard, avec un Américain, Coffin, qu'en vingt ans l'Allemagne serait unie... Dès lors, j'avais la pensée et

1. Blum, *Fürst Bismarck und seine Zeit*, t. I (1894), p. 35.
2. Keudell. *Bismarck et sa famille* (1902), p. 2.

l'espoir de l'unité, bien qu'à ce moment je fusse en état d'hostilité avec ceux qui la voulaient[1] ».

Enfin les Korpsstudenten étaient occupés par leurs démêlés avec le juge universitaire ; tenus en suspicion par le gouvernement, ils devaient solliciter pour leurs associations une nouvelle autorisation ; ils n'en faisaient rien et tenaient l'emprisonnement pour un titre de gloire. A la suite de quelques exploits, Bismarck était devenu senior de la Hanovera. A ce titre il avait pris part à une interminable querelle entre corporations ; cette affaire avait été l'occasion de duels nombreux ; le juge universitaire s'en était saisi et avait distribué des peines à foison. Bismarck fut frappé de quatre jours de prison, *strenges karcer*, et de la menace d'expulsion, *concilium abeundi*, s'il prenait encore part à une association non autorisée ; il consigna lui-même la formule du jugement et y apposa sa ferme signature ; mais de la menace, il ne fit que rire.

Pour avoir dirigé un duel au pistolet, Bismarck fut encore condamné à dix jours de prison. La peine était subie dans la prison universitaire et au musée municipal de Göttingue on montre avec orgueil une vieille porte de cachot avec l'inscription : V. Bismarck. Han (Hanovera) XI. D. 1833. Otto l'aurait tracée lui-même pour charmer les loisirs de sa réclusion[2].

1. Busch. *Le comte de Bismarck et sa suite*, p. 476.

2. Un examen attentif permet de douter de l'authenticité de ce document graphique ; il y a quelque contradiction d'écriture entre les lettres de la signature et les chiffres de l'année. La date, telle qu'elle est unanimement reproduite, 11 décembre 1833 (Kalkner, *loc. cit.*, p. 21), paraît en tous cas inexacte : car Otto a dû quitter définitivement Göttingue en septembre 1833. En ce sens Horst Kohl, *Bismarck Regesten* (1891), p. 3. Son exeat universitaire a été dressé à titre provisoire le 11 septembre et définitif le 30 novembre 1833. Il a donné congé de son logis à la Saint-Michel (19 septembre). Le 7 décembre, le recteur et le Sénat l'autorisaient à subir à Berlin une peine antérieurement prononcée à Göttingue. Il est donc bien invraisemblable qu'il ait subi cette même peine à Göttingue le 4 décembre.



Ses duels, quelques incartades, une plaisanterie brutale et de mauvais goût lui valurent quelques amendes et réprimandes ; il dut enfin payer plusieurs thalers pour avoir fumé dans la rue, faute grave.

Sa réputation s'était répandue au loin ; on le citait avec éloges dans les Universités voisines ; invité à une fête par ses camarades d'Iéna, il fut congrûment et de suite expulsé par le Sénat, tel était son renom de tapageur et de bretteur.

Cette vie charmante n'était que pour un temps. L'examen qui devait ouvrir l'entrée dans l'administration ou la diplomatie en marquait forcément le terme. Au bout de trois semestres, Bismarck décida de rompre avec Göttingue. Ses parents furent étrangers à cette résolution ; comme il l'écrivait plus tard, « il ne les voyait que rarement ; par indulgence son père le laissait libre ; sa mère le blâmait de loin, quand il négligeait ses études ou ses travaux, dans la pensée qu'elle devait laisser le reste à une plus haute direction. Il était loin de tous conseils et leçons des autres [1] ». Mais il sentait lui-même la nécessité de regagner le temps perdu, et la manière dont son existence était engagée à Göttingue l'obligeait à abandonner cette ville s'il voulait changer son genre de vie. D'ailleurs, plusieurs de ses amis étaient déjà partis ; Motley était à Berlin ; Bismarck quitta Göttingue au milieu de septembre 1833.

Il laissait à cette Université un médiocre souvenir. Son certificat de départ énumère ses heures de prison et il ne l'obtint qu'avec difficulté. Il sollicita l'autorisation de subir à Berlin quelques jours de *karcer* qui lui restaient en compte. Et c'est avec un médiocre bulletin et un billet de recomman-

1. Bismarck, Lettre à son futur beau-père, M. de Puttkamer, décembre 1846. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 2.

dation sur la geôle académique qu'il se présentait au palais universitaire Unter den Linden.

A relire ces pages d'une jeunesse bruyante, on pourrait croire que « Bismarck passa son temps entre la salle d'armes et la brasserie, s'occupant de Justinien et de ses lois autant que du grand Mogol[1] ». Il y aurait là quelque exagération; au commencement de sa vie universitaire, tout au moins, il suivit plusieurs cours, il tira profit de l'enseignement de Heeren, il vécut dans une atmosphère qui eut sur lui une certaine influence; s'il étudia peu de droit, il s'occupa davantage de lettres; il relut Gœthe, Schiller, Uhland et Chamisso; il se prit d'admiration pour Shakespeare; ses amis d'Amérique lui parlèrent de mœurs nouvelles; il comprit des choses qui lui étaient jusqu'alors inconnues et fermées; il voyagea, probablement jusqu'en Suisse[2]; il fréquenta des gens de tous mondes et de toutes opinions; il pouvait comparer et choisir; au parti de l'avenir, qu'il avait effleuré dans le salon de sa mère, il préféra celui du passé.

Son séjour à Göttingue modifia ses idées politiques. A son arrivée, il avait fréquenté ses trois Américains, et « vécu avec eux des moments heureux, notamment le 4 juillet 1832 pour fêter l'anniversaire de la déclaration d'indépendance des États-Unis[3] ». Ces amis ne pouvaient que confirmer son jeune libéralisme. Mais il était entré dans la corporation aristocratique de la Hanovera, et là, dans la compagnie de jeunes nobliaux, ses idées avaient pris un autre tour : sous couleur de loyalisme prussien, de dévouement à la famille des Hohenzollern, il prit en horreur toutes les tendances nouvelles des libéraux allemands; les jeunes gens de la *Burschenschaft*

1. Giovanni Bogliotti, *Bismarck*, p. 11.
2. Keudell, *loc. cit.*, p. 153.
3. Bismarck. Lettre du 4 juillet 1875 au Directeur du *Public Ledger*.

manquaient d'élégance et de crânerie; il en conclut avec la logique de ses dix-huit ans que leurs idées enthousiastes étaient fausses et dangereuses. Deux événements l'ancrèrent dans cette opinion. Quelques jours après son arrivée à Göttingue, les radicaux réunis en fête à Hambach, dans le Palatinat, proclamèrent la souveraineté du peuple, la nécessité de réunir les États allemands en République et les gouvernements de l'Europe en Confédération. L'année suivante, le 3 avril 1833, eut lieu l'échauffourée de Francfort, l'attaque de la grand'garde par des étudiants dont deux venaient de Göttingue. Il en eut une vive répulsion. « Il était trop bien stylé à la prussienne pour n'être pas désagréablement impressionné par l'atteinte qu'une troupe révolutionnaire et tumultueuse portait à l'ordre établi[1]. »

Il quitta Göttingue, sans grand bagage juridique, avec un certain goût pour l'économie politique et des idées très nettes sur les devoirs des peuples, le pouvoir du gouvernement, les droits des classes dirigeantes, dont il se croyait par sa naissance. Ces opinions devaient se fortifier en lui lors de son passage à l'Université de Berlin, non par l'enseignement qu'il y reçut, mais par le monde qu'il y fréquenta.

C'est une tradition des Hohenzollern de fonder une nouvelle Université à chacun des moments décisifs de leur histoire[2]. Au lendemain d'Iéna, le royaume de Prusse était dans une heure de péril comme il n'en connut guère; rien n'était plus naturel pour le souverain que d'appeler les professeurs à son aide dans le combat suprême. « Il faut, disait Frédéric-Guillaume III, que l'État supplée par les forces intellectuelles aux forces physiques qu'il a perdues. » Belles paroles qui

1. Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, I, p. 3.

2. Lavisse, *La Fondation de l'Université de Berlin*. 1 broch., 1876. Köpke, *Die Begründung der königlichen Friedrich-Wilhelms Universität zu Berlin*.

contenaient tout un programme de gouvernement et qui furent suivies dans l'enthousiasme général. Les maitres de la pensée, Fichte, Schleiermacher, Guillaume de Humboldt, s'activent et s'ingénient sous l'œil soupçonneux de Napoléon ; les cours s'ouvrent en 1810, et deux ans plus tard, la jeune Université est un centre de patriotisme et de propagande nationale.

Depuis lors, l'Université n'avait cessé de s'accroître et elle avait fait de Berlin la métropole intellectuelle de l'Allemagne protestante. L'enseignement juridique était dominé par la puissante personnalité de Savigny; profond évocateur des théories anciennes qu'il cherchait à adapter aux besoins nouveaux, Savigny était à coup sûr le premier romaniste du XIX[e] siècle; l'école historique du droit le tient pour un de ses fondateurs et l'influence qu'il a exercée sur la science juridique s'est étendue à toutes les Universités; ses deux grands ouvrages sur l'*Histoire du droit romain au moyen âge*, et le *Système du droit romain actuel* ont fixé avec précision et ampleur les évolutions du vieux droit. Depuis 1810, il enseignait à Berlin avec un éclat inconnu depuis le temps de la Renaissance. Il formait à son école les professeurs de tous pays; Motley vint d'Amérique en partie pour l'entendre.

L'enseignement de Savigny ne plut pas à Bismarck; au deuxième cours, il s'en dégoûta; peut-être n'était-il pas préparé par des études suffisantes à ces leçons très nourries et de haute érudition. Il fut plus assidu aux salles des autres professeurs et leurs notes constatent qu'il était un « zélé » auditeur. Outre ses études de droit pur, il s'était inscrit à quelques cours d'économie politique, en particulier à ceux d'Hoffmann sur la statistique de l'État prussien et la science financière; Hoffmann, tout ensemble diplomate, financier, administrateur, enseignait l'économie politique à Berlin depuis la fondation de l'Université, et ses données pratiques, sa



science tirée des faits, continuèrent pour Bismarck l'enseignement de Heeren.

Il travaillait plus qu'à Göttingue, néanmoins il recevait moins de ses professeurs que du milieu où il fréquentait. Il s'était installé avec Motley et un autre camarade de Göttingue, le comte Kayserlingk, au centre de la ville, « dans un logement très confortable », au numéro 161 de la Friedrichstrasse, près de l'Université. Les matinées se passaient en tête-à-tête avec un jeune docteur en droit qui le gavait consciencieusement de droit, sous toutes ses formes. Il s'agissait de regagner le temps perdu dans les kneipen de Göttingue; il n'avait obtenu son immatriculation à Berlin que le 10 mai 1834, il lui fallait en une année se mettre en état de subir l'examen qui clot la carrière d'étudiant : sa forte mémoire et un bon répétiteur y parvinrent.

Il ne se tua pas à la peine; il consacrait une large partie de son temps à des distractions plus calmes que celles de la Hanovera. Motley avait un abonnement dans une bibliothèque voisine, les deux amis lisaient des livres allemands et anglais, Kayserlingk les berçait de musique, de Beethoven surtout qu'ils aimaient à la passion. Le soir, les trois amis allaient parfois au théâtre, le plus souvent pour entendre les drames de Shakespeare et les auteurs français. Bismarck passait fréquemment ses soirées dans le monde.

S'il ne vivait pas avec ses parents, il était avec eux dans les meilleurs termes, et leurs relations étaient les siennes. Mais il ne fréquenta pas les salons libéraux et de pensée indépendante où sa mère se plaisait. Il préféra les fils des fonctionnaires aristocratiques, comme Canitz, Savigny, Henri d'Arnim, qu'il connaissait depuis son temps d'école et qui se destinaient comme lui à la diplomatie[1]. L'esprit qui régnait

1. Max Lenz, *Geschichte Bismarcks*, 1902, p. 24.

dans ce monde de bureaucrates était réactionnaire, assez étroit, sans envolées. Il répondait aux idées prônées dans les corporations de Göttingue. Le salon de Savigny, où Bismarck a passé, était supérieur, fréquenté par l'élite intelligente de Berlin et des voyageurs étrangers.

Pendant l'été de 1835, il entra en relations avec un jeune officier qui devait, à une heure de sa carrière, exercer sur sa vie une influence décisive, Albert de Roon. Né en Poméranie, soldat dès son enfance, Roon n'avait quitté l'école des cadets que pour entrer dans l'armée; il s'était consacré à la géographie militaire, et une campagne d'observation en Belgique, lors du siège d'Anvers, un ouvrage sur les origines de la Terre, l'avaient mis en vedette; il était alors lieutenant de génie et chargé de travaux de topographie en Poméranie; il s'était installé à Zimmerhausen dans la famille de Blanckenburg, à laquelle il était allié; le fils de la maison, Maurice de Blanckenburg, était l'ami intime d'Otto de Bismarck, lui-même installé chez ses parents à Kniephof; des deux châteaux, les jeunes gens voisinaient pour chasser et chevaucher; ils se prirent d'affection pour le lieutenant de génie, plus âgé qu'eux de douze ans; ils l'accompagnaient dans ses travaux de géométrie et l'emmenaient à la chasse[1]; ainsi Bismarck et Roon lièrent une amitié qu'ils devaient un jour changer en intimité politique.

Depuis l'entrée du jeune étudiant à l'Université de Göttingue, trois années s'étaient écoulées. Les six semestres académiques, nécessaires pour passer l'examen d'État, étaient atteints. Le 25 mars 1835, Otto de Bismarck quittait définitivement l'Université de Berlin. Son temps d'études était terminé, il passait à l'action.

1. Roon, *Denkwürdigkeiten aus dem Leben* — (1897), t. I, p. 68.



CHAPITRE III

FONCTIONNAIRE ET CULTIVATEUR

(1835-1847)

Débuts dans la magistrature. — L'examen administratif. Réferendaire à Aix-la-Chapelle et Potsdam. — Service militaire. — La ruine de la famille. Changement de carrière. Mort de Mme de Bismarck et installation à Schönhausen. — Crise religieuse : mariage avec Mlle Jeanne de Puttkamer.

La carrière des jeunes gens tient souvent au hasard d'une rencontre, à une parole négligemment prononcée par un homme tenant haute situation et recueillie pieusement par le jouvenceau, comme le fruit de l'expérience et de l'autorité. Otto de Bismarck se destinait aux ambassades; il fut présenté au ministre des Affaires étrangères, Ancillon, qui avait passé de la vie ecclésiastique à une chaire de l'Académie militaire, pour continuer par l'histoire politique et finir en diplomate.

Le ministre considéra ce robuste gaillard, de médiocre noblesse rurale, sans grosse fortune, trop grand, trop fortement charpenté; il ne le trouva pas conforme au type alors en cours de l'attaché d'ambassade, souple et sceptique, brillant et délié, de haute naissance et de grande richesse. Il lui insinua que les débuts de la carrière diplomatique étaient difficiles, encombrés et lui conseilla de subir d'abord l'examen d'assesseur de gouvernement provincial, puis en collaborant aux travaux du Zollverein, de chercher, par ce détour, à se

frayer une voie dans la politique « allemande » de la Prusse [1]. C'était une défaite, Bismarck le comprit, mais résolut de prendre la voie détournée que lui indiquait le ministre. Il travailla opiniâtrement son droit, se présenta au concours judiciaire, et le 20 mai 1835 il était nommé auscultator au tribunal de Berlin.

Au fond des prétoires, derrière les juges, passent avec dignité des jeunes gens, auscultatoren en Allemagne, attachés en France. Ils prennent des airs graves et profonds qui contrastent avec la fraîcheur de leur visage, la candeur inexpérimentée de leur regard; ils usent leurs vingt ans à la connaissance des hommes et des choses; ils préludent au grand, au lourd métier de magistrat. Otto de Bismarck était auscultator; mais sa joviale humeur n'en était pas altérée.

On l'avait placé dans le service du tribunal et il y débuta par la rédaction des procès-verbaux : il avait rêvé les intrigues de la diplomatie, et il se réveillait commis-greffier; pendant quatre mois, il grossoya et en son for intérieur se livra « plus à la critique qu'à l'admiration. » Ainsi initié aux mystères de la procédure, il fut jugé digne d'agir personnellement et chargé des affaires de divorce. Des missions diverses du magistrat, la conciliation des époux en dispute est une des plus délicates, mais des plus passionnantes : le tact, la science du cœur humain, l'action d'un caractère calme et ferme sur des esprits surexcités, tout doit être mis en jeu pour y réussir. Mais Otto avait vingt ans, la patience n'était pas son propre, et « il suait, soufflait sur son banc de justice ». A bout de ressources, il en appelait au conseiller chef du service; mais celui-ci, « un vieux monsieur doué de la mauvaise humeur d'un homme qu'on réveille mal à propos », le

1. Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, I, p. 4, 8.



gourmandait dédaigneusement, dictait deux phrases insignifiantes, et lui abandonnait le reste « en l'invitant à le laisser tranquille à l'avenir avec ces histoires-là[1] ».

Il passa ensuite comme greffier au tribunal de simple police : la variété des affaires, le « va-et-vient » perpétuel des gens, petites disputes, menus forfaits, l'intéressèrent plus vivement. Mais il n'en acquérait point graine de patience, et lorsque les parties s'entêtaient dans leurs prétentions, menaçait de les « jeter à la porte ». — « J'ai la présidence de l'audience, répliqua un jour le juge, c'est moi qui fais mettre les gens à la porte. » — « Alors je vous ferai jeter à la porte par M. le juge », déclara Otto au plaideur abasourdi. C'était déjà du vrai Bismarck, sarcastique et brutal. De mémoire d'huissier, on n'avait vu pareil auscultator.

Ces fonctions n'étaient guère absorbantes : Bismarck ne s'y noyait pas. Sa besogne finie, il courait chez ses amis et fréquentait le monde. Il habitait avec son frère Bernard, qui se préparait aussi à l'administration, et menait vie joyeuse. Il écrivait à un ami d'Angleterre : « Nous sommes dans le même état qu'à votre départ : Norcott toujours aussi gris après le dîner, Savigny aussi bavard, Montebello d'aussi belle apparence.., et moi à moitié ivre[2]. » Il était invité aux bals de la Cour ; un esprit d'étroite réaction y régnait depuis longtemps ; fort effrayés par la Révolution de 1830, le roi et son gouvernement s'étaient rattachés au système de Metternich, à l'administration par étouffement, et, suivant le mot d'Ancillon, profitaient de la moindre échauffourée « pour sauver l'Allemagne ». Le monde officiel suivait le mouvement, exécrait les patriotes allemands, et prenait pour idéal le hobereau prussien. Le jeune auscultator était entraîné; il ne pen-

1. Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, I. p. 11.

2. Lettre à Astley, 1836. Horst Kohl, *Bismarck Jahrbuch*, t. 1, (1894) p. 3.

sait plus du tout à la république allemande et demandait qu'on adressât ses lettres à « monsieur le baron Bismarck ».

A une fête de la cour, il fut présenté à son maître futur, le prince Guillaume de Prusse : l'entretien fut court, l'excellent militaire s'étonna qu'un si robuste gaillard ne fût pas entré dans l'armée et que « la Justice exigeât de ses jeunes gens la taille de la garde royale ». Bismarck dut s'excuser d'avoir préféré les balances au sabre.

Cette initiation à l'art de juger dura un an. Mais Bismarck n'abandonnait pas ses idées diplomatiques : il menait de front travail et plaisir, et, tout en courant les bals, préparait d'autres examens.

Le 28 janvier 1836, il demandait au Président du Gouvernement d'Aix-la-Chapelle, comte d'Arnim-Boitzenburg, l'autorisation de passer l'examen qui lui ouvrirait la carrière administrative[1]. Le choix d'Aix-la-Chapelle était raisonné : les fonctionnaires qui passaient dans cet important poste de douanes étaient rompus aux maniement du Zollverein, et désignés pour les ambassades dans les pays de l'union douanière; Bismarck espérait se glisser ainsi, selon le conseil d'Ancillon, par ce chemin détourné dans la carrière consulaire et diplomatique. Il comptait, de plus, rendre quelques services au gouverneur et se mettre à sa remorque; le comte d'Arnim-Boitzenburg, d'une grande famille, très riche, jeune encore, mais déjà président de gouvernement, paraissait destiné à une brillante carrière et l'avenir combla ces espérances. Ministre à plusieurs reprises, il marqua dans l'histoire de la Prusse.

La demande de Bismarck fut favorablement accueillie et deux conseillers de gouvernement choisirent les thèses qu'il

1. Horst Kohl, *Bismarck Jahrbuch*, t. III (1896), p. 1 et suiv. donne les actes se référant à la vie administrative de Bismarck.



devait développer et « écrire de sa main, sans le secours d'aucune personne étrangère ». On a conservé ces morceaux de littérature postulante[1]. Le premier est une étude « sur la nature de l'admissibilité du serment, ses principes généraux et ses divers modes, au point de vue du droit naturel et de la morale, avec examen des enseignements du christianisme » ; c'est un travail rapide, peu fouillé, quelconque, sur le serment chez les peuples anciens et dans les législations modernes. L'autre thèse est plus intéressante, elle porte « sur l'économie dans les finances de l'État, sa nature et ses conséquences et commentée par des exemples historiques. » Il ne s'agit plus ici d'une étude maçonnée à coup de manuels et de dictionnaires ; il y a une part de travail personnel, sous l'influence des cours de Heeren, le seul professeur de Bismarck qui ait agi sur lui, et de l'École française, surtout de J.-B. Say. L'ouvrage manque un peu d'ordre, de plan, mais il prouve une certaine étude de l'histoire étrangère, et il manifeste un esprit indépendant, curieux, pas banal, nourri de fortes lectures et possédant ses opinions personnelles. La conclusion se développait, naturellement, tout à l'éloge des souverains de Prusse, dont la sage économie avait assuré la grandeur du royaume. Dans l'ensemble, et avec quelque bonne volonté, on peut découvrir « encore obscures les idées qui ont plus tard dirigé la politique financière de Bismarck[2] ».

Admis sur ses travaux écrits à l'examen oral, Bismarck fut interrogé sur les sujets les plus variés : littérature grecque et latine, philosophie et histoire, droit public, économie politique, finances, droit romain, prussien, français. Sa puissante intelligence, cette mémoire, qui dès le gymnase le faisait

1. Horst Kohl, *Bismarck Jahrbuch*, t. II (1895) p. 21 et suiv.

2. Brodnitz, *Bismarcks nationalækonomische Anschauungen*, p. 79 et suiv., se livre à un examen critique de ce travail.

passer « pour un être énigmatique, qui ne travaillait pas et savait tout[1] », lui avaient permis de tout s'assimiler : il passa un brillant examen, les conseillers louèrent surtout « sa promptitude à comprendre les questions et sa rapidité à y répondre[2] ».

Le 5 juillet 1836, il était nommé référendaire à la présidence du gouvernement à Aix-la-Chapelle. Il y resta un an. Les fonctions ne lui plurent guère : la paperasserie administrative, les dossiers, les liasses de procédure, l'art de compliquer les questions, « d'enfler les cartons de pièces et de papiers », la monotonie de la tâche journalière, toutes les petitesses de la vie de bureau le rebutèrent et l'ennuyèrent. Sauf le comte d'Arnim, « homme très intelligent », les fonctionnaires lui parurent d'esprit étroit et mesquin. Il se plaisait d'ailleurs à Aix-la-Chapelle ; il s'y amusait beaucoup, il s'y amusait trop. Il avait vingt et un ans, il était assez beau garçon, « cheveux blonds à la Titus, et voix de baryton au timbre moelleux ». Il fit beaucoup de sottises qu'il regretta plus tard. C'est l'époque sombre de sa vie.

Aix-la-Chapelle était alors, plus qu'aujourd'hui, fréquenté par de riches étrangers qui venaient y passer l'été et s'amuser sous prétexte de prendre les eaux. Bismarck parlait couramment l'anglais et le français ; il vécut avec les baigneurs plus qu'avec ses collègues ; aux répertoires administratifs, il préférait le jeu, les soupers et le reste ; suivant le mot d'un biographe, « tout cela amena beaucoup de désordre dans son existence[3] ». Avec ses nobles amis, il voyagea en Belgique, en France, et se livra à des études qui, pour être comparées, n'avaient rien de juridique. Ce ne fut pas long, un été ; ses

1. Maurice de Blanckenburg, d'après Keudell, *Bismarck et sa famille*, p. 14.
2. Procès-verbal de l'examen, Horst Kohl, *loc. cit.*, t. III, p. 14.
3. Blum, *Fürst Bismarck und seine Zeit*, t. I (1894), p. 42.

regrets durèrent plus, et longtemps après il parlait encore avec remords, avec douleur, de cette mauvaise période de sa vie.

A l'automne de 1837, il était transféré au gouvernement de Potsdam ; il désirait se rapprocher des siens, et avait pris pour prétexte « la nécessité d'étudier de près les contributions indirectes dans leurs relations avec la politique douanière ». La proximité de Berlin avait aussi son importance ; Potsdam, d'ailleurs, était une résidence agréable, un peu somnolente en l'absence de la cour, mais joliment située sur la Havel, avec ses châteaux, ses parcs aux profonds ombrages, ses lacs pour le canotage et ses îles aux fins restaurants.

Le milieu changeait, l'esprit demeurait identique. Victor von Unruh qui travaillait à la même époque à Potsdam, a retracé « le despotisme de l'administration, qui ne tenait aucun compte des progrès intellectuels de la population et ne se doutait même pas de cette vérité que le peuple ne respecte pas les lois si les fonctionnaires les méprisent[1] ». Bismarck n'était pas ennemi d'une certaine vigueur administrative ; mais il trouva ses collègues de Potsdam « vieux jeu, très vieux jeu » ; son esprit critique et caustique tourna en dérision fonctions et fonctionnaires ; il prit son emploi en dégoût, il ne le regarda plus que comme un « collier de misère » et au printemps de 1838 il était presque décidé à l'abandonner.

Il était alors en âge de faire son service militaire. Il obtenait de rester à Potsdam et entrait au régiment des chasseurs de la garde ; il espérait y continuer sa vie joyeuse, lorsque de douloureuses révélations sur la fortune de sa famille bouleversèrent son existence.

M. et Mme Ferdinand de Bismarck avaient mené depuis

1. Unruh, *Erinnerungen aus dem Leben*, (1895), p. 66.

plusieurs années un train d'existence qui dépassait leurs ressources. Le mari, bon campagnard, se serait contenté de la vie des champs ; mais Mme de Bismarck aimait les salons, les réceptions mondaines, où son esprit cultivé brillait et la mettait en relief. L'hiver, à Berlin, elle recevait nombreuse société ; l'été, elle fréquentait les bains élégants ; les dépenses augmentaient, et, par malheur, les revenus diminuaient ; Mme de Bismarck ne se contentait pas de prodiguer l'argent, elle voulait gérer en personne les propriétés de son mari, et sa gestion était plus ruineuse que ses dépenses. Les terres de Poméranie étaient grevées de lourdes charges, suites des guerres d'indépendance, lorsque M. de Bismarck les acquit par l'héritage ; une administration habile pouvait les en libérer ; mais Mme de Bismarck avait plus d'activité nerveuse que d'esprit de suite ; elle bâtissait à grands frais et sans nécessité ; sous prétexte d'améliorer, elle transformait sans cesse ni profit ; l'argent de la famille s'enfouissait dans des perfectionnements imaginaires, — et il n'en revenait pas. Enfin, Mme de Bismarck était depuis quelque temps atteinte d'une maladie qui ne pardonnait pas ; les consultations et les traitements coûteux achevaient le désastre financier, et la maladie y ajoutait la douleur et l'angoisse.

La brusque révélation de cet état porta au cœur d'Otto un coup droit. Il vivait insouciant, riche, heureux. Les chagrins et les anxiétés faisaient soudain leur apparition. Pour la première fois, son caractère fortement trempé se montra dans tout son élan d'énergie : il fit face aux difficultés, et, avec la rapidité qui devait plus tard assurer sa force, il prit des décisions viriles. Il quitte le régiment de la garde, il s'enfuit de Potsdam où la vie est coûteuse, il demande son incorporation dans les chasseurs, à Greifswald, petite ville d'Université, à la vie économique ; il pourra y compléter son éduca-



tion générale et surtout apprendre l'économie rurale. Et son service militaire fini, au travail, non dans l'oisiveté d'un bureau, mais à la terre, la bonne nourricière.

Une longue lettre à son père développe ces projets[1] : « Il n'y a pas pour moi un devoir envers la patrie de devenir fonctionnaire; je crois bien mieux remplir ce devoir, en faisant, dans une carrière librement choisie, tout ce qu'on doit attendre d'un citoyen qui aime son pays. Je crois donc pouvoir choisir en toute indépendance la carrière qui me paraît la meilleure d'après mes goûts et les circonstances. Que le service de l'État ne soit pas de mon goût par sa nature et l'obligation d'obéir; que je ne tienne pas pour un bonheur sans mélange d'être fonctionnaire et même ministre; qu'il me paraisse aussi respectable et même, dans certaines circonstances, plus utile de cultiver du blé que d'écrire des rapports administratifs; que mon ambition me pousse plus à commander qu'à obéir, — ce sont des faits, sans autre cause que mon goût personnel, qui est comme cela... Le fonctionnaire prussien ressemble au musicien d'un orchestre; il joue du premier violon ou du triangle, sans coup d'œil ni influence sur l'ensemble; il doit jouer sa partie, comme on la lui donne, qu'il la tienne pour bonne ou mauvaise. Je veux faire de la musique, comme je l'entends ou pas du tout. »

Il arrive donc en septembre à Greifswald, petite ville de la Baltique, à l'ouest de la Poméranie. Le service militaire y est facile, son colonel indulgent. Il peut travailler tranquillement « car il ne fréquente personne, ce qui vaut mieux, et il étudie sans être dérangé, ce qu'il ne pourrait faire à Potsdam à cause de ses amis et du service[2] ». A Greifswald même, il

1. Lettre du 29 septembre 1838, *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 23 et suiv.

2. Même lettre du 29 septembre 1838.

peut suivre quelques cours qui lui seront utiles; il étudie tous les jours la chimie avec un étudiant en médecine qui prépare ses examens. A quelques kilomètres de la ville, à Eldena, l'Institut agronomique lui offre les ressources les plus étendues; le directeur, Schulz, est lui-même à la tête d'un vaste domaine; « il a transformé les terres froides et marécageuses en lots qui passent pour les meilleurs du pays ». Bismarck visite ces fermes « d'une tenue presque exemplaire », les briqueteries, les brasseries, tout ce qui peut servir à un futur agronome. Ses lettres en sont pleines.

Un glas funèbre interrompt cette vie de joyeux travail. Le 1er janvier 1839, Mme de Bismarck meurt à Berlin, où on l'avait transportée pour une opération. Depuis de longues années, Otto n'avait pas vécu chez ses parents; elle-même n'avait pas eu pour lui tous les soins et toutes les câlineries qu'une maman prodigue à son petit. Mais elle était sa mère, en la perdant, il s'aperçoit de ce qui disparaît pour lui. « Ce qu'une mère est pour son enfant, écrivait-il huit ans après, on ne l'apprend que trop tard, quand elle est morte; l'amour maternel, même le plus modéré, même mélangé d'égoïsme maternel, est encore un géant à côté de l'amour filial[1]. »

La mort de Mme de Bismarck précipite la séparation de la famille. Le père conserve la direction de Schönhausen, où il s'installe avec sa fille Malwine, alors âgée de onze ans. Les deux fils seront à la tête des domaines de Poméranie. Otto termine son service militaire; à Pâques, il s'installe à Kniephof.

Il devait rester près de sept années en Poméranie; il n'a pas vingt-quatre ans quand il s'y établit, il a trente ans lorsqu'il la quitte; il y passe donc le temps où la personnalité s'établit chez l'homme, où son caractère, son intelligence se

1. Bismarck, lettre du 23 février 1847. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 49.



forment définitivement. Ce long séjour a sur Otto de Bismarck une influence profonde et ineffaçable.

Pour comprendre entièrement ce rude caractère, il faut avoir visité cette partie de la Poméranie et ressenti son rude climat ; la plaine s'allonge au loin, triste et monotone, le vent de la Baltique que rien n'arrête, la balaie en secousses. L'hiver est terrible, le baromètre descend souvent à vingt degrés ; la neige s'étend à l'infini, s'amasse sur les routes, tue toute vie. Au printemps, le dégel et les pluies couvrent le pays d'inondations. Le sol est peu fertile, les villes sont petites et clairsemées ; Naugard, la plus proche de Kniephof, n'est qu'une bourgade, avec des maisons basses, des rues mal pavées, des boutiques médiocres et des auberges sans faste. Les châteaux sont isolés ; le jeune ménage de Blanckenburg, à Küssow, n'avait que deux ou trois voisins à vingt kilomètres à la ronde, et qui n'étaient pas mariés[1]. Les gentilshommes campagnards n'ont pour distractions que la chasse, quelque fête à grande beuverie, une fugue à Stettin ou Berlin.

C'était une lourde tâche, pour ces deux garçons de vingt-huit et vingt-quatre ans, de prendre la direction personnelle de cette vaste exploitation. Ils n'avaient aucune expérience, à peine quelque science dans le métier qui demande le plus de pratique, peu de crédit, un capital très écorné. Ils trouvaient des terres mal entretenues, une exploitation mal conduite. Au commencement même, leurs efforts se contrariaient, et ils durent se séparer ; Bernard, landrath de Naugard, prend le château de Külz, qui est le plus près de la ville ; Otto conserve Kniephof et Jarchelin ; et ceci est très dans son caractère, l'impossibilité de travailler avec un égal, même son frère.

1. Bismarck, Lettre à son père, dimanche de Pentecôte 1845, *Bismarck-Jahrbuch*, t. I (1894), p. 8.



Toutes les difficultés, loin de le rebuter, l'aiguillonnent, il se donne à sa nouvelle tâche, corps et âme ; toute la journée ; il est aux champs, parcourant à cheval les labours et les bois, pressant ses gens, se démenant pour ses achats, ses ventes, ses semailles et ses récoltes. Sa correspondance en est toute nourrie. « C'est avec la plus grande peine, écrit-il à sa sœur, que je résiste au désir de remplir ma lettre de lamentations touchant l'administration de mes terres, les gelées de nuit, le bétail malade, le colza de mauvaise apparence, les agneaux morts, les brebis affamées, la disette de paille, de pommes de terre, d'engrais et d'argent... Il sera difficile de s'en tirer cette année avec cette mauvaise moisson, les prix si bas et ce long hiver[1]. — La grêle m'a détruit une partie considérable de blé... Les conséquences de l'inondation ont été terribles, beaucoup d'acacias, plus de la moitié des frênes sont perdus[2]... »

Malgré tout, son activité a raison de la mauvaise fortune. Les fermes sont remises en ordre, les terres mieux aménagées produisent régulièrement. Chaque année, Bismarck peut accroître son capital d'exploitation. Les gens de culture se sentent bien dirigés ; le jeune maître est brusque parfois, mais il les aime, il les comprend, il partage leurs peines et plaisirs, il « se met en contact direct avec eux, mieux que ne peut le faire président ou ministre... ; heureux quand il a pu mettre d'accord quarante et un paysans, qui tous se détestaient, et auraient chacun payé volontiers trente thalers pour forcer les autres à en payer dix[3]. » Il est prêt à se dévouer

1. Bismarck à sa sœur, 9 avril 1845, *Bismarckbriefe*, p. 24. Une partie de ces lettres est traduite dans Proust, *Le Prince de Bismarck, sa correspondance* (2e éd. sans date).

2. Bismarck à son frère, du 22 juillet 1846, *ibid.*, p. 38.

3. Bismarck à sa fiancée, 11 mars 1847, *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 71-72.



pour ceux qu'il commande : en 1842, alors qu'il faisait une période de service militaire, son ordonnance tombe dans un lac et est en danger de se noyer ; Bismarck se précipite tête la première dans l'eau, et empoigne l'homme ; celui-ci se débat dans son angoisse, tous deux coulent à fond ; heureusement le soldat s'évanouit, Bismarck peut nager librement, traîne son serviteur jusqu'au bord et le sauve. Les témoins l'acclament, la gazette locale le glorifie, le roi lui envoie une médaille de sauvetage[1]. A Francfort, beaucoup plus tard, un diplomate lui demande quel est cet ordre qu'il porte sans autre. Bismarck lui rétorque : « J'ai l'habitude de temps en temps de sauver un homme. » Et ce fut dit sur un ton à n'y point répliquer.

Il aime presque autant ses bêtes : de sa jeunesse à son vieil âge, de Göttingue à Friedrichsruhe, il a eu la passion des animaux forts, dogues puissants, chevaux robustes et vites. Il en entretient longuement sa fiancée : « Avec chagrin je me suis séparé aujourd'hui de ma bonne jument Miss Breeze ; elle est tombée plusieurs fois sur la digue avec moi sans raison, ce qui est un signe que comme cheval de selle elle a fait son temps pour moi. Dans combien de pays, et par-dessus combien de fossés m'a-t-elle porté ; elle trouvera maintenant le repos et pourra s'adonner jusqu'à la fin de ses jours aux joies de la maternité[2]. »

Sa grande joie, c'est de chevaucher à franc étrier, bride abattue, à travers prés et guérets, buissons et forêts. Parfois il fait des chutes retentissantes, à briser des crânes moins robustes ; « il demeure évanoui trois quarts d'heure, seul en un pays inconnu, se relève couvert de sang et se traîne à une

1. Unger, *Unterredungen mit Bismarck*, II. 192.

2. Bismarck à sa fiancée, 27 février 1847. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 56.

ferme voisine »; ou bien « son cheval se renverse sur lui; quand il revient à lui, il n'a qu'une partie de sa connaissance, une moitié de sa raison était bonne, l'autre ne l'était pas[1] ». Un autre s'y serait tué; il en revenait toujours. Une légende se forme autour de lui; les jeunes femmes n'en parlent qu'en chuchotant comme d'un être extraordinaire, quelque peu possédé du démon; elles l'ont surnommé « der tolle Junker », le hobereau fou; et ce mot de Junker lui convient, qui désigne le nobliau attaché à sa terre, brusque et de verbe haut, adorateur des vieilles idées, ennemi acharné de la Révolution française[2].

Il chasse éperdûment. Pour se joindre à une battue, il passe une partie de la nuit à cheval. Il est célèbre aussi par les farces qu'il fait à ses camarades; pour les réveiller, du jardin il tire deux coups de pistolet dans leur chambre, « les vitres tombent en éclats, les balles s'enfoncent dans le plafond au-dessus de la tête du dormeur, et le plâtre tombe sur son lit[3] ». On ne résiste pas à de tels arguments. Ses plaisanteries sont parfois sinistres, comme le jour où il offre un pistolet à un ami qui s'embourbe, pour lui assurer une mort plus prompte, au lieu de lui tendre un bâton.

Ce besoin de bouger, ce diable au corps l'entraîne dans toutes les directions. « Il fait un jour 63 kilomètres à cheval, pour aller danser le soir à la station balnéaire de Polzin, et y faire la connaissance d'une jeune dame fort entourée. Il lui fait la cour, paraît lui plaire et pense aux accordailles. Le jour suivant, il renonce à cette idée... ; d'une humeur massacrante, il part à la nuit pour rentrer[4]. » Dans les châteaux

1. Busch, *Le comte de Bismarck et sa suite*, p. 223-224.
2. Busch, *Unser Reichskanzler*, t. I, *Die Junkerlegende*, p. 166 et suiv.
3. Keudell, *Bismarck et sa famille*, p. 13.
4. Keudell, *loc. cit.*, p. 14.



du voisinage, il est craint et aimé; on ne sait, quand il arrive, s'il sera charmant avec les femmes, ou s'il lâchera un jeune renard dans le salon, aimable plaisanterie qu'il fit un soir à ses cousines.

Aux fêtes mondaines, aux « thés esthétiques », il préfère quelque bonne réunion de camarades, où l'on mange ferme et boit sec ; de Kniephof, on avait fait *Kneiphof*, la gargote à tabagie. A Stettin, les hobereaux se réunissent parfois pour des festins au champagne, et Bismarck est célèbre par son coup de fourchette et de hanap : il s'est entraîné à Göttingue à l'art de boire et se vante de ne craindre personne.

Et malgré toute cette agitation, il est seul, toujours seul, même avec les autres; il n'est guère lié avec son frère; Maurice de Blanckenburg, son unique ami, est ou fiancé ou marié, habite à une certaine distance et s'absente souvent; il n'a personne en qui se confier, et dans ses lettres les plus joyeuses on sent une mélancolie qui cherche à se leurrer. Il fréquente peu les femmes. Il n'est pas un modèle de vertu, mais depuis ses désordres d'Aix-la-Chapelle, il est dégoûté de la débauche. De vieilles dames, marieuses enragées, ont tenté de le harponner; elles l'ont présenté à des Gretchens blondes et charmantes; ces gentilles enfants ne lui ont plu que le temps d'une rapide fleurette. Il lui manque un cœur féminin en qui s'épancher. Il le trouve bientôt dans sa sœur, l'aimable et tendre Malwine de Bismarck : ils vivent éloignés, d'âge et de distance, mais elle aime ce grand brusque, et Otto trouve une étrange douceur à se confier à cette fillette. Ses lettres contiennent un mélange singulier, original, d'ironie et de tendresse; il se moque des autres, de lui-même, mais pas de l'enfant. Quand il va à Schönhausen, c'est plus pour elle que pour le père, et, lorsqu'elle se marie, à dix-sept ans, avec le comte d'Arnim-Kröchlendorf, il est tout décontenancé. « Après votre départ,

lui écrit-il, j'ai trouvé la maison bien solitaire. Je me suis assis près du poêle, et, tout en fumant ma pipe, je me suis mis à réfléchir sur ce qu'il y a d'égoïste et de peu naturel pour des filles qui ont des frères, et qui plus est, des frères encore garçons, de se marier sans avoir égard à rien, et d'agir comme si elles n'étaient au monde que pour suivre leurs « fabuleuses » inclinations. C'est là, certes, un égoïsme auquel, heureusement, ni mon sexe, ni moi ne sommes accessibles[1]. » D'ailleurs le mari n'est pas jaloux de cette affection fraternelle, la correspondance se poursuit entre la charmante femme et le solitaire de Kniephof.

La trentaine approche, les banquets fumeux l'attirent moins; il se jette sur les livres. Il ouvre, d'abord, un peu au hasard des œuvres historiques, « se plonge dans des cartes de détail, surtout de l'Allemagne, et, dans la *Géographie* de Busching, vingt volumes qui contiennent les données complètes sur la plupart des pays de l'Allemagne ». Sa puissante mémoire retient les moindres détails, et, plus tard, il émaillera ses discours de lointaines et précises réminiscences. Les littératures étrangères lui deviennent familières; il parle parfaitement l'anglais et le français, « se servant d'expressions à la fois élégantes et fortes, trouvant, sans effort et sans recherche, le mot propre qui classe une pensée, définit une situation[2] »; il sait même un peu d'italien et de hollandais, et il lit les poèmes de ces diverses langues; il se sent attiré par les poètes anglais, Shakespeare, Byron et les lakistes; parmi les français, il fréquente Musset et Béranger. Il étudie aussi des œuvres de philosophie; Spinoza lui est familier; il en est encore au panthéisme de sa mère.

Il n'écrit guère; parfois il envoie un article à une gazette

1. Bismarck à sa sœur, décembre 1844. *Bismarckbriefe*, p. 19.
2. Comte d'Hérisson, *Journal d'un officier d'ordonnance*, p. 345.



locale, sur un sujet d'actualité, pour défendre les droits des chasseurs, mais sans suite ni régularité. Il a de quoi répandre ailleurs son activité; il sert à l'armée tant qu'il peut, il est lieutenant de landwehr dans le corps des uhlans, les périodes de service militaire le distraient, il aime les manœuvres de régiment et les soirées au mess. Il est chargé de quelques fonctions publiques; il est membre du conseil d'arrondissement, et, à ce titre remplace pendant plusieurs mois son frère comme Landrath de Naugard; plus tard il représente la noblesse de Naugard à la Diète de Poméranie; il y prononce même un discours « sur la consommation excessive du suif à l'assistance publique »; mais il trouve l'assemblée « furieusement ennuyeuse » et donne sa démission. Il avait quelque temps songé à rentrer dans l'administration; pendant l'hiver 1843-1844, il travailla de nouveau au gouvernement de Potsdam, mais « ses chefs l'ennuyaient, la lenteur des affaires l'exaspérait ». Quand le président lui adressait des reproches, il y répondait par des sarcasmes, ce qui stupéfiait le grand personnage, « bureaucrate laborieux de la vieille école ». Otto renonça et retourna à Kniephof.

Comme il avait l'esprit porté à la critique, on le traitait de libéral; son libéralisme se bornait à railler les ronds de cuirs et entrer en conflit avec toutes les administrations où il avait affaire. Au premier contact avec les vrais libéraux, l'autoritarisme renaitra en lui, et il luttera pour son roi et les privilèges de sa caste.

Grâce à son travail opiniâtre, il jouit de quelque aisance; il en profite pour voyager. En 1842, il visite l'Angleterre; tout l'intéresse, la cathédrale d'York « belle et imposante, pleine de vieux tableaux bien conservés », les casernes, les écuries, et la race des chevaux et les rations d'avoine. A Manchester, il visite plusieurs usines, « la plus grande fabrique

de machines du monde[1] ». A Londres, il trouve un accueil ouvert, « une politesse extraordinaire, de tout le monde, même des petites gens ». De là, il passe à Portsmouth et à Boulogne. Il séjourne probablement à Paris[2] où il a quelques relations et « fait connaissance avec la ville et les gens ». Il gagne la Suisse, s'arrête à Berne, où il est malade, visite l'Oberland, et revient en Allemagne par Lucerne[3].

En 1844, il voyage dans le nord-ouest de l'Allemagne et séjourne longuement à Norderney, petite île de la mer du Nord, un des bains les plus fréquentés des côtes allemandes. Il est là dans son élément ; la mer, les tempêtes, la pêche par l'ouragan, tout l'enchante. Il écrit à son père[4] et à sa sœur[5] des lettres enthousiastes et ironiques; alternativement, il admire « la plage superbe, de sable doux et sans la moindre pierre, avec des vagues hautes comme des maisons », et plaisante les baigneurs, un officier russe « recourbé en forme de sabre turc ou de tire-bottes, » le ministre Z... « une grosse grenouille sans jambes; à chaque morceau qu'il va enfourner, il ouvre la bouche jusqu'aux épaules; il me fait l'effet d'un sac de voyage qu'on ouvre pour y mettre quelque objet. Quand je vois cela, le vertige me prend et je saisis fortement le bord de la table ». Et il termine par des tendresses pour sa petite sœur.

1. Bismarck, Lettre à son père du 28 juillet 1842. *Bismarck Jahrbuch*, I (1894), p. 4.

2. La date de ce séjour n'est pas précisée. H. Kohl, *Regesten*, la place à 1843, en se fondant sur une lettre du 13 août 1853 où Bismarck annonce qu'il va faire une pointe à Paris après dix ans depuis son dernier séjour. (Poschinger, *Preussen im Bundestage*, IV, p. 158). Quelques autres pensent que pour aller en 1842 de Londres à Berne, Bismarck a dû passer par Paris.

3. Bismarck à son père et à son frère de Berne et Lucerne, les 9 et 16 septembre 1842. *Bismarckbriefe*, p. 7 et suiv.

4. Lettre du 8 août 1844, *Bismarck Jahrbuch*, t. III (1896), p. 30.

5. Lettre du 9 septembre 1844. *Bismarckbriefe*, p. 16.



En 1845 un nouveau deuil bouleverse sa vie. Le 22 novembre, son père meurt. C'était un digne homme, ses fils le pleurèrent sincèrement. Ils procèdent à un nouveau partage des domaines, Bernard aura Külz et Jarchelin, Otto ne conserve en Poméranie que Kniephof, mais il prend Schönhausen, la terre des ancêtres. Il s'y installe presque immédiatement.

Il y reprend son existence solitaire, nerveuse et agitée : l'inspection de ses domaines, la chasse, quelques voyages. Ses amis, son frère, le pressent de rentrer dans l'administration et cherchent à lui obtenir une place de commissaire royal pour les travaux d'amélioration dans la province de Prusse. Il refuse, il « compte vivre et mourir à la campagne, après avoir eu quelques succès comme agronome et peut-être conquis quelques lauriers à la guerre, s'il en éclatait une ». Gentilhomme campagnard et lieutenant de landwehr, là se borne son ambition.

Il accepte pourtant quelques fonctions publiques; il est nommé membre suppléant de l'ordre équestre pour l'arrondissement de Jérichow à la Diète provinciale : ce sera le commencement de sa fortune politique; il est capitaine des digues pour la rive droite de l'Elbe ; ce n'est pas une sinécure; le fleuve traverse entre Magdebourg et Wittenberge des plaines basses où il s'épandait jadis à chaque crue; il a été contraint dans son lit par de hautes et larges digues qui demandent une surveillance continuelle; lors de la fonte des neiges, de la débâcle du fleuve glacé, le capitaine passe une partie de son existence sur la digue, à guetter la moindre fissure; de ses soins dépend la sécurité du pays. Bismarck s'y donne tout entier : en février surtout il surveille d'heure en heure le mouvement de la glace ; il ne quitte Schönhausen un seul jour, attendant « qu'avec un bruit pareil à un coup de canon le champ de glace se mette en mouvement, vole en éclats, se

dresse en morceaux les uns sur les autres, en tours hautes comme des maisons; des tourbillons se forment dans l'Elbe, se heurtent contre le courant qui les emporte en furie[1] ».

Il s'occupe de ses paysans, de leurs misères et de leurs querelles. Il suit les travaux de l'association pour l'amélioration du sort des classes laborieuses. Il a de hautes pensées, il envoie à Louis de Gerlach, alors président du tribunal de Magdebourg, un plan de réformes judiciaires. Et malgré son activité, il ne peut remplir sa vie, il n'est pas heureux : il se sent toujours plus isolé, sa pensée est sans guide, sans soutien. Dans l'été de 1846, son âme et son cœur sont atteints en même temps.

Depuis de longues années, il était à peu près incrédule; il s'en tenait au rationalisme de sa mère, vaguement teinté de panthéisme de Spinoza et de déisme du XVIII[e] siècle. Mais son esprit était inquiet, mécontent, agité. Il aspirait à un principe supérieur. Il l'avait vainement cherché dans les écrits de Strauss, de Feuerbach, de Bruno Bauer; il n'y avait pas trouvé le repos de l'âme. Il le dut à son ami Maurice de Blanckenburg.

Voisins de campagne, anciens camarades de classe, les deux jeunes gens étaient en intime confiance; ils avaient souvent discuté philosophie et religion; Maurice n'avait pas plus converti son ami à la foi chrétienne qu'Otto n'avait amené celui-ci au panthéisme. En 1842, Blanckenburg s'était fiancé avec M[lle] Marie de Thadden et avait emmené son ami à Trieglaff où son futur beau-père vivait sur ses terres. Adolphe de Thadden-Trieglaff tenait dans son château des réunions religieuses où fréquentaient toutes les âmes pieuses de la région. Ancien officier des guerres d'indépen-

1. Bismarck à sa fiancée, 23 février 1847, *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 45.



dance, Thadden appartenait à ce cercle de jeunes hommes qui, sous l'influence de Schleiermacher, s'étaient convertis sincèrement et avaient poussé leur foi jusqu'au piétisme le plus exclusif. Lui-même avait été à l'extrême; trouvant son pasteur insuffisamment orthodoxe, il avait fondé à Trieglaff une chapelle où chacun prêchait à son tour le dogme évangélique. Il portait dans la politique ses principes religieux ; dans ce milieu régnait un esprit de pur féodalisme et ne venaient que des défenseurs du trône et de la foi, chauds partisans de toute légitimité, ardents défenseurs de la politique de la Sainte-Alliance [1]. Bismarck y avait fréquenté d'abord sans conviction, par amitié pour son vieux camarade et la ravissante Mme de Blanckenburg. Il raillait vertement « les thés esthétiques avec lecture, prière et punch à l'ananas ». Le pur regard d'une jeune fille agit mieux que les homélies de Thadden.

Un des plus vieux amis de la maison était Henri de Puttkamer, propriétaire à Reinfeld, au nord-est de la Poméranie. Il était, au moins, aussi piétiste que Thadden; il avait épousé une femme sérieuse, élevé sa fille Jeanne dans les meilleurs principes; c'était un ménage rigoriste, grave à l'excès, où les débordements du « fou » de Bismarck devaient causer une douloureuse stupéfaction. Mais les extrêmes s'attirent. Otto avait rencontré Mlle de Puttkamer au mariage de Blanckenburg, en octobre 1844; il avait été touché par sa gracieuse modestie et sa vaillante franchise. Les traits de son visage n'étaient pas d'une beauté régulière, mais d'éloquents yeux bleus leur donnaient une animation singulière; ses cheveux étaient d'un noir d'ébène [2]. En regardant ces yeux

1. Busch, *Unser Reichskanzler*, I, p. 171.

2. Keudell, *Bismarck et sa famille*, p. 4.

bleus, Bismarck écouta avec plus d'attention les sermons de l'excellent Thadden[1].

Près de deux ans s'écoulèrent sur cette première impression : un voyage dans le Harz, dans l'été de 1846, fait en commun avec M. et M[me] de Puttkamer, précipita les événements ; le spectacle de la nature, splendeur des forêts, hardiesse des cimes, profondeur du ciel, inspire les amoureux; Otto et M[lle] Jeanne échangèrent de douces paroles et, semble-t-il, des serments de fiançailles. Et la piété profonde de la jeune fille agit sur le cœur de Bismarck.

Une tragique épidémie contrasta avec ces moments de bonheur : le typhus décimait la Poméranie; à Kniephof, plusieurs gens de Bismarck en furent frappés; à Trieglaff, M[me] de Thadden en fut atteinte et mourut; en la soignant, sa fille l'exquise M[me] de Blanckenburg, contracta le germe de la maladie et fut emportée le 14 novembre. Le coup qui frappa son ami, atteignit Otto; peu auparavant, il avait eu de longues et douces conversations religieuses avec la jeune femme; en apprenant la maladie de son amie, il avait « adressé à Dieu sa première prière fervente » ; la mort brisa ce qu'il y avait de dur au fond de son cœur. « Dieu l'avait terrassé et fortement secoué. La foi lui était revenue. »

Singuliers mélanges et contradictions dans cet homme. Sa foi était profonde et sincère; il lisait la Bible, il pratiquait ses devoirs religieux, il croyait à l'Évangile, mais tout le côté de charité et de pardon lui en était fermé. Il n'a jamais fait grâce à qui lui a résisté. Il l'a brisé, c'était son droit, parfois son devoir d'homme d'État. Mais il a cherché à le salir, et

1. Sur cette crise religieuse de Bismarck, voyez sa lettre à M. de Puttkamer, dans *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. I et suiv. et Lenz, *Geschichte Bismarcks*, p. 29 et suiv. Le récit de Keudell, *loc. cit.*, p. 16, est un peu différent.



par tous les moyens. De son vivant il pratiquait la calomnie comme un moyen de gouvernement, sinon par lui-même, au moins par ses amis et ses journaux. Et après sa mort, de sa tombe, sa voix s'élève pour diffamer le comte d'Arnim, l'impératrice Augusta, l'impératrice Frédéric, combien d'autres. Et pourtant il était sincère quand il déclarait que la vie n'avait eu de prix pour lui que depuis sa conversion.

Peu de semaines après cette crise intime, Bismarck demandait à M. et Mme de Puttkamer la main de leur fille. Naturellement, les braves parents ne se doutaient de rien. Ils furent stupéfaits, presque indignés de cette audace. « J'en fus comme frappé d'un coup de hache sur la tête », déclara le digne M. de Puttkamer. Mais les jeunes filles ne trouvent point qu'il y ait là d'outrage. Mlle Jeanne sut doucement persuader ses parents. Le 12 janvier 1847, Otto écrivait joyeusement à sa sœur « *All right* ». Il était fiancé.

Leur mariage fut retardé par les débuts de Bismarck dans la vie politique. Il passa six mois d'agitation; courant de Reinfeld à Schönhausen et de Kniephof à Berlin, de sa digue sur l'Elbe à ses champs, et du salon de sa bien-aimée à la tribune de la Diète unie. Il lui écrivait des lettres charmantes, pleines de détails agronomiques et de vers anglais, d'ironie et de tendresse, de souvenirs et de projets : les lettres du lion amoureux.

Ils se marièrent le 28 juillet 1847; et le bouillant, l'excentrique, le railleur, le brutal, le bizarre, ce « fou de Bismarck » fut un excellent époux.

CHAPITRE IV

A LA DIÈTE UNIE DE 1847

I. Les déceptions de 1815. — Les États provinciaux. — Évolution en Prusse : ambitions et espérances. — Fondation du Zollverein. — La crise de 1840. — Frédéric-Guillaume IV : ses promesses et sa défaillance. — Bodelschwingh. La patente du 3 février 1847.

II. Ouverture de la Diète unie. Sa composition. L'adresse. — Nomination de Bismarck. Ses premières impressions. Ses débuts : le mouvement national de 1813. — La périodicité de la Diète : discours de Bismarck. — Son irritation contre la majorité. — La question des juifs et l'état chrétien. — Conflit de la Diète et du gouvernement. — Clôture de la Diète; ses résultats. — Voyage de noce et installation à Schönhausen.

I. — De 1815 à 1847, des traités de Vienne à la veille de la Révolution de 1848, la Confédération germanique et la Prusse étaient demeurées intactes et immuables, mais la pensée publique avait subi de profondes modifications[1]. La guerre d'indépendance s'était faite dans un élan d'enthousiasme. Les princes avaient battu le rappel du patriotisme et du dévouement : « Souvenez-vous de vos aïeux ! s'écriait le roi de Prusse. Grands seront les sacrifices que l'on demandera à toutes les classes. Quels qu'ils soient, ils n'entreront pas en balance avec les liens sacrés pour lesquels nous voulons vaincre si nous ne voulons pas cesser d'être Prussiens et Allemands[2]. » Les peuples étaient accourus pour s'en-

1. Sur cette période, voyez Treitschke, *Deutsche Geschichte*. Biedermann, *Geschichte Deutschlands*. 1815-1871. Denis, l'*Allemagne*, 1811-1852. P. Matter, *La Prusse et la Révolution de* 1848, Paris, Alcan, 1903, p. 1 à 42.

2. Frédéric-Guillaume III, *Appel à mon peuple*, 17 mars 1813.



rôler sous la bannière allemande, pleins d'ardeur dans la lutte contre l'étranger oppresseur, pleins d'espérance aussi dans l'avenir, car sous la pression des événements les rois leur avaient promis la liberté et la patrie. Mais entre ces alliés de deux ans, le sacrifice était inégalement réparti : les peuples prodiguaient leur argent et leur sang, les princes leurs promesses. Au lendemain de la victoire, l'argent était dépensé, le sang était répandu, mais les promesses étaient oubliées. Les traités de Vienne érigent en principe l'autorité absolue des gouvernements : les nationalités sont divisées ou fondues au gré des rois, et les peuples conduits en troupeaux ; toute aspiration à l'indépendance nationale ou à la liberté politique est étouffée. La Sainte-Alliance est conclue pour assurer la permanence de ce régime d'éteignoir.

Telle avait été l'histoire de la Prusse ; à trois reprises, heures d'angoisses et de grands besoins, au lendemain d'Iéna, pendant la campagne de France, à la veille de Waterloo, Frédéric-Guillaume III avait promis à son peuple une « représentation nationale sérieusement organisée, aussi bien dans les provinces que pour le royaume entier. » Pendant les Cent Jours, l'acte fédéral avait étendu ces promesses à toute l'Allemagne et disposé que « dans tous les États confédérés existerait une constitution représentative ». La paix rétablie, Frédéric-Guillaume se préoccupa d'exécuter ses engagements, mais il se trouva en présence de difficultés presque insurmontables. Les traités de Vienne et de Paris avaient transformé la Prusse en doublant son territoire et le chiffre de sa population ; sur dix millions d'habitants, cinq étaient de nouveaux sujets, marqués à l'empreinte étrangère ; les habitants des provinces rhénanes s'étaient attachés depuis vingt ans aux idées françaises ; les Saxons étaient mécontents de leur annexion à la Prusse ; les Polonais souffraient encore du par-

tage de leur nation; tous avaient des mœurs et des traditions étrangères à leur nouvelle patrie; ils ne pouvaient s'imprégner immédiatement de l'esprit d'obéissance administrative; on ne pouvait, sans danger pour l'unité du royaume, leur donner part à son gouvernement.

Frédéric-Guillaume cherchait un compromis pour répondre à ses promesses, mais il trouvait une vive opposition dans son entourage et à Vienne. Un groupe féodal tenait le roi enfermé dans une atmosphère de réaction, lui dénonçait comme révolutionnaires de fidèles serviteurs de sa dynastie et tuait tout progrès. Le prince de Metternich dominait les cours allemandes par la terreur des innovations et sapait par avance tout projet de réforme : « La représentation centrale par les députés du peuple, proclamait-il solennellement, serait la dissolution de l'État prussien; cet État dans sa situation géographique n'est pas susceptible d'une telle représentation. » Et Frédéric-Guillaume approuvait avec déférence. Cependant les bourgeois protestaient et réclamaient l'exécution des promesses royales. Le monarque se décida enfin à accorder quelque chose, pour retenir beaucoup : une ordonnance du 5 juin 1823 reconstitua les États provinciaux « dans l'esprit des vieilles institutions allemandes ». Ces États représentaient la propriété foncière, divisée en trois classes, fonds nobles, propriétés bourgeoises des villes, biens roturiers des campagnes; chacun était appelé à délibérer, avec voix consultative seulement, sur les projets de loi concernant sa province ou ceux qui, d'un intérêt général, modifieraient les droits des personnes ou de la propriété et le régime des impôts; ils pouvaient émettre des vœux d'un intérêt provincial ou local[1]. Ainsi de longues et sanglantes guerres, deux

1. *Gesetz-Sammlung*, 1823, p. 129. Arndt, *Die Verfassungs-Urkunde für*



campagnes à l'étranger, quinze ans de promesses avaient abouti à une médiocre représentation provinciale, réservée aux seuls propriétaires fonciers, pastiche du moyen âge. Ce fut une surprise douloureuse.

Ce régime ne fut pas modifié pendant dix-huit années, alors qu'en Allemagne les idées évoluaient. Partout la déception avait été la même : sauf dans quelques petits royaumes où le peuple avait gagné un Parlement, les princes avaient beaucoup reçu et n'avaient rien donné. En 1814, la nation allemande avait fait un beau rêve d'unité nationale; et, à l'heure du réveil, elle s'était trouvée en présence d'un manteau d'Arlequin, à trente-neuf morceaux, découpé à l'arbitraire et comme à coups de ciseaux; au lieu d'un *Kaiser*, elle avait pour la diriger, ou plutôt l'entraver, la Diète de Francfort, somnolente et engourdie, embarrassée dans ses questions de préséance et de protocole, incapable de toute action. La déception fut amère et profonde, elle se manifesta parfois en actes de violence, comme l'assassinat de Kotzebue; elle demeura surtout à l'état latent, difficile à percevoir, mais prête à éclater. L'idée germait que si les rois ne voulaient ni la liberté ni la patrie allemande, les peuples agiraient d'eux-mêmes.

Une ambition, des idées, une classe nouvelle se formaient. Berlin était le centre d'un mouvement intellectuel, dont devait sortir l'unité allemande. La renaissance de la Prusse après Iéna, la fondation de l'Université, les guerres d'Indépendance où l'action prussienne avait joué un rôle décisif, tout tendait à déplacer l'axe de la politique, à faire de Berlin la capitale de l'Allemagne, à préparer la mission allemande de la Prusse. Pour réaliser ces nobles ambitions, la bourgeoisie cherchait avec impatience à participer au gouvernement, n'étant rien,

den preussischen Staat, p. 4. Rönne, *Das Staatsrecht der preussischen Monarchie*, 4e éd. (1881), p. 27.



à devenir quelque chose. La haute aristocratie, fort atteinte par les annexions et médiatisations, se confinait dans ses terres ou se serrait autour de la monarchie, dans un parfait mépris des tendances modernes; la petite noblesse, hobereaux, officiers et fonctionnaires, se contentait de chercher pitance aux trente-six râteliers de l'État[1]. Mais dans la classe moyenne, professeurs, magistrats, industriels banquiers, se réalisait toute la vie de l'Allemagne. Les idées s'y étaient modifiées, elles avaient dans toutes les branches de l'activité humaine, sciences, philosophie, négoce, voire théologie, pris un caractère pratique, positif, *real*[2]. Cette « nouvelle couche » a son ambition : prendre la direction de la pensée allemande, l'orienter dans un sens libéral, de politique constitutionnelle et modérée, grouper ainsi toutes les forces vives de l'Allemagne, contraindre enfin le gouvernement prussien à faire à son profit l'unité allemande, en prenant la tête du mouvement national. Tout concourt à ce but : la presse, encore timide et inquiète, les assemblées provinciales où s'essaient les orateurs de 1848, les salons, les cercles, les professeurs surtout qui abandonnent souvent les hautes spéculations pour aborder les questions du jour. Dans l'ombre agissent les sociétés secrètes, la *Jeune Allemagne*, le groupe du grand Louis Börne, dont les ramifications sont nombreuses et cachées, de la brasserie à la caserne, du village à la cour, d'une influence mystérieuse, profonde, encore mal étudiée[3].

Deux événements surexcitent le sentiment national en éveillant de nouvelles espérances : la fondation du Zollverein et la crise de 1840. En unissant les États de l'Allemagne par

1. Hillebrand. *La Prusse contemporaine et ses institutions*, p. 5, 7, 26.

2. Jacques Matter, *État de l'Allemagne*, Paris, 1847, t. I, p. 239-246. Lévy-Bruhl, *L'Allemagne depuis Leibniz*, p. 384, 400 et suiv.

3. Dresch, *Gutzkow et la jeune Allemagne* (1904).

un lien commercial, la Prusse devient le centre des intérêts d'argent, comme elle l'était déjà pour la pensée nationale; le Zollverein et l'Université de Berlin procèdent d'un même dessein et arrivent au même résultat, font l'unité pour la finance et l'intelligence allemandes. Désormais on conçoit l'Allemagne sans l'Autriche; celle-ci est portée vers l'Est, à ses possessions magyares et slaves, et des intérêts commerciaux se créent en Allemagne, contraires aux siens; la barrière financière qui unit les divers États de l'Allemagne les sépare dorénavant de l'Autriche.

La crise,qui sévit en 1840 solidarise la nation par la peur de l'invasion, la colère contre l'étranger, le souvenir des haines et des souffrances communes. Tout allemand porte au cœur un double patriotisme : l'attachement au petit État où il est né, l'amour de la grande patrie. Dans le sommeil de la paix, il ne s'est souvenu que de son coin natal; dans le souffle de la guerre, il pense au grand Empire. Le péril apparaît à la frontière du Rhin; ce n'est pas l'Autriche, puissance d'Orient, qui défendra l'honneur allemand, mais la Prusse, directement menacée, et qui sera la sentinelle avancée, *Wacht am Rhein*. Ici encore Berlin devient centre de défense et d'espoir.

Telle était la situation de l'Allemagne, lorsque le 7 juin 1840, Frédéric-Guillaume IV monta sur le trône de Prusse.

Personnalité singulière, attachante et décevante, le nouveau roi était comme certains artistes en qui bouillonnent de hautes idées, mais qui n'ont pas la faculté de les réaliser. Il avait une intelligence richement douée, une certaine puissance de travail, beaucoup d'invention, une éloquence à la manière du psalmiste David, mais aucune pratique de la vie. Ses lectures étaient étendues, il était curieux d'art, de belles-



lettres, de théologie; il avait étudié l'histoire, mais il s'était arrêté au moyen âge et restait à l'idéal du Saint-Empire romain, orné d'atours romantiques, idéalisé par les légendes du Rhin. Dans un pays très militaire, il n'était pas soldat; il aimait dans l'armée la splendeur des revues, mais non les questions ingrates d'équipement ou de technique. Il parlait souvent du « vieil honneur prussien », ce qu'il faisait en mettant la main sur son épée et levant le regard au ciel; pour le défendre, il s'exposa parfois à la guerre; mais il avait le cœur bon et recula par horreur de verser du sang. Il avait des amis dévoués et qu'il aimait sincèrement, mais il sacrifia les meilleurs à des idées qui n'étaient pas les siennes. Il n'avait aucune volonté, il était à la merci de ceux qui l'entouraient, et leur cédait, quitte à modifier ensuite son opinion sous l'influence d'autres arrivants; son imagination, qui était vive, lui présentait des idées nombreuses qu'il embrassait toutes ensemble, quoique contradictoires, et quand il devait passer à leur réalisation, il modifiait sans cesse ses décisions sans pouvoir se tenir à aucune. Les irrévérencieux l'ont comparé à certaine montagne de la fable; il jeta « clameur si haute » qu'on le crut prêt à enfanter l'empire allemand; il accoucha d'une souris.

Lors de son avènement au trône, il était plein de bonnes intentions, et les exprimait dans un style sonore et vague, avec des réminiscences de l'Ancien Testament et des Minnesänger, d'où l'on pouvait tout augurer[1]. Il haranguait son bon peuple du haut d'un balcon, faisait appel « à la fidélité des cœurs allemands, à l'amour des âmes chrétiennes », et promettait un avenir doré, radieux, céleste. Le bon peuple applaudissait, illuminait et attendait. Après plusieurs mois d'at-

1. Wilhelm Busch, *Die Berliner Märztage von* 1848, p. 2, 3.



tente, timidement se soulevèrent quelques réclamations, et, avec les formules d'une politesse respectueuse, mais précise, les députés de la province rhénane lui rappelèrent ses engagements et le supplièrent humblement « de donner à ses fidèles sujets cette représentation nationale qui leur avait été promise[1] ». Le roi fit une splendide réponse, émue et bienveillante, mais lorsque de nouvelles invitations l'obligèrent à s'exécuter, il se déroba. Le 23 février 1841, une ordonnance se borna à développer la compétence des assemblées provinciales et organisa des délégations (*Ausschüsse*) émanées de chaque assemblée et qui devaient se réunir en commun à Berlin : telle était la « représentation nationale » annoncée depuis trente-six ans : c'était tout, mais peu.

La déception fut vive, proportionnée aux espérances soulevées par l'avènement de Frédéric-Guillaume IV. Plusieurs États provinciaux protestèrent que la Couronne manquait à ses engagements solennels et en réclamèrent la complète exécution. Les journaux, enhardis par un adoucissement provisoire de la censure, se firent en termes amers l'écho de la désillusion générale. La *Nouvelle Gazette du Rhin*, la *Gazette de Kœnigsberg* attaquent la politique générale du gouvernement ; sur la frontière saxonne, les *Annales allemandes* critiquent l'action personnelle du souverain ; toute une campagne de brochures est conduite par des publicistes d'opposition : M. de Bulow-Cummerow, ferme, vigoureux, savant ; M. de Lancizolle, de critique modérée, de raisonnement droit, de conseil sage ; M. J. Jacoby, plus ardent, dans le mode pamphlétaire, portant sur les masses par la hardiesse de sa pensée et de ses images.

Frédéric-Guillaume IV ne faisait rien, en apparence tout au

1. Pétition du Landtag pour la province du Rhin, 9 septembre 1840.



moins, pour dissiper ce malentendu ; il s'était entouré d'une cour très panachée, à l'image de son esprit, où libéraux et réactionnaires, militaires, fonctionnaires et professeurs faisaient un singulier mélange, et il paraissait s'abandonner à la fraction féodale de ce singulier ensemble : aux suppliques des États provinciaux, il répliquait « qu'il ne se laisserait entraver ou pousser en avant par aucunes intrigues et aucuns efforts, que plutôt de telles manœuvres le feraient reculer avec force ». Des réunions populaires étaient interdites, des députés libéraux de Bade expulsés en due forme, les journaux menacés d'une nouvelle loi sur la presse, et les magistrats invités à plus de soin dans la répression[1]. C'était la politique apparente : mais Frédéric-Guillaume IV était un homme à actions multiples ; alors qu'il frappait le parti libéral, il s'appropriait ses idées.

Dès le début de son règne, il avait eu le projet de donner à son peuple des institutions parlementaires[2] ; l'indécision de sa pensée, l'influence de ses proches, la crainte de Metternich l'en avaient jusqu'alors empêché. En 1845 il avait un entretien avec le puissant homme d'État qui écrivait avec mélancolie : « Le grand mal de la Prusse, c'est que le roi, tout en voulant le bien, est excentrique, et que la dissolution de la *vieille* machine politique prussienne est un fait accompli. La *nouvelle* machine est encore à créer ; or, dans des situations pareilles, nul ne peut répondre du lendemain.[3] » Malgré les avertissements du ministre autrichien, Frédéric-Guillaume IV demeurait fidèle à ses projets, et pour le conseiller il appelait au ministère de l'Intérieur M. de Bodelschwingh. Le choix était heureux ; tout dans le nouveau ministre inspi-

1. Biedermann, *Geschichte Deutschlands*, 2e partie, t. I, p. 173 et suiv.
2. Ranke, *Friedrich-Wilhelm IV*, dans l'*Allgemeine deutsche Biographie*.
3. Metternich, *Mémoires*, t. VII, p. 137.

rait confiance, la haute stature, le regard droit, l'éloquence sobre et pondérée, le caractère loyal et ferme, l'esprit sûr et mûr ; il cherchait le progrès par la conciliation des traditions du passé et des nécessités de l'avenir ; il était de taille à gouverner la Prusse en temps paisible, mais aux heures décisives, il manqua d'initiative et de volonté ; il n'avait pas la carrure nécessaire pour surmonter une révolution, dominer l'Allemagne et forger l'État à son empreinte, comme fit Bismarck.

Une nécessité financière obligea Frédéric-Guillaume IV à hâter l'exécution de ses desseins : pour construire les premiers chemins de fer, l'État prussien avait besoin de ressources extraordinaires ; or, une ordonnance de 1820 avait décidé qu'aucun emprunt ne serait émis sans « l'assistance et la garantie des États du royaume ». Le roi réunit donc en juillet 1845 une commission chargée de lui dessiner un organe constitutionnel, qui n'aurait pas les inconvénients d'un Parlement, mais présenterait les avantages d'une représentation nationale. Savigny, juriste respecté, paraissait naturellement désigné pour diriger ces études ; mais, puissant évocateur du passé, il ne comprenait pas les besoins du présent ; subtil théoricien, il n'avait pas ce don indispensable au législateur, le sens pratique. L'âme de la commission fut Bodelschwingh.

Les travaux furent menés avec une sage lenteur. Au mois de mars 1846, le roi tint un conseil de gouvernement pour délibérer sur le projet de la commission. L'esprit du passé y fut représenté par le prince Guillaume ; l'héritier du royaume, le futur empereur d'Allemagne, se confinait ordinairement dans les questions militaires, où il apportait tout son cœur ; et c'était dans l'intérêt de l'armée qu'il intervenait, pour revendiquer le droit exclusif de la Couronne de la conduire à son gré ; en votant le budget, la représentation nationale pourrait contester la nécessité des réformes militaires, contrôler

l'action du ministre de la Guerre, s'ingérer dans la conduite de l'armée, et ce serait la fin de toute discipline; l'esprit du prince, dépourvu d'envergure, mais doué d'un raisonnement juste, comprenait l'incompatibilité du régime parlementaire et de l'autorité royale; or, en Prusse, l'armée et la couronne sont solidaires; il s'éleva donc avec force contre la création d'une assemblée qui amoindrirait les droits de la monarchie et mettrait en péril la hiérarchie militaire. Il succomba; par quatorze voix contre deux, le conseil se prononça pour la création d'une représentation centrale. Au sortir de la séance, le prince Guillaume exprima ce mélancolique regret : « Une nouvelle Prusse se forme. L'ancienne descend au tombeau par la publication de cette loi. Puisse la nouvelle être aussi grande de gloire et d'honneur que l'ancienne [1]. »

Un an s'écoula encore; les tergiversations du roi, les discussions de détail, peut-être les conseils du tzar Nicolas [2], qui redoutait ces bouleversements, de nouveaux efforts du prince Guillaume retardèrent l'exécution des projets constitutionnels. Au commencement de l'année 1847, le roi exposa aux princes de sa famille ses desseins de réforme; tous s'inclinèrent avec respect devant sa volonté.

Le 3 février 1847, le roi signa des lettres patentes et trois ordonnances qui contenaient les nouvelles dispositions législatives [3]. D'après ces textes, le roi devait réunir en Diète générale les assemblées provinciales « toutes les fois que les besoins de l'État exigeraient de nouveaux emprunts, l'établissement de nouveaux impôts ou l'augmentation des impôts actuels »;

1. Treitschke, *Deutsche Geschichte*, t. V, p. 609.

2. Il avait épousé une princesse de Prusse, fille de Frédéric-Guillaume III; il était, par conséquent, le beau-frère du roi et du prince de Prusse.

3. *Gesetz-Sammlung*, 1847, p. 33 et suiv. Traduction française dans le *Moniteur universel*, 8 février 1847 et l'*Annuaire historique* de Lesur et Fouquier, 1847. Appendice, p. 69 et suiv.



la Diète devait être consultée sur tous projets de lois modifiant les droits des personnes et des biens; elle recevait le compte général de la dette et avait le droit de pétition; elle se composait de deux assemblées, la Chambre des seigneurs, représentant la haute noblesse, la Chambre des trois États, qui comprenait les députés de l'ordre équestre, des villes et des campagnes; la Diète n'était pas périodique, mais le roi devait réunir tous les quatre ans les comités permanents des assemblées provinciales, et ce comité avait presque les mêmes droits que la Diète plénière, sauf en matière financière. Enfin une délégation spéciale, composée d'un membre de chaque assemblée provinciale, se réunissait tous les ans pour contrôler les comptes d'intérêts de la dette publique et surveiller les amortissements.

L'ensemble de ces dispositions était assez singulier et disparate, comme une construction des temps anciens, rafraichie au cours de chaque siècle, et qui contient des tourelles à poivrière, des fenêtres à salamandre, un péristyle Louis XIV et des bow-windows de genre moderne. La couronne avait à coup sûr manifesté beaucoup de bonnes intentions, mais en donnant elle retenait; elle octroyait moins des droits que des facultés virtuelles. Si le monarque convoquait régulièrement la Diète, la consultait pour se conformer à ses désirs, lui soumettait tous les chapitres du budget et tenait compte de ses pétitions, il introduirait le régime parlementaire en Prusse. Mais il n'y était pas tenu : il pouvait ne réunir jamais la Diète, soumettre tous les quatre ans au comité des projets sans intérêt, empêcher la délégation d'examiner sérieusement les comptes, user de procédés de Trésorerie, et régner autocratiquement, sans aucun souci de la Diète; c'était encore une façon de promesse. Tel serait le roi, telle serait la loi.

Le premier moment de surprise passé, ces défauts appa-

rurent et les gens d'opposition les mirent en relief. Les avancés, ceux qu'on appelait déjà les radicaux, déchiraient à plaisir les textes du 3 février : ils avaient mis l'opinion publique en garde contre les demi-mesures, ils avaient beau jeu à se déclarer bons prophètes. Un des plus vigoureux, Henri Simon de Kœnigsberg, magistrat démissionnaire, juriste de valeur et surtout polémiste mordant, publiait une brochure sous le titre : *Accepter ou refuser*[1], où il engageait les assemblées provinciales à décliner la convocation du roi. Les modérés, tout en regrettant l'insuffisance des réformes, exprimaient l'espoir que le roi persévérait dans son initiative en attribuant plus d'autorité à la Diète unie. Et Frédéric Guillaume paraissait répondre à leurs demandes par une série d'ordonnances, où, coup sur coup, il convoquait la Diète, assurait la liberté de conscience et l'indépendance religieuse, garantissait la publicité des procédures civiles et criminelles, organisait des chambres et des tribunaux de commerce. Tout semblait présager un régime nouveau.

II. — Le 11 avril 1847, le roi ouvrit la Diète unie à Berlin par une cérémonie pompeuse, dans un mode antique et solennel. Entouré des princes de sa famille, de ses ministres, des grands officiers de la Couronne, il harangua les députés dans la Salle blanche du château royal. Son discours, long, souvent brillant, parfois persuasif, avec des digressions, des invocations, des exclamations, était au fond très net et notifiait que la patente de février avait accordé les extrêmes concessions. « Héritier d'une couronne que j'ai reçue intacte et que je dois et veux laisser intacte à mes successeurs, décla-

1. Henri Simon. *Annehmen oder Ablehnen? Die Verfassung von Februar 1847 beleuchtet vom Standpunkte des bestehenden Rechts* (Leipzig, 1847).



rait le roi, jamais je ne transformerai le rapport naturel entre le prince et le peuple en un pacte constitutionnel; jamais je n'admettrai qu'une feuille écrite vienne s'interposer, comme une seconde Providence, entre notre Dieu et ce pays, pour nous gouverner avec ses paragraphes et pour remplacer par eux la sainte et antique fidélité. » Dans ce splendide pathos, on remarquait une certaine méfiance envers les députés ; ceux-ci furent déçus, un peu étonnés, même vexés de ce défaut d'abandon et en exprimèrent respectueusement leur surprise dans les débats sur l'adresse.

Ces débats permirent aux partis de se classer. Il n'y avait pas eu d'élections spéciales pour le Landtag uni, formé seulement de la réunion des assemblées provinciales; la Chambre des États conservait donc le caractère de ces assemblées, correct, modéré, un peu neutre et pâle. L'ensemble était libéral; les plus avancés, Hansemann, député d'Aix-la-Chapelle, Mevissen, un des fondateurs de la *Rheinische Zeitung*, Milde, député de la Silésie, étaient sincèrement dévoués à la Couronne. Parmi les modérés, quelques-uns devaient jouer grand rôle dans l'histoire d'Allemagne, et ce fut le mérite de la Diète unie de les mettre en relief : Beckerath, arrivé à force de volonté, fils d'un tisserand, riche banquier, poète et homme d'État, un des chefs du Parlement national en 1848; Alfred d'Auerswald, député de la province de Prusse, ministre en 1848 et de 1858 à 1862; le comte Schwerin, député de Poméranie, esprit de grande élévation, indépendant, pieux, moins un lutteur politique qu'un caractère très noble et très pur; Camphausen, président de la Chambre de commerce de Cologné, président du conseil en 1848 et délégué de la Prusse à Francfort; le baron de Vincke, grand propriétaire en Westphalie, brillant orateur, mais ondoyant et ne craignant pas de se contredire, plus porté à la critique qu'à l'action; le comte

d'Arnim, ancien et futur ministre, bon fonctionnaire, conseiller sage et sûr, mais incapable d'organiser un parti. A l'extrême droite, un petit groupe de trente députés, tous nobliaux de province invoquaient la sainte tradition, le vieil honneur prussien, le droit sacré de la Couronne. Bismarck y alla sans hésiter lorsqu'il entra dans l'assemblée.

Il n'avait pas assisté aux débuts de la Diète unie : simple membre suppléant de l'ordre équestre au Landtag de la province de Saxe, il n'avait pas été convoqué à Berlin[1]; il était très occupé d'ailleurs par les travaux de printemps, ses fonctions locales à Schönhausen et sa cour à Mlle de Puttkamer. Il avait passé tout le mois d'avril à Reinfeld en Poméranie auprès de sa fiancée, « dans un état de contentement profond, comme il n'en avait plus connu depuis des années[2] ». En retournant à Schönhausen, il s'était arrêté à peine quelques jours à Berlin, ayant hâte de retrouver sa digue, ses champs et ses chevaux. Mais au commencement de mai, un député de son ordre et de la province de Saxe, M. de Brauchitch, tomba gravement malade; il fallut appeler le premier suppléant, c'était Otto de Bismarck-Schönhausen. Il fut médiocrement content de cette corvée : elle l'éloignait de ses terres et risquait de reculer la date de son mariage[3]. Il pensa à décliner l'honneur, mais son parti tint à lui; il avait rédigé au commencement de l'hiver un plan de réforme judiciaire qui avait été remarqué par le Landtag saxon; on l'avait prié de parfaire son mémoire et de le soumettre au ministre de la Justice; il avait travaillé son sujet avec Louis de Gerlach, président du

1. Horst Kohl. *Bismarck Regesten*, 1891, p. 7. Au moment de l'ouverture du Landtag, Bismarck était en Poméranie.

2. Bismarck à Mme d'Arnim, 14 avril 1847. *Bismarckbriefe*, 8e éd. H. Kohl (1900), p. 49.

3. Bismarck à sa fiancée, 8 mai 1847. *Bismarck's Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 84.



Tribunal d'appel à Magdebourg, et le 26 mars lui avait adressé, de Poméranie, une note assez curieuse sur l'organisation de la magistrature[1]; ces études avaient mis le jeune hobereau en relief et les représentants de la Saxe comptaient sur sa collaboration à la Diète unie; d'ailleurs le second suppléant était, au dire général, un incapable; Bismarck dut donc se résigner à accepter une charge qui devait avoir sur sa destinée une profonde influence. Le 11 mai, il entra dans l'élégante Salle blanche où siégeait la Diète.

Depuis un mois, les partis étaient en contact, et la majorité à la Chambre des États s'était affirmée comme libérale et progressiste. Les débats de l'adresse avaient porté sur la valeur de la patente du 3 février; dans une forme respectueuse, mais ferme, le comte Schwerin avait « exprimé les craintes que certaines dispositions des ordonnances inspiraient aux députés, malgré eux »; le rapporteur, M. Beckerath, avait rédigé un projet qui rappelait les engagements solennels de Frédéric-Guillaume III, constatait l'insuffisance du système octroyé par le roi, et réclamait comme des droits la périodicité de la Diète, son contrôle plus effectif sur les questions financières, sa compétence plus large dans les questions de droit civil. Le commissaire du gouvernement, M. de Bodelschwingh, avec l'éloquence du *debater* anglais, faite de clarté et de logique, s'était efforcé de démontrer que la patente de février avait rempli tous les engagements des lois précédentes; mais les députés avancés, Mevissen, Milde, avaient protesté énergiquement et proclamé « comme un devoir sacré de faire une réserve solennelle des droits légitimes du peuple ». Leur attaque avait paru si vive que le prince de Prusse était intervenu. Sur un ton hautain, dictatorial[2], « comme premier sujet

1. Cette note se trouve dans le *Bismarck Jahrbuch*, t. III, p. 36 et suiv.
2. Treitschke, *Deutsche Geschichte*. t. V, p. 622.

et premier conseiller du roi », il avait déclaré qu'aucune « défiance » n'avait présidé à la rédaction des ordonnances qui avaient été rendues « dans l'intérêt de la patrie ; les libertés et les droits de la Diète ne tourneraient jamais au détriment des droits et des prérogatives de la Couronne... Il est regrettable que la confiance dans le gouvernement, qui existait jadis, ne subsiste plus au même degré ». Ce discours avait fait quelque impression, et, dans un but de conciliation, la Chambre avait adopté un amendement rédigé par Alfred d'Auerswald qui proclamait tout ensemble les droits antérieurs de la Diète et la nécessité d'en solliciter l'octroi du souverain ; système contradictoire[1] et naïf, mais fait pour plaire, par son imprécision même, à une assemblée sans expérience. En votant cette adresse, la Chambre avait manifesté tout ensemble son loyalisme dynastique et son désir très vif que le roi ne s'en tînt pas aux réformes du 3 février, mais les développât pour arriver au régime parlementaire dans toute son ampleur. Cette réserve mécontenta Frédéric-Guillaume IV qui répondit à l'adresse en termes aigres et catégoriques : il avait accordé aux États « des droits allant au delà des promesses faites par son père », il ne voulait pas lui en reconnaître d'autres, les lois du 3 février étaient « intangibles dans leurs dispositions fondamentales » ; il daignait, néanmoins, promettre une nouvelle réunion de la Diète dans un délai de quatre ans[2].

Ainsi, dès les débuts de la session parlementaire, un désaccord était né entre le roi et la Chambre. Le parti ultra se lamentait, déclarait l'adresse « un malheur », la proposition d'Auerswald « un poison[3] » ; peut-être avait-il quelque satis-

1. Biedermann, *loc. cit.*, p. 190.

2. Déclaration royale du 22 avril, lue à la séance des curies réunies le 23.

3. Général de Gerlach. *Denkwürdigkeiten*, 18 avril 1847, t. I, p. 117.



faction à constater ce mauvais début, qu'il avait prédit, et la déception du roi, dont il profiterait. Bismarck partageait ces colères et ces espérances en allant s'asseoir, dans la Salle blanche, le 11 mai 1847, près de son vieil ami Thadden-Trieglaff, le bon mômier de Poméranie.

Il n'avait pas encore, semble-t-il[1], siégé dans une assemblée importante, il arrivait en plein cours des délibérations; homme des champs, habitué à chevaucher dans la campagne plus qu'à discourir, il subit avec impatience les longues séances de la Chambre et son premier sentiment fut de lassitude. « La séance d'aujourd'hui était ennuyeuse, écrit-il, bavardages sans fin, répétitions, temps perdu. C'est étonnant quelle effronterie à parler les orateurs montrent en comparaison de leurs capacités et avec quel impudent amour-propre ils se hasardent à importuner une aussi grande assemblée de leurs creux discours[2]. » Mais il était homme d'action, habitué à faire complètement ce qu'il entreprenait; il suivit donc attentivement les débats, et fut pris dans l'engrenage politique. Il était choqué des opinions émises; dans son âme candide de bon junker dévoué à la dynastie, obéissant par tradition aux ordres du roi, il n'admettait pas la critique dirigée contre les actes du souverain; il trouvait que les délibérations prenaient une tournure « affligeante ». — « Les meilleures intentions, déclarait-il, des actes conformes aux lois sont méconnus et dénaturés par un déplorable esprit de parti, et le gouvernement se trouve malgré tous ses droits en minorité. La chose m'empoigne beaucoup plus que je ne pensais[3]. » Des inquiétudes person-

1. On a vainement recherché la trace de son passage au Landtag provincial de Saxe. D'une lettre à sa fiancée, 8 mai 1847, on peut conclure qu'il n'y avait pas encore siégé.

2. Bismarck à Mlle de Puttkamer, 15 mai 1847. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 89.

3. Bismarck à Mlle de Puttkamer, 18 mai 1847. *Ibid.*

nelles, la maladie de sa fiancée, l'état mortel d'un neveu, augmentaient son énervement. Un incident le jeta dans la lutte.

Un membre du parti libéral, le colonel de Saucken-Tarputschen, avait évoqué les souvenirs de 1814 et affirmé que la renaissance de la Prusse s'était faite par l'accord de la monarchie et du peuple, non par haine contre l'étranger. « Un peuple noble et éclairé, comme le peuple prussien, ne connaît pas de haine nationale. » Ces paroles indignèrent Bismarck : pas de haine nationale ! Et les souvenirs de Schönhausen, l'arbre généalogique lacéré, les récits du vieux parent, les traditions des Bismarck ? Il bondit à la tribune et, en quelques phrases incorrectes et heurtées, il exhala sa colère : « J'éprouve, dit-il, le besoin de contester ce qu'on a si souvent fait entendre aussi bien à la tribune qu'en dehors de cette salle, lorsqu'il était question des demandes de constitution : — comme si le mouvement populaire de 1813 devait être attribué à d'autres raisons et qu'il fallût un autre motif que la honte de voir l'étranger commander dans notre pays... (*Violents murmures*)... Ce serait à mon avis, rendre un mauvais service à l'honneur national... (*Nouveaux murmures*)... si l'on admettait que l'oppression et l'humiliation que les Prussiens avaient à souffrir de la part d'un dominateur étranger n'eussent pas suffi pour faire bouillir le sang dans leurs veines et pour étouffer tous les autres sentiments sous la haine de l'étranger. » (*Grand bruit. Plusieurs députés s'élancent à la tribune*[1].)

1. Bismarck à la curie des Etats, 17 mai 1847. Il y a plusieurs éditions des discours de Bismarck, la meilleure est celle de Horst Kohl, *Die Reden von Bismarck*. Celle de M. Riedel a été traduite et publiée chez Boll, à Berlin, 1 et 8 volumes. Le premier intitulé *M. de Bismarck, député*, 1847-1851, comprend les discours du futur chancelier à la Diète unie, à la seconde Chambre prussienne, à l'Assemblée d'Erfurt.



Ce fut une vive surprise de voir ce grand gaillard, inconnu de tous, sans passé politique, venir confesser avec crânerie son patriotisme exclusif. Il s'affirma du premier choc par son audace, la fermeté de ses convictions, la vigueur de ses déclarations. Il n'était pas orateur, il ne le fut jamais, même à l'époque de sa splendeur où sa situation lui assurait une autorité de fait, supérieure à l'éloquence des mots. Sa voix manquait de force et son élocution de facilité courante; sa parole était parfois coupée d'un bégaiement, comme s'il cherchait l'expression qui rendît le mieux sa pensée[1]; souvent il s'irritait, prêt à s'emporter, puis repartait d'un ton naturel; il avait dominé sa colère qui sortait seulement par quelques traits mordants. Il n'avait pas le langage noble et cadencé qui plaisait aux assemblées de 1848; mais sa parole était incisive, simple, animée par la profondeur de la conviction et la volonté d'enfoncer l'adversaire, relevée par quelques pointes familières, spirituelles ou méchantes. Beaucoup d'audace et de confiance en soi; il avait un jour soulevé un vif tumulte par des coups de boutoir, et la majorité prétendait interrompre son discours; il tira avec sérénité de sa poche un journal qu'il lut à la tribune en attendant le retour du calme[2].

Ces quelques paroles avaient suffi pour le lancer; il n'en fut pas étonné, il connaissait sa force; il n'en tira pas vanité, mais une certaine joie en constatant qu'il avait réussi « à exercer quelque influence sur une grande multitude, à gagner quelques députés du soi-disant parti de la cour et d'autres ultra-conservateurs de plusieurs provinces. — J'en profite, ajoutait-il, pour les détourner de toute évasion fâcheuse ou de tout écart malencontreux, ce que je peux faire sans être

1. Köppen, *Bismarck*, p. 126.

2. R. de Keudell, *Bismarck et sa famille*, p. 6. Hesekiel, *Das Buch vom Fürsten Bismarck*, p. 99.

soupçonné après une franche déclaration. » Il était devenu une façon de petite autorité ; on le convoquait aux réunions où les chefs de son groupe déterminaient l'attitude à prendre ; il dinait avec les ministres ; on le consultait ; il se tenait d'ailleurs pour engagé dans la bataille et désirait intervenir autrement que par une interruption retentissante.

Les débats sur la périodicité de la Diète unie lui en fournirent l'occasion. Cette question s'était déjà posée lors de la discussion de l'adresse : la périodicité était-elle un droit pour la Diète, fondé sur les ordonnances de Frédéric-Guillaume III ? Le baron de Vincke avait à nouveau soutenu l'affirmative en proposant à la Chambre de voter une « Déclaration des droits » qui énumérait les concessions déjà faites par la couronne et légalement acquises à la Diète ; l'effort de Vincke s'était enlisé dans des difficultés de procédure parlementaire, mais le vaillant député avait repris sa proposition sous forme de pétition et réclamé comme un droit la périodicité annuelle de la Diète unie. Les débats avaient pris une grande ampleur et les orateurs libéraux avaient développé tous les arguments juridiques, historiques, philosophiques qui militaient en faveur de leur thèse. Pour les combattre, Bismarck prit la parole le 1er juin [1].

Il commença par constater que des arguments juridiques pouvaient être fournis avec pareille force pour soutenir les opinions adverses. Dans ces conditions, le roi seul avait compétence pour interpréter ses précédentes ordonnances ; or le souverain avait déclaré dans la patente du 3 février qu'il avait exécuté « toutes les promesses des lois antérieures » ; la cause était donc jugée par cet argument simple et catégorique, le mot du prince. « On a prétendu, ajoutait Bismarck, qu'un sourd

1. Bismarck à la curie des États, 1er juin 1847. *Bismarck député*, p. 37 et suiv.



mécontentement s'est manifesté dans l'opinion publique lors de la publication de la patente du 3 février; je dois répondre qu'à mes yeux la majorité du peuple prussien n'est point représentée dans ces assemblées tenues au *Bötterschöfchen*[1]... (*Murmures*)... Je ne peux trouver dans ces sons de voix inarticulés une réfutation de ce que j'ai avancé... Pas plus représentée, ai-je dit, dans ces assemblées que dans les tuyaux de plume des correspondants de journaux, pas plus même que dans une fraction de la population des grandes villes de province. » Et il contesta carrément que la patente de février eût causé quelque déception. Il écarta tout argument tiré des constitutions étrangères, obtenues par les révolutions du peuple. Les monarques prussiens étaient en possession, — non par la volonté du peuple, mais par la grâce de Dieu, — d'une souveraineté en fait illimitée, dont ils avaient volontairement concédé au peuple une partie des droits : exemple rare dans l'histoire. « Sans doute la périodicité est nécessaire pour donner à la Diète une véritable vitalité ; mais après la large concession faite si récemment par le roi, il ne convient pas d'avancer déjà de nouvelles prétentions. Laissons au moins l'herbe de cet été pousser là-dessus. Le roi a dit à plusieurs reprises qu'il désirait n'être ni pressé, ni poussé ; or, je le demande à l'Assemblée, faisons-nous autre chose que le presser et le pousser si, dès à présent, nous nous rapprochons du trône avec une demande de changement dans la législation ?... Le prochain retour de l'Assemblée est assuré[2], ne vaut-il pas mieux, aux yeux de l'étranger, laisser à l'initiative de la Couronne l'achèvement de cette institution constitutionnelle. » Et il acheva en demandant qu'on n'arrachât pas « la fleur de confiance pour la jeter comme une mau-

1. Lieu de réunion publique à Kœnigsberg.

2. Par la réponse du roi à l'Adresse. Voyez *supra*, p. 81.

vaise herbe qui nous empêche de voir pleinement à découvert le terrain nu du droit... Quand je reporte mes regards en arrière et compare ce qui a été promis jadis avec ce qui a été dit ici, des marches du trône au peuple tout entier, je crois que nous avons bien des motifs de confiance dans les idées de Sa Majesté ».

Dans son ensemble comme dans ses détails, c'était un cantique d'amour et de confiance aveugle envers la royauté prussienne. Les Anglais appellent *maiden speech* le premier discours du jeune parlementaire qui, dans son émotion juvénile, prend des engagements solennels, peut-être violés le lendemain. Bismarck débutait dans la vie politique par un chant de fiançailles, il engageait sa foi à la Couronne de Prusse; il ne manqua point à sa parole.

Son intervention n'eut pas de succès; malgré les maladresses de son auteur [1], la Chambre adopta la proposition Vincke par 260 voix contre 247; mais la Curie des Seigneurs en modifia le texte et les députés acceptèrent une rédaction plus châtiée, où le roi était simplement prié d'établir la périodicité du Landtag. C'était trop encore. Gerlach s'indignait des prétentions de « ces députés chicaneurs », et relevant l'une après l'autre les défaites du gouvernement, l'hostilité de l'adresse, le rejet de la demande d'emprunt pour les chemins de fer, l'intervention dans la politique étrangère, gémissait avec douleur : « Quoi maintenant [2]. » Bismarck rivalisait de courroux et vivait dans un énervement perpétuel. « Du matin au soir, écrivait-il, je suis en colère contre la déloyauté, les mensonges, les calomnies de l'opposition, la préméditation opiniâtre et haineuse qu'elle

1. Au reproche d'inconséquence, Vincke répondit délibérément « qu'en somme, dans les décisions politiques, il ne lui importait pas autrement d'être conséquent avec lui-même ». Ce qui donna à Bismarck l'occasion de piquantes railleries.

2. Gerlach, *Denkwürdigkeiten*, 14 et 28 mai 1847, t. I, p. 119 et 120.



met à se fermer à toute raison, et la platitude imbécile de la masse sur qui les meilleurs arguments n'ont aucune prise à côté des phrases banales et élégantes des commis-voyageurs en politique du Rhin[1]. » Mais il s'efforçait néanmoins de convaincre cette « masse imbécile » et se plaignait que « la tribune fût comme une beauté *en vogue* dans un bal, toujours engagée ». La discussion sur l'état des juifs lui fournit un tour de danse à la mode du moyen âge.

Les israélites n'étaient pas encore très nombreux en Prusse où depuis lors beaucoup ont immigré de Pologne ; en 1843, on les estimait à 200.000 sur 15 millions d'habitants ; dans les grandes villes, mélangés à la population, germanisés depuis longtemps, ils vivaient de l'existence allemande ; dans les campagnes, et surtout dans la province de Posen, ils avaient acquis un triste renom d'usuriers, de bas trafiquants, et étaient tenus à l'écart. Longtemps ils avaient vécu sous une législation spéciale et comme au ban de la société ; à l'ère des grandes réformes, en 1812, une loi, en vigueur seulement dans les provinces où ils étaient le moins nombreux, leur avait accordé la qualité de sujets prussiens et certains droits civiques, mais ils ne pouvaient remplir de fonctions publiques et trouvaient quelques entraves à l'exercice de leurs droits civils et commerciaux. Cependant l'idée française, égalité de tous les citoyens devant la loi, se répandait et s'imposait ; malgré un mouvement antisémite, résultat de l'envie, les législations des divers états allemands avaient admis les juifs à tous les droits des citoyens ; Humboldt et ses amis, « apôtres de la Révolution française[2] », réclamaient pareille réforme en Prusse ; un jurisconsulte de Hambourg, Gabriel Riesser, s'était

1. Bismarck à Mlle de Puttkamer, 26 mai 1847, *loc. cit.*, p. 93.

2. Treitschke, *Deutsche Geschichte*, t. V, p. 632, qui traite longuement cette question.

fait l'éloquent avocat de cette cause. Frédéric-Guillaume IV n'aimait pas les juifs, mais il était juste, et tenait pour son devoir royal d'améliorer la situation de tous ses sujets. Il présenta donc à la Diète unie un projet de loi qui leur ouvrait certains emplois publics, leur assurait la liberté de culte, abolissait les restrictions à l'exercice du commerce et de l'industrie, mais contenait des réserves pour les Israélites de la province de Posen, où ils étaient déjà très nombreux et arrivaient en tribus de Pologne.

Le premier bureau de la Diète, à qui le projet avait été soumis, se déclarait favorable à ces dispositions et demandait même leur extension complète aux juifs de Posen. Les débats prirent sept séances de la Diète [1] ; les grands libéraux, Camphausen, Milde, Beckerath, Vincke réclamèrent en faveur des israélites l'égalité de traitement et protestèrent contre l'idée d'*Etat chrétien;* ils déclarèrent que la mise des juifs hors la loi commune était un legs du moyen âge et réclamèrent un État impartial, à la façon de la charte française de 1830. Deux orateurs se levèrent en sens contraire, Thadden-Trieglaff, avec ses périodes de piétiste illuminé et Bismarck.

Son discours, un peu disloqué, est curieux à lire, avec ses arguments de religion et d'exclusivisme prussien [2]. L'orateur commence par revendiquer audacieusement les « tendances d'obscurantisme et de moyen âge » critiquées par les députés libéraux. « Je suis, reconnaît-il, pétri de préjugés, je les ai sucés avec le lait maternel, et je ne réussirai pas à m'en défaire en les discutant ; car si je me figure devant moi comme représentant de la majesté sacrée du Roi un juif auquel je devrais obéir, je dois confesser que je me sentirais profondément abaissé et humilié, et que je perdrais le sincère plaisir

1. Séances des 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 25 juin 1847.
2. *Bismarck député*, p. 47 et suiv.



et l'espèce de point d'honneur avec lequel je tâche à présent de remplir mes devoirs envers l'État. » Et reprenant l'idée d'*Etat chrétien*, il soutient que la royauté et le christianisme sont inséparables. « Pour moi, ces mots : « Par la grâce de Dieu », que les souverains chrétiens ajoutent à leur nom, ne sont pas un vain son ; j'y vois la déclaration que les princes veulent porter sur terre conformément à la volonté de Dieu, le sceptre que Dieu leur a conféré. Or, comme volonté de Dieu, je ne puis reconnaître que ce qui a été révélé dans les évangiles chrétiens et je crois être dans mon droit quand je nomme *chrétien* un État qui s'est donné pour tâche de mettre en pratique, de réaliser la doctrine du christianisme. » Ainsi les juifs doivent être écartés des fonctions publiques pour cause de religion ; mais il est une autre raison de les tenir à l'écart, c'est qu'ils sont « de trop vilaines gens ». Si dans les grandes villes ils sont « estimables », il n'en est pas de même aux champs. « Je connais, continue-t-il, une contrée où la population juive est assez nombreuse à la campagne ; dans cette contrée il y a des paysans qui ne peuvent dire que rien leur appartienne sur leur propre fonds de terre ; depuis le lit jusqu'au fourgon du poêle, tout le mobilier appartient au juif, le bétail à l'étable appartient au juif, et le paysan paie pour chaque objet un loyer quotidien ; le blé sur champ et en grange appartient au juif et le juif vend par minots au paysan le grain pour le pain, pour les semailles, pour la nourriture des bestiaux. » Enfin, dernier argument, si on améliorait la condition des juifs dans la province de Posen, on devrait craindre l'arrivée de leurs frères de Russie. « Or je laisse à ceux qui ont eu le bonheur de connaître les juifs russes en masse, le soin de juger si leur immigration est désirable. » Et, comme conclusion, il s'élève contre les orateurs qui ont invoqué l'exemple de l'Angleterre et de la France. « Je voudrais en m'adressant



à ces messieurs qui cherchent si volontiers leur idéal au delà des Vosges, leur recommander, comme modèle, à mon tour, une chose qui distingue les Anglais des Français. C'est le fier sentiment de l'honneur national, qui ne s'en va pas si aisément et si souvent chercher à l'étranger des modèles à imiter et à admirer, comme on le fait ici chez nous. »

D'après la sténographie officielle, une seule voix, — celle peut-être de l'excellent Thadden-Trieglaff, — cria : « Bravo. » Ce discours n'avait eu qu'un succès de curiosité, comme dans un musée une frustre pièce du moyen âge. En vain pendant deux jours encore le preux chevalier bataille pour son Dieu et son roi, les mécréants l'emportèrent de haute lutte. La Chambre adopta dans son ensemble le projet de loi et y ajouta même un amendement qui autorisait les mariages entre chrétiens et israélites ; mais, à la satisfaction du parti clérical, les juifs n'obtinrent pas les droits d'élection et d'éligibilité aux Diètes provinciales. En promulguant la loi, le 24 juillet, le roi supprima la disposition relative aux mariages mixtes ; malgré cette coupure, la législation marquait un progrès sensible sur l'ancienne, les israélites obtenaient leur place légitime dans la société.

Sauf une courte observation pendant les débats sur les chemins de fer, — il protesta contre la pression exercée par la majorité sur le gouvernement et qu'il qualifia d'extorsion [1], — Bismarck n'intervint plus dans les délibérations de la Diète. Il assista en député consciencieux aux séances, votant avec son groupe, applaudissant ou huant aux moments convenables, quitte à se distraire par un regard sur le joli spectacle qu'on a de la Salle blanche, la Place du Château, le Musée, l'Arsenal et la longue enfilée des Tilleuls. Les débats ne pre-

1. Séance du 7 juin 1847. *Bismarck-Député*, p. 44.

2. Bismarck à Mlle de Puttkamer, 18 juin 1847. *Loc. cit.*, p. 104.



naient pas une tournure qui lui pût convenir. Malgré la vaillance de Bodelschwingh, le gouvernement subissait une série de défaites. Le projet de budget, mal établi par le directeur général des contributions, Kühne, fut mis en morceaux par les orateurs du parti libéral et fit place à un simple ordre du jour qui sollicitait du gouvernement un remaniement des impôts pour qu'ils pesassent davantage sur les classes élevées et riches. Les demandes d'emprunt pour la création de banques hypothécaires et la construction des chemins de fer se heurtèrent à un refus de la majorité : celle-ci déclara que la patente de février ne créait pas dans la Diète unie l'organe représentatif promis par la Couronne, et que cette Diète n'avait pas compétence pour accorder des emprunts. Enfin lorsqu'il s'agit d'élire les membres des délégations, la majorité se disloqua ; une fraction refusa de nommer un comité illégal à leurs yeux ; un groupe très important vota « sous réserve des droits de la Diète unie » (*mit Vorbehalt*) ; le plus grand nombre prit part à l'élection, mais avec une mauvaise humeur marquée, et uniquement « pour éviter un conflit avec le roi ».

Frédéric-Guillaume IV était, en effet, profondément courroucé des débats à la Diète. Avec cette dose énorme d'illusion qui faisait le fond de son caractère, il avait cru sincèrement que son peuple et ses États lui seraient reconnaissants des ordonnances de février et le lui manifesteraient par une fidélité touchant à l'obéissance. Dès les débuts de l'adresse, il avait déchanté. La déclaration des droits l'avait stupéfié. Le refus des emprunts l'avait indigné. Il en exprimait sa surprise avec une spontanéité parfois naïve : les députés étaient classés en bons et mauvais sur les listes d'invitations aux bals de la Cour, et les seconds en étaient rayés ; parmi les premiers, plusieurs encore étaient mal reçus, le roi tour-

nait furieusement le dos au comte d'Arnim, il évitait Bismarck[1], par crainte de se compromettre en compagnie d'un pareil casse-cou. Il ordonnait de suspendre les travaux financiers « pour jeter un seau d'eau froide à la Diète et à la Prusse ». Il déclarait à Gerlach que son parti était bien pris : « Il n'accorderait rien[2]. »

Cet homme changeant accorda plusieurs des réformes sollicitées par la Diète, mais avec une sécheresse d'enfant boudeur. Et pour bien manifester son mécontentement, il s'abstint de paraître le 26 juin à la séance de clôture de la Diète unie. M. de Bodelschwingh, toujours correct, constata non sans mélancolie que « les résultats de la Diète avaient été moins fructueux pour le pays qu'ils auraient pu l'être ». Doucement, sans colère, il menaça : « Le gouvernement saura maintenir le respect dû aux lois. » Puis, rasséréné, il termina par des paroles « de confiance envers la Providence, d'espoir qu'une bonne semence serait tombée ici dans un terrain fertile » et d'appel à l'union des États et des provinces « dans l'amour profond pour la patrie, notre noble roi et sa maison ». Et chacun rentra dans sa province.

La Diète unie n'avait guère eu de résultats pratiques et immédiats : la promesse de réunir à nouveau les États dans un délai de quatre ans, la loi sur la situation des juifs, quelques ordonnances de seconde importance, tel en fut le modeste bilan. Ses débats paraissaient même avoir creusé un fossé profond entre le roi et les députés ; il était à craindre que Frédéric-Guillaume se jetât dans la réaction. Mais la portée morale de cette session était considérable. Pour la première fois, les représentants de la Prusse entière, du Rhin à la Vistule, s'étaient réunis à Berlin, avaient discuté sur les intérêts

1. Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 25.
2. Gerlach, *Denkwürdigkeiten*, 22 juin 1847, t. I, p. 121.



du royaume, avaient exposé les idées du pays sur sa propre administration. Leurs débats, propagés par la presse, avaient eu un retentissement dans l'Allemagne entière. Des orateurs, inconnus la veille, célèbres aujourd'hui, avaient opposé aux théories du gouvernement les idées de l'initiative privée et ils avaient balayé les bureaucrates que leur opposait la Couronne. Seul Boldelschwingh s'était montré à leur taille, les autres ministres s'étaient effondrés, et il apparaissait clairement qu'un jour les grands libéraux les remplaceraient. Malgré les traditions de la Couronne, malgré le roi, le régime parlementaire s'imposait.

Bismarck le sentait confusément en rentrant à Schönhausen, à la veille de son mariage. Il s'était donné éperdûment à la lutte des partis, avec l'intérêt passionné qu'il apporta toujours dans le combat. Il n'était plus un inconnu ; ni son caractère ni ses opinions n'avaient passé indifférents. « Je me suis fait beaucoup d'amis et beaucoup d'ennemis, mandait-il à sa fiancée, ceux-ci surtout dans la Diète et les premiers au dehors. Des gens qui ne me connaissaient pas, d'autres que je ne connaissais pas, m'accablent de prévenances, et je reçois souvent de bienveillantes pressions de mains inconnues[1]. » Mais ces marques d'estime ne l'illusionnaient pas sur la nature de son succès : pour son parti, la Diète avait été « une dure défaite ». Cela n'était point pour le convertir à l'opinion adverse, tout au contraire ; il était de ceux qui tirent vanité de se trouver dans la minorité ; il avait conservé quelques traits de l'étudiant germanique qui méprise le vulgaire « philistin » ; il croyait tenir la bonne doctrine et y demeurait fidèle, quoiqu'elle fût en désuétude ; il ignorait qu'il l'imposerait un jour, non sans l'avoir rajeunie.

1. Bismarck à Mlle de Puttkamer, 8 juin 1847. *Loc. cit.*, p. 105.

Après son mariage, Bismarck partit pour l'Italie. Il n'y avait plus de place dans sa vie pour la politique; dans les courts billets adressés à son frère, les noms de Bodelschwingh ou d'Arnim sont remplacés par des imprécations contre le mauvais temps, des cris d'admiration sur l'excellence de la bière d'Innsbruck, des mots discrets sur sa jeune femme[1]. Le voyage fut prompt et lointain. Dans un vol de six semaines, le couple rapide visite Prague, Vienne, les lacs italiens, Chamonix, Genève, l'Oberland bernois et le Rhin, une vraie chevauchée à la Bismarck. Un seul incident est à noter : la rencontre du roi à Venise. Frédéric-Guillaume IV s'était montré assez froid jusqu'alors envers son audacieux champion. L'air vénitien, qui porte à une bienveillance générale, la joie de rencontrer un « vrai prussien » à l'étranger, transformèrent le monarque ; il invita Bismarck à sa table, et le reçut avec « tant de bienveillance » que, radieux, le junker conclut que le roi approuvait son attitude à la Diète[2].

De retour en Allemagne, le jeune ménage s'installa à Schönhausen, et Otto reprit la vie qu'il aimait, en plein air, à surveiller ses champs, ses forêts, ou sa digue. Cette existence monotone était interrompue par une chasse au cerf, un voyage à Berlin pour une réception royale, une visite de Mme de Puttkamer, dame noble, mais triste, et Bismarck se plaignait de sa belle-mère dans le style des gendres de comédie, mais pas trop haut, « entre nous soit dit[3] », car ce grand gaillard ménageait sa femme, peut-être plus amoureux qu'aimé. De politique, peu ou prou : la lecture de la *Gazette de Magdebourg*, une correspondance sur la nécessité de

1. Bismarck à son frère, 1er et 10 septembre, 7 octobre 1847. *Bismarckbriefe*, p. 51 et 52.

2. Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 26.

3. En français dans la lettre à Mlle d'Arnim, 24 octobre 1847. *Bismarckbriefe*, p. 54.



publier un « bon » journal, organe du trône et de l'autel [1], une réunion de hobereaux sur la défensive, une conférence à Berlin pour fixer la direction du parti, quelques mots sur la prochaine réunion de la Diète provinciale, là se bornait sa vie publique.

Les événements de 1848 le surprirent dans cette existence paisible.

1. Cette correspondance dans le *Bismarck Jahrbuch*, t. VI, p. 2 à 7.

CHAPITRE V

BISMARCK ET LA RÉVOLUTION DE 1848

I. — Idées nouvelles, besoins nouveaux. Malaise en Allemagne. Projets de Frédéric-Guillaume IV. Radowitz. Négociations avec l'Autriche. — La révolution en France : répercussion immédiate en Allemagne. Promesses de Frédéric-Guillaume IV. Étonnement de Bismarck. — Agitation à Berlin. Premières émeutes. Troubles de Vienne. — Insurrection du 18 mars à Berlin. La retraite des troupes. La chevauchée du roi. — Surprise de Bismarck : ses préparatifs à Schönhausen. Voyage à Potsdam et à Berlin. Essai de contre-révolution militaire. Démarches de Bismarck. Son échec.

II. — Trouble général en Allemagne. Insurrection dans les duchés danois. Le *Vorparlament*. — Session de la Diète unie. L'adresse. Protestations royalistes de Bismarck. Questions polonaise et danoise. Les crédits budgétaires. Intrigues. — Les élections aux assemblées de Berlin et Francfort. — Retraite de Bismarck à Schönhausen. Son action personnelle dans les campagnes. Articles de journaux. La *Camarilla* et la *Gazette de la Croix*. — Le Parlement de Francfort et l'Assemblée de Berlin. Retour du prince de Prusse. — Entretiens de Bismarck avec Frédéric-Guillaume IV et le prince de Prusse. Emeutes à Berlin. — Voyage de Bismarck en Poméranie. — Troubles partout, leur influence sur l'assemblée prussienne. — Retour de Bismarck à Schönhausen. Le *Junkerparlament*. — Naissance d'une fille et tracas politiques.

III. — Réaction à la cour, conflit avec l'assemblée. Le ministère Pfuel et la parade de Wrangel. — Intrigues de Bismarck à Berlin. Révolution de Vienne et nouveaux troubles à Berlin. — Formation du ministère Brandenburg-Manteuffel. Activité de Bismarck. Ajournement de l'Assemblée et intervention de Wrangel. La Terreur blanche. — Nouvelle réunion de l'Assemblée à Brandebourg. — La dissolution et la constitution du 5 décembre. Déception de Bismarck. — La fin de l'année 1848.

I. — Les colères des peuples sont contagieuses, comme leurs enthousiasmes. Le 24 février 1848, la Révolution renverse le



trône de France ; en mars, elle est partout. Elle chasse les Autrichiens de Milan et Venise où ils s'imposaient ; elle secoue Vienne et renverse Metternich, arbitre de l'Europe depuis un tiers de siècle ; elle souffle sur l'Allemagne dont elle fond les trente-neuf parcelles au feu du patriotisme ; elle remue Berlin et contraint le roi de Prusse à s'humilier devant elle[1].

Ces bouleversements ne se font pas au hasard ; sous un calme apparent se dissimulaient dans les sociétés européennes des maux graves et profonds. La Restauration, les traités de Vienne, la Sainte Alliance avaient imposé le régime de l'autorité. Les rois se croient institués de Dieu pour faire le bonheur des peuples, sans eux, parfois malgré eux. Les nationalités sont divisées ou fondues au gré des diplomates et sans égard pour leurs préférences ; les hommes sont dirigés comme par troupeaux et sans participer à leur propre gouvernement ; les travailleurs n'ont pas à intervenir dans la législation du travail, la répartition du capital et des bénéfices.

Pendant des années, ce régime s'est maintenu, pesant lourdement sur les peuples qui s'en sont fatigués. Les hommes de même race ont voulu former des nations indépendantes : les Polonais se sont lassés de la domination russe ou prussienne ; les Hongrois ont voulu reprendre leur autonomie ; les Italiens ont tenté de secouer le joug étranger ou ecclésiastique ; les Allemands ont cherché à faire un seul peuple, uni et fort. Les citoyens ont réclamé le droit de chacun de prendre, par son vote, sa responsabilité dans la conduite de l'État ; au gouvernement absolu ou au suffrage restreint, ils ont opposé un principe

1. Le récit très simple de Blum, *Die Deutsche Revolution*, 1848-9 (1897) et surtout les nombreux documents, fac-simile, reproductions, joints au texte, fournissent les détails du grand mouvement en Allemagne. Sybel, *Die Begründung des deutschen Reichs*, t. I, donne l'exposé officiel ; Biedermann, *Geschichte Deutschands* 1815-1871, 2e partie, t. I, se met au point de vue libéral et unitaire ; Zwiedineck Sudenhorst, *Deutsche Geschichte*, 1815-1849, (1902) est au courant des plus récents travaux.

d'égalité, le suffrage universel. Les ouvriers ont voulu une meilleure organisation de la société, qui assurât à chacun du travail et une plus juste part dans les gains. Ces revendications ont été longtemps méconnues; sur un incident de minime importance, elles ont fait explosion et la Révolution s'est étendue à l'Europe entière.

Les besoins nouveaux n'avaient pas échappé à quelques hommes perspicaces. « Le temps était lourd comme avant l'orage; il y avait quelque chose dans l'air », disait un contemporain [1]. Et un ministre saxon, Friesen, définissait, ce malaise avec exactitude : « Dans toute l'Allemagne régnait une inquiétude, un souci pour l'avenir. Les institutions politiques, — soit de la Confédération, soit des États particuliers, — avaient vieilli et ne répondaient plus à des situations modifiées, à des idées qui s'étaient emparées profondément de la population. Partout on avait la conviction que cela ne pouvait durer ainsi..., qu'une évolution générale, même violente, apporterait une nouvelle solution [2]. »

Dès 1846, une insurrection avait éclaté dans les provinces de la Prusse orientale et de Posen, et le long procès qui s'en suivait à Berlin transformait les rebelles en héros nationaux. Dans la province du Rhin, un groupe réclamait l'autonomie administrative. Le parti allemand se remuait, Gervinus et ses amis fondaient la *Deutsche Zeitung* pour répandre au loin la bonne parole; à Heppenheim, à Offenbourg, libéraux et radicaux, réunis en assises solennelles, revendiquaient les droits de la nation allemande et des citoyens. Le bon peuple de Munich se révoltait contre les « déportements » d'une aventurière, Lola Montez, amie des rois et des budgets.

Frédéric-Guillaume IV sentait ce vent léger qui devance

1. Biedermann, *Mein Leben und ein Stück Zeitgeschichte*, t. I, p. 216.
2. Baron de Friesen, *Erinnerungen aus meinem Leben*.



la tempête. Il ne manquait pas d'intelligence politique et de hardiesse généreuse. Les allures indépendantes de la Diète unie l'avait choqué, rebuté même pour un temps; mais l'été avait dissipé son irritation; en automne il était revenu à ses hautes ambitions et s'abandonnait à l'influence du plus noble de ses amis, Radowitz. C'était quelqu'un : né en Saxe, mais depuis 1823 au service de l'armée allemande, militaire et historien, homme de sciences et de lettres, épris de philosophie et de théologie, le général de Radowitz embrassait toutes choses de haut, mais de trop haut; il n'en voyait pas les détails misérables et les nécessités pratiques ; son éloquence splendide s'étendait en périodes balancées, développait des pensées profondes, enlevait l'enthousiasme, mais elle n'apportait pas de solution aux difficultés politiques; c'était un penseur toujours, un poète parfois, mais jamais un homme d'État. La Révolution de 1848 vit quelques hommes de ce style.

Radowitz avait remis en novembre au roi de Prusse un mémoire sur la nécessité de rajeunir la Confédération germanique par la création d'un tribunal fédéral, l'unité de la législation commerciale, douanière, postale, la refonte de l'armée, l'entreprise des chemins de fer. Enthousiasmé, Frédéric-Guillaume IV avait envoyé le fidèle interprète de sa pensée à Vienne pour en délibérer avec Metternich ; celui-ci, absorbé dans les négociations relatives au Sonderbund, avait opposé quelque moyen dilatoire. Le roi de Prusse, intéressé aux affaires de Suisse par Neuchâtel, sa principauté, avait remis à plus tard la question allemande et s'était préoccupé des institutions intérieures de son pays. Quelques hommes de progrès lui conseillaient une nouvelle réforme, la périodicité de la Diète unie, sa transformation en parlement à deux chambres[1];

1. Lettre du comte Dohna Lauck à Bodelschwingh, Treitschke, *Deutsche Geschichte*, t. V, p. 646.

Frédéric Guillaume hésitait, manifestait ses bonnes intentions en convoquant les Délégations, remettait le reste au lendemain. Demain, toujours demain. Les peuples se lassent des vaines promesses et se rebiffent.

La campagne des banquets se transforme soudain en Révolution. Louis-Philippe est en fuite. La République est proclamée. Tout événement en France à sa répercussion sur le Rhin. Dès le 27 février, à Mannheim, une assemblée populaire expose les « revendications du peuple » : la liberté de la presse, l'armement du peuple, la convocation d'un parlement germanique. Le mouvement avance, chaque jour il gagne un État ; le 28, les Wurtembergeois exhalent les mêmes appels que les Badois. Les Universités s'émeuvent, rédigent de savantes pétitions. Les municipalités suivent et envoient des délégations. Les associations patriotiques s'ébranlent : des avocats, des publicistes, des professeurs se réunissent le 5 mars à Heidelberg, annoncent la prochaine fusion de l'Allemagne, nomment un comité pour préparer les voies et moyens que devra décréter un Parlement préliminaire, *Vorparlament*. Les villes d'industrie s'agitent et déjà se dessine le mouvement social qui a débuté en 1848, a été étouffé par la réaction, pour reprendre depuis lors avec puissance et succès. A Cologne, le peuple assiège l'hôtel de ville et réclame la protection des ouvriers, la garantie du travail, l'entretien des enfants. En Silésie, dans les centres manufacturiers où déjà des troubles s'étaient dessinés en 1841 [1], les ouvriers remuent; à Breslau, une émeute n'est maitrisée que par la cavalerie et dans le sang. A Kœnigsberg, J. Jacoby, chef du parti radical de Prusse, rédige une pétition pour réclamer la liberté de la presse et la création d'un parlement allemand ; on accourt pour la signer,

1. G. Kaufmann, *Politische Geschichte Deutschlands im neunzehnten Jahrhundert* (1900), p. 310.



les étudiants font quelque bruit et la police du zèle; la garnison charge, les blessés sont nombreux. Le petit peuple de Neuchâtel, pratique et malin, profite du trouble général pour s'affranchir de la tutelle des Hohenzollern.

Les princes prennent peur et plient. Le roi de Wurtemberg, les grands-ducs de Bade et de Hesse, le Sénat de Francfort décrètent la liberté de la presse. La Diète est prise de vertige : le 1er mars, elle implore « la vieille fidélité et l'intelligence mûrie du peuple allemand »; le 8, elle décide la revision du pacte fédéral « sur des bases vraiment nationales »; le 9, elle adopte pour couleurs fédérales les noir-rouge-or, jadis interdits, poursuivis, mis au pilori; le 10, elle convoque les gouvernements à envoyer des délégués pour s'entendre sur la revision. On dirait qu'en une fois, la Diète voulait expier les nombreux péchés dont elle s'était rendue coupable pendant trente-trois ans envers le peuple allemand [1].

Frédéric-Guillaume IV était entraîné par ce tourbillon. L'enthousiasme, les actions de grâce, les pétitions, les délégations, les appels au Saint-Empire germanique, tout convenait à son âme vibrante, éprise du moyen âge. Ses conseillers, Radowitz, Dönhoff, délégué à Francfort, homme de progrès, l'engageaient vivement à prendre la direction du mouvement allemand. Le 28 février, après délibération en conseil de gouvernement, le roi décida d'envoyer à nouveau Radowitz à Vienne pour reprendre les négociations sur le rajeunissement de la Confédération. Metternich, adouci par les événements, acceptait de collaborer « à une œuvre de salut commun, si toutefois on peut sauver encore quelque chose [2] ». Il conviait les princes à se réunir en congrès à Dresde le 25 mars : à cette date tout fut noyé dans le grand remous. En même

1. Biedermann, *Geschichte, loc. cit.*, p. 218.

2. Journal de la princesse Mélanie, *Mémoires de Metternich*, VII, p. 535.

temps, Frédéric-Guillaume IV développait, sur le conseil de Bodelschwingh, les institutions qu'il avait octroyées un an auparavant. En prononçant la clôture des Délégations, il promettait la périodicité de la Diète unie, la suppression de la censure, une nouvelle ordonnance constitutionnelle, mais tout cela n'était que des palliatifs insuffisants ; la marée, la grande marée montait toujours : Berlin était atteint ; Vienne se troublait ; les villes de manufactures, Dusseldorf, Magdebourg, s'agitaient ; les campagnes mêmes sortaient de leur sommeil.

Bismarck était stupéfait, il avait passé à Schönhausen un hiver paisible, dans l'agriculture et l'amour, loin de tout souci politique. « De Berlin, je n'entends presque rien », écrivait-il le 10 février. Les nouvelles de Paris l'étonnèrent d'abord, l'indignèrent ensuite, et, comme tout ce qui venait de France ne pouvait être que mauvais, dès le 1er mars, il parlait tout net de « marcher sur le Rhin[1] » et réunissait l'argent nécessaire pour faire campagne comme officier de Landwehr. Il se calma un peu en apprenant que les troupes françaises ne bougeaient pas, et garda une expectative prudente, mais armée. « Tant que le gouvernement actuel pourra tenir à Paris, écrivait-il à son frère le 8 mars, je ne crois pas à la guerre, pas même à son désir. Ce gouvernement serait-il, comme c'est à prévoir, ébranlé par les agitations socialistes ou même renversé, ni lui, ni son successeur n'a d'argent, et personne ne lui fera crédit, car la banqueroute d'État est à craindre. Les motifs de 92, la guillotine et surtout le fanatisme républicain, qui pourraient remplacer l'argent, manquent, la première n'est plus de mise, et on la remplacera par un autre genre de mort; le fanatisme est encore loin, il sera difficile à exciter, si nous ne déclarons pas la guerre[2]. » Mais il reprit

1. Bismarck à son frère, 1er mars 1848. *Bismarckbriefe*, p. 57.

2. Bismarck à son frère, 8 mars 1848. *Loc. cit.*, p. 58.



ses intentions guerrières quand il vit l'agitation gagner les villes du Rhin; le gouvernement avait ordonné la mobilisation de deux corps d'armée; Bismarck applaudissait à cette mesure, cherchait le régiment qui lui convenait le mieux et ne voulait plus rien entendre «que des *Militaria*». Il pensait à une prompte marche sur l'ennemi héréditaire. Il ne se doutait pas que le danger était moins loin.

Dès les premiers jours de mars, une certaine agitation s'était manifestée dans les rues de Berlin [1]. Des réunions se tenaient dans les débits du Thiergarten, le Bois de Boulogne de Berlin; on s'excitait en buvant de la bière blanche ou de l'eau-de-vie de cerises, en mangeant des semmeln, des concombres au vinaigre et des saucissons à l'ail [2], et on faisait quelque bruit en rentrant par les *Tilleuls* ou la rue de Leipzig. Le 7, une adresse fut rédigée par des jeunes gens, au nom de la population berlinoise, pour réclamer la liberté absolue de la presse et de la parole, l'amnistie des condamnés politiques, le droit de réunion et d'association, le jury, etc... Le roi refusa, — ce fut un tort, — de recevoir les délégués chargés de lui remettre ce document; il avait fait bon accueil aux délégations de plusieurs villes; en écartant celle de Berlin il mécontenta le peuple de la capitale qui manifesta son dépit en sifflant et huant la garde à la porte de Brandebourg.

Les jours suivants, le trouble ne fit que s'accentuer et la rue changea de physionomie. La population de Berlin, rapidement accrue, disparate, était frondeuse, railleuse, toutefois calme et laborieuse. Mais toute grande ville contient des éléments de trouble, trimardeurs et chevaux de retour, aventu-

1. Sur les journées de mars à Berlin, voyez Busch. *Die Berliner Märztage von 1848* (1899); Rachfahl, *Deutschland, König Friedrich-Wilhelm IV und die Berliner März-Revolution* (1901); P. Matter, *La Prusse et la Révolution de 1848* (1903), p. 119 à 154.

2. Denis, *L'Allemagne*, 1810-1852, p. 251.

riers et pêcheurs en eaux troubles; de Pologne, de Saxe, de France peut-être, arrivaient de prétendus « étudiants » qui couraient, s'agitaient, tenaient de mystérieux colloques; ils se mirent à respectueuse distance et disparurent au jour de la répression. Un énervement général, la « fièvre de mars », forçait les plus paisibles à quitter l'usine, le magasin, le bureau, pour rôder dans les rues, en quête de nouvelles, avides de tapage, courant après chaque manifestation. Le ministre de l'Intérieur, Bodelschwingh, s'inquiétait; mais le président de police, Minutoli, populaire, optimiste, le rassurait, laissait passer et laissait faire.

Le 13 mai, la journée fut beaucoup plus tumultueuse; les réunions du Thiergarten, houleuses et bruyantes, furent suivies d'une violente effervescence dans le quartier des Tilleuls; la troupe intervint avec maladresse et brutalité, arrêta des ouvriers fort étrangers au tumulte, et aboutit à une mêlée générale où deux passants furent blessés. Le calme se rétablit dans la nuit, mais le gouvernement était averti. Le lendemain, Frédéric-Guillaume IV se décida à quelques concessions : devant une députation du conseil municipal, il promit la revision de la constitution prussienne et la refonte du pacte fédéral, mais sans rien préciser : « Des peuples libres, des princes libres; leur liberté réciproque peut seule accroître la prospérité publique. » Des mots, des mots, disait Hamlet. L'heure exigeait des faits et le roi se contentait de convoquer la Diète unie pour le 27 avril; pourquoi attendait-il six semaines, alors que le tumulte de la rue augmentait d'heure en heure?

Le soir même, la première barricade s'éleva au coin de la Kurtrasse et du Spittelmarkt. Elle fut détruite sans peine par un piquet d'infanterie. Mais le lendemain d'autres furent construites dans les rues qui avoisinent le château, Breitestrasse, Brüderstrasse, les ponts de la Sprée, et plus loin dans la

Leipzigerstrasse; une boutique d'armurier fut mise au pillage; des pierres furent jetées contre les portes du château et blessèrent des soldats jusque dans les cours intérieures. Les événements de Vienne ne firent qu'augmenter la surexcitation : Metternich avait voulu jouer avec la Révolution comme avec des diplomates autour d'un tapis vert, par accommodements et tergiversations, promesses et conciliations. Mais la vague le balaya; le peuple s'insurgea et le 15 mars Metternich était en fuite, l'héritier des Habsbourg se soumettait à la volonté du peuple. La répercussion est immédiate à Berlin. « La victoire du peuple à Vienne exerce une influence terrible, écrit un contemporain, la cour gémit, le peuple jubile[1]. » La rue prend une physionomie farouche et inquiétante; le magistrat, conseil administratif de la ville, organise des comités de protection et les braves schützbürger, chefs d'ateliers, commerçants, petits industriels, s'en vont par les rues, avec un bâton blanc pour pacifier les rues; mais ils ne calment rien, et l'arrivée d'un train d'étudiants saxons est l'occasion d'un joli tumulte à la gare de Potsdam.

Le 17, la journée fut plus calme; le roi, le cercle réactionnaire en ont conclu que les révolutionnaires « préparaient systématiquement[2] » la journée du lendemain. Il y eut en effet certains conciliabules, mais leur influence fut petite sur l'explosion du 18 mars : la révolte fut un éclat de l'opinion publique contre l'oppression administrative, les hésitations du monarque, l'égoïsme des princes allemands. A Berlin, comme à Paris, Milan, Vienne, la grande vague brisa tout sur son passage.

Le 18 mars était une belle journée de printemps, et les

1. Varnhagen, *Tagebücher*, t. IV, p. 287.

2. Lettre de Frédéric-Guillaume IV à Bunsen, traduite par St-René-Taillandier. *Dix ans de l'histoire d'Allemagne*, p. 53 et suivantes.

Berlinois profitèrent de la douceur de l'atmosphère pour aller avec curiosité aux nouvelles; la place du Château, centre des racontars, était couverte d'une foule nerveuse, vibrante, tantôt enthousiaste, tantôt inquiète, prête à acclamer ou à siffler. Sur la vive insistance d'une députation rhénane, le roi signa une patente où, au milieu de promesses admirables et qui devaient transformer l'Allemagne, il hâtait la réunion de la Diète, la fixait au 2 avril. La foule, joyeuse, pousse des milliers de *hoch* et appelle à grands cris son roi bien-aimé. Il apparaît au balcon; on applaudit; le souverain se retire; on le réclame encore; il rentre définitivement pour se mettre au travail. Ses ministres cherchent à rétablir le calme; mais Bodelschwingh a perdu son sang-froid habituel et le gouverneur militaire de Berlin, général de Pfuel, choisit ce moment critique pour vaquer à ses affaires personnelles et confie la direction des troupes au général de Prittwitz. Avec maladresse, puis avec brutalité, les soldats cherchent à dégager la place du château; la foule devient fiévreuse; quelques bousculades se produisent; deux coups de feu partent, peut-être par accident; ce fut le début d'une débandade générale et bientôt d'une insurrection.

Dans les rues avoisinantes, les bourgeois ont entendu le bruit des détonations; ils croient à une fusillade et les barricades surgissent. La population, même la plus paisible, est atteinte d'une fièvre de révolte : étudiants, artistes, commerçants renversent des voitures, dépavent les rues, tendent des fils de fer; deux canons sont chargés de billes de pierre, de ferraille et de débris; les tireurs se dissimulent aux angles des rues, sur les toits, dans les recoins. Le général de Prittwitz met en œuvre toute sa force armée, 14 000 hommes et 36 canons, conduit une bataille de rues, enlève les barricades; au matin, il est maître des principales positions.



Frédéric-Guillaume est stupéfait de cette bourrasque subite : il erre dans son château, agité, comme fou, peut-être le cerveau atteint[1]. Tantôt il prétend mater la rébellion, tantôt il supplie qu'on suspende la répression. Tout bouillonne autour de lui : les ministres et les députations, les officiers et les officieux, tous l'atteignent, l'accablent de leurs conseils. « On se serait cru dans la salle de la Bourse », a dit un assistant. A cinq heures du matin, le roi donne l'ordre d'arrêter le feu, il rédige une proclamation « à ses chers Berlinois » pour les supplier de rentrer dans le calme. Mais encore quelques barricades résistent ; le brave général de Prittwitz prend peur et conseille courageusement la fuite. Frédéric-Guillaume consulte : son frère, le prince de Prusse, réclame la résistance par la force ; Bodelschwingh, le bourgmestre de Berlin, l'évêque Neander conseillent de céder. Le roi fait appel au comte d'Arnim-Boïtzenburg, le charge du ministère, se retire avec lui et Bodelschwingh pour délibérer en secret : les deux hommes l'engagent à la conciliation et le 19 mars 1848, vers onze heures du matin, le roi de Prusse ordonne à ses soldats de quitter la capitale des Hohenzollern. Debout à une fenêtre, droit, impassible, le prince Guillaume regarde la retraite ; on l'entend murmurer : « Maintenant tout est fini. »

Dans la journée, Frédéric-Guillaume constitue le nouveau ministère où les députés de la Diète de 1847 tiennent les premières places, le comte d'Arnim[2], le comte Schwerin, Alfred d'Auerswald, Camphausen. Mais la foule, maîtresse de la ville, est encore irritée de sa sanglante victoire : elle s'installe dans des bâtiments meublés, décrète le palais du prince Guillaume propriété nationale, exige l'armement des citoyens.

1. Voyez *infra* p. 446.

2. Il ne resta que dix jours au pouvoir et fut remplacé à la présidence du conseil par Camphausen.

On apporte devant le château les cadavres des morts aux barricades, plus de deux cents civières gisent devant le balcon du roi ; à grands cris, on somme le monarque de venir, de se découvrir, de descendre, de s'incliner devant ses victimes. Il obéit, il n'est plus maître de ses nerfs, et le 21 mars, comme au carnaval, il chevauche dans la ville entouré de ministres et de généraux, d'étudiants et de vétérinaires en délire, avec des oriflammes et des couronnes en carton, pour jurer que « dès ce jour, la Prusse se transforme en Allemagne[1] ».

Vingt-trois ans plus tard, Bismarck faisait pareille chevauchée à côté de l'empereur d'Allemagne : mais la couronne n'était plus en carton.

Il avait appris le 19 mars au soir la révolte berlinoise par des dames qui avaient fui de la capitale dans leur épouvante[2]. Le roi de Prusse obéissant à son peuple ! il crut que le monde était renversé. Le 20 au matin, des bourgeois de la ville voisine prétendirent hisser sur le clocher de Schönhausen le drapeau allemand. Bismarck, prévenu par ses paysans, s'empressa de faire bâtonner les audacieux, distribua à ses fidèles des armes de chasse, requit tous les fusils disponibles, fit chercher de la poudre, mit le village en état de siège, puis, ayant fait flotter sur le clocher l'oriflamme de Prusse, attendit ; mais rien ne vint. Il se décida à quérir l'infâme Révolution dans les bourgades voisines, mais il ne rencontra que des paysans très affairés et qui parlaient de marcher sur Berlin, au secours du roi ; il les encouragea dans cette bonne voie quand il rencontra un fâcheux. Ce personnage engageait les laboureurs à s'occuper tranquillement des semailles printanières ; Bismarck le prit de haut, menaça de faire feu sur l'outrecuidant, et sur un tel ton, que l'autre se tint coi. Cepen-

1. Proclamation du roi à son peuple, 21 mars 1848.

2. Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 27 et suiv.



dant Bismarck avait beau chercher, dans les paisibles campagnes de la Marche, l'hydre révolutionnaire, ses efforts étaient vains. Il résolut de partir pour Berlin.

Il s'arrêta à Potsdam pour prendre les nouvelles du jour. A la gare il rencontra M. de Bodelschwingh qui fut médiocrement heureux de se trouver en compagnie d'un tel réactionnaire ; les deux hommes échangèrent néanmoins quelques mots, le hobereau pour annoncer les dispositions belliqueuses de ses paysans, l'ancien ministre pour traiter le roi de « saltimbanque », et pleurer sur les temps. Bismarck passa près d'un bivouac, sur la place publique, comme en temps de guerre ; il lia conversation avec les soldats et constata qu'ils étaient furieux de leur retraite, pleins d'ardeur pour une nouvelle bataille : il en eut quelque plaisir et bon espoir. Il arriva au château, où il cherchait son ami de Roon, précepteur militaire du prince Frédéric-Charles, neveu du roi [1]. L'officier le mit au courant de la situation. Tous deux se rendirent à l'hôtel *Deutsches Haus* où le vieux général Möllendort soignait les coups et le vaillant général Prittwitz les meurtrissures morales qu'ils avaient reçus dans la nuit du 18 au 19 mars. Il les trouvèrent tout endoloris, geignant contre le souverain, sans aucun enthousiasme pour une nouvelle lutte. Bismarck leur offrit ses paysans, Prittwitz préféra « des pommes de terre, du blé, de l'argent ». De cette conversation Bismarck conclut que le roi n'était pas libre, mais prisonnier de son peuple et se mit en quête de quelqu'un pour le délivrer.

Il pensa d'abord au prince de Prusse, mais celui-ci était introuvable, retiré dans son petit château de l'île des Paons, entre Potsdam et Berlin, à la veille de partir en exil pour l'Angleterre. Bismarck ne trouva que la princesse. A l'en

1. Né en 1828, fils du prince Charles, frère du roi.

croire, elle le reçut de façon désappointante, mais les récits de Bismarck sur ses relations avec les deux impératrices d'Allemagne ne doivent être accueillis qu'avec beaucoup de réserve ; elle refusait d'indiquer le refuge de son mari, ne croyait pas que le roi pourrait se maintenir et tenait pour son devoir de sauvegarder les droits de son fils ; avec indulgence, Bismarck en conclut qu'elle ambitionnait la régence. Déçu de ce côté, il chercha d'autre part et se rendit auprès du prince Frédéric-Charles, élève de son ami Roon. Il lui représenta les devoirs de la « maison royale », le droit pour les princes d'agir personnellement puisque le roi n'était pas libre ; son émotion était communicative et toucha le prince ; mais celui-ci se trouvait trop jeune pour se mêler des affaires politiques, comme un étudiant sans expérience. Bismarck se tourna vers son père, le prince Charles, mais il n'en obtint qu'une lettre pour parvenir jusqu'au roi. Le bouillant hobereau était résolu « à tenter l'impossible pour atteindre Sa Majesté ».

Il partit pour Berlin ; il y arriva à point, c'était le jour de la chevauchée héroï-comique. Pour être conspirateur, Bismarck n'en était pas moins prudent ; depuis la Diète de 1847, son visage était connu ; il avait remarqué que des gens de mauvaise mine l'avaient suivi à Potsdam ; pour se défigurer il se fit tailler la barbe et planter sur la tête un chapeau à larges bords, avec une cocarde aux trois couleurs allemandes, bien en vue. Mais sa haute taille, ses yeux énergiques dominés d'épais sourcils, le rendaient facile à reconnaître et dès la gare un conseiller à la Cour, vêtu en garde nationale et chargé de la quête pour les blessés des barricades, s'écria en le voyant : « Pour l'amour du ciel, Bismarck, quelle tête vous avez ! Est-ce assez dégoûtant ce qu'on fait ici. » C'était bien l'avis de l'autre qui se rendit au château : mais il se heurta à une consigne inexorable, qui ne fléchit pas devant la lettre du



prince Charles. Bismarck dut donc se borner à envoyer au roi une lettre où il lui assurait que la Révolution était limitée aux grandes villes et que le monarque serait maître du pays s'il quittait Berlin. Frédéric-Guillaume IV n'en fit rien, mais ce témoignage de loyauté dans une heure si troublée le toucha profondément et il garda longtemps cette lettre griffonnée à la hâte, sur un méchant papier chiffonné, par un Prussien de l'ancien temps [1].

Bismarck se mit à rôder dans les rues : elles lui parurent désertes, parcourues seulement par quelques troupes d'hommes en blouse qui faisaient ovation aux héros des barricades. Quelques anonymes, qui le reconnurent, l'engagèrent à disparaître ; d'ailleurs à Berlin, il n'avait aucune influence, il repartit donc pour Potsdam.

Il était tenace, il tenta encore de galvaniser les généraux et de les pousser à une action personnelle, sans ordres du roi. « Comment voulez-vous que nous fassions cela ? » s'écria Prittwitz. Bismarck était assis à côté d'un piano, il esquissa le pas de charge de l'infanterie. Le général Möllendorf, ému par cette mélodie familière, se jeta à son cou en le priant d'agir lui-même. Bismarck rétorqua qu'il était inconnu, son action serait dérisoire ; il finit à force de supplications par ébranler les généraux qui se déclarèrent prêts à marcher si deux autres, Wrangel et Hedemann, les suivaient. Un ami fut envoyé à Wrangel, qui répondit qu'il ferait comme Prittwitz : cela ne le compromettait guère. Bismarck se chargea de la démarche auprès d'Hedemann, commandant à Magdebourg, mais auparavant retourna à Berlin [2]; il y assista à l'en-

1. La lettre ne paraît pas avoir été retrouvée.

2. Ce second voyage à Berlin n'est pas raconté par Bismarck, mais résulte d'une lettre de Roon à sa femme le 22 mars ; *Denkwürdigkeiten von Roon*, t. 1, p. 167.

terrement solennel des morts aux barricades, toute la ville en deuil, le cortège suivi des corps de l'État, de l'Université, de l'Académie, le roi au balcon, entouré de ses ministres, s'essuyant les yeux avec un mouchoir blanc. Tous étaient émus, fors Bismarck. Il revit le soir encore Roon à Potsdam et partit pour Magdebourg. Une nouvelle déception l'y frappa; il ne put voir le général Hedemann, mais s'ouvrit de son plan de conspiration à un officier d'ordonnance qui s'empressa d'en faire part à son supérieur. Celui-ci se fâcha contre cet importun; c'était un homme de bon sens, il fit menacer Bismarck d'une immédiate arrestation pour crime de haute trahison. Et le Don Quichotte de la monarchie prussienne n'eut qu'à rejoindre son castel, déçu, navré, furieux.

Il raconta ses désillusions aux paysans de Schönhausen; ceux-ci ne le crurent pas et le soupçonnèrent de pactiser avec le diable. Pour les convaincre, il emmena une délégation de cultivateurs à Potsdam. A leur entrée dans la gare ils trouvèrent une foule considérable; le roi arrivait de Berlin; Bismarck voulut présenter ses paysans au souverain, mais les braves gens, pris de peur devant la majesté royale, s'enfuirent. Bismarck salua le roi, qui ne reconnut pas son fidèle, puis il se glissa dans le cortège. Il arriva ainsi au château. Les officiers de la garde attendaient le souverain dans la salle de marbre; toujours vibrant d'éloquence, Frédéric-Guillaume IV leur adressa un discours[1] que Bismarck écoutait abasourdi. Dans un pêle-mêle extraordinaire, le roi parlait de la grandeur de l'Allemagne, du désarroi à Berlin, des devoirs de l'armée, des sacrifices de la Couronne, mais, comme un *leitmotiv*, revenait sans cesse une phrase : « Je n'ai jamais été plus libre ni plus en sûreté à Berlin que depuis le départ des troupes. »

1. Gerlach, *Denkwürdigkeiten*, t. I, p. 148.



Les officiers le prirent mal, et « des murmures et un cliquetis de sabres se firent entendre, tels qu'aucun roi de Prusse n'en a jamais entendu, et n'en entendra jamais au milieu de ses officiers[1] ». Ce spectacle dissipa les dernières illusions de Bismarck. Il rejoignit ses paysans et, l'âme meurtrie, retourna à Schönhausen.

II. — Tout le royaume était dans le désarroi ; à Kœnigsberg, à Aix-la-Chapelle, à Trèves, éclataient des émeutes à la mode de Berlin avec barricades et fusillades. Dans la province de Posen se préparait une formidable insurrection qui devint bientôt maîtresse d'une partie du pays ; les troupes prussiennes, obligées d'abord de battre en retraite, reprirent l'offensive, mais avec difficulté et ne purent écraser leurs adversaires qu'après deux mois de lutte, des sièges en règle, des combats de forêts et de sanglantes représailles. Le trouble était le même dans toute l'Allemagne. Dans le grand duché de Bade, deux patriotes avaient soulevé une insurrection pour réclamer la république. Dans les duchés danois, Kiel était en révolte ; un prétendant, le duc d'Augustenborg, s'emparait de la citadelle et appelait la Prusse à l'aide ; Frédéric-Guillaume IV espérait fournir à son peuple une diversion patriotique et envoyait quelques troupes ; pendant le cours du printemps, l'affaire s'envenima, aboutit à des combats entre les troupes prussiennes et hanovriennes et fut close provisoirement en juillet et août par les armistices de Malmoë. Cependant le 31 mars se réunissaient à Francfort, en *Vorparlement*, des députés et citoyens notables de toute l'Allemagne, pour préparer les voies de l'empire futur : ce fut une réunion pompeuse, émouvante, abondante en discours, bien dans le style de l'année.

1. Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, t. I. p. 35.

Ainsi par toute l'Allemagne régnait la fièvre : enthousiasme par ci, colère et vengeance par là, ambitieux calculs ailleurs; partout des nerfs, une tension extrême.

A ce moment, se réunit à Berlin la Diète unie dont la convocation avait été signée par le roi dans la nuit du 18 au 19 mars. Le député dont l'absence avait déjà valu à Bismarck d'assister à la Diète de 1847, M. de Brauchitsch, était encore indisponible, malade depuis la veille même de la session [1] ; comme certains diplomates, il avait des maladies opportunes et Bismarck dut encore le remplacer. Le bouillant *junker* était arrivé le 1er avril à Berlin pour prendre part à une assemblée extra-parlementaire, motivée par la gravité des événements ; les députés étaient « intimidés » par la situation de l'Europe plus que par la peur des Berlinois ; ils décidèrent à l'unanimité de tout faire pour soutenir le ministère, et Bismarck, malgré sa répugnance envers le cabinet libéral, comprit que toute résistance était inutile. Il ne se prépara à protester que pour la forme.

Le 2 avril, la Diète fut ouverte par le nouveau président du Conseil, Camphausen [2]. Son discours, plus élégant que profond, faisait une rapide allusion « aux grands événements qui avaient ébranlé une partie de l'Europe » et au « cortège de souffrances dont la Société était en ce moment frappée ». Il annonçait la prochaine réunion d'une assemblée constituante, déposait un projet de loi sur l'élection des députés et invoquait « la saine raison des citoyens ». Ainsi qu'il convenait, on proposa de voter une adresse et on insista pour la nomination immédiate de la commission chargée de la préparer. Ce fut une première occasion pour Bismarck de prendre la parole

1. Bismarck à sa femme, 2 avril 1848. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 111.

2. Voyez *supra* p. 108, note 2.



pour protester contre cette hâte : « Dans un moment aussi grave que celui où nous sommes, dit-il, l'expression des sentiments de cette assemblée est un acte assez important, pour que, dans la discussion de l'adresse, on ne doive pas agir avec une précipitation qui, d'après mon sentiment personnel, s'écarte des règles de la bienséance. »

Malgré cette opposition, la commission fut immédiatement nommée et après une demi-heure de suspension, Beckerath donna lecture du projet d'adresse ; d'après ce texte, l'Assemblée, envisageant l'avenir avec joie, remerciait le roi des promesses contenues dans ses différentes patentes et surtout de la prochaine réunion d'une assemblée issue du peuple; elle garantissait au monarque « conseillé par des hommes qui possédaient la confiance du pays, l'appui énergique de tous les citoyens dans les efforts qu'il faisait pour maintenir l'ordre et le respect des lois ». Le tout était digne, respectueux, mais très ferme. Après quelques paroles d'Arnim et Camphausen, on réclama le vote immédiat, mais Bismarck monta à la tribune au nom du parti ultra, plus royaliste que le roi : « Ce qui me décide à voter contre l'adresse, dit-il, ce sont les expressions de joie et de reconnaissance à l'égard des récents événements. Le passé est enseveli, et je regrette plus amèrement que beaucoup d'entre vous, qu'aucune puissance humaine ne soit en état de le ressusciter, la Couronne ayant elle-même jeté la pelletée de terre sur son cercueil. Mais si j'accepte le fait, contraint par la force des circonstances, je ne puis cependant rompre avec mes actes et mes paroles à la Diète unie par un mensonge en feignant d'être reconnaissant et réjoui de ce qui est, à mes yeux, tout au moins une fausse voie. Si réellement on réussit, dans la nouvelle route où l'on est entré aujourd'hui, à avoir une patrie allemande unifiée, un régime heureux ou seulement régulier,

alors le moment sera venu où je pourrai exprimer à l'auteur du nouvel ordre de choses ma reconnaissance; mais actuellement, cela ne m'est pas possible [1]. » Il voulut continuer, crier les gloires du passé, les dangers de l'avenir, il dut s'interrompre, brisé d'émotion, la parole coupée par une violente crise de larmes. Et la douleur de ce Prussien étroit, mais sincère, était si touchante, que même ses adversaires les plus ardents vinrent serrer ses mains avec sympathie [2]. Mais ils ne se laissèrent pas convaincre; l'adresse fut votée à une immense majorité.

Cette défaillance physique (dont Bismarck eut parfois de nouvelles crises, ainsi au lendemain de Sadowa) fut d'ailleurs de courte durée. Le soir même, il assistait à un grand meeting de protestation contre les excès des Polonais; les discours furent vifs, car au sortir de la réunion, Bismarck déclarait tout net que les Polonais ne pouvaient pas être autre chose que les ennemis des Prussiens; et le 5 avril il demandait au ministre de l'Intérieur des explications « sur le mouvement national polonais dans le grand-duché de Posen, que le gouvernement semblait avoir pris à tâche de favoriser [3] ». M. d'Auerswald l'apaisa avec quelques paroles conciliantes, mais l'insurrection de Posen montra que Bismarck avait exactement prévu les ambitions patriotiques des Polonais, sujets de la Prusse. Le jeune député voyait avec non moins d'étroitesse et de clarté les difficultés de la question danoise; exprimant son regret de l'intervention dans les duchés, il se plaignait « du vol à la Phaéton de la politique prussienne » et exposait ses craintes qu'une guerre pesât lourdement « sur le commerce riverain de la Baltique [4] ». Le ministre des Affaires

1. *Bismarck Député*, p. 67-68.
2. Bismarck à sa femme, 3 avril 1848. *Loc. cit.*, p. 111.
3. Bismarck à la Diète, 5 avril 1848. *Bismarck Député*, p. 69.
4. Bismarck à la Diète, 4 avril.

étrangères, baron Henri d'Arnim, répandait comme son collègue de l'Intérieur les paroles les plus conciliantes, mais, peu de jours après, les combats du Jutland et les exploits des corsaires danois justifiaient les craintes exprimées par le perspicace député de la province de Saxe.

Deux demandes de crédits extraordinaires donnaient à Bismarck l'occasion de prononcer le 10 avril 1848 un discours très curieux et intéressant, le meilleur peut-être qu'il eût prononcé jusqu'alors, mais trop serré, trop fouillé, trop plein de choses, comme s'il avait eu besoin de vider son cœur plein de rancœurs : plaintes sur la hâte de ces demandes, à la veille de la dissolution de la Diète et de la réunion d'une Assemblée nationale, protestations sur la pénurie des justifications, terreur des bouleversements financiers, appel à l'économie, crainte que l'administration des finances « envisage plutôt la situation à travers les lunettes de l'industrialisme qu'avec le clair regard de l'homme d'État qui embrasse avec la même impartialité tous les intérêts du pays ». Il y faut relever surtout deux phrases : l'une, qui paraît étrange dans sa bouche, affirme les privilèges budgétaires de la Diète, et ne s'explique que par son hostilité pour le ministère ; l'autre, au contraire, sera comme un résumé de son activité politique pendant six mois : « Messieurs, nous aussi en province nous sommes résolus à maintenir l'ordre et la paix, et, partout où ils pourraient être troublés, à les y rétablir, les armes à la main, s'il le faut [1]. » Et il manifestait son opposition au cabinet en refusant le vote des crédits, sauf ceux pour l'armée.

Son intervention n'avait aucun effet. La Diète votait rapidement les crédits; peu de jours auparavant elle avait adopté un projet de loi électorale [2], fort libéral, avec l'élection à deux

1. Bismarck à la Diète, 10 avril 1849. *Loc. cit.*, p. 74.

2. Loi promulguée le 8 avril 1848. *Gesetz-Sammlung*, 1848, p. 49. Bonne

degrés et sans condition de cens. C'était briser l'influence des classes privilégiées et Bismarck traduisit énergiquement leur dépit en qualifiant la séance où cette loi fut adoptée de « Iéna de la noblesse prussienne ». Le 10 avril, les députés se séparaient, ils avaient hâte de gagner leurs collèges électoraux, où ils se présentaient au suffrage, soit pour le Parlement allemand de Francfort, soit pour l'Assemblée nationale de Berlin.

Bismarck ne se présenta pas, non que l'envie lui en manquât, car il était mordu du démon de la politique et il avait réussi dans les cercles officiels. Ce grand gaillard, de forte assurance et de verbe haut, paraissait une force bonne à utiliser et assouplir. Vincke cherchait à le gagner à un projet assez étrange d'abdication du roi, d'effacement du prince Guillaume, d'avènement du jeune Frédéric sous la régence de sa mère; Arnim lui exposait « ses plans de pure réaction ». Il ne se laissait pas séduire : à Vincke, il répliquait par la plaisante menace d'une poursuite pour haute trahison; et il ripostait à Arnim en renchérissant sur ses projets réactionnaires[1]. Mais à la tribune, dans les comités, dans les simples conversations, il s'affirmait comme une forte personnalité, pleine d'initiative, de crânerie, ne reculant devant aucun obstacle. Il eût donc été naturel qu'il représentât son parti aux Assemblées de Francfort ou de Berlin. Il paraît même avoir fait acte de candidat, car dans une lettre du 19 avril il se plaint de ses déboires. « Les intrigues électorales vont ici leur train, écrit-

analyse dans Rönne, *Das Staatsrecht der preussischen Monarchie*, 4e éd. t. I, p. 37, 38 et les notes.

1. Il est assez singulier de lire dans une lettre à Mme de Bismarck du 2 avril 1848 que Bismarck se trouvait « avec Vincke, un cœur et une âme », tandis qu'il aurait eu avec Vincke à cette époque précise un entretien assez aigre sur le projet d'abdication royale, *Pensées et Souvenirs*, t. I. p. 118. Mais on doit se rappeler que Bismarck a rédigé ses mémoires sur le tard, et parfois sous l'influence de ses ressentiments. Or il détestait l'impératrice Augusta, en 1848 princesse de Prusse, et que Vincke désignait comme régente.



il, tandis que des journaux de Magdebourg et d'ailleurs travaillent et surexcitent autant que possible la population contre les gens de noblesse, les membres du clergé et les fonctionnaires [1]. » Mais il ne semble pas avoir donné suite à ces velléités et la raison en est simple, il la donne sans ambage : « J'ai peu ou aucune chance d'être élu. »

L'heure n'était pas favorable au parti féodal dont il était membre. L'ordre s'était peu à peu rétabli en Allemagne : Berlin était calme, à peine une petite émeute vers le soir [2], pour ne pas en perdre l'habitude ; les grandes villes et les campagnes étaient tranquilles; les républicains badois avaient été défaits à Kandern et l'insurrection était soumise. Les élections se firent donc sous une impression assez douce, de concorde et de progrès libéral, et, dans l'ensemble, les députés furent plus modérés qu'on ne s'y attendait [3]. Malgré la pression des clubs qui se fondaient, les républicains socialistes n'eurent presque aucun représentant ; les radicaux, fidèles à leurs dynasties mais partisans d'une politique populaire, n'obtinrent qu'une petite minorité à Francfort; à l'assemblée de Berlin, ils comptaient une quarantaine de membres, mais formant un groupe compact, discipliné, fortement appuyé par les clubs berlinois et leurs journaux, et dont l'attitude résolue finira par agir sur la Chambre au point de la gouverner ; la majorité était formée, dans les deux assemblées, par des allemands libéraux, aux projets un peu vagues, attachés à leurs souverains mais désireux d'un régime parlementaire, aspirant à l'unité allemande, mais sans compromettre l'indépendance de chaque État. Le parti féodal avait complètement échoué

1. Bismarck à son frère, 19 avril 1848. *Bismarckbriefe*, 8e éd. Horst Kohl, (1900), p. 60.

2. Beust, *Mémoires*, I. 50.

3. Kaufmann, *Politische Geschichte Deutschlands im neunzehnten Jahrhundert*, p. 356.

aux élections allemandes ; il avait à peine mieux réussi pour l'assemblée de Berlin où son plus illustre représentant était le prince de Prusse, député de Wirsitz. D'ailleurs les deux élections simultanées s'étaient fait concurrence au détriment de la Chambre prussienne ; tout l'intérêt allait au Parlement national et les plus brillants orateurs des Diètes prussiennes, Beckerath, Vincke, Arnim siégeaient à Francfort.

Éloigné de ses brillants adversaires, assistant à l'effondrement momentané de son parti, Bismarck ne restait pas dans l'oisiveté. Il estimait que la réaction débuterait par les campagnes et que chacun devait y travailler dans sa province. Dès la fin du mois de mars, il avait réclamé, dans une réponse à un article malveillant d'un journal de Magdebourg, « le droit pour tout citoyen de manifester son opinion vis-à-vis de ses concitoyens, alors même que cette manière de voir serait en opposition avec l'opinion publique du moment ». Dans cette même lettre, il indiquait en ces termes les motifs de la retraite provisoire des « seigneurs terriens [1] » : « Dans un temps où l'existence sociale et politique de la Prusse est en jeu, où l'Allemagne est menacée de scissions de plus d'un sens, nous n'avons ni le temps, ni l'envie, de gaspiller nos forces en des tentatives réactionnaires ou en essayant de défendre les quelques droits seigneuriaux qui nous sont restés. Nous sommes prêts à les transférer à de plus dignes, considérant le maintien de ces droits comme une question secondaire et voyant, dans le rétablissement de l'ordre légal en Allemagne, le maintien de l'honneur et de l'inviolabilité de notre patrie, l'unique tâche qui, à cette heure, incombe à tout homme qui sait envisager notre situation politique sans que l'esprit de parti fausse son jugement. »

1. Bismarck au rédacteur de la *Gazette de Magdebourg*, 30 mars 1848.



Mais, dans la pensée de Bismarck, cette éclipse du parti réactionnaire n'était que momentanée. Il désirait laisser au parti modéré le soin de rétablir l'ordre en Allemagne, puis reprendre l'offensive avec vigueur pour rétablir l'ancien régime. Retiré à Schönhausen, il exerçait une action personnelle sur les paysans de son village et des environs, sur les bourgeois des villes voisines, Jerichow, Genthin, Rathenow. Il étendait son influence en adressant des articles à divers journaux de sa province. Dans une « Correspondance de la Vieille-Marche[1] », il opposait les intérêts des villes et des campagnes, et menaçait les cultivateurs de l'oppression des citadins en matière d'impôts ; il en concluait naturellement que les campagnards devaient quérir appui auprès de leurs protecteurs naturels, les seigneurs terriens. « On s'imagine, écrivait-il, qu'en réduisant ces hommes à l'impuissance, les campagnards se verront contraints d'élire des avocats ou d'autres citadins qui n'ont cure des intérêts ruraux, ou de braves gens de la campagne, et ceux-ci, on espère bien que les leaders les mèneront par le bout du nez, grâce à leur éloquence et à leur savante politique. Dès lors, on cherchera à faire passer les hommes qui, jusqu'ici ont été seigneurs terriens, comme désireux de travailler au maintien ou au retour de l'ancien état de choses, tandis que, bien entendu, ils sont convaincus, comme l'est tout homme raisonnable, que ce serait folie de vouloir opposer une digue au courant du temps actuel. » Il mettait en garde les cultivateurs contre l'injustice qu'il y aurait à supprimer les droits seigneuriaux sans indemnité et ajoutait pour conclure : « Comme exploitant la terre, le paysan a les mêmes intérêts que le seigneur terrien ;

1. Le manuscrit en a été retrouvé dans les papiers du prince de Bismarck. Horst Kohl s'est livré à de vaines recherches pour établir dans quel journal l'article avait paru. *Bismarck Jahrbuch*, t. VI, p. 10 et suiv.

le système qui favorise exclusivement l'industrie est dirigé aussi bien contre l'un que contre l'autre et tend à se rendre maître absolu de l'État en Prusse. » La véritable conclusion était sous-entendue : élisez M. de Bismarck-Schönhausen pour votre député. Mais le bon paysan ne se laissa pas convaincre et Bismarck se prodigua les consolations habituelles : « Si je ne réussis pas, je m'assiérai dans mon grand fauteuil avec la conscience d'avoir rempli mon devoir et je passerai les deux à six mois de la session bien plus agréablement que si j'étais à la Diète[1]. »

Mais il n'était pas dans son tempérament de rester assis ; il courait la campagne, répandant la bonne parole, pestant contre le zèle nationaliste de son sous-préfet, contre le gouvernement « aveugle et qui se condamne au suicide », surtout contre les Polonais et il reprenait les arguments qu'il n'avait pu produire à la Diète. Il était si plein de colère contre les émeutes de Posen que sa plume courait toute seule sur ce sujet : « Les Berlinois ont libéré les Polonais avec leur sang, écrivait-il le 20 avril... En remerciment, ceux-ci se sont mis à la tête de bandes qui pillent et assassinent comme des barbares. Ainsi l'enthousiasme allemand a une fois de plus tiré les marrons du feu. Je l'aurais compris naturel si le premier essor de l'unité et de la force allemande avait été d'arracher l'Alsace à la France et de planter sur la cathédrale de Strasbourg le drapeau allemand. Mais c'est plus que de la débonnaireté allemande, c'est nous comporter comme de chevaleresques héros de roman que de supporter qu'on enlève aux États allemands le meilleur de ce que les armes allemande sont conquis dans la province de Posen dans le cours des siècles[2]. »

1. Bismarck à son frère, 19 avril 1848.

2. Lettre de Bismarck à la rédaction de la *Gazette de Magdebourg*, 20 avril 1848.



Et dans sa fureur contre la Révolution, il manifestait son opinion jusque dans sa signature *von* Bismarck, relevant la particule qu'il n'avait pas jusqu'alors employée, pour crier qu'il était de la noblesse et protester contre l'égalité.

Bismarck ne se limitait pas à une politique de province. Il entretenait à Berlin des relations suivies avec quelques hommes d'État, surtout avec un petit groupe surnommé la *camarilla* et dont l'influence devenait grande à la Cour; le général de Gerlach, qui en était le chef, en énumérait jusqu'à cinq membres, lui compris[1] : son frère Louis, président du tribunal supérieur de Magdebourg, esprit nourri et spirituel, portait jusqu'au fanatisme le culte de la royauté prussienne; il avait de hautes visées, mais le flegme que lui imposait son obésité l'entravait sans cesse[2]; le général Léopold de Gerlach, ancien aide de camp du prince de Prusse, alors au corps de la garde, bientôt aide de camp général du roi, était profondément attaché aux Hohenzollern, et d'une fidélité à toute épreuve, mais non moins gras que son frère, il était plus théoricien qu'homme d'action; Bismarck disait en plaisantant aux deux frères : « Si nous assistions de la fenêtre à un accident dans la rue, le Président ferait une observation spirituelle sur notre manque de foi chrétienne et sur l'imperfection de notre organisation politique; le général indiquerait le moyen de parer à l'accident, mais resterait assis; seul, je descendrais dans la rue porter secours. » L'homme pratique était le général Rauch, brave militaire, qui voulait l'action immédiate, la marche à l'ennemi, et violentait au besoin les perpétuelles hésitations du roi. Léo, historien et publiciste, jadis étudiant de la *Burschenschaft*, républicain et nationaliste, maintenant piétiste et royaliste ultra, tenait la plume

1. Gerlach, *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 235.
2. Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 62.

du parti. Massow, plus effacé, complétait le quintette. Quelques autres, moins intimes, gravitaient dans le même cercle d'idées : Stahl, professeur de droit public, orateur du parti réactionnaire ; Niebuhr, le fils de l'illustre philologue, encore jeune, mais déjà ardent de réaction, très avant dans la confiance du roi à partir de 1851 ; enfin Bismarck.

En 1847 déjà, le parti avait désiré la fondation d'un journal destiné à combattre le bon combat de la foi et de l'autorité. La Révolution de 1848 rendait cette feuille plus nécessaire encore ; car il était indispensable d'opposer une pieuse lecture aux gazettes infâmes des suppôts révolutionnaires. C'est ainsi que fut fondée la *Neue Preussische Zeitung*, plus connue sous le surnom de *Gazette de la Croix*, qu'elle tient de la croix de fer, attribut de la maison prussienne, imprimée à la manchette du journal. Un ami des Gerlach, Hermann Wagener, en prit la direction.

Bismarck s'intéressait à la fondation du journal[1], mais il n'y collabora régulièrement que plus tard, lorsqu'il rentra dans les assemblées parlementaires. Pour le moment il était fidèle à son plan d'action locale et répandait la bonne parole dans toute la province de Saxe. Il espérait qu'un mouvement se créerait dans les campagnes en faveur de la monarchie, et permettrait à un groupe de généraux de rétablir l'ordre d'antan ; mais il constatait avec mélancolie que rien n'en arrivait, qu'au contraire les paysans se laissaient gagner par les journaux, par les émissaires envoyés pour les élections ; il fit appel, avec une persévérance robuste, au général de Prittwitz, le suppliant, à défaut d'action immédiate, de renverser les légendes qui s'établissaient sur la journée du 18 mars ; il

1. Cpr. H. Kohl. *Herr von Bismarck-Schönhausen als Mitarbeiter der Kreuzzeitung*. Bismarck-Jahrbuch, t. I, p. 469 et suiv., et t. III, p. 398 et suiv.

lui demandait de raconter la conduite des « glorieuses troupes », de « faire voir à la population la source trouble et impure d'où découla le mouvement révolutionnaire de Berlin[1] ». Hélas ! le général de Prittwitz, hué par la foule le 18 mars, n'éprouva pas le besoin d'être étrillé par la presse radicale et ne répondit pas à ce pathétique appel. Et les campagnes ne bougèrent pas.

Cependant les doubles élections de Prusse et d'Allemagne, s'étaient faites au détriment du parti féodal. Le Parlement national s'était constitué à Francfort dans un élan d'enthousiasme et de fraternité : sa séance d'ouverture avait été une de ces journées radieuses où l'avenir semble facile et souriant; l'élection du noble Henri de Gagern comme président, la création d'un pouvoir provisoire, la nomination de l'archiduc Jean en qualité de vicaire d'empire, le choix d'un comité de constitution, tout avait été facilité par la concorde et la joie générales. Et les discours se suivaient pompeux, splendides, pour célébrer le patriotisme, la foi allemande, l'abnégation générale. A Berlin, l'Assemblée nationale avait débuté avec moins de solennité et autant d'imprécision. Le ministère Camphausen, plein d'excellentes intentions, était composé d'hommes sans expérience du pouvoir et inaptes à organiser le travail parlementaire ; il déposa le projet de constitution, dont la délibération était le but même de l'Assemblée, mais, au lieu d'en demander une prompte délibération, il laissa les députés s'éparpiller pendant de longs mois sur les propositions les plus diverses; la Chambre perdit ainsi toute cohésion et toute habitude de travail régulier, emportée au gré des événements de la ville et de la province.

Même dans la fidèle Marche de Brandebourg, les électeurs

1. Bismarck à Prittwitz, mai 1848. *Bismarck-Jahrbuch*, t. VI, p. 9.

s'étaient refusés à suivre ceux que Bismarck leur indiquait comme leurs guides naturels, les seigneurs terriens, et la débâcle de son parti faisait au châtelain de Schönhausen des loisirs politiques. Il se replia sur le petit groupe de la *camarilla*; celle-ci cherchait un chef dans la maison royale, et, à défaut du souverain dont elle connaissait le caractère ondoyant, espérait trouver dans le prince de Prusse l'homme de ses rêves. Guillaume avait été élu député à l'assemblée prussienne, et, à la demande du ministère, Frédéric-Guillaume IV avait rappelé son frère d'Angleterre. De la frontière à Berlin, les réactionnaires accouraient à toutes les stations pour acclamer leur futur sauveur; Bismarck ne manqua point à ce pèlerinage, et, le 7 juin, il était à la gare de Genthin où le prince s'arrêta quelques minutes. La haute taille et le regard d'Otto attiraient forcément les regards; Guillaume reconnut le champion de la monarchie légitime et se frayant un passage vers lui, il l'accueillit par ces paroles : « Je sais que vous n'êtes pas resté inactif en ce qui me concerne, je vous en remercie[1]. » Dans la crise dont aucun des deux ne comprenait la grandeur, le prince et le gentilhomme campagnard éprouvaient un égal besoin de se rapprocher, hommes de même trempe, dévoués aux mêmes principes d'autorité et de droit divin, pareillement stupéfaits de l'effondrement de leurs dogmes. Le prince rentra à Berlin, mais il ne trouva guère de semblables chevaliers à la Chambre; des idées plus modernes que les siennes y régnaient; sa présence y détonna; ses paroles, mêmes conciliantes, déchaînèrent une tempête, et, pour y répliquer, l'Assemblée reconnut « la haute importance des journées de mars et les services incontestés des combattants[2] ».

1. Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 50.

2. Ordre du jour Zachariæ, 9 juin 1848. Blum, *Die deutsche Revolution*, p. 343.

Bismarck était à cette époque à Potsdam, venu pour s'entretenir avec Gerlach et Roon [2]. Il ne comptait pas voir le roi, mais celui-ci apprit sa présence et le fit chercher à l'hôtel. Bismarck, mécontent de la politique royale, répondit qu'il était sur le point de retourner à Schönhausen où la santé de sa femme exigeait ses soins. Frédéric-Guillaume IV ne se lassa point et envoya son aide de camp, Edwin de Manteuffel, pour inviter Bismarck à dîner. Il n'y avait plus qu'à s'exécuter et le royaliste boudeur se rendit à Sans-Souci. En se levant de table, le monarque emmena son hôte sur la terrasse qui domine les jardins et, pour entamer la conversation lui demanda d'un ton affable : « Eh bien! comment cela va-t-il? » « Mal », répondit l'enfant terrible. « J'espère que vous êtes en bonnes dispositions pourtant », reprit le roi. Mais l'autre répartit : « J'étais très bien disposé, mais je ne le suis plus depuis que la Révolution nous a été inoculée par les organes de l'autorité royale et sous son sceau. Je ne crois plus en l'assistance, en l'appui du roi. » A ce moment la reine sortit d'un bosquet en s'écriant : « Comment pouvez-vous parler sur ce ton au roi? — Laisse-moi faire, Élise, lui dit le souverain, j'en viendrai bien à bout », et se tournant vers Bismarck, il reprit : « Voyons, que me reprochez-vous ? — D'avoir évacué Berlin. — Cela s'est fait contre mon gré », répondit Frédéric-Guillaume, et la reine qui était restée à portée d'entendre, ajouta : « Le roi n'y est pour rien; de trois jours il n'avait fermé l'œil. — Il faut qu'un roi puisse dormir », répliqua le censeur. A ce mot un peu vif, mais bien dans la manière de Bismarck, le monarque ne broncha pas et continua : « Après coup, on a toujours plus d'esprit. Si je

1. Les jours mêmes des divers entretiens dont suit le récit, n'ont pu être précisés; mais d'après la correspondance de Bismarck avec son frère il faut les placer entre le 1er et le 18 juin 1848.

convenais d'avoir agi « comme un âne », qu'y gagneriez-vous? Ce n'est pas avec des reproches que vous relèveriez un trône effondré, pour cela j'ai besoin de concours, d'assistance efficace et non de critique[1]. »

L'indulgence du roi, son accueil facile et bienfaisant, désarmèrent Bismarck. Il revint à Potsdam à plusieurs reprises et eut avec Frédéric-Guillaume de nouveaux entretiens. Pour s'excuser de son inaction, le souverain invoquait l'opinion populaire qui n'aurait pas encore supporté une intervention de l'armée; il fallait donc laisser l'Assemblée se mettre de plus en plus dans son tort; le pays tout entier reconnaîtrait alors que la Couronne était en péril et en droit de se défendre. Bismarck répondait qu'il n'était pas nécessaire d'attendre. Les troubles étaient suffisants à Berlin pour qu'on y avançât des troupes; déjà, à la nouvelle du retour du prince Guillaume, une manifestation bruyante avait éclaté, et des émeutiers avaient encloué le pont-levis menant à la caserne d'artillerie; plus tard, un groupe avait pénétré dans l'Académie de chant, où siégeait l'Assemblée, et ne s'était retiré que devant la garde bourgeoise; d'autres manifestants avaient fait irruption dans la maison d'un ministre, M. de Patow, et réclamé une aumône forcée; les grilles du château avaient été arrachées et jetées dans la Sprée. Le 14 juin, la populace avait accompli un exploit merveilleux; en plein jour, elle avait assiégé, pris et pillé l'arsenal, véritable forteresse de pierre, au milieu de la ville; les armes avaient été jetées dans la rue et des loqueteux avaient offert des bombes aux passants[2]. L'émotion se communiquait à la province : à Breslau une manifestation se formait pour protester contre le retour du prince Guillaume. Bismarck invoquait ces troubles et s'efforçait de

1. Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 58.
2. Beust, *Mémoires*, t. I, p. 49.

convaincre le roi de la nécessité d'une prompte et énergique intervention : le retour des troupes à Berlin, affirmait-il, sera accueilli avec gratitude par la majeure partie de la population: les soldats, bien dirigés, réprimeront l'émeute sans hésitation; ainsi la monarchie prussienne reprendra ses droits et évitera de nouveaux et pires malheurs. Mais Frédéric-Guillaume hésitait et trouvait que les temps n'étaient pas encore venus d'agir par la force.

De Potsdam, Bismarck se rendait à Babelsberg, château voisin où habitait le prince de Prusse, et il racontait à sa manière les journées de mars; pour surexciter le patriotisme du prince, il lui lisait une poésie qui circulait dans l'armée et reflétait la colère des soldats pendant leur retraite.

L'aigle noire tombe de la hampe, souillée,
Ici prend fin, ô Zollern, ta glorieuse histoire,
Ici tomba un roi, mais non dans le combat,
Nous ne tournons plus nos regards
Vers l'étoile tombée.
Ce que tu fis là, prince, tu t'en repentiras,
Pas un seul ne sera fidèle, comme tes soldats prussiens.

A ces mots, Guillaume sanglota, mais il ne pouvait rien. Le jeune prince Frédéric serrait les mains de Bismarck avec une énergie significative : c'était un enfant de seize ans; la princesse parlait, sans écouter les conseils. Ainsi à Babelsberg comme à Potsdam, le bouillant partisan rencontrait beaucoup de bonne grâce, mais ne trouvait pas un homme d'action. Dégoûté de la politique, il s'enfuit.

A la fin de juin [1], il se rendait avec Mme de Bismarck en Poméranie pour passer quelques semaines aux bains de mer de Stolpmünde et à Reinfeld dans la propriété des Puttkamer.

1. Probablement le 25 juin. Bismarck à son frère, 22 juillet 1848. *Bismarckbriefe*, p. 64.

Mais les soucis le rongeaient : il s'inquiétait de l'état des campagnes, des mouvements qu'y développait le socialisme[1], il suivait avec anxiété les événements de Berlin, et Keudell qui le rencontra à Stolp, fut effrayé à sa vue. « Un souci douloureux se plaquait sur ses traits ravagés, ses cheveux s'étaient éclaircis[2]. »

Berlin, la Prusse entière, vivaient dans la fièvre. Le pillage de l'Arsenal avait disloqué le ministère; un autre cabinet s'était formé, avec une couleur politique analogue sous la présidence de Rodolphe d'Auerswald, député et président supérieur de la province du Rhin; mais les très honnêtes gens qui le composaient n'avaient pas la force nécessaire pour diriger le grand mouvement du peuple. Les troubles se renouvelaient, aggravés par la crise économique, suite naturelle de la Révolution; les ouvriers réclamaient du travail, ils n'avaient plus de pain. Berlin avait chaque soir sa petite émeute[3], qu'on allait voir par manière de distraction. L'assemblée prussienne délibérait sous les menaces de la foule : les clubs, qui s'étaient multipliés depuis les journées de mars, dictaient leurs ordres et venaient les imposer jusqu'à l'Académie. A leur sortie des séances, les députés de droite et même les ministres étaient sifflés et hués par la canaille des bas-fonds berlinois; les membres de l'extrême gauche étaient portés en triomphe. Pour mériter cet honneur, quelques députés assoiffés de popularité émettaient des propositions à tort et à travers, l'un protestait contre les menées de l'autocrate qui siège à Pétersbourg; l'autre critiquait le Parlement de Francfort et la nomination de l'archiduc Jean comme vicaire de l'Empire; un autre voulait que l'Assemblée envoyât

1. Bismarck à son frère, 22 juillet 1848. *Loc. cit.*, p. 65.
2. Keudell, *Bismarck et sa famille*, p. 19.
3. Beust, *Mémoires*. t. I, p. 50.

à Posen des commissaires à pleins pouvoirs. Et la Chambre se dépensait en débats stériles, orageux, manifestait son impuissance à l'œuvre constitutionnelle, se discréditait dans la grande masse du pays.

Un tragique événement amena la rupture définitive entre le Parlement et la Couronne : le 31 juillet, à Schweidnitz, un conflit se produisit entre l'autorité militaire et la garde bourgeoise; en coup de surprise, la foule et l'armée se heurtèrent; à l'improviste les soldats firent feu, vingt-deux personnes furent tuées[1]. L'émotion fut profonde dans toute la Prusse et la Chambre en délibéra légitimement; mais le Dr Stein, de Breslau, y apporta une passion communicative qui s'étendit à tout son parti; l'Assemblée adopta un ordre du jour qui rendait les officiers responsables des troubles, et les invitait à rester étrangers aux efforts réactionnaires ou à quitter l'armée[2]. Ce devait être là le « tort définitif » qu'attendait Frédéric-Guillaume pour agir. On avait touché à l'armée, le roi de Prusse ne pouvait le pardonner.

Bismarck retournait à cette époque à Schönhausen pour les couches de sa femme. Il était repris du démon de la politique : il revenait à Berlin pour participer à une réunion de propriétaires qui s'étaient donné le mandat « de défendre leurs intérêts et d'améliorer la situation de toutes les classes »; c'était un Parlement au petit pied, qui se posait en rival de l'Assemblée nationale, et les théories qui y furent émises lui valurent le surnom de Chambre des hobereaux, *Junkerparlament*. Les propriétaires de biens nobles étaient émus des projets financiers de l'Assemblée prussienne : ils craignaient tout ensemble qu'on supprimât leur exemption d'impôts et qu'on dispensât les paysans des charges seigneuriales. Ils

1. Biedermann. *Geschichte, loc. cit.*, t. I, p. 350.
2. Ordre du jour Stein adopté le 9 août par 180 voix contre 179.

cherchaient une voie légale pour s'y opposer, mais Bismarck se montrait sceptique à cet égard. « Nous avons trois façons de protester, disait-il. La première serait de nous adresser à Sa Majesté le Roi; même s'il est irresponsable dans un état constitutionnel, le Roi a toujours sa responsabilité envers Dieu. En second lieu, nous pourrions envoyer notre protestation au ministère, mais je suis convaincu que nous n'y aurons aucun succès avec des principes de droit et de raison. Notre protestation devrait être adressée à l'Assemblée nationale. On n'en peut pas espérer grande suite, mais il y a là pourtant un certain nombre de gens raisonnables. Je vote pour réunir des signatures en masse[1] ». Et comme un propriétaire, M. de Knebel, faisait remarquer que les paysans ne seraient guère disposés à signer cette protestation, car le projet de loi leur faisait un cadeau au détriment des seigneurs, Bismarck répliqua : « Ce n'est pas un cadeau. Pour supprimer les rentes seigneuriales, il faudra émettre 200 millions de rentes d'État, et il est facile de comprendre quelle influence cela aura sur la Bourse. La conséquence de ce procédé est une mainmise sur la propriété. » Tout cela était d'une théorie un peu vague et fondée sur une rapide lecture de l'histoire de la Révolution française. Mais le fond de la pensée était précis : la propriété des nobles était menacée, il appartenait aux nobles de se défendre en agitant le pays.

Le 21 août, la naissance d'une fillette, Marie, apportait un éclair de bonheur au château de Schönhausen. Pour un moment, Bismarck oubliait ses tracas dans le plaisir de porter son petit enfant. C'était un homme très complet; il éprouva toutes les joies et tristesses humaines; même aux heures de sa splendeur, il estima qu'un grand de la terre est en droit de se

1. Bismarck à l'Assemblée des propriétaires fonciers. Horst Kohl. *Bismarck-Regesten*, t. I, p. 15.



distraire aux sourires d'un tout petit et a le devoir de mêler aux soucis de l'État les inquiétudes de la famille; indifférent, parfois brutal pour les autres, il fut tendre aux siens. Mais ce rayon de soleil ne put le distraire longtemps de ses soucis. Ils le suivaient auprès du lit de sa femme. « Je passe mes journées entières, écrivait-il, entre des plans politiques à ma table de travail et le tablier du garde-malade à côté de Jeanne[1]. » Il reprenait les arguments du *Junkerparlament* et cherchait à les exposer au roi et à l'opinion publique. Dans un article de journal, il étudiait les charges foncières dans le cercle de Jérichow, qui était le sien, et développait les conséquences désastreuses qu'aurait le projet de loi déposé à l'Assemblée nationale[2]. Dans une lettre ouverte, adressée à Frédéric-Guillaume IV, il s'élevait avec force contre les desseins de l'Assemblée, qui auraient spolié, à son avis, les propriétaires ruraux et il invoquait l'histoire du meunier de Sans-Souci[3]. Et en écoutant les cris de la petite Marie, il surveillait le cours des choses à Berlin.

III. — La lutte se préparait entre la monarchie et l'Assemblée. Frédéric-Guillaume IV était depuis longtemps irrité contre les velléités indépendantes de la Chambre. Le vote de la motion Stein avait surexcité sa colère. Retiré à Potsdam, il était monté par le parti militaire, les généraux Rauch et Gerlach surtout, que les attaques contre l'armée avaient courroucés. Le cabinet était isolé entre les partis extrêmes; les ministres étaient libéraux, sincères amis de l'ordre et du progrès, et honnis au nom du progrès par les députés radicaux,

1. Bismarck à Mme de Puttkamer, 24 août 1848. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 114.

2. Reproduit dans le *Bismarck-Jahrbuch*, t. VI, p. 12.

3. Lettre de Bismarck au roi, été 1848. *Bismarck-Jahrbuch*, t. VI, p. 16.

au nom de l'ordre par la cour, le parti militaire, les grands propriétaires. Sous la pression des généraux, le Président du Conseil, Auerswald adressa le 2 septembre une lettre au Président de l'Assemblée pour protester contre la motion Stein; il se refusait à adresser à l'armée un ordre dans le sens indiqué par cette motion et affirmait la bonne volonté du ministère de combattre la propagande réactionnaire dans l'armée. C'était heurter de front le vote du 9 août et demander à la Chambre de se déjuger. Le parti radical bondit d'indignation. Après deux séances de discussions fiévreuses, de tumulte inouï, l'Assemblée adopta, à une forte majorité, une motion de Stein exigeant l'envoi immédiat d'un bulletin à l'armée dans le sens de l'ordre du jour voté le 9 août (7 septembre).

Deux jours après, le ministère donnait sa démission. Le roi, pour briser net avec la Chambre, prit les ministres hors du Parlement; il n'osa pourtant les choisir dans le parti réactionnaire; il ne voulait encore qu'un cabinet de transition. Le Président, général de Pfuel, était un hésitant, et il l'avait prouvé, le 14 mars, en abandonnant son poste au début de l'insurrection; les autres ministres étaient des royalistes sincères, sans violence, timides, tâtonnants. Ils n'étaient point pour durer et le roi manifesta ses vrais projets en appelant le général de Wrangel au commandement militaire des Marches. Celui-ci était un crâneur, énergique, spirituel, prêt à tout. Il ordonna une parade dans Berlin; c'était la première depuis le 18 mars et on s'attendait à une émeute : ce fut un triomphe. Dans un petit speech à la multitude, Wrangel annonça carrément et avec bonne humeur les futurs coups d'État : « Je vous conduirai bientôt les troupes, non contre vous, Berlinois, mais pour votre protection, pour la vraie liberté, pour le rétablissement de la loi. Cela vous va-t-il, Berlinois, (*Cris : oui, oui*)... Comme je retrouve Berlin triste; l'herbe pousse dans les rues, les maisons



sont désertes, les magasins vides, les laborieux citoyens sans travail, les ouvriers appauvris. Je vous apporte le bien-être avec l'ordre, l'anarchie doit cesser. Je vous le promets, et un Wrangel n'a jamais manqué à sa parole [1]. » Les rires et les applaudissements de la foule prouvaient qu'elle commençait à se lasser des exagérations de l'Assemblée.

De graves insurrections en province devaient hâter la réaction. A Cologne, à Breslau, la troupe intervenait avec brutalité. A Francfort, une émeute dégénérait en révolution, deux députés étaient assassinés, le prince Lichnowsky et le général d'Auerswald, frère des anciens ministres de Frédéric-Guillaume IV ; les soldats prussiens écrasaient la rébellion. Le choléra qui frappait les grandes villes, complétait la terreur générale. Selon l'exclamation d'un ministre : « Une telle situation ne pouvait durer [2]. »

Bismarck l'avait compris et était accouru à Potsdam pour intriguer avec ses amis de la *camarilla*. Il était arrivé le 11 septembre, au commencement de la crise ministérielle qui se prolongea jusqu'au 21, et tout était en émoi aux palais royaux. Chacun faisait sa liste ministérielle et voulait l'insinuer au roi. Gerlach présidait les assises du parti féodal et sa chambre était toujours pleine de curieux ou d'ambitieux. Bismarck avait audience du roi et comme Frédéric-Guillaume avait pour habitude de consulter tout venant, le bouillant hobereau sortit du cabinet royal convaincu que le souverain lui avait confié la mission de former le ministère ; il était d'ailleurs « hors de lui » à propos des concessions que le roi acceptait de faire à l'Assemblée, et Gerlach avait grand'peine

1. Blum, *Die deutsche Revolution*, p. 351.

2. M. Kühlwetter, ministre de l'Intérieur, à l'Assemblée prussienne le 22 août 1848.

à le calmer [1]. Il se mit de suite en campagne pour trouver les oiseaux rares, « des ministres assez souples pour se prêter aux vues variables de Sa Majesté, et assez fermes en même temps, assez inébranlables pour qu'on pût compter sur eux au cas d'un revirement décisif [2] ». Mais tous se dérobaient. Bismarck sonda M. de Vincke qui lui répondit sentencieusement : « Je suis un homme de la Terre Rouge [3], fait pour la critique et l'opposition, je suis incapable d'être ministre. » Il s'entretint ensuite avec M. Beckerath, venu de Francfort pour conseiller le roi et peut-être présider le cabinet ; Beckerath était disposé à accepter le pouvoir, sans enthousiasme, mais par dévouement au roi ; il avait un programme de droite modéré, et, à la grande joie de Bismarck, repoussait les impôts fonciers et l'abolition des droits seigneuriaux, comme des atteintes à la propriété ; mais il exigeait que l'extrême droite se livrât à lui « pieds et poings liés », et lui assurât ainsi le concours du roi ; l'entente ne put se faire et Beckerath renonça à la direction des affaires. Bismarck sollicita d'autres hommes d'État, mais nul ne voulait se compromettre, et tous se réservaient pour des temps moins critiques. Le roi finit par se ranger à l'avis général, qu'il fallait d'abord rétablir l'ordre à l'aide d'un ministère d'affaires, composé de fonctionnaires et de militaires. Ainsi fut constitué le cabinet Pfuel.

Bismarck avait espéré mieux ; il s'était réjoui de voir 45 000 soldats à Berlin, le général Wrangel établi à Charlottenburg ; il avait compté sur un bienheureux coup d'État ; il était déçu et il écrivait avec mélancolie à son frère : » Le coup

1. Gerlach, *Denkwürdigkeiten*, t. I, 11 septembre 1847, p. 195.

2. Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 65.

3. Un Westphalien, homme têtu et de col raide.

est raté, mais cela ne peut plus durer longtemps [1]. » Il avait été plusieurs fois dans la capitale et en avait rapporté les nouvelles les plus étourdissantes. A l'en croire, l'Assemblée s'attendait à l'abdication du roi, elle avait l'intention de proclamer la République avec un gouvernement provisoire. Gerlach lui-même trouvait qu'il y avait là une certaine exagération. Bismarck allait à Babelsberg pour entretenir le prince de Prusse de ces rumeurs et des moyens de contraindre « la misérable assemblée » ; il trouvait Guillaume très calme, plein d'espoir dans le revirement qui commençait à se dessiner dans le pays. Bismarck, un peu calmé, revenait à Gerlach, formait avec lui et ses amis des plans d'avenir; l'un proposait d'ajourner la Chambre, de la réunir dans une autre ville, par exemple à Brandenburg, de déposer un nouveau projet de constitution avec une loi électorale divisant le pays en quatre classes: propriétaires nobles, propriétaires roturiers, villes, ouvriers; un autre conseillait la dissolution et de nouvelles élections, mais par un suffrage modifié, car, remarquait Bismarck, les mêmes électeurs donneraient une Chambre encore pire ; un troisième demandait l'octroi d'une constitution analogue à celle de la Belgique [2]. Pfuel écarta ces grands projets, qu'il n'était pas de force à réaliser. Bismarck comprit que l'heure de l'action était différée et retourna à Schönhausen.

Pfuel essayait de gouverner par conciliation : il promettait à l'Assemblée « de défendre vigoureusement les libertés accordées au peuple prussien, de repousser les efforts réactionnaires sans oublier que c'est le devoir de tout gouvernement de prévoir l'explosion de l'anarchie [3] ». Pour se conformer en quelque mesure aux votes de la Chambre, il adressait

1. Bismarck à son frère, 28 septembre 1848, *Bismarckbriefe*, p. 66.

2. Gerlach, *Denkwürdigkeiten*, 16 et 17 septembre, t. I, p. 199 et 200.

3. Déclaration ministérielle du 22 septembre 1848.

aux généraux une circulaire où il déclarait « ne pas souffrir de tendances réactionnaires ». Mais ces excellentes intentions étaient mal prises par les partis extrêmes ; la Chambre considérait le cabinet comme un suppôt de la réaction ; les officiers jugeaient Pfuel « un homme d'allures louches, toujours disposé à des concessions injustes[1] » ; Bismarck l'appelait tout carrément un traître et un castrat[2].

Après quelques jours de tranquillité, la situation s'était d'ailleurs assombrie. Vienne était en insurrection et les deux capitales sœurs ont toujours influence l'une sur l'autre. La démocratie viennoise avait pactisé avec les Magyars révoltés et s'était opposée au départ des troupes pour la Hongrie ; le ministre de la guerre, Latour, avait été arraché de son hôtel et pendu à un reverbère ; l'empereur s'était enfui à Olmütz ; Windischgraetz massait des troupes autour de Vienne pour dompter les rebelles. A Berlin les débats sur la constitution commençaient par des orages ; le Parlement choquait comme à plaisir les convictions du roi, se perdait dans des discussions fiévreuses et sans fin ; la rue s'agitait à nouveau ; le 13 octobre, Bismarck assistait à une émeute, la garde bourgeoise chargeait contre les ouvriers du canal et plusieurs restaient à terre ; le 16, les ouvriers brisaient une machine pour se venger et faisaient des barricades ; la garde ripostait à coups de feu, on relevait sept morts et de nombreux blessés. L'extrême gauche fulmine, réclame le châtiment des coupables, et comme l'Assemblée refuse de la suivre, la foule outrage les députés à leur sortie ; l'un d'eux est menacé de pendaison, on lui montre gentiment la corde à ce destinée. Le bombardement de Vienne surexcite encore les démocrates berlinois. Leur raisonnement est précis et juste : « Si la réaction triomphe à Vienne, nous la

1. Roon à Fischer, 12 octobre 1848. *Roon's Denkwürdigkeiten*, t. I, p. 208.
2. Bismarck à son frère, 2 et 10 novembre 1848. *Bismarckbriefe*, p. 68-69.



verrons dans quinze jours répéter le même jeu à Potsdam et à Berlin[1]. » Ils proposent donc de venir à la défense des frères viennois, mais la majorité se contente de réclamer l'intervention du pouvoir central de Francfort. Une nouvelle émeute éclate dans la rue ; les députés de droite sont brutalisés ; le Président du Conseil, Pfuel, est menacé et ne doit son salut qu'à l'intervention d'un député de gauche, Georges Jung. Une fois encore, la licence tuait la Liberté.

Le 31 octobre, Vienne était reprise ; les chefs de la révolte étaient exécutés ; un député du Parlement de Francfort, venu pour apporter aux rebelles les encouragements de la démocratie allemande, Robert Blum, était fusillé[2]. Le 1er novembre, Pfuel donnait sa démission. La camarilla avait prévu son départ et préparé son remplacement.

Pendant tout le mois d'octobre, le groupe féodal avait agi sur le roi. Frédéric-Guillaume était dans une colère continue et le 15 octobre il avait accueilli le bureau de l'Assemblée par une apostrophe virulente : « Vous ne laissez aucun droit intact, vous avez porté atteinte à mon droit, à la couronne que je tiens de Dieu ; vous voulez m'enlever mon droit divin[3]. » Il était donc disposé à l'action. Il fallait un homme pour la conduire.

Dès le commencement d'octobre, Gerlach avait pensé au général comte de Brandenburg. Fils de Frédéric-Guillaume III et de la comtesse de Stolberg, oncle du roi, militaire dans l'âme, Brandenburg était un homme calme, de sang-froid, de sens rassis, ami de l'ordre par caractère et origine, mais sans exagération. Il ne manquait pas d'un certain patriotisme

1. Le député d'Elsner à l'Assemblée nationale le 31 octobre 1848.

2. J. Fröbel, *Ein Lebenslauf* (1890), t. I, p. 210 et suiv.

3. Oncken, *Das Zeitalter des Kaisers Wilhelm* I, p. 279. *Aus dem Leben des Generals von Brandt*, t. III, p. 268.

allemand, mais il ne voulait pas amoindrir les droits de la monarchie prussienne. Il s'était signalé au parti conservateur par sa vigueur à réprimer les journées de mars à Breslau où il commandait le corps d'armée, et la camarilla espérait qu'il materait de pareille façon la démocratie berlinoise. Gerlach se rendit donc le 7 octobre à Breslau pour lui offrir le pouvoir : Brandenburg repartit avec beaucoup de simplicité qu'il ne savait pas s'il en était capable, et se fit exposer la situation politique ; il demanda ensuite vingt-quatre heures de réflexion ; le lendemain il écrivit qu'il se mettait à la disposition du roi[1].

Les négociations sur la formation du cabinet se traînèrent pendant tout le mois d'octobre. Le parti féodal n'était d'ailleurs pas pressé, il attendait que l'Assemblée se mît, par ses excès, suffisamment dans son tort pour rendre naturelle l'intervention du roi. Brandenburg pensait d'abord à choisir ses collègues parmi les députés et Gerlach lui indiquait quelques membres de la droite, dont la conduite présentait les garanties nécessaires. Mais ceux-ci déclinèrent les propositions qui leur furent faites. Brandenburg se contenta de fonctionnaires et de militaires. Il était lié avec un directeur au ministère de l'Intérieur, Otto de Manteuffel ; il lui demanda d'être son principal collaborateur ; le choix était assez bon. Manteuffel avait parcouru tous les échelons de la carrière administrative, il y avait acquis la connaissance des hommes et des affaires, mais en conserva toujours une certaine timidité de « sous-ordre », et pendant les dix années de son gouvernement fut plutôt un premier commis de la politique qu'un homme d'État ; comme Brandenburg, il était homme d'ordre, mais sans férocité, il avait conservé, en gémissant, sa direction depuis les journées de mars ; il appelait de ses vœux le retour de l'au-

1. Gerlach, *Denkwürdigkeiten*, 7 et 8 octobre 1848, t. I, p. 211-212.



torité. Brandenburg, étranger aux difficultés parlementaires et ministérielles, désirait vivement l'avoir pour « cornac », mais Manteuffel hésitait, craignant une conflagration générale [1]. A la demande de Brandenburg, Bismarck l'endoctrina et parvint à le décider « en lui rendant compte des mesures de sûreté prises pour assurer la sûreté personnelle des ministres ».

Quelqu'un pensa à Bismarck pour l'inscrire sur une liste ministérielle; le roi raya son nom et, s'il faut en croire l'intéressé lui-même, écrivit en marge cette annotation : « Ne pourra être ministre que si la baïonnette doit être maîtresse absolue [2]. » Il importait, en effet, de ne point appeler au ministère des « réactionnaires rouges » dont le nom seul était un programme. Gerlach écarta de lui-même son frère, qu'on proposait pour le ministère de la Justice [3]. L'attitude de Bismarck aux Diètes de 1847 et 1848 avait été telle que son arrivée au pouvoir eût fait scandale. Le roi préféra des noms moins significatifs, Ladenberg, Kühne, Kisker; le général de Strotha, appelé au ministère de la Guerre, s'y rendit avec une discipline toute militaire; Bismarck se chargea de lui enseigner la tactique parlementaire et de lui procurer un habillement civil.

Ces pourparlers n'avaient pu rester secrets; ils étaient connus à l'Assemblée, et les députés se doutaient que la *camarilla* n'intriguait pas pour développer les libertés parle-

1. *Unter Friedrich Wilhelm IV. Denkwürdigkeiten des Ministers Otto von Manteuffel, herausgegeben von Poschinger* (1901), t. I, p. 21 et suiv.

2. C'est ce qu'aurait raconté le général de Gerlach à Bismarck même. *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 66. D'après un diplomate autrichien, Vitzthum d'Eckstädt (*Berlin und Wien*, 1845-1852 (Stuttgart, 1886, p. 247), la note du roi eût été plus énergique : « Réactionnaire rouge, sent le sang, à employer plus tard ». Mais Vitzthum tenait ce récit d'un inconnu et n'a pu le contrôler.

3. Gerlach, *Denkwürdigkeiten*, 6 octobre 1848, t. I, p. 211.

mentaires. Ils votèrent donc le 2 novembre une adresse pour signaler au roi qu'un cabinet réactionnaire « serait sans espoir d'obtenir une majorité dans la Chambre et la confiance du pays ; il accroîtrait l'excitation et entraînerait des conséquences funestes qui rappelleraient le sort d'un peuple voisin ». Le président de l'Assemblée, Unruh, à la tête d'une commission spéciale, obtint le lendemain audience du roi pour lui donner lecture de cette adresse. Frédéric-Guillaume, sans répliquer, prit le document et se tourna vers la porte; un député, Jacoby, voulut insister; le roi continua sa retraite, Jacoby le poursuivit de ces paroles : « C'est le malheur des rois qu'ils ne veuillent pas entendre la liberté[1]. » Le roi sortit.

Les jours suivants se passèrent dans une attente fiévreuse et inquiète. Le parti féodal serrait de près le roi, de peur qu'il ne lui échappât; le souverain ne songeait-il pas à prendre Radowitz pour premier ministre[2]? Bismarck, sans cesse à Berlin, se multipliait en démarches, amenait à Potsdam une députation de la noblesse saxonne, distribuait dans sa province des proclamations royales, en envoyait des paquets à son frère pour qu'il les répandît en Poméranie. Il poussait Manteuffel, instruisait Strotha, encourageait Brandenburg, négociait avec le chargé d'affaires de Hanovre pour placer des troupes dans l'hôtel de la Légation, voisin du théâtre où siégeait maintenant l'Assemblée, courait à Sans-Souci où le roi pouvait l'appeler, revenait en hâte à Berlin, car il « craignait, craignait toujours » ; ils étaient ainsi quatre ou cinq qui, à son dire, « développaient une activité tout à fait extraordinaire[3] ». Le roi, les nouveaux ministres, étaient enlevés par leur entrain, et le 9 novembre Brandenburg parut à l'Assemblée.

1. Unruh. *Erinnerungen*, p. 106.
2. Bismarck à son frère, 2 novembre 1848. *Bismarckbriefe*. p. 68.
3. Bismarck à sa femme, novembre 1848. *Briefe an Braut und Gattin*, p. 117.



Avec un calme parfait, le général lut un ordre royal qui constatait les désordres de la rue et les empiétements de l'Assemblée; le souverain ajournait donc la Chambre au 27 novembre et la convoquait pour ce jour à Brandebourg. Et, avec sérénité, le comte invita les députés à quitter la salle. Ce fut un beau tumulte; la droite se leva et suivit le ministre, la gauche entra en fureur, suspendit la séance, la reprit le soir, se déclara en permanence, pesta et tempêta. Mais le ministre était décidé à l'action et le 15 au matin, le général Wrangel, superbe, narquois, chamarré de tous ses ordres, familier et blagueur, amenait ses troupes par les Tilleuls devant le Théâtre royal. Le commandant de la garde bourgeoise, Rimpler, esquissa une inutile protestation. Wrangel s'assit sur une chaise et donna quinze minutes à l'Assemblée pour se dissoudre. Il n'y avait pas à résister; avec une calme dignité, les députés sortirent deux par deux, leur président en tête.

Et Bismarck n'était pas content. Il reprochait à Wrangel d'avoir « négocié avec la garde bourgeoise pour la décider à se retirer de son plein gré. C'était une faute politique, ajouta-t-il plus tard, s'il y avait eu la moindre petite affaire, Berlin n'eût pas capitulé, il eût été pris de vive force et dès lors le gouvernement se fût trouvé dans une situation toute autre[1] ». Le parti féodal, en effet, espérait mieux, il comptait avoir *ses journées*, comme à Vienne et dans les lettres de Bismarck perçait l'espoir « qu'il faudrait arracher les députés du Théâtre », que « cela ne se dissiperait pas sans un conflit ». Les junkers étaient déçus de n'avoir pas bombardé Berlin, à la mode créé par Windischgraetz à Vienne. Brandenburg et Wrangel se montraient vraiment trop conciliants.

1. Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 69. Lettres de Bismarck à son frère et à sa femme, du 10 novembre 1848. *Loc. cit.*

Leur mansuétude était pourtant relative. Les députés de gauche avaient continué à se réunir en Parlement séparé, *Rumpfparlament*, et voté le refus de l'impôt. Wrangel leur envoya un piquet de troupes pour les dissoudre et les pourchassa jusque dans les cafés. L'état de siège était proclamé. Les clubs étaient fermés, dans un seul on arrêtait le président et 48 personnes pour les traduire en conseil de guerre. La garde bourgeoise était désarmée. La ville regorgeait de troupes : les soldats « brûlaient » d'ardeur. Bismarck s'attendait chaque jour à quelque émeute, tout au moins, le 14 novembre, à une « musique de chats » pour l'anniversaire de la reine ; mais Berlin était assez calme ; des protestations et des pétitions circulaient ; quelques attroupements se formaient, vite dissipés ; dans les quartiers ouvriers, à la sortie des ateliers, quelques cris étaient poussés, promptement étouffés par d'énergiques arrestations. Comme l'écrivait joliment Bismarck, « les gens faisaient plus avec leur bouche qu'avec leur fusil[1] ». Un sentiment de lassitude avait envahi la population berlinoise : neuf mois de discours, de manifestations, d'émeutes, de barricades avaient produit une fatigue générale ; on aspirait à la tranquillité.

Il en était de même en province : dans de rares villes, les clubs, la garde bourgeoise parlaient de marcher sur Berlin ; le ministère avait des arguments frappants pour les calmer. Presque partout régnait une complète indifférence. Dans plusieurs districts, les paysans, habilement travaillés par les hobereaux, s'agitaient en faveur de la monarchie, offraient de courir sus à la Révolution, envoyaient des délégations à Potsdam pour affirmer leur loyalisme et proposer le secours de leurs faulx et de leurs vieux fusils. Le roi les recevait

1. Bismarck à sa femme, 15 novembre 1848. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 120.



avec reconnaissance, leur donnait de belles paroles, son meilleur malaga, et les renvoyait avec sa bénédiction.

Frédéric-Guillaume IV était un autre homme depuis qu'il avait pris ses décisions par la volonté de la *camarilla*. Il avait relevé la tête, il avait complètement oublié la chevauchée du 21 mars, il se souvenait de sa mission divine. Le 15 novembre, Bismarck dînait à sa table; après le repas, le roi l'entraîna dans sa chambre et lui tint un long discours en le priant de répandre la bonne parole : il avait la ferme intention d'exécuter ses promesses sans aucune réserve, mais il était décidé à maintenir intacts les droits de la Couronne, « tant qu'il posséderait encore un soldat et un pied de terre prussienne; on avait douté de lui à cause des événements écoulés pendant les sept derniers mois; mais on devait l'en croire, tout essai d'intervention ou de revirement, tout changement dans sa conduite, aurait précipité le pays et lui-même dans les abîmes de l'anarchie[1] ». Bismarck approuvait, croyait à un retour de la bonne vieille autorité sans contrôle. Un avenir prochain devait lui montrer que le roi était sincère quand il parlait de remplir ses promesses de constitution.

Le 27 novembre, l'Assemblée nationale se réunit à Brandebourg; mais elle n'était pas en nombre pour délibérer et s'ajourna. Le 1er décembre, 80 membres de la gauche parurent, mais pour disparaître presque immédiatement. Les députés de droite attendirent fidèlement. Le 5 décembre, le gouvernement dénoua la situation avec éclat.

Manteuffel avait du sens politique; il avait regardé avec calme le cours des événements, il avait compris leur gravité, la durée de leurs conséquences; un mouvement d'une pareille ampleur laisse des traces dans un pays; le traiter par

1. Bismarck à sa femme, 16 novembre 1848. *Loc. cit.* p. 121.

le mépris, par une réaction féroce, c'est risquer de le renouveler. Le ministre chercha donc à fortifier la monarchie par la collaboration du peuple. Il convainquit aisément Brandenburg, dont l'esprit était large, et rédigea un projet de constitution qui s'inspirait du texte adopté par l'Assemblée prussienne. Il le présenta au roi qui en resta stupéfait. « C'est comme si la foudre était tombée sur moi, déclara-t-il ensuite à Gerlach. Je ne peux pourtant consentir à l'entière désorganisation de mon pays[1]. » Et il saisit sa plume la plus moyen-âgeuse pour protester au nom de son droit divin : « Je dois compte, — écrivit-il à Manteuffel, — à Dieu, mon Roi et mon Seigneur, du mal que je consens, du bien que j'empêche[2]. » Brandenburg et Manteuffel étaient du XIXe siècle, ils avaient de la ténacité, qui agissait toujours sur l'hésitant souverain, ils le ramenèrent sur terre.

Le 5 décembre la *Gazette d'État* publiait deux ordonnances ; l'une prononçait la dissolution de l'Assemblée nationale, l'autre octroyait une Constitution ; c'était la charte qui courait l'Europe depuis 1815, avec quelques variantes ; c'était, plus spécialement, le spécimen de la Belgique, monarchie avec régime représentatif ; les deux Chambres étaient élues au suffrage universel, à deux degrés, mais avec des différences de circonscriptions, d'âge et de cens pour leurs membres. Les électeurs étaient convoqués dans le cours des mois de janvier et février, les Chambres pour le 26 février 1849.

La *camarilla*, Bismarck étaient atterrés. « La bombe a éclaté, la Constitution est pire encore que je ne pensais », écrivait le général de Gerlach, navré. Son frère, le conseiller, demandait qu'on renversât le ministère. Le colonel de Man-

1. Gerlach, *Denkwürdigkeiten*, 21 novembre 1848, t. I, p. 245.

2. Frédéric-Guillaume IV à Manteuffel, 23 novembre 1848. Manteuffel *Denkwürdigkeiten*, t. I, p. 46.

teuffel, aide de camp du roi, excusait son cousin, le ministre, en prétendant qu'il avait eu la main forcée. Léo constatait avec amertume « les jubilations des philistins ». Bismarck était furieux, car il prévoyait l'ardeur des luttes électorales. « J'ai livré contre la loi électorale des combats énergiques et malheureusement inutiles, écrivait-il à son frère ; elle est inapplicable, pour la seconde comme pour la première Chambre, surtout pour celle-ci. » Mais son joyeux optimisme l'emportait et il ajoutait : « C'est pourtant une bonne affaire, quand quelqu'un, qui s'enfonçait infailliblement dans les dettes, arrive à économiser un seul thaler. »

Il disait plus juste qu'il ne croyait. Le cabinet avait évité à la monarchie la banqueroute de l'autocratie.

L'année finissait tristement pour les idées nouvelles ; en France, le prince Louis-Napoléon était élu Président de la République ; en Italie, le grand Rossi était assassiné, Venise bloquée, le Piémont défait une première fois, Messine réduite. A Vienne, la révolution était écrasée ; des hommes énergiques relevaient la fortune des Habsbourg. A Francfort, le Parlement épluchait à l'infini des projets constitutionnels. Et à Berlin, l'Assemblée nationale était chassée, les libéraux en désarroi, les radicaux expulsés ou persécutés. Bismarck, avec l'inexpérience de sa jeunesse, avait déjà entonné un chant d'allégresse et béni Dieu que les « bonnes choses » fussent revenues [2].

Mais, par un prompt revirement, Frédéric-Guillaume cède à son peuple au moment où il l'a vaincu ; il écrase le parti libéral pour mieux adopter ses projets ; il renvoie la Chambre élue au suffrage universel et convoque les électeurs au même suffrage. Ce qui semblait contradiction était sagesse. Les

1. Bismarck à son frère, 9 décembre 1848. *Bismarckbriefe*, p. 73.
2. Bismarck à sa femme, 17 novembre 1848. *Loc. cit.*, p. 122.

ministres avaient cherché dans la victoire, non la satisfaction de rancunes politiques, mais un progrès pour leur pays, une force pour leur souverain. Ils avaient agi avec prudence : montreraient-ils pareille vertu dans la suite ? Le parti féodal s'était promptement ressaisi. Il accablait le roi, Brandenburg, Manteuffel, de conseils et d'avertissements. Il espérait bien arracher de la Constitution les dispositions dangereuses, faire de la Charte libérale une arme de combat réactionnaire et tuer en Prusse les idées de 1848 qui agonisaient partout.

CHAPITRE VI

VERS LA RÉACTION

(1849)

I. — Campagne électorale. Les partis. Le comité réactionnaire et Bismarck. — Activité de Bismarck à Brandebourg et dans les environs. Son élection. — Résultats généraux. — Réunion des Chambres. Absence de direction. — Installation de Bismarck à Berlin. Son activité parlementaire. Discours sur l'état de siège, l'amnistie. — La guerre danoise.

II. — La question allemande; ses vicissitudes en 1848. Frédéric-Guillaume IV et les partis en Prusse. Les petits et moyens Etats. L'Autriche. Le prince de Schwarzenberg. — Le Parlement de Francfort; variété des partis. Les débats constitutionnels. Election de Frédéric-Guillaume IV comme empereur d'Allemagne. — Le refus de la couronne impériale.

III. — Discussions à la Chambre sur la constitution impériale et l'état de siège. Discours de Bismarck. — Dissolution et nouvelle loi électorale. — Troubles à Berlin et en province. — Fin du Parlement de Francfort. — Révolution en Saxe et à Bade. Intervention armée de la Prusse.

I. — En politique, tout est surprise. Depuis la fin d'octobre, nul n'ignorait les projets de la Cour; à plusieurs reprises le roi avait manifesté son intention de rétablir un régime d'autorité; il avait, en partie, exécuté ce projet par la constitution du nouveau ministère, l'entrée des troupes à Berlin, l'état de siège, l'exil de l'Assemblée nationale à Brandebourg. Il était certain qu'il ne s'arrêterait pas en chemin, et qu'il chasserait les députés. La dissolution était un événement fatal; elle surprit néanmoins tous les partis, qui furent en désarroi pendant quelques jours. Mais la période électo-



rale était courte, les électeurs primaires de la seconde chambre étaient convoqués pour le 22 janvier, il n'était pas trop de six semaines pour mener campagne, et tous se hâtèrent à la lutte avec ardeur.

Les progressistes et démocrates espéraient obtenir du peuple une revanche éclatante. Ils avaient l'avantage de la situation acquise, des cadres électoraux à Berlin et en province. Les clubs, qui s'étaient fondés en grand nombre après les journées de mars, étaient des centres naturels d'action et de propagande. Le parti radical avait créé tout un organisme politique, avec délégation centrale à Berlin, comité dans chaque province et représentant dans chaque ville [1]. Les délégués du parti libéral parcouraient les campagnes, et simplifiaient le suffrage en posant pour seul programme la réélection des députés anciens [2].

Il était grand temps pour le parti réactionnaire de se constituer pour la lutte et, en toute hâte, un comité central se fonda dans la capitale ; il comprenait des hommes de toutes nuances politiques, mais également disposés à appuyer la monarchie dans son combat contre ce qu'ils appelaient l'anarchie. Ils cherchaient à emprunter les armes de leurs adversaires pour agir sur le peuple par la presse et les réunions publiques. Bismarck, qui était membre de ce comité central, y trouvait la société trop mêlée. « On y trouve fortement représentées les absurdes droites de l'ancienne assemblée, écrivait-il à son frère, des aventuriers politiques qui se trouvent dans la Révolution comme le poisson dans l'eau, car elle leur offre de plus belles perspectives qu'ils ne pouvaient en attendre de

1. Rapport du Président de Police Hinkeldey au ministre de l'Intérieur, 28 décembre 1848. Manteuffel, *Denkwürdigkeiten*, t. I, p. 71.

2. Unruh. *Erinnerungen*, p. 123. Cpr. Reichensperger. *Erlebnisse eines alten Parlamentariers im Revolutionsjahre* 1848, p. 233.

leur avenir naturel[1]. » Avec quelques coreligionnaires politiques, purs de toute souillure révolutionnaire, il résolut donc de former une petite chapelle et le premier soin de ces indépendants fut de rédiger une circulaire où, tout en affirmant leur intention de rester dans le grand parti réactionnaire, ils posaient leurs conditions personnelles. « Voici notre ligne politique, déclaraient-ils : nous n'entrerons dans *aucune* transaction avec la Révolution ; sur la base légale de la monarchie constitutionnelle, nous soutiendrons de toutes nos forces l'intégrité et la dignité de la couronne, l'inviolabilité du droit et la protection des intérêts fondés sur lui; nous maintiendrons la force de la loi contre les abus des libertés récemment octroyées et contre toute poussée de l'anarchie. » Et les signataires du manifeste, le professeur Stahl, Bismarck-Schönhausen, les conseillers Bethmann-Hollweg et Savigny, Wagener, rédacteur à la *Gazette de la Croix*, faisaient un énergique appel « au bon sens du peuple » pour dissiper « la tempête des journées de mars, qui a ébranlé les fondements de l'ordre public[2] ». Après avoir rédigé ce petit morceau d'éloquence autoritaire, chacun s'en fut dans sa province pour entrer en campagne.

Bismarck eut une certaine peine à trouver un collège ; sur l'indication de quelques amis, il se fit désigner par le comité central comme candidat du parti dans la circonscription Est de la Havel (Brandebourg-Zauch-Belzig) ; mais il doutait de ses chances, et en pleine élection demandait à M. de Bodelschwingh, l'ancien ministre de l'Intérieur, de lui céder une circonscription s'il était élu dans plusieurs[3]. En dépit de ce

1. Bismarck à son frère, 9 janvier 1849. *Bismarckbriefe*, p. 74.

2. Circulaire électorale confidentielle du parti conservateur de Prusse, en décembre 1848. *Bismarck Jahrbuch*, t. III (1896), p. 52 et suiv.

3. Bismarck à Bodelschwingh, 27 janvier 1849. *Bismarckbriefe*, p. 75.

faible espoir, et malgré les inquiétudes que lui causait la santé de sa femme, il partit en guerre avec sa fougue habituelle. Il promena son programme de la ville à la campagne : « Reconnaissance de la constitution, défense commune contre l'anarchie, égalité devant la loi mais pas la suppression de la noblesse, répartition des impôts d'après la fortune, droit électoral conformément aux intérêts, pas de suppression de droits fonciers sans dédommagements, maintien de l'armée actuelle, loi étroite sur la presse et les clubs, etc...[1] » Il plut aux électeurs par son rude bon sens, sa hardiesse dans l'attaque, ses aveux dénués d'artifice : « Si vous avez parmi vous quelque marchand ou fabricant, qui connaisse vos besoins, déclarait-il dans une réunion à Rathenow, prenez-le, je me retire. Sinon, et si vous désirez un représentant bien décidé à s'occuper lui-même des affaires du pays, à le servir de toute sa volonté, de tout son cœur, de toutes ses forces, qui s'efforcera de renouer plus étroitement les vieux liens de la confiance entre la Couronne et le peuple, pour que l'ordre et la loi règnent et que le bien-être soit assuré aux citoyens paisibles, alors, votez pour moi[2]. » Et il y avait dans ses paroles tant de vigueur, de conviction, de confiance en soi, que les électeurs de la petite ville se laissèrent entraîner.

A Brandebourg, la lutte fut plus vive. La capitale de la Marche était alors une ville de 15000 habitants (elle en compte le triple actuellement), avec un centre ouvrier et des journaux également hostiles aux opinions antédiluviennes de Bismarck. Le parti démocrate y avait une forte organisation et mettait tout en œuvre pour que son candidat fût élu. Bismarck dut donc y passer plusieurs jours, à visiter les élec-

1. Bismarck à son frère, 10 février 1849. *Loc. cit.*, p. 77.

2. Discours électoral à Rathenow, janvier 1849. Hahn, *Fürst Bismarck*, t. I, p. 12.



teurs influents, tenir des réunions publiques et prononcer des discours patriotiques[1]. Les élections du premier degré avaient donné un résultat incertain ; à mesure que le grand jour de l'élection définitive approchait, les candidats multipliaient les réunions et les harangues ; tout d'ailleurs se passait en douceur ; on terminait les discussions par une poignée de main et une chope générales.

Un appui efficace vint au candidat réactionnaire : le gouvernement intervenait dans les élections avec sérénité ; Manteuffel avait beau adresser des circulaires sur la liberté du suffrage[2], il ne dissimulait pas qu'il voulait faire de bonnes élections et il usait de tous les moyens de pression dont dispose une administration forte et tenace. Grâce à cet appoint, Bismarck fut élu député à la seconde Chambre le 5 février 1849 par 152 voix contre 144. Ce succès fut célébré avec enthousiasme ; dîner de 400 personnes, cantiques et chants patriotiques, mal de tête et courbature partout[3].

Le résultat général fut confus, ainsi qu'il était naturel pour une première consultation du suffrage universel. Le pays était mal préparé à la liberté ; les électeurs avaient voté un peu au hasard, les ouvriers contre le gouvernement, les paysans en général pour leurs seigneurs, ou, s'ils étaient trop écrasés de charges foncières, pour un démocrate qui en promettait la suppression. Il était donc difficile d'émettre un jugement d'ensemble. Personne ne fut content. Les progressistes, qui espéraient obtenir leur revanche dans le pays, étaient plongés dans une profonde mélancolie. Le ministère, qui comptait sur une majorité de dix-sept voix, avait péni-

1. Bismarck à sa femme, 2 et 5 février 1849. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 123-124.

2. Varnhagen. *Tagebücher*, t. V, p. 362.

3. Bismarck à son frère, 10 février 1849. *Bismarckbriefe*, p. 77.

blement gagné une situation encore difficile, car son parti manquait de cohésion, semblait prêt à s'éparpiller à la première escarmouche. Gerlach gémissait : « Je vois l'avenir trouble et nuageux, écrivait-il [1]. Une partie de la Chambre est composée de révoltés et de traîtres ; le parti du juste milieu comprend des hommes comme Vincke qui, le 18 mars a donné le mauvais conseil de renvoyer le ministère, Schwerin qui a commencé l'opposition factieuse lors de l'adresse, Grabow qui a frisé la trahison... Bismarck et ses partisans, peu nombreux, sont au côté opposé. » Seul le député de Brandebourg montrait un robuste optimisme : « Nous n'avons pas encore vaincu, déclarait-il, mais nous avons attaqué, et c'est le principal ; la victoire doit encore venir, mais elle viendra [2]. »

Pour hâter la venue de la victoire, les députés du parti féodal se réunirent dans le cabinet de Gerlach ; l'aide de camp du roi cherchait à les grouper en « contre-opposition », petite par le nombre, 20 à 30 membres, mais forte par sa cohésion et sa discipline ; le général dessinait lui-même un programme, avec peu d'idées, mais précises : changement de la loi électorale, par adoption d'un cens ou d'un système de classes ; réorganisation de la première chambre ; serment de l'armée au drapeau, non à la Constitution ; pas de modification dans le pacte fédéral de l'Allemagne ; protection de l'Eglise ; pas d'émancipation de l'école. Il comptait sur Bismarck pour défendre ce programme de réaction et prendre l'offensive contre les « députés-traîtres ». « Un tel parti, ajoutait-il avec quelque naïveté, est sûr de l'avenir, si Dieu daigne assurer son avenir [3]. »

1. Gerlach, *Denkwürdigkeiten*, 1er mars 1849, p. 301.
2. Hesekiel. *Das Buch vom Fürsten Bismarck*, p. 113.
3. Gerlach. *Denkwürdigkeiten*, 7 février 1849. t. 1. p. 286.

Dans les grandes lignes, ce programme était bien conforme aux opinions de Bismarck qui allait être pendant deux ans le champion du parti féodal. Sa naissance et son éducation première, ses années de retraite à la campagne et la secousse de 1848 lui avaient inculqué le culte de la monarchie autoritaire, le respect de la hiérarchie traditionnelle, un patriotisme exclusivement prussien, l'horreur de la Révolution ; il poussait ces sentiments jusqu'au paroxysme, écartant les yeux fermés tout ce qui n'y était pas strictement conforme. Pour lui donner des idées plus larges, il faudra des années de lutte parlementaire et diplomatique, l'usage et l'expérience des grandes affaires ; et sur son vieux fonds de féodalité il brodera les variantes d'un modernisme intense.

Le roi ouvrit en personne la session des Chambres le 26 février 1849 dans la Salle blanche du château. Il était dans un jour heureux et son discours refléta son optimisme. Louangeur de ses propres actions, il légitima avec enthousiasme sa conduite envers la précédente assemblée et approuva fort la constitution qu'il avait octroyée ; il reconnaissait néanmoins la possibilité d'une revision, promit aux députés de leur soumettre la question de l'état de siège et les budgets annuels. Sans rien préciser, il se déclara favorable à « l'union plus intime des États allemands en un État fédératif. » En résumé, il entonnait le cantique de la paix et de la concorde, sur un mode moyen, sans éclat ni note discordante.

Dès les débuts, il apparut que l'assemblée contenait d'excellents éléments, mais disparates et sans cohésion, comme des morceaux de mosaïque sans ciment. Il y avait bien une opinion moyenne, ce « juste milieu » qui faisait la terreur de Gerlach, de royalisme modéré, de tendance libérale, d'esprit allemand. Mais il n'y avait pas de direction, de marche com-

mune ; on trouvait un groupement de particuliers plutôt qu'un parti même. Vincke, qui prit rapidement dans la seconde Chambre le rôle de premier ténor[1], n'arriva pas à réunir les députés de son avis en une masse commune. Ils s'émiettaient en petits groupes et votaient au hasard ; les décisions se prenaient à la majorité d'une ou deux voix, et rien à l'avance ne permettait de prédire quel en serait le sens, car chacun ignorait sa propre opinion. A droite, la « contre-opposition » organisée par la *camarilla* jouait bruyamment son rôle, et intervenait à grand fracas dans chaque délibération ; mais elle était trop restreinte et d'opinion trop extrême pour prétendre au pouvoir. Le ministère était donc contraint de louvoyer pour naviguer, et on pouvait prévoir qu'en raison des incertitudes de cette Chambre, il finirait par la dissoudre[2].

Bismarck prenait au sérieux son rôle de député ; il ne manquait pas à une séance, et avant d'intervenir en personne, il étudiait soigneusement son terrain. Pour suivre plus aisément les débats parlementaires et les intrigues extra-parlementaires, il avait quitté Schönhausen et avait installé son ménage en commun avec celui de sa sœur, Mme d'Arnim, dans un élégant appartement de la Wilhelmstrasse, presque en face du ministère où il habita si longtemps[3]. Il était assidu à la seconde Chambre, aux réunions de son groupe, et aux dîners patriotiques. Il surveillait attentivement les débats pour parler à son heure, et se bornait à des interruptions

1. Gerlach. *Denkwürdigkeiten*, 2 avril 1849, t. I, p. 307.

2. Unruh. *Erinnerungen*, p. 124.

3. Bismarck à sa femme, 29 mars 1849. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 128 et suiv. Dans cette lettre perce pour la première fois un sentiment de timidité de Bismarck envers sa femme, qui reparaîtra à nombreuses reprises pendant les années suivantes. Cp. *infra*, p. 305.



pour protester contre la « lâcheté » des tribunaux et de l'administration, ou la « grossièreté » de ses adversaires.

Conformément à la mode du temps, la Chambre délibérait sur l'adresse en réponse au discours du trône, et c'était l'occasion pour les députés d'exposer leurs opinions sur toutes choses politiques ou autres. A la demande de Waldeck, un des chefs de la gauche, la Chambre examina la question de l'état de siège qui pesait sur la capitale depuis le mois de novembre : l'opposition demandait sa main levée immédiate, Bismarck prit la parole le 21 mars pour combattre cette proposition.

Son discours[1] est un long cri de fureur contre les événements de 1848, dont il ne voit que les excès. Il conteste les inconvénients de l'état de siège, il critique la liberté de la presse et le droit de réunion « qui forcent le gouvernement à être constamment sur le pied de guerre. Nous l'avons vu l'été dernier quand, à Berlin, le feu de la politique des rues était activé par le souffle de la presse à placards et les clubs ; alors se produisirent des scènes qui comptent parmi les plus ignominieuses dans l'histoire de Prusse, et contre lesquelles les lois se montrèrent impuissantes. » A l'en croire, cet esprit d'insurrection n'est pas anéanti, à peine assoupi et pour en convaincre la Chambre, Bismarck récite les chansons composées pour l'anniversaire du 15 mars :

Nous teignons bon teint,
Nous teignons bien,
Nous teignons avec le sang des tyrans.

Le seul devoir de la Chambre est donc « d'exprimer au ministère sa reconnaissance de ce qu'il a protégé notre liberté par des mesures exceptionnelles ».

1. *Bismarck, Député*, p. 85 et suiv.



Le lendemain il aggravait encore ces déclarations et prenait plaisir à développer à l'outrance la profession de foi du campagnard prussien. Le parti progressiste demandait l'amnistie pour tous les crimes et délits politiques commis depuis le 18 mars 1848. Le député de Brandebourg se lève pour contester la compétence de la Chambre. A son avis, l'amnistie est un privilège de la couronne, qui doit l'exercer spontanément et en toute indépendance ; un vote de la Chambre transformerait en une charge imposée ce qui ne peut être qu'un libre droit. Cette amnistie, d'ailleurs, doit être repoussée, car elle ébranlerait profondément le respect de la loi. Et, se tournant vers ses adversaires, Bismarck leur lance cette apostrophe : « Par de tels discours, vous répandez dans le peuple l'opinion que le droit public repose tout entier sur les barricades, que chacun à qui une loi déplaît ou qui la trouve injuste, a le droit de la tenir pour non avenue, que chacun est en droit de réunir une troupe suffisante pour intimider un gouvernement faible, ou, si ce gouvernement résiste, pour le renverser au moyen de barricades. » Cette amnistie, enfin, il la faut repousser au nom même de l'humanité, car elle faciliterait de nouvelles insurrections ; le soldat, étonné de refaire toujours les mêmes prisonniers, les passerait par les armes. « Et la sentimentalité larmoyante de notre siècle, qui voit un martyr dans chaque rebelle fanatique, dans chaque individu embauché pour combattre sur les barricades, fera verser plus de sang qu'une justice ferme et sévère ne pourrait le faire[1]. »

Il faut le reconnaître, ces discours étaient d'une argumentation un peu grosse et d'une politique très simpliste. Sans se préoccuper des causes de la grande révolution et des

1. Bismarck à la seconde Chambre, 22 mars 1849. *Bismarck-Député*, p. 91 et suiv.



besoins nouveaux, l'orateur affirmait la turpitude de la première et niait les seconds; il ne répondait guère au danger des barricades que par des arguments en coups de bâton, mais parfois sonnait une phrase où s'essayait déjà le futur chancelier de fer. Parlant de l'antagonisme des principes de liberté et d'autorité, il ajoutait : « Sur ces principes, ce n'est point par des débats parlementaires, des majorités de *onze* voix qu'il est possible de décider; tôt ou tard, dans cette lutte, le Dieu qui préside aux batailles doit jeter le dé d'airain de la décision. » Et ces mots présagent déjà « le fer et le feu » qu'il emploiera de 1863 à 1871.

Malgré leur fougue pittoresque et leur conviction passionnée, ces discours n'avaient aucune influence sur la Chambre. Dans les deux débats, elle heurtait les convictions de Bismarck en réclamant l'amnistie et proclamant l'illégalité de l'état de siège. Bismarck n'en gardait pas rancune à ses collègues; il savait par avance que son avis ne serait pas écouté, il l'émettait par devoir de fidélité à la royauté, et se liait ensuite avec qui lui plaisait. Il trouvait ses coreligionnaires de la droite gens vertueux, mais gourmés et ennuyés, et préférait causer amicalement avec les députés de gauche, plus vivants et personnels. Ses adversaires le tenaient « pour un gaillard qui a le diable au corps[1] », mais plaisant par l'originalité de ses saillies, son franc caractère, ses allures de bon-garçon[2]. Et ils échangeaient gaillardement des paris sur leurs destinées probables.

Mais ces débats de politique intérieure pâlirent bientôt devant deux questions extérieures : l'une paraissait très inquiétante au premier abord, la guerre avait repris avec le Danemark

1. Keudell. *Bismarck et sa famille*, p. 22.

2. Unruh. *Erinnerungen*. p. 125.

qui avait dénoncé l'armistice de Malmoë; mais bientôt les Danois furent contraints de se replier vers le Nord et dans les îles, et sur l'intervention du tzar Nicolas, un nouvel armistice fut signé en juillet 1849. L'autre question soulevait les passions de l'Allemagne entière : le Parlement de Francfort offrait à Frédéric-Guillaume IV la couronne impériale.

II. — Une année s'était écoulée depuis la réunion du Parlement préparatoire à Francfort; un an d'enthousiasme, c'est beaucoup, les meilleurs s'en lassent. L'idée allemande avait passé par des moments difficiles. Pendant les journées de mars, le roi Frédéric-Guillaume l'avait adoptée à grands cris, il avait brandi le drapeau tricolore lors de la chevauchée héroïque et promis à son peuple de se coiffer de la couronne qu'un honnête vétérinaire portait dans son cortège. Mais cette couronne n'était qu'en carton et le monarque s'en était aperçu en se retirant à Potsdam; dans le château de Frédéric II, sous la coupe de la *camarilla*, entre le sévère Gerlach et l'austère Rauch, il était rentré en lui-même, et avait maudit ce qu'il avait adoré; parfois le démon révolutionnaire l'avait possédé à nouveau, comme en pleine cathédrale de Cologne, où il s'était écrié : « L'unité, c'est ma pensée de toutes les heures, c'est la constante préoccupation de mon âme[1]. » Mais Gerlach et Rauch veillaient pour éteindre ce feu dangereux. Les difficultés de la politique intérieure, les exagérations de l'Assemblée prussienne, les secousses de novembre, avaient réagi sur la politique étrangère du roi, l'avaient poussé dans une voie de réaction générale, lui avaient insufflé un besoin de recul en toutes choses.

1. Discours de Frédéric-Guillaume IV aux fêtes de l'inauguration de la cathédrale à Cologne, août 1848.



Son frère, le prince de Prusse, avait suivi une voie inverse : les excentricités du roi en mars l'avaient douloureusement stupéfait ; il était parti pour Londres plein d'amertume, il en était revenu fervent réactionnaire ; mais, s'il était épris de discipline gouvernementale, il avait néanmoins du patriotisme allemand ; sous l'influence de la princesse et de Dahlmann, il avait admis la nécessité d'une fusion plus étroite des peuples germaniques. A la Cour, son opinion était partagée par d'aucuns, et le ministère était divisé : Brandenburg reconnaissait le besoin d'une certaine unité allemande ; Manteuffel, qui avait la vue plus courte, tenait pour très suffisante une forte administration prussienne, avec de bons présidents de province, kreisdirectoren et landräthe, tous en sa main. Dans le pays, la grande majorité parlait de la vieille Allemagne, avec des réminiscences d'Othon le Grand et de Frédéric Barberousse, et se prononçait pour la renaissance de l'Empire sans bien comprendre comment elle se ferait. La noblesse terrienne redoutait dans tout changement la perte de ses privilèges et se cramponnait au présent, l'État prussien, par ignorance du lendemain, l'Empire allemand : Bismarck était un fidèle représentant de ce parti.

Les petits États désiraient sincèrement la fusion des trente-neuf parcelles allemandes en une seule nation : les peuples, parce qu'ils avaient ambition de figurer parmi les grands États de l'Europe ; les princes, parce que leur situation présente était si mince qu'ils n'avaient rien à perdre dans la formation de l'Empire. Un homme de haute allure, le duc Ernest de Saxe-Cobourg-Gotha, prenait la direction de ces tout petits, et cherchait à vaincre les hésitations de Frédéric-Guillaume IV. « Votre Majesté, lui écrivait-il, est destinée par la divine Providence à assurer à la patrie allemande un sort plus heureux... C'est la seule façon pour l'Allemagne d'obtenir

une unité plus étroite, d'assurer ses progrès politiques à l'extérieur et sa liberté à l'intérieur[1]. »

Les quatre rois, au contraire, tenaient essentiellement à leur indépendance ; à Munich, à Stuttgart, à Hanovre et à Dresde, ils faisaient figure de souverains et, selon l'expression de M. de Beust, ministre en Saxe, ils ne voulaient pas « compromettre leur existence[2] ». Mais ils devaient tenir compte de l'opinion publique qui se prononçait dans leurs Parlements en faveur de l'unité allemande; ils avaient donc fait mine d'approuver le mouvement national, et entretenu des relations cordiales avec le Parlement de Francfort. Ils désiraient aussi ménager la Prusse qui était en Allemagne l'élément fort, et pourrait les secourir en cas d'insurrection. Ils souriaient donc agréablement aux efforts du duc de Gotha, et ne se refusaient pas à envisager la possibilité d'un empereur qui siégerait à Berlin : mais, selon eux, la chose méritait un examen long, très long, si long que l'Autriche aurait le temps d'intervenir.

A Vienne, un homme d'audace faisait front à la Révolution. Le prince Félix de Schwarzenberg avait des idées nettes et fortes, aucun préjugé, une volonté de fer ; il ne daignait rien comprendre aux revendications sociales ou nationales ; son esprit hautain voyait les hommes très petits, fort méprisables, bons à conduire à la baguette ; il regardait juste, marchait avec fermeté, profitait de toute faute de ses adversaires ; il remontera l'Autriche avec une promptitude qui tiendra du miracle, mais pour un temps, jusqu'au jour où se desserrera sa poigne d'acier. Pour le moment, il écartait le vieil empereur et le remplaçait par un jeune homme qui serait souple

1. Duc de Cobourg à Frédéric-Guillaume IV, 14 janvier 1849. Ernst von Coburg. *Aus meinem Leben*, t. I, p. 327.

2. Beust, *Mémoires*, t. I, p. 59.



en sa main; le 5 décembre, Ferdinand abdiquait en faveur de son neveu, François-Joseph. L'insurrection de la capitale était réduite ; la guerre avait repris en Lombardie, le Piémont était écrasé à Navare, Venise était étroitement bloquée ; les forces autrichiennes se tournaient entières contre les Hongrois. Elles ne suffiraient pas, Schwarzenberg ferait appel à la Prusse et tout serait dompté.

Le moment approchait donc où le gouvernement impérial serait son maître dans ses propres États et pourrait intervenir à nouveau en Allemagne. Il lui fallait gagner du temps, pour éviter qu'une résolution définitive y fût prise, et pour maintenir un provisoire qui permît un retour au passé. Temporiser, c'est l'alphabet de la diplomatie ; à la fin de l'année 1848, la cour de Venise engage avec le gouvernement prussien une partie de raquettes politique où les dépêches jouent le rôle de volants : les notes diplomatiques vont et reviennent pendant quatre mois [1]. Schwarzenberg excelle à cet exercice, il ne compromet rien et réserve tout.

Et pendant une année de troubles et de fièvre, de révolution et de réaction, d'espérances et de déceptions, le Parlement de Francfort délibérait. Le 18 mai 1848, il s'était constitué dans un bel élan d'enthousiasme ; il avait appelé au pouvoir provisoire un prince vaguement teinté de libéralisme, l'archiduc Jean ; un ministère provisoire s'était installé et avait organisé un gouvernement non moins provisoire ; mais quand l'Assemblée avait voulu quitter tout ce provisoire pour constituer un État définitif, elle s'était heurtée à de telles difficultés qu'elle avait renvoyé le tout à une commission. L'été avait passé ; le Parlement avait discouru sur maintes choses, la question danoise et l'armistice de Malmoë, les affaires de

1. Ces notes dans Klüpfel, *Geschichte der deutschen Einheitsbestrebungen bis zu ihrer Erfüllung* 1848-1871, t. I, p. 73 et suiv.

Prusse et la *National Versammlung*, la Pologne, la Hongrie, l'Italie. Mais le provisoire demeurait.

La difficulté d'en sortir était grande et tenait à la composition même du Parlement aussi variée en couleurs, aussi nombreux en fractions que la carte même de la Confédération germanique. Les partis y avaient des nuances infinies : si le pur socialisme n'y était pas représenté, il y avait des démocrates, comme Robert Blum, qui allait porter la bonne parole aux insurgés de Vienne; des radicaux comme Karl Vogt; une grande masse de libéraux dont plusieurs provenaient des Diètes prussiennes, Vincke, Beckerath; des conservateurs modérés comme le comte d'Arnim, l'ancien ministre de Frédéric-Guillaume IV, des royalistes de droit divin, avec le prince Lichnowsky, victime de l'insurrection de septembre. La géographie y jouait un rôle aussi important que la politique : car les députés de l'Autriche, orgueilleux de la suprématie impériale, ne pouvaient avoir même opinion que les Prussiens du Rhin, atteints du souffle français et partisans de l'unité allemande ; les représentants de la Bavière, jaloux de leur indépendance, différaient des envoyés des petites principautés, inspirés par le patriotisme national. La religion y jouait son rôle, car le roi de Prusse attirait les protestants et l'empereur d'Autriche les catholiques, tandis que l'extrême gauche voulait un état neutre en matières religieuses.

Pour conduire une assemblée si disparate, la fondre en un ensemble homogène, il aurait fallu un homme de haute envergure, aux qualités les plus diverses, d'esprit délié et de volonté ferme, sachant attendre, puis bondir, apte aux négociations les plus subtiles comme à l'action la plus prompte. De tels génies se trouvent parfois : Richelieu et Frédéric II furent de ce modèle. La Révolution de 1848 eut ses grands hommes, nobles intelligences, cœurs généreux, lèvres éloquentes, dont



Lamartine est le spendide représentant; mais par malheur, elle n'eut pas ses hommes d'État; il ne s'en trouva qu'un alors, mais pour la combattre : Schwarzenberg. Le Parlement de Francfort eut à sa tête un patriote zélé et dévoué, éloquent et persuasif, Henri de Gagern; premier ministre en Hesse-Darmstadt, il avait pris dès 1847 la direction du mouvement unitaire, et en mars 1848 il avait conseillé à Frédéric-Guillaume IV de revendiquer la couronne impériale; ces démarches l'avaient mis en relief, le Parlement de Francfort l'avait élu comme Président; le choix n'était heureux qu'à demi, car Gagern avait de l'impartialité, mais il manqua d'autorité et laissa l'Assemblée se perdre dans d'infinies controverses. En parlant trop, le Parlement manqua l'heure rare où les peuples dictent leurs volontés aux rois.

Il faut le reconnaître, les difficultés de réunir les parcelles germaniques par un lien constitutionnel étaient grandes et tenaient aux mêmes raisons qui morcelaient l'Assemblée? Fallait-il comprendre l'Autriche dans l'Empire allemand? Devait-on étendre l'État germanique même aux provinces slaves ou magyares? Comment concilier l'unité avec les intérêts particuliers des États et des dynasties? Toutes questions brûlantes, âprement discutées, presque insolubles.

Les débats sur la Constitution commencèrent au mois d'octobre ; un comité avait préparé un projet dont les députés ne votèrent à cette époque qu'une disposition, mais elle était essentielle : l'exclusion de l'Autriche, adoucie par une alliance, qui, selon le mot d'Uhland, n'était « qu'un adieu fraternel ». C'était assurer la couronne impériale au roi de Prusse.

Désormais l'Assemblée met tout en œuvre pour gagner Frédéric-Guillaume IV. Le moment est mal choisi : en lutte avec son propre Parlement, féru de réaction, sous la coupe de la camarilla, le roi accueille les députés de Francfort, Beckerath,

Gagern, par un refus indigné et aux instances de Bunsen il répond : « Je ne veux pas de cette couronne fabriquée par une assemblée issue d'un germe révolutionnaire, semblable à la couronne de pavés de Louis-Phillippe. Je ne puis accepter que la couronne qui porte l'empreinte de Dieu[1]. »

Le parti allemand est dans le marasme, car il voit échouer le mouvement national. Il espère encore qu'un vote définitif des représentants de l'Allemagne entière modifiera la décision de Frédéric-Guillaume. Gagern prend la direction du ministère pour conduire en personne les débats constitutionnels qui recommencent en janvier; deux mois encore, les députés épluchent les textes, ils arrivent péniblement à voter l'empire héréditaire, le régime parlementaire à deux Chambres, mais ils prennent leurs décisions à de si faibles majorités qu'elles sont presque des défaites pour leur patriotisme. Le 28 mars enfin, Frédéric-Guillaume IV, roi de Prusse, est élu empereur d'Allemagne.

Cette élection ne pouvait être notifiée au monarque par la presse ou la poste. Une délégation part pour Berlin, avec un timide espoir de succès[2]. Frédéric-Guillaume IV n'avait rien modifié de ses desseins. En vain, ses amis Bunsen et Radowitz le pressaient-ils d'accepter la direction de l'Allemagne nouvelle ; sous l'influence de la camarilla, il était buté à la terreur de la Révolution, et quand on lui parlait de progrès, il répondait par le mot de barricades. Le président du conseil et quelques ministres cherchaient une formule qui ne compromît pas l'avenir et Brandenburg fit à la délégation un accueil plein de promesses. Manteuffel, au contraire, était trop fonc-

1. Frédéric-Guillaume IV à Bunsen, ambassadeur à Londres, décembre 1848. Ch. von Bunsen. *Aus seinen Briefen.*

2. Paul Matter. *La Prusse et la Révolution de* 1848, chapitre XIII, Le refus de la couronne impériale. Oncken. *Das Zeitalter des Kaisers Wilhelm*, t. I, p. 239 et suiv.



tionnaire prussien pour comprendre les aspirations allemandes : il rédigea un projet de refus enveloppé. Frédéric-Guillaume IV l'adopta en conseil des ministres, en précisant le caractère de son refus. Mais la *camarilla* guettait encore, Frédéric-Guillaume IV lui soumit sa déclaration et les fidèles chevaliers, Stolberg, les frères Gerlach, émondèrent ce qui pouvait paraître un engagement.

Le 3 avril, le président du Parlement, Simson, à la tête de la délégation, se présenta au château de Potsdam ; le roi le reçut en grande pompe, écouta sans broncher l'appel ému et touchant du peuple allemand, et commença sa réponse par des remercîments, des protestations de dévouement, des assurances de bonne volonté. Mais il fallait conclure ; après une pause, il repartit : « Mais, Messieurs, je ne justifierais pas votre confiance, je ne répondrais pas au désir véritable du peuple allemand, je n'établirais pas l'unité de l'Allemagne, si méconnaissant les devoirs sacrés de mes assurances antérieures, expresses et solennelles, j'adoptais sans le concours libre des têtes couronnées, des princes et des villes libres d'Allemagne, une résolution qui doit avoir les conséquences les plus décisives pour eux et pour les peuples qu'ils gouvernent. Ainsi les gouvernements des États de l'Allemagne devront examiner dans une délibération commune si la constitution est avantageuse aux individus comme à l'ensemble, si les droits qui me sont conférés me mettent en état de diriger avec fermeté, comme l'exige de moi une pareille mission, les destinées de la patrie allemande, et de remplir les espérances de ces peuples. »

Personne ne s'y méprit : c'était un refus, car c'était soumettre à des discutailleries diplomatiques et à des tâtonnements de chancellerie ce qui ne pouvait être enlevé que d'un mouvement énergique. Bismarck l'a reconnu plus tard : le roi de

Prusse, maître déjà de la moitié de l'Allemagne, aurait pu profiter des embarras de l'Autriche, des craintes des petits souverains, de la puissance de son armée, pour imposer l'unité allemande et prendre de haute lutte la couronne impériale[1]. Mais il aurait fallu un homme de forte volonté et de prompte action : Frédéric-Guillaume IV ne l'était pas. « Je ne suis pas un Frédéric II », avait-il déclaré jadis. Il en donnait la preuve parfaite, car il s'arrêtait à des scrupules dont aurait ri le spirituel trompeur : scrupules historiques et religieux ; il croyait à l'intervention directe de la Providence dans le régime de l'Europe et craignait d'amoindrir la suprématie de l'Autriche, consacrée par les siècles et voulue de Dieu. Scrupule de conscience ; il ne voulait pas profiter de l'embarras des Habsbourg pour ravir leurs droits en Allemagne. Crainte de la guerre ; malgré son uniforme, ses croix et ses invocations au Dieu des combats, il n'avait rien de batailleur; il était humain et recula par bonté. Horreur de la Révolution, surtout : il n'avait rien compris au grand, au puissant mouvement de 1848 ; les légitimes revendications des peuples, leur aspiration à la vie publique et sociale, lui apparaissaient comme des insurrections égoïstes et sanguinaires; les grands libéraux de l'époque, aux idées un peu vagues, mais généreuses, étaient pour lui, comme pour Bismarck, des « dentistes internationaux » ; et le nouvel Empire, issu des vieux souvenirs et répondant aux besoins nouveaux, n'était, à son jugement, « qu'un abominable bâtard du diable et de la race humaine ».

Son refus n'étonna personne; les gens avisés avaient suivi son évolution et prévu sa décision. Bismarck, bien au courant des intrigues, écrivait avec joie un mois auparavant : « Tout restera dans son état ancien », et le 29 mars il ajoutait :

1. Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 75 et suiv.



« Heureusement le roi refusera en exprimant sa reconnaissance et l'espoir que cet événement accroîtra la perspective d'un accord entre les princes[1]. » C'était le sens exact de la réponse donnée cinq jours plus tard. Les délégués du Parlement adressèrent encore au roi, au prince de Prusse, au ministère, de timides appels; Guillaume leur donna de bonnes paroles et le cabinet ne répondit pas. Toute espérance était perdue ; les députés reprirent tristement la route de Francfort.

Le refus de la couronne impériale avait de promptes conséquences et déchaînait une double crise : en Prusse, elle entraînait une nouvelle dissolution ; dans plusieurs États, elle suscitait la guerre civile.

Le 4 avril, le président du conseil avait donné lecture à la seconde Chambre d'une note adressée par le gouvernement prussien à tous les États allemands et leur demandant d'envoyer à Francfort des plénipotentiaires spéciaux pour délibérer sur la question impériale. Une vive discussion, le lendemain, avait dégénéré en questions de personnes, et les députés s'étaient âprement reprochés la responsabilité des journées de mars 1848. Le 13, la discussion avait repris avec une égale passion ; un ancien ministre de 1848, Rodbertus proposa de reconnaître la validité de la constitution de Francfort et de proclamer son adoption, la seule voie propre à conduire au but désiré par l'Allemagne. Cette motion, renvoyée à une commission, y trouvait un accueil favorable, mais subissait quelques modifications; le rapporteur, M. de Vincke, proposait « l'acceptation de la couronne impériale par S. M. le Roi, sur la base de la constitution de Francfort, en admettant par avance le consentement des souverains allemands ».

1. Bismarck à sa femme, 3 et 29 mars 1849. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 125 et 129.



Le grand débat eut lieu le 21 avril; Vincke défendit le texte de la commission avec force et chaleur. « Il ne faut pas, exposait-il, demander aux hommes de Francfort, qui ont rendu de grands services à l'ordre et à la Prusse, de détruire leur propre ouvrage et de le dépouiller de son caractère populaire. » Au nom du gouvernement, le comte Brandenburg déclara que la constitution de Francfort était « inacceptable » et qu'il ne subirait pas à cet égard la pression de l'opinion publique; son discours se terminait et se résumait par un triple et énergique : « Jamais, jamais, jamais. »

Bismarck intervint alors; il proposa de passer simplement à l'ordre du jour et à l'appui de cette motion déchiqueta d'une dent cruelle l'œuvre de Francfort[1]. Il commença par lui refuser tout caractère obligatoire : « Les résolutions de l'Assemblée nationale sont sans valeur en droit, je ne saurais admettre qu'elles existent pour nous...; quant à moi, je ne considère comme constitutionnel que ce qui est conforme à la Constitution prussienne... En Prusse, il n'y a de constitutionnel que ce qui dérive de la Constitution. Si la Chambre veut prendre l'affaire en main, l'unique voie serait d'élaborer un projet de loi en vertu duquel la Constitution de Francfort serait reconnue comme légalement valable en Prusse, et de tâcher d'obtenir pour ce projet l'acquiescement de la première Chambre ainsi que celui de la Couronne... » Très habilement, avec un mordant acharné, il critiquait les présents apportés à l'Allemagne par l'Assemblée nationale : la souveraineté du peuple, les élections directes, le vote annuel du budget qui « met dans les mains d'une majorité, sortie de la loterie électorale, le moyen d'arrêter à tout instant la machine de l'État », la création d'une grande Allemagne, qui obligerait

1. *Bismarck Député*, p. 100 et suiv.



le roi, devenu empereur, à envoyer en Autriche des commissaires pour y régler les douanes, le système monétaire, pour faire prêter aux troupes le serment de foi et hommage. Il serait bien possible que l'Autriche ou la Bavière ne se soumît pas à ces lois, alors l'Empereur se verrait dans la nécessité de traiter comme rebelles les souverains de ces pays, et peut-être de faire appel à la « poigne » des Bavarois contre la maison des Wittelsbach ou à l'énergie des Hanovriens contre la maison des Guelfes.

En dernier argument, — c'était celui qui tenait le plus au cœur de Bismarck, — il prévoyait les « marchandages » des radicaux qui se présenteraient devant le nouvel empereur avec les armoiries impériales et lui diraient : « Crois-tu que cet aigle te soit donné en cadeau et pour rien ?... » En mettant les choses au pis, plutôt que de voir abaisser mon roi à ce point qu'il devienne vassal des coreligionnaires politiques de MM. Simon et Schaffrath[1], mieux vaut que la Prusse reste la Prusse ! Comme telle, elle sera toujours en état de donner des lois à l'Allemagne au lieu d'en recevoir de tels ou tels autres.

« J'ai comme député l'honneur de représenter l'ancienne capitale électorale, la ville de Brandebourg, qui a donné son nom à cette province, base et berceau de la monarchie prussienne ; je me sens d'autant plus obligé de m'opposer à la discussion d'une motion qui tend à saper et à renverser l'édifice de l'État qu'ont élevé des siècles de gloire et de patriotisme, et qui dans ses fondations a été cimenté du sang de nos pères. La couronne de Francfort peut être très brillante, mais l'or qui lui donnera un brillant véritable, on ne peut l'obtenir qu'en fondant la couronne prussienne, et je ne crois pas du tout au succès d'une refonte dans le moule de *cette* constitution. »

1. Députés radicaux au Parlement de Francfort.

Ce discours, où l'ironie, la vigueur, la foi dans la maison de Prusse avaient part égale, souleva une émotion assez vive pour que M. de Vincke crût nécessaire une réplique où il critiqua amèrement « les idées antédiluviennes du député de Brandebourg ». La Chambre tenait également à des notions plus modernes ; le comte d'Arnim reprit en vain avec plus de modération la thèse de Bismarck, et releva dans la Constitution de Francfort le danger d'une république imminente. Par 175 contre 159, les députés ratifièrent le projet de la commission et proclamèrent la validité légale de la Constitution adoptée à Francfort. C'était un rude échec pour le gouvernement, un coup droit à la politique de Frédéric-Guillaume.

Quatre jours après, la Chambre heurtait à nouveau les volontés ministérielles ; le 25 avril, la proposition sur l'état de siège que Bismarck avait déjà combattue si vigoureusement, revint en discussion ; le ministre de l'Intérieur, M. de Manteuffel, reprit avec force ses arguments[1] ; à la politique de mars, il opposa l'action du cabinet qui avait cherché à gouverner « avec la Constitution, non avec les clubs et les émeutes » ; il tenait l'état de siège pour une mesure de gouvernement, prise par nécessité d'État, régulière en la forme, car en novembre 1848 nulle loi ne s'y opposait ; il reconnaissait au monarque seul le soin d'apprécier à quel moment l'ordre serait rétabli de manière suffisante pour permettre la levée de cette mesure d'État. La Chambre se rebiffa et une majorité de 45 voix affirma l'illégalité de l'état de siège ; les députés en exigeaient la levée immédiate.

La réponse du gouvernement fut prompte. Le 27 avril, les ministres exposaient au roi le morcellement des partis dans la

1. Manteuffel, *Denkwürdigkeiten*, I, p. 99 à 101.



Chambre, les empiètements des députés sur les prérogatives de la Couronne, leurs principes « de nature à renverser la Constitution et l'ordre légal[1] » ; ils concluaient en sollicitant la dissolution de cette Chambre intraitable. Immédiatement le roi rendit un décret conforme à leur demande.

Cette mesure n'était pas en elle-même illégale, car elle était prévue par la Constitution de 1848 ; les députés opposaient au ministère leur fraîche nomination, datant de quatre mois à peine ; le cabinet répliquait par un appel aux électeurs. Mais il sortit sans scrupule de la légalité dans les actes qui suivirent[2]. D'après la Constitution, les électeurs devaient être réunis dans les quarante jours et les Chambres dans les soixante jours à partir de la dissolution ; le gouvernement ne tint aucun compte de ces délais et ne fit procéder aux nouvelles élections que trois mois après le départ des députés. La constitution avait posé les principes électoraux dont une loi du 6 décembre 1848 avait déterminé les détails ; une ordonnance du 30 mai 1849 bouleversa tout ce régime, remplaça le suffrage universel par le suffrage restreint, divisa les électeurs en trois classes selon leur fortune et imposa le scrutin public et oral à la place du vote secret[3].

C'étaient des mesures de coup d'État. Elles n'avaient rien pour déplaire à l'ardent champion de l'extrême droite ; peu de jours auparavant il déclarait à M. de Beust : « Quand j'ai un ennemi en mon pouvoir, je l'anéantis[4]. » Il voyait avec faveur l'anéantissement de ses adversaires et reprochait simplement au ministre sa mollesse dans la répression.

1. Texte du rapport dans Manteuffel, *loc. cit.*, p. 102-103, traduction dans Lesur et Fouquier, *Annuaire historique*, 1849, p. 153 et suiv.

2. Rönne, *Das Staatsrecht der preussischen Monarchie*, t. I, p. 44.

3. Sur les détails de ce système électoral, Demombynes, *Constitutions européennes*, 1re édition, t. II, p. 573 et suiv.

4. Beust, *Mémoires*, t. I, p. 51.

Le peuple berlinois ébaucha une rébellion ; le 27 avril, il se réunit en groupes nombreux et bruyants devant la Chambre, bouscula quelques officiers, éleva quelques barricades sur la place Dœnhoff et dans la Breitestrasse. Mais le temps des émeutes était passé : les troupes intervinrent vivement, et, après trois rapides roulements de tambour, firent feu ; quelques bourgeois tombèrent et l'ordre se rétablit[1]. Le lendemain le général Wrangel publia un petit avis très net: « Une partie de la capitale s'imagine que l'état de siège n'existe plus. Je déclare que cet état dure toujours[2]. » L'avertissement porta, on ne bougea plus.

Dans diverses villes de province, on brandissait le drapeau rouge, on élevait des barricades, on esquissait une révolution sociale. Et partout la répression s'imposait, brutale et inexorable : à Breslau, en une seule journée on comptait trente morts, vingt blessés ; à Elberfeld, dans plusieurs villes du bassin de la Ruhr, la cavalerie chargeait, l'infanterie fusillait ; à Iserlohn, au contraire, les autorités étaient obligées de négocier avec les révoltés.

Dans d'autres États de l'Allemagne, les troubles furent plus graves. Il faut chercher leur cause principale dans le refus de la couronne impériale et de la constitution votée à Francfort[3]. Le Parlement avait été pendant toute cette année « le meilleur bouclier contre l'anarchie » ; la décision de Frédéric-Guillaume lui porta un coup mortel. Ce fut, dit Biedermann[4], la lente agonie d'un malade pour lequel il n'y avait plus de remède. Quelques vaillants luttaient encore : sur la proposi-

1. *Gazette de Spener* du 28 avril 1849.

2. *Gazette de Cologne* du 29.

3. G. Kaufmann. *Politische Geschichte Deutschlands im neunzehnten Jahrhundert*, p. 369.

4. Biedermann. *Mein Leben*, t. I, p. 385.



tion d'un comité de trente membres, l'Assemblée invitait les gouvernements à accepter sans retard la Constitution et convoquait pour le mois d'août le Reichstag impérial. Mais un profond découragement envahissait les députés ; ils partaient les uns après les autres, les conservateurs sur l'invitation de Schwarzenberg, les libéraux par tristesse et lassitude ; l'archiduc Jean, dépité de n'être pas empereur, donnait sa démission. Seul le parti radical restait sur la brèche : 105 députés transportaient le Parlement à Stuttgart, prétendaient galvaniser l'Allemagne et dicter des ordres aux rois ; le 10 juin ils trouvaient leur local verrouillé par un piquet de soldats.

A mesure que le Parlement s'amoindrissait, des émeutes surgissaient en Allemagne. C'était logique, le peuple cherchait à conquérir par la violence ce qu'il n'avait pu obtenir par les voies légales ; déjà une révolution avait permis la réunion du Parlement national ; on espérait qu'une nouvelle révolution imposerait aux monarques la Constitution, œuvre des députés issus du peuple.

En Saxe, le roi avait dissous la Chambre qui proclamait la validité de la Constitution impériale et appelé au ministère M. de Beust, alors représentant de l'étroit particularisme [1]. Dans les premiers jours de mai, une violente insurrection éclatait à Dresde, le roi fuyait dans les brumes du matin ; peuple et bourgeoisie [2] s'unissaient dans un élan de colère, au nom de la patrie allemande et de la loi de Francfort ; les villes voisines, Leipzig, Zwickau, Chemnitz, envoyaient des secours, dix mille insurgés étaient prêts à la lutte ; les soldats saxons

1. Un intéressant parallèle pourrait être fait entre les variations de Bismarck et de Beust, partis de points analogues, mûris et transformés par l'exercice des affaires, et, dans des carrières diverses relevant les pays qu'ils gouvernaient.

2. Kaufmann, *Loc. cit.*, p. 370.

n'auraient pas suffi, le roi fit appel à la Prusse. C'était pour le gouvernement de Berlin une rare fortune de concilier aussi étroitement sa politique intérieure et extérieure, de combattre la Révolution en Prusse et en Saxe, de représenter, seul, en Allemagne, l'élément d'ordre et de force ; il ne manqua pas à cette tâche ; 2 000 Prussiens décidèrent du succès ; Dresde fut couverte de ruines, mais la monarchie fut victorieuse et M. de Beust put, sans crainte d'obstacle, ramener le peuple saxon à « obéir au cri de la loi[1] ». Lui-même ferma parfois l'oreille à ce cri.

Au sud de l'Allemagne, une insurrection plus grave encore se développait. Les villes du Rhin avaient toujours tenu la tête du mouvement radical, et, au début de la Révolution, les premières en Allemagne, elles avaient été atteintes de la fièvre de mars. Dans le grand duché de Bade, le gouvernement avait tenu compte de ces tendances fougueuses ; il avait manifesté à maintes reprises son dévouement à la cause nationale, et, à la fin d'avril, il s'était déclaré prêt à accepter la Constitution de Francfort. On ne pouvait raisonnablement lui demander mieux ; mais les peuples sont parfois pressés et déraisonnables ; le parti populaire, impatient et nombreux, reprochait au grand-duc de n'avoir pas contraint les autres gouvernements à suivre son exemple ; aux nouvelles tragiques de Dresde, l'irritation s'accrut et soudain éclata en révolte ; le 9 mai, commençaient à Rastadt les premiers troubles ; en quatre jours ils s'étendaient et devenaient une véritable révolution. Une partie de l'armée s'unit aux rebelles, le grand-duc s'enfuit de Carlsruhe ; un gouvernement provisoire s'installe à sa place, et convoque une assemblée constituante ; le 10 juin les députés se réunissent à Carlsruhe ; à la mode de

1. Beust. *Mémoires*, t. I, p. 70.



l'antique Rome, ils chargent du pouvoir un triumvirat ; en organisant la révolution, ils se figuraient préparer la plus grande Allemagne ; piteuse illusion, ils hâtaient le retour au régime des traités de Vienne.

Le vent de révolte avait franchi le Rhin et soufflé dans le Palatinat ; le 13 mai, le pays entier était gagné à la révolution et déclarait tout net qu'il se séparait de la Bavière. Le mal menaçait de se propager encore ; dans le Wurtemberg, l'émotion était vive ; M. de Bismarck prévoyait que la Bavière suivrait l'exemple, il ne cachait pas son espoir que des troubles se produiraient à Munich pour permettre une répression énergique et à l'épouvante de l'ambassadeur bavarois, M. de Lerchenfeld, il ajoutait : « Plaise à Dieu que la partie de votre armée dont on n'est pas sûr fasse ouvertement défection ; la lutte serait réellement grande, mais aussi elle sera décisive, l'ulcère va être guéri du coup. Si au contraire vous faites un arrangement avec les troupes hésitantes, l'ulcère va rester interne. » Le diplomate était bouleversé de cette thérapeutique nouvelle ; Bismarck terminait par ces mots rassurants : « Soyez sûrs que nous mènerons à bonne fin l'affaire, c'est la nôtre comme la vôtre ; plus on ira carrément, mieux cela vaudra[1]. »

L'enfant terrible exprimait l'exacte pensée de la Cour ; comme elle l'avait fait à Dresde, la Prusse ne manqua pas d'intervenir sur le Rhin pour l'ordre et pour les monarchies. Dès le 12 mai, le prince de Prusse présidait un conseil de guerre à Mayence et décidait une prompte intervention. Une armée de 52.000 hommes se réunit sous ses ordres, non sans quelque lenteur, la concentration prit un mois. Les insurgés étaient moins nombreux et mal commandés par des chefs

1. Bismarck. *Pensées et souvenirs*, t. I, p. 84.

qui changeaient sans cesse ; il fallut néanmoins un mois encore pour les réduire ; leur dernière troupe ne fut définitivement vaincue que le 23 juillet 1849 lors de la capitulation de Rastadt[1] ; parmi les chefs, les prudents avaient pris la frontière, les courageux furent condamnés à mort et exécutés.

Ainsi s'effondra la république badoise. Elle fit le plus grand tort à la liberté et à la patrie allemandes, car elle réconcilia souverains et peuples dans une commune terreur de l'anarchie sanglante[2]. Les insurrections de Dresde et de Carlsruhe marquent la fin de la Révolution de 1848 en Allemagne. La grande année avait eu en Allemagne un beau printemps, quelques radieuses journées d'été, un triste déclin.

1. Sur la révolution badoise, Blum, *Die deutsche Revolution* 1848-9, p. 441 et suiv., J. Fröbel, *Ein Lebenslauf*, t. I, p. 266 et suiv.
2. Pfister, *Das deutsche Vaterland im 19. Jahrhundert*, p. 384.



CHAPITRE VII

EN PLEINE RÉACTION

(1849-1850)

I. — Les élections à la Diète. Campagne de Bismarck. Son élection. — Velléités nationales de Frédéric-Guillaume IV et conflits diplomatiques. Influences réactionnaires à la cour de Berlin. Refus définitif de la couronne impériale. — L'Alliance des Trois rois et l'Union allemande. Négociations et tromperies. — L'assemblée de Gotha.

II. — Session de la Diète prussienne. Débats sur la question allemande. Grand discours de Bismarck. — Action vigoureuse de Schwarzenberg. Dissolution de l'Alliance des Trois rois et négociations entre Vienne et Berlin. — Combat aux Chambres pour les privilèges de la Couronne. Discours de Bismarck sur les droits financiers des Chambres et l'influence politique de la noblesse. — Vie privée. Naissance d'Herbert. — Situation de Bismarck au Parlement. Le mariage civil. — Questions économiques et militaires. Les opinions d'un hobereau.

I. — Les élections à la Chambre des députés eurent lieu en Prusse sous l'influence de ces événements. Le gouvernement s'était enfin décidé à convoquer les électeurs pour les 17 et 27 juillet[1], et il entendait profiter de la politique extérieure pour « faire de bonnes élections ». Quiconque ne votait pas pour le candidat conservateur était noté par l'administration, et, s'il tenait de l'État un emploi ou du travail, risquait de le perdre[2]. Le parti d'opposition comprit que la lutte était inutile et fit de l'abstention un principe, le refus par l'électeur d'approuver par son vote une ordonnance illégale.

1. Les élections étaient à deux degrés.

2. Unruh. *Erinnerungen aus dem Leben*, p. 130.



M. de Bismarck éprouva cependant une certaine difficulté à sa réélection dans la circonscription de la Havel-Est. Après un séjour en Poméranie, il était venu s'installer à Schönhausen et circulait dans la région de Brandebourg pour séduire les électeurs par sa hardiesse joyeuse et sa parole incisive. Il avait vu avec clarté que sa candidature était plus douteuse qu'en février, car le campagnard « sans peur des rouges, peut faire front contre tout ce qui sent la réaction. Leur mot d'ordre est : oui, nous sommes conservateurs, mais pas bismarckiens[1] ».

L'opposition le considérait comme la tête du parti des hobereaux et qu'il était nécessaire d'abattre. La poussée était vive contre lui, les démocrates tout en proclamant leur abstention, « s'agitaient dans la coulisse » ; le parti du centre plaidait la cause de l'Allemagne dont Bismarck avait été un adversaire redoutable. Des « histoires de brigands » étaient lancées sur son compte et on le représentait comme un « suppôt du diable ». On passe même aux violences ; à Rathenow, il est salué d'une bordée de huées et de sifflets ; la foule se presse et lui lance des pierres ; il est atteint au bras et blessé assez grièvement ; son caractère violent se révolte, la prudence du candidat l'emporte, et il fuit en voiture pour ne pas compromettre son élection en frappant à son tour[2].

Le 27 juillet, il passait député à une petite majorité.

Le gouvernement avait obtenu des électeurs le gain de la partie ; la Chambre se composait de conservateurs et de libéraux modérés, « une salade de l'opposition au Landtag uni et des droites à Francfort », disait Bismarck qui la trouvait trop fade à son goût[3] ; il n'oubliait pas un groupe assez massif

1. Bismarck à sa femme, 20 juillet 1849. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 134.

2. Blum. *Fürst Bismarck*, t. I, p. 178.

3. Bismarck à sa femme. *Briefe an seine Braut und Gattin*, 8 août 1849, p. 136.



d'extrême droite, une centaine de membres dont il était un des chefs. Le Parlement se réunit le 7 août pour une des plus longues sessions qu'il ait eues en Prusse, car il siégea sans discontinuer jusqu'au 26 février 1850. Dès les premières séances, la question allemande fut à nouveau posée. Depuis quatre mois, elle avait passé par des vicissitudes diverses.

Frédéric-Guillaume IV était sincère lorsqu'il affirmait, le 3 avril 1849, à la délégation du Parlement allemand son vif désir de réaliser un accord entre les gouvernements sur la question nationale[1]. Quelques heures après la réception des députés, il envoyait aux Cours une circulaire où il se déclarait « prêt à se charger de la direction provisoire des affaires de l'Allemagne », pour remplacer l'archiduc Jean qui avait donné sa démission de vicaire impérial ; il adressait donc à tous les gouvernements « une invitation pressante de déléguer à Francfort des plénipotentiaires spéciaux » afin de délibérer sur la formation de l'État fédéré allemand.

Il comptait sans l'Autriche. Courroucé, Schwarzenberg répond le 5 avril que « l'Assemblée de Francfort n'existe plus », il rappelle les députés de son bord, il interdit à l'archiduc Jean de céder sa place au roi de Prusse. Devant cette attitude décidée, la cour de Berlin hésite, elle restreint ses ambitions, elle demande simplement aux gouvernements une adhésion de principe, leur consentement à s'unir d'un lien plus étroit ; tout détail est réservé.

On ne demandait pas grand'chose : c'était encore trop pour plusieurs souverains. Les petits, soucieux de ménager la grande Prusse et inquiets de mécontenter leurs sujets, s'empressaient d'adhérer à la demande de Berlin et d'accepter la constitution de Francfort ; ils étaient vingt-huit, dont les

1. Kaufmann. *Politische Geschichte Deutschlands*, p. 365-366.

plus considérables étaient le grand-duc de Bade et l'électeur de Hesse ; dans leur zèle ils exprimaient l'espoir que « les *autres gouvernements*, animés du même esprit patriotique, se laisseraient entraîner à l'Union et qu'il ne serait pas nécessaire de conclure d'autre accord que la Constitution votée à Francfort ».

Mais les *autres gouvernements* n'avaient nul désir de se laisser entraîner; ils conservaient un silence prudent, mais non dépourvu d'éloquence, car il indiquait leurs secrètes pensées : la crainte d'irriter le roi de Prusse, le vif désir d'entraver l'effort vers l'unité allemande qui tuerait leur indépendance, leur espoir dans la maison d'Autriche. Étonné, inquiet de ce défaut d'enthousiasme, Frédéric-Guillaume annonçait « qu'il attendait encore quelque temps avant de prendre une décision définitive, pour laisser aux grands États le temps d'adhérer aux offres de l'Assemblée nationale [1] ». Mais les jours s'écoulaient et les réponses n'arrivaient pas.

Le monarque passait alors par une de ces crises de découragement et de brusques revirements où sa santé physique influait sur sa volonté et ses décisions. Il était vexé de l'attente et irrité contre la Chambre des députés qui critiquait sa politique. Dans cet état, il s'abandonnait volontiers à l'influence de ses proches. Or ses conseillers favorables à l'unité allemande étaient loin : Bunsen lui écrivait de Londres des lettres pressantes en faveur de l'Allemagne ; le roi lui répondait avec une pudeur indignée. Le général de Radowitz accourait de Francfort « pour donner au roi le seul conseil d'accepter sans plus tarder la Constitution impériale. » Beckerath, délégué par le ministère de Francfort, lui garantissait la soumission de l'Assemblée à toutes ses demandes de revision,

1. Note du 17 avril 1849.



et lui répétait la belle phrase d'Arndt : « Le danger est toujours devenu pour la Prusse un soleil de victoire ». Frédéric-Guillaume lui répondait mélancoliquement : « Je ne suis pas un grand roi ».

Il était sous la coupe de la *camarilla ;* le général de Gerlach, abusant de la facilité d'entrer comme officier d'ordonnance dans le cabinet du roi, lançait de petits coups de langue sur la politique de Radowitz et lisait au monarque des lettres bien triées ; son frère, le conseiller, annonçait dans un article de la *Gazette de la Croix* « une réaction victorieuse, une réaction qui heureusement sera plus qu'une réaction jusqu'à mars 1848, mais une réaction bien au delà de cette époque, une réaction jusqu'au renouveau des éternelles vérités, des idées du droit et de la liberté... » Bismarck agissait par ses sarcasmes et son rude bon sens ; dans l'intimité il traitait joyeusement Beckerath de « chou-fleur[2] », et les intermédiaires officieux de rêveurs ou de farceurs ; à la Cour, il soutenait que le roi ne pouvait accepter l'offre du Parlement à cause de « son caractère révolutionnaire ». Tout ce monde s'agitait, recevait des délégations, envoyait des lettres, rédigeait des articles ou des manifestes, le tout en si grand travail que Bismarck s'endormait de fatigue aux séances de la Chambre[3]. Et du matin au soir, du cabinet de travail à la table de thé, ils entouraient Frédéric-Guillaume d'habiles insinuations, de conseils par sous-entendus, qui agissaient à merveille sur cet esprit mobile et maniable.

Cette situation ne pouvait durer. L'ambassadeur d'Autriche, Prokesch, constatait avec satisfaction que « la rupture avec

1. Kaufmann. *Politische Geschichte*, p. 385.

2. Bismarck à sa femme 8 août 1849, *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 136.

3. Bismarck à sa femme. *Briefe an seine Braut und Gattin*. 29 mars 1849, p. 128.

Francfort était presque inévitable », et que le roi devait choisir entre son ministère et la Chambre[1]. Le 21 avril, cette décision était prise ; le président du Conseil annonçait aux Chambres avec ménagement mais précision, le refus de la couronne impériale. Le 27 avril, la Chambre des députés était dissoute : c'était bien la rupture avec Francfort, et Prokesch constatait gaiement qu'il ne restait plus aux professeurs allemands qu'à lever l'étendard de la révolte[2]. Le 2 mai, Frédéric-Guillaume proclamait son refus dans des notes au pouvoir central et aux divers États de l'Allemagne. Fidèle reflet de sa pensée ondoyante, ces actes étaient contradictoires. A Francfort, il protestait de la pureté de ses intentions : « Les réponses des gouvernements ont montré leurs divergences sur des questions essentielles et prouvé qu'on doit fonder peu d'espérance dans leur accord. Des princes isolés ont désiré que le roi prît la couronne impériale, plusieurs ont exprimé leur ferme volonté de ne pas se soumettre à un autre souverain... Le refus de la couronne ne compromet rien... Le Parlement national peut encore s'entendre avec les gouvernements, et de cette entente peut naître pacifiquement la renaissance des relations allemandes. » Auprès des Cours, Frédéric-Guillaume se plaignait de l'allure du Parlement « capable de susciter dans plusieurs États des crises dangereuses... ; c'est un devoir d'autant plus impérieux pour les gouvernements allemands de donner prompte et entière satisfaction aux besoins de la nation allemande. » La Prusse, pour arriver à ce résultat, convoquait à Berlin une conférence diplomatique de tous les gouvernements disposés « à délibérer sur la question constitutionnelle[3]. »

1. Prokesch von Osten. *Aus den Briefen*, 22, 24 et 27 avril 1849, p. 30 et 31.
2. Prokesch. 28 avril 1849, *loc. cit.*, p. 35.
3. Biedermann. *Geschichte*, 2e partie, 1840-1871, t. I, p. 427 et suiv. ana-

Délibérer, c'était bien l'affaire des royaumes qui voulaient gagner du temps. Les petits princes, qui avaient adhéré entièrement à la Constitution impériale, ne pouvaient la mettre encore en discussion, et le roi de Wurtemberg profitait de son adhésion à Francfort pour s'abstenir de la conférence de Berlin, et de la conférence pour retirer son adhésion.

Le 17 mai, les plénipotentiaires de l'Autriche, de la Prusse, du Hanovre, de la Saxe et de la Bavière se réunissaient gravement. Dès le début, M. Prokesch déclarait que le gouvernement de Vienne ne pouvait pas admettre la conclusion d'un pacte étroit entre la Prusse et les autres États de l'Allemagne, dont l'Autriche serait exclue[1] : comme le plan de la conférence aboutissait à ce résultat, le plénipotentiaire de l'Autriche n'avait qu'à se retirer, ce qu'il fit immédiatement. Le plénipotentiaire bavarois, comte de Lerchenfeld, ne resta guère plus longtemps ; il écouta avec attention le général de Radowitz exposer les projets de la Prusse, mais fit observer qu'il n'avait pas reçu d'instructions de son gouvernement ; au bout de peu de jours, il déclara que la Bavière ne pourrait admettre un État unitaire où elle n'aurait point part directe et personnelle au gouvernement et il prit le chemin de la retraite que lui avait déjà montré Prokesch. Avec la Prusse, il restait simplement la Saxe qui devait à Frédéric-Guillaume quelques égards pour son intervention à Dresde, et le Hanovre qui n'osait heurter de front la Cour de Berlin.

Incapable d'une action suivie, le roi de Prusse ne pouvait se consoler de la séparation de l'Autriche : il négociait sépa-

lyse longuement ces notes et relève très exactement leurs contradictions. D'après la note au pouvoir d'Empire, il s'agissait d'entente entre le Parlement de Francfort et les gouvernements : d'après la note aux souverains, il s'agissait d'entente entre les princes seulement.

1. Klupfel. *Geschichte der deutschen Einheitsbestrebungen bis zu iher Erfullung*, 1848-1871, t. I, p. 126.



rément avec elle en grand mystère, sans se douter que l'Autriche tenait les royaumes au courant de ces délibérations et les rassurait sur la valeur réelle de leurs engagements. Sans inquiétude désormais, la Saxe et le Hanovre accédaient en la forme aux désirs de la Prusse, et, le 26 mai, signaient avec elle un traité, — l'alliance des Trois rois, — pour assurer « la sécurité extérieure et intérieure de l'Allemagne et l'inviolabilité des membres de cette union ». Les alliés invitaient tous les Etats allemands à se joindre à eux et leur proposaient un plan de Constitution : Radowitz, auteur de ce projet, avait conservé tout ce qui était encore utilisable des décisions de Francfort, mais il avait affaibli l'autorité du pouvoir central et accru l'indépendance des Etats fédérés. L'Empire allemand devait se composer de tous les Etats de l'ancienne Confédération qui reconnaîtraient la constitution germanique, mais l'Autriche en était exclue. Il était gouverné par un président, un Collège des princes, un Parlement ; la présidence appartenait au roi de Prusse ; le Collège des princes, émanation des monarques, comportait six voix, la Prusse et la Bavière en avaient une chacune, les quatre autres étaient réparties entre les moindres États. Le Parlement, représentant de la nation, se divisait en deux assemblées, la Chambre des États, formée des délégués des Parlements allemands, la Chambre du Peuple, élue pour quatre ans. Le président avait un droit de veto absolu[1].

Le projet fut communiqué à tous les États allemands avec demande de prompte réponse. On se garda de les informer des conditions secrètes qu'avaient imposées la Saxe et le Hanovre à leur adhésion : d'après un protocole catégorique quoique gardé dans le mystère, on réservait les droits de

1. Texte dans la correspondance étrangère du *Moniteur universel français* du 28 mars 1849. P. Matter. *Un Parlement d'un mois. Erfurt*, dans les *Annales des Sciences Politiques*, septembre 1904.



l'Autriche et on convenait que si les États du Sud, notamment la Bavière, n'accédaient pas à la Constitution projetée, de nouvelles négociations seraient ouvertes[1]. Ainsi la force d'inertie de la Cour de Munich arrêterait tout.

M. de Radowitz, plein d'enthousiasme et de franchise, croyait aux protestations de sincérité faites par les délégués de Saxe et de Hanovre ; M. de Beust, ministre des affaires à Dresde, ne lui affirmait-il pas que « son gouvernement continuerait activement et loyalement de concert avec la Prusse, l'œuvre commencée[2]. » L'activité de M. de Beust était incontestable, sa loyauté consistait à tenir l'Autriche et la Bavière au courant de ses négociations avec la Prusse. Il avait confessé avec franchise à l'ambassadeur anglais, M. Forbes, « qu'il s'était laissé ouverte une porte de derrière et s'était empressé d'aviser Munich que si la Bavière n'adhérait pas, la Saxe ne se tiendrait pas pour liée[3] ». Le roi de Hanovre déclarait simplement qu'il « attendait que l'Autriche reprît son influence », et son ministre des Affaires étrangères, comte Bennigsen, avouait que « le Hanovre n'était pas entré de bonne foi dans l'alliance, mais avec l'espoir que rien n'en sortirait, et pour persuader au peuple que l'on désirait sincèrement l'unité allemande ». Les deux royaumes traîneraient les négociations en longueur et l'heure venue, se retireraient. Cette heure devait bientôt sonner.

Ces intrigues étaient naturellement secrètes, et ni la Prusse ni les petits Etats ne pouvaient mettre en doute la sincérité des deux royaumes. On pouvait donc espérer une prochaine

1. Le caractère secret de ces clauses a été discuté, mais en vain. Biedermann, *Geschichte*, *loc. cit.*, p. 496, n. 2.

2. Beust. *Mémoires*, t. I, p. 90.

3. M. de Bunsen, ambassadeur de Prusse à Londres, connut toutes ces intrigues. Voy. Bunsen. *Aus seinen Briefen*, t. III, p. 13 et suiv.

Union[1] de tous les Etats allemands si les princes de second rang donnaient une rapide adhésion au projet de Radowitz; mais ces princes avaient accepté la Constitution de Francfort; les populations l'avaient accueillie d'enthousiasme; comment les rallier maintenant à un lien plus ténu, les résoudre à une Allemagne plus faible et plus vague? Le Parlement national n'existait plus, mais plusieurs députés résidaient encore à Francfort et cherchèrent à remuer l'opinion publique en faveur du projet prussien. Les chefs des centres, Gagern, Dahlmann, Mathy, invitèrent leurs anciens collègues à se réunir à Gotha pour en délibérer.

Cette « Assemblée de Gotha », les 25 et 26 juin 1849, avait quelque ressemblance avec le Vorparlament d'avril 1848; mais l'enthousiasme était remplacé par la méfiance; après une année de luttes et de défaites, un fonds d'irritation s'était formé, et l'on parlait trop souvent d'oubli et de pardon pour sincèrement pardonner et oublier. Pourtant le courage et l'abnégation de ces patriotes alla jusqu'à l'abandon de leur œuvre de Francfort; la parole ardente et la conviction profonde de Gagern, de Beckerath, de Jacob Grimm, enlevèrent encore une fois tous ces hommes en un mouvement de commune action; ils acceptèrent l'Allemagne amoindrie que leur offrait la Cour de Berlin et engagèrent les princes et les peuples à se rallier au projet de Radowitz.

Leur décision a été critiquée et persiflée; le terme de *Gothaer* (homme de Gotha,) devint un mot de dérision, souvent une injure; les démocrates l'employaient comme synonyme de traître, les réactionnaires comme analogue de grotesque, et Bismarck constatait plus tard que « ces têtes de choux de

1. C'est le terme qui fut dès lors employé pour désigner l'alliance des États allemands en travail d'Empire.



Francfortois étaient inguérissables[1] ». Le mot est juste ; ils ne pouvaient guérir d'un sincère amour de la patrie, d'un dévouement passionné à la liberté et de cette maladie de 1848, faite de haut idéal, de noble enthousiasme et de profonde fraternité. Cette maladie, il ne la faut jamais guérir.

Sous la poussée de ce congrès privé, les petits princes acceptent la situation nouvelle et adhèrent à l'Union; dans le courant de l'été, vingt-huit gouvernements se joignent aux trois royaumes; ainsi l'Union comprend tous les Etats allemands, sauf l'Autriche, la Bavière, le Wurtemberg, la Hesse-Hombourg, le Lichstenstein et le Luxembourg. Pendant que ces adhésions arrivaient, la Prusse avait réalisé quelques-uns des projets de Radowitz : un comité de constitution, prévu par le traité des Trois Rois, s'était réuni le 18 juin; le tribunal fédéral avait été convoqué à Erfurt le 2 juillet[2]; on s'occupait de réunir les électeurs pour le Parlement impérial.

II. — Telle était la situation lorsque les Chambres prussiennes se réunirent le 7 août. Le discours du trône[3], lu par le comte Brandenburg en l'absence du roi, affirmait la bonne volonté de la Couronne : « L'unité de l'Allemagne, représentée par un pouvoir exécutif unique, qui défende dignement et fortement au dehors son nom et ses intérêts; la liberté de la nation allemande, garantie par une représentation nationale avec pouvoir législatif, tels sont et resteront les buts de nos efforts... Les résultats déjà obtenus nous autorisent à espérer qu'avec le secours des amis éclairés et sincères de la patrie,

1. Bismarck à sa femme. *Briefe an seine Braut und Gattin*, 11 septembre 1849, p. 153.

2. Klüpfel. *Geschichte der deutschen Einheitsbestrebungen*, t. I, p. 132.

3. Discours traduit *in extenso* dans la correspondance étrangère du *Moniteur universel français* du 11 août, p. 2681.

surtout des hommes assemblés ici en qualité de représentants du peuple prussien, nos efforts ne seront pas vains. » Tout le discours était pacifique et conciliant, il ne s'inspirait pas du triomphe des élections. Les députés se mirent à l'unisson en élisant comme président le comte Schwerin, conservateur bien vu à la Cour, et en écartant Simson, l'ancien président de Francfort, dont le nom rappelait trop vivement l'offre et le refus de la couronne impériale.

Les premières séances furent calmes. Bismarck les trouvait ennuyeuses. Il était arrivé de Poméranie pour l'ouverture du Parlement, vivait en garçon avec un parent, et se consolait du vide de son existence en écrivant à Mme de Bismarck de tendres lettres où l'homme de fer se transformait en bourgeois économe et soigneux ; il faisait les commissions que lui demandait la bonne mère de famille, envoyait les souliers de la petite Marie, les foulards et les biscuits, et à des imprécations contre le parti de Francfort joignait des recommandations pour les rhumes de l'enfant [1].

Les soins du ménage ne l'écartaient pas de ses devoirs d'homme de parti, il écrivait souvent dans la *Gazette de la Croix* et fréquentait le soir le café Schwarz où se réunissaient les « ultras » ; on n'y admettait que les « purs » et même le petit chien du patron était si conservateur qu'il accueillait les démocrates par des aboiements enragés. Bismarck ne se contentait pas d'aboyer ; assis un soir dans un restaurant moins exclusif, il entendit quelqu'un parler légèrement de la famille royale ; il se leva vers le bavard et lui cria : « Dehors ! si vous n'êtes pas sorti quand j'aurai vidé ce verre, je vous le casserai sur la tête. » Tranquillement il but, et brisa sa chope sur le crâne de l'imprudent. Dans le tumulte, on entendit

1. Bismarck. *Briefe an seine Braut und Gattin*, 11 août et suiv.



le hobereau demander : « Garçon, combien pour le verre cassé ? » La police n'osa intervenir[1].

Les débats de la Chambre ne tardèrent pas à lui donner une occupation plus intelligente.

Le 24 août, le ministre des Affaires étrangères avait communiqué à la première Chambre les documents relatifs à la question impériale. Le 25, le général de Radowitz, commissaire du gouvernement, avait exposé et défendu devant la seconde Chambre la politique de la Prusse. Son discours[2] est certes de sentiment élevé et de noble conception, mais il est d'un vague qui déroute et fuit l'analyse. Il affirme que « le gouvernement prussien ne veut pas revenir à l'ancien ordre des choses, il trouve cela injuste et insensé ». Mais il met les députés en garde contre toute exagération : « L'Allemagne ne peut être un État unitaire, ni en république ni en monarchie... Il faut pourtant qu'elle soit un tout envers l'extérieur..., qu'elle possède un pouvoir législatif qui garantisse les intérêts de l'unité, et un pouvoir exécutif, fort et uni, capable d'agir de sa propre autorité. » Tout en critiquant l'attitude de l'Autriche, M. de Radowitz la ménageait pour permettre une réconciliation, et défendait la Prusse du reproche « de tendre égoïstement à repousser l'Autriche de l'Allemagne. » Quelques belles phrases sur les sacrifices de la Prusse, les devoirs patriotiques des gouvernements et des Chambres assuraient à l'orateur un succès facile et soulevaient un enthousiasme sentimental.

Bismarck observait avec finesse dans la *Gazette de la Croix :* « L'Assemblée remarquait à peine que son jugement n'était pas rectifié, mais que sa sensibilité était portée à

1. Hesekiel. *Das Buch vom Fürsten Bismarck*, p. 119.

2. Traduction dans la correspondance étrangère du ***Moniteur universel français***, 29 août, p. 2797.



l'enthousiasme, qu'elle-même n'était pas convaincue, mais entraînée[1]. »

Presque au sortir de cette séance, il écrivait ces mots prophétiques : « La question ne sera pas tranchée dans nos Chambres, mais par la diplomatie et sur les champs de bataille, et tout ce que nous rabâchons et décidons à ce sujet, n'a pas plus de valeur que la contemplation d'un clair de lune par un jeune homme sentimental qui construit des châteaux en l'air et pense qu'un événement imprévu le fera grand homme. *Je m'en moque*[2]. »

Il devait bientôt avoir l'occasion de développer ces idées devant les députés.

La commission des affaires allemandes demandait à la Chambre « d'approuver le traité conclu le 26 mai avec la Saxe et le Hanovre, et de se déclarer prête à seconder le gouvernement dans la voie où il était entré ». En outre, elle adoptait une motion déjà votée à la première Chambre sur la proposition de Camphausen, membre du centre droit, et dont le but était de faciliter au roi les changements dans la Constitution prussienne, que rendait nécessaires la nouvelle organisation allemande. Cette proposition semblait assez anodine, mais elle laissait percer l'espoir d'une fusion étroite de la vieille Prusse et de la future Allemagne ; elle eut le don d'irriter M. de Bismarck qui, dès son énoncé, fonça sur elle de tout son élan.

Sa colère provenait, en partie, de ce qu'il y voyait l'initiative des hommes de Francfort, qu'il exécrait, qu'il avait crus anéantis et qui persistaient à vivre. « Cette proposition vient du parti Gotha-Gagern, écrivait-il à M. Meus, président du

1. *Neue Preussische Zeitung*, 30 août 1849, article non signé sur Radowitz.

2. Bismarck à sa femme. *Briefe an seine Braut und Gattin*, 28 août 1849, p. 145. Les derniers mots en français.



conseil municipal de Rathenow; à l'insu de M. Camphausen lui-même, elle a pour but de séparer le gouvernement et les Chambres... Le ministère est dans une fausse situation..., il n'a pas osé désavouer Radowitz à cause de l'enthousiasme soulevé par son discours, il a décidé de faire bonne mine à mauvais jeu et d'accepter la chose, mais l'adoption lui sera très désagréable[1]. »

Au fond Bismarck était monté, moins contre la seule motion Camphausen que contre toute la politique de Radowitz, dont « la tendance n'était pas la sienne ». Il allait le montrer et en attendant, non sans quelque énervement[2], l'heure de parler, il préparait laborieusement sa proclamation de foi.

Le 6 septembre, Beckerath donna lecture du rapport sur les affaires allemandes et ajouta pour conclure : « La Prusse est sortie forte de la tempête ; elle est là, dans toute la vigueur de sa jeunesse, pour traverser des voies plus grandes encore et devenir l'appui des États allemands. » Au nom d'une cinquantaine de députés, membres de l'extrême droite, M. de Brauchitsch déposa un amendement qui proposait l'approbation pure et simple du traité des Trois Rois. Bismarck prit la parole pour défendre cet amendement.

Au début de son discours[3], il se rallie au traité d'Union, tout en faisant quelques réserves. « Je ne puis cependant ne pas exprimer le vœu que ce soit pour la dernière fois qu'on cède à pleines mains les conquêtes de l'épée prussienne pour satisfaire les exigences insatiables d'un fantôme qui, sous le nom fictif d'esprit du jour ou d'opinion publique, étourdit de ses clameurs le bon sens des princes et des peuples, au point

1. *Bismarck's Briefe, Neue Folge*, II, p. 1 : *Politische Briefe Bismarck's*, I, p. 3.
2. Bismarck. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 150.
3. *Bismarck député*, 1847-1851, p. 121 et suiv.

que chacun a peur de l'ombre de l'autre et que tous oublient que sous la peau de lion du fantôme se cache quelque chose de très bruyant, il est vrai, mais de peu redoutable en soi. »

L'indépendance prussienne tel est le thème auquel il reviendra sans cesse; car sa critique acharnée de l'amendement Camphausen n'est qu'un prétexte pour revendiquer les droits de la Prusse dont il craint l'amoindrissement par la création d'un État germanique. « On prétend que le plus puissant, lorsqu'il entre dans une fédération avec un plus faible, sera toujours en état de faire prévaloir sa puissance. Ceci fait allusion à la société avec le lion, société qui pourrait faire désirer encore plus aux autres États de rester en dehors de cette fédération. Mais l'histoire la plus récente nous a appris qu'à l'époque singulière où nous sommes, le fort est faible par son hésitation, le faible est fort par son audace... Frédéric II n'aurait pas agi ainsi. Après avoir rompu avec Francfort, il aurait eu le choix de se rallier à un ancien compagnon d'armes, à l'Autriche, et de reprendre avec elle le rôle brillant qu'a joué l'empereur de Russie en s'unissant à l'Autriche pour écraser l'ennemi commun, la Révolution; — ou bien, avec le même droit qu'il eut de conquérir la Silésie, il aurait été libre, après le refus de la Couronne impériale de Francfort, de dicter aux Allemands la constitution qui devait être la leur, — il l'eût fait au risque de jeter l'épée dans la balance. Voilà ce qui eût été réellement une politique nationale prussienne...; au lieu de cela, le projet de constitution détruit l'élément spécifique prussien..., qui nous a préservés, qui a survécu à la révolution. »

Enfin, Bismarck rappelle que la protection naturelle du royaume, c'est l'armée « satisfaite du nom de prussien, fière du nom de prussien. Ces troupes suivent la bannière noire



et blanche, non point la tricolore[1] ; c'est sous ce drapeau noir et blanc qu'elles meurent avec joie pour leur patrie. Le tricolore s'est fait connaître depuis le 18 mars (1848) comme le drapeau de combat de nos adversaires. Chez nos troupes, les airs de l'hymne prussien sont bien connus, ce sont les airs favoris, tandis que je n'ai pas encore entendu un seul soldat prussien chanter : « Quelle est la patrie de l'Allemand ? » — Le peuple, dont cette armée est sortie, dont cette armée est la plus vraie représentation, le peuple n'éprouve nullement le besoin de voir son royaume prussien se dissoudre dans cette fermentation corrompue de la licence allemande du Sud. Sa fidélité ne s'attache pas à une présidence fédérale qui n'est qu'une feuille de papier, ni à un conseil de souverains où la Prusse n'a que le sixième des voix ; elle s'attache à notre vivante et libre royauté, au roi de Prusse, à l'héritier de ses pères. Ce que veut le peuple, nous le voulons tous..., nous voulons que l'Aigle prussien étende son vol protecteur et domine depuis Memel jusqu'au Donnersberg[2] ; mais nous voulons le voir libre, non pas enchaîné par une nouvelle Diète de Ratisbonne, non pas avec les ailes rognées par la serpe égalisatrice de Francfort, serpe qui n'est devenue un instrument de paix qu'à la réunion de Gotha, tandis que quelques semaines auparavant, à Francfort, elle était brandie, comme une arme menaçante, contre le prussianisme et contre les ordonnances de notre Roi.

« Nous sommes Prussiens et nous voulons rester Prussiens. Je sais que j'exprime par ces mots la profession de foi de l'armée prussienne, la profession de foi de la majorité de mes compatriotes, et j'espère qu'avec l'aide de Dieu nous serons

1. Le drapeau noir-rouge-or adopté en 1848 comme celui de l'Allemagne.

2. Montagne de la vallée du Rhin, près de Bonn.

encore Prussiens quand depuis longtemps déjà ce morceau de papier[1] sera tombé dans l'oubli comme une feuille sèche de l'automne. »

Ce discours, accueilli par les vifs applaudissements de l'extrême droite et les murmures de la gauche, eut plus de retentissement que d'influence. Les journaux du parti, la *Gazette de la Croix*, notamment, le reproduisirent à grands cris d'éloges et Bismarck reçut plus de félicitations hors du Parlement que des députés. Suivant sa pittoresque expression, à la Chambre, il était comme un hibou parmi des cigognes[2].

Le lendemain, 7 septembre, Bismarck eut encore une passe d'armes assez vive avec M. Beckerath, mais il était grippé, mal en train, et sa réplique ne porta guère. La Chambre adopta le traité des Trois Rois presque à l'unanimité et vota la motion Camphausen à la majorité de 321 voix contre 73.

Bismarck était battu, mais les doutes qu'il avait exprimés sur la solidité de l'Union, les objections qu'il avait soulevées contre le projet de constitution allaient être immédiatement justifiées. Dès la fin d'août, il avait prévu que « la Saxe et le Hanovre désiraient se débarrasser de la question ». Au commencement d'octobre, il annonçait que les deux royaumes « se séparaient d'une façon de plus en plus définitive de l'Union; le gouvernement prussien hésitait entre le désir d'abandonner sans espoir de retour la voie suivie sous l'influence de M. Radowitz, et la nécessité de créer un nouveau pouvoir central pour les intérêts de l'Allemagne entière[3]. » En annonçant, le 4 octobre, la dislocation de l'alliance des Trois Rois, Bismarck n'était en avance que d'un jour.

1. La Constitution votée à Francfort.

2. Bismarck. *Briefe an seine Braut und Gattin*, 12 septembre 1849, p. 154.

3. Lettre à Meus du 4 octobre 1849. *Politische Briefe*, I, p. 5.



Pendant que l'été s'était écoulé pour les diplomates prussiens en discours et en négociations, les hommes d'État de l'Autriche l'avaient passé en actions.

A l'aide des troupes russes, la Hongrie était maîtrisée : le général Georgey, enfermé dans Vilagos, capitulait le 12 août[1] ; la citadelle de Komorn, encore défendue par le vaillant Klapka, était prise le 27 septembre. En Italie, les dernières résistances étaient écrasées ; Venise se rendait le 24 août. Comme l'écrivait Prokesch « peuple et pays étaient sauvés de la guerre désastreuse », et la chute de Komorn marquait pour lui la reprise de l'influence autrichienne en Allemagne[2]. La Cour de Vienne, débarrassée de ses tracas intérieurs, retrouvait libre action à l'extérieur ; elle n'avait plus à demander aux royaumes allemands d'attendre et de patienter ; elle pouvait agir directement contre la Prusse. Avec sa décision rapide, Schwarzenberg s'attaquait immédiatement à cette tâche ; en septembre, il avait des entretiens personnels avec les rois de Bavière et de Wurtemberg ; François-Joseph se rencontrait à Teplitz avec Frédéric-Guillaume IV ; Bismarck constatait avec plaisir que son souverain était accompagné à cette entrevue par Léopold de Gerlach et qu'un plénipotentiaire russe y assistait : tous deux lui conseillaient un rapprochement avec l'Autriche.

De ces négociations sortait un nouvel arrangement provisoire entre Vienne et Berlin. Frédéric-Guillaume ne pouvait se consoler d'une rupture définitive avec l'Autriche, et sous l'influence du parti réactionnaire il faisait lui-même des propositions d'entente. Le 30 septembre, les deux puissances convenaient d'un « intérim » dont le but était le « maintien

1. Th. Duka, *Kossuth and Görgei, recollections of a « Stormy Period »*. (1897), p. 89 et suiv.

2. Prokesch von Osten, *Aus den Briefen*, p. 85-86.

de la Confédération germanique comme association internationale pour assurer la sécurité intérieure et extérieure de l'Allemagne ». Chacun des deux États nommait deux commissaires qui devaient exercer les pouvoirs du gouvernement central et remplacer l'archiduc Jean. Cet « intérim » était signé pour six mois, il était renouvelable. C'était le premier pas vers le retour à la Diète et le régime antérieur à la Révolution. Les journaux conservateurs le constataient avec satisfaction : « Le projet d'un État fédératif allemand sur les bases de l'alliance des Trois Rois, paraît complètement abandonné [1]. »

La Saxe et le Hanovre l'entendaient bien ainsi; elles n'avaient acquiescé au traité du 26 mai que « sous l'empire de la crainte », et dès le mois d'août 1849, M. de Persigny, alors en mission à Berlin, comprenait qu'elles s'en dégageraient si l'Autriche reprenait force [2]. Au fur et à mesure des victoires autrichiennes, les Cours de Dresde et de Hanovre haussaient le ton. Elles arguèrent, tout d'abord, de la réserve mise au traité d'Union, et destinée à permettre l'adhésion de la Bavière et du Wurtemberg ; tout l'été, elles ergotèrent sur l'interprétation de ce texte, comme pour préparer leur retraite, et, lorsque la cour de Berlin convoqua les électeurs pour le Parlement impérial, elles l'abandonnèrent définitivement. La Prusse protesta, rappela ses ambassadeurs ; mais, fortes de l'appui de l'Autriche, les deux cours ne bronchèrent plus. Leurs hommes d'État ne manquèrent même point d'accuser la Prusse de « perfidie [3] ».

La question allemande allait somnoler jusqu'à la réunion du Parlement à Erfurt ; elle fut encore discutée aux Chambres prussiennes, mais Bismarck n'intervint plus. Il ne pouvait

1. Gazettes allemandes du 5 octobre 1849.

2. Persigny. *Memoires*, p. 101.

3. Beust. *Mémoires*, I, p. 91.



critiquer l'allure des choses, elle provenait de son parti. De nouveaux sujets attiraient son attention et il allait, sur des questions constitutionnelles, manifester à nouveau l'esprit de particularisme prussien qui avait éclaté dans son discours sur les affaires allemandes.

La revision de la Constitution était devenue le sujet principal des débats parlementaires. Le ministre de l'Intérieur, M. de Manteuffel, luttait « comme un lion » pour conserver intacts les droits de la Couronne. « Il ne s'agit pas, déclarait-il le 25 septembre, d'un marchandage entre le gouvernement et les Chambres, mais de trouver ce qui convient le mieux au pays[1]. » Bismarck jugeait qu'une monarchie forte était indispensable aux destinées de la Prusse et il était le meilleur appui du ministère. Son aide n'était pas inutile. La commission de la seconde Chambre proposait de saper les principes d'autorité royale dans la Constitution de 1848 et tout l'effort de la droite ne suffisait pas toujours pour écarter ses projets destructeurs. Parfois la Chambre avait l'audace de contrecarrer le gouvernement, à la colère de Bismarck ; il en concluait tout net que « l'influence des sornettes sur les députés force bien à reconnaitre que des paysans et des bourgeois de petites villes ne sont pas propres à faire les lois et diriger la politique européenne[2]. » A deux reprises, il intervint à grand fracas.

La Constitution de 1848 édictait dans son article 108 que les impôts existants continueraient à être perçus jusqu'à ce qu'ils aient été modifiés par une loi issue de l'accord de la Couronne et des Chambres. La commission demandait aux députés de supprimer ce texte et de reconnaitre au Parlement le droit de refuser les impôts. C'était introduire en Prusse le

1. Manteuffel. *Denkwürdigkeiten herausgegeben von Poschinger*, t. I, p. 147.

2. Bismarck. *Briefe an seine Braut und Gattin*, 11 septembre 1849, p. 154.

régime parlementaire en donnant aux Chambres avec la question d'argent le moyen de forcer le monarque à ratifier leur vote. Frédéric-Guillaume ne pouvait qu'être l'adversaire d'un tel système. Le 24 septembre, Bismarck chargea en faveur de son roi [1].

« Comme principal motif pour justifier ce bouleversement extraordinaire de notre droit politique, déclara-t-il en commençant, on allègue qu'une telle réforme est la conséquence nécessaire d'un système purement constitutionnel. Messieurs, le mot *constitutionnel* est un de ces mots à l'ordre du jour qui depuis l'ère nouvelle ont l'avantage de tenir lieu de toutes raisons. »

« Où manquent les raisons, le mot vient à propos [2]. »

« Quand il s'agit de prendre des dispositions si radicales, peut-être devrait-on se demander si elles sont justes ou non, avantageuses ou non pour la Prusse. Personne ne fait cette question...; on admet que ces dispositions en vigueur en Angleterre, en France, en Belgique, doivent être constitutionnelles, et qu'ainsi, quelques conséquences qu'elles puissent avoir, il faut les introduire en Prusse. »

« Mais, continue l'orateur, il faut tenir compte des différences entre les pays. Chez nous existe constitutionnellement depuis des siècles une monarchie indépendante..., et c'est uniquement ce que nous avions conservé de nos vieilles institutions prussiennes, comme héritage de cette période si décriée, — trente-trois années de servitude! — qui nous a mis en état de maintenir la société politique en Saxe et à Bade. Quant à la France, patrie de toutes ces théories, son exemple n'est pas très séduisant et je ne vois réellement rien dans sa

1. *Bismarck Député*, p. 135 et suiv.
2. Vers de Gœthe, *Faust*.



situation actuelle qui nous engage à mettre sur notre corps vigoureux et sain la tunique de Nessus des théoriciens politiques français. On invoque que la Belgique a résisté aux tempêtes de l'an dernier. La Russie, elle aussi, a résisté à ces tempêtes, pourquoi ne glorifierez-vous pas, au même titre, la constitution russe. D'ailleurs, la Constitution belge n'est âgée que de dix-huit ans, — un très bel âge pour les dames — non pour les Constitutions. L'Angleterre se gouverne, quoique les Communes aient le droit de refuser les impôts, — ces invocations de l'Angleterre sont notre malheur ; donnez-nous toutes les choses anglaises que nous n'avons pas. » Et avec une réelle science du droit britannique, Bismarck analyse l'organisation politique de l'Angleterre, l'aristocratie puissante et apte à participer aux affaires publiques, la Chambre basse fortement organisée, les traditions et le « bon sens anglais ».

En terminant, il raille les hasards du parlementarisme « où des votes importants furent décidés par la circonstance fortuite qu'on avait pu tirer un malade de son lit pour qu'il vint donner sa voix. Messieurs, le destin de la Prusse ne peut dépendre en dernier ressort de pareilles misères. »

Sa fougue et son ironie furent vaines, par 212 contre 93, les députés se rangèrent à l'avis de la commission et rayèrent du texte constitutionnel la permanence des impôts. Mais la première Chambre ne suivit pas leur avis, et à une faible majorité écarta l'amendement déjà voté par la seconde, le gouvernement se garda de protester. Ainsi fut conservé un principe dont Bismarck devait faire, quinze ans plus tard, un retentissant usage. Par une singulière fortune, il donnait des arguments en faveur d'une arme de réaction, dont il forgea, tant d'années après, le meilleur outil pour faire l'Allemagne.

Logique avec lui-même, le 24 octobre il défendait l'aristocratie sur laquelle il s'appuya pour gouverner aux débuts de son ministère. D'après la Constitution de 1848, les membres de la première Chambre étaient les uns héréditaires, d'autres nommés à vie par le roi, d'autres encore élus par les provinces et les communes. La commission de revision proposait de ne maintenir à titre héréditaire que les membres de la famille royale, et de constituer la Chambre haute de 240 députés élus par les représentants des provinces et des cercles, et par les propriétaires fonciers les plus imposés. La droite déposa un amendement pour accroître le nombre des représentants de la noblesse et leur donner l'hérédité. Bismarck prit la parole pour soutenir cet amendement [1].

Dès son début, il rompt une lance contre le régime parlementaire fondé sur la représentation du pays. « C'est une des erreurs populaires d'à présent, dit-il, de croire qu'une véritable et juste représentation soit possible, une représentation qui dans un grand État réfléchisse les conditions et les besoins du peuple tout entier et de chacune de ses parties, les réfléchisse, non pas même avec la fidélité du daguerréotype, mais au moins avec la ressemblance d'une esquisse superficielle. Je range une telle représentation dans la même classe que la quadrature du cercle... Il faut principalement consulter l'utilité et donner le plus de poids à ces garanties qui nous assurent de trouver chez nos représentants l'indépendance, la sagesse et la compétence spéciale qu'exige leur mandat. »

Passant en revue les divers pays, il fait entre la France et l'Angleterre ce parallèle railleur et passionné. « Le caractère de la révolution anglaise, c'est la liberté, celui de la révolu-

1. *Bismarck Député*, p. 166 et suiv.



tion française, l'égalité. Aujourd'hui encore, si vous adressez la parole, dans la rue, à un prolétaire anglais, vous vous apercevrez à son air qu'il a très bien le sentiment de virile indépendance, mais qu'il reconnaît sans détour la supériorité de votre situation sociale comme gentleman. Si au contraire vous voulez causer avec un ouvrier parisien, vous risquez de voir paraître chez lui, par la brutalité de sa réponse, la crainte que vous ne vous croyiez plus que lui parce que vous êtes mieux vêtu. La liberté anglaise est soutenue par une mâle conscience de soi-même, qui se sent assez fière pour pouvoir supporter au-dessus de soi une situation supérieure. L'égalité française est une fille chimérique de l'envie et de la convoitise, que cette nation richement douée poursuit depuis soixante ans à travers le sang et l'aberration sans pouvoir l'atteindre. »

Pour « rectifier et fixer l'opinion publique », continue l'orateur, il faut chercher un point d'appui dans la noblesse. On la dit trop adonnée au service des Cours. « Jusqu'ici, grâce à Dieu, nous n'avons pas appris en Prusse à séparer le service du souverain de celui du pays, et, s'il plaît à Dieu, nous ne l'apprendrons jamais... On craint qu'une aristocratie héréditaire ne veuille se poser en adversaire des libertés du peuple... J'affirme que, pour la *véritable* liberté, pour l'indépendance politique, sans laquelle la liberté ne peut exister en Prusse, les services de la noblesse prussienne sont considérables. Parcourez les champs de bataille sur lesquels on a combattu pour la gloire et la liberté prussiennes ! Depuis le champ de bataille de Varsovie[1] où le grand Électeur jeta les fondements de l'indépendance de la Prusse, jusque sous les murs

1. En 1656, Charles X, roi de Suède, et le Grand Électeur de Brandebourg, défirent les Polonais sous les murs de Varsovie.

de Rastadt[1], partout vous trouverez que les racines de la liberté prussienne ont été largement arrosées du sang de ses familles nobles. » Lorsque la noblesse a vu abolir au commencement du siècle ses privilèges, elle n'a eu « aucune mauvaise humeur frondeuse », et s'est ralliée autour du Roi « pour soutenir la maison royale et pour sauver la patrie ».

« Je considère, conclut Bismarck, la pairie héréditaire comme seule capable de nous garantir que la Constitution prussienne naviguera entre la Scylla d'un aimable régime du sabre et la Charybde de la domination jacobine... Je m'excuse si j'ai plutôt parlé *pro domo* que *de republica*, en m'efforçant de défendre une classe à laquelle j'ai l'honneur d'appartenir, contre les attaques injustifiées dont elle a été l'objet à cette tribune. Je me suis cru autorisé à prendre cette défense, d'autant que j'ai la conviction de n'avoir jamais fait tache à l'honneur de la noblesse par d'arrogantes prétentions ou par du mépris pour d'autres classes. »

Les arguments de Bismarck portèrent ; pour la première fois de sa carrière politique, sa parole avait agi sur l'Assemblée. Le projet de la commission fut rejeté ; mais la discussion reprit le lendemain, les députés se perdirent dans des amendements, et, à une majorité de quatre voix, adoptèrent un système presque identique à celui de la commission. La Chambre haute comprit, outre les princes de la famille royale, 180 membres élus, un tiers par les propriétaires les plus imposés, deux tiers par les représentants des provinces et des cercles. En 1854, le caractère et la composition de la première Chambre furent transformés : devenue Chambre des Seigneurs, elle se composa de membres héréditaires ou

1. Juillet 1849. La révolution badoise prit fin lors de la capitulation de Rastadt.



nommés à vie par le Roi, de représentants des Universités, des villes, de la noblesse, etc...

En six semaines, Bismarck s'était à trois reprises et à grand fracas rattaché aux vieilles traditions prussiennes : la politique particulariste en Allemagne, les privilèges de la Couronne, les droits de la noblesse. Ces discours avaient eu grand retentissement et avaient mis en relief leur auteur. Il était devenu le chef non seulement d'une fraction de la Chambre, mais d'un parti dans le pays.

La Cour avait été ravie de trouver un champion dans ce hobereau de petite noblesse, mais de grande crânerie, et elle mettait tous ses soins, toutes ses coquetteries à se l'attacher étroitement. Presque chaque soir il était invité : raoût du roi, dîner de la princesse de Prusse, du prince Albert, soirée au ministère de la Guerre, au ministère de l'Intérieur. Bismarck ne manquait aucune de ces invitations, causait avec tous, et « dansait comme un sous-lieutenant ». Malgré son robuste bon sens, il était atteint par ces flatteries délicates et sa correspondance reflétait naïvement sa joie : « Ce matin, à la manœuvre, la reine, ma vieille flamme, m'a salué si cordialement; elle avait passé près de moi sans me reconnaître, puis s'est levée en se retournant dans la voiture pour me faire trois fois signe de la tête; cette femme sait apprécier un cœur prussien [1]. »

Frédéric-Guillaume IV se joignait à ces attentions. Une fête à Brandebourg, le neuf centième anniversaire de la fondation de la cathédrale, lui donnait l'occasion de glorifier son partisan jusque dans sa circonscription électorale. Toute la Cour s'y rendait, les ministres, un général russe; Bismarck s'asseyait « tout en avant de l'église, près des princesses »;

1. Bismarck. *Briefe an seine Braut und Gattin*, 11 septembre 1849, p. 152.

le soir, au banquet, le roi couvrait de fleurs le député loyal et tançait vertement un président supérieur dont le zèle s'était insuffisamment manifesté lors des élections. Quelques jours plus tard, Bismarck était invité à une chasse dans les forêts de Letzlingen, qui avaient longtemps appartenu à sa famille. Il s'y adonna avec passion à son exercice favori, tandis que le monarque-poète se retirait dans un coin de bois avec un volume de Shakespeare : des hâbleurs prétendent qu'un cerf curieux vint lire sur son épaule[1].

Ces plaisirs mondains n'empêchaient pas Bismarck de fréquenter la brasserie Schwarz et les bureaux des journaux; il se rendait surtout à la *Gazette de la Croix* où il retrouvait la plupart de ses amis politiques, Gerlach, Stahl, le comte d'Arnim ; il passait de l'un à l'autre, indiquait le sens d'un article, et souvent s'asseyait pour en écrire un, d'un seul trait. Sa verve s'exerçait parfois au détriment de M. de Persigny, dont les vanteries et la désinvolture faisaient la joie de Berlin[2].

Bientôt l'installation de Mme de Bismarck lui donnait une vie plus calme. Il avait cherché avec un soin de bon bourgeois un appartement où loger les siens, trouvant l'un trop froid, l'autre trop cher, et il s'était fixé 37 Dorotheenstrasse, au centre de la ville, près des Tilleuls. Mme de Bismarck y vint au commencement d'octobre et le bon père de famille qu'il y eut toujours dans Bismarck mit à l'installer les soins les plus tendres. Le jeune ménage vivait assez retiré ; les revenus étaient limités ; la « méprisable question d'argent », — c'est le mot de Bismarck, — entravait bien des projets ; le fier nobliau ne pouvait admettre que sa femme fût modestement

1. Hesekiel. *Das Buch vom Fürsten Bismarck*, p. 118.
2. Paul Matter. *Les Missions de M. de Persigny à Berlin*. Revue d'histoire diplomatique, 1898, p. 62 et suiv.

mise et préférait « éviter que les bonnes langues ne disent : « Ah ! Ah ! elle a encore sa robe bleue aujourd'hui[1]. » D'ailleurs un second enfant était attendu ; Herbert naquit le 28 décembre. Pour ces raisons, Bismarck « vivait très en famille[2] », et restait le soir « à côté du sopha de sa femme », somptueusement enveloppé dans une robe de chambre d'un vert tirant sur le jaune, et restée célèbre dans les annales de la famille, à cause de sa couleur, sous le nom de la robe-talus.

Ces soins domestiques n'entravaient pas d'ailleurs son activité politique. Sa situation à la Chambre s'était dégagée et agrandie. On parlait de lui comme d'un futur ministre. Dès le mois d'août, un membre assez considérable du parti conservateur, le baron Senfft von Pilsach, avait conseillé au roi de l'adjoindre au cabinet[3]. Brandenburg et Manteuffel ne s'en souciaient guère ; ils le trouvaient trop ardent pour diriger un ministère ; ils préféraient l'avoir pour défenseur à la Chambre où ils étaient sûrs de son intervention à l'heure voulue. Il était devenu le leader incontesté de l'extrême droite et « prenait ouvertement position à chaque projet de loi soumis au Landtag ».

Un de ces discours eut un vif retentissement à cette époque et même vingt-cinq ans plus tard, par les déclarations cléricales qu'il y fit. La Chambre précisait l'article de la Constitution qui édictait le caractère civil du mariage. Bismarck partit carrément en guerre contre ce principe qui « oblige les membres de l'Église chrétienne à se soumettre aux exigences de vos articles de foi constitutionnels avant de recevoir la bénédiction de laquelle seule dépend pour nous la

1. Kendell. *Bismarck et sa famille*, p. 32.
2. Lettre à Mme de Puttkamer, 4 novembre 1849. Bismarck, *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 172.
3. Blum. *Fürst Bismarck und seine Zeit*, t. I, p. 202.
4. Discours du 15 novembre 1849. *Bismarck Député*, p. 177.

validité du mariage. — Vous permettez, ajoutait-il, il est vrai, à ceux qui en éprouvent le besoin personnel, de se faire aussi marier religieusement par surcroît; vous permettez à l'Église d'être le laquais de la bureaucratie subalterne; vous permettez au pasteur de faire comparaître devant l'autel le couple marié et de demander à l'homme marié s'il veut ou non prendre pour femme celle qui est déjà devenue sa femme légalement, — question à laquelle il ne peut plus légalement répondre « non ». — Pourquoi cette atteinte profonde aux idées religieuses, aux sentiments du peuple? Pour les juifs qui ne sont plus juifs et veulent s'unir avec des chrétiennes qui se nomment faussement chrétiennes? Je trouve étrange qu'à cause de quelques rénégats on veuille imposer cette contrainte inouïe à une population composée de millions de chrétiens qui sont restés fidèles à la foi de leurs pères. »

Il continue en exposant la nécessité de l'union entre la loi et la religion. « Si la législation veut instruire le peuple et le guider, elle doit faire en sorte que la vie du peuple, dans toutes les conditions, s'appuie fermement sur la foi aux bénédictions de l'Église. » En terminant, il cingle les « démocrates fanatiques » par ces mots : « J'espère bien vivre assez longtemps pour voir la Barque des fous[1] de notre temps se briser contre le rocher de l'Église chrétienne, car la foi à la parole révélée de Dieu est encore plus forte dans le peuple que la foi à l'efficacité salutaire d'un article quelconque de la Constitution. »

Ce discours extraordinaire, qui semblait proféré par un père missionnaire de 1816, fut accueilli par les sifflets de la gauche et n'eut aucune influence sur la décision de la Chambre. Il répondait pourtant à l'opinion du gouvernement,

1. Narrenschiff, poème satirique de S. Brant, 1494.



car le mariage civil ne fut réglementé en Prusse qu'en 1873 ; le parti ultramontain ne se fit pas faute alors de rappeler à Bismarck sa profession de foi de 1848. Le ministre répondit avec bonne humeur que son discours « n'était pas mauvais en la forme oratoire », mais que, lui-même, était un homme d'État, sachant subordonner ses convictions aux « besoins généraux de l'État, dans l'intérêt de la paix et du bien de sa patrie. » Et le projet du chancelier fut adopté.

La session suivait son cours avec calme et sans incident. Bismarck ne manquait pas une séance, mais il trouvait la « Chambre chaque jour plus fastidieuse », et s'y ennuyait consciencieusement. L'homme de combat regrettait « les démocrates de la précédente Assemblée avec qui la lutte était plus amusante; maintenant ces constitutionnels aquatiques prêchent les mêmes principes, mais n'ont pas le courage d'en tirer les conséquences jusqu'au bout; ils couvrent leur poison d'un sucre de patriotisme, mais le noyau reste toujours égoïsme et recherche du pouvoir ». Il se plaignait que le fond des débats fût une question de personnes : « Notre malheur dans la Chambre est l'ambition des chefs de partis. Qui réunit une douzaine de voix se considère comme l'héritier légitime d'un portefeuille, et trouve que son prédécesseur, le ministre actuel, est depuis bien trop longtemps en fonctions. A ces chefs se pend une masse de gens qui pensent attraper au moins une place de président lors d'un changement de ministère[1]. »

Malgré tout, il intervenait dans chaque discussion importante. Les débats à la Chambre portaient principalement sur des questions économiques : deux sujets de première importance étaient en délibéré, l'un né brusquement des idées

1. Lettres à Meus, 4 octobre 1849. *Politische Briefe Bismarck's*, t. I, p. 5 et 6; à Mme de Puttkamer, 4 novembre, *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 172.

de 1848, la condition des ouvriers, l'autre provenant d'une lente évolution, la transformation de la propriété foncière. Sous cette double face, sociale et agraire, toute l'organisation nouvelle de la Prusse était discutée. Bismarck avait eu dès l'Université le goût de l'économie politique, il en avait étudié alors les principes avec quelque soin; mais, depuis Göttingue, son intelligence était devenue trop indépendante et personnelle pour accepter des théories toutes faites; il avait les doctrinaires en horreur; il regardait et cherchait le mieux. Il a, pendant des années, vécu dans la campagne de Poméranie; il a éprouvé les difficultés de la culture et ressenti les anxiétés du cultivateur. Il en conclut que le rôle de l'État est d'alléger ces difficultés et de soulager ces anxiétés. Mais, à cette époque de sa vie, il n'a pas encore élargi sa manière de voir; il tient de famille, de caste, certains préjugés dont il ne se dégagera que lentement, même pas complètement; il se rattache, en économie sociale comme en politique, au parti féodal[1]; il voit et juge en hobereau qui possède, et craint l'expropriation. De là sa colère contre les idées égalitaires de 1848. Jusqu'à la tribune, il s'élève contre elles : « La nombreuse classe des journaliers, dans les provinces de l'Est, par exemple en Poméranie et dans la province de Prusse, a été, toute l'année dernière, excitée par les promesses des démocrates. Ces convoitises ne sont nullement éteintes. La prétention des journaliers ne se borne pas à demander qu'ils soient investis des pièces de terre dont l'exploitation à leur propre usage forme une partie de leur salaire; non, ils vont plus loin; ce qu'ils demandent, c'est le partage intégral non seulement des biens nobles, mais aussi des fermes. Il existe des plans complets de partage[2]. » Cette indignation est profonde en lui : il a senti un vent de par-

1. Brodnitz. *Bismarck's nationalœkonomische Anschauungen*, p. 16 et suiv.
2. Discours du 24 novembre 1849, *Bismarck député*, p. 193.



tage passer sur ses terres de Schönhausen et de Kniephof.

Ces terres, il veut les conserver intactes, les laisser à ses fils comme il les a reçues de son père; il pousse un cri de colère lorsqu'il craint de les voir amoindrir. Parle-t-on de frapper d'impôts particuliers les biens nobles, il s'exclame : « On prépare au ministère un acte honteux..., c'est un mélange de lâcheté et d'iniquité sans pudeur[1]. » Ce cri de colère se renouvelle chaque fois que la Chambre ose toucher aux biens fonciers en général, aux propriétés nobles en particulier. Il s'élève « au nom des grands et petits propriétaires ruraux », contre le rachat des servitudes forestières[2]; il critique « en face du pays » le mode de rachat proposé pour les rentes foncières et annonce qu'en faisant des promesses inconsidérées « on sème le vent et on recueillera la tempête[3] »; il s'indigne contre le projet sur l'égalisation de l'impôt foncier qui pèsera lourdement sur le cultivateur : « Je ne vois pas pourquoi celui qui tire son revenu de la propriété foncière, — peut-être avec une plus grande peine personnelle et de grands risques, car en toutes circonstances et en toutes conjonctions, il faut qu'il satisfasse ses créanciers, — pourquoi celui-là serait beaucoup plus imposé que cet autre qui n'a qu'à détacher des coupons ou à toucher des intérêts hypothécaires pour empocher bien commodément son revenu ? » « Injustice, blessure, lésion de droits acquis », ces mots reviennent sans cesse dans la défense qu'il présente de la propriété rurale[4].

Ces discours ressemblent bien à une plaidoirie pour ses intérêts personnels. Mais ils contiennent quelques idées qu'il conservera toute sa vie : le respect des cultivateurs, l'amour de

1. Bismarck, 21 septembre 1849. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 162.
2. Discours du 7 décembre 1849.
3. Discours du 10 décembre 1849.
4. Discours du 18 février 1850. *Bismarck Député*, p. 223.

la petite noblesse attachée à sa terre, le sentiment des devoirs de l'État envers les agriculteurs. Comme par avance, il a compris qu'en Prusse la monarchie trouve dans cette classe son appui naturel; le bourgeois a des idées de liberté, l'ouvrier est volage, l'homme des champs est fidèle; en 1847, Bismarck vante cette fidélité, à partir de 1863, il s'en servira.

Il s'attaque avec une même ardeur à la question ouvrière; la discussion d'un projet de loi sur l'industrie lui donne l'occasion d'exposer le conflit du capital et de la main-d'œuvre, la situation difficile faite au petit artisan qui lutte pour la vie[1]. Chose remarquable chez ce campagnard, il comprend que l'existence est plus dure à l'ouvrier des villes qu'au cultivateur des champs. « On prétend, dit-il, que l'artisan gagne seulement deux fois autant que le journalier de la campagne; c'est là une opinion de cabinet, mais qui n'est pas tirée de la vie pratique. L'artisan à Berlin ne peut vivre s'il n'a pas le triple ou le quadruple de ce que gagne l'ouvrier en province. Ce dernier reçoit, à la campagne, un salaire quotidien de 6 à 8 groschen[2], — tandis qu'à Berlin, un fendeur de bois, s'il travaille jusqu'à midi aidé de sa femme, et qu'il ait par exemple fendu et rentré une corde de bois, gagne de un et demi à deux thalers; et il a besoin de ce salaire pour pouvoir, avec un si rude travail, soutenir son existence. Un tailleur berlinois, travaillant pour un magasin de confection, gagne, avec l'aide de sa famille, 20 groschen par jour quand cela va bien; et vous conviendrez avec moi que l'artisan, eu égard aux frais de son apprentissage et au capital d'exploitation qui entre dans son outillage et dans son atelier, doit compter sur un plus haut salaire; autrement il peut, comme on a coutume

1. Brodnitz. *Bismarck's nationalœkonomische Anschauungen*, p. 115.

2. Le groschen était de 12 centimes 1/2; il entrait 30 groschen dans le thaler.



de le dire « se faire rendre l'argent de son apprentissage »... Le réduire à un moindre salaire, c'est le condamner à mourir lentement d'inanition. »

Ses tendances d'ancien régime se retrouvent dans les remèdes qu'il propose à ces situations pénibles; il cherche des palliatifs dans l'intervention directe de l'État. « Il ne faut pas se faire scrupule de protéger par une contrainte légale l'existence de la classe des artisans. Il est vrai que la liberté d'industrie peut offrir certaines commodités pour le public, elle livre des marchandises à bon marché, mais à ce bon marché sont adhérentes, comme une tunique empoisonnée, la misère et la douleur de l'artisan, qui se voit en face de la ruine. » Bismarck demande donc la renaissance de « corporations professionnelles fortement et exclusivement organisées, malgré l'arrière-goût moyen âge qui s'y attache[1] ».

Certaines de ces idées lui resteront familières. Il tiendra la protection de l'ouvrier pour un devoir d'État, non par vague humanité, mais par un sentiment de nécessité : il veut attacher à l'Empire toutes les classes sociales, et en particulier la masse laborieuse qui, étant le nombre, est un des éléments de sa force[2]. Il entend la diriger pour l'empêcher de se conduire elle-même où il ne veut pas qu'elle aille ; au socialisme révolutionnaire, il oppose la protection de l'État.

A la fin de la session, la discussion du budget militaire allait permettre au défenseur du trône et de l'autel d'entonner un hymne en faveur de l'armée. Les Chambres auraient voulu réduire les dépenses militaires; Bismarck rélamait leur accroissement et, le 5 février, avait déclaré que « marchander ces dépenses, ce serait couper le nerf vital de la Prusse ».

Le 20 février, il reprit ce thème et dans un discours très

1. Discours du 18 octobre 1849. *Loc. cit.*, p. 150 et suiv.
2. Ch. Benoist. *Le prince de Bismarck*, p. 122.



fouillé, exposa les « petites misères du militaire, » le soldat mal nourri, le sous-officier gêné, le jeune officier qui s'endette et songe à une carrière plus lucrative. En terminant, il s'éleva contre ceux qui voulaient réduire la solde des officiers. « Nous avons un corps d'officiers tel jusqu'ici que tous les peuples militaires nous l'envient, un corps d'officiers qui, à la tête d'une armée aguerrie et vieillie au service, est invincible pour tout ennemi existant, et forme l'unique base, pour la Prusse, d'une politique résolue et glorieuse. Le refrain de mon discours est le mot connu de Montecuculi, — ou de qui l'on voudra : Pour faire la guerre il faut : 1° de l'argent, — 2° de l'argent, et — 3° beaucoup plus d'argent que n'en donne ce budget[1]. »

Ce discours eut un sort malheureux ; les libéraux s'étonnèrent d'entendre un député, gentilhomme campagnard, simple lieutenant de réserve, réclamer un accroissement de dépenses que le ministre de la Guerre ne demandait pas. Le parti de l'armée protesta, même à la tribune, contre les paroles où Bismarck avait dévoilé « la brillante misère des officiers prussiens ». Cette malchance le suivit plus tard ; il aimait l'armée à la passion, fit tout pour elle et par elle. Mais en temps de paix et de guerre, les officiers le tinrent à l'écart comme un vulgaire civil et depuis sa mort s'évertuent à démontrer qu'il eut bien petite part dans la fondation de l'Empire allemand[2].

Peu de jours après le discours militaire, le 26 février, la session fut close. La question allemande passait par une nouvelle phase.

1. Discours du 20 février 1850, *Bismarck Député*, p. 249.

2. C'est l'effort des *Mémoires* ou *Souvenirs* des généraux de Verdy du Vernois, Moltke, Blumenthal, Stosch, même de Roon.



CHAPITRE VIII

LE PARLEMENT D'ERFURT

(MARS-AVRIL 1850)

Situation en Allemagne au commencement de 1850. Influence de l'étranger. Hésitations de Frédéric-Guillaume IV. — Convocation du Parlement national. Election de Bismarck. — Menées réactionnaires. — Réunion du Parlement. Les partis. Bismarck et Radowitz. Absence de direction. Gagern et Bismarck. — Otto s'ennuie. — Les débats sur le projet de constitution allemande. Déclarations prussiennes de Bismarck. Intrigues réactionnaires à Berlin. — Vote de la Constitution. La fin du Parlement et son échec.

Depuis l'été 1849, les espérances des patriotes allemands diminuaient régulièrement. Il est une allure générale des choses contre laquelle la lutte est impossible : le parti de l'Empire en éprouvait la dure expérience. L'Allemagne échappait des mains de la Prusse qui avait cru un moment la dominer tout entière : le prince de Schwarzenberg avait profité de l'automne pour pacifier définitivement la Hongrie et les provinces au delà des Alpes; l'Autriche devenait l'élément fort dans le centre de l'Europe et les rois se groupaient autour d'elle comme ils étaient allés à la Prusse en 1848; ils pratiquaient la politique de Schwarzenberg, ils étonnaient par leur ingratitude. Le roi de Saxe, qui avait appelé les Prussiens à Dresde, le roi de Hanovre, déclaraient tout net qu'ils ne pouvaient accepter un Parlement allemand sans l'Autriche et refusaient de convoquer les électeurs; au commencement de l'année 1850, ils négociaient avec les rois de Wurtemberg



et de Bavière une alliance dévouée à la cour de Vienne; pour y entrer, l'honnête Georges de Hanovre se retirait de l'Union du 26 mai; M. de Beust n'avait pas ces scrupules[1] et admettait la bigamie politique de la Saxe, unie au roi de Prusse et à l'empereur d'Autriche. Ainsi se formait l'alliance des Quatre rois, qui remplaçait la défunte alliance des Trois rois.

Les petits princes réfléchissaient; les plus loyaux, — le duc Ernest de Saxe-Cobourg en tête, — s'en tenaient à leurs promesses et réclamaient la réunion du Parlement national; les égoïstes regardaient vers Vienne et préparaient leur sortie de l'union allemande. L'électeur de Hesse « fantasque, taquin, intolérant », s'appliquait à reprendre les conceptions qu'on lui avait « extorquées[2] » et négociait avec la cour autrichienne; plusieurs l'imitaient.

Les puissances étrangères intervenaient en sens divers. L'Angleterre, par tradition parlementaire, était favorable au mouvement libéral et unitaire; le prince consort, parent du duc de Cobourg, avait acquis à l'idée allemande la cour de Londres; on y croyait encore que « l'union tout au moins partielle de l'Allemagne allait se produire », mais on comprenait les dangers des retards perpétuels, et le duc de Wellington disait à Bunsen, ambassadeur prussien : « Faites vite, le temps presse[3]. »

Le tzar, au contraire, se manifestait contre tout changement dans l'organisme allemand. Depuis deux ans, il se croyait le seul soutien de l'ordre en Europe; il l'avait rétabli en Hongrie, il estimait le temps proche où il interviendrait en Allemagne, et l'exprimait sans ménagement. « Mon maître, disait l'ambas-

1. Sybel. *Die Begründung des deutschen Reichs*, t. I, p. 355.

2. Rothan. *L'Europe et l'avènement du second Empire*, p. 261.

3. Bunsen. *Aus seinen Briefen*. Lettre du 24 février 1850, t. II, p. 215.

sadeur russe à Berlin, M. de Meyendorff, n'a pas l'habitude de faire des remontrances, il frappe. »

La politique française était ondoyante : la République ne pouvait être hostile au libéralisme allemand, mais le Prince-Président cherchait à se concilier les monarques pour réaliser ses ambitieux desseins. De là, les variations de l'action française, les changements d'ambassadeurs, les missions secrètes M. de Persigny envoyé pour contrôler M. de Lurde, et, devenu ambassadeur, contrôlé à son tour par M. Rio : de sorte que la République française était représentée, officiellement et officieusement, par un orléaniste, un bonapartiste et un légitimiste; mais il n'y avait pas de républicain.

Ainsi tous s'agitaient dans le sens de leurs intérêts. Et Frédéric-Guillaume IV se demandait où étaient les siens. A son ordinaire, il hésitait, ballotté par les opinions adverses dont on proclamait autour de lui l'excellence contradictoire. Depuis un an, les mêmes conseillers rabâchaient les mêmes arguments : Radowitz prêchait avec splendeur les beautés de l'unité allemande, la *camarilla* répétait que « la démocratie relevait partout la tête » et réclamait l'intervention de la Russie, « un affront qui sera un bonheur pour la patrie [1] ». Le cabinet n'était pas fixé, et même se scindait ; le comte Brandenburg, homme de parole loyale, croyait le souverain et ses ministres engagés par leur promesse de collaborer à l'unité allemande; Gerlach disait de lui avec douleur qu' « il marchait entièrement avec Radowitz ». M. de Manteuffel, au contraire, tenait ferme à l'indépendance de la Prusse : « Si nous chancelons, disait-il, tout est perdu, et je ne peux plus conduire les affaires publiques. »

C'était une Cour à l'instar du souverain, panachée et de

1. Général von Gerlach. *Denkwürdigkeiten*, 21 mars 1850, t. I, p. 448-449.



toutes opinions. De là les contradictions de la politique prussienne. Le 6 février 1850, au moment de la prestation de serment à la nouvelle Constitution prussienne, l'attitude de Frédéric-Guillaume IV était telle qu'on crut que « toutes les fautes, toutes les négligences des deux dernières années pourraient être réparées[1] ». Et, presque au même moment, le roi de Prusse négociait sous main avec l'Autriche[2] : inconsciente duplicité, qui menait la Prusse à son affaissement.

Cependant le roi de Prusse, agissant comme président de l'Union allemande, avait fixé au 31 janvier 1850 les élections pour le futur Parlement, qui allait se réunir à Erfurt. Des deux Chambres, l'une devait être nommée par les Assemblées de chaque État, l'autre élue par le peuple : la Prusse avait promulgué une loi électorale provisoire, analogue à la législation prussienne, — élection à deux degrés, division des électeurs primaires en trois classes, — qui brisait par avance tout effort des démocrates. Il n'y eut en présence que les « Prussiens » et les « Allemands ».

Le parti prussien, qui était celui de Bismarck, déploya une vive activité pour réussir. Ses candidats tenaient réunions sur réunions, menaçaient le bon Michel de toutes les calamités révolutionnaires et traitaient les partisans de Francfort comme des suppôts de Satan. Une proclamation, à la rédaction de laquelle Bismarck prit part, posait comme plate-forme électorale « une action vigoureuse contre les menées de la démocratie, le maintien du pacte fédéral dans un sens nettement conservateur, et sans que la pensée de l'unité allemande pût atteindre l'honneur ou la force de la Prusse[3] ». Otto écrivait à un électeur de sa circonscription : « Je suis

1. Duc Ernest de Saxe-Cobourg. *Aus meinem Leben*, t. I, p. 524.
2. Prokesch von Osten. *Aus den Briefen*, 29 mars 1850, p. 127.
3. Blum. *Fürst Bismarck und seine Zeit*, t. I, p. 211.



très disposé à accepter une élection pour Erfurt, car il me paraît maintenant très nécessaire que la Prusse, qui peut former la seule base saine et forte pour l'union plus étroite de l'Allemagne, y soit défendue contre les attaques affaiblissantes et dissolvantes des Francfortois et partisans de la prétendue « grande Allemagne ». Nous y courons le danger d'y faire le plus grave sacrifice au détriment de notre puissance et notamment de notre système d'impôts, sans acquérir rien d'autre qu'un amoindrissement de notre indépendance au projet des petits États[1]. » Sans grande difficulté, il était élu dans sa circonscription député à la Chambre du Peuple.

Frédéric-Guillaume IV, en convoquant le Parlement à Erfurt pour le 20 mars, ne savait exactement ce qu'il voulait lui proposer. Il le réunissait pour lui soumettre le projet de constitution adopté par le traité du 26 mai[2] et accepté par les divers membres de l'Union allemande; mais ce projet avait été rédigé sous l'influence des idées en cours au Parlement de Francfort et ces idées n'étaient plus de vogue; d'autre part, il supposait l'adhésion de tous les États allemands, plusieurs faisaient la sourde oreille et non des moindres; enfin, il était en désaccord sur divers points avec la nouvelle Constitution prussienne, votée par les Chambres le 21 janvier 1850 : triple raison pour le reviser.

Le cabinet prussien rédigea un acte additionnel qui modifiait la répartition des voix dans le collège des princes et la Chambre des États, et « réservait à un arrangement ultérieur » les relations de l'union fédérale avec les États allemands qui n'y auraient pas encore adhéré; en outre, continuait ce projet « le pouvoir exécutif ne peut leur déclarer la guerre; les

1. Lettre de Bismarck à un citoyen de Rathenow, janvier 1850. *Politische Briefe Bismarck's*, t. II, p. 4.

2. Voyez *supra* p. 187.

membres de l'Union qui ont avec eux des traités de douane ou autres arrangements internationaux ne peuvent être entravés dans l'accomplissement de leurs obligations ». C'était déjà une grave atteinte à l'unité allemande. Mais le parti prussien la trouvait insuffisante : il voulait que le Parlement remît tout sur le chantier, et bouleversât le projet de constitution avant de l'adopter. Le parti allemand voyait le piège, et prétendait accepter en bloc le texte du 26 mai, quitte à le reviser ensuite pour le mettre en harmonie avec la Constitution prussienne.

Entre ces deux opinions, Frédéric-Guillaume IV hésitait et cherchait un système moyen. Le 11 mars, en conseil des ministres, il décidait de proposer au Parlement national l'adoption en bloc, sous réserve du vote de l'acte additionnel et d'une revision immédiate à laquelle tout serait subordonné [1]. Il donnait en ce sens des instructions aux commissaires du conseil d'administration devant les Chambres : le général de Radowitz, naturellement désigné par son éloquence et sa situation hors pair, M. de Carlowitz, jadis au service de la Saxe et représentant, par hypothèse, de cet État défaillant, M. de Lepel pour la Hesse, M. de Vollpracht pour le Nassau et M. de Liebe pour le Brunswick.

La prochaine réunion du Parlement national attirait l'attention générale. « Tout gravite autour d'Erfurt », constatait l'ambassadeur d'Autriche, Prokesch, et il ajoutait peu après : « Dans le public, la croyance à Erfurt est faible, même le duc de Brunswick me disait hier : « Rien n'en peut sortir, la chose doit tomber d'elle-même [2]. » Le parti allemand conservait peu d'illusion. « Je crains, écrivait un ami hanovrien à Biedermann, que l'espoir en Erfurt ne devienne chaque jour

1. Gerlach, *loc. cit.*, t. I, p. 462 et suiv.
2. Prokesch, *loc. cit.*, p. 117-119.



plus faible. Il souffle un vent glacé du Nord sur notre pauvre patrie qui affaiblit même les gens courageux et leur fait fouler aux pieds leur passé[1] ».

Cependant le grand jour approchait, la foule affluait à Erfurt : représentants de l'Union et des princes, députés et hommes politiques, même délégués étrangers.

Le 20 mars, les rues de la petite ville retentissaient de chants et de sonneries de cloche. « La solennité de ce jour, racontent les gazettes du temps, a été ouverte par l'association des chanteurs thuringiens. Le cortège, accompagné d'une foule de curieux, s'est rendu de bonne heure sur la place de la cathédrale. Il était précédé d'emblèmes et de drapeaux. Le choral a été chanté. Après la célébration de l'office divin, les députés se sont rendus à l'hôtel du Gouvernement. » Les plus pompeuses cérémonies, ce sont les enterrements. On allait fermer le cercueil de l'Allemagne.

Dès que les députés furent entrés dans la salle des séances, M. de Radowitz prononça le discours d'ouverture au nom du conseil de l'Union. Ce fut un exposé quelque peu aigre des déceptions et des défaillances éprouvées depuis un an. L'Autriche, la Bavière, le Wurtemberg, le Luxembourg, le Limbourg et Hesse-Hombourg refusaient d'accéder à l'alliance. La situation du Holstein et du Lauenbourg ne pouvait être fixée pendant la guerre des duchés; Francfort ne répondait pas; la Saxe et le Hanovre ne voulaient pas être représentés au Parlement, et une action était intentée contre eux « devant le tribunal arbitral pour les contraindre à remplir leurs droits fédéraux. » Ainsi, avant de se constituer en Union, on était en procès. Et sur cette constatation mélancolique, Radowitz déposa le projet de constitution et l'acte additionnel.

1. Biedermann. *Mein Leben und ein Stück Zeitgeschichte*, t. II, p. 31-32.

Dès cette première séance et surtout dans les réunions extra-parlementaires se dessina le groupement des partis. Le Parlement d'Erfurt avait une physionomie très différente de l'Assemblée de Francfort[1] : la moitié de l'Allemagne n'y était pas représentée, la majorité des députés à la Chambre du Peuple et près de la moitié à la Chambre des États provenaient de Prusse ; le parti démocratique n'y avait point de partisans ; la majorité appartenait au parti allemand qui siégeait à gauche et se réunissait au buffet de la gare. On y retrouvait la plupart des orateurs de Francfort, Gagern, Beckerath, Schwerin, Vincke, Simson, etc., hommes d'opinions modérées, dévoués à leurs souverains, mais tenant à l'unité de l'Allemagne et prêts à sacrifier beaucoup pour l'obtenir. Ils arrivaient à Erfurt avec peu d'espoir ; les échecs répétés des deux dernières années leur avaient enlevé toute illusion, mais leur patriotisme leur dictait un dernier effort. Un appui inattendu leur vint de Bodelschwingh, ancien ministre de Prusse, d'une influence considérable, qui se rallia à l'adoption en bloc de la Constitution. Cette conversion fit scandale dans le parti réactionnaire, qui la reprocha à Bodelschwingh comme une défection.

A droite, le parti du Prunelier (nom de l'hôtel où délibéraient ses membres), se déclarait hostile à la Grande Allemagne, par opposition au régime parlementaire et par crainte d'amoindrir le grand État de Prusse s'il était contraint de partager le pouvoir avec les petits princes. Son chef, Stahl[2], résumait dans ces mots sa ligne politique : « Notre mot d'ordre n'est pas État fédéral à tout prix, mais intégrité à tout prix de la Couronne prussienne. » Il ajoutait pour préciser son

1. Sur la constitution des partis à Erfurt, voyez Biedermann, *Geschichte Deutschland's*, 2e partie, t. II, p. 2 et suiv.

2. Professeur de droit politique à l'Université de Berlin.

système constitutionnel : « Roi ou Parlement, voilà la question. » Le conseiller de Gerlach, qui siégeait à côté de lui, menait campagne dans la *Gazette de la Croix* contre le traité du 26 mai : « Qui doit gouverner ? écrivait-il. Est-ce Henri de Gagern, qui prêchait dans l'église Saint-Paul (à Francfort), la souveraineté du peuple, ou les petits-fils du Grand Électeur? L'Aigle de Prusse doit-il être enfermé dans la cage de Gotha. » Otto de Bismarck était des leurs, mais s'il avait mêmes ardeur et audace réactionnaires, il n'avait pas leur morgue et leur hauteur; M. de Persigny, qui le fréquenta à cette époque, était frappé de sa « bienveillance » et de sa « considération » pour les personnes avec lesquelles il s'entretenait[1]. Ce fut toujours un trait de son caractère d'engager des conversations amicales avec ses adversaires, et de se moquer des commentaires qu'on en tirerait. Il ne se mettait, alors, en fureur qu'à la vue de Radowitz, dont il se posait comme l'adversaire, « avec autant de résolution que d'insuccès[2] ». L'éloquence vaste et vague du grand orateur, ses raisonnements logiques en apparence et un peu creux au fond, faisaient horreur à son esprit pratique et à son rude bon sens. Il conte dans ses Mémoires un trait assez significatif de l'imprécision dans laquelle vivait Radowitz : comme on parlait à Erfurt devant lui des troupes que l'Autriche avait concentrées en Bohême pour servir de contre-poids au Parlement, le général déclara sur un ton qui ne souffrait pas de réplique : « L'Autriche a, en Bohême, 28.254 hommes et 7.132 chevaux. » Or il est établi que cet effectif dépassait cent mille hommes[3]. Ainsi, à la veille d'une guerre, Radowitz ignorait complètement les forces de son adversaire.

1. Persigny. *Mémoires*, p. 282.
2. Keudell. *Bismarck et sa famille*, p. 32.
3. Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 87.

L'élection des bureaux manifesta la majorité de la gauche dans les deux Assemblées. A la Chambre des États, le président fut Rodolphe d'Auerswald qui avait été ministre libéral en Prusse; les membres de la Chambre du Peuple choisirent pour diriger leurs délibérations l'ancien Président du Parlement de Francfort, Simson. Bismarck, un des plus jeunes députés, avait été secrétaire provisoire; il fut maintenu dans ces fonctions dans le bureau définitif; il était, dès lors, antisémite jusqu'à la moelle et dans ses lettres plaisantait fort « mon juif de président[1] ». Il ajoutait devant un collègue : « Mon père se retournerait trois fois dans sa tombe s'il savait que je suis devenu le secrétaire d'un littérateur juif. » Il atténua plus tard ce préjugé de race, car il fit de cet israélite le président du tribunal fédéral.

Les deux Chambres étaient ainsi constituées, elles n'avaient plus qu'à s'emparer du projet de constitution. Mais auparavant le général de Radowitz demande la parole à la Chambre du peuple « pour faire quelques observations générales ». Son discours tient la séance du 26 mars, éclatant d'éloquence, vibrant de patriotisme et d'enthousiasme. Il ne présente pas la même mélancolie qu'à l'ouverture du Parlement; il a été gagné par la cordialité générale. Cependant il ne dissimule pas les difficultés de la tâche soumise à l'Assemblée; l'heure n'est plus, comme à Francfort, aux vastes pensées : « Nous cherchons à élever une maison plus étroite pour les alliés qui, dès à présent, se sont mis en une communauté sincère; nous ne fermons la porte à aucun de nos frères de race allemande; nous ne forçons personne à une autre résolution que la plus utile pour chacun. » Le gouvernement prussien aurait voulu mieux et plus grand; il a proposé de développer le pacte

1. Bismarck. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 180.



de 1815, en réunissant deux fédérations alliées, la fédération autrichienne et la fédération des États allemands; ce plan a échoué pour plusieurs raisons : le refus du gouvernement de Vienne, l'opposition des « Cours qui depuis la chute de l'empire d'Allemagne ont acquis le titre de royaume », la crainte « de plusieurs Prussiens de voir dans la marche allemande des inconvénients pour leur patrie restreinte ». Et Radowitz s'élève avec force contre cette crainte, exploitée par Bismarck et ses amis : « Malheur à l'Allemagne, malheur à tout notre avenir s'il en était ainsi! mais cela n'est pas. La Prusse ne perdra rien de son histoire glorieuse, ni de sa position européenne, si l'Allemagne se fortifie dans sa communauté. » On ne peut d'ailleurs arrêter la force des événements : « Le mouvement national peut rétrograder, mais, si vous me permettez cette comparaison mathématique, le mouvement rétrograde n'est qu'apparent, il appartient à une courbe fermée, il faut qu'elle redevienne droite et qu'éloignée du soleil elle rentre dans la voie qui doit l'en rapprocher aussi sûrement qu'il y a dans la vie des nations une loi plus haute. » En vain s'opposera-t-on à ce mouvement national. Pour l'entraver, les royaumes présentent de nouvelles propositions. « Elles seront examinées sérieusement et sincèrement, mais elles ne sauraient arrêter notre marche... La tâche que nous avons à remplir ne s'est pas amoindrie; elle est devenue plus urgente. Elle vous prépare plus de peine et moins d'éclat, elle exige plus d'abnégation et donne plus de satisfaction, elle a trait plutôt à l'avenir qu'au présent; l'histoire même couronne non ce qui est facile et commode, mais ce qui a été acquis au prix de grands efforts et de longues privations. »

Ce discours-programme fut l'événement du jour; il était plein d'enthousiasme, de foi dans les destinées de l'Allemagne;

mais c'était un superbe monument de rhétorique plus qu'un plan précis de travail et d'avenir. Il marquait de suite le défaut de direction qui fut le vice du Parlement d'Erfurt, comme de toutes les assemblées parlementaires du temps en Allemagne. Radowitz, qui était chargé de cette direction, était plus orateur qu'homme d'État ; il ne savait exactement où il allait ; quelqu'un lui demandait par quelle voie il entendait créer l'unité allemande, il répliqua, à Erfurt même, qu' « il ne pouvait l'indiquer, qu'il devait marcher au gré des événements[1] ». A son défaut, les deux ministres de Prusse, Brandenburg et Manteuffel, qui siégeaient au Parlement national, auraient pu diriger les délibérations. Mais ils ne voulaient pas manifester leur secret dissentiment sur la question allemande et gardaient de Conrart le silence prudent. Frédéric-Guillaume IV s'en étonnait, reprochait à Manteuffel « son silence, faute regrettable à côté de l'énorme bonne volonté de la plupart des députés prussiens et non prussiens de se laisser conduire par mes ministres[2] ». Brandenburg continuait à se tenir coi ; Manteuffel parlait, le 12 avril, mais sans grand entrain et trop tard.

La direction du travail parlementaire aurait pu être prise par tel homme politique, connu par ses discours et ses actes au Parlement de Francfort. Henri de Gagern semblait désigné pour ce rôle, mais il était découragé et ne croyait plus au succès des revendications nationales. Manteuffel essaya de préparer une entente entre lui et Bismarck, et les laissa en tête-à-tête. Gagern prit une attitude de « Jupiter tonnant », et répéta, sans clarté ni précision, le programme de son parti. « Il parlait, ajoute Bismarck, sans me fixer, en roulant les yeux vers le plafond. Je lui répondis que nous autres, Prus-

1. Gerlach. *Loc. cit.*, p. 450.
2. Manteuffel. *Denkwürdigkeiten*, t. I, p. 191.



siens royalistes, nous craignions avant tout que cette constitution n'affaiblît le pouvoir monarchique. Après s'être lancé dans un exposé déclamatoire de ses idées, il tomba dans un silence dédaigneux qui, semblait-il, revenait à un *Roma locuta*... Tout plein du souvenir du grand rôle qu'il avait joué à Francfort, il trouvait au-dessous de sa dignité de parler à un hobereau prussien autrement que du haut de sa grandeur [1]. »

Le projet de constitution avait été renvoyé pour examen à un comité, et, pendant que celui-ci travaillait, les membres qui n'en faisaient point partie, piétinaient d'impatience et se décourageaient. Stockmar, député de Cobourg au Parlement, écrivait le 6 avril : « L'impression générale est que rien n'arrivera, que bientôt on sortira d'ici [2]. »

Bismarck s'ennuyait. Il n'avait pas la foi, il ne croyait pas à la refonte de l'Allemagne par les Parlements. Il expédiait son travail de secrétaire, et pour le reste s'occupait à « souper à fond », à se promener dans les coteaux des environs, à boire de la bière et à « manger du marzipan [3] », qui est un massepain très délectable. S'il avait une journée libre, il filait à Schönhausen auprès de sa jeune femme et de ses bébés ; ou encore il allait chasser avec le conseiller Oppermann, un des grands fusils et surtout un des grands buveurs de Prusse : cet homme estimable eut le mérite rare, presque unique, de vaincre Bismarck au noble défi de la boisson et de « le laisser dans un état lamentable [4] ». Aux débuts du Parlement, il ne s'intéressait pas à autre chose, et déclarait à Gerlach et Stahl « qu'il leur laisserait l'honneur

1. Bismarck. *Pensées et Souvenirs*. t. I, p. 88-89.
2. Stockmar. *Denkwürdigkeiten*, p. 601 et 606.
3. Bismarck. *Briefe an seine Braut und Gattin*. p. 174, 176.
4. Hesekiel. *Das Buch vom Fürsten Bismarck*. p. 122.

du combat ». Mais ses collègues lui rappelèrent « les devoirs qu'il avait assumés par son mandat devant Dieu et devant les hommes[1] ». Et son naturel combattif reprit le dessus. D'ailleurs, il flairait une crise entre les ministres prussiens et s'inquiétait de voir Brandenburg « fortement circonvenu par Radowitz ». Il s'inscrivit donc pour parler et prépara soigneusement son discours.

Cependant le comité de constitution terminait ses travaux. Il se trouvait en présence d'une nouvelle volte de Frédéric-Guillaume IV qui demandait maintenant aux députés de prendre l'initiative de la revision avant de voter la Constitution; le roi de Prusse examinerait leur projet, et, s'il le trouvait conforme à ses intérêts, traiterait une nouvelle Union avec les gouvernements qui accepteraient les vues du Parlement. C'était poliment tout remettre en question.

La majorité de la commission était nettement hostile à ce système et désirait l'adoption en bloc du projet de constitution. Mais elle craignit de heurter brutalement les desseins de Frédéric-Guillaume et décida que son rapport se bornerait à exposer les diverses opinions en conflit. Camphausen, qui le rédigea, y laissa percer son avis, l'adoption complète et sans réserve du texte du 26 mai.

Le grand débat eut lieu à la Chambre du Peuple les 12 et 13 avril. Bismarck s'était inscrit, mais en mauvais rang, pour prendre la parole et son tour n'arriva pas. C'est grand dommage, car il eût été intéressant de l'entendre avec son langage original et mordant, à côté des orateurs de haute envolée qui prirent part à la lutte.

Camphausen, au nom de la commission, exposa en quelques mots les aspirations nationales « qu'on ne pourrait satisfaire

1. Gerlach. *Loc. cit.*, p. 534.



complètement à l'heure actuelle. Faut-il y renoncer ou se contenter de les satisfaire en partie ». La question était bien posée. Radowitz éprouva le besoin de la brouiller ; il avait le verbe abondant et oubliait que l'éloquence continue ennuie. Il s'éleva très haut, très haut, pour tomber soudain sur cette remarque singulière « que l'adoption en bloc du projet de constitution n'offrirait pas une garantie suffisante de durée ». Singulière incohérence : le conseil de l'Union déposait un projet qu'il demandait aux députés de bouleverser.

Manteuffel, qui parla ensuite, protesta de sa bonne volonté envers l'union des États allemands, mais recommanda la prudence, la défiance d'une trop grande hâte, la nécessité « de mettre le projet de constitution d'accord avec les circonstances et les événements présents ». Il conseillait, en somme, la marche sur place, un pas en avant, un en arrière. Stahl, le chef de file de Bismarck, engageait carrément à reculer : « L'unité politique de l'Allemagne, déclara-t-il, est un noble but, mais c'est aussi une entreprise dangereuse... Nous ne voulons à aucun prix la constitution telle qu'elle est. Ce projet contient le germe de la destruction du principe monarchique. Nous avons besoin de nous unir à l'Autriche ; il faut que les aigles autrichiennes et prussiennes planent en même temps sur l'Allemagne. »

La cause du parti allemand fut plaidée par Henri de Gagern avec une rare élévation : « Avancez d'un pas résolu... Pour les améliorations, rapportez-vous à la pratique et à l'avenir. Nous avons peu à offrir, mais n'affaiblissons pas la croyance de la nation, car si vous l'affaiblissez, c'en est fait de l'unité ; et si vous amoindrissez l'unité, vous attachez un crêpe aux étendards, car vous avez abandonné la victoire. Vous ne trouverez plus que quelques petits États qui se mettront sous la protection de la Prusse ; mais vous ne fonderez pas une

Allemagne grande et large ; or c'est ce que votre propre intérêt, l'intérêt prussien, vous commande. Vous en avez le pouvoir, usez-en. »

Aux applaudissements qui accueillent ce discours, on sent que la partie est gagnée. En vain, M. de Manteuffel demande-t-il encore aux députés « de ne rien précipiter » ; par 125 voix contre 69, la constitution est votée aux acclamations du parti de l'empire.

Il restait à la Chambre du Peuple de se prononcer sur l'acte additionnel et les lois fondamentales. Ce fut, enfin, l'occasion pour Bismarck de se déclarer. Il eut les honneurs de la séance du 15 avril où il prit à quatre reprises la parole [1]. Ce fut chaque fois pour affirmer sa défiance du parlementarisme, son attachement dynastique, son particularisme prussien.

Au début de la séance il soulève une contestation sur l'ordre du jour, en déniant à la Chambre le droit de reviser la Constitution autrement que « paragraphe par paragraphe » ; or la Chambre du Peuple a achevé sa tâche par l'acceptation complète et sans réserve de la Constitution. Si la Chambre des États y donne son adhésion, tout sera fini. « Il incombera au Parlement qui nous succédera de modifier la constitution... que la majorité, — non prussienne en majeure partie, — de cette Chambre a essayé d'imposer à ma patrie. » Conclusion : allons-nous-en.

La Chambre ne tint aucun compte de cette proposition simpliste et passa à l'examen de l'acte additionnel. Bismarck se leva pour demander le remplacement de l'expression d'*Empire allemand* par celle d'*Union allemande*, « plus exacte pour une Confédération d'États qui ne comprend pas encore la moitié de l'Allemagne... Si nous laissons subsister de semblables

1. *Bismarck Député*, p. 260 et suiv.



termes, *la chose* même en éprouve le pire dommage qu'une mesure politique puisse éprouver ; elle devient *ridicule*... On invoque qu'il y a juste mille ans une Diète de l'Empire s'est tenue dans la ville où nous sommes réunis. C'était simplement une Assemblée des États dont le but est indiqué en ces termes par une vieille chronique : « Le roi Louis tint cette assemblée, afin de mettre un terme aux tracasseries des avocats et des gens de chicane, dont le fléau était alors devenu intolérable en Allemagne. » (*Hilarité générale.*) « Si l'Assemblée de cette année, ici même, devait avoir un semblable résultat, alors je croirais que les corbeaux ne volent plus autour du Kyffhäuser[1] et que le jour de l'unité allemande approche. »

Dans la même séance, il demandait la transformation du collège des princes, pour enlever toute influence aux Parlements dans sa nomination, et le mettre entre les mains des souverains qui y seraient représentés par des membres de leur maison. Et, à ce propos, il faisait ces déclarations dictées par l'orgueil du hobereau prussien : « Messieurs, c'est avec un sentiment douloureux que j'ai vu ici des Prussiens, — et des Prussiens qui ne le sont pas seulement de nom, — que je les ai vus adhérer à cette constitution, défendre avec chaleur cette constitution ; pour moi, — et aussi pour mille et mille de mes compatriotes, — ç'a été un sentiment d'humiliation de voir en face de moi les représentants de princes que j'honore et respecte dans le cercle de leurs droits de souveraineté, mais qui ne sont pas les souverains de mon pays, — de les voir revêtus d'un pouvoir d'autorité suprême ; et l'amertume de ce sentiment ne s'est pas adoucie quand, à l'ouverture de cette Assemblée, je vis les sièges sur lesquels nous

1. Montagne de Thuringe où, selon la légende, l'empereur Frédéric Barberousse dort en attendant qu'un temps meilleur revienne en Allemagne et lui permette de régner à nouveau.



sommes assis, décorés de couleurs qui n'ont jamais été celles de l'Empire d'Allemagne [1], mais bien, depuis deux années, les couleurs de l'émeute et des barricades.

« Je trouve, cependant, une consolation dans la ferme croyance qu'avant longtemps les partis en seront avec cette constitution comme dans une fable de La Fontaine, ces deux médecins avec le patient dont ils laissent là le cadavre ; l'un disait : « Il est mort ; je l'avais bien dit » ; — l'autre : « S'il avait suivi mon conseil, il vivrait encore [2]. »

La discussion des droits fondamentaux permettait, le 17 avril, à Bismarck de nouvelles critiques et il demandait de restreindre la liberté de réunion et d'association. Il raillait joyeusement « les commis-voyageurs en démocratie, bien stylés qui, tous les dimanches, après-midi, tiennent une assemblée dans une localité différente... Ces messieurs entendent leur métier ; ils savent ce qui plaît aux paysans... et leurs jongleries portent le trouble dans les idées de l'homme du commun ; on ne dédaigne aucun moyen d'agir sur lui ; les comptes rendus des réunions populaires sont imprimés, chacun des naïfs qui a ouvert la bouche en reçoit un exemplaire, et il est tout fier d'avoir si bien parlé, comme l'émissaire démocratique le rapporte sur ce papier... C'est précisément et surtout dans ce droit de réunion que se trouve le tranchant de ses ciseaux avec lesquels la Dalila constitutionnelle coupe les boucles du Samson de la monarchie, pour le livrer sans défense aux mains des philistins démocratiques. » Ses railleries portèrent ; la Chambre vota les restrictions aux droits de réunion et d'association.

1. On contestait que les couleurs noir-rouge-or adoptées par le Parlement de Francfort aient jamais été celles du Saint-Empire.

2. La Fontaine, *Fables*, V, 12 :

« L'un disait : « Il est mort ; je l'avais bien prévu. »
« S'il m'eût cru, disait l'autre, il serait plein de vie. »



Ce discours fut le dernier de Bismarck au Parlement d'Erfurt. Il suivit encore les séances, remplissant ses fonctions de secrétaire, qui lui « causaient beaucoup de tracas »; il les comprenait d'ailleurs de façon autocratique, entrait en conflit avec le bon président Simson, qui n'entendait rien à ce rude caractère d'hurluberlu, et quand les opinions d'un journaliste lui déplaisaient, il prétendait simplement lui interdire les tribunes. D'ailleurs il s'ennuyait : pendant les séances il « s'endormait au ronronnement d'Henri de Gagern qui prêchait du ton le plus creux et de sa voix la plus raisonnante »; il aspirait à la fin de son « exil[1] », à son retour dans le parc de Schönhausen où le gentil avril piquait des primevères dans le parc. Et pour passer le temps, il rageait en comptant les fautes d'impression de ses discours dans la *Gazette de la Croix*.

Cependant les travaux parlementaires avançaient ; le 19 avril, la Chambre du Peuple avait voté l'ensemble des lois constitutionnelles; la Chambre des États en hâtait l'examen; pour éviter des conflits, les comités de constitution des deux Chambres avaient une réunion commune et faisaient des concessions réciproques. Ainsi l'accord se créait pour l'adoption en bloc de la Constitution et sa revision sur des points de détail : ce n'était pas sans de furieux assauts de la droite, de Stahl surtout, qui « jetait ses perles devant les pourceaux », selon l'expression de Bismarck, mais en vain.

Dans les réunions extra-parlementaires, dans les hôtels où logeaient les députés, les commentaires allaient bon train. En constatant l'accord du parti impérial, du bloc unitaire, on avait cru à son succès; il semblait impossible que les gouvernements, celui de Prusse en particulier, ne tinssent pas compte

1. Bismarck à sa femme. 25 et 27 avril 1850, *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 180-181.

de décisions prises à une telle majorité, alors qu'eux-mêmes avaient sollicité ces décisions et que le Parlement n'avait cessé de protester de son dévouement dynastique. Mais les hommes au courant des dessous politiques, Bismarck en particulier, estimaient que « les tailleurs de Gotha triomphaient trop vite ». Cet espoir se répandit dans les rangs de la droite où il fut bientôt partagé de tous, et un profond découragement envahit le parti de l'Empire. « D'indications mystérieuses, remarquait alors Biedermann, on concluait que le gouvernement prussien et le roi avaient perdu le courage ou le désir de mener à bien l'œuvre commencée par eux, qu'ils reculaient devant l'Autriche et la Russie, ou bien qu'ils s'inclinaient devant le parti de séparatisme et d'absolutisme prussien qui voyait dans le régime parlementaire et fédéral un danger pour la Prusse[1]. »

A Berlin le « vent aigre du Nord » ne cessait de souffler; Frédéric-Guillaume IV, séparé de Radowitz et de Brandenburg qui siégeaient à Erfurt, était entre les mains du général de Gerlach qui commentait à sa façon les débats du Parlement et lui lisait les lettres de son frère, systématiquement défavorables aux « gens de Gotha ». Manteuffel avait beau affirmer, les 15 et 25 avril, son dévouement à la politique de l'Union allemande, ce n'étaient là que belles paroles et il était bien inféodé à la *camarilla* qui le tenait au courant des fluctuations du roi; à la « pressante prière » de Bismarck, il allait le 18 avril à Berlin pour contredire les rapports adressés par Radowitz au monarque. « Selon la façon dont se décidera le roi, écrivait Bismarck, la chose d'Erfurt mourra ou Manteuffel quittera le ministère[2]. » Manteuffel se mettait d'accord avec Gerlach et tous deux résumaient la politique allemande en

1. Biedermann. *Meine Leben und ein Stück Zeitgeschichte*, t. II, p. 33.
2. Bismarck. 19 avril 1850, *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 177.



ces mots : « Soyons unis à l'Autriche, nous pourrons laisser chanter Erfurt jusqu'à la fatigue [1]. »

Néanmoins Erfurt chantait encore. Le 25 avril, les Chambres votaient le texte définitif de la Constitution ; leur œuvre constituante était terminée et les députés se demandaient ce qui allait advenir d'eux. « La question du jour, écrivait Stockmar le 27 avril, est celle-ci : Serons-nous simplement ajournés, avec ou sans terme, ou complètement dissous ? Cette question préoccupe vivement les députés. L'ajournement pour un temps déterminé serait la meilleure solution [2]. » C'eût été donner au Parlement allemand un caractère définitif, mais Frédéric-Guillaume IV se complaisait dans le provisoire. Les arguments de Manteuffel l'avaient influencé, le pression discrète de Gerlach agissait ; il décida d'ajourner sans terme les Chambres allemandes.

Le 29 avril, à la Chambre du Peuple, Radowitz prit une dernière fois la parole au nom du conseil de l'Union. Après une courte, très courte allusion à « une convocation ultérieure », il exprima « aux hommes que le premier Parlement allemand a réunis ici, ses remercîments et sa reconnaissance pour l'esprit patriotique, la ferme volonté et les efforts soutenus qu'ils ont montrés dans leurs travaux. Le conseil d'administration reçoit ces résultats qui fortifieront son espoir d'une solution favorable de la grande tâche politique que les gouvernements unis se sont imposée dans la conscience de leurs devoirs et de leurs promesses, et il y joint le vœu sincère que l'œuvre de la Constitution achevée trouve la reconnaissance à laquelle elle a droit dans l'intérêt véritable de toutes les parties. » Et il prononça la clôture du Parlement national.

1. Gerlach à Manteuffel, 15 avril 1850. Manteuffel, *loc. cit.*, p. 199.
2. Stockmar. *Denkwürdigkeiten*, p. 608.

C'était fini; le parlementarisme allemand de 1848 était mort. On ne devait plus revoir les couleurs « noir, rouge, or » qui choquaient si fort le député Otto de Bismarck-Schönhausen et que le prince chancelier se garda bien de relever. Une fois encore, l'élan et l'enthousiasme des libéraux, leur esprit de conciliation, l'éloquence des Radowitz et des Gagern, tout échouait devant l'indécision de Frédéric-Guillaume IV, manié habilement par la *camarilla*. Au jour où Bismarck reprit l'œuvre du Parlement d'Erfurt, on lui reprocha d'avoir contribué à l'échec de 1850 par ses votes, par ses discours, par son parti. Il n'était pas homme à nier une erreur de jeunesse; il déclara « qu'il était arrivé à Erfurt avec les idées politiques qu'il avait apportées de la maison paternelle et était alors surexcité par la lutte contre le mouvement de 1848, qui attaquait le régime de son cœur ». Il confessa sans ambages que « la politique pratique avait modifié ses idées ». Et puis, comme il aimait à passer une partie de son fardeau sur les épaules du voisin, il ajouta : « L'échec d'Erfurt doit être imputé principalement au Hanovre et à la Saxe, plus confiants en l'armée autrichienne massée derrière Olmütz, qu'en une confédération de Trois rois[1]. »

1. Bismarck au Reichstag de la Confédération de l'Allemagne du Nord, le 11 mars 1867.



CHAPITRE IX

D'ERFURT A OLMUTZ. ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE DE BISMARCK

(1850-1851).

I. — Congrès des Princes à Berlin. Action autrichienne. — Vacances de Bismarck à Schönhausen et en Poméranie. — La question des duchés et la paix de Berlin. Soumission du Slesvig. — Conflit des Mecklembourg. Affaire de Hesse. L'Électeur et Hassenpflug. Une lutte constitutionnelle.

II. — Schwarzenberg réunit l'ancienne Diète; son intervention en Hesse. — Radowitz ministre des Affaires étrangères. — Les intrigues de la *Camarilla*. — Entrevue de Bregenz. Désarroi de l'armée prussienne. — Conférences de Varsovie. Retour de Brandenburg. Conseil de cabinet. Démission de Radowitz. Mort de Brandenburg. Manteuffel ministre des Affaires étrangères. — Mobilisation prussienne. Engagement de Bronzell. — Dissolution de l'Union allemande. Négociations extraparlementaires de Bismarck. Ouverture des Chambres. — Ultimatum autrichien. Terreur de Manteuffel. Conférences d'Olmütz.

III. — Impression générale. Débats parlementaires. Discours de Bismarck. — Conférence de Dresde et renaissance de la Diète. — Situation de Bismarck. Sa vie à Berlin et son activité à la Chambre : questions financières, militaires, économiques et de procédure. La défense du *Junkerthum*.

Bismarck député.

I. — Au lendemain du Parlement d'Erfurt la situation est la même qu'après l'Assemblée de Francfort : l'union allemande n'existe que sur le papier. Frédéric-Guillaume IV réfléchit, hésite, suppute. Un prince généreux et de haute allure, le duc Ernest de Saxe-Cobourg cherche à le décider[1]. Témoin mélan-

1. Duc Ernest de Cobourg. *Aus meinem Leben*, t. I, p. 346 et suiv. Stockmar. *Denkwürdigkeiten*, p. 609 et suiv.

colique, il avait assisté aux débats d'Erfurt, constaté les efforts contradictoires et soupesé les maigres chances de succès pour les unitaires. Radowitz l'avait instamment prié « de prendre la chose en main » ; l'idée l'avait séduit ; il avait proposé au roi de réunir les princes en congrès pour délibérer personnellement sur la question allemande ; à l'étonnement général, Frédéric-Guillaume avait accepté ce projet « avec feu ». La réponse officielle fut cordiale jusqu'à la chaleur ; le roi était, lorsqu'il l'écrivit, dans un jour d'enthousiasme ; il relevait les menaces guerrières de l'Autriche, l'accord des princes, les promesses de l'avenir, demandait que le congrès se tînt à Berlin le 8 mai, priait le duc d'accepter le commandement du septième régiment de cuirassiers et « se mettait aux pieds de la duchesse ». Avec de telles garanties, l'Allemagne serait vite unie.

Les princes accoururent à la date fixée : on n'avait jamais vu à Berlin tant de têtes couronnées ; Frédéric-Guillaume IV était plein d'ardeur, mais déjà recommandait la prudence. « Pas trop de zèle, mes chers amis », disait-il à ses hôtes. Plusieurs en profitaient pour jouer au plus fin. Le ministre de la Hesse électorale, Hassenpflug, soulevait des difficultés de toutes sortes. Le cabinet prussien était toujours divisé : Brandenburg et Radowitz désiraient sincèrement l'unité allemande ; Manteuffel et Stockhausen se raidissaient dans le particularisme prussien. Le congrès n'arriva à une forte entente ni sur la Constitution, ni sur l'attitude à prendre vis-à-vis du nouveau projet de l'Autriche. A sa dissolution, le provisoire subsistait.

Au moment même où Frédéric-Guillaume IV convoquait à Berlin les princes fidèles à l'Union, François-Joseph invitait tous les gouvernements de l'Allemagne à envoyer leurs délégués à Francfort pour délibérer sur la restauration du



pouvoir fédéral. C'était élever autel contre autel. La Prusse avait protesté et boudé; mais autour de l'Autriche se groupaient maintenant les quatre royaumes, Bavière, Wurtemberg, Saxe et Hanovre, les deux Hesses, électorale et Darmstadt, le Holstein, par son prince sinon par le vœu de sa population, Limbourg, Lichtenstein et Hombourg; la Diète s'installait à nouveau dans le Palais de Tour et Taxis et reprenait bribes après bribes ses délibérations d'antan.

Quelques mois s'écoulèrent ainsi, en correspondance et négociations, en piétinements de la Prusse, en marche sûre et droite de l'Autriche.

Bismarck ne suivait ces événements qu'avec distraction. Peu après la dissolution du Parlement d'Erfurt, il s'était installé à Schönhausen; il y goûtait les plaisirs de la campagne et de la famille; le lion rugissant s'était fait bon mouton. « Je mène, écrivait-il au rédacteur en chef de la *Gazette de la Croix*, Hermann Wagener, je mène une vie de paresse, à fumer, lire, me promener, et jouer au père de famille; de politique, je n'entends que par la *Gazette*[1]. » Il prenait d'ailleurs au sérieux son rôle de père et le dépeignait à sa sœur en termes tragi-comiques : « Le garçon beuglant en majeur, la fille en mineur, deux marmots chantant au milieu de langes mouillés et de biberons, et moi en tendre père de famille. Je me suis longtemps débattu, mais comme toutes les mère et tantes étaient d'accord pour déclarer que l'eau de mer et le grand air seuls pouvaient faire du bien à la pauvre Mariette, je risquais fort, si je m'y refusais, de m'entendre reprocher mon avarice et ma barbarie paternelle à chaque rhume que l'enfant pourra attraper jusqu'à ses soixante-dix ans et cela avec un : « Tu vois bien! Ah si la pauvre enfant avait pu

1. Bismarck à Wagener, 30 juin 1850. *Politische Briefe, neue Folge*, t. I, p. 1.

aller à la mer ! » Le petit être souffre beaucoup, d'ailleurs, de ses yeux qui sont tout larmoyants et collés. Peut-être cela vient-il des bains salés qu'elle prend, peut-être des dents œillères. Jeanne en est inquiète outre mesure et pour la rassurer j'ai fait venir aujourd'hui le Dr Bünger de Stendal[1]. »

Dans le courant du mois de juillet, toute la « smalah » se transportait en Poméranie, d'abord au château de sa sœur, Mme d'Arnim, puis aux bains de mer, enfin à Reinfeld, dans la propriété de son beau-père, M. de Puttkamer. Et ce sont partout les mêmes scènes de famille que le grand homme raconte avec une indignation mouillée de tendresse : « Je me vois déjà sur le quai de Genthin avec les enfants, puis tous les deux en voiture avec leurs petits besoins, affaire de les moucher, Jeanne essaie de donner le sein au petit, qui se fâche tout bleu, puis embarras, auberge, avec les deux petits singes hurlants à la gare de Stettin ; à Angermünde attente des chevaux pendant une heure ; et comment irons-nous de Kröchlendorf à Külz ? Si nous passions la nuit à Stettin, ce serait horrible[2]. »

De politique, il ne veut rien savoir ; mais le naturel revient parfois au galop et dans une lettre où il jure qu'il ne s'occupe que d'agriculture et d'enfants, il s'emporte contre la bureaucratie et la licence de la presse : « Un peuple qui ne peut pas se débarrasser d'une bureaucratie comme la nôtre par un heureux ouragan, est et reste destiné à la ruine, car il lui manque les organes appropriés à toutes les fonctions qui incombent à un État ; le tout n'est pas de museler la presse. Certes, je ne le dissimule pas, j'ai des envies de calif Omar, non seulement de détruire tous les livres sauf le Coran des chrétiens,

1. Bismarck à Mme d'Arnim, 28 juin 1850. Hesekiel. *Das Buch vom Fürsten Bismarck*, p. 123.

2. Bismarck à Mme d'Arnim, 8 juillet 1850. Hesekiel, *loc. cit.*, p. 124.



mais encore d'anéantir les moyens d'en faire de nouveaux ; l'imprimerie est l'instrument choisi par l'Antéchrist, plus que la poudre à canon ; celle-ci a été à l'origine le levier capital ou du moins le plus sûr pour renverser l'ordre politique naturel et ériger le souverain « rocher de bronze » ; maintenant elle prend le caractère d'un remède salutaire contre les maux survenus de son fait, quoiqu'elle appartienne un peu à la pharmacie de ce médecin qui soignait les cancers du visage par l'amputation de la tête. Adapter ce remède à la presse, c'est une fantaisie à la manière de Callot. La bureaucratie est atteinte de cancer à la tête et aux membres, son estomac seul est plein d'appétit[1]. » La bureaucratie, le gouvernement prussien étaient en même temps sourds et aveugles ; borgnes plutôt ; dans le ministère un seul œil regardait, c'était Radowitz qui constatait l'accroissement de l'Autriche. La crise approchait, qui tirerait Bismarck de ses soins familiers.

La lutte entre l'Autriche et la Prusse s'était précisée sur deux questions, celles des duchés et de la Hesse.

Depuis deux ans, la Prusse avait été avec le Danemark en guerre suspendue par de longs armistices. Lors de l'explosion du sentiment national de 1848, les populations allemandes du Holstein et du Slesvig (partie méridionale) s'étaient soulevées contre la domination danoise ; un gouvernement provisoire avec une lieutenance avait été institué à Kiel et fait appel au secours de la Prusse. Sous la poussée de son peuple, Frédéric-Guillaume était intervenu en faveur du Holstein, terre allemande ; mais les difficultés intérieures n'avaient pas permis à la Prusse de peser de tout son poids dans la lutte contre le Danemark. La Suède était intervenue à son tour ; l'Angleterre et la Russie avaient donné leurs conseils et pro-

1. Bismarck à Wagener, 30 juin 1850, *loc. cit.*

posé leur médiation. Depuis l'armistice de juillet 1849, la guerre n'avait pas été reprise ; une commission administrative, composée d'un Danois, d'un Prussien et d'un Anglais, avait été chargée de rétablir l'ordre ; elle n'y était parvenue qu'approximativement et dans les parties occupées par les armées en état d'armistice. Tout cela ne pouvait être que provisoire. Le tzar insistait vivement pour la conclusion d'une paix définitive : à la fin du mois de mai, le prince de Prusse était venu à Varsovie s'entretenir avec Nicolas de la situation politique. Schwarzenberg était accouru ; les délibérations avaient porté entre autres sur la question des duchés ; le prince Guillaume avait rapporté à Berlin l'impression qu'il était temps d'en finir si la Prusse ne voulait pas affronter directement la colère russe.

La paix fut signée à Berlin le 2 juillet 1850[1] ; elle rétablissait la bonne entente entre le Danemark et la Confédération germanique. Conformément au droit fédéral allemand, le roi de Danemark était tenu de demander à la Diète d'intervenir pour rétablir son pouvoir dans le Holstein ; si la Diète ne répondait pas à cette prière, le roi pouvait agir par la force. Les troupes prussiennes et suédoises devaient quitter les duchés après l'échange des ratifications. Ainsi les insurgés étaient abandonnés dans le Slesvig à leurs seules forces, en Holstein au maigre secours de la Diète, et, chose singulière, la Prusse qui n'admettait pas le retour pur et simple à l'ancienne Confédération, insérait elle-même dans son traité des dispositions qui supposaient le rétablissement de la Diète.

Le parti allemand, qui tenait le Holstein pour terre nationale, s'était solidarisé avec les révoltés ; des volontaires avaient rejoint en grand nombre l'armée des duchés, des quêtes

1. Allen. *Histoire de Danemark*, trad. Beauvais (1878), t. II, p. 342.



avaient été organisées dans toute l'Allemagne en faveur des « frères du Nord[1] ». Ce parti considéra le traité de Berlin comme un désastre, une défaillance de la Prusse ; la réaction le tint pour un heureux revirement de la politique prussienne, un gage donné au tzar et à l'Autriche.

Sans même attendre la ratification du traité, le roi de Danemark avait avancé ses troupes en Slesvig ; en même temps, les insurgés reprenaient les armes ; la bataille eut lieu le 25 juillet 1850 près d'Isted ; les soldats des duchés furent défaits et le Slesvig bientôt soumis. Le Danemark ne pouvait réduire le Holstein sans requérir l'intervention de la Diète ; il n'y manqua point ; l'affaire traîna tout l'été et prit place dans le grand conflit qui partageait l'Allemagne.

Le prince de Schwarzenberg, en effet, ne manquait aucune occasion de faire intervenir la Diète, c'est-à-dire l'Autriche, dans les affaires allemandes. Déjà un conflit constitutionnel entre les deux Mecklembourg, Schwerin et Strelitz, lui avait permis d'affirmer la persistance du vieux droit fédéral ; l'ondoyant roi de Prusse lui avait facilité sa tâche en passant avec lui, au mois de septembre 1849, une convention qui créait une commission fédérale, composée de deux Autrichiens et deux Prussiens, et chargée de résoudre les différends internationaux en Allemagne ; on avait bataillé à ce sujet et contesté que les démêlés entre membres de l'Union fussent de la compétence de cette commission. Maintenant Schwarzenberg voulait mieux ; il désirait affirmer l'existence de la Diète et son droit d'intervenir dans les luttes politiques en Allemagne, au besoin par les armes. Le conflit intérieur de la Hesse lui en donna l'occasion.

Le vent de 1848 avait soufflé en Hesse électoral, comme

1. Biedermann, *Mein Leben*, t. II, p. 7 et suiv. ; L. Schneider, *Aus Meinem Leben*, t. II, p. 163 et suiv.



dans toute l'Europe centrale. L'Électeur Frédéric-Guillaume Ier, une brute, prétendit y résister et jeta à la porte les bourgeois assez audacieux pour lui présenter leurs revendications. Le peuple, sage mais ferme, tint bon, parla haut et le prince céda : c'était un roseau peint en fer[1]. Il consentit tout ce qu'on réclamait de lui et depuis deux ans le régime parlementaire fonctionnait avec tranquillité. Le cabinet Eberhard-Wippermann, d'opinion libérale, favorable à la « Grande Allemagne », avait la majorité dans la Chambre et la sympathie du pays. Cela ne convenait ni à l'Électeur, dont le pouvoir absolu était amoindri, ni à l'Autriche qui trouvait cette attitude politique de mauvais exemple. Frédéric-Guillaume Ier ne prenait conseil que du chef de son cabinet privé, M. de Baumbach, qui entretenait de secrètes intrigues avec les cours de Bavière et d'Autriche, et d'un ancien ministre, M. Hassenpflug. Celui-ci allait jouer un rôle prédominant. C'était un triste personnage, parti de Hesse aux huées générales, entré au service de la Prusse et devenu président supérieur à Greifswald ; il s'y était comporté en tyranneau, peut-être faussaire, probablement concussionnaire, et il était l'objet d'une enquête pour subornation de témoins. Cet homme convenait à l'Électeur; à son appel, il accourut en Hesse et à la première occasion fut chargé de la présidence du Conseil avec le portefeuille de l'Intérieur.

Il se présenta devant les députés avec un programme modéré, mais il était trop démonétisé à Cassel pour qu'on attachât quelque importance à ses affirmations ; le 26 février 1850, les États déclarèrent à l'unanimité moins une voix que le cabinet ne répondait pas à l'engagement du roi de ne prendre pour conseillers « que des hommes investis de la confiance

1. Rothan, *L'Europe et l'avènement du second Empire* (1892), p. 265.



publique ». Le ministère protesta, s'agita, si bien que, peu de jours après, la Chambre renouvela sa déclaration de méfiance, mais cette fois à l'unanimité : la voix dissidente s'était ralliée, c'était la guerre. Elle éclata bientôt. Pour couvrir un virement illégal, Hassenpflug sollicita un vote que la Chambre s'empressa de lui refuser. Le prince prononça son ajournement.

A cette époque, se réunit le congrès des princes à Berlin. L'Électeur s'y rendit et à son arrivée embrassa tendrement le roi. « Judas », s'écria tout haut le duc de Brunswick ; plus tard, reprenant sa pensée sous une forme plus diplomatique, le duc montra à l'Électeur les dangers qu'il courait : « Vous avez déjà risqué une fois d'être chassé de votre pays, lui dit-il, vous voulez étendre cette destinée à tous les princes allemands[1]. » L'Électeur ne répondit que par des grognements inintelligibles et Hassenpflug ratiocina dans les délibérations inter-ministérielles pour retirer la Hesse de l'Union allemande. Au lendemain du congrès, le délégué du gouvernement électoral siégeait à la nouvelle Diète de Francfort.

A Cassel, le conflit constitutionnel s'aggravait. Le budget n'avait pu être voté en temps utile, les États étaient dissous, le pays s'énervait et la nouvelle Chambre fut d'une nuance plus avancée que la précédente. Dès ses premières séances, elle se cabra contre les mesures inconstitutionnelles que lui demandait le cabinet ; Hassenpflug n'hésita point, et le 2 septembre dissolvait à nouveau la Chambre.

Il entendait, désormais, conduire le pays à la cravache : l'Électeur signait tout ce qu'il voulait, révocations et expulsions, levée des impôts, état de siège. Mais dans un mouvement admirable, peuple, fonctionnaires, magistrats, militaires

1. Duc Ernest de Cobourg, *Aus meinem Leben*, t. I, p. 559.

se solidarisèrent en une résistance légale; la Cour d'appel proclama l'illégalité des impôts et de l'état de siège. Hassenpflug remplit de terreur l'âme imbécile de l'Electeur et le décida à fuir le 12 septembre pour demander à la Diète de Francfort un asile et un secours. Il avait laissé, pour mater le pays, le commandement de l'armée au général de Haynau, père du ministre de la Guerre, depuis longtemps à la retraite; le Parquet Général ouvrit contre lui une instruction, et comme on demandait aux officiers « d'obéir au prince ou d'abandonner leur service », ceux-ci donnèrent leur démission en masse. Ainsi l'Electeur ne trouvait dans son pays aucun point d'appui pour briser ses sujets. Il lui fallait chercher un aide à l'extérieur; il réclama l'intervention de la Diète et l'exécution fédérale. C'était une belle occasion pour le prince de Schwarzenberg.

II. — L'été s'était écoulé à échanger des notes pour arriver à une entente désirée sincèrement par la Prusse, mais évitée à dessein par l'Autriche. « Il faut d'abord avilir la Prusse, et puis la démolir[1] », aurait dit Schwarzenberg. Il y employait tous ses moyens en groupant autour de lui les rois et les princes qui avaient redouté l'hégémonie prussienne. Ils y venaient les uns après les autres.

Cependant Schwarzenberg estima qu'il pouvait avancer d'un pas. Le 7 août, le plénipotentiaire autrichien soumit à la Diète un projet de note pour inviter toutes les Cours allemandes à envoyer leurs délégués à Francfort; le gouvernement impérial, ajoutait-il, affirme « que sa proposition n'a pas pour but final le retour à l'ancien état de choses; la procédure qu'il réclame est, au contraire, la seule possible pour

1. Comte de Beust. *Mémoires*, t. I, p. 104.



renouveler le pacte fédéral conformément aux besoins du temps, rétablir la direction des affaires communes, et affirmer l'importance de la patrie allemande en Europe, son unité et ses intérêts [1] ». Les délégués des quatre royaumes approuvèrent ce projet et le 14 août une dépêche circulaire invitait tous les gouvernements allemands à envoyer leurs plénipotentiaires à Francfort avant le 1er septembre.

La Prusse était dans une situation fausse et délicate [2]. Les moyens Etats l'avaient délaissée, plusieurs des petits princes l'abandonnaient à leur tour, elle était isolée en face de la puissante coalition de l'Autriche et des quatre rois. Elle n'avait que le choix entre la guerre ou l'abandon de ses vues ambitieuses. L'ambassadeur d'Autriche, Prokesch von Osten, comprenait nettement ce dilemme et écrivait les 9 et 10 août : « Ici (à Berlin), les rapports sont tels que je tiens la rupture des relations diplomatiques pour possible. Tous les raisonnements juridiques sont vains ; on ne donne pas un centime du droit ; que la Confédération disparaisse, c'est l'espoir de l'Union [3]. »

Il fallait choisir, et le gouvernement était profondément divisé. Le général de Radowitz était pour une politique d'action : dans un mémoire en réponse à la circulaire autrichienne, il contestait l'existence de la Diète, dissoute en 1848, et insistait sur la nécessité de constituer définitivement l'Union. « La Prusse et les gouvernements unis ont accepté les améliorations (proposées à Erfurt), aucune des parties ne peut maintenant dissoudre ce lien de droit. » Frédéric-Guillaume IV n'osait le suivre, et la réponse officielle de la Prusse, le

1. Procès-verbal de la Diète, 3e séance, p. 14.

2. Manteuffel. *Denkwürdigkeiten*, t. I, p. 232 et suiv.

3. Prokesch von Osten à Schwarzenberg, 10 août 1850. *Aus den Briefen*, p. 152-153.

25 août, fut un exposé plus éteint des revendications de l'Union.

Schwarzenberg n'en eut cure. A la fin du mois d'août, il avait une conférence à Ischl avec des diplomates russes ; il s'était mis d'accord avec eux sur les questions danoise et allemande ; il était résolu à marcher. Le 1er septembre, la Diète se déclarait constituée en *plenum* ; le 2, elle rétablissait l'ancien « conseil étroit » bien qu'il n'y eût que onze Etats sur trente-cinq ; elle décidait immédiatement l'intervention en Holstein et l'exécution fédérale. Enhardi par cette allure, l'Electeur de Hesse se décida à demander, le 17 septembre, le secours de la Diète contre ses sujets qui s'obstinaient à respecter la loi ; la réponse ne se fit pas attendre ; le 21 septembre la Diète décidait « de requérir le gouvernement hessois, de lui indiquer les moyens qu'il proposait pour dompter l'insurrection ». C'était le prologue de l'exécution à main armée[1].

La situation devenait grave pour la Prusse et à divers titres : le conflit entre les Hessois et leur prince, membre de l'Union allemande, était certainement de la compétence des autorités de cette Union ; si la Prusse permettait à la Diète de se saisir de cette question, elle reconnaissait par là même la compétence de la Diète, la renaissance de la vieille Confédération, la mort de l'Union. C'était l'abandon d'une politique de deux ans. De plus, la Prusse estimait avoir en Hesse des droits spéciaux : l'électorat séparait les provinces royales du Rhin et la vieille Prusse ; des traités avaient accordé aux troupes prussiennes des routes d'étapes pour leur permettre de passer de l'une à l'autre partie ; si l'armée autrichienne occupait la Hesse, elle s'opposerait, selon toute vrai-

1. Sybel. *Die Begründung des deutschen Reichs*, t. I, p. 419.



semblance, au passage des corps prussiens et couperait ainsi l'armée royale. Tout contraignait donc la cour de Berlin à intervenir.

Pour se soustraire à toute responsabilité, le ministre des Affaires étrangères, M. de Schleinitz, avait pris subtilement un congé. Le comte Brandenburg, qui faisait l'intérim, avait adressé le 12 septembre une dépêche au gouvernement hessois pour l'engager à la modération et à l'entente avec les Etats. Cette démarche avait été critiquée jusque dans le ministère. M. de Manteuffel s'était élevé avec force contre la politique de l'Union et avait prôné l'accord avec l'Autriche. Le roi lui-même était d'abord de cet avis; il trouvait d'un mauvais exemple la résistance des magistrats, officiers et fonctionnaires de Hesse aux ordres de leur prince, encore que ces ordres fussent illégaux : on convainquait facilement Frédéric-Guillaume IV en le menaçant de la Révolution.

Mais son opinion changea lorsque la Diète parla le 21 septembre d'exécution fédérale. Il était d'ailleurs maniable par celui qui l'approchait; à cette époque, le général de Gerlach, son confident habituel, était en voyage; Bismarck passait une seule journée à Berlin entre les joies familiales de la Poméranie et les travaux agricoles de Schönhausen; il n'avait qu'un court entretien avec Wagener, et apprenait que « Radowitz, le grand magicien, était au mieux avec le roi, qui le considérait comme un martyr pour sa personne (à lui le roi [1]) ». Il ne savait à quel point il disait vrai; le jour même Radowitz donnait un coup de baguette magique.

Il avait exposé aux ministres la gravité de l'intervention de la Diète, la nécessité de s'opposer à l'entrée des troupes en Hesse et avait obtenu l'acquiescement du conseil. Il s'était

1. Bismarck à sa femme, 26 septembre 1850. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 185



ensuite rendu auprès du roi et l'avait enlevé par la vigueur de sa discussion à un tel point que, par un de ces revirements propres à son caractère, Frédéric-Guillaume IV lui confia sur-le-champ le ministère des Affaires étrangères. Le général devait le garder trente-sept jours.

Ce fut une surprise, joyeuse aux uns, amère aux autres. Le parti allemand bondit d'enthousiasme : « Je m'en réjouis, écrivait Bunsen de Londres, car le roi avait besoin d'un drapeau. Radowitz n'est pas seulement un drapeau, mais le seul vrai drapeau; il signifie constitutionnalisme dans le pays, union en Allemagne sur une base légale, ferme attitude vis-à-vis de l'Autriche et de la Russie, surtout en face de la diplomatie à protocoles [1]. »

La *camarilla* fut atterrée : Manteuffel, Stockhausen parlaient d'abandonner le cabinet, le général Gerlach de quitter le service personnel du roi; Bismarck les en dissuadait en leur affirmant que « rien n'était changé dans la situation, Schleinitz n'était qu'une marionnette et en fait Radowitz était depuis longtemps ministre des Affaires étrangères », et en les menaçant de successeurs libéraux. Ces messieurs reprenaient courage. Manteuffel, Stockausen et Gerlach convenaient « d'une étroite alliance ». Tous trois n'allaient pas manquer une occasion de dresser à l'enthousiaste Radowitz d'aimables embûches. Pour les préparer, les diners et les conférences de la « Kreuz-Zeitung » se multipliaient, et on profitait de toute occasion, soirée à la Cour, service au château, fête du roi, pour lancer de petites, toutes petites insinuations qui se glissaient, pénétrantes, jusqu'au fond de l'âme de Frédéric-Guillaume IV.

L'ambassadeur d'Autriche se préparait à la lutte, car il

1. Bunsen, 29 septembre 1850. *Aus seinen Briefen*, t. III, p. 144-145.



craignait qu' « avec une paire de paroles sonnantes, on attirât les conservateurs de Berlin dans cette orgie de Gotha[1] » et croyait « qu'on pouvait s'attendre à une politique énergique »; il s'en consolait en pensant « que tout reposait en Varsovie[2] ».

La politique devait être énergique surtout du côté autrichien. Le 11 octobre, l'empereur François-Joseph recevait les rois de Wurtemberg et de Bavière à Bregenz sur le lac de Constance. On y parlait solennellement d'alliance, on buvait « à l'armée », et l'empereur ajoutait sans ambages que ses soldats étaient « fiers de marcher avec de si braves camarades contre l'ennemi ». L'ennemi, c'était la Prusse, et les ministres des trois puissances décidaient de condenser 200.000 hommes à toutes fins utiles. La Saxe et le Hanovre y ajouteraient plus tard leurs contingents.

Tel était le danger immédiat pour la Prusse. Le temps des aménités diplomatiques était passé. L'heure des combats était proche. Radowitz, soldat de son métier, le comprenait mieux qu'aucun autre. Dans les premiers jours d'octobre, le gouvernement prussien réunissait sur les frontières de la Hesse une vingtaine de mille hommes. Il ne pouvait faire plus, l'armée était en désarroi; les régiments étaient incomplets, les corps de troupes dispersés dans toutes les directions, soit par l'incurie du ministre Stockausen, soit, comme on l'a soutenu[3], « pour augmenter la difficulté de la guerre »; en deux semaines, on n'arriva qu'à un nouvel appoint de 27.000 hommes. Il fallait donc négocier encore, négocier toujours, mais les négociations avec l'Autriche étaient un

1. Nom du parti unitaire, d'après la ville où il s'était réuni en 1849. Voyez supra p. 189.

2. Prokesch von Osten, *Aus den Briefen*, p. 169.

3. Klüpfel. *Geschichte der deutschen Einheitsbestrebungen*, t. I, p. 145.

leurre, car tout en échangeant des dépêches, Schwarzenberg avançait ses troupes en Bohême et Moravie. L'Electeur de Hesse réclamait le 15 octobre l'intervention directe de la Diète; celle-ci ne la refuserait certainement pas, et de fait elle décida le 25 octobre l'exécution fédérale.

La Prusse était menacée; elle cherchait anxieusement un secours. Elle tenta de le trouver auprès du tzar. Nicolas avait passé l'été à Varsovie; il était même venu à Berlin; il suivait les affaires d'Allemagne avec attention et parfois avec colère. « Il est indigné de l'attitude de la Prusse », déclarait la grande-duchesse Hélène[1]. Il estimait prochaine l'heure où il devrait intervenir en Allemagne pour sauver les principes d'ordre et de droit, comme il l'avait fait en Hongrie. A Berlin même, le parti réactionnaire ne voyait le salut que dans son intervention : « Nous devrons être encore heureux de cet affront fait à notre patrie », écrivait le général de Gerlach dès le mois de mars[2].

Après l'arrivée de Radowitz aux affaires, la *camarilla* désirait plus vivement encore cette intervention de la Russie et engageait le roi à rendre visite à son impérial beau-frère. Radowitz craignait ce voyage, car il se méfiait avec raison des brusques voltes du roi et redoutait que, sous l'influence du tzar, Frédéric-Guillaume prît brusquement des résolutions capables d'étouffer définitivement la politique allemande. Il fut donc décidé que le chef du cabinet, comte Brandenburg, se rendrait à Varsovie pour rendre favorable l'oracle russe.

Le comte partit le 15 octobre[3]; il emportait un mémoire

1. Prokesch. *Loc. cit.*, 8 octobre 1850, p. 166.
2. Gerlach. *Denkwürdigkeiten*, 21 mars 1850, I, p. 449.
3. Sybel. *Loc. cit.*, t. II, p. 3 à 20, raconte d'après les archives prussiennes, avec une parfaite précision de détails, les péripéties de ce voyage. Nous reproduisons son récit en ajoutant les renseignements qui résultent des correspondances de Manteuffel et Prokesch, parues depuis la publication de Sybel.



ministériel, sorte de programme de la politique prussienne à soumettre au tzar. Ce document posait, pour la solution de la question allemande, ces principes : la Prusse aura le même droit que l'Autriche à présider la Confédération; un conseil fédéral de 17 voix sera formé avec la même compétence que l'ancienne Diète; le pouvoir exécutif sera exercé en commun par l'Autriche et la Prusse; il n'y aura pas pour le moment de Parlement issu du peuple; l'Autriche entrera avec toutes ses dépendances dans la Confédération; les divers Etats pourront former des unions plus étroites si celles-ci ne sont pas en contradiction avec la Confédération allemande; les questions de Hesse et de Holstein seront réglées, sur mandat de tous les gouvernements allemands par des commissaires des deux grandes puissances. — En outre, Brandenburg était porteur d'une lettre autographe de Frédéric-Guillaume pour François-Joseph, dont l'arrivée à Varsovie était proche; cette lettre, conçue en termes très affectueux, contrastait avec les fanfares guerrières de Bregenz.

Le comte arrivait à Varsovie le 17 octobre et était immédiatement reçu par le tzar « avec bienveillance ». Les déclarations du souverain russe étaient tout en faveur de l'Autriche : il ne méconnaissait pas la nécessité de rajeunir le pacte fédéral, mais engageait la Prusse à rentrer d'abord dans la Diète puis à demander sa revision; il se refusait d'ailleurs à toute médiation (c'était sans aucun doute pour laisser à l'Autriche sa libre décision); il approuvait le parti pris par l'Electeur de Hesse de s'adresser à la Diète et insistait pour une prompte soumission du Holstein. C'était tout le plan autrichien.

Le chancelier, comte Nesselrode, fut plus accueillant. Il tenait les propositions prussiennes pour très acceptables et obtint du tzar l'autorisation de les soumettre au prince de

Schwarzenberg comme base de négociations. Mais l'ambassadeur de Russie à Vienne, baron Meyendorff, qui arrivait à Varsovie, laissait peu d'espoir de leur adoption. Plusieurs jours s'écoulèrent pour Brandenburg en négociations avec le tzar; celui-ci insistait sur la nécessité d'en terminer promptement avec la révolte du Holstein et faisait un devoir pour la Prusse d'éteindre l'incendie qu'elle avait allumé. Le ministre prussien était découragé et, peut-être à son insu, « impressionné par cette attitude ». Il attendait, pour décider, l'arrivée de François-Joseph [1].

Cependant, à Berlin, la fièvre guerrière avait envahi le parti militaire. Sans s'arrêter aux négociations de Varsovie, Radowitz montrait au roi l'avance prise par les armées d'Autriche et de Bavière et la nécessité de préparer une guerre presque inévitable. Le 20 octobre, Frédéric-Guillaume IV décidait la mobilisation générale, retirait cet ordre, hésitait encore; le conseil des ministres recommandait le 22 octobre au général Gröben, qui commandait les troupes prussiennes sur les confins de Hesse, d'éviter un choc avec les Bavarois s'il les rencontrait; car, en même temps, le général devait occuper les routes d'étapes en Hesse, ce qu'il faisait le 24. Politique ondoyante et de nerf, pendant que l'Autriche et ses alliés marchaient d'un pas ferme. La Diète avait confié le 26 octobre à la Bavière la mission d'envahir la Hesse pour soumettre la « rébellion »; le prince de Tour et Taxis avançait immédiatement un corps de troupes.

A ce moment précis, le 25 octobre, l'empereur d'Autriche et son ministre arrivaient à Varsovie.

Le 26, François-Joseph accorda audience au comte Brandenburg; il le reçut très gracieusement, lui affirma son vif

1. Brandenburg à Manteuffel, 19 octobre 1850. Manteuffel, *loc. cit.*, t. I, p. 286.



désir d'aboutir à une entente parfaite, mais le renvoya à Schwarzenberg pour toute délibération. Le soir même, les deux ministres eurent un long entretien, non orageux, poli, même cordial, « comme au revoir de vieilles connaissances qui désirent sincèrement s'accorder ». Brandenburg reprit son exposé des vœux prussiens, tels qu'ils étaient exposés dans son mémoire ministériel. La réponse de Schwarzenberg fut très nette : il acceptait toutes les concessions de la Prusse et n'en faisait qu'une ; il admettait que de « libres conférences » réunissent les ministres des Etats allemands pour remanier le pacte fédéral; sur les questions de Hesse et de Holstein, il était inexorable et déclarait catégoriquement qu'il était du devoir de la Diète d'intervenir dans ces deux pays à la demande des souverains.

Brandenburg espérait encore maintenir la paix. « On peut à peine croire, écrivait-il le lendemain[1], quelle peur fait partout la guerre. Trop de gens vivent encore qui savent ce que signifie une guerre européenne et qu'à côté de cela tout ce que nous avons supporté depuis deux ans n'est qu'un ouragan dans un cuveau à lessive. » Schwarzenberg sentait bien que ses affirmations, appuyées sur 200.000 soldats en armes, avaient porté sur son interlocuteur; dans une lettre du 26 octobre il disait à son ambassadeur à Berlin : « Brandenburg a reconnu que l'Union, dans les termes d'ailleurs inexécutables de la Constitution du 26 mai, est pour nous une pierre d'achoppement, et que seul son abandon officiellement et clairement signifié peut nous rendre paix et confiance avec la Prusse[2]. »

Les 27 et 28 octobre, les négociations continuèrent sans

1. Brandenburg à Manteuffel, 27 octobre 1850. Manteuffel, *loc. cit.*, p. 237.

2. Schwarzenberg à Prokesch, 26 octobre 1850. Prokesch, *loc. cit.* p. 172.

avancer beaucoup. Schwarzenberg affirmait que l'occupation de la Hesse n'aurait d'autre but que le rétablissement de l'ordre dans le pays et cesserait dès que ce résultat serait atteint; satisfait de cette déclaration, le gouvernement russe insinuait à Brandenburg que « toute opposition à l'exécution fédérale dans le Holstein serait regardée par la Russie comme un *casus belli*[1] ». Les ministres d'Autriche et de Prusse n'arrivaient à s'entendre ni sur le lieu ni sur le but des libres conférences. En quittant Varsovie, le 29 octobre, Brandenburg emportait la ferme conviction que, si la Prusse ne cédait pas, c'était la guerre, la guerre contre l'Autriche, les rois du sud de l'Allemagne, la Russie, sans un seul allié et devant la France incertaine avec ses velléités napoléoniennes. Il fallait céder.

A Berlin, le ton était encore à la guerre. Radowitz réclamait la mobilisation, Frédéric-Guillaume IV croyait « qu'il était à chaque instant sur le point de partir en campagne[2] ». Le retour de Brandenburg fit l'effet d'une douche glacée.

Dès son arrivée, le 31 octobre, Brandenburg avait exposé au roi et à Radowitz les négociations de Varsovie, et la nécessité de céder pour éviter une guerre désastreuse; c'était l'échec définitif de la politique allemande; Radowitz n'y pouvait souscrire; aussi, dès ce jour, on parlait au département des Affaires étrangères « d'une crise ministérielle possible[3] ».

Le lendemain matin, Brandenburg reprit son exposé devant les ministres et le conseil se divisa en deux parties : Manteuffel, Rabe et Simons appuyèrent le président du conseil dans sa politique de soumission à l'Autriche. Radowitz, secondé par Ladenberg et von der Heydt, y opposaient la

1. Schwarzenberg à Prokesch, 28 octobre 1850. *Ibid.*, p. 173.
2. Duc Ernest de Cobourg, *loc. cit.*, t. I, p. 594.
3. Abeken. *Ein schlichtes Leben in bewegter Zeit*, Berlin, 1898, p. 206.



dignité de la Prusse, sa mission de faire l'unité allemande. Il devenait certain que le cabinet contenait deux camps inconciliables et qu'une crise ministérielle était inévitable.

A ce moment, arriva un télégramme annonçant que les troupes bavaroises avaient franchi la frontière de Hesse pour exécuter les ordres de la Diète. On y répondit par l'ordre au général Gröben d'occuper non seulement Fulda, mais Cassel.

A 5 heures, la discussion reprit devant le roi avec « âpreté ». Frédéric-Guillaume avait été à son tour « impressionné » par les arguments de Brandenburg et il prit la parole pour conseiller un compromis de nature à ménager la susceptibilité de l'Autriche et l'honneur de la Prusse : dissoudre l'Union pour le moment, quitte à la reformer en temps meilleur; occuper simplement en Hesse les routes d'étapes, admettre l'installation des Bavarois dans le sud de l'Electorat. Cette solution ne satisfaisait personne, ni Brandenburg qui doutait de son efficacité, ni Radowitz qui réclamait la mobilisation, ni même le prince de Prusse qui ne voulait pas « un assujettissement à l'Autriche; ce serait un second 19 mars ». Par contre, le général de Stockhausen, ministre de la Guerre, objecta que mobiliser c'était partir en guerre contre l'Autriche et la Russie, et que la Prusse « n'était pas à la hauteur ».

La délibération continua le lendemain. Gerlach, qui écoutait aux portes au nom de la *camarilla*, entendit « le roi parler longtemps tout seul. [1] » Il développait à nouveau son compromis, en y ajoutant une mobilisation avec déclaration pacifique. Brandenburg y opposa un projet de dépêche à l'Autriche : aux termes de ce document, la Prusse espérait une heureuse solution de la question allemande par les libres conférences qui se tiendraient à Dresde ou Nuremberg; elle

1. Gerlach. *Denkwürdigkeiten*, 2 novembre 1850, t. I, p. 549.

ne pouvait dissoudre spontanément l'Union allemande, mais réunirait ses membres en leur déclarant qu'elle la considérait comme arrivée à sa fin ; la Prusse demandait certaines garanties sur la nature et la durée du séjour des troupes bavaroises en Hesse. Au fond, c'était reconnaître les deux principales exigences de l'Autriche : dissolution de l'Union, consentement à l'exécution fédérale.

Le roi invita ses ministres à se retirer dans une salle voisine pour en délibérer ; ils revinrent après quelques instants ; Brandenburg déclara que la majorité du ministère s'était prononcée pour l'envoi à Vienne de la dépêche dont il avait donné lecture. La parole décisive appartenait au roi : il était, déclara-t-il, personnellement en plein accord avec la minorité, mais il se voyait « obligé de laisser les mains libres à la majorité qu'il était absolument décidé à conserver[1] ».

Les dés étaient jetés.

La séance fut levée.

Le général de Radowitz donna sa démission ; MM. de Ladenberg et von der Heydt le suivirent. M. de Manteuffel se rendit en personne à l'ambassade d'Autriche pour informer Prokesch de la décision royale et demander « instamment que Schwarzenberg adoucit pour le roi le changement de politique » en lui permettant de sauver les apparences[2]. Le soir, Brandenburg fit venir un rédacteur des Affaires étrangères, Abeken, pour lui dicter la dépêche à Bernstorff dont les termes avaient été convenus dans le conseil.

Dans la nuit, la fièvre le prit. Le 3 novembre, il put encore signer la dépêche de soumission. Ce fut son dernier acte. Trois jours durant, on essaya de sauver sa vigoureuse intel-

1. Sybel. *Die Begründung*, t. II, p. 31.

2. Prokesch à Schwarzenberg, 2 novembre 1850. Prokesch, *loc. cit.*, p. 174.



ligence. Mais la mort était là; elle le prit le 6 novembre, comme pour noircir encore la tragédie.

Brandenburg mourut non, comme on la dit, « des insolences du tzar », mais « de l'excitation intellectuelle de deux ans, de l'épuisant voyage à Varsovie, et de l'effroyable tension pendant la crise[1] ». Il avait de la loyauté et de l'honneur; il cherchait le bien de sa patrie; mais il n'était pas homme d'État; il ne vit pas qu'un conflit avec l'Autriche était inévitable et que la Prusse devait s'y préparer.

Manteuffel était chargé, en fait, de la direction des Affaires étrangères, qu'il n'avait pas personnellement suivies jusqu'alors. Il terminait et envoyait à Bernstorff la dépêche pacifique, sans savoir si les modestes réserves qu'elle contenait seraient admises par l'altier Schwarzenberg.

Dans le pays, l'opinion publique commençait à s'énerver. La marche des troupes prussiennes et bavaroises, les décisions du conseil des ministres, le départ de Radowitz, la maladie de Brandenburg, les bruits contradictoires et les nouvelles successives, tout amenait la fièvre à Berlin. Dans l'Allemagne entière, le parti unitaire vibrait d'impatience. « Je désirerais même la guerre, écrivait Arndt peu après, si sa base et son but étaient la fierté et la liberté de l'Allemagne, et s'il était réellement combattu en ce sens. Mais je ne vois pas l'homme et les hommes qui la voudront et pourront conduire[2]. »

En Hesse, le général Gröben avait avancé les troupes prussiennes et occupé les routes d'étapes; l'ambassadeur d'Autriche avait protesté énergiquement contre cette invasion d'un territoire protégé par la Diète; en même temps, les

1. Abeken. *Ein schlichtes Leben*, p. 209.

2. Arndt à Biedermann, 26 novembre 1850. Biedermann. *Leben*, t. I, p. 44.

Bavarois avançaient par le Sud, un corps de 30.000 Autrichiens passait du Vorarlberg en Bavière pour menacer la frontière de la Prusse, et de Vienne on annonçait que le prince de Schwarzenberg voulait une guerre d'anéantissement.

La situation devenait périlleuse pour la Prusse. L'incurie eût été une trahison. Manteuffel le comprit enfin. Le 5 novembre, au soir, il proposa au roi d'ordonner la mobilisation générale : le monarque consentit aisément à une mesure qu'il aurait prise volontiers dès le 2 novembre. Le conseil des ministres, le lendemain, en reconnut la nécessité et l'ordre de mobilisation fut de suite publié.

Cet ordre paraissait indiquer un revivement politique, la résistance à l'Autriche, et présager une prochaine guerre. C'est bien ainsi que l'entendit le peuple prussien. Avec une vive ardeur, les hommes rejoignirent leurs corps ; même les plus âgés, soldats de landwehr, quittaient sans hésiter leurs familles et leurs occupations pour rallier leurs régiments; le sentiment qui dominait était la joie que la Prusse fût enfin décidée à ne subir aucune humiliation[1]. On partait d'un seul mouvement, — sans savoir d'ailleurs exactement contre qui était dirigée la guerre : en Poméranie, un paysan demandait à Bismarck « où étaient postés les Français[2] ».

Le gouvernement avait des idées toutes différentes; il n'entendait la mobilisation que comme une satisfaction accordée à l'opinion publique, un leurre pour dissimuler la soumission à l'Autriche. Dès le 4 novembre, Gerlach écrivait à Manteuffel : « Je tiens la mobilisation pour nécessaire à cause du roi et du prince de Prusse. » Dans la Camarilla, on parlait même d'évacuer la Hesse le jour où l'ordre de mobilisation était

1. Klüpfel. *Geschichte*, t. I, p. 147.
2. Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 90.



donné[1]; c'était brandir l'épée pour mieux la remettre au fourreau. En l'annonçant à l'ambassadeur autrichien, le sous-secrétaire d'État à l'Intérieur, M. Lecoq, déclarait que « la mobilisation était une mesure pacifique » et il désirait « que l'Autriche aidât la Prusse ». Comme Prokesch demandait ce que cela signifiait, Lecoq ajoutait : « N'exigez pas un abandon formel du passé. Nous le jetons par dessus bord. Le ministère est tout à fait d'accord, tout à fait décidé à ce sujet. Mais contentez-vous des réalités. Ne pressez pas non plus en ce qui concerne la Hesse. Nous en sortirons, mais laissez-nous le temps[2]. »

Mais Schwarzenberg n'entendait pas « laisser le temps » à la Prusse. Sa réponse à la dépêche de soumission réclamait l'abandon de la Hesse et la dissolution de l'Union allemande avant la réunion des libres conférences. Il ne cesserait ses armements que si la Prusse concédait ces deux points.

Cette dépêche était du 6 novembre; elle arriva à Berlin presque en même temps que la nouvelle d'un choc entre les armées en présence. Ce conflit était inévitable, les troupes s'étaient avancées, par le Sud les Bavarois, par le Nord les Prussiens, jusqu'à se toucher. Le 8 novembre, elles entrèrent en contact à Bronzell près de Fulda : on leur avait recommandé d'éviter soigneusement tout heurt, mais en pareil cas les recommandations sont vaines, les fusils partent tout seuls. Malgré vedettes et parlementaires, les Bavarois voulurent avancer, c'est la version prussienne[3]; les Prussiens tirèrent quelques coups de fusil, les Bavarois répliquèrent; l'engagement fut court; cinq chasseurs autrichiens, au ser-

1. Gerlach. *Loc. cit.*, p. 551, 559.

2. Prokesch à Schwarzenberg, 7 novembre 1850. Prokesch, *loc. cit.*, p. 177.

3. Sybel. *Loc. cit.*, t. II, p. 40.

vice de la Diète, furent blessés, et aussi un cheval de trompette prussien qui devint légendaire et fit la joie des journaux étrangers.

Le combat n'était pas grave. Mais l'Autriche comptait en tirer parti. Prokesch exige du roi la déclaration que l'incident s'est produit contre son gré, réclame le changement du général Gröben, menace de demander ses passeports. Manteuffel télégraphie à Vienne pour accorder la majeure partie de ce que réclame Schwarzenberg, demande une simple garantie sur la durée de l'occupation fédérale, recommande la prudence à Gröben. Schwarzenberg résiste d'abord ; sur de nouvelles supplications de Manteuffel, le 11 novembre, il invite la Diète à accorder la garantie demandée par la Prusse sur la nature et la durée de l'occupation fédérale, mais il avise l'ambassadeur prussien que c'est sa dernière concession. Il jouait à coup sûr : à ce moment, le prince Gortschakoff arrivait à Francfort pour reconnaître au nom de la Russie la légitimité de la Diète et affirmer la solidarité des cours de Vienne et Pétersbourg.

La Prusse n'avait qu'à s'exécuter.

Elle devait commencer par dissoudre l'Union allemande. Le Collège des Princes est réuni le 15 novembre ; le délégué prussien, Bülow, essaye de représenter « les libres conférences » comme le meilleur moyen d'aboutir à l'unité allemande ; pour les faciliter, on dissolvait l'Union, mais la Prusse engageait néanmoins ses alliés à lui envoyer leurs contingents à première réquisition. Les délégués, invités à approuver cette dissolution, objectèrent qu'ils n'avaient pas de pouvoirs ; mais les princes comprirent ; le grand duc de Bade déclara le 23 novembre qu'il considérait l'Union comme abandonnée ; les autres suivirent ; ils se sentaient joués.

Restait la question du Holstein ; le ministère aurait volon-



tiers concédé toutes les réclamations de l'Autriche. Il est facile de s'en convaincre en lisant les hymnes à la paix que Manteuffel entonnait le 8 novembre 1850. Mais il fallait compter avec le roi et le Parlement, représentant de l'opinion publique.

Le roi trouvait amère la soumission à l'Autriche et ne dissimulait pas son opinion. Il avait écrit à Radowitz une lettre si chaleureuse qu'elle avait permis de croire au prompt retour du général aux affaires et que les ministres avaient pensé à donner leur démission. Il espérait toujours du ciel quelque secours inopiné et envoyait Radowitz à Londres pour sonder le gouvernement anglais sur son intervention en cas de guerre : le missionnaire fut doucement éconduit. La Russie était hostile, le prince Louis Napoléon passait pour capable « de chercher la couronne impériale dans la cathédrale de Cologne[1] », et Gerlach conseillait de se réconcilier avec l'Autriche pour tomber sur la France[2]. Il n'y avait d'alliance possible qu'avec le roi de Piémont, qui n'était pas de taille suffisante, ou avec la « démocratie », c'est-à-dire avec la Révolution. Car Frédéric-Guillaume IV était arrivé dans cette impasse que l'honneur prussien était invoqué et défendu par le parti de la Révolution, et la soumission conseillée par les conservateurs et les militaires. Mais Gerlach veillait et surveillait le roi. Et on pouvait compter qu'à l'heure voulue il convaincrait l'hésitant monarque.

Il fallait s'assurer le concours des Chambres, convoquées pour le 21 novembre. Un bon avocat du gouvernement devait prouver à la majorité la nécessité de passer sous le joug autrichien. Bismarck fut chargé de ce rôle.

Otto de Bismarck avait passé le mois d'octobre à Schön-

1. Bismarck. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 218.
2. Gerlach. *Loc. cit.*, p. 558.



hausen, occupé de ses chasses, de ses digues, des disputes locales, d'une session d'assises où il était juré. A la fin du mois, cependant, la situation politique commençait à « l'inquiéter sérieusement», et mal au courant des choses, renseigné seulement par les articles de la *Gazette de la Croix*, il demandait à être « catéchisé[1] ». Il comptait bien passer ensuite cette leçon de catéchisme au roi, qui l'avait invité à chasser à Letzlingen les 24 et 25 octobre ; mais la partie fut remise[2] à cause de la tension des affaires extérieures, et Bismarck rejoignit sa femme à Reinfeld en Poméranie.

Il y apprit brusquement la démission de Radowitz ; il s'était toujours posé en adversaire de cet homme d'État ; sa chute était pour lui une joyeuse surprise : « J'en ai dansé de joie autour de la table, écrivait-il, et maintes bouteilles ont été bues à la santé de M. de Radowitz... Maintenant laissons venir la guerre, où et avec qui on veut et toutes les épées prussiennes brilleront haut et joyeusement au soleil[3]. » La mobilisation ne l'étonna donc pas. Il quitta précipitamment Reinfeld pour rejoindre son régiment.

En passant à Berlin, il rendit visite au ministre de la Guerre et « laissa percer l'humeur guerrière qu'avaient provoquée en lui l'appel militaire et le ton arrogant des Autrichiens ». Le général de Stockhausen le calma en lui révélant la situation de l'armée : l'éparpillement des troupes, l'impossibilité de résister à l'irruption des Autrichiens, la nécessité de se retrancher à Dantzig ou en Westphalie. « Avant tout, continua-t-il, si nous voulons nous battre, il est nécessaire de gagner du temps. Il est donc à désirer que lors des prochains

1. Bismarck à Wagener, 21 octobre 1850. *Politische Briefe Bismarck's*, t. I, p. 7.

2. Duc Ernest de Cobourg. *Aus meinem Leben*, t. I, p. 594. Bismarck. *Briefe an seine Braut und Gattin*, 23 octobre 1850, p. 221.

3. Bismarck à Wagener, 7 novembre 1850. *Politische Briefe*, t. I, p. 8.

débats à la Chambre des députés, l'on ne hâte pas la rupture par des demandes d'explications et en prenant les résolutions auxquelles on est en droit de s'attendre d'après les articles des journaux et à voir le courant d'idées qui y domine. Je vous prierai donc de rester à Berlin et d'agir dans le sens de la modération sur les députés de votre parti qui sont déjà ici ou qui vont arriver ces jours-ci [1]. »

Bismarck ne se demanda pas si le gouvernement manquait à son devoir, en cédant à l'Autriche, et si le ministre n'avait pas, par une honteuse incurie, failli à sa tâche; il avait de la discipline; comme « député conservateur », il se refusait à « critiquer un ministre » et « en qualité de lieutenant de réserve », il n'avait pas à « élever la voix contre un général ». Il accepta le mandat, et s'efforça de préparer ses collègues à la capitulation. Il rencontra d'abord une vive opposition : le centre droit tenait à faciliter la mission allemande de la Prusse et voulait qu' « on prît immédiatement des dispositions militaires à cet effet ». Les négociations de Bismarck furent longues : Otto démontrait à ses collègues que le cabinet se retirerait s'il n'était pas entièrement couvert par les Chambres; « la chute de Manteuffel signifierait retour aux principes de Radowitz représenté par les hommes de paille qu'il conduit, guerre avec tous les Etats monarchiques, à l'arrière-fond empire révolutionnaire, dont le manteau, préparé depuis un an par Radowitz, éblouit maintenant peut-être plus qu'auparavant. Manteuffel reste-t-il [2], il y a toute probabilité d'une paix prompte et honorable, qui consistera essentiellement en ceci que la Prusse et l'Autriche se réconcilieront sur le pied de l'égalité juridique au détriment des petits États [2]. »

1. Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 91.

2. Bismarck à sa femme, 18 novembre 1850. *Briefe and seine Braut und Gattin*, p. 214.



Ces négociations se prolongèrent pendant la session parlementaire que le roi ouvrit en personne le 21 novembre. Prononcer un discours guerrier, la main sur l'épée, les yeux au ciel, était dans sa note ; il n'y manqua pas : « Je vois, déclara-t-il, avec joie et orgueil que mon peuple belliqueux se lève partout comme un seul homme et se joint à mon armée, dont la valeur et la fidélité sont éprouvées... Nous ne cherchons pas la guerre, nous ne voulons porter atteinte aux droits de personne, nous ne voulons imposer à qui que ce soit nos propositions, mais nous demandons une organisation de la patrie commune qui réponde à notre position actuelle en Allemagne et en Europe, et à la somme de droits que Dieu a mis dans nos mains. Nous avons un bon droit, nous voulons le défendre, et nous resterons sous les armes, dans une attitude imposante, jusqu'à ce que le droit soit reconnu. » Et une triple salve d'applaudissements accueillit ces fières déclarations[1].

Le président de la seconde Chambre, Schwerin, renchérit encore sur ces paroles et son discours fut tout à fait belliqueux : « De tous côtés, de tous les districts de la patrie, nous arrive ce cri : la Prusse ne veut supporter aucun affront, la main à l'ouvrage. Voilà ce que veut notre peuple. La Chambre, si elle se conforme à cet appel, sauvera l'honneur de la Prusse et assurera le bien et le salut de l'Allemagne. »

Ces fanfares guerrières ne déplaisaient point à Schwarzenberg. Il informait la Prusse, au nom de la Diète, que l'envahissement de la Hesse avait simplement pour but de rétablir l'ordre, et cesserait dès que ce résultat serait obtenu ; la Prusse devait donc être satisfaite et il demandait quel jour elle retirerait ses troupes.

1. Traduit du *Moniteur prussien* dans le *Moniteur universel français*, 25 novembre 1850, p. 3352.



Le conseil des ministres en délibéra le 23 novembre ; mais il ne put s'entendre, le vaillant ministre de la Guerre seul tenait à un recul immédiat.

Schwarzenberg résolut alors de porter le coup décisif. Son ambassadeur remit le 25 novembre un ultimatum sous forme de note, et demandant réponse dans les quarante-huit heures sur les points suivants : La Prusse ayant obtenu les garanties désirées, les troupes fédérales pouvaient-elles entrer à Cassel ? Des ordres conformes étaient-ils envoyés au général Gröben ? — En même temps, le prince de Taxis, commandant de l'armée fédérale, recevait l'ordre de marcher le 27 novembre sur Cassel en culbutant au besoin les Prussiens.

C'était catégorique. La crise était arrivée à son plein. La Prusse devait choisir : guerre ou soumission. La guerre était vraisemblable, car le roi et le prince « étaient très montés [1] » ; Bismarck lui-même avait une « scène violente » avec Gerlach ; Otto, homme des champs, mais de fier caractère, reconnaissait la nécessité de la guerre, si « l'impertinence autrichienne » s'accroissait ; le belliqueux général soutenait que les soldats prussiens devaient s'enfuir immédiatement de Hesse, et se plaignait d'être « abandonné sur la brèche par tout le monde [2] ». Les officiers de la Landwehr préparaient leurs armements et Prokesch son départ pour Dresde. A Berlin, l'inquiétude était telle que le président de police, Hinckeldey, ne garantissait pas l'ordre.

Manteuffel essaya de tout sauver en implorant personnellement le prince de Schwarzenberg [3].

Dès le 19 novembre, Manteuffel avait parlé au roi de se

1. Gerlach. *Loc. cit.*, 23 novembre 1850, p. 561.

2. Bismarck. *Briefe*, p. 218. Gerlach, *loc. cit.*, p. 558.

3. Sur les conférences d'Olmütz, Paul Matter. *L'Incident d'Olmütz. Revue historique*, novembre 1904.



rendre auprès du prince pour reprendre les négociations de Varsovie. Le 24, le comte Stolberg était parti pour sonder Schwarzenberg à cet effet.

Le 25 novembre, à la réception de l'ultimatum, Manteuffel télégraphia à Stolberg d'abord, à Schwarzenberg ensuite pour insister sur l'urgence de sa visite; il proposait comme base de négociation le mémoire ministériel apporté par Brandenburg à Varsovie, en y ajoutant la prompte réunion des libres conférences qui trancheraient les questions de la Hesse et du Holstein. Manteuffel comptait partir le soir même. Il attendit toute la nuit. La réponse n'arriva que le 26 au matin. Le prince ne consentait à recevoir le ministre berlinois que si la Prusse évacuait auparavant Cassel et laissait libre accès sur les routes d'étapes. Manteuffel télégraphia que c'étaient les points mêmes à négocier et insista pour être reçu avant la retraite des troupes prussiennes. A ce moment arriva une dépêche de Gröben annonçant que le prince de Taxis menaçait d'avancer par force. Le conseil des ministres se rendit auprès du roi; Frédéric-Guillaume suggéra une idée singulière; il avait rédigé une lettre de sa main à l'empereur François-Joseph; il y joignait une épître de la reine à sa sœur, l'archiduchesse Sophie; toutes deux étaient conçues en termes conciliants et de nature, espérait le monarque, à influer heureusement sur les relations politiques; il proposait à Manteuffel de porter ces lettres. Schwarzenberg ne pouvait refuser d'être l'intermédiaire et de recevoir ainsi le ministre prussien. Ce procédé ne convenait guère à Manteuffel; on laissa tout en suspens.

Le soir, vers 10 heures, arriva une dépêche de Bernstorff, ambassadeur de Prusse à Vienne. Schwarzenberg ne refusait pas l'entrevue, mais avait consulté l'empereur. Bernstorff espérait avoir réponse encore le soir même. A onze heures, Manteuffel était à bout de forces; il télégraphia à Bernstorff



que, sur la demande spéciale du roi, il se rendait à Olmütz avec des lettres des souverains. Une heure après, arrivait un nouveau télégramme de Bernstorff; d'ordre de l'empereur, Schwarzenberg serait à Olmütz le 28[1].

Le prince avait cédé, non sans peine, mais à la volonté formelle de François-Joseph.

Manteuffel partit le 27 novembre avec le comte Eulenburg et Abeken[2]. Le 28 au soir, il rejoignait à Olmütz le prince de Schwarzenberg; celui-ci était accompagné par l'ambassadeur de Russie à Vienne, baron Meyendorff, comme pour manifester que le tzar secondait la politique autrichienne. Les négociations commencèrent de suite, elles furent difficiles; au milieu de la nuit, Manteuffel avait « peu d'espoir » ; Schwarzenberg le pénétrait de terreur pour plus en obtenir. Dans la matinée du 29, les deux ministres signaient un projet de compromis : dans son ensemble, c'était le triomphe de la politique autrichienne. Manteuffel avait largement interprété les instructions qu'il avait reçues et abandonné le programme de Varsovie. Il obtenait le règlement des questions de Hesse et de Holstein par des commissaires d'Autriche et de Prusse; cette concession aurait pu être importante si la Prusse avait eu la volonté et la force d'imposer son opinion, mais elle manifestait sa faiblesse en cédant sur tout le reste, notamment sur ce que le roi avait considéré comme « la pierre angulaire » de sa politique ; l'occupation exclusive de Cassel et des routes d'étapes; un bataillon prussien était autorisé à rester à Cassel pour assister en témoin attristé à l'exécution fédérale. Les conférences ministérielles, acceptées déjà par Schwarzenberg à Varsovie, devaient s'ouvrir à Dresde au milieu de décembre.

1. Peut-être ce télégramme fut-il expédié avant la réception de la dernière dépêche de Manteuffel.

2. Récit de ce voyage dans Abeken, *loc. cit.*, p. 211-214.

Manteuffel rentra à Berlin le 30 octobre et se rendit de suite auprès de Frédéric-Guillaume IV. A la lecture de la convention, le souverain protesta contre l'abandon des routes d'étapes qu'il se refusa d'abord à ratifier; mais Gerlach remplaça Manteuffel et pétrit le roi. Le soir même, le monarque était décidé à tout accepter. Et le traité fut ratifié au conseil des ministres le 2 décembre.

III. — Les partisans de l'union allemande étaient au désespoir ou en fureur; ils comparaient le projet d'Olmütz, — Olmützer Punktation, — au voyage de l'empereur Henri IV à Canossa et au désastre d'Iéna; ils comprenaient que c'était la déroute finale de leurs espérances. Les adversaires de la Prusse étaient mécontents, car ils avaient espéré la guerre et l'écrasement de leur ennemie; M. de Beust en avait un épanchement de bile, il était « comme un joueur de whist qui aurait *dix-huit à point* et verrait son partenaire renoncer à la partie [1] ».

Les Autrichiens et la *camarilla* de Berlin, au contraire, étaient dans l'enthousiasme; à Vienne, on n'avait pas désiré la guerre avec la Prusse; on considérait le compromis d'Olmütz comme une victoire et la Bourse montait avec l'allégresse publique. La *camarilla* pensait avoir sauvé la Prusse d'un double péril, l'invasion et la Révolution. « Il faut que la Prusse expie par le sac et la cendre son commerce illicite avec le libéralisme et le vertige des nationalités », déclarait la *Gazette de la Croix*. Et Gerlach se retranchait derrière cette parole de Meyendorff : « L'honneur prussien est sauvé. »

Le Parlement ne fut pas de cet avis. La seconde Chambre en délibéra à propos de l'adresse. Le projet, rédigé avant le

1. Beust. *Mémoires*, t. I, p. 102.



retour de Manteuffel, approuvait la politique royale, mais avec quelques réserves et le désir qu'on sauvegardât l'honneur de la Prusse. « Votre Majesté, continuait le projet, demande des institutions pour la patrie commune, qui soient en harmonie avec la position de la Prusse en Allemagne et en Europe. En cela, elle répond aux vœux du peuple prussien. L'épée est tirée pour défendre le bon droit. Qu'il soit garanti, et l'épée rentrera dans le fourreau, des centaines de mille d'hommes l'échangeront contre les instruments de la paix. Mais, s'il le fallait, elle frapperait énergiquement quiconque voudrait porter à atteinte aux droits et à l'honneur de la nation. » Ce projet vint en discussion le 3 décembre : l'occasion était naturelle pour Manteuffel de légitimer sa politique ; il n'y manqua pas. Ses déclarations eurent le mérite de la franchise ; il reconnut que « les efforts de la Prusse avaient eu pour but de donner à l'Allemagne une Constitution qui répondît à ses besoins. Ces efforts n'ont pas été couronnés de succès... L'échec d'un plan a toujours quelque chose de pénible. » Tout au moins la Prusse avait-elle obtenu que les questions allemandes fussent réglées non par « une Diète fédérale, réunie à Francfort, et à laquelle aurait participé un certain nombre de gouvernements, mais par tous les gouvernements allemands ». La Prusse n'a aucun intérêt à s'immiscer aux affaires de Hesse et son intervention aurait pour résultat une guerre douloureuse.

Ce discours, d'une désinvolture bruyamment relevée par le parti allemand, fut immédiatement contredit par un homme considérable, dont la modération et le loyalisme mêmes rendaient plus dangereuses les attaques, M. de Vincke. Il reprit l'histoire de l'Allemagne depuis deux ans, les espérances déçues, « l'impérieux devoir pour le gouvernement de procurer au peuple allemand une Constitution parlementaire », les loyaux efforts de Radowitz, les allures blessantes de l'Autriche,

les hésitations du ministère dans la question des duchés et l'affaire de Hesse. « Vous dites, s'écria-t-il en terminant, que vous avez toute l'Europe contre vous. Je vous réponds que Frédéric II n'a pas tremblé dans une situation pareille. Vous vous plaignez de n'avoir pas d'alliés; comment voulez-vous en avoir avec une politique aussi vacillante... Vous compromettez l'honneur du pays... Arrière les ministres ! »

Ces paroles avaient soulevé les applaudissements de la majorité. Il importait qu'au nom de la droite quelqu'un vînt étayer la politique de soumission à l'Autriche, proclamer l'abandon des espérances allemandes, affirmer le vieil esprit prussien. Otto de Bismarck se leva.

Son discours est le plus important de ceux qu'il prononça comme député [1]. Il posait Bismarck en chef de groupe, leader du parti gouvernemental ; il opposait aux théories nobles mais vagues, des unitaires allemands, les revendications étroites et précises des hobereaux prussiens; enfin il devait avoir une influence décisive sur la carrière de Bismarck et par conséquent sur les destinées mêmes de la Prusse. Le prince ne s'en est pas dissimulé la gravité et en a reproduit de larges parties dans ses mémoires [2].

L'orateur commence par louer le peuple prussien, « qui s'est levé comme un seul homme à l'appel de son Roi; il s'est levé en obéissant avec confiance; il s'est levé pour combattre, comme ses pères, sous le drapeau des rois de Prusse, sans savoir quels devaient être le but et le prix de ses combats ». Mais avant de partir en guerre, il faut lui assigner « un but qui mérite qu'on la fasse et qu'on ne puisse pas atteindre sans elle. De nos jours, pourquoi les grands États font-ils la guerre ? L'unique base saine et salutaire pour

1. *Bismarck député* 1847-1851, p. 290 et suiv.

2. Bismarck. *Pensées et Souvenirs,* t. I, p. 94 à 98.



un grand État, — et c'est par là qu'il se distingue essentiellement d'un petit État, — c'est l'égoïsme politique et non pas le goût romantique, — et il n'est pas digne d'un grand État de se battre pour une cause qui n'est pas inhérente à son propre intérêt. Eh bien, Messieurs, montrez-moi ici un but digne de la guerre, et je voterai avec vous.

« Il est aisé pour un homme d'État, soit dans son cabinet, soit à la Chambre, de souffler avec le vent populaire dans la trompette guerrière, de s'échauffer ainsi au coin de sa cheminée, ou de tenir des discours tonnants à cette tribune, puis de laisser le fusilier, qui verse son sang sur la neige, décider la question de savoir si le système du guerrier en chambre remportera ou non gloire et victoire. Il n'y a rien de plus facile que cela ; mais malheur à l'homme d'État qui ne trouve pas pour faire la guerre une raison qui soit encore valable aussi après la guerre !

« Je suis persuadé, Messieurs, que vous envisagerez les questions qui nous occupent aujourd'hui tout autrement au bout d'une année, quand vos regards, se reportant en arrière, verront se dérouler une longue perspective de batailles et d'incendies, de misères et de douleurs, de 100.000 cadavres et de cent millions de dettes. Aurez-vous alors le courage de vous approcher du paysan sur les ruines de sa ferme incendiée, du soldat estropié par la mitraille, du père qui a perdu ses enfants, et de leur dire : « Vous avez beaucoup souffert, mais réjouissez-vous avec nous, la Constitution de l'Union est sauvée, Hassenpflug n'est plus ministre, notre Bayrhofer [1] gouverne la Hesse. » Si vous avez le courage à ce moment-là de parler ainsi aux gens, alors commencez cette guerre. »

Et Bismarck montre que toutes les grandes puissances ont

1. Professeur hessois, partisan de l'Union allemande.

reculé devant une guerre dont elles ne voyaient pas le succès et l'avantage : la France en 1840, l'Autriche en 1849 à la veille d'assiéger Turin, l'Angleterre dans la mer Noire, la Russie sur la question des réfugiés polonais.

« L'honneur prussien, continue-t-il, dans ma conviction, ne consiste pas en ce que la Prusse joue partout en Allemagne le rôle de don Quichotte pour soutenir la cause de célébrités parlementaires mortifiées, qui croient leur constitution locale en danger. J'attache, pour moi, l'honneur prussien à ce qu'avant toute chose la Prusse se garde de tout contact ignominieux avec la démocratie, à ce que la Prusse, dans les questions présentes comme en toute autre, ne permette pas qu'il se fasse rien en Allemagne sans le consentement de la Prusse, — à ce qu'enfin tout ce que la Prusse et l'Autriche, après un libre examen fait en commun, auront jugé sage et politique, soit exécuté de concert par ces deux puissances protectrices de l'Allemagne, ayant parité de droits à cet égard.

« Quelle eût donc été le but d'une intervention ? en Slesvig-Holstein, soutenir la population révoltée contre son souverain légitime ; en Hesse, protéger « des fonctionnaires et officiers qui déclarent ouvertement la guerre et refusent l'obéissance à leurs supérieurs... L'usage de nos routes militaires, nos intérêts matériels, l'intégrité de nos frontières, la sécurité de notre propre Constitution ne sont attaqués par personne. Nous ne voulons point faire de conquêtes.

« La principale question, — qui recèle la paix ou la guerre, — c'est l'organisation de l'Allemagne, le règlement des rapports entre la Prusse et l'Autriche, la situation de l'Autriche vis-à-vis des petits États ; elle va être réglée par l'accord des gouvernements... L'Union, — dont en dehors de cette Chambre je n'ai jamais entendu parler qu'avec une teinte de gaité, comme d'une fantaisie de jeunesse, qu'on se



rappelle avec plaisir en pensant qu'elle n'a pas eu heureusement de suites fâcheuses, — cette Union est tombée avec son principal auteur et soutien, M. de Radowitz. On traite l'Autriche d'étrangère. Je reconnais en l'Autriche la représentante et l'héritière d'une antique puissance allemande, qui a souvent et glorieusement porté l'épée de l'Allemagne. »

« Une guerre contre l'Autriche, conclut l'orateur, ne pourrait donc être qu'une guerre de propagande et de principes révolutionnaires. Il est du devoir du gouvernement de l'éloigner de nous. S'il n'y parvient pas, que tous ceux qui pouvaient empêcher cette guerre et qui ne l'ont pas fait, songent bien que le sang qui sera versé dans une pareille guerre restera porté à leur compte, que la malédiction du loyal soldat qui meurt pour une cause que, dans son cœur, il condamne et méprise, que cette malédiction pèse lourdement sur leur âme au jour du jugement. »

Ce discours contenait de l'audace, du mordant, de l'autorité. Certaines phrases présageaient l'homme de fer : « L'unique base d'un grand État, c'est l'égoïsme politique et non le goût romantique. » Mais la crânerie extérieure dissimulait mal un manque de franchise dans le fond ; en entonnant un hymne à la paix, le défenseur habituel de l'armée biaisait avec la la vérité, qui était la reculade de la Prusse devant un adversaire qu'elle avait sottement laissé grandir sans se préparer elle-même à une lutte inévitable. C'était d'une argumentation un peu grosse et lourde que parler des « orgies de la démocratie », à propos d'une politique hautement approuvée par le prince de Prusse. Bismarck s'en punit lui-même, quinze ans après, en la reprenant à son compte.

Mais il rencontra de 1864 à 1866 une incrédulité et une hostilité qui avaient pour cause directe la défaillance d'Olmütz. Depuis l'avènement de Frédéric-Guillaume IV, plus



spécialement depuis 1848, la Prusse avait suivi une politique qui faisait croire à sa mission allemande. En novembre 1850, le parti réactionnaire la renia toute et rendit à l'Autriche sa situation prépondérante. Ce fut une rude déception pour les partisans de l'unité et un grave danger pour la Prusse ; on douta de son avenir en Allemagne. Lorsque Bismarck voulut relever la fortune de son pays, il dut lutter contre l'opinion publique ; il entreprit, en 1866, une guerre de « principes et de propagande révolutionnaires » ; il y triompha malgré et contre les députés.

Mais en 1850 la situation politique était inverse ; le gouvernement voulait l'humble paix ; le Parlement tenait à une fière attitude et l'habileté d'Otto de Bismarck-Schönhausen ne le convainquit pas. Malgré son discours, la seconde Chambre renvoya le projet d'adresse à la commission pour qu'elle le remaniât, et le lendemain, 4 décembre, les députés étaient invités à voter un texte hostile au gouvernement et qui déclarait la politique du ministère « incompatible avec l'honneur de la Prusse et dangereuse pour sa position en Allemagne ». Le projet d'adresse invitait le roi « à travailler à une organisation de la patrie commune qui répondît à la situation de la Prusse en Allemagne et en Europe... Si l'épée devait être tirée, le peuple prussien et les Chambres, en son nom, feraient volontiers, pour une pareille guerre, les plus pénibles sacrifices. » Mais, dès le début de la séance, la session parlementaire fut ajournée au 3 janvier. Le cabinet était décidé à imposer sa politique ; il s'était remanié ; Ladenberg, hostile à la soumission à l'Autriche, avait donné sa démission ; Manteuffel prenait la présidence du conseil des ministres.

Bismarck approuvait joyeusement toutes ces mesures ; il se flattait d'y avoir contribué et « remerciait le Seigneur de

n'avoir pas laissé sans bénédiction son modeste travail[1] ». Il trouvait légitime de prendre quelque repos, rejoignait M[me] de Bismarck et ses enfants à Reinfeld, et « y passait les fêtes de Noël en famille, dans une vraie béatitude[2] ».

A la même époque, le 23 décembre, les ministres des Etats allemands se réunissaient à Dresde. Ce fut le triomphe de Schwarzenberg; M. de Beust l'avait logé dans le même palais que Manteuffel, mais non au même étage, comme pour marquer les situations respectives ; rien qu'à les voir, au premier le prince autrichien, avec des domestiques en livrée, de la vaisselle plate et du champagne, au second le ministre prussien avec quelques garçons de bureau et des verres d'eau[3], on comprenait lequel était le maître.

Schwarzenberg entendait bien tirer parti des conférences pour amoindrir l'autorité de la Prusse dans l'ancienne Diète[4]; les royaumes lui étaient dévoués et espéraient tirer quelque bénéfice de cet amoindrissement de leur puissant rival; les petits princes étaient découragés et fatigués; la plupart s'abandonnaient au cours des choses. Tout alla d'abord à la volonté de l'Autriche : les commissions furent constituées de telle façon que la Prusse et ses alliés y étaient partout en minorité. Le prince de Schwarzenberg se rendit à Berlin et conquit à ses idées le souverain et ses ministres. Au commencement de janvier, il apporta un projet de réforme qui tuait l'influence prussienne : à la place du Conseil fédéral, on créait un pouvoir exécutif où la Prusse avait sur le papier une place égale à celle de l'Autriche, en fait une situation déri-

1. Bismarck à sa femme, 7 décembre 1850. *Briefe*, p. 222.

2. Keudell. *Bismarck et sa famille*, p. 35.

3. Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 101.

4. Sur les conférences de Dresde, Sybel. *Die Begründung*, t. II, p. 70 et suiv., Manteuffel. *Denkwürdigkeiten*, t. I, p. 360 et suiv., Klüpfel. *Geschichte*, t. I, p. 153 et suiv.



soire; les petits princes étaient écartés; l'Autriche entrait tout entière dans la Confédération ; à la demande du roi de Wurtemberg, qui craignait la colère de son peuple, les délégations des Parlements devaient être consultées dans certaines circonstances; on refusait aux États le droit de former des ligues entre eux. Jusque dans les moindres détails, on entravait la Prusse de mille liens, comme pour revenir un siècle en arrière et « rayer de l'histoire l'incident de Frédéric II ».

Manteuffel, ébloui par le prince de Schwarzenberg, aurait peut-être consenti à cet effondrement. Mais il était accompagné du comte Alvensleben, dont « l'incroyable finesse et l'extrême habileté délivrèrent la Prusse [1] ». Il souleva l'opposition de quelques princes de second rang, Bade, Saxe-Weimar, Mecklembourg; il contraignit Manteuffel à écrire deux lettres de résistance à l'Autriche; il parvint ainsi à traîner en longueur les délibérations de Dresde; au mois de mars déjà, on en était las. On sauta sur une déclaration de la Prusse qu'elle était disposée à envoyer un délégué à la Diète de Francfort et engageait ses anciens alliés à faire de même. C'était le retour au bon vieil état de choses; c'était le salut.

On discuta encore six semaines à ce sujet : Schwarzenberg soutira à Manteuffel un traité d'alliance qui obligeait les Prussiens à intervenir en Italie si l'autorité de l'Autriche y était contestée. Ce fut le seul résultat des conférences. Leur clôture fut prononcée en grande pompe le 15 mai : on annonça que les rapports, travaux, projets, protocoles, notes, relations, procès-verbaux feraient une bonne base de discussion ultérieure pour la revision de la Diète. Mais nul ne s'y méprenait; la Diète renaissait; les propositions diplomatiques ne la

1. Beust. *Mémoires*, t. I, p. 111.



modifieraient pas. Metternich exultait ; il constatait que les principes de 1815 étaient intacts, « car il n'y avait pas d'autre solution pratique que celle trouvée dans l'acte fédéral[1] ». Il n'avait pas pensé au canon ; le jeune plénipotentiaire envoyé par la Prusse à Francfort pour soutenir la politique autrichienne devait y songer quinze ans plus tard, et découvrir, non loin d'Olmütz, un champ d'action tout différent, le champ de Sadowa.

Cependant, le 3 janvier 1851, les Chambres prussiennes avaient repris le cours de leur session et Bismarck était revenu à Berlin laissant les siens en Poméranie. Il vécut pendant un trimestre, en garçon, d'une existence remplie et agitée. Dans la matinée, il assistait aux commissions de la Chambre : il avait été chargé d'importants travaux, — rapport sur la situation de la Banque du commerce maritime (grand établissement financier doté de privilèges importants), — rapport sur l'administration de la Banque d'État ; il y consacrait tout ce qu'il pouvait de son temps, dépouillant des bilans, des comptes, des correspondances, « un travail de diable », et discutait avec ses collègues les conclusions de ses études. Les après-midi étaient pris par les séances de la Chambre. Le soir, il avait toujours quelque invitation dans le monde conservateur ; il était maintenant le leader du parti prussien ; la Cour et la ville le priaient à dîner et danser ; il acceptait avec bonne humeur, car il était homme de bonne compagnie et brillait dans le monde. Il était souvent invité à la table royale ; le roi et la reine étaient « très gracieux » à son égard ; ils sentaient en lui une force dont le trône aurait un jour besoin. Il dansait aux soirées officielles comme un jouvenceau « par

1. Metternich, *Mémoires*, t. VIII, p. 326, 506 et suiv.

santé et pour mieux dormir », affirmait-il, — « pour se distraire de la vie misérable qu'il passait toute la journée », lui répliquait la reine [1]. Il fréquentait à l'ambassade d'Autriche, où Prokesch le tenait pour un ami, sans deviner les conflits qu'il aurait avec lui plus tard à Francfort. Il rendait de nombreuses visites à Manteuffel, « pour le thé et les intrigues » ; le ministre lui était reconnaissant de son intervention au lendemain d'Olmütz, de son attitude à la Chambre, de ses entretiens avec le roi ; dans ces longues conversations, le verbe haut et le rude bon sens du hobereau frappaient le fonctionnaire un peu étriqué qu'était demeuré Manteuffel, et celui-ci pensait à un poste de confiance pour employer une telle nature. Presque chaque jour, Bismarck avait conciliabule avec quelqu'un de son parti : Wagener, le rédacteur en chef de la *Gazette de la Croix ;* Stahl, son maître à Erfurt, maintenant son égal ; les deux frères Gerlach, alors brouillés dans leurs relations de famille, mais encore unis en politique.

Levé tôt, couché tard, travaillant le jour entier, courant et discourant, il trouvait encore le temps d'écrire à sa femme des lettres toutes pleines des mille et un soucis du bon père de famille. Petites maladies d'enfants : « Mariette a-t-elle la scarlatine ? Vit-elle, est-elle bien portante, pourquoi n'ai-je pas de nouvelles sur ces questions je ne puis m'endormir et veille toute la nuit ; je dois finalement croire que toi aussi, mon cœur, tu es tombée malade de tension et de veilles, car serais-tu assez impitoyable pour m'écrire que l'enfant a la scarlatine et te taire ensuite pendant quatre jours ; chaque matin, je vais à la poste et toujours en vain. » — Récits de bon mari, qui tient sa femme au courant des

1. Voyez sur la vie de Bismarck à cette époque, sa correspondance avec sa femme. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 224 et suiv.



racontars de la Cour, des fiançailles du jour, de la couleur et de la forme des robes à la mode ; projets d'avenir : « J'ai une idée fixe qui me poursuit partout, c'est de m'asseoir dans un vallon simple et profond, en plein été, tout près d'un ruisseau, ma tête sur tes genoux, et de regarder le ciel bleu à travers la fumée de mon cigare et les vertes cimes des arbres, et d'être regardé par toi, et de ne faire absolument rien. Quand cela sera-t-il ? » Souvenirs du sermon entendu dans la journée, pensées pieuses de l'homme qui « boit grande quantité de champagne glacé, rentre chez lui, fume, lit les journaux, puis le psaume III et s'endort ferme ». Quelle singulière nature, combien complexe et variée, et difficile à comprendre !

Cependant, il se dépensait à la Chambre et payait de sa personne. Les députés étaient rentrés mécontents de l'ajournement du Parlement et très désireux de le faire expier au cabinet. Mais les ministres et leurs alliés déployaient une activité intense pour effriter la majorité. L'élection du bureau à la seconde Chambre était l'occasion d'une première lutte, et la droite remportait un léger succès en écartant Simson, l'ancien président du Parlement de Francfort, d'un siège de vice-président, pour le remplacer par Geppert « qui ne vaut pas beaucoup mieux », ajoutait Bismarck. Et les efforts de la *camarilla* sont tels, qu'à la fin de la session les deux partis se balanceront, les votes parfois annulés par un partage des voix, 139 contre 139.

Otto est sans cesse sur la brèche, et il n'y a guère de discussion importante où il ne prenne la parole. En février, il intervient cinq fois dans la discussion des impôts ; il compare les sommes payées par les ouvriers des villes et les cultivateurs et défend les impôts indirects en cherchant à établir qu'ils sont, en fin de compte, payés par ceux qui pos-

sèdent et non par les prolétaires. A deux reprises, il soutient le principe de la persistance des impôts, dont il devait faire un usage répété et heureux lors de son grand conflit avec la Chambre de 1862 à 1866 : « Que doit-il arriver, si la loi qui prévoit la fixation du budget n'est pas votée ? La Constitution est parfaitement muette à cet égard ; elle ne dit nulle part qu'en pareil cas le droit antérieur du gouvernement, le droit de faire des dépenses avec les fonds de l'État, soit aboli. » La Chambre s'indigne, le président le rappelle au respect de la Constitution. Il réplique durement : « Je vous remets en mémoire que le jour où nous sommes est l'anniversaire de la Révolution française, 24 février 1848. C'est une date qui nous rappellera toujours comment le régime parlementaire — pourvu des armes les plus puissantes et n'ayant à combattre que de bien faibles forces, — n'en a pas moins fait, aux yeux de l'Europe, un fiasco si éclatant qu'il lui sera difficile de se relever jamais de cette chute[1]. » Ce jugement amer soulevait dans la Chambre et les journaux un tolle « d'attaques ininterrompues ».

Peu de jours après il parle sur la situation des officiers : c'était un de ses sujets favoris. L'armée était vue sans faveur par le parti libéral; elle était intervenue en Prusse et dans les États voisins pour étouffer les revendications populaires; lorsque son action eût été nécessaire, en novembre, elle s'était elle-même déclarée insuffisante par l'organe de son ministre, le général Stockhausen. Par mesure d'économie et de représailles, le centre proposait quelques réductions dans le budget militaire, notamment sur la solde des généraux. Bismarck s'élève contre cette prétention. Il conteste toute compétence à la Chambre : « Une assemblée composée de fonctionnaires

1. Discours à la seconde Chambre prussienne, 24 février 1851. *Bismarck député*, p. 345 et suiv.



civils et judiciaires, de sous-préfets, de bourgmestres et de professeurs d'Université, est-elle bien en situation de porter un jugement compétent sur la meilleure organisation des cadres de la Landwehr, sur les fonderies de canon et le forage des pièces, sur les travaux de fortifications, et sur la possibilité de défendre Torgau avec ou sans Zinna[1]? » Il s'empresse d'ailleurs de contredire ses paroles en exposant ses propres idées sur la formation des cadres et cette phrase résume tout son système : « L'esprit d'un corps d'officiers déterminera celui d'une armée entière. » Et, attaquant de front les objections politiques, avec crânerie, il entonne un chant de reconnaissance envers l'armée : « Nous sommes redevables au corps d'officiers de ce que la Prusse a pu être sauvée de l'anarchie ; nous lui devons de pouvoir siéger dans cette Chambre et y discuter sur la réduction des traitements d'officiers. C'est là ce que nous devons à ce corps d'officiers, que ni les humiliations de mars 1848, ni la campagne faite à côté des bandes de volontaires[2], ni les dérisions insultantes envers son « métier », comme on l'appelait, ni la proposition Stein et la manière dont le cabinet Pfuel[3] en tint compte, — ne purent détourner du sentier plein d'épines de son devoir, et qui n'a connu pour lui d'autre devoir que d'être fidèle à son Roi et généralissime, et d'entretenir dans l'armée l'esprit qu'elle avait hérité de nos pères[4]. »

Le 20 mars, dans deux longs discours, il soutient et développe ses rapports sur la Banque de commerce maritime et la Banque de Prusse. Il épluche les comptes, discute les

1. Fort avancé de la forteresse de Torgau.

2. Les francs-tireurs qui avaient fait campagne en Holstein à côté de l'armée prussienne.

3. Voyez *supra*, p. 135.

4. Bismarck à la seconde Chambre, 11 mars 1851. *Ibid.*, p. 364 et suiv.

détails de l'administration de ces deux établissements, leurs relations avec l'État; il les veut tout ensemble indépendants mais contrôlés, tenant, de l'initiative particulière et de la puissance de l'État, des qualités différentes, mais toutes nécessaires pour lui assurer un crédit incontesté. Il avait eu de longs entretiens avec Hansemann, l'ancien ministre de 1848, devenu chef de la Banque de Prusse, dont il reconnaissait à la tribune « l'éminente capacité financière »; peu familier avec les questions de banque, il avait rapidement digéré les explications qu'on lui avait données, et s'était formé des idées personnelles qu'il ne put toujours imposer à la Chambre. — Aucun député ne se leva en faveur d'une de ses propositions, ce qui excita l'hilarité générale à son détriment. — Il voulait notamment assurer plus de stabilité à la Banque de Prusse en augmentant les pouvoirs du conseil de direction; son exposé est peu net, d'ailleurs, il semble désirer la formation d'un conseil de régence analogue à celui de la Banque de France, mais entre les mains du gouvernement; sa conclusion est plus d'un fonctionnaire que d'un financier : il propose « de donner au gouvernement toute liberté d'action pour mettre les statuts de la Banque en harmonie avec la constitution de l'État[1] ».

Le 5 avril, le pur féodal reparait; à propos de la réforme de la procédure, il part en guerre contre l'ordonnance qui avait aboli les justices seigneuriales et vante les tribunaux du bon vieux temps. « On a représenté, dit-il, la justice patrimoniale comme je ne sais quel instrument d'arbitraire féodal, avec châtiments corporels, avec juges dépendant de hobereaux tyranniques et pressurant de concert avec ceux-ci les justiciables, qu'ils écrasaient de frais de justice. » C'est une erreur, le système d'hier valait au moins celui d'aujourd'hui,

1. Bismarck à la seconde Chambre, 20 mars 1851. *Ibid.*, p. 394.



et il critique vertement l'organisation actuelle : la nécessité pour les plaideurs de faire des voyages lointains pour défendre leurs droits, l'obligation pour les témoins de s'absenter trois ou quatre jours au temps de la moisson pour comparaître en justice, le devoir des jurés de séjourner à la ville trois ou quatre semaines et sans indemnité pour les sessions d'assises, les frais et taxes doublés et triplés, leur recouvrement avec une rigueur « dont on n'avait pas l'habitude sous le régime de la justice patrimoniale », l'arrivée de magistrats étrangers au pays, qui n'en connaissent ni les mœurs, ni le patois. L'ancien temps ne peut revenir, mais il faut « que le gouvernement cherche avec une plus grande attention les moyens par lesquels on pourrait arriver à combiner les avantages et les commodités de la justice patrimoniale avec les institutions actuelles[1] ».

Les dernières paroles qu'il prononça comme député étaient de même tendance, de réaction prussienne. Un député, M. Harkort, avait publié un livre où il attaquait vivement la classe des hobereaux, le *Junkerthum;* le gouvernement avait demandé à la Chambre l'autorisation de le poursuivre; la commission s'y était montrée favorable (et en fait la Chambre vota l'autorisation), mais plusieurs membres de la gauche, entre autres M. de Vincke, avaient critiqué les conclusions du rapporteur et attaqué à ce propos le parti des hobereaux. Bismarck releva le gant, comme s'il était visé en personne : il entendait être le *junker* par excellence, il s'honorait, comme d'un éloge, de ce terme méprisant. Volontiers, il se serait écrié : « Et quand il sera seul, je serai celui-là. » Et en descendant de la tribune, il cria à la gauche : « Les *wighs* et les *tories* étaient aussi des dénominations qui primitivement

1. Bismarck à la seconde Chambre, 6 avril 1851. *Ibid.*, p. 405.

avaient quelque chose de méprisant... Et soyez certains, Messieurs, que, de notre côté, nous saurons encore faire honorer et respecter ce nom de *Junkerthum*[1] ».

Le hasard est heureux : ce fut son dernier mot dans une assemblée parlementaire avant son entrée au ministère. Il terminait par une déclaration de principes la première phase de sa vie politique. Il n'avait pu jusqu'alors dépouiller le « manteau féodal » qu'il tenait de famille; la pratique des affaires, l'expérience de la vie devaient lui tailler bientôt un vêtement plus moderne, très moderne.

Depuis plus de trois mois, Bismarck avait quitté femme et enfants; il était mari et père très fervent; il rêvait jusqu'aux séances de la Chambre d'une paisible vie de famille. Etait-il sincère lorsqu'il parlait de renoncer à toute ambition, de se retirer à Schönhausen, d'y devenir landrath et d'y vivre tranquille et sans soucis[2]? Il n'y serait peut-être pas resté très longtemps sans remuer, mais il avait grande hâte de retrouver les siens ; il partit donc le 11 avril pour la Poméranie. Son voyage ne dura que deux semaines; à son retour il est nommé conseiller d'ambassade à la Diète de Francfort. Sa vie parlementaire est achevée, sa carrière diplomatique commence.

Sauf une interruption de quelques mois en 1848, Bismarck avait siégé pendant quatre années dans les assemblées législatives. Entré inconnu au Landtag uni de 1847, sur le tard, la session déjà engagée, il s'y était imposé sur-le-champ par son audace, la précision de ses idées, le caractère absolu et tranchant de ses affirmations. En 1848, il n'avait paru que pour exhaler un cri de douleur et de colère. A partir de 1849,

1. Bismarck à la seconde Chambre, 8 avril 1851. *Ibid.*, p. 417.

2. Bismarck. Lettres des 31 janvier et 29 mars 1851. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 238 et 249.



il avait pris la position d'un chef de parti, il avait combattu ce qu'il croyait le bon combat, « avec Dieu, pour son roi et sa patrie ». Son parti avait remporté la victoire, il n'en voyait pas encore les tares, il était dans l'enivrement d'un succès qu'il avait contribué à réaliser.

Pendant ces quatre années, il s'était montré l'homme qu'avait promis sa jeunesse : un indépendant, doté d'idées personnelles, d'une rare puissance d'assimilation, et en même temps un conservateur, féru de traditions et de préjugés ; passionnément royaliste, mais frondeur endiablé ; homme d'opposition par nature et de gouvernement par attachement à la royauté.

Il défend les privilèges de la Couronne, car elle soutient sa caste; il lutte contre le régime constitutionnel, qui l'amoindrira[1]. Il est favorable à la critique parlementaire, quand il l'exerce, mais lorsque le Parlement veut passer aux actes, il crie au sacrilège; car seule la royauté doit gouverner, et par elle la noblesse. Il s'oppose à la pleine émancipation des juifs, car il veut les dominer et craint de déchoir s'ils sont au même degré que lui. Il s'élève contre la liberté de la presse et de réunion, car c'est l'arme la plus dangereuse pour ruiner les pouvoirs de la Couronne et de la noblesse. Il proteste contre l'abolition des justices seigneuriales, car la force des seigneurs en sera diminuée. Il combat le mariage civil, qui amoindrit l'Eglise protectrice des rois et des nobles, et développe la liberté individuelle, or il tient à l'autorité. Il raille l'humanité moderne, l'idéalisme moderne, l'idéal moderne qui sont contraires au règne de la noblesse. Il est opposé à toutes idées de progrès ou de révolution, car à leur avènement les hobereaux seront de simples citoyens et cela est inadmissible.

1. Ce passage d'après les idées fort justes de Klein-Hattingen, *Bismarck und seine Welt*, t. I, p. 104 et suiv. Cpr. Blum. *Fürst Bismarck und seine Welt*, t. I, p. 260 et suiv.

Il apporte les mêmes idées dans les affaires étrangères; il tient à la Sainte Alliance des rois contre les peuples; il ne comprend d'union qu'avec la Russie et l'Autriche, car ce sont des monarchies d'autorité; il envie à l'Angleterre son régime commercial et industriel, il se défie de son système politique, il redoute son influence sur la Prusse; le gouvernement parlementaire lui semble avoir fait « fiasco » avec Louis-Philippe; la République française lui fait horreur, comme l'Antéchrist à un moine. Il n'a guère souci de l'unité allemande : l'unité de la Prusse lui suffit; il craint dans la formation d'un Empire allemand l'amoindrissement de la royauté prussienne; la couronne de Francfort, le drapeau aux trois couleurs, ce sont des « oripeaux révolutionnaires ». Il ne tient pas compte des vœux des peuples et des revendications nationales. Les armées doivent être fortes autant pour imposer l'ordre dans le pays que pour protéger les frontières. Le pire ennemi, c'est la Révolution.

En exposant ces idées, il a parfois soulevé l'hilarité de l'Assemblée. « L'honorable député de Brandebourg, disait Simson en 1851, a des idées originales qui n'éclairent peut-être pas, mais tout au moins égayent la Chambre[1]. » Il n'en avait cure, il en aurait volontiers tiré vanité. Il avait quelque plaisir à heurter les idées de ses adversaires, à lancer de joyeux coups de boutoir, à scandaliser par ses plaisanteries parfois un peu fortes. Mais on ne lui en voulait pas, car il était bon garçon, d'accueil facile, aimable avec tous. Il avait acquis une certaine popularité, même dans la rue. « Voilà les fantaisies de Bismarck qui flambent », criait un gamin à l'incendie du Parlement[2].

1. Simson à la seconde Chambre, 24 février 1851. *Bismarck député*, p. 344.

2. Bismarck à sa femme, 12 mars 1851. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 251.

Malgré ces excentricités, son passage à la Chambre lui a servi : il a beaucoup appris, il s'est frotté aux difficultés politiques, financières, commerciales. Il a regardé et comparé ; sa foi féodale a été à rude épreuve ; si elle n'a pas sombré toute, au moins se transforme-t-elle. Lorsqu'il ne sera plus retenu par les liens de son parti, il rejettera toute son antiquaille, il deviendra l'homme de son siècle.

CHAPITRE X

NOMINATION ET DÉBUTS A FRANCFORT

(1851-1854)

I. — Situation du délégué prussien à Francfort. Raisons de choisir Bismarck. Nomination provisoire comme conseiller de légation. — Le personnel diplomatique à Francfort. M. de Rochow, le comte Thun, les délégués étrangers et les ambassadeurs étrangers. — Relations difficiles du conseiller de légation et de son chef. — Premières observations de Bismarck. Voyages et visites. M. de Metternich. — Soucis de famille.

II. — Nomination comme délégué de la Prusse. Questions secondaires et premiers conflits avec le délégué autrichien : la légation sarde. Les procès-verbaux de la Diète. Les frais d'exécution fédérale. — Ardeur combattive de Bismarck. Le renouvellement du Zollverein ; prétentions de l'Autriche, opposition de Bismarck. Intérêts des princes et des états. Mort de Schwarzenberg. Coalition des moyens États. Mission de Bismarck à Vienne, voyage en Hongrie. Menace de rupture du Zollverein. Activité de Bismarck. Traité austro-prussien. Le nouveau traité du Zollverein.

III. — Reconnaissance de l'Empire français. — Arrivée de Prokesch et nouveaux conflits : la flotte, les forteresses fédérales ; lutte religieuse dans le grand duché de Bade ; paroles blessantes de M. de Dalwigk ; la question des duchés ; petits débats. Animosité perpétuelle de Bismarck contre l'Autriche.

IV. — Voyages à Berlin. — Vie parlementaire. Duel avec Vincke. — Revision de la première Chambre. Bismarck, membre de la Chambre des Seigneurs. — Refroidissement avec M. de Manteuffel et la *camarilla*. — Proposition du parti du *Wochenblatt* et du Hanovre. — Vie privée. — Naissance de Guillaume. — Réceptions à Francfort et voyages d'agrément.

I. — La grande secousse de 1848 était apaisée en Allemagne ; elle semblait avoir complètement échoué ; les choses étaient remises en leur état antérieur. Les idées d'unité, de

patriotisme allemand paraissaient mortes; elles n'étaient qu'endormies pour huit ans, mais leur sommeil était profond, léthargique, et les fervents qui espéraient encore leur réveil passaient pour des utopistes inguérissables.

Le 31 mai, la vieille Diète devait renaître, avec ses règlements et ses manies que raillait Heine :

O Bund,
Du Hund,
Du bist nicht gesund [1].

La Prusse y reprenait sa place; ainsi l'avait voulu le parti qui considérait Olmütz comme un triomphe. Cette place était mal fixée, au-dessus des royaumes, mais au-dessous de l'Autriche; l'échec de 1848 ne la rendait pas plus nette; pour avoir voulu se mettre au premier rang, la Prusse risquait d'être reléguée dans le lot des États moyens, car les quatre royaumes avaient pour elle une rancune encore mêlée de crainte et l'Autriche avait, à l'abaisser, le plaisir d'un vainqueur hautain et maladroit.

Pour manœuvrer à Francfort au nom du gouvernement prussien, il fallait un homme habile et sûr, sans attaches diplomatiques, ayant donné des gages à la *camarilla*, dévoué à la politique autrichienne, mais d'échine assez roide pour ne pas s'aplatir devant le plénipotentiaire de Vienne. La situation était importante, difficile et plusieurs à qui elle fut offerte la déclinèrent avec effroi : Alvensleben, qui avait si adroitement dégagé la Prusse dans les conférences de Dresde, paraissait indiqué pour Francfort, il refusa « tout à fait ». Le choix était donc restreint [2]. Le général de Gerlach, qui était la puissance occulte de la Cour, eut une idée heureuse [3] :

1. O confédération, toi chienne, tu es malsaine.
2. Duc de Cobourg. *Aus meinem Leben*, t. II, p. 56.
3. Gerlach. *Denkwürdigkeiten*, 16, 17, 23 avril 1851, t. I, p. 618-619.



envoyer à la Diète un plénipotentiaire intermédiaire, avec un adjoint qui le remplacerait, s'il réussissait. Pour la dernière place, il indiqua Bismarck : l'homme lui paraissait encore un peu ardent, insuffisamment dégagé de « la politique de Radowitz », mais on le suivrait de près, avec de bons conseils par lettres. D'ailleurs son discours du 3 décembre l'avait manifesté partisan sincère de l'alliance avec l'Autriche et du régime des traités de Vienne ; récemment encore, aux applaudissements de l'extrême droite, il avait défié le parti libéral « de trouver dans l'histoire d'Allemagne, depuis le temps des Hohenstaufen, — en exceptant toutefois le moment de la domination espagnole sous Charles-Quint, — une époque quelconque où l'Allemagne ait joui d'un plus grand prestige à l'étranger, d'un plus haut degré d'unité politique et d'une plus grande autorité que pendant la période de temps où la Diète fédérale a conduit les affaires étrangères de l'Allemagne[1] ». C'était pour le parti autrichien un bon manifeste, clair et ferme, car il se bornait à biffer trois années d'histoire, de 1848 à 1851 ; c'était un excellent programme pour le délégué à Francfort dans l'esprit de la *camarilla*, et fit la nomination de Bismarck ; on l'envoya parce qu'autrichien.

Gerlach le désigna au roi à l'insu même de Bismarck ; le bruit de sa nomination se répandit vite et il en eut vent par des amis lors de son voyage en Poméranie. De retour à Berlin, il apprit le sérieux de ce racontar, et il s'empressa de sonder M. de Manteuffel, — « Fra Diavolo, » écrit-il dans sa correspondance. Le poste lui convenait personnellement : il comprenait la nécessité d'être quelque temps en second plan, pour apprendre le métier diplomatique, ses formules et ses formalités ; il désirait une situation durable où, homme de

1. Bismarck. Discours du 6 mars 1851. *Bismarck député*, p. 331.



foyer et de famille, il pût s'intaller avec femme et enfants, et il était décidé à refuser toute situation où il ne pourrait vivre avec les siens ; enfin la nature même du poste lui seyait avec son activité multiple, ses chausses-trappes et la résidence agréablement située.

A la fin du mois, la décision était prise ; selon Bismarck même, le roi aurait eu l'intention de le nommer immédiatement délégué à la Diète, mais sur l'opposition de son entourage, il avait résolu d'envoyer provisoirement à Francfort le baron de Rochow, ambassadeur en Russie, avec Bismarck comme conseiller de légation ; dans un délai de deux mois environ, Rochow retournerait à Pétersbourg et Bismarck lui succéderait[1].

Au commencement de mai et, selon Motley, dans la même journée, Bismarck fut appelé au ministère des Affaires étrangères et au cabinet du roi. Manteuffel lui proposa définitivement sa nomination à Francfort[2] ; Bismarck se recueillit un instant, et accepta. Il se présenta ensuite au roi ; Frédéric-Guillaume lui renouvela la proposition ; aux paroles du souverain Bismarck répondit un seul mot, « oui » ; le roi, homme d'hésitation, fut stupéfait de cette prompte décision et en manifesta quelque surprise. « Vous avez bien du courage, lui dit-il, de vous charger ainsi au pied levé d'une fonction qui ne vous est pas familière. — Le courage, répondit l'autre, c'est Votre Majesté qui l'a en me confiant ce poste ; au demeurant, Votre Majesté n'est nullement tenue de maintenir ma nomination du moment qu'elle constatera qu'elle a nommé

1. Bismarck à sa femme, 28 avril 1851. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 266.

2. Motley, *Correspondence*, t. I, p. 175. Bismarck, *Pensées et Souvenirs* t. I, p. 103. D'après ces documents, la proposition de Manteuffel aurait été pour Bismarck tout imprévue. Il résulte de sa correspondance avec sa femme qu'il savait à l'avance qu'elle lui serait faite.

un homme incapable de remplir cette fonction. Quant à moi, je ne puis pas savoir si la tâche est au-dessus de mes capacités avant de m'y être appliqué. Si je ne suis pas à la hauteur, je serai le premier à demander mon rappel. » A quoi le roi répondit : « Nous allons faire un essai. »

Sa nomination fut signée le 8 mai 1851 ; le 10 mai il partait avec son chef pour Francfort.

Inclinée en pente douce vers le Main, la ville se serre autour du Römer, le vieux palais impérial ; au centre, les rues sont étroites, obscures, tortueuses ; c'était, au moyen âge, le quartier des marchands, des changeurs et des prêteurs ; les fripiers juifs et les usuriers y ont gardé leur logis ; des générations plus soucieuses de bien-être ont construit des rues moins noires et des maisons plus élégantes ; une voie large et riche, la Zeil, sépare ainsi les deux villes, celle du passé et celle du présent ; des jardins ombreux et frais font à la cité une ceinture charmante et saine qui complète le cours de la rivière. Les environs sont agréables : au sud la vaste forêt de Francfort, aux longues lignes de pins, avec des étangs et des sablonnières ; au nord les dernières pentes du Taunus et les forêts de Wiesbaden qui ondoient et verdoient à l'horizon.

Au mois de mai 1851, Francfort réunissait à nouveau les envoyés « des princes souverains et des villes libres d'Allemagne[1] ». Aux termes de l'acte constitutif de la Confédération germanique du 8 juin 1815, ils avaient pour mission « de maintenir la sûreté intérieure et extérieure de l'Allemagne, l'indépendance et l'inviolabilité des États confédérés ». En fait, leurs petites intrigues et leurs mesquines criailleries ne parvenaient qu'à maintenir un équilibre instable entre les

1. Sur l'acte fédéral, voyez Laferrière et Batbie. *Les Constitutions d'Europe et d'Amérique* (1869), p. 212 et suiv.



puissances allemandes. L'Autriche, qui présidait la Diète, s'efforçait de la dominer; la Prusse voulait égaler sa rivale; les États moyens, qui avaient nominalement même pouvoir que les deux grandes puissances, jalousaient celles-ci; les petits princes, répartis au hasard en curies bariolées, se mordillaient; les Pays-Bas pour le Luxembourg et le Danemark pour le Holstein se révoltaient contre toute ingérence. Et le tout discutait, disputait, se divisait en groupes, commissions, comités, délégations, et piétinait sous l'œil impassible et bienveillant des ambassadeurs étrangers.

Le personnel diplomatique était nombreux et pour évoluer avec sûreté il était nécessaire de le connaître exactement. Ce fut le premier travail de Bismarck : son prompt coup d'œil jugea et jaugea chacun rapidement[1].

Le personnage *di primo cartello* était le comte de Thun, délégué autrichien et président de la Diète. Diplomate de carrière, de haute situation par sa naissance et son rang, Son Excellence s'estimait d'une essence supérieure et le manifestait hautainement; il avait calqué son masque sur celui de Schwarzenberg dont il imitait les travers, sans avoir le génie : le jeu au cercle jusqu'au matin, la danse, le champagne et une cour effrontée aux jolies femmes des banquiers. Il affectait à l'égard de ses collègues un mépris de « roué viennois » pour de petites gens; il présidait la Diète en courte jaquette d'étoffe claire boutonnée pour dissimuler l'absence de gilet, avec une

1. La correspondance diplomatique de Bismarck a été publiée avec l'autorisation des archives impériales par Poschinger sous le titre *Preussen im Bundestag* 1851 *bis* 1859, 4 vol., 1881-1885. Les trois premiers tomes ont été en grande partie traduits sous la direction et avec une excellente préface de M. Funck-Brentano sous le titre *Correspondance diplomatique de M. de Bismarck*, 1851-1859, Plon, 2 vol., 1883. Pendant son séjour à Francfort, Bismarck a entretenu avec le général de Gerlach une intéressante correspondance, publiée sous diverses formes; nous nous référerons à Horst Kohl, *Bismarck's Briefe an den General Leopold von Gerlach*, 1896.

apparence de cravate, et sur le ton de la conversation ; les plus hauts visiteurs faisaient antichambre à sa porte ; il reçut Bismarck le cigare au lèvre, confortablement assis, et ne lui offrit pas de siège ; à sa seconde visite, le hobereau prussien s'empara d'une chaise et alluma un cigare.

Thun ne manquait pas, d'ailleurs, de sens politique et d'esprit de répartie, il était pour l'ambassadeur prussien « un adversaire dangereux », mais ses travers mêmes lui nuisaient et, comme l'écrivait Bismarck à Gerlach, « c'était un mélange de grossièreté qui aurait volontiers passé pour une honnête franchise, d'une nonchalance aristocratique et d'une malice de paysan slave ; il invoquait toujours « l'absence d'instructions de son gouvernement », mais dépendait de son entourage par son ignorance des affaires[1] ».

Les délégués des quatre royaumes, satellites de première grandeur gravitaient dans l'orbite du soleil autrichien[2] ; le Bavarois, M. de Schrenk, « travailleur consciencieux et infatigable, jurisconsulte par éducation et par goût », aimait les affaires lentement menées et poussait le patriotisme jusqu'à l'extrême susceptibilité ; le Saxon, M. de Nostitz, avait une souplesse diplomatique suffisante pour en faire le ferme soutien du maître du jour et lui permettre un revirement instantané si ce maître changeait ; pour l'heure, il formait l'appui le plus solide de l'Autriche à la Diète, mais on prévoyait qu'il serait acquis à la Prusse si le royaume l'emportait sur l'empire ; le Hanovrien, M. de Bothmer, « caractère droit qui inspire la confiance », méritait les éloges de Bismarck, car il appuyait ouvertement son opposition aux empiètements de la présidence ; le Saxon, M. de Reinhard, était au contraire la bête noire du Prussien, qui le taxait de « frivolité et de confusion, exhalant

1. Poschinger. t. IV. p. 2. 25. *Bismarck an Gerlach*. p. 4.

2. *Correspondance diplomatique*. t. I. p. 147 et suiv.



ses rancunes contre la Prusse, toujours en retard et le dernier aux séances, inattentif et intervenant hors de propos dans la discussion ; » à coup sûr, M. de Rheinard avait peu de goût pour M. de Bismarck.

Les délégués des moyens États, Bade, Hesse électorale et ducale, suivaient le cours de leurs intérêts, qui étaient alors du côté autrichien et « évitaient avec soin de se compromettre par des jugements personnels ». Les petits princes et les villes libres, au nombre de vingt environ, étaient représentés par six délégués qui cherchaient à louvoyer entre la Prusse et l'Autriche, partagés entre l'amour d'une grande Allemagne et la crainte d'être mangés. Les ambassadeurs de Danemark et des Pays-Bas, MM. de Bulow et de Scherff, représentaient également à la Diète les intérêts du Holstein et du Luxembourg, terres d'Empire ; c'étaient des hommes de valeur, expérimentés et prudents, qui observaient une réserve impartiale.

En résumé, dans ce collège à 17 voix, le plénipotentiaire ne pouvait compter personnellement que sur trois amis ; les autres délégués étaient tous sous la coupe plus ou moins directe de l'Autriche.

Des ambassadeurs étrangers, le plus considérable était le russe, prince Gortschakoff, qui assurait à Francfort les bases d'une brillante carrière et y puisait la parfaite connaissance de l'Europe qu'il employa utilement comme ministre des Affaires étrangères ; à Vienne, où il avait géré par intérim l'ambassade, à Stuttgart, où il avait lié par un mariage les familles de Russie et de Wurtemberg, il avait montré de la prudence et de l'activité ; il avait grande influence, il le savait, et tenait à ce que nul n'en ignorât. Le représentant de la Grande-Bretagne, lord Cowley, neveu du duc de Wellington, était « un homme très agréable[1] », élégant, du meilleur

1. Bismarck à sa femme. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 276.



monde. L'ambassadeur français était intelligent, « aimable, d'un caractère toujours égal, d'une discrétion à toute épreuve, sans zèle exagéré »; il suivait le goût du jour; il s'était appelé M. Marquis lors de la République démocratique de 1848, M. Marquis de Tallenay sous la présidence du prince Louis-Napoléon, et devint M. le marquis de Tallenay avec l'Empire[1]. Il avait pour attaché un jeune M. Rothan qui devait se faire une belle carrière dans la diplomatie, mais plus belle encore dans les lettres.

Et à côté de ce monde de diplomates s'agitaient des commissaires financiers, commerciaux, militaires; le général de Peucker délégué de la Prusse pour l'armée fédérale, était un officier intelligent et brave, mais féru de décorations et tellement chamarré de cordons, croix et rubans qu'on avait forgé à son intention le verbe *peuckern : er peuckert*, il fait son Peucker; le général de Waldersee, qui lui succéda, paraissait à Prokesch « un mauvais coucheur qui semblait n'avoir d'autre mission que de combattre le délégué militaire de l'Autriche[2] ».

Bismarck devait posséder le doigté de tout ce personnel avant d'entrer en fonctions définitives. Pendant deux mois, il resta en sous-ordre et cela ne lui convenait guère. Il guettait son chef avec mauvaise humeur. C'était pourtant un homme agréable et de relations faciles que le lieutenant-général Théodore Rochus baron von Rochow; comme Bismarck, il était issu d'une vieille famille de la Marche de Brandebourg; il avait suivi une carrière heureuse de diplomate et de soldat; il était depuis l'automne ambassadeur à Pétersbourg, *persona grata* auprès du tzar, et l'estime de Nicolas l'avait désigné naturellement pour représenter la Prusse à la renaissance de la Diète; il convenait à la Prusse d'introduire à Francfort une

1. Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 109.
2. Prokesch. *Aus den Briefen*. p. 304, 312.

personne aimée du dieu, arbitre de l'Europe. Rochow avait reçu pour instruction d'éviter tout conflit avec l'Autriche; cette politique lui convenait; son caractère était souple jusqu'à la mollesse. « Par nature, écrivait Bismarck, il craignait d'empoigner les questions avec une forte initiative; il préférait opposer à l'Autriche une sorte d'opposition passive[1]. » Ce n'était pas la manière de son conseiller de légation et celui-ci s'en plaignait amèrement : « Rochow est dans ses relations personnelles avec moi l'amabilité même; mais j'ai peu d'influence dans ses décisions sur les affaires; car deux hommes ne peuvent pas remplir un même emploi; la plupart des affaires arrivent toutes préparées de Berlin, ce qui ne peut être autrement, et ce qui se produit ici est traité dans une conversation accidentelle et inattendue, ou à la séance de la Diète ou par Rochow dans sa correspondance personnelle... En un mot, ce qui arrive se fait sans moi et j'ai la sensation d'un junker dans une sinécure[2]. »

Il en voulait peut-être à Rochow pour une autre cause; il le soupçonnait de se plaire à Francfort, « de désirer son maintien dans l'existence facile sur les bords du Rhin » et de tout mettre en œuvre pour que son conseiller fût nommé ministre plénipotentiaire à Darmstadt et lui laissât place nette[3]. Ce soupçon n'était guère justifié, et, en tous cas, M. de Rochow ne fit rien pour desservir son subordonné; le prince de Prusse étant alors de passage à Francfort lui parla de Bismarck avec le dédain d'un militaire de haut grade pour un officier subalterne : « Et ce lieutenant de landwehr va devenir délégué à la Diète? » — « Parfaitement, répliqua Rochow, et je crois que le choix est bon; M. de Bismarck est actif,

1. Bismarck à Manteuffel, 11 juin 1851. Poschinger, t. IV, p. 11.
2. Bismarck, *Briefe an Gerlach*, p. 3.
3. Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 104.

vigoureux et répondra certainement à toutes les exigences de Votre Altesse. Je crois, — ajouta-t-il finement, — que Votre Altesse lui voudrait plus de cheveux gris. Je n'oserai décider si ces attributs sont nécessaires pour gérer les affaires du Prince. » Dans un rapport à Manteuffel, le 5 juillet, Rochow demandait lui-même son retour à Pétersbourg et la nomination de Bismarck comme son successeur. Il vantait le caractère et la capacité de son conseiller en termes lyriques : « C'est sans conteste un ornement de la noblesse prussienne, une gloire de ces bons esprits qui travaillent sans relâche avec courage et sacrifices pour l'éclat de la Couronne, l'honneur et la sécurité de la patrie[1]. »

Enfin Bismarck reprochait à son chef « de ne le point mettre au fait des affaires politiques ». Ce reproche était injuste et le nouveau diplomate prouvait, en l'avançant, qu'il sacrifiait déjà au principe de certains ambassadeurs que « la parole a été donnée à l'homme pour dissimuler sa pensée ». La correspondance même de M. de Bismarck établit qu'il ne se regardait pas comme un conseiller ordinaire, chargé des affaires subalternes, laissant à son chef les grandes négociations et les rapports de fonds. Il adressait directement au ministre de longues dépêches, et, comme il l'écrivait à sa femme, « il faisait des progrès rapides dans l'art de ne dire rien avec beaucoup de mots, il écrivait des rapports de longues pages qui se lisaient vite et facilement comme des articles de journaux, et si Manteuffel après les avoir lus pouvait dire ce qu'il y a dedans, il pourrait plus que leur auteur ». Et il ajoutait avec malice : « Chacun de nous s'imagine, et il en croit autant des autres, qu'il est plein de pensées et de projets, et tous ensemble nous ne savons pas davantage ce que sera

1. Rochow à Manteuffel, juillet 1851. Poschinger, t. IV, p. 21.



l'Allemagne, que Colin Tampon. Personne, même le plus méchant sceptique de démocrate, ne sait ce qu'il y a de charlatanisme et de fanfaronnade dans cette diplomatie [1]. »

Il était sévère pour ses propres rapports : ils contenaient des choses très intéressantes : appréciations sur le personnel diplomatique et fédéral ; notes sur les relations militaires de l'Autriche et de la Prusse et la situation de la garnison mixte chargée de protéger l'Assemblée fédérale ; politique fédérale de l'Autriche et élections de commissaires appelés à examiner les questions les plus importantes ; évolution de la politique intérieure de la Prusse et conflits des partis parlementaires ; influence de la presse, invitation à la *Gazette de la Croix* « de modérer son ton et de se montrer moins dictatoriale... Son importance ici est considérable, surtout dans les cercles diplomatiques et l'on peut dire qu'un article venant de Prusse n'exerce une influence et ne soulève l'attention que s'il est dans cette feuille ». La *camarilla* avait bien joué, sa puissance dépassait les limites de la Prusse.

Bismarck se souvient qu'il lui doit sa nomination, qu'il est tenu de courir sus à l'ennemi, la Révolution. Il surveille attentivement les menées démocratiques et constate avec satisfaction leur échec. « Dans leur ensemble, mande-t-il à son ministre, les associations démocratiques ne paraissent pas avoir ici d'importance ; les chefs se plaignent même de l'avarice et de la froideur de leur parti ; les assemblées ne sont que peu fréquentées [2]. » Une fête populaire qui réunit 25.000 personnes à Francfort, le 6 juin 1851, l'émeut davantage ; par manière de plaisanterie, on y avait exposé les produits nationaux de chaque pays, et la Russie y était repré-

1. Bismarck à sa femme, 18 mai 1851. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 281.

2. Bismarck à Manteuffel, 27 mai 1851. Poschinger, t. IV, p. 6.

sentée par un knout, la Prusse par du sable, la Bavière par de la bière, Baden par des baïonnettes, etc... Néanmoins Bismarck se rassure, « tout a eu un cours tranquille, sans hauts faits, mais avec beaucoup de discours et de chants ».

Sa journée se passe ainsi en observations, conversations et rapports. Le soir, il dîne toujours avec quelque collègue ou chez les financiers de Francfort ; il fait ainsi connaissance « du vieil Amschel Rothschild, qui me plaît, car c'est tout à fait un juif brocanteur, et il ne pose pas pour autre chose ; c'est d'ailleurs un israélite orthodoxe, qui ne touche à rien de ses dîners et ne mange rien d'impur. « Jean, prends un peu de pain pour les chevreuils », a-t-il dit à son serviteur lorsqu'il m'emmena pour me montrer son jardin où il y a des daims apprivoisés. « Voyez, M'sieur, cette plante me coûte 3.000 florins, sur l'honneur 2.000 florins comptant, je vous la laisserai pour 1.000, ou bien voulez-vous l'avoir en cadeau, alors je vous l'apporterai à la maison, car, par Dieu, je vous adore, vous êtes un bel homme, un brave homme. » Lui-même est un petit bout d'homme, maigre et tout gris, le plus vieux de sa race, mais un pauvre homme dans son palais, sans enfant, veuf, trompé par ses gens et mal traité par ses neveux et nièces de France et d'Angleterre qui hériteront de ses trésors, sans reconnaissance ni amour[1].

La vie de Francfort ne suffisait pas d'ailleurs à l'activité de Bismarck. Il s'y ennuyait et regrettait Berlin où, écrit-il, « j'étais habitué à tant d'affection et avais tant d'occupation, que je remarque à présent combien j'ai été ingrat envers beaucoup de gens. Ici c'est un méchant et perpétuel espionnage. » Il trompait son ennui en circulant sans cesse par monts et par vaux. Il passe une soirée à Mayence « où la campagne est toute

1. Bismarck à sa femme, 26 juin 1851. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 296.



riante », il descend le Rhin à la nage « le nez et les yeux seulement hors de l'eau tiède, au clair de lune jusqu'à la Tour des Rats, près de Bingen où périt le méchant évêque. C'est quelque chose de fantastique que d'être ainsi plongé dans l'eau par une nuit paisible, emporté par le courant, que de regarder le ciel avec la lune et les étoiles, et de chaque côté les pentes boisées des montagnes, les créneaux des châteaux éclairés par la lune, et que de n'entendre d'autre bruit que le léger clapotement qu'on fait soi-même en nageant[1]. » Et le vieux Rhin, le ciel étoilé, le vin de Rüdesheim et sa petite Bible l'élèvent en des pensers vagues et surhumains.

D'autres journées s'écoulent en visites auprès des petits princes, à Baden-Baden, à Wiesbaden, villégiatures des rois et des ministres, à Coblentz, où le prince Guillaume de Prusse commande le corps d'armée et tient sa Cour, à Johannisberg, où le vieux Metternich vit dans la retraite et l'a invité à trois reprises.

Metternich et Bismarck, les deux écoles : la diplomatie d'hier, de protocoles et de tapis vert, d'équilibre et de Sainte Alliance, — et la politique de demain, d'audace et de menaces, d'appétits nationaux et d'affaires commerciales. L'entretien des deux hommes d'État eut lieu dans les premiers jours d'août ; le vieux diplomate se montra « très affectueux et à son aise ; il parla sans interruption, des années 1788 à 1848, de politique et de viticulture, de littérature et d'exploitation des forêts ». Il conseilla une alliance entre la Prusse et l'Autriche : « La Prusse, dit-il, n'est pas encore un État mûri ; il est dans l'intérêt de l'Autriche que la Prusse mûrisse ; alors elle sera en état et disposée à marcher loyalement et sans rivalité avec l'Autriche[2]. » La conversation se borna d'ailleurs

1. Bismarck à sa femme, 8 juillet 1851. *Briefe an seine Gattin*, p. 299. Déjà traduit dans Proust. *Le Prince de Bismarck et sa correspondance*, p. 41.
2. Bismarck à Manteuffel, 15 février 1854. Poschinger, IV, 177.

à un long monologue de Metternich, Bismarck avoua qu'il l'avait écouté à moitié en attendant que la cloche sonnât ; le vieillard, ravi de placer « ses histoires », déclara dans son enthousiasme que le jeune diplomate joignait à beaucoup d'esprit « les meilleurs principes politiques [1] ».

Mais les éloges de Metternich, les réceptions grand-ducales, les soirées sur le Rhin, les « dîners de gala où l'on voit à table pour 20.000 thalers de galons sur les uniformes », tout ennuyait Bismarck ; il ne demandait pas tant, mais simplement sa femme, jouant du Beethoven, les enfants à ses pieds, pendant qu'il fumerait un cigare en buvant un vin vieux. A Johannisberg, il ne forge pas des combinaisons politiques, il rêve de Vevey, où il fut heureux avec sa bien-aimée, de Schönhausen, où il voudrait être en famille et sans tracas. Et c'est touchant de voir le grand homme, déjà blasé des fêtes diplomatiques, gémir et se lamenter sur la froideur de sa femme ; plus tard, illustre entre les illustres, il sera choyé et soigné ; pour l'heure, il est négligé et il s'en plaint sans cesse dans les longues lettres qu'il trouve le temps d'écrire à M[me] de Bismarck entre ses négociations, sa correspondance officielle, ses voyages. Il avait rejoint sa femme pendant deux ou trois jours, et, après leur séparation, elle le laissait sans réponse : « Voilà dix-sept jours que je suis de retour, et je n'ai pas une syllabe de nouvelles ; l'inquiétude ne m'abandonne pas une minute, et me rend impossible tout travail. » Il fait des projets de vie bourgeoise et tranquille : « Je suis décidé à ne rester ici que comme plénipotentiaire à la Diète ; si l'on veut me laisser dans ma position actuelle, nous aurons un paisible été à Stolpmünde et un très agréable automne à Reinfeld... ; si je ne suis ni ambassadeur, ni réélu comme député à Brande-

1. Mémoires de Metternich, t. VIII, p. 105. *Journal de la princesse Mélanie.*



bourg, je me réjouirai fort de passer une année tranquille et joyeuse avec toi, mon cher cœur, et avec les enfants [1]. »

II. — La nomination de Bismarck comme délégué en titre, présentait quelques difficultés : on opposait la jeunesse et l'inexpérience du conseiller ; à quoi Gerlach répondait sentencieusement en faveur de son protégé : « Qui veut apprendre à nager doit se jeter à l'eau ; nous nous préoccupons trop de questions de personnes ; si le principal existe, le reste suivra [2]. » En outre le cabinet de Vienne agissait à Berlin pour empêcher cette nomination, car le hobereau paraissait trop Prussien pour être ami dévoué de l'Autriche, « trop noir et blanc pour être assez jaune [3] ». Ce fut précisément la raison qui détermina le prince de Prusse à intervenir en faveur de Bismarck : ce qu'il savait de ses premiers démêlés à Francfort lui permettait de penser que le jeune diplomate se refuserait à une politique d'aplatissement devant l'Autriche. « Il considérait Bismarck comme supérieur à tous égards à son prédécesseur Rochow, le tenait pour plus capable et plus fort [4]. » Son appui emporta la décision.

Le 15 juillet 1851, Frédéric-Guillaume signait le décret de nomination qui statuait en ces termes solennels : « Nous avons nommé à la place du lieutenant-général de Rochow, Notre conseiller de légation intime, M. de Bismarck-Schönhausen, en qualité de Notre ministre plénipotentiaire auprès de la Diète fédérale, et Nous lui donnons à cet effet Nos pleins pouvoirs [5]. » Suivait l'énumération de ces pouvoirs. Le délégué

1. Bismarck à sa femme, 5 aout 1851, *loc. cit.*, p. 306 ; 23 juin, p. 291.
2. Gerlach. *Denkwürdigkeiten*, 9 juillet 1851, t. I, p. 648.
3. Bismarck à sa femme, 26 juin 1851, *loc. cit.*, p. 295.
4. Gerlach, 16 juillet 1851, *loc. cit.*, p. 656.
5. *Correspondance diplomatique de Bismarck*, t. I, p. 1.

n'eut pas d'instructions particulières par écrit; mais Bismarck était à cette époque à Berlin ; il eut le 22 juillet un long entretien avec le roi et Manteuffel ; il reçut son plan de conduite ; mais il n'était pas homme à recevoir une direction, il la prenait de lui-même ; il ne tarda pas à le prouver.

Son installation définitive n'eut lieu que six semaines plus tard ; il fallait « traiter le départ de M. de Rochow avec tous les égards » dus à ce haut personnage[1]. Celui-ci, d'ailleurs, y mit peu de forme, et, apprenant la nomination de son successeur, partit à l'improviste, sans lui avoir fait la remise des papiers officiels ; Bismarck, avisé indirectement de cette fuite, arriva à temps à la gare pour remercier, non sans ironie, son ancien chef de la bienveillance qu'il lui avait témoignée. Le 27 août, enfin, le nouveau ministre plénipotentiaire était installé dans ses fonctions. A trente-six ans, il se trouvait « dans la situation peut-être la plus importante de la diplomatie prussienne ». Quatre ans auparavant, il était un petit nobliau de province, sans réputation ni surface : en cinquante-trois mois il avait passé de ses débuts au Landtag uni, au rôle de chef de parti parlementaire, et à la première des ambassades.

Il y avait été nommé parce qu'il avait manifesté des sentiments autrichiens. « J'avais été élevé, déclara-t-il plus tard, dans l'admiration, je pourrais dire dans le culte de la politique autrichienne. » Mais, à Francfort, lorsqu'il fut en pleine action contre l'Autriche, il fut amené à constater l'abaissement de son pays, l'Allemagne sacrifiée à des intérêts étrangers, une politique cauteleuse et perfide. « Aussi, continuait-il, dès cette époque, je conçus l'idée de soustraire l'Allemagne à la pression autrichienne, du moins cette partie de l'Allemagne unie par son esprit, sa religion, ses mœurs et ses intérêts aux

1. Poschinger, t. IV, p. 31. Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 105.



destinées de la Prusse, l'Allemagne du Nord [1]. » Sa vue est prompte et sa décision rapide ; dès son installation définitive, il s'établit « sur le pied de guerre avec l'Autriche [2] ». Il l'attaquera d'abord sur des vétilles, puis pour des intérêts vitaux, et cela finira sur des champs de bataille.

Dans la première séance où il siège, le 27 août 1851, il lève l'étendard de la révolte, sur un prétexte des plus futiles. L'ambassadeur anglais, lord Cowley, avait été chargé par le gouvernement de Turin de demander à la Diète si elle accepterait la nomination de M. de Pralorme comme plénipotentiaire de Sardaigne ; lord Cowley s'était adressé au président de la Diète, M. de Thun ; celui-ci avait refusé une réponse officielle par ce motif que l'Angleterre n'avait point à s'immiscer dans une question qui ne regardait que l'Allemagne. M. de Bismarck en fit un incident ; il se déclarait d'accord sur le fond même de la question avec M. de Thun ; mais il lui contestait le droit de la solutionner sans en référer à la Diète [3]. C'était là une dispute de forme et bien minime, mais elle posait le nouveau caractère de la politique prussienne : résister à l'Autriche toutes les fois que celle-ci prétendrait diriger seule les choses allemandes.

Les occasions ne devaient point lui manquer. Au besoin, il les aurait créées. Peut-être recommence-t-il l'expérience du cigare, en tirant le sien malgré les traditions, ce qui amène les autres plénipotentiaires à pareille audace et transforme la salle des séances en tabagie [4]. A peine installé, il proteste contre le mode de publication des protocoles de la Diète « où

1. Vilbort. *L'œuvre de M. de Bismarck* (1869), p. 21.

2. Oncken. *Das Zeitalter des Kaisers Wilhelm* (1888), t. I, p. 368.

3. Bismarck à Manteuffel, 27 août 1851, Poschinger, t. IV, p. 25.

4. Le récit n'en a été conservé que par un propos de table de Bismarck, reproduit par Busch, *Le comte de Bismarck et sa suite*, p. 155.

le comte de Thun est maître de choisir les documents dans un sens favorable à l'Autriche et d'en diriger la publication à son gré[1] ». Malgré son opposition, la Diète charge de ce soin une commission dont la Prusse est exclue. Bismarck proteste et tempête ; il mène « une guerre de presse » à ce propos contre la présidence fédérale ; il déclare à ses collègues « qu'il devra porter son attention sur les publications qui vont être faites ». Le comte de Thun regimbe ; « il demande sur un ton très vif que l'Assemblée fédérale se prononce sur la question de savoir si la Diète est sortie de ses attributions ; en même temps, il déclare qu'il ne pourrait, non plus que les autres membres de la commission, continuer d'en faire partie si la décision leur était défavorable ». Bismarck ne reste pas en arrière ; il se plaint de « l'attitude cavalière de l'Assemblée à l'égard de la Prusse ». Le débat devient si aigre que Bismarck décide avec prudence « de faire trêve afin de ne pas habituer l'adversaire à ses attaques ». *L'adversaire*, c'est l'Autriche, et l'ambassadeur prussien a vite oublié qu'il avait été envoyé à Francfort pour lier partie avec elle. Maintenant il critique les délégués « qui n'osent pas tenir tête au comte de Thun ».

Sa susceptibilité s'est éveillée ; elle se manifeste au moment du règlement des frais de l'exécution fédérale en Hesse ; à la Chambre prussienne, il avait presque légitimé cette exécution ; mais à Francfort, dans un milieu hostile à la Prusse, il comprend mieux la portée de l'intervention fédérale et l'humiliation qui en est résultée pour sa patrie ; averti que la Bavière va porter à la Diète la note des dépenses faites pour l'invasion de la Hesse, il s'oppose à toute délibération à cet égard. « Personnellement, ajoute-t-il, la perspective d'un iso-

1. *Correspondance diplomatique*, t. I, p. 8 à 11, 27, 33.



lement momentané de la Prusse n'a rien qui m'effraye. » Au lieu d'une discussion solennelle, prétexte à nouvelle humiliation pour la Prusse, le comte de Thun doit se contenter d'une transmission rapide, sous le manteau.

Même courroux lorsqu'on propose à la Diète de détacher de la Confédération les provinces prussiennes du littoral de la mer Baltique, ou quand il s'agit d'organiser à Francfort les troupes fédérales destinées à protéger l'Assemblée. Bismarck s'irrite de la « singulière conduite » des petits princes, dès que leurs vues diffèrent des siennes; il ne comprend pas que la cause de leur défection remonte à la Prusse même, à ses hésitations dans la question unitaire, aux déceptions qu'elle a suscitées en Allemagne. Il en fait remonter la faute à l'Autriche. Au mois de décembre, il déclare à son ministre que « l'Autriche est décidée à exploiter la majorité qu'elle trouve dans l'Assemblée fédérale, sans tenir aucun compte des garanties formelles que la minorité peut invoquer », et en février il ajoute : « Depuis le mois de septembre de l'année dernière, l'Autriche a quitté le terrain sur lequel nous nous étions rencontrés jusqu'alors; depuis cette époque, elle n'a cessé d'exploiter contre nous la divergence d'idées qui existait entre nous et les autres confédérés, divergence qui provenait uniquement de ce que nous continuions de suivre la voie que nous avions choisie d'un commun accord[1]. » *Depuis le mois de septembre*, il ne s'aperçoit pas qu'il donne simplement la date de son entrée à la Diète comme point de départ aux hostilités; en septembre, c'est non l'Autriche qui a changé, mais le plénipotentiaire de Berlin et l'esprit de la politique prussienne.

« C'est une idée fixe », gémit M. de Beust[2]. Et le comte de Thun en est si vexé qu'il tombe malade. Dans un long

1. *Correspondance diplomatique*, t. I, p. 26, 35.

2. Beust. *Mémoires*, t. I, p. 121.

tête-à-tête qu'il a, en décembre, avec Bismarck, il lui déclare que « la tournure désagréable prise par les affaires depuis quinze jours ne lui permet pas, à cause de sa santé, d'en conserver encore longtemps la direction, et qu'il préfère demander son rappel ». Il ajoute que « l'incompréhensible vivacité, l'hostilité inexplicable de la Prusse à l'égard de l'Autriche, l'affectent d'autant plus péniblement que dans certains articles de journaux il a souvent reconnu les expressions de Bismarck [1] ». Les autres délégués ne sont pas moins irrités contre la Prusse et prétendent que son opposition aux résolutions de la majorité finira par briser la Confédération.

Et ce ne sont là que les premières escarmouches. Il va livrer le grand combat sur la question économique. Dès son arrivée à Francfort, en juin, il avait compris que la Prusse devrait se régénérer par les affaires, adopter une politique de réalités. « Je tiens pour très nécessaire, écrivait-il dans sa première lettre à Gerlach, que l'on s'occupe maintenant pour l'Allemagne de questions matérielles. Celui qui en prendra l'initiative, que ce soit la Diète, le Zollverein ou la Prusse seule, aura acquis une grande avance dans les sympathies des intéressés, car les choses *quæ numero et pondere dicuntur*, sont pour la plupart des Allemands plus importantes que pour les hommes politiques et si je ne tiens pas beaucoup à l'unité de poids, de mesures, de monnaies et autres calembredaines, si même je les crois difficiles à admettre, on doit pourtant montrer de la bonne volonté, et faire quelque bruit en l'honneur des ouvriers; j'entends cela plus de la Prusse que de la Diète [2]. » Le renouvellement du Zollverein lui sera une excellente occasion de faire le bruit désiré.

Les traités qui liaient en union douairière la Prusse et la

1. *Correspondance diplomatique*, t. I, p. 31.
2. Bismarck à Gerlach, 22 juin 1851. *Bismarcks Briefe an Gerlach*, p. 8.

plupart des pays allemands avaient été signés en 1833 et étaient entrés en vigueur le 1er janvier 1834 [1]; leur durée était de vingt années, ils venaient donc à expiration le 1er janvier 1854 et devaient être dénoncés un certain temps à l'avance. Leur résultat avait été de scinder l'Allemagne en deux morceaux : d'un côté l'Autriche avec ses provinces slaves, de l'autre la Prusse avec ses alliés du Zollverein ; on peut ajouter un troisième tronçon, de médiocre importance, le Steuerverein, sorte de contre-union formée par le Hanovre, le Brunswick, Oldenbourg et Schaumbourg-Lippe ; par sa petitesse même, cette association était forcément entraînée dans le sillage de la grande ; elle s'était assigné le même terme, comme pour ménager un rapprochement futur.

A la veille de la Révolution, des questions brûlantes étaient agitées et auraient pu mettre en péril l'union douanière, si le grand mouvement de 1848 n'avait affirmé à nouveau les aspirations unitaires de l'Allemagne. Loin d'amoindrir le Zollverein, la Révolution prouva sa vitalité : beaucoup de choses furent ébranlées et même croulèrent, mais au milieu des débris dont l'Allemagne fut jonchée, l'association douanière subsista par la seule force des tendances nationales, dont elle avait été longtemps le représentant le plus autorisé [2]. Le Parlement de Francfort voulut la modifier, mais, ici comme partout, il ne parvint qu'à manifester son impuissance, et ce fut heureux, car le Zollverein demeura intact.

En 1850, lorsque l'Autriche voulut reprendre la prépondérance en Allemagne, elle prétendit avoir sa place dans l'union douanière ; Schwarzenberg avait compris que le

1. Richelot. *Histoire du Zollverein allemand* (1859). Worms. *L'Allemagne économique ou Histoire du Zollverein allemand* (1874). Weber. *Der deutsche Zollverein* (1869).

2. Worms, *loc. cit.*, p. 142.

Zollverein, par l'impulsion immense qu'il avait donnée à l'activité économique, était devenu entre les mains de la Prusse un levier formidable, et, par conséquent, une menace pour la suprématie de l'Autriche; il ambitionna d'arracher le levier à la Prusse et de l'empoigner à son tour pour écraser sa rivale. Dans un mémoire du 30 mai 1850, le cabinet autrichien demandait que les questions commerciales et douanières devinssent affaires fédérales : c'était introduire l'Autriche dans le Zollverein. Le gouvernement prussien sentit le péril; il manœuvra de façon à préparer, non l'union avec l'Autriche, mais un traité de commerce entre le Zollverein et l'Empire des Habsbourg; tout l'été s'écoula pendant ces négociations; en octobre, les Etats de l'union douanière avaient chargé la Prusse, la Bavière et la Saxe de traiter avec l'Autriche au nom du Zollverein; l'incident d'Olmütz remit tout en question.

Les négociations reprirent à Wiesbaden, où s'étaient réunis les délégués de l'union douanière, en même temps qu'à Dresde où les ministres délibéraient sur la refonte de l'Allemagne. Dans l'une et l'autre ville, les conférences traînèrent en longueur; aucune ne pouvait aboutir et la Prusse le comprit. Tout en délibérant au grand jour avec ses alliés du Zollverein, elle négociait sous main avec les états du Steuerverein; soudain on apprit avec étonnement que la Prusse avait signé le 7 septembre 1851 avec le Hanovre un traité d'union douanière à partir du 1er janvier 1854; pour l'obtenir, le gouvernement de Berlin avait accordé des concessions « inusitées, énormes »; il n'avait reculé devant aucun sacrifice, car la Prusse n'était désormais plus isolée en Allemagne, et ce résultat était pour elle comme une revanche des échecs que la politique autrichienne lui avait précédemment infligés[1].

1. Richelot. *Loc. cit.*, p. 337-338.



Le parti unitaire fut dans la joie, l'Autriche dans l'inquiétude, les moyens États dans la colère. Les ministres de Saxe et de Bavière, MM. de Beust et de Pfordten, ne tarissaient pas en récriminations contre les menées ténébreuses de la Prusse, ses procédés blessants à l'égard de ses alliés du Zollverein, son intention mal déguisée de rompre l'union douanière[1].

A cette époque, Bismarck prenait la direction des affaires prussiennes à Francfort, et dès ses premières dépêches se montrait partisan convaincu du renouvellement du Zollverein, adversaire de l'entrée de l'Autriche dans cette union. Il se rallie joyeusement au traité du 7 septembre, parce qu'il est dirigé contre la politique autrichienne. Doutant de la sincérité du Hanovre, il déclare au représentant de cet Etat à la Diète, « que si son cabinet ne cesse pas de se livrer à des intrigues secrètes et de provoquer, au vu et au su de tout le monde, des agitations contre le Zollverein, lui-même se verra obligé de solliciter son gouvernement d'agir dans d'autres affaires avec plus de réserve qu'il ne l'a fait jusqu'ici ». Et il secoue le Hanovrien comme il avait déjà morigéné M. de Thun. « La Prusse, continue-t-il, regarde comme une chose très sérieuse l'existence du Zollverein dans toute son intégrité, ainsi que le traité du 7 septembre... Je ne cesserai de surveiller les menées du cabinet hanovrien ; je divulguerai sans ménagement, par la voie de la presse, le véritable état de choses[2]. » Il avait déjà sa façon spéciale de signer des traités d'union, à coups de bâton.

Il comprend sans peine que l'Autriche est au fond des intrigues contre la Prusse, et comme il sait se montrer persuasif, il obtient les confidences du ministre de Nassau, le baron de

1. Beust. *Mémoires*, t. I, p. 128 et suiv.

2. Bismarck à Manteuffel, 7 novembre 1851. *Correspondance diplomatique*. t. I, p. 7.

Wintzingerode; il apprend ainsi que le prince de Schwarzenberg représentait aux cours allemandes que « le Zollverein, tel que l'entendait la Prusse, n'était qu'un prétexte pour dissimuler de nouvelles tentatives d'unification, dont le but final, facile à atteindre, serait nécessairement la médiatisation des petits souverains qui entreraient dans son union douanière[1] ». L'habile Autrichien conseillait donc aux États de l'Allemagne du Sud de former un Zollverein particulier; lui-même comptait bien en faire un satellite de l'Autriche, en attendant la fusion douanière, commerciale et financière de cette union avec l'Empire. Et en même temps que Manteuffel convoquait à Berlin les membres de l'ancien Zollverein, son adversaire invitait à Vienne les délégués de tous les Etats allemands.

Schwarzenberg parvenait à émouvoir la plupart des princes; à peine sortis de la tempête révolutionnaire, et craignant son retour, ces souverains avaient un intérêt naturel à la réaction et s'y abandonnaient égoïstement en se soudant à la politique autrichienne. Schwarzenberg leur semblait un sauveur indiqué et l'ambition de la Prusse un danger imminent. Toutefois ils devaient compter avec leurs Parlements et avec l'opinion publique dans leurs États. Ils étaient autrichiens de cœur, mais les intérêts de leurs populations parlaient plus haut que leurs inclinations personnelles[2]; or ces intérêts étaient manifestement contraires à la rupture du Zollverein. De là, leur embarras et leurs hésitations. Ils acceptaient tout ensemble de se rendre aux invitations contradictoires que leur adressaient et Schwarzenberg et Manteuffel.

Le 4 janvier 1852, Schwarzenberg réunit les délégués de tous les États importants, sauf de la Prusse; officiellement, il s'agissait d'une entente à conclure entre l'Autriche et les

1. Bismarck à Manteuffel, 22 novembre 1851, *loc. cit.*, p. 19.
2. Lenz, *Geschichte Bismarcks*, p. 67, 70.



Etats du Zollverein qui l'avoisinaient ; en fait, Schwarzenberg espérait créer une union douanière d'où la Prusse serait exclue. Les délibérations officielles se prolongèrent sans intérêt, les négociations secrètes étaient beaucoup plus importantes et suivies ; mais toutes deux étaient paralysées par les scrupules qu'éprouvaient certains gouvernements à s'unir à l'Autriche, tant que la Prusse se tiendrait à l'écart. Elles furent brusquement interrompues par un tragique événement.

Le 5 avril, le prince de Schwarzenberg avait présidé le conseil des ministres et s'habillait pour aller diner chez son frère ; soudain, il s'affaissa, il avait été foudroyé par la mort. C'était pour l'Autriche un coup terrible, car Schwarzenberg dirigeait en personne toute la politique de l'Autriche et nul de ses lieutenants n'avait son envergure. A Francfort, la nouvelle fit sur le comte de Thun « une impression de profond abattement ». Bismarck présenta ses condoléances officielles ; mais, tandis que son ami Gerlach se lamentait, lui-même resta muet dans ses rapports officiels et ses lettres privées ; il était trop engagé dans sa rivalité contre l'Autriche pour ne pas éprouver quelque secret contentement à la disparition de son plus redoutable adversaire ; il exprimait sa pensée véritable lorsqu'il reproduisait avec quelque complaisance l'exclamation de l'ambassadeur d'Angleterre : « Au fond, c'est un bonheur [1]. »

La disparition de Schwarzenberg devait forcément avoir une influence sur les négociations relatives à l'union douanière. La veille de sa mort, le 8 avril, les délégués de la Bavière, de la Saxe, du Wurtemberg, des deux Hesses et de Nassau s'étaient réunis à Darmstadt pour délibérer sur leurs intérêts communs. Le 6, sous le coup de la douloureuse nou-

1. Bismarck à Manteuffel, 9 avril 1852. Poschinger, t. IV, p. 63-64.

velle, ils signent trois conventions : ils s'interdisent au nom des gouvernements qu'ils représentent, de prendre aucun arrangement sans leur concours réciproque et unanime ; si le Zollverein ne peut être renouvelé avant son échéance, au moins continuera-t-il entre eux ; enfin ils accepteront le résultat des conférences de Vienne et s'efforceront d'aboutir à une entente douanière et commerciale avec l'Autriche. C'est là ce qu'on a appelé pompeusement la « coalition de Darmstadt ».

Ces conventions, bientôt publiées par des indiscrétions de journaux (d'ailleurs voulues par les gouvernements intéressés), eurent un grand retentissement et furent l'occasion de vives controverses de presse ; on essaya d'en exagérer la portée, d'en faire sortir une Confédération du Rhin. Au fond elles n'avaient pas grande signification et étaient bien dans le style des innombrables traités signés depuis quatre années entre les divers Etats de l'Allemagne ; pour employer l'expression enfantine, elles ménageaient chou, chèvre et loup. La Prusse pouvait trouver qu'on escomptait trop facilement son refus de renouveler le Zollverein, alors qu'elle-même ne demandait guère autre chose : c'était là un indice de la mauvaise volonté des moyens Etats à son égard ; mais ce n'était pas un sentiment nouveau. Aussi les hommes d'Etat s'en émurent-ils peu à Berlin. Bismarck n'en fut pas davantage troublé. « Il me semble impossible, rapporte-t-il à son ministre, que les Etats de l'Allemagne du Sud aient déjà le courage de former une sorte de Confédération rhénane et de suivre une politique contraire aux intérêts de l'Autriche et de la Prusse, tant que la coalition des trois puissances de l'Est paraîtra assurée. Je suis convaincu que le Wurtemberg ne recourrait à cette politique que si la supériorité de la France sur le continent était sérieuse ou tout au moins probable...



Ajoutez à cela que, d'après les dispositions des membres de la coalition à l'égard de la Bavière, il paraît à peine croyable qu'ils aillent former une Confédération dont celle-ci certainement aurait la suprématie. Au contraire, bien des gens dans le Wurtemberg, dans le Grand-Duché de Bade et à Darmstadt redoutent plus les projets d'agrandissement de la Bavière que ceux de la Prusse [1]. »

Les conférences de Vienne, bien atteintes par la mort de Schwarzenberg, se terminèrent le 20 avril, par la signature d'un protocole et sans résultat immédiat. La veille, M. de Manteuffel avait ouvert à Berlin une conférence analogue qui réunissait les délégués des États membres du Zollverein [2]. La Prusse déclarait nettement que son but était simplement la continuation de l'union existante avec quelques modifications dont la plus importante était l'accession des États du Steuerverein. Mais dès les débuts de la conférence surgit une grosse question, l'attitude à prendre vis-à-vis de l'Autriche. La Bavière et ses alliés proposèrent d'étendre le Zollverein, non seulement vers le nord de l'Allemagne, mais encore vers le Midi, et de manière à englober l'Autriche [3]. La Prusse joua finement ; avec fermeté mais douceur, elle invoqua l'économie différente du Zollverein et de l'Empire et se refusa à toute négociation qui aurait pour base un projet d'union douanière avec l'Autriche ; elle ne voyait d'ailleurs aucun obstacle à la conclusion d'un traité de commerce qui rapprocherait l'Empire des autres Etats allemands [4]. Mais le cabinet de Berlin comprenait que cet accord avec l'Autriche ne pourrait naître dans une conférence si multiple en membres et en intérêts divers ;

1. Bismarck à Manteuffel, 12 mai 1852. *Correspondance diplomatique*, t. I, p. 48.

2. Manteuffel, *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 109.

3. Worms, *loc. cit.*, p. 205.

4. Weber, *Der deutsche Zollverein*, p. 310.

dès le 12 mai Bismarck avait conseillé « d'entamer des négociations à Vienne sur la question douanière et commerciale ».

Ainsi naquit à Berlin l'idée d'envoyer à Vienne un plénipotentiaire spécial ; l'ambassadeur de Prusse, M. d'Arnim, était malade et sollicitait un congé, on en tirerait prétexte pour le remplacer par un homme de confiance chargé de négocier discrètement un accord commercial ; le délégué de la Prusse à la Diète était au courant de toutes les intrigues, il était ferme et fin, il paraissait naturellement désigné pour cet intérim. Il était d'ailleurs dans sa carrière probable de prendre un jour l'ambassade de Vienne et en tous cas désirable qu'il vît de près les gens de Vienne. C'est ainsi que M. de Bismarck fut appelé à Berlin le 21 mai 1852 pour préparer son voyage en Autriche.

Il passa à Berlin en deux reprises, une dizaine de journées toutes pleines de délibérations avec le roi, Manteuffel et l'ambassadeur d'Autriche ; il avait séduit ce dernier : « C'est le type du nouveau conservateur prussien, écrivait Prokesch ; ses manières sont, quand il y prend garde, agréables et beaucoup moins arrogantes et sèches que celles de la plupart des gens avec qui j'ai affaire ici. Il traitera certainement à Vienne avec beaucoup de forme, et parlera, comme la *Gazette de la Croix*, beaucoup des besoins du temps et de la nécessité d'une alliance avec l'Autriche, mais il n'en tirera nullement la conclusion que la Prusse ne doit rien faire qui soit incompatible avec cette alliance et la change en duperie[1]. »

D'après ses instructions, il était chargé de causer sans conclure : « Je ne devais pas, écrivait-il plus tard au prince de Prusse, rechercher des négociations, mais, après avoir fait preuve de bonne grâce, laisser venir à moi..., être, dans la

1. Prokesch à Buol, 8 juin 1852. *Prokesch's Briefe*, p. 257.



forme, aussi amical et accueillant que possible, en fait éviter tout engagement ferme et toute négociation précise..., éviter tout ce qui pourrait faire paraître mon départ comme une rupture..., et si l'on me pressait trop à traiter, de telle façon que je ne pusse m'esquiver sans offense, demander du temps pour solliciter des instructions [1]. » Il était, en outre, porteur d'une lettre de Frédéric-Guillaume IV à François-Joseph, écrite dans un style où les formules de chancellerie alternaient avec des strophes de poésie biblique ; le roi y louait fort son envoyé « homme vénéré par beaucoup de gens pour l'obéissance chevaleresque et libre qu'il nous témoigne et pour son intransigeance envers la Révolution jusqu'en ses racines. Il est mon ami, mon fidèle serviteur, il vient à Vienne apportant l'impression toute fraîche, vive et sympathique de mes principes, de ma manière d'agir, de ma volonté, et j'ajouterai de mon affection pour l'Autriche et pour Votre Majesté. Il pourra, si l'on trouve que cela en vaut la peine, fournir à Votre Majesté et à ses suprêmes conseillers, des explications sur bien des sujets comme peu de gens le pourraient faire ; car si des malentendus inouïs, préparés de longue date, ne sont pas enracinés, ce qu'à Dieu ne plaise, le temps bien court pendant lequel il gérera les affaires de la légation, à Vienne, pourra certainement porter des fruits [2]. »

Ainsi accrédité, il arrivait à Vienne le 8 juin « après un chaud voyage, mais vite remis par un bon souper et une bouteille de vin froid de Sect. » L'empereur était absent, mais dès le lendemain il était reçu par le nouveau chef du gouvernement. Le comte Buol avait suivi, grade après grade, la

1. Bismarck au prince de Prusse, 25 juillet 1852. Penzler. *Kaiser- und Kanzler-Briefe* (1900), p. 1.

2. Frédéric-Guillaume IV à François-Joseph, 5 juin 1852. Bismarck. *Pensées et Souvenirs*. t. I, p. 111.

carrière diplomatique et il était ambassadeur à Londres, lors qu'à la mort de Schwarzenberg il fut appelé au ministère des Affaires étrangères et à la présidence du conseil. Il annonçait sa volonté de continuer la politique de son brillant prédécesseur, mais il devait bientôt en différer sur un point, les relations avec la Russie; il remplaça l'intime alliance des deux Empires, d'abord par une cordiale amitié, puis par une menace d'hostilité : peut-être, même en cela, croyait-il imiter Schwarzenberg qui avait proclamé son intention « d'étonner le monde par son ingratitude ».

Bismarck avait dès lors une opinion très nette sur les relation commerciales de l'Autriche avec les autres pays allemands : il désirait le renouvellement du Zollverein, étendu à tous les Etats sauf l'Empire, et relié à celui-ci par un traité conciliant. « Nous ne nous laisserons jamais engager dans une union douanière », écrivait-il en juillet [1], et il aurait voulu s'en expliquer catégoriquement dès son arrivée à Vienne. « Cela aurait rendu notre position plus claire et plus heureuse. » Mais M. de Manteuffel craignait qu'une déclaration précise et brutale choquât l'Autriche et effarouchât le Hanovre; il invita donc son envoyé « à un refus dans une forme plus douce ». Bismarck s'y évertua dans les entretiens qu'il eut avec le comte Buol.

Il exposa longuement à son interlocuteur la situation de son pays dans la question commerciale [2]. « En général, déclara-t-il, la Prusse désire la voir examiner et résoudre moins au point de vue politique qu'à celui des intérêts matériels. L'histoire des dernières années a prouvé que le Zollverein ne forme

1. Bismarck au prince de Prusse, 25 juillet 1852. Penzler, *loc. cit.*, p. 2.
2. Sur ses entretiens avec Buol, Bismarck a dressé plusieurs rapports qui sont insérés dans sa *Correspondance diplomatique*, t. I, p. 49 et suiv., Poschinger, t. IV, p. 73 et suiv.



pas une base positive d'influence politique ; sur ce terrain, le gouvernement ne trouve sa ligne de conduite que dans le besoin d'assurer la prospérité financière et commerciale des Etats du Zollverein et celle de leurs sujets. » Aussi la Prusse était-elle simplement « disposée à conclure un traité de commerce avec l'Autriche, traité qui serait de nature à faciliter d'autres rapprochements et à mettre les intéressés à même d'apprécier les conséquences pratiques d'une union plus étroite. La Prusse ne se croit pas le droit de faire du bien-être matériel de ses sujets l'objet d'expériences hasardeuses. Elle demande qu'on laisse la question de l'union douanière avec l'Autriche ouverte sans en préjuger en aucune façon la solution. »

Ces déclarations n'étaient pas pour satisfaire le ministre autrichien ; il tenait la mission de Bismarck pour de la « poudre aux yeux[1] » et ne dissimulait pas son mécontentement à l'envoyé prussien : « L'Autriche, répondait-il, ne peut pas se laisser considérer en Allemagne comme une puissance avec laquelle on signe un traité de commerce comme on le ferait avec un gouvernement étranger ; un traité de ce genre n'aurait aucune valeur pour le cabinet impérial s'il ne reconnaissait formellement et officiellement pour but de la politique commune l'union douanière et la fusion des intérêts matériels de toute l'Allemagne. Il est à regretter que la Prusse n'ait pas même consenti à discuter ses propositions, et qu'elle n'ait pas eu pour elle la déférence que, dans des circonstances analogues, l'Autriche n'aurait pas refusée à un Etat aussi étranger que la Perse. Il en résultera que la Prusse se détachera du Zollverein, qui continuera de subsister même sans elle ; quant à l'Autriche, elle est heureuse de n'être pour rien dans les malheurs que cette rupture entrainera. »

1. Buol à Prokesch, 10 juin 1850, Prokesch, *loc. cit.*, p. 258.

Le comte Buol déplaçait habilement la question ; en réalité, c'était son propre gouvernement qui recherchait la dissolution du Zollverein et son remplacement par une union plus large où l'Autriche prendrait place. Ainsi se posait sur le terrain économique la question discutée à Francfort : l'Autriche devait-elle être tenue pour terre d'Allemagne ? ou était-il nécessaire de la chasser de la Confédération, pour former un Etat moins vaste, mais plus serré ? Buol protestait contre la politique de la Prusse « qui tendait à exclure l'Autriche de l'Allemagne ». Une année d'expérience à Francfort avait prouvé à Bismarck, jadis défenseur de l'alliance austro-prussienne, que la divergence et la rivalité de leurs intérêts ne permettaient pas aux deux Etats une étroite entente.

Dans ces conditions, les entretiens des deux hommes d'Etat ne pouvaient avoir de résultat; ils avaient au moins un vif succès de curiosité et dans l'antichambre du ministre, Bismarck trouvait « tous les ambassadeurs allemands présents à Vienne qui attendaient avec un air d'anxiété le résultat des conversations ». A cette époque de l'année où Vienne est « vide et brûlante quand il ne pleut pas », le hobereau prussien était l'homme du jour, l'invité de tous les attardés : diplomates et grandes dames se disputaient ses soirées ; il s'y rendait avec simplicité et bonne humeur, comme s'il n'avait fréquenté jamais que les salons de la plus exclusive aristocratie; il était reçu en audience par la grande-duchesse Sophie, mère de l'empereur; il n'oubliait pas, d'ailleurs, de rendre visite au prince de Metternich qu'il trouvait « bien changé de visage, d'ouïe et de fraîcheur d'esprit ». Enfin, dans ce perpétuel besoin de mouvement qui le caractérisait, Otto parcourait les environs de Vienne : Schönbrunn, son parc « aux statues blanches dans leurs niches vertes », les hauteurs de Leopoldsberg, et les bords du Danube.



Il avait hâte de se présenter à l'empereur et de lui remettre la lettre de son roi. Mais François-Joseph faisait en Hongrie un voyage d'une haute importance politique ; pour la première fois depuis son avènement au trône, il visitait les provinces qui s'étaient révoltées contre l'autorité de sa maison, et qu'il espérait se concilier. « Ce voyage effacera le souvenir douloureux des dernières années, écrivait un journal officieux[1], et les générations à venir béniront le jour où aura été ainsi célébrée la fête de la Concorde entre ce souverain héréditaire et son peuple de Hongrie. » Bismarck était donc forcé d'attendre ou de rejoindre le souverain. Il préféra le plus prompt, et le 21 juin, il était invité à se rendre à Bude pour remettre ses lettres de créance à l'empereur.

Le 24 juin, il était reçu par François-Joseph avec le cérémonial accoutumé. Le jeune souverain lui fit la meilleure impression. « Il a, écrivait-il, le feu de la vingtième année, joint à la dignité et à la réflexion de l'âge mûr, un beau regard, beaucoup de franchise et d'ouverture, surtout quand il rit[2]. » Après les banalités d'usage, — congratulations réciproques et assurances d'amitié politique, — l'entretien se fixa sur la question économique, cause véritable de la mission de Bismarck. Les interlocuteurs ne pouvaient guère que constater leur désaccord. « Sa Majesté, rapporte Bismarck, croyait devoir maintenir le programme de l'union des droits douaniers, car une fusion des intérêts matériels pourrait seule donner à l'Allemagne ce degré de consolidation dont elle a besoin pour garantir sa sécurité intérieure aussi bien que son rang parmi les puissances européennes. » Le diplomate prussien répondait que la Prusse désirait simplement « conclure un traité de commerce avec l'Autriche aussitôt après la reconnaissance du Zollverein

1. La *Correspondance autrichienne*, juin 1852.
2. Bismarck à Gerlach, 25 juin 1852. *Briefe an Gerlach*, p. 32.

reconstitué, traité qui permettrait de s'assurer de la possibilité de prendre une résolution définitive en vue d'une fusion douanière ». Cette réserve de l'avenir était la seule concession que faisait la Prusse; c'était une concession sans portée, car, de toute évidence, lorsque le Zollverein serait reconstitué et relié à l'Autriche par un traité de commerce, cette situation serait définitive, jamais on n'arriverait à la modifier, et l'union douanière avec l'Autriche serait bel et bien enterrée. La réponse de la Prusse était donc exactement résumée dans un télégramme que Bismarck reçut à Bude même; il ne contenait que quatre lettres, mais significatives : *Nein*.

Le voyage de Bismarck ne pouvait donc avoir de résultat politique; mais il avait un vif intérêt pittoresque et le grand amoureux de la nature en ressentait vivement le charme. Il vante à sa femme « la vue ravissante que l'on embrasse du château de Bude. Voici, dominant le paysage, le château fort; en bas et immédiatement au-dessous, le Danube, sur lequel est jeté un pont de bateaux; puis, au delà, Pesth, avec la plaine immense qui se déroule plus loin, le tout nóyé dans la lueur bleuâtre et rose du crépuscule. A côté de Pesth, à gauche, je vois le Danube qui remonte; bien loin, bien loin à gauche de moi, c'est-à-dire sur la rive droite, il baigne la ville d'Ofen (Bude). Puis, derrière, des montagnes bleues et plus bleues encore, puis colorées en brun par le crépuscule qui les illumine. Entre les deux villes s'étend, comme un miroir, une vaste plaine d'eau, coupée par le pont de bateaux et par une île boisée. » Il est enchanté d'une excursion, faite avec la Cour à une montagne voisine qu'on appelle la « belle bergère » par souvenir d'une aventure galante du roi Mathias Corvin. « Une fête populaire avait attiré des milliers de personnes; elles adressaient de bruyants *eljen* à l'empereur qui s'était mêlé à la foule; elles dansaient le czardas, valsaient,

chantaient, faisaient de la musique, grimpaient aux arbres et se pressaient pour voir la Cour. Sur une pente de gazon était placée une table pour une vingtaine de personnes; le couvert n'était mis que d'un côté; on avait laissé l'autre côté libre, afin qu'on pût voir la forêt, le château, la ville et la campagne. Nous avions au-dessus de nous de hauts bouleaux, dans les branches desquels étaient grimpés des Hongrois; derrière nous, à quelques pas, se pressait une foule compacte; nous entendions dans le lointain le son du cor et les chants qui alternaient et consistaient en farouches mélodies de bohémiens. L'illumination, le clair de lune et la rougeur du soleil couchant ainsi que la lumière des torches qui traversaient la forêt, donnaient à tout ce spectacle l'apparence d'une grande scène à effet dans un opéra féerique. »

Le voyage devient plus pittoresque encore lorsque Bismarck va rendre visite à un prince Windischgrätz, époux d'une princesse de Mecklembourg, et parent par alliance du roi de Prusse. Son château était situé sur la lisière des steppes hongroises, dans une région « infestée de brigands à cheval qui rendaient le pays dangereux à traverser ». Et l'idée d'échanger des coups de feu avec des brigands basanés et chamarrés, enthousiasmait l'aventureux Otto, le *tolle junker* d'antan.

Mais il ne voit rien que des paysans « à cheveux d'un brun foncé et à moustaches, portant un chapeau à larges bords, de longs cheveux luisants, une chemise s'arrêtant à l'estomac et laissant voir, jusqu'à la naissance du pantalon, une ceinture large comme la main de chair nue et brune, et chaque jambe, descendant jusqu'au genou, était aussi large qu'un jupon de femme. A partir des genoux,

1. Bismarck à sa femme, 23 juin 1852. *Briefe an seine Braut an Gattin*, p. 242. Cette lettre et les suivantes ont été en partie traduites par Antonin Proust. *Le prince de Bismarck et sa correspondance*, p. 55 et suiv.



apparaissaient des bottes éperonnées. » Dans la campagne, sur un gazon uni comme une table, on voyait « des milliers de bœufs bruns et blancs, sauvages comme le gibier, pourvus de cornes longues comme le bras ; des chevaux rabougris, à longs poils, que gardaient des bergers à demi nus, armés de bâtons en forme de lance ; d'immenses troupeaux de porcs, chacun accompagné d'un âne qui portait la pelisse du berger et à l'occasion celui-ci même ; puis de grandes bandes d'outardes, des lièvres, des hamsters ; et puis encore, çà et là, des oies sauvages, des canards, des vanneaux ». Mais nul brigand ne paraît ; pour en trouver, Bismarck s'enfonce dans la région « qui passe pour être le plus redoutable repaire, car sa situation sur les bords de la Theiss, au milieu de marais et de steppes, rend presque impossible l'expulsion de ses hôtes dangereux ». Il y voit des femmes à fichus verts et rouges ou coiffes de velours rouge brodé d'or ; il y entend des mélodies bohémiennes « les plus sauvages et les plus insensées ; des airs maladifs et plaintifs dont les paroles retracent soit les tourments causés par de certains yeux noirs, soit la mort vaillante de quelque brigand illustre ». Mais toujours pas de brigands ; volontiers, pour les lever, Bismarck crierait « frrt » à chaque buisson comme certain chasseur de lions. Mais les redoutables et désirés voleurs se gardaient bien de paraître, car ils savaient que l'ambassadeur voyageait sous escorte. L'officier qui la commandait déclarait au diplomate, pour le consoler, que « selon toute probabilité, bon nombre d'entre eux se trouvaient parmi les paysans qui, enfoncés dans leurs manteaux de fourrure descendant jusqu'à terre et sans manches, saluaient aux stations de relais, par le cri de : *Istem adiamek!* (Dieu soit loué) ».

De retour à Vienne, après cette orgie de couleur locale, Bismarck reprend ses négociations avec Buol, mais le thème est



identique des deux parts et n'apporte aucun changement aux décisions réciproques. Bismarck sent l'inutilité de nouveaux entretiens, et quitte Vienne à l'improviste « sans prendre de congé, de peur qu'on le lui refuse ». Le 8 juillet il passait quelques heures à Berlin et Potsdam avant de rejoindre sa famille à Francfort.

Au point de vue politique, la mission de Bismarck était sans effet. Il n'en était pas résulté cette entente dans la question douanière, cette formule qui devait concilier les intérêts, les espérances et les ambitions des deux États. Au point de vue personnel, au contraire, Bismarck avait profité amplement de son séjour en Autriche ; il avait vu de près l'adversaire et l'avait trouvé moins redoutable qu'il ne paraissait de loin ; en 1850, sa force provenait surtout de l'appui russe, et maintenant il s'écartait chaque jour de la politique du tzar ; la Prusse en se rapprochant de la Russie pourrait un jour renverser la situation d'Olmütz et bénéficier sinon de l'appui, au moins de la bienveillance de sa grande voisine. A Vienne, Bismarck avait fréquenté et pesé les hommes politiques ; il avait perçu que si leurs ambitions étaient intactes, leurs capacités étaient changées, que trois hommes intelligents ne valent pas un homme d'État, et que « le monosyllabique ministère Buol, Bech, Brück » n'avait pas la force du seul Schwarzenberg.

Cependant les négociations continuaient sur le renouvellement du Zollverein, et avec des fortunes diverses, lorsque soudain la Prusse se piqua de susceptibilité. Irrité de nouveaux atermoiements apportés par les ministres du Sud, le cabinet de Berlin déclara brusquement, dans une dépêche circulaire adressée le 27 septembre aux légations prussiennes près les diverses Cours allemandes, qu'il considérait les négociations comme rompues et ne les poursuivrait désormais qu'avec

chaque État en particulier. Ce fut un coup de tonnerre en Allemagne : les délégués aux conférences de Berlin quittèrent la place sur-le-champ ; les gouvernements du Sud insinuèrent que deux ligues devaient se former : l'une comprenant la Prusse et les petits Etats du Nord, l'autre unissant l'Autriche et les Etats moyens ; le cabinet de Vienne invita immédiatement les derniers à une nouvelle conférence pour dessiner un plan d'union douanière. Tout semblait perdu pour les partisans de l'ancien Zollverein.

Mais ces nouveaux projets, l'abandon d'un pacte heureux dans ses résultats, l'incertitude de l'avenir avaient produit une profonde inquiétude dans les classes industrielles et commerçantes de l'Allemagne. La crainte était vive surtout dans les petits États qui redoutaient l'écrasement entre la Prusse et l'Union présidée par l'Autriche. Bismarck constatait que dans le Nassau et la Hesse-Darmstadt, « tout le monde s'accordait à considérer la sortie de l'Allemagne du Sud du Zollverein comme le plus grand malheur qui pût frapper la prospérité et le commerce [1] ». Le cabinet de Berlin, bien renseigné par ses agents diplomatiques, comprenait la maladresse de sa brusquerie, et s'efforçait de la réparer par une campagne de presse. Ce moyen avait été indiqué par Bismarck lui-même comme propre à « défendre avec la plus grande énergie les intérêts de la Prusse dans l'Allemagne du Sud, et de paralyser les effets des tentatives de l'Autriche et de ses efforts ». Lui-même s'y activait personnellement et se targuait « d'une influence plus ou moins forte sur un certain nombre de journaux de l'Allemagne du Sud [2] ». En outre, il nouait des relations avec « les personnes influentes et dévouées à la

1. Bismarck à Manteuffel. 15 juillet 1852. *Correspondance diplomatique*, t. I, p. 59.

2. Bismarck à Manteuffel. 12 octobre 1852. *Ibid*, p. 71 et suiv.



Prusse, pour provoquer des pétitions, des propositions aux Chambres », et il tâchait de former des groupements et associations ayant pour but « le maintien et l'extension du Zollverein allemand ». Sa correspondance est toute pleine de ses démarches.

C'était de la bonne politique et le ministre, M. de Manteuffel, était contraint de reconnaître « l'intelligente activité » de son agent. D'ailleurs, un revirement se produisait à la Cour de Berlin : on y percevait les dangers que le conflit économique faisait courir à l'industrie et au commerce prussiens ; au moment de la renaissance de l'Empire français, on éprouvait le besoin de renouer avec l'Autriche une amitié bien ébranlée, mais que les besoins du temps forceraient peut-être à transformer un jour en alliance défensive contre l'héritier de Napoléon. A Vienne, des sentiments analogues portaient le gouvernement à la conciliation. L'empereur Nicolas conseillait aux deux cabinets d'en finir avec des déchirements qui risquaient de compromettre la prospérité et même la sûreté de leurs pays. Bref, au mois de décembre, l'ambassadeur de Prusse à Vienne, comte d'Arnim, était chargé de reprendre avec Buol les négociations pour la signature d'un traité de commerce entre l'Autriche et la Prusse.

On délibéra péniblement pendant trois mois. Et encore, Bismarck hâtait-il la solution par ses démarches. Il avait provoqué dans les pays rhénaux des « pétitions en faveur du maintien du Zollverein » ; le duc de Nassau déclarait à ses sujets : « Je partage entièrement vos désirs de maintenir le Zollverein tel qu'il existe aujourd'hui ; mes vœux sont les mêmes que ceux des autres États avec lesquels je suis entré en relation, aussi j'ai l'intime, la ferme conviction que le Zollverein ne se dissoudra point. » Ces manifestations encourageaient le cabinet de Berlin et l'incitaient à plus de conci-

liation envers l'Autriche; elles prouvaient au gouvernement de Vienne l'impossibilité de réaliser ses rêves ambitieux. C'est ainsi que la Prusse et l'Autriche furent amenées à signer le 19 février 1853 un traité qui prévoyait le prochain renouvellement du Zollverein.

C'était, au contraire de ce qu'on a cru parfois [1], un succès pour la Prusse. Par de sages concessions, elle avait écarté ce double et redoutable péril : la formation d'un Zollverein s'étendant à l'Autriche, la création d'une union douanière entre les États du Sud et l'Autriche. Dans la première combinaison, elle eût été écrasée par sa puissante rivale; dans la seconde, elle aurait perdu tout le fruit de sa politique, la direction commerciale et financière des États allemands. En renouvelant le Zollverein, elle pouvait renouer avec ses associés les liens d'intérêts qui formaient leur unité d'action commerciale et financière; elle n'avait rien gagné dans la crise de 1848, mais au moins ne perdait-elle rien et réservait-elle l'avenir, jusqu'au jour où l'Autriche ferait quelque « éclatant fiasco », et où la Prusse lui rendrait « avec usure » les humiliations ressenties [2].

Du traité austro-prussien, en effet, devait forcément renaître l'ancien Zollverein. Les États du Sud, les coalisés de Darmstadt, y étaient amenés avec une mauvaise humeur qui indignait Bismarck [3]. Le 12 mars, une nouvelle conférence réunissait à Berlin les membres de l'association douanière, et ceux de l'ancien Steuerverein. La discussion fut rapide et le résultat prompt. Le 4 avril, les ministres signaient les nouveaux traités de commerce qui furent ratifiés le 2 juin; pour le

1. Worms. *L'Allemagne économique ou Histoire du Zollverein allemand*, p. 228.

2. Comte Pourtalès ambassadeur à Constantinople, à Bunsen, ambassadeur à Londres, 18 janvier 1851.

3. Bismarck à Gerlach, 16 février 1853. *Briefe an Gerlach*, p. 58.



Luxembourg, la négociation fut plus longue. Mais, en définitive, le nouveau Zollverein entra en vigueur le 1er janvier 1854. Les tarifs différaient de l'ancien, mais cela n'importait pas pour ses conséquences politiques. La Prusse reprenait la direction des affaires commerciales de l'Allemagne, elle étendait son influence à des Etats qui lui avaient échappé jusqu'alors, le Hanovre, le Brunswick, l'Oldenbourg. Telle avait été la pensée de Bismarck, dès son arrivée à Francfort. Avec une vue précise, une action constante, il l'avait suivie. Ainsi la première négociation à laquelle il avait était mêlé avait eu la solution qu'il avait souhaitée, conseillée, obtenue.

Il allait bientôt prendre part à une autre négociation où il jouerait un rôle encore plus direct, la reconnaissance du Second Empire.

III. — Lorsqu'en 1849 et 1850 M. de Persigny parcourait l'Allemagne officieusement, puis officiellement, et cherchait à « faire connaître aux puissances étrangères le caractère et la situation du Président de la République[1] », il avait entretenu quelques relations avec Bismarck qui faisait déjà figure à la seconde Chambre dans le parti réactionnaire; l'envoyé français avait remarqué que le jeune député ne montrait à son égard « aucun des sentiments hostiles que l'attitude de ses amis politiques laissait si clairement deviner[2] ». C'était là simple politesse d'homme bien élevé; le hobereau, farouchement fidèle à la royauté, ne pouvait qu'avoir en horreur la République dont il ignorait volontairement les nobles aspirations. Bismarck ne paraît pas d'ailleurs avoir compris les insinuations de M. de Persigny sur la nécessité de rétablir

1. Persigny. *Mémoires*, p. 102.
2. Persigny. *Mémoires*, p. 282.

« l'ordre » en France. Le coup d'Etat du 2 décembre 1851 le surprit ; sa première impression fut « mélangée, comme si on lui annonçait l'incendie de la ferme d'un démocrate et bourreau, son voisin ». A certains égards, la chose ne lui déplaisait pas ; l'Assemblée dissoute illégalement et les parlementaires en prison, en exil, au bagne ; la rue envahie de troupes, la presse muselée, la démocratie écrasée, c'était bien la conduite qu'il avait demandée en 1848. Wrangel et Manteuffel avaient procédé ainsi, mais avec moins de grandiose dans la brutalité, moins de serments violés et moins de sang. Tout cela ne l'indignait pas outre mesure, satisfaisait son « avidité d'émotion » et lui procurait même quelque joie en abattant l'ennemi éternel, la Révolution. « Dieu nous montre, écrivait-il à Gerlach, où va un peuple, lorsqu'il abandonne sans pilote le terrain solide de la légitimité pour se confier au Malström de la Révolution [1]. »

Mais le Prince l'inquiétait par ce côté mystérieux et déconcertant qu'il ne perdit jamais, même devenu empereur. Il lui trouvait, malgré tous les services rendus à la réaction, « le caractère d'un aventurier sans scrupules ». C'était un Bonaparte, n'allait-il pas reprendre les traditions de son oncle ? « Comme Prussien, continuait Bismarck dans sa lettre à Gerlach, je ne puis me réjouir du 2 décembre, car je vois un ennemi, qui était malade, se relever momentanément, et un ami insouciant et hypocrite, l'Autriche, tirer de cet événement un surcroît d'insolence. Je ne crois pas à l'envie de Bonaparte de faire la guerre, je suis persuadé qu'il fera tout pour maintenir la paix, car la guerre lui aliénerait le pays ; mais je ne puis pas croire qu'il se tiendra tranquille en face de l'armée. L'élément qui lui a donné la population non militaire, la lassitude, manque dans l'armée. »

1. Bismarck à Gerlach, 28 décembre 1851. *Briefe an Gerlach*, p. 13.



Le coup d'État n'était qu'un événement intérieur, qui ne changeait pas, — pour l'instant, — la forme du gouvernement; la diplomatie n'avait donc pas à s'en occuper, au moins officiellement; le prince Louis-Napoléon notifia en février à la Diète le plébiscite du 20 décembre et la constitution du 14 janvier; le comte de Thun lui en accusa réception au nom de l'Assemblée générale; ce furent les seules démarches officielles.

Il en fut autrement lorsque, au 2 décembre 1852, fut proclamé l'Empire. La forme même du gouvernement était modifiée et les grandes puissances devaient être appelées à la reconnaître. Elles n'avaient, d'ailleurs, pas attendu ce moment pour s'inquiéter de la situation nouvelle que créait la formation de l'Empire. Dès le 14 novembre, le tzar avait protesté contre les termes employés par le prince Louis Napoléon dans un message au Sénat et où il annonçait son intention de « relever avec liberté et avec réflexion ce qu'il y a trente-sept ans l'Europe entière a renversé par la force des armes au milieu des désastres de la patrie ». A ces paroles, Nicolas s'était indigné. « Je ne m'attendais pas à une pareille déclaration de principes, avait-il répliqué. Nous sommes *les anciens*, et, à ce titre seul, on nous doit quelques égards, quelques ménagements. Son oncle, l'empereur Napoléon, nous a attaqués, l'empereur Alexandre a dû se défendre, il a glorieusement combattu pour l'indépendance de son pays, et, si je donnais mon adhésion sans restriction aux termes du message, je renierais donc les actes de mon frère et des souverains, ses alliés. L'Autriche, la Prusse, l'Angleterre même, ne peuvent accepter une pareille injure[1]. »

A Berlin, l'indignation ne s'exhalait aussi vive que dans la

1. Rothan. *L'Europe et l'avènement du Second Empire*, p. 339.

Gazette de la Croix ; son ton était parfois tel que le gouvernement était contraint de la châtier, comme on gourmande un enfant chéri, mais gâté. Le roi évitait toute conversation personnelle avec l'ambassadeur français, M. de Varennes. Le ministre des Affaires étrangères se dérobait à toute explication décisive et fuyait tout engagement ; il alléguait le besoin de se concerter avec l'Autriche et la Russie, et, tout en protestant de sa bienveillance, insinuait que les Cours du Nord seraient sensibles aux garanties données par le nouvel empereur pour le maintien de la paix et des traités.

La proclamation du 2 décembre mit les puissances en présence d'un fait accompli ; l'empereur n'avait tenu aucun compte de leurs conseils et de leurs réserves historiques ; il n'avait donné ou promis aucune des garanties qu'espérait M. de Manteuffel ; il prenait le titre de Napoléon III, comme pour proclamer une sorte de légitimité impériale perpétuée à travers le temps [1] et reconnaître le règne éphémère du duc de Reichstadt. Les souverains avaient prononcé, au Congrès de Vienne, pour Bonaparte et sa famille, l'exclusion éternelle du trône de France. Pouvaient-ils oublier cet acte solennel et reconnaître comme empereur le neveu de l'homme qu'ils avaient chassé d'Europe ?

L'événement, pour prévu qu'il était, ne manquait pas d'embarrasser les chancelleries, et quelque flottement se produisit dans leur action.

Bismarck présidait à cette époque la Diète de Francfort, en remplacement du délégué autrichien, comte de Thun, nommé ambassadeur à Berlin. Dès le 3 décembre, il recevait du plénipotentiaire français, M. de Tallenay, la notification officielle du changement de régime en France et s'empressait de demander

1. De La Gorce. *Histoire du Second Empire*, t. I, p. 113-114.



des instructions à son ministre, M. de Manteuffel; la réponse pressait, car les délégués du Hanovre et de la Bavière venaient prendre conseil auprès du président de l'Assemblée fédérale et ajoutaient que leurs gouvernements conformeraient leur conduite à celles de l'Autriche et de la Prusse [1]. M. de Manteuffel était dans l'embarras [2]; il regardait vers Pétersbourg et pensait à gagner du temps. Il avertit Bismarck qu'il avait répondu à une notification pareille de M. de Varennes, ambassadeur de France à Berlin, par un simple accusé de réception et la déclaration que jusqu'à nouvel ordre les relations entre la France et la Prusse continueraient sous une forme officieuse; il invitait son délégué à faire une réponse analogue à M. de Tallenay.

Même dans ces termes, la réponse était d'une rédaction délicate : fallait-il commencer par le titre officiel « Monsieur le Ministre » ? « Monsieur » était bien sec; « Monsieur le Marquis » avait été refusé jadis par Tallenay lui-même. Malgré le directeur de la chancellerie, Bismarck se rallia au premier titre et répondit en ces termes : « Monsieur le Ministre, j'ai eu l'honneur de recevoir la lettre du 3 courant, par laquelle Votre Excellence a bien voulu m'informer de la transformation qui vient de s'opérer dans la constitution politique de la France, et je ne tarderai pas à porter cette importante communication à la connaissance de la Diète germanique. En attendant, je m'empresse de vous exprimer, Monsieur le Ministre, tout le plaisir que j'aurai à entretenir avec vous, à titre officieux, les rapports agréables auxquels j'attache tant de prix, et qui sont si conformes à la bonne intelligence qui existe entre la Confédération germanique et la France. Je suis, etc... von Bis-

1. Bismarck à Gerlach, 4 décembre 1852. *Briefe an Gerlach*, p. 45.

2. Manteuffel. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 269 et suiv.

marck. Francfort, 8 décembre 1852[1]. » C'était très protocolaire, avec une vague saveur d'impertinence.

Bismarck pensait avoir tout réservé, et il éloignait encore la réponse définitive au jour où M. de Tallenay aurait reçu ses nouvelles lettres de créance. Il était pourtant inquiet de certains articles du *Journal de Francfort*, qui se prononçaient en faveur de l'empereur et approuvaient sans réserve son titre de Napoléon III : le propriétaire de ce journal, baron de Vrints, était le beau-frère du comte de Buol, ministre des Affaires étrangères d'Autriche et il avait révélé à Bismarck que les articles lui étaient arrivés de Vienne. Soudain on apprend que le Sénat de Francfort a reconnu officiellement l'Empire dès le 6 décembre, que Brême faisait de même et que le cabinet de Nassau avait répondu à M. de Tallenay qu'il serait heureux de continuer « avec la Cour impériale les mêmes relations qu'il avait entretenues avec le président ». Bismarck s'indigne, car ces démarches lui « semblent jeter un triste jour sur la fragilité du lien dont la Confédération germanique enlace ces petits États à l'heure du danger... La conduite de Nassau et de Francfort atteste un tel oubli de leur situation politique et de leurs devoirs fédéraux qu'il ne peut être passé sous silence par le gouvernement royal et par la Diète. » Les délégués de ces gouvernements s'excusent, expliquent la conduite de leurs cabinets. Mais le mauvais exemple est contagieux : le grand-duc de Hesse-Darmstadt faisait savoir « qu'il avait accueilli avec la plus vive satisfaction la proclamation de l'Empire ». Le roi de Wurtemberg envoyait son premier aide-de-camp, général de Spitzenberg, féliciter le ministre de France, duc de Guiche, de l'avènement au trône de Napo-

1. Annexe d'une dépêche de Bismarck à Manteuffel, 10 décembre 1852. Poschinger, t. I, p. 163. Cette dépêche porte inexactement la date du 18 dans la *Correspondance diplomatique*, t. I, p. 84.



léon III. Bismarck demandait des explications, on lui répondait que cette démarche reposait sur un malentendu. En jouant au billard, le roi aurait dit « par hasard » à M. de Spitzenberg : « Si vous voyez le duc de Guiche, veuillez lui dire combien les nouvelles venues de France m'ont fait plaisir. » Et M. de Spitzenberg en aurait conclu à tort que le monarque l'avait chargé d'une mission particulière et officielle.

Bismarck n'était pas dupe de ces justifications, d'autant plus que les défections se succédaient et que les principes de la Sainte Alliance passaient un mauvais moment[1]. Le roi des Deux-Siciles, — un Bourbon! — envoyait le 4 décembre son ambassadeur aux Tuileries avec des lettres de créance rédigées à l'avance et en prévision de toutes éventualités. Le roi des Belges le suivait de près, sans crainte des dangers dont le menaçait Frédéric-Guillaume IV : « La Belgique est l'objectif le plus prochain de l'oiseau de proie récemment couronné[2]. » L'Angleterre elle-même se hasardait, et lord Cowley se présentait en grand apparat le 6 décembre aux Tuileries.

L'embarras redoublait dans les trois Cours du Nord[3]. L'empereur François-Joseph faisait, au milieu du mois de décembre, un voyage à Berlin, et l'attitude de l'ambassadeur français, qui refusait de paraître tant que son gouvernement ne serait pas reconnu, faisait impression sur les deux monarques. Ils étaient décidés à s'exécuter, le cabinet de Pétersbourg y était également résolu, mais tous trois laissaient percer leur mauvaise humeur, discutaient sur des mots, et exhalaient leur

1. Rothan. *Loc. cit.*, p. 365 et suiv. B. d'Harcourt. *Les quatre ministères de M. Drouyn de Lhuys*, p. 63 et suiv.

2. Frédéric-Guillaume IV à Bunsen, 7 décembre 1852. Ranke. *Aus dem Briefwechsel Friedrich-Wilhelms IV und Bunsen*, p. 299.

3. Hubner *Neuf ans de souvenirs d'un ambassadeur d'Autriche à Paris*, t. I, (1904), p. 83, et suiv.

répugnance en contestant le « Monsieur mon frère » dont il est d'usage de se traiter entre souverains.

En fait, l'Empire était reconnu. Le 22, M. de Manteuffel adressait une circulaire aux agents prussiens pour inviter les gouvernements allemands à munir leurs représentants à la Diète des instructions nécessaires ; l'Assemblée fédérale pourrait reconnaître l'Empire dès que les Cours de Berlin et de Vienne auraient fait parvenir à Paris des déclarations en ce sens. Bismarck demandait immédiatement à ses collègues de solliciter les instructions de leurs gouvernements, et se préoccupait d'obtenir l'unanimité dans l'Assemblée fédérale : mais il se heurtait à la précipitation des uns et aux susceptibilités des autres. Le gouvernement de Bavière voulait traiter directement avec le quai d'Orsay sans attendre les délibérations de la Diète et se désintéressait des négociations de celle-ci avec M. de Tallenay; le délégué du Wurtemberg, pour faire du zèle allemand et couvrir la hâte de son roi, désirait que l'acte de reconnaissance fédérale contînt quelques réserves sur la proclamation de l'empire; le délégué de Saxe se disait dépourvu d'instructions.

Cependant le 30 décembre, l'Assemblée fédérale autorisait son président, — M. de Bismarck par intérim, — à répondre à M. de Tallenay, et le délégué prussien rédigeait une note où il se déclarait disposé à recevoir les lettres de créance d'un représentant de Sa Majesté l'empereur des Français auprès de la Diète [1]. Mais un télégramme du comte de Buol le priait de différer la remise de cette pièce et le 2 janvier une lettre du même ministre remettait tout en question : la Cour de Vienne désirait que la réponse de la Diète comportât certaines réserves sur le chiffre dynastique et le maintien des

1. Voyez à ce sujet les dépêches de Bismarck, *Correspondance diplomatique*, t. 1, p. 92 et suiv.



traités. Consultés à ce sujet, les délégués des moyens et petits États protestèrent qu'ils avaient reçu des instructions pour la reconnaissance pure et simple, et non pour les réserves proposées; en réalité, leurs gouvernements ne voulaient pas avoir l'air d'accepter mot pour mot la déclaration prescrite par les deux grandes puissances, et les royaumes cherchaient à séparer leur politique de celle de la Prusse et de l'Autriche. Après de longs efforts, Bismarck parvenait à en convaincre quelques-uns, mais plusieurs persistaient dans leur refus, et le Prussien, qui avait la vue perçante, voyait de son jardin les délégués et ministres des petits Etats entrer chez M. de Tallenay, pour se fortifier dans leur résistance. Bismarck profitait du retard dans l'envoi à l'ambassadeur français de ses lettres de créance, pour différer la remise de sa réponse, dans l'espoir d'obtenir l'unanimité. Mais la Bavière et le Wurtemberg étaient intransigeants : ils étaient blessés d'avoir été traités de haut par les grandes puissances et en exprimaient leur mécontentement par une abstention boudeuse[1].

Bismarck remettait néanmoins le 7 janvier[2] à M. de Tallenay la réponse de la Diète, rédigée en ces termes[3] : « Ainsi que j'avais eu l'honneur de l'annoncer à Votre Excellence le 8 du mois dernier, je n'ai pas manqué de mettre sous les yeux de la Diète votre lettre du 3 du même mois. La haute assemblée n'a pu recueillir qu'avec la plus vive satisfaction les assurances contenues dans cette lettre, que le nouveau pouvoir souverain en France ne changerait pas son attitude vis-à-vis de l'étranger; qu'il consacrerait ses efforts à la conservation

1. Bismarck à Manteuffel, 6 janvier 1853. *Correspondance diplomatique*, t. I, p. 100 et suiv. Bismarck à Gerlach, 7 janvier. *Bismarcks Briefe an Gerlach*, p. 47.

2. Bismarck à Manteuffel, 7 janvier 1853. Poschinger, t. IV, p. 132.

3. Texte dans le Bundestag's Protokoll, 1853, § 3. Traduction dans le *Moniteur universel français*, 13 janvier 1853, p. 51.

de la paix et de la cause de l'ordre social: et que, jaloux de ses propres droits, il respecterait au même degré les droits d'autrui. La Diète voit dans ces déclarations une garantie de respect des traités existants et du maintien de l'état territorial sur lequel reposent le système politique de l'Europe et la paix générale. La Diète étant animée du désir sincère de maintenir avec le gouvernement français les rapports d'amitié et de bonne intelligence qui ont existé heureusement jusqu'à ce jour entre la Confédération germanique et la France, reconnaît l'élévation du prince Louis-Napoléon à la dignité impériale, et, par suite d'une résolution adoptée par elle dans la séance du 30 du mois dernier, elle m'a autorisé à recevoir les lettres de créance d'un ambassadeur de S. M. l'empereur des Français auprès de la Confédération germanique. Je me hâte, monsieur le Ministre, avec d'autant plus de plaisir, de vous informer de la résolution de l'Assemblée, qu'elle me donne l'espoir de pouvoir continuer avec Votre Excellence les relations personnelles que j'ai su si bien apprécier. J'ai l'honneur, etc. »

C'était le texte inspiré par le cabinet autrichien, avec la réserve des traités de Vienne et de l'omission du titre de Napoléon III.

Cependant les lettres de créance parvenaient à M. de Tallenay le 14 janvier ; il était temps, car, à force de ratiociner, les délégués des diverses puissances allemandes en seraient arrivés à des voies de fait. Le 17, M. de Bismarck, entouré du personnel de la chancellerie fédérale, accueillait en grande pompe l'ambassadeur de France, devenu officiellement *marquis* de Tallenay et recevait ses lettres officielles. Le 20, la Diète en était saisie, on y discutait encore quelque peu sur le titre exact du président de l'Assemblée fédérale[1], — ces débats

1. Bismarck à Manteuffel, 7 janvier 1853. Poschinger, t. IV, p. 137.



de mots étaient le plaisir et l'occupation de la vieille Diète; — les lettres de créance étaient dûment entérinées; Bismarck rendait visite au marquis de Tallenay; et le soir à cinq heures, il réunissait en un dîner de gala l'ambassadeur et ses secrétaires, les diplomates accrédités près la Diète, les fonctionnaires fédéraux. Pendant le dîner même[1], arriva un télégramme annonçant les fiançailles de l'empereur avec Mlle Eugénie de Montijo.

L'Empire était reconnu par la Diète; singulière ironie du destin, celui-là même qui le reconnaissait au nom de la Confédération germanique, devait le combattre et le défaire au nom de l'Allemagne. Les félicitations qu'il adressait à l'empereur de France devaient lui revenir un jour, car c'est grâce aux folies politiques de Napoléon III qu'il a pu faire à son tour un empereur d'Allemagne.

Au lendemain de ces négociations, Bismarck perdit la présidence de la Diète, car le comte Prokesch remplaça à Francfort comme délégué de l'Autriche le comte de Thun, qui lui-même était chargé de l'ambassade à Berlin.

L'ancien ami du duc de Reichstadt avait suivi une carrière militaire, administrative et diplomatique : officier d'ordonnance de l'archiduc Charles, commissaire impérial en Lombardie, Prokesch avait été quinze ans ministre d'Autriche à Athènes lorsque l'affection du prince de Schwarzenberg l'appela en 1849 à l'ambassade de Berlin. Malgré de grandes qualités, il y avait médiocrement réussi : c'était un homme fin, subtil, d'esprit artiste et de style disert; mais il mentait mal; lorsqu'il voulait farder la vérité, ce qui lui arrivait souvent, il prenait la main de son interlocuteur, la serrait affectueusement

1. Même rapport, *loc. cit.*, p. 139.

sur son cœur et levait au ciel un regard humide de larmes. Il laissait à Berlin une réputation douteuse, il fut médiocrement accueilli à Francfort.

Bismarck, qui procédait d'autre manière que Prokesch, le prit mal dès son arrivée, et la vie de la Diète, d'ordinaire calme et traversée de petites intrigues, est désormée troublée par les conflits des deux diplomates. Les difficultés soulevées sont peu graves, mais au fond de chacune s'agite la question de la suprématie en Allemagne, que se disputent la Prusse et l'Autriche.

Le conflit débute sur des questions militaires et maritimes ; déjà Bismarck avait lutté avec ardeur contre l'Autriche au sujet de la flotte allemande. En 1848, dans le grand mouvement unitaire, les États allemands avaient décidé de créer une flotte pour la défense de l'Empire qui paraissait à la veille de naître. Les travaux avaient été commencés immédiatement et quelques vaisseaux avaient été lancés aux frais de la Prusse ; les Etats de l'intérieur avaient petitement donné ; l'Autriche, absorbée par ses révolutions intérieures, n'avait rien versé. Le souffle enthousiaste de 1848 était tombé, l'Empire n'était pas né, et on se demandait ce qu'il fallait faire de cet embryon de flotte. Les diplomates en avaient déjà délibéré aux conférences de Dresde, mais sans être d'accord. La majorité désirait que la flotte restât la propriété de la Confédération ; la Prusse et l'Autriche en proposaient la liquidation. L'une ne voulait plus continuer ses versements, l'autre se refusait à les commencer ; toutes deux avaient le même motif : elles ne voulaient pas développer les institutions d'Empire.

Dès son arrivée à Francfort, Bismarck prenait le côté pratique, la question d'argent : « Je dois lire, écrivait-il à sa femme, le 3 juillet 1851, des chiffres sans fin sur les corvettes et les canonnières de l'Allemagne, qui paressent à Bremer-



haven et mangent de l'argent [1]. » Il ne plaisait pas au hobereau prussien de payer des contributions pour les bateaux d'un Empire dont il ne désirait pas la formation. Bientôt il voit une autre raison de liquider la flotte allemande, la crainte qu'elle fasse concurrence aux navires de la Prusse ; il s'en préoccupe dans le premier rapport qu'il adresse au roi, le lendemain de sa nomination comme délégué : « Comment, écrit-il le 12 septembre 1851, la flotte à créer dans la mer du Nord pourra-t-elle être combinée avec la marine prussienne [2]. » Et c'est toujours le conflit entre l'Autriche et la Prusse, entre les maisons de Habsbourg et de Hohenzollern.

Dans cette lutte, il mène le combat si vivement que l'adversaire (officiellement, c'est un allié) crie grâce. Le comte Thun se lamente sur la « tournure désagréable » que prend la question et déclare « qu'il ne voit aucun autre moyen de sortir d'embarras que de remplir les conditions posées par la Prusse ». Pourtant Bismarck n'obtient pas un si bon résultat ; la majorité de la Diète décide de faire un emprunt à la maison Rothschild pour terminer les travaux de construction maritime : mais le diplomate prussien soulève mille difficultés, proteste, fait opposition à la banque, si bien qu'en son absence le conseiller de légation Wentzel constate que la situation est « tout à fait tendue [3] ».

Elle se tendra davantage encore à l'arrivée de Prokesch. Le nouveau délégué de l'Autriche avait un grade élevé dans l'armée ; il portait avec ostentation son uniforme et recevait à grand fracas des officiers de toutes les armées allemandes ;

1. Bismarck à sa femme, 3 juillet 1851. *Briefe an seine Braut und Gattin.*

2. Bismarck au roi, 12 septembre 1851. *Correspondance diplomatique*, t. I, p. 12.

3. Télégramme de Wentzel, 11 janvier 1852. *Correspondance diplomatique*, t. I, p. 35.

Bismarck était simple lieutenant de landwehr ; aussi accusait-il l'Autrichien « d'exploiter sa haute charge militaire en faveur du prestige de la présidence ». Et il profite de la première occasion pour exhaler sa rancune en manifestant son particularisme prussien et son opposition à l'Autriche : il tombe sur une vieille question, l'achèvement des forteresses d'Ulm et de Rastadt ; en 1815, les coalisés avaient demandé la construction de divers ouvrages de guerre avec les millions français. Depuis trente-cinq ans, on discutait à ce sujet : l'Autriche désirait transformer les deux forteresses en de véritables camps retranchés, tandis que la Prusse s'y opposait formellement. Et les négociations auraient pu parfaitement se prolonger en toute douceur et jusqu'à l'éternité, si la virulence de Bismarck ne les avait transformées en débats passionnés et irritants; devant ces attaques, Prokesch s'abandonne « à des violences qui ne permettent pas de distinguer le moment où un emportement simulé pour des raisons diplomatiques dégénère en véritable fureur et rompt toutes les lois de la bienséance ». Le Prussien réplique sur le même ton et déclare « qu'on n'a pas le droit de lui parler de la sorte et qu'il ne permettra pas de le faire ». Les petits Etats sont dans la joie et « s'appliquent avec soin à soulever et envenimer les questions qui divisent les deux puissances [1] ».

Plus encore que dans la question de la flotte, Bismarck est isolé ; la grande majorité des Etats veut développer les travaux militaires de la Confédération, les uns parce qu'ils s'efforcent de plaire à l'Autriche, les autres, — les plus petits, — par désir d'accroître les institutions fédérales et l'unité allemande. Plusieurs se plaignent que la « Prusse commet un acte arbitraire en se désintéressant de la question et en travaillant à faire en

1. Bismarck à Manteuffel. *Ibid.*, p. 119. Sur les relations de Prokesch et Bismarck, cf. Unruh, *Erinnerungen*, p. 194.



sorte qu'on laisse inachevés des travaux de défense reconnus comme indispensables ». Bismarck n'a cure de ces reproches et de son isolement. Il vote en rechignant les moindres sommes, et, d'accord avec son ministre, demande des compensations pour chaque versement. La discussion traînera pendant des années : Bismarck en tirera prétexte pour demander à son gouvernement d'augmenter les garnisons prussiennes dans les forteresses fédérales ; en 1857, il se plaint que l'Autriche veuille accaparer la place de Rastadt et exiger de ses confédérés des concessions abusives. « Nous ne pouvons pas, écrit-il, sacrifier à nos devoirs fédéraux les intérêts particuliers de la Prusse, le maintien de l'équilibre vis-à-vis de l'Autriche[1]. » Et en 1858, peu de mois avant son départ de Francfort, ses rapports sont encore pleins de la « question de Rastadt » et gémissent sur « la pression que l'Autriche exerce sur nous à la Diète au moyen de sa majorité antiprussienne ». Que voilà une affaire abondamment exploitée !

Les questions religieuses devaient souvent appeler l'attention du délégué prussien à la Diète. Il était trop bon protestant pour ignorer qu'un État comme la Prusse, dont l'esprit était celui de la Réforme, devait avoir nécessairement des conflits plus ou moins officiels avec l'Église catholique ; il comprenait également que les Cours protestantes chercheraient à Berlin leur appui dans les luttes religieuses[2]. Il s'efforça sans cesse de réaliser « une entente générale entre les États protestants de la Confédération pour donner une tournure satisfaisante à leurs relations avec Rome ». Il y voyait un moyen pour la Prusse d'exercer une influence spéciale mais profonde, et il se gardait de le négliger. « Par des traités librement con-

1. Bismarck au ministre des affaires étrangères, 12 mai 1857. *Ibid.*, t. II, p. 254.

2. Lenz, *Geschichte Bismarcks*, p. 75.

sentis et résiliables, écrivait-il, nous créerions des relations particulières, imposées par les circonstances, grâce auxquelles nous pourrions arriver à des résultats que la Confédération rend impossibles par sa composition hétérogène et défavorable à nos intérêts[1]. » Mais il n'entendait pas faire une politique confessionnelle : elle lui répugnait, et il la trouvait dangereuse. Il craignait, en partant en guerre contre l'Église romaine, de suivre la voie des démocrates de 1848, dont il se rappelait les diatribes contre l'ultramontanisme, et dont la politique lui avait fait horreur. Il redoutait, de plus, qu'une politique confessionnelle groupât les Etats catholiques autour de l'Autriche et coupât l'Allemagne en deux parties ; il craignait surtout l'alliance des cours de Munich et de Vienne et cherchait par tous moyens à réveiller la vieille rivalité des maisons de Habsbourg et de Wittelsbach pour rapprocher la Prusse et la Bavière. Par goût et par politique, il tient donc à la liberté religieuse, et s'en inspire lors du conflit badois.

Pendant les années 1851 et 1852 des luttes de compétence avaient éclaté entre le gouvernement badois et l'évêque de Fribourg, combat perpétuel sur les relations de l'Église et de l'État. Le gouvernement décide pour en finir, en novembre 1853, que nul prêtre ne pourrait publier un mandement sans l'approbation du commissaire civil. L'évêque répond par un édit d'excommunication et une lettre pastorale, qui constituait une véritable déclaration de guerre. Le gouvernement fait arrêter et détenir quelques jours les curés qui ont donné lecture de l'épître ; Monseigneur s'indigne et suspend de divers côtés l'exercice du culte.

Le premier mouvement de Bismarck est de partir en guerre ; il voit dans le conflit « la cause de toutes les autorités pro-

1. Bismarck à Manteuffel, 9 février 1854. *Correspondance diplomatique*, t. I, p. 233.



testantes, menacées par cet esprit belliqueux, insatiable, irréconciliable dans les pays gouvernés par des princes protestants, qui depuis les dix dernières années anime une partie du clergé catholique, par cet esprit pour lequel les concessions obtenues forment toujours la base de concessions nouvelles, et dont tous les gouvernements doivent hésiter à accueillir les prétentions, parce que l'expérience apprend qu'il ne désarme qu'à la condition d'exercer une domination absolue[1] ». C'est déjà le ton du Kulturkampf.

Mais Bismarck se rend à Carlsruhe et le ministre de Prusse près la Cour de Bade, Savigny, qui est catholique, lui conseille « avec une prudence et un tact parfaits » d'éviter toute démarche ostensible et toute pression sur le gouvernement badois. Il apporte donc simplement au Régent du Grand-Duché « l'appui sérieux et effectif de la Prusse » et l'engage « à montrer dans les négociations avec Rome la fermeté que donne la conscience du bon droit ». Il comprend d'ailleurs que le gouvernement doit tenir compte de la majorité catholique de ses sujets et engage « les excommuniés à solliciter eux-mêmes leur rentrée dans le giron de l'Église, conformément aux lois ecclésiastiques ». Il profite de l'incident pour souder étroitement les Cours de Berlin et de Bade en confirmant les ministres du Grand-Duché dans la pensée qu'il y a là « une tentative faite par l'Autriche et le parti ultramontain pour renverser le ministère badois et le remplacer par un cabinet autrichien et catholique ». Lorsque le conflit religieux s'étend à la Hesse-Nassau, il se rend à Wiesbaden, félicite le duc de son calme et de sa prudence, susurre que les menées de l'Autriche ne sont pas étrangères aux difficultés en cours, et constate avec satisfaction que la conduite du cabinet de Vienne a excité dans

1. Bismarck à Manteuffel, 29 novembre 1853. *Correspondance diplomatique*, t. I, p. 198-199.

l'esprit du duc « de l'inquiétude et de l'irritation ». Ces divers conflits s'apaisent, mais Bismarck en a bien joué ; il a posé le gouvernement prussien auprès des populations catholiques comme l'apôtre des libertés religieuses, auprès des princes comme le champion du protestantisme. Prokesch hurle de colère et dénonce Bismarck comme se mettant à la tête des détracteurs de l'Église [1].

Dans les années assez calmes qui précèdent la guerre d'Orient, toute difficulté est prétexte à négociations interminables et les questions de personnes prennent une importance prépondérante. Bismarck est trop nouveau dans la diplomatie pour s'en désintéresser : il médite de forcer M. de Beust à la retraite, se préoccupe de la question constitutionnelle dans la principauté de Lippe-Detmold, — un Etat de mille kilomètres carrés, — s'inquiète de la composition et des tendances du Sénat de Francfort. Surtout il prend feu sur ce qu'il appelle gravement « l'affaire de Canitz ». Le ministre de Prusse à Darmstadt, baron de Canitz, avait reproché au président du conseil des ministres en Hesse, baron de Dalwigk, de manquer à son égard de confiance et d'esprit conciliateur : la conversation n'avait pas dépassé les bornes d'une simple aigreur diplomatique. Mais Dalwigk prit mal l'observation, et envoya son ambassadeur à Berlin, comte de Gœrtz, se plaindre à Manteuffel des paroles blessantes prononcées par M. de Canitz. Celui-ci, invité par son gouvernement à s'expliquer, proteste de la correction de son attitude, nie les propos incriminés et appelle Bismarck à son secours. Le bouillant délégué écrit « à la hâte [2] » à son ministre pour

1. Prokesch à Buol, 31 décembre 1853. *Aus den Briefen des Grafen Prokesch*, p. 350.

2. Bismarck à Manteuffel, 15 mai 1853. *Correspondance diplomatique*, t. I, p. 137 et suiv.



garantir la politesse et les formes irréprochables de Canitz « auquel on ne peut reprocher que ses manières *trop* conciliantes à l'égard de Dalwigk », et élargit la querelle : c'est un coup monté par le ministre hessois pour éviter une chute prochaine; s'il réussissait, « il en résulterait une sérieuse intimidation des agents de la Prusse auprès des petites Cours, et, ajoute Bismarck, notre condescendance serait un triomphe et un encouragement pour nos adversaires coalitionnistes[1] ».

C'était, somme toute, une petite affaire, une querelle de mots, peut-être un malentendu. Mais Bismarck y voit un moyen d'atteindre un cabinet partisan de l'Autriche, et celle-ci même ; il se rend à Darmstadt, il glisse au grand-duc que le départ de M. de Dalwigk simplifierait toutes les difficultés, il rend visite au ministre même, mais il obtient simplement que le gouvernement renonce à demander le rappel de M. de Canitz. Ce n'est point une réparation suffisante, le cabinet prussien décide de rompre les relations diplomatiques avec la cour de Darmstadt ; Bismarck, l'ambassadeur prussien le plus proche, fera l'intérim; et ce n'est pas une sinécure, il retourne à Darmstadt, il rédige d'interminables rapports au roi, au ministre, au grand-duc lui-même. Il négociera pendant dix-huit mois : en décembre 1854, enfin, il aboutit à des excuses indirectes de M. de Dalwigk qui lui déclare « combien il regrette la rupture avec la Prusse et combien avaient été désagréables et inattendues les suites de sa conduite envers Canitz ». Bismarck est si ravi de cette réconciliation qu'il sollicite une décoration prussienne pour le ministre hessois[2]. Et de fait, il se l'est attaché comme ami politique, allié dans

1. Les membres de la coalition de Darmstadt, formée à propos de l'union douanière.

2. Bismarck à Manteuffel, 23 décembre 1854. *Ibid.* p. 354 ; à Gerlach 27 janvier 1855. *Bismarck's Briefe an Gerlach*, p. 187.

l'opposition à l'Autriche : à ce moment même, la Hesse-Darmstadt refusait de suivre la politique de Buol dans les affaires d'Orient.

Un autre différend fédéral se prolonge indéfiniment, il s'agit des duchés danois. Officiellement l'incident est clos ; la paix a été rétablie entre le Danemark et la Prusse, les troupes danoises ont repris le Slesvig ; le sort du Holstein a été provisoirement réglé à Olmütz ; les soldats autrichiens ont occupé ce duché que gouvernent trois commissaires au nom de l'Autriche, de la Prusse et du Danemark. Mais il est des questions fatales, qu'on ne peut enterrer, qui renaissent toujours, jusqu'à l'heure où elles se posent si impérieusement, si brutalement, qu'elles produisent une conflagration générale. La question des duchés est de celles-là : il importe encore de régler l'ordre de succession au trône de Danemark ; l'empereur de Russie, le prince Frédéric de Hesse, qui avaient quelques droits à y prétendre, ont renoncé en faveur du prince Christian de Glücksburg[1]. Mais un parent, le duc Christian-Auguste de Slesvig-Holstein-Sonderburg-Augustenburg, émet quelques prétentions à l'héritage des duchés de l'Elbe ; son père y a bien renoncé par acte très solennel, mais lui-même interprète le document à sa façon. Bismarck est chargé par les gouvernements de Prusse et de Danemark de le mettre à la raison par des arguments sonnants et trébuchants ; le duc daigne accepter une indemnité de 2.250.000 thalers prussiens et le paiement de ses dettes, en jurant renonciation à ses droits, et s'engageant « de la manière la plus solennelle, en son propre nom et en celui de sa famille, à ne rien entreprendre qui soit de nature à troubler ou à compromettre, de quelque manière que ce soit, la paix des

1. Allen. *Histoire de Danemarck*, t. II, p. 360.



États du Roi[1] ». Le duc s'engage, promet, jure. Les grandes puissances ratifient par le traité de Londres, le 8 mai 1852, le règlement futur de la succession danoise. Bismarck cherchait même à obtenir l'accession de la Diète fédérale à ce traité ; il n'y parvenait pas, sans se douter quel parti il tirerait plus tard de cette abstention ; car toutes ces précautions devaient être inutiles, la question des duchés n'était qu'en attente, elle devait s'imposer encore à la mort du roi Frédéric VII et Bismarck seul devait la régler avec quelque éclat.

Telles sont les grandes questions ; les petites se multiplient : débats de procédure fédérale et de préséances diplomatiques ; campagnes de presse, et Bismarck trouve naturel d'inspirer les journaux défavorables à l'Autriche, mais il s'indigne quand la découverte dans un vieux secrétaire de papiers personnels à Prokesch révèle que l'ambassadeur autrichien rédige pour diverses gazettes des articles hostiles à la Prusse ; discussions financières, commerciales, scientifiques même, car Bismarck rêve de relier à l'Académie de Berlin les associations scientifiques des villes du Sud pour faire de Berlin la capitale intellectuelle de l'Allemagne. Mais au fond il n'y a qu'une question, qui revient dans les dépêches de Bismarck comme un *leit motiv*, la rivalité de la Prusse et de l'Autriche, la lutte pour la suprématie.

Le défenseur du pacte d'Olmütz, le partisan de l'alliance austro-prussienne est devenu par la force même des choses l'adversaire résolu, farouche, de la politique de Vienne ; il n'y a pas place en Allemagne pour deux égales ; il faut que l'une des deux puissances l'emporte, soit en écrasant l'autre, comme Schwarzenberg avait tenté de le faire à la Prusse, soit en la jetant hors de l'Empire, comme Bismarck le réali-

1. Note du duc d'Augustenburg. *Correspondance diplomatique*, t. I. p. 39.

sera au détriment de l'Autriche. Il l'a compris avec précision en trouvant petite et humble la place laissée pour la Prusse à la Diète; il a ressenti fortement l'humiliation d'Olmütz qui ne l'avait pas touché dans la bataille parlementaire; et toutes ses récriminations contre Thun, contre Prokesch, ne sont que des manifestations de la susceptibilité de son patriotisme prussien. Prokesch l'avait senti, mais d'insuffisante façon : « La Prusse, écrivait-il de Francfort, travaille à coups de massue à démolir la Confédération pour que sa pleine égalité avec l'Autriche paraisse le seul moyen de maintenir cette Confédération. C'est le programme inscrit dans le cœur de tous les Prussiens, du roi et du prince de Prusse, de M. de Manteuffel et de M. de Bismarck[1]. » Prokesch se trompait sur un point; Bismarck entendait faire de la Prusse non l'égale, mais la suzeraine de l'Autriche.

IV. — La vie de Francfort n'absorbait pas Bismarck ; il faisait sans cesse le voyage de Berlin, « fumant un cigare après l'autre ou dormant d'un excellent sommeil ». Il y allait pour soumettre au roi ou à Manteuffel les questions en cours à la Diète, pour suivre les débats des Chambres, pour conseiller le monarque sur la politique générale.

A la suite de sa nomination aux fonctions de ministre plénipotentiaire, il avait dû solliciter des électeurs sa réélection, qu'ils lui avaient d'ailleurs accordée sans difficulté. En janvier 1852, il s'était rendu à Berlin pour l'ouverture des Chambres, voyage désagréable, coupé d'accidents et qu'il raconte à sa manière humoristique, « un tuyau de locomotive éclate tout doucement ; nous restons en panne; je deviens la

1. Prokesch à Buol, 13 août 1853. *Aus den Briefen des Grafen Prokesch*, p. 330.



proie d'un collègue berlinois de la Chambre et de plusieurs juifs de foire ; à Halle, le train de Berlin était parti ; il y a là près de la gare deux hôtels : j'ai pris le mauvais. Un gendarme se promène de long en large dans la salle d'un air soupçonneux, toise ma barbe pendant que je m'ingurgite un beefstake moisi ; j'avalerai encore un reste d'oie, je boirai un peu de porto par-dessus, et j'irai me mettre dans les draps [1]. »

A la Chambre, il s'ennuie et aspire au retour. « Les intrigues des députés, écrit-il, me paraissent désespérément mesquines et misérables. Celui qui vit toujours là-dedans s'abuse lui-même et finit par prendre ces misères au sérieux. Lorsque j'arrive de Francfort en pleine possession de mon sang-froid, je me fais l'effet d'un homme à jeun qui tombe dans une compagnie de gens ivres [2]. » Il se mettait vite au diapason. A propos de la solde des officiers, il échangeait de vives répliques avec Vincke, le chef du parti libéral : « Il est possible, disait Bismarck, que malgré les dispositions pacifiques de tous les Etats européens, nous soyons dans six mois à même de vous voir exercer vos talents militaires sur un autre champ qu'ici. — Si l'on pense à se servir de la Landwehr, rétorqua Vincke, se prépare-t-on à revenir à la parade d'Olmütz ou à une bataille comme celle de Bronzell [3]. » Le lendemain, 22 mars 1852, Vincke railla de nouveau les paroles guerrières de Bismarck et en tira parti pour combattre un crédit demandé pour la réfection du château de Hohenzollern ; il proposa de transférer cette somme au budget militaire : « Quand, dit-il, d'une telle bouche, d'un diplomate tenu par la réserve professionnelle, à cette tribune et dans cette Chambre

1. Bismarck à sa femme, 7 janvier 1852. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 330.

2. Bismarck à sa femme, 3 mai 1852. *Ibid.*, p. 330.

3. Où un cheval de trompette avait seul trouvé la mort. *Supra* p. 263.

on parle d'une guerre dans six mois, le souci d'un conflit européen doit être beaucoup plus proche que nous ne l'avons eu jusqu'ici .» La discussion s'envenima, malgré les efforts du Président Schwerin, tourna en critiques personnelles et amères, et finit par une provocation.

Un duel entre le principal ambassadeur de la Prusse et le chef du parti constitutionnel soulevait une naturelle émotion[1]. La Cour en est toute secouée. Bismarck, sur le premier moment veut un duel sérieux, d'où mort puisse suivre ; il désire communier pour mourir en état de sainteté ; le pasteur s'y refuse d'abord, et puis, comme il est prédicateur de la Cour et que Bismarck a quelque influence, il lui donne la communion, Bismarck peut mourir ; mais des amis s'interposent, conseillent la prudence ; les témoins ne veulent pas un duel à mort, les duellistes non plus ; en pareil cas, il y a toujours moyen d'arranger les choses tout en sauvant les apparences ; les adversaires échangent le 25 mars deux balles sans résultat.

Bismarck continue à participer aux débats de la Chambre, mais sans prendre la parole. Lorsqu'il s'agit de transformer la première Chambre en Chambre des seigneurs, Manteuffel et le roi sollicitent tous les deux son intervention, mais en sens contradictoires. Manteuffel croit que le souverain est poussé par Bunsen, ambassadeur à Londres, et qui s'enfonce dans des idées anglaises, inapplicables en Prusse. Frédéric-Guillaume IV tient, en effet, à organiser une pairie, qui lui paraît le pilier du système constitutionnel et il demande à Bismarck de défendre ses desseins. « Je compte, écrit-il à son fidèle délégué, d'autant plus sur vous que malheureusement je connais de source très sûre les intrigues malpropres formées par un accord conscient (?) ou inconscient (?) de brebis

1. Sur ce duel, Gerlach, *Denkwürdigkeiten*, t. I, p. 747 et suiv. *Bismarck's Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 327 et suiv.



galeuses de la droite et de boues infects de la gauche, dans le but de détruire mes projets [1]. » Bismarck était alors à Francfort où il négociait avec le duc d'Augustenburg au sujet de la succession danoise. Il avait médiocre envie d'intervenir à la Chambre, au risque de compromettre sa situation parlementaire et pour défendre des idées dont il n'était guère partisan ; il tira prétexte de ses négociations pour s'excuser auprès du roi de son impossibilité d'intervenir dans les débats. Frédéric-Guillaume le manda par télégramme, et à son arrivée à Potsdam le fit attendre par manière de bouderie ; cette attente était « une sorte de méthode pédagogique : c'est ainsi qu'à l'école on est parfois mis à la porte, sauf à être aussitôt autorisé à rentrer ». Reçu enfin par le monarque, il lui démontra sans peine qu'il n'avait pas une influence suffisante sur les députés pour les convertir par un simple discours ; il acceptait de défendre les idées du roi, mais en y mettant quelque temps et quelques précautions. Le roi, enchanté de son adhésion, le congédia avec mission de faire de la propagande en faveur de ses projets. Bismarck s'y activa de suite, et à son étonnement obtint un prompt succès : les chefs du parti conservateur étaient seuls opposés à la création d'une pairie, la grande majorité de ses membres y était favorable et fut heureuse de trouver un *leader* qui formulait son opinion et qu'elle pouvait suivre. Ainsi fut votée la loi du 7 mai 1853 sur l'organisation de la Chambre des seigneurs.

A cette époque, Bismarck n'était plus député ; il avait refusé de se représenter aux élections de l'automne 1852. Les intrigues de la politique parlementaire lui répugnaient. « Il y a, écrivait-il à Gerlach, trop de tendances différentes dans le ministère, celle de la *Gazette de la Croix*, celle de Radowitz,

1. Frédéric-Guillaume IV à Bismarck, 21 avril 1852. *Pensées et Souvenirs de Bismarck*, t. I, p. 183.

celle de Sa Majesté elle-même, qui vivent paisiblement l'une à côté de l'autre ; cela fait un état de *décousu* et d'émiettement qui rend impossible d'exercer une influence sur le tout, car on tient en main seulement la partie que l'on empoigne à ce moment. Sa Majesté était très mécontente, que je refusasse l'élection. Mais indépendamment de l'aversion que j'ai à me mêler actuellement des affaires de Berlin, je tiens cette élection pour incompatible avec mon service de Francfort. Mes absences me rendent impossible avec mes collègues cette cohésion qui est nécessaire dans une corporation à forme de collège, comme la Diète, pour conserver son influence et rester *au fait* des affaires, et, dans la Chambre même, une intervention fragmentaire a des effets non moins fâcheux pour l'importance politique de celui qui la pratique[1]. »

D'ailleurs il devait bientôt rentrer au Parlement, mais dans la salle paisible et grave de la pairie. L'ordonnance du 12 octobre 1854 avait organisé la nouvelle Chambre des Seigneurs ; le 21 novembre, Bismarck y fut nommé comme propriétaire d'un bien noble dans le duché de Stettin ; il fut installé le 10 janvier 1855, mais n'y prit jamais la parole[2].

Auprès du roi, sa situation était intacte et son influence décisive. Il n'en était pas de même au ministère des Affaires étrangères et dans son propre parti. Il était en froid avec M. de Manteuffel depuis sa mission à Vienne : quelques hommes d'État, pour lui nuire, avaient répandu le bruit que le roi désirait lui confier la direction des affaires extérieures et l'avait envoyé à Vienne pour l'y préparer ; ce racontar vint à Manteuffel qui eut envers Bismarck le dépit et la mauvaise humeur que tout homme politique réserve à son successeur. Le désaccord entre les deux diplomates fut encore

1. Bismarck à Gerlach, 6 novembre 1852. *Briefe an Gerlach*, p. 40.
2. Blum. *Fürst Bismarck und seine Zeit*. t. I, p. 497.



aggravé par Rhino Quehl, journaliste à la solde de Manteuffel, plein d'entrain et d'idées, mais vaniteux et ambitieux à l'excès; il était devenu personnage officieux, sorte d'éminence grise, et avait des Excellences dans son antichambre et sur son canapé. Les courtisans le saluaient, le craignaient et cherchaient à s'en débarrasser. Ils chargèrent Bismarck, dont ils savaient la rude franchise, de cette exécution. Le malin diplomate profita d'une brouille momentanée du roi et de Manteuffel pour conseiller au ministre de se séparer de son dangereux auxiliaire. Manteuffel y consentit. Quehl fut mandé à Francfort auprès de Bismarck qui traita avec lui gaillardement : « Taillez vos chalumeaux pendant que vous êtes encore au milieu des joncs, lui dit-il ; il n'y en a plus pour longtemps », et il lui demanda ce qu'il désirait, en lui expliquant que s'il persistait à rester auprès de Manteuffel, il entraînerait la chute de son protecteur [1]. Quehl comprit, demanda un gros morceau, le consulat général de Copenhague avec une forte augmentation de traitement : il l'obtint.

Cet incident ne réconcilia pas les deux diplomates : le roi profitait trop de leur désaccord pour ne pas l'attiser. Il se servait de Bismarck comme d'un épouvantail pour Manteuffel ; il n'aimait pas son ministre, mais il ne pouvait s'en passer, dans la pénurie d'hommes d'État où se trouvait la Prusse. Il tâchait donc de lui imposer ses idées et à chaque résistance il faisait venir Bismarck pour le consulter ostensiblement. Il travaillait en grande pompe avec lui, et le chargeait de rédiger des projets de minutes qu'il soumettait ensuite à Manteuffel. Celui-ci s'effarait, craignait la disgrâce, cédait, mais conservait une profonde rancune pour Bismarck. Les petits enfants ont pour Croquemitaine une pareille animadversion.

1. Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 181.

Dans son parti même, l'influence de Bismarck était amoindrie. A la fin de l'année 1851, la *camarilla* avait trouvé que le parlementarisme s'affirmait trop dans les mœurs politiques ; elle avait pensé à une troisième dissolution de la Chambre et à diverses mesures qui avaient odeur de coup d'Etat. Bismarck avait été sondé par Gerlach qui lui insinuait que son concours serait le bienvenu[1]; mais Bismarck était satisfait de sa situation diplomatique, il se souciait médiocrement d'intervenir dans les luttes parlementaires et n'avait pas répondu. La *camarilla* avait compris qu'elle ne pouvait plus compter entièrement sur lui. Elle était d'ailleurs inquiète de ses menées contre l'Autriche, on avait envoyé Bismarck à Francfort pour marcher d'accord avec la Cour de Vienne, et il ne manquait aucune occasion de la heurter de front. Le groupe féodal n'était pas loin de l'accuser de pactiser avec le parti de Gotha et Gerlach lui adressait ce sévère avertissement : « N'oubliez pas, comme l'a fait notre ami Radowitz, que la Prusse doit passer avant l'Allemagne. » La séparation de Bismarck et de ses anciens amis politiques s'accentua encore au moment du coup d'État et de la proclamation de l'Empire français ; le diplomate acceptait le fait accompli et refusait d'intervenir dans les affaires intérieures d'une nation voisine ; les gens de la *camarilla* auraient voulu adresser à Napoléon de sévères admonestations. Ainsi, par réflexion et par pratique de la vie, Bismarck s'écartait peu à peu du parti féodal où sa naissance l'avait placé, dont il devait profiter un jour pour prendre le pouvoir et triompher de l'étranger, qu'il abandonnerait ensuite pour adopter et répandre des idées plus modernes et hardies.

Aux environs de 1853, les gens bien informés sentaient que Bismarck se détachait de la *camarilla* et qu'il était une

1. Gerlach à Bismarck, 23 novembre 1851.



force d'un utile emploi. Un parti qui se formait tenta de le séduire ; quelques conservateurs, sous la direction du comte Robert de Goltz, cherchaient à reprendre à leur avantage la question de l'unité allemande et à gagner dans le peuple la sympathie dont avait joui le parti de Gotha. Ils avaient fondé un journal, le *Preussische Wochenblatt*, qui avait donné son nom au parti, et où ils critiquaient impitoyablement la politique d'Olmütz[1]. Ils manigançaient la chute de Manteuffel ; le comte de Goltz se rendit à Francfort pour gagner Bismarck. Il répugnait à celui-ci de combattre secrètement le ministre qu'il servait officiellement ; il déclina la proposition.

Plus singulière fut la proposition que fit à Bismarck le roi de Hanovre de devenir son ministre ; sondé à ce sujet au nom du souverain par un homme politique, il répondit qu'« il lui était impossible de cesser d'être patriote prussien, de changer de sentiments comme on change de chemise ». Il ne refusa pas, d'ailleurs, de donner au roi une consultation politique : on le fit venir à Hanovre comme un illustre médecin au chevet d'un malade. A côté du monarque aveugle, il rédigea son ordonnance à la hâte. Elle procura peut-être un soulagement momentané, mais treize ans plus tard le médecin conduisait lui-même le malade au cimetière : Bismarck enterrait la souveraineté du Hanovre.

Pour l'heure, sa situation à Francfort lui suffisait. Mme de Bismarck était venue s'y installer avec sa fillette, Marie et le petit Herbert ; un troisième enfant, Guillaume, — Bill — y naquit le 1er août 1852 et eut le prince de Prusse pour parrain. Le ménage habita d'abord chaussée de Bockenheim,

1. Sur le parti du *Wochenblatt*, Prince de Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 121 et suiv.

dans le quartier le plus élégant de la ville, aux hôtels luxueux et aux riches jardins, près du palais des Rothschild à qui appartenait la villa louée par l'ambassadeur prussien ; puis il se transporta rue Gallus, au centre de Francfort ; la voie était large, aisée, paisible, et la maison de Bismarck confortable, bien distribuée, avec les appartements de réception sur la rue et les chambres d'habitation sur le jardin. Ils y menaient une vie agréable et leur hospitalité était charmante. Aux grands diners et aux fêtes de gala, — charges nécessaires, mais ennuyeuses de sa haute situation, — Bismarck préférait les réunions sans faste, en famille et entre amis. Les camarades de passage à Francfort y trouvaient un accueil cordial. Motley, un ami de Göttingue, perdu de vue depuis vingt ans, y est reçu « à bras ouverts » et dépeint l'existence simple et gaie de la légation : « Là sont tous ensemble jeunes et vieux, grands-parents et enfants et dogues, mangeant, buvant, fumant, jouant du piano, tirant du pistolet (dans le jardin), tout cela en même temps. On vous offre tout ce qu'on peut boire ou manger, porto, soda-water, petite bière, champagne, bourgogne, bordeaux, tout est ouvert en même temps et on fume les meilleurs cigares de la Havane, à chaque minute [1]. » Keudell, ami d'enfance de Mme de Bismarck, raconte avec attendrissement ses séjours à Francfort [2] et les plus hautes situations dans la diplomatie n'ont pu lui faire oublier les bals et les parties de musique à l'ambassade, les longues chevauchées dans la forêt qui s'allonge à l'infini au sud du Main, dans les allées sablonneuses, entre les lignes de pins ou de hêtres rougeâtres.

M. et Mme de Bismarck parcourent les environs de Francfort, si charmants dans leurs lignes douces et ondoyantes. Le

1. Motley à sa femme. 30 juillet 1855. *Correspondence*, t. I, p. 177.

2. Keudell. *Bismarck et sa famille*, p. 38 et suiv.



diplomate va souvent à Coblentz où le prince de Prusse tient une petite Cour, rivale parfois de la grande ; la princesse désirait acquérir une influence personnelle et, au scandale de son milieu protestant, elle la cherchait surtout dans le clergé catholique. Son action était contrebalancée par celle du comte Gustave d'Alvensleben, chef d'état-major du prince, homme ferme et prudent qui travaillait de toutes ses forces à maintenir la paix entre les Cours de Berlin et de Coblentz.

Chaque été, la famille Bismarck voyageait : Madame rejoignait ses parents en Poméranie, l'ambassadeur, laissé tout seul, gémissait « contre l'Europe et la Confédération et ses lamentations aurait pu attendrir une pierre ». Parfois il circule de son côté. Dans l'été de 1853, il séjourne à Ostende. Il s'amuse au spectacle des baigneurs « vêtus d'un tricot, jaquette et pantalon, d'une seule pièce, qui laisse nus les bras complètement et les jambes presque entièrement. La conscience d'un galbe irréprochable peut seul donner à l'un de nous la hardiesse de se produire ainsi devant un monde de dames, et quoique j'aie cette conscience à un haut degre, je vais ordinairement au « paradis » ou « bain des sauvages », où il n'y a que des hommes[1] ». Il a de tout temps aimé la mer, d'une passion profonde et quand il quitte Ostende, c'est à regret, car « il y a retrouvé une ancienne bien-aimée, aussi belle et charmante que lorsqu'il a fait sa connaissance. La séparation lui paraît cruelle, il attend avec impatience le moment où il pourra la revoir à Norderney et presser son sein mouvant sur son cœur ». Il s'ennuie à Bruxelles « à contempler des tas de pierres alignés au cordeau, des combats de taureaux, Waterloo et de pompeux équipages ».

1. Bismarck à sa femme, 19 août 1853. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 355.

Amsterdam lui plait davantage : « C'est un endroit singulier, écrit-il. Beaucoup de rues sont comme à Venise, quelques-unes avec de l'eau jusqu'aux murs, d'autres avec un canal comme chaussée et des trottoirs plantés de tilleuls devant les maisons. Celles-ci sont pourvues de pignons fantastiques, d'un aspect enfumé et étrange, tels que des spectres, avec des cheminées comme un homme la tête en bas et les jambes écartées. Ce qui n'a pas le cachet de Venise, c'est la vie active et le mouvement et les beaux magasins nombreux, l'un à côté de l'autre, mieux achalandés que je ne me les rappelle à Paris ou Londres. Lorsque j'entends les cloches tinter, et que, ma longue pipe de terre à la bouche, je regarde à travers la forêt de mâts qui couvre les canaux, les pignons et les cheminées aux contours capricieux, plus étranges encore dans le crépuscule, les histoires hollandaises de spectres me reviennent de mon enfance, Dolph Heyhgir et Rip van Winkel et le Hollandais volant[1]. » D'Amsterdam, Bismarck passe à Norderney, petite île de la mer du Nord, où il retrouve « sa bien-aimée »; il s'installe dans une cabane de pêcheur où il écoute « le sifflement de la tempête qui fait trembler le pignon et grincer la girouette ». La mer ne l'empêche pas de regarder les jeunes filles du pays qui sont « jolies comme des images, grandes, élancées, blondes, des couleurs de lait et de rose, et une coiffure fort coquette, comme un casque d'or ».

En septembre, il rejoint Mme de Bismarck à Villeneuve, sur les bords du lac de Genève. De là, il remonte la vallée du Rhône, passe le Grand Saint-Bernard, visite Aoste, Gênes où il est malade, et ne revient à Francfort que le 20 octobre.

1. Bismarck à sa femme. *Ibid.*, p. 257.



A cette époque, les difficultés s'envenimaient en Orient : des questions, qui trainaient depuis quelque temps, étaient âprement discutées ; elles exigeaient une attention de chaque instant. Pendant plus de deux années, elles devaient accaparer la passion, l'intérêt ou l'angoisse de l'Europe entière.

CHAPITRE XI

BISMARCK ET LA GUERRE DE CRIMÉE

I. — Relations traditionnelles de la Prusse et de la Russie. Attitude du tzar pendant la Révolution de 1848. Ses ambitions sur l'Orient. — Tendance des partis en Prusse sur la question d'Orient. Opinion de Bismarck : neutralité bienveillante envers la Russie. — Négociations diplomatiques à la veille de la guerre. Entretien et divergence de Bismarck et du prince Guillaume. Crise en mars à Berlin. Tendance russophile de Frédéric-Guillaume IV et approbation de Bismarck. — Volte du roi; alliance entre la Prusse et l'Autriche. Réserve des États moyens : les conjurés de Bamberg. Adhésion tardive de la Diète à l'alliance austro-prussienne. — Politique indépendante de Bismarck. — La note des quatre points. Mécontentement de Bismarck et son influence sur le roi.

II. — Combats en Crimée. L'Alma. — Fausses nouvelles et fanfaronnades de l'Autriche. — La Prusse accepte les quatre points. Nouvelle avance de l'Autriche. — Hésitations des petites Cours. Projet de ligue des neutres. Refus de la mobilisation fédérale. Départ de Prokesch. Rechberg. — Crainte d'une invasion française : les propositions de Bismarck et incident diplomatique à ce sujet.

III. — Mort du tzar Nicolas. Conférence de Vienne. Leur échec et le recul de l'Autriche. — Voyage de Bismarck à Paris. — Prise de Sébastopol. — Disgrâce de Bismarck. — Intervention de l'Autriche. Congrès de Paris. Convocation tardive de la Prusse. Le traité de Paris. — Le « rapport magnifique ».

I. — L'entente politique de la Prusse et de la Russie était de tradition depuis la Sainte Alliance : la lutte contre un même adversaire, le voisinage, certains goûts et intérêts communs avaient créé et maintenu cet accord; il avait eu des heures diverses, mais il avait été scellé à nouveau par un double événement de famille : le mariage du tzar Nicolas avec une

princesse de Prusse et le testament de Frédéric-Guillaume III, qui en avait recommandé le culte, en termes saisissants, à son fils et à son gendre : « Ne néglige pas, écrivait-il pour son successeur, autant qu'il sera en ton pouvoir, la paix entre les puissances de l'Europe, mais avant tout tâche de maintenir la bonne intelligence entre la Prusse, la Russie et l'Autriche. Leur union est comme la pierre fondamentale de la grande alliance européenne. » Dans cette amitié des deux cours, la Russie avait joué le rôle d'aîné, morigéneur et parfois incommode pour le cadet. Ce caractère s'était encore accentué en 1848.

Tout avait chancelé en Europe : en France, la monarchie s'était effondrée ; à Vienne, l'empereur avait pris la fuite ; à Berlin, le roi s'était incliné devant les insurgés ; le pape avait quitté Rome ; Londres même avait été secouée par l'agitation chartiste. Seuls, la Russie était intacte et le tzar immuable ; Nicolas en avait conçu un immense orgueil. Il s'était cru l'arbitre du monde, chargé par la Providence d'une mission de haute justice et de droit divin. Il était intervenu en Hongrie pour rétablir l'ordre naturel des choses en écrasant l'ennemi universel, la Révolution. Il avait exprimé son mécontentement des agitations libérales et unitaires en Allemagne et entendait que son avis fût un ordre. Il avait donné de façon hautaine et autoritaire son opinion sur la question de Slesvig-Holstein, et la Prusse avait obéi. Aux jours d'Olmütz, il s'était rapproché de la frontière comme pour mieux scruter le mal ; il avait convoqué à Varsovie les adversaires et leur avait dicté ses volontés ; l'un d'eux ne s'y soumettant pas assez vite, il avait sourdement grondé et la Prusse avait obéi. Depuis lors, il avait passé à Berlin, superbe, énigmatique, dominateur, admiré des uns, détesté des autres, craint de tous.

Cependant d'une querelle de moines, en apparence ridicule et sans intérêt, naissait un conflit qui devait bientôt dégénérer en une des luttes les plus sanglantes qu'ait connues le monde [1]. La cause en paraissait futile : les clefs du Saint-Sépulcre, l'étoile de Bethléem, les ornements de l'autel et les privilèges de la sacristie ne semblaient point de nature à engendrer une pareille guerre. Mais sous ces prétextes secondaires se dissimulaient des causes profondes de rivalité entre deux peuples, presque entre deux civilisations. Seule des grandes puissances de l'Europe, la France n'avait pas subi l'ascendant du tzar; elle s'était donnée à la République, qui était pour Pétersbourg la forme même de la Révolution ; elle avait appelé pour la conduire l'héritier de ce Napoléon que, la première, la Russie avait vaincu, qui avait été chassé d'Europe par la Sainte Alliance ; elle l'avait fait empereur, et le tzar retrouvait cette même France sur son chemin, à Jérusalem, où l'impie démocratie contestait les droits de la très sainte monarchie orthodoxe. La Porte, elle aussi, n'avait pas suffisamment incliné son front devant la toute-puissance de la Russie ; elle avait accordé asile en 1849 à des révolutionnaires ; dans le conflit des lieux saints, elle semblait donner ombre de raison à la France ; elle méritait châtiment. Seul, le soutien de la vraie religion avait le droit et le devoir de le lui infliger. Constantinople avait été la capitale de l'orthodoxie grecque dont le tzar était le premier fils. Il était juste qu'il entrât en maître dans la grande ville de l'Orient, en adorateur dans le sanctuaire de Sainte-Sophie. Les souverains d'Occident n'avaient point à intervenir en pareille matière : le tzar s'était contenté de leur dicter ses conseils, il n'avait

1. Sur la guerre de Crimée et ses conséquences en Europe, Rousset, *Guerre de Crimée* (2 vol.); Sybel, *Die Begründung des deutschen Reichs*, t. II; P. de la Gorce, *Histoire du Second Empire*, t. I (1895) ; Driault; *La Question d'Orient* (1898).



rien pris de leurs États ; eux-mêmes devaient laisser l'Orient à l'empereur oriental, quitte à se dédommager ailleurs par quelques compensations.

Tel est le système politique qui apparaît dans les entretiens du tzar et de sir Hamilton Seymour en janvier et février 1853. « Nous avons sur les bras un homme malade, gravement malade, déclare d'abord Nicolas : ce serait un grand malheur s'il devait nous échapper avant que les dispositions nécessaires fussent prises. » Et quelques jours plus tard, il ajoute : « Je ne permettrai pas à l'Angleterre de s'établir à Constantinople, je ne m'y établirai pas non plus, en propriétaire s'entend, mais en dépositaire je ne dis pas. » Un mois après, il tente de séduire l'ambassadeur par des paroles dorées : « Je ne veux pas que Constantinople soit occupé par les Russes, Français, Anglais ou aucune autre puissance. Je ne permettrai jamais la résurrection d'un nouvel Empire byzantin, ni une extension de la Grèce : encore moins permettrai-je que la Turquie se divise en une série de petits États, asiles ouverts aux Mazzini, Kossuth et autres révolutionnaires... Quant à l'Egypte, je comprends que l'Angleterre y tienne ; qu'elle l'occupe si elle veut, de même pour Candie ». Nicolas avait de la volonté, de la puissance, de l'audace, mais l'Angleterre était douée d'esprit de suite et la Turquie de santé latente. L'homme malade vit toujours, la Russie n'a pas encore le *dépôt* de Constantinople, mais les Anglais occupent l'Egypte et possèdent Chypre à défaut de Candie.

Dans ces démêlés et ces lointains projets, la Prusse n'avait pas d'intérêt immédiat. Le royaume ne possédait pas de débouché direct sur l'Orient et il ne pouvait prétendre à une

1. Les dépêches de sir Hamilton Seymour dans *Correspondence respecting the rightes and privileges of the Latin and Greeck Churches* (Livre bleu), part. I.



situation telle en Europe, que rien ne se fît sans lui. Depuis Olmütz, il ne jouait dans le concert des puissances qu'un rôle d'accompagnateur modeste. Mais si la discorde se mettait parmi les musiciens de premier rôle, il importait à la Prusse de savoir auquel s'attacher et où étaient ses intérêts. Les hommes et les partis politiques différaient profondément à ce sujet.

Le parti libéral suivait le cours naturel de sa haine : lors de la Révolution de 1848, il n'avait trouvé qu'un adversaire irréductible et invincible, traquant tout effort de nationalité et de liberté, implacable et finalement victorieux, le tzar. Tout ce qui pouvait l'atteindre, réjouissait le parti de Francfort et de Gotha, et, dans une défaite de la Russie, il espérait trouver une revanche de ses propres désastres à Olmütz et en Slesvig-Holstein. Il acclamait donc moins la France, qui s'était donnée au tyran, que l'Angleterre, protectrice par tradition de toute liberté, et qui partait en guerre contre le tzar, autocrate par destination, ennemi né de tout progrès.

Même dans le parti conservateur, une fraction assez importante professait des théories analogues ; c'était le groupe de diplomates et de fonctionnaires qui répandait son opinion dans le *Wochenblatt*, et dont faisaient partie les comtes de Goltz et Pourtalès, les conseillers Bethmann-Hollweg et Mathis. Dans ce parti ambitieux et remuant, les idées étaient amples, superbes, mais chimériques : il s'agissait simplement de supprimer l'empire des tzars en annexant sa partie du Nord-Ouest à la Prusse et à la Suède et coupant le reste en deux tronçons inoffensifs. Pour arriver à ce résultat, on préconisait l'alliance des Cours de Berlin et de Londres et on comptait que le succès serait tel que la Prusse deviendrait d'emblée la grande puissance du centre de l'Europe [1].

1. Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 145 à 147.



Le prince Guillaume n'avait pas de ces utopies et pourtant ses opinions se rapprochaient de celles adoptées par le *Wochenblatt*. Il avait perdu son habituelle réserve, quittait volontiers pour Berlin sa cour de Coblentz, et exprimait avec netteté sa crainte que la Prusse n'eût à faire les frais de l'alliance russe, si elle prenait fait et cause à la fois contre la France, l'Angleterre, l'Autriche, la Turquie et le Piémont [1]. Il avait gagné à son avis le ministre de la Guerre, Bonin; c'était l'opinion de l'armée, encore mécontente de l'humiliation d'Olmütz, aigrie moins contre d'Autriche, qui la lui avait imposée, que contre la Russie, qui l'avait permise.

Le chef du cabinet, Manteuffel, ne pouvait partir d'un pareil point de départ, car il tenait l'entrevue d'Olmütz pour un succès diplomatique, non pour une humiliation. Mais il voulait éviter toute complication où la Prusse serait entraînée à des conséquences inattendues. Il désirait s'entendre avec l'Autriche, il invitait son représentant à Vienne à participer aux conférences diplomatiques qui débutaient en décembre 1853 et devaient se prolonger ou se renouveler pendant trois années; il reconnaissait l'injustice des prétentions russes et l'excellence des protocoles adoptés à Vienne; mais suivrait-il l'Autriche jusqu'à engager son pays dans une guerre? Sa nature apathique y répugnait [2], il attendait, négociait, et espérait quelque solution inespérée.

Tout autre était le groupe de la *camarilla*; il prêchait le culte du tzar, sauveur de l'Autriche en 1849 et de la Prusse en 1850, tombeur de la Révolution, et dieu du pouvoir monarchique. Le général de Gerlach avait appelé de ses vœux l'intervention russe et trouvait venue l'heure de la reconnais-

1. Rothan. *La Prusse et son roi pendant la guerre de Crimée* (1888), p. 44.

2. Sybel. *Loc. cit.*, t. II. p. 181.

sance et de l'écrasement final de l'hydre révolutionnaire. Deux ministres, plusieurs généraux influents, le prince Charles de Prusse, réclamaient une politique active en faveur de la Russie et profitaient d'un incident tragi-comique, — le vol par un agent de Manteuffel des lettres personnelles du général de Gerlach, — pour saper auprès du monarque l'influence de son premier ministre.

Frédéric-Guillaume IV hésitait, — c'était son habitude, — pris entre des sentiments contradictoires. Il s'abandonnait alternativement aux deux courants de ses conseillers habituels, qui depuis tant d'années l'avaient tourné et retourné. Tantôt Gerlach, son aide de camp, lui montrait dans l'héritier de Napoléon l'ennemi de la Sainte Alliance, et dans la Turquie l'adversaire de toute la chrétienté : alors il prêchait la guerre sainte et s'indignait de l'union « incestueuse » de l'Angleterre avec Napoléon et le Sultan. Tantôt, au contraire, Bismarck l'amenait à des idées nouvelles, de progrès, de civilisation occidentale et constitutionnelle ; alors le monarque envoyait à Londres, en décembre 1853, le comte Pourtalès pour proposer une alliance assez confuse, où la Prusse conserverait une neutralité armée « loyale et autonome ; si quelqu'un veut la battre, elle le battra [1] ». Comme prix de ce concours passif, l'Angleterre garantirait à Frédéric-Guillaume ses droits sur Neuchâtel. Pareille proposition fit sourire à Londres.

Parmi ces opinions diverses, Bismarck avait pris la sienne, conforme à l'ambition qu'il avait d'assurer l'indépendance entière de son pays. A Francfort, en lutte ouverte contre l'Autriche, il avait souffert de la situation subordonnée de la Prusse. Dans l'Allemagne telle que l'avaient faite les traités de 1815, il n'y avait pas de place pour deux égales ; tant que

1. Frédéric Guillaume IV à Bunsen, 9 janvier 1854. Ranke, *Aus dem Brief wechsel Friedrich-Wilhelms IV mit Bunsen*, p.322.



la maison de Habsbourg aurait la présidence de la Confédération, les Hohenzollern ne tiendraient qu'un rang subalterne. Tout ce qui atteindrait au contraire l'Autriche élèverait la Prusse. Dans la guerre d'Orient, la Cour de Vienne prenait parti contre la Russie, la Cour de Berlin n'avait rien à espérer à son côté, elle pouvait attendre quelque résultat de son insuccès : donc Bismarck était naturellement favorable à la Russie. Mais, par contre, la Prusse n'était pas troublée par la guerre ; pour la première fois depuis longtemps, le conflit de plusieurs pays n'atteignait pas l'Europe centrale[1] ; rester en paix, lorsque ses voisins sont en guerre, c'est pour un Etat une fortune heureuse, car il peut intervenir à son heure et, comme l'animal de la fable, tirer les marrons du feu : le cabinet de Vienne l'essayait alors, mais il ne parvint qu'à s'échauder les doigts en attendant les brûlures de 1859 et 1866 ; le gouvernement de Berlin le fit plus habilement et prépara la neutralité bienveillante de la Russie en 1864, 1866 et 1870.

A intervenir brutalement en faveur de la Russie, la Prusse courait grands risques ; la guerre eût été portée sur son propre territoire, et elle n'était pas de taille à résister à une invasion par l'Ouest et le Sud. Elle était en outre menacée d'un mouvement dans la province de Posen, une insurrection des Polonais de Prusse et de Russie contre la domination étrangère. La conduite de la Prusse était donc dictée par sa situation : rester dans la neutralité pour le moment, indiquer, en même temps, que les sympathies de la Prusse étaient acquises à la Russie, laisser suspendue une vague menace d'intervention, telle était l'attitude conseillée par Bismarck. « Une politique lâche, écrivait-il en avril 1854 à Gerlach, nous a toujours porté mal-

1. M. Lenz. *Geschichte Bismarcks*, p. 77.

heur ; que nous abandonnions notre force à l'égoïsme de l'Autriche, comme un fou bon enfant, pour être finalement joués par elle, ce serait le moindre mal ; mais si, suivant une politique antipatriotique, nous rompions avec la Russie, il ne coûterait qu'un mot à la France pour se rapprocher de la Russie ; tous les gouvernements allemands les suivraient ; l'Autriche et nous serions les dupes et l'Angleterre secouerait les épaules[1]. » Bismarck désirait donc, comme la *camarilla*, une entente avec la Cour russe, mais il se refusait à transformer cet accord en alliance belliqueuse ; il tenait une neutralité amicale comme suffisante pour attirer la reconnaissance de la Russie. L'avenir lui donna raison.

Cependant les événements se succédaient en Orient, rapides et graves. En octobre 1853, la Turquie sommait la Russie d'évacuer les Principautés ; le 30 novembre, la flotte turque était détruite à Sinope ; le 3 janvier 1854, les navires de l'Angleterre et de la France pénétraient dans la mer Noire ; le 4 février, les ambassadeurs russes quittaient Paris et Londres ; la guerre approchait.

L'Autriche avait dans ce conflit des intérêts bien plus directs que la Prusse ; sa situation géographique, le cours du Danube, ses affaires commerciales et financières, l'obligeaient à une surveillance attentive de la péninsule des Balkans. Bismarck lui opposait déjà, comme un reproche, d'être une puissance autant orientale qu'occidentale. Plus tard, devenu maître de la politique européenne, il l'a mise brutalement à la porte de l'Allemagne et poussée doucement vers l'Orient.

Dès le mois de janvier 1854, la cour de Vienne se préoccupait de l'influence que pourrait avoir dans ses propres États la guerre entre la Russie et les alliés occidentaux ; elle désirait s'as-

1. Bismarck à Gerlach, 9 avril 1854. *Bismarcks Briefe an Gerlach*, p. 140.



surer un allié, et, ayant dans le gouvernement prussien un honnête confédéré, partager avec lui les responsabilités et dangers, mais non les profits. Buol avait donc envoyé, le 8 janvier à Berlin, un projet de traité dont la disposition essentielle était une déclaration de neutralité, et qui réservait la liberté d'action pour la protection de tous les intérêts communs[1]. Ces intérêts étaient uniquement autrichiens et Bismarck avait deviné dès le mois de décembre l'attitude de l'Autriche. « A Vienne, écrivait-il, on n'a pas renoncé à l'idée de Schwarzenberg d'absorber la politique prussienne par une politique fédérale autrichienne... On estime que la Prusse n'a pas le droit de suivre une politique indépendante en dehors de la Diète dirigée par l'Autriche dans son intérêt[2]. » Le cabinet de Berlin avait répondu à la proposition autrichienne que rien ne pressait, qu'il serait temps de faire une déclaration formelle au jour où la guerre aurait éclaté. M. de Budberg, ministre de Russie à Berlin, avait, de son côté, demandé au gouvernement prussien d'affirmer sa stricte neutralité et reçu une réponse dilatoire.

Frédéric-Guillaume IV préférait aux négociations officielles les démarches personnelles; sous l'influence de l'émotion générale en Europe, il rédigea de superbes lettres à ses voisins; à Nicolas, il adressait une chaleureuse prière d'évacuer les Principautés et d'éviter ainsi au monde « un désastre colossal », mais lui-même ne promettait rien, que sa reconnaissance. A Victoria et à Napoléon, il envoyait ses supplications de conserver aux peuples le bienfait de la paix, et au milieu de brillantes arabesques de style, il leur promettait — sa neutralité. A François-Joseph, il affirmait « sa vocation divine » d'être ici-bas « l'homme et le porte-paroles de la paix,

1. Sybel. *Loc. cit.*, t. II, p. 179.

2. Bismarck à Manteuffel. *Correspondance diplomatique*, t. I, p. 206-207.

en tout temps, mauvais ou bon ». C'était de la rhétorique : on n'en faisait qu'à Berlin ; en mars, la guerre était déclarée ; le temps des phrases brillantes n'était plus, même pour Frédéric-Guillaume IV ; ce monarque était en présence du fait accompli et devait choisir parmi les diverses opinions de ses conseillers ; plusieurs étaient venus à Berlin, le prince Guillaume, Bismarck, pour agir en personne dans cette crise.

Le 4 mars, le délégué à Francfort eut un long entretien avec le prince de Prusse [1]. Guillaume essaya de convertir le jeune diplomate à une politique occidentale et lui exprima le désir de pousser le roi à prendre une attitude hostile à la Russie : c'était l'intérêt de la Prusse, et le prince de Prusse flattait le sentiment de Bismarck par l'espoir d'un accroissement d'influence pour leur patrie; une telle attitude était même utile à la Russie, en lui évitant une guerre désastreuse. Bismarck représenta au prince que la Prusse n'avait aucun motif d'entrer en lutte avec la Russie ; participer à sa défaite, ajoute le diplomate, « ferait naître un désir de revanche chez les Russes que nous aurions assaillis sans avoir nous-mêmes un motif personnel de faire la guerre, mais nous imposerait encore la tâche fort délicate de résoudre la question polonaise d'une façon acceptable pour la Prusse. Nos propres intérêts ne nous imposent nullement une rupture avec la Russie, tout au contraire ils exigent que nous l'évitions. Nous irions donc attaquer une puissance qui, jusqu'à ce jour, a été notre amie, et qui restera toujours notre voisine, sans qu'elle nous eût provoqués, uniquement par crainte de la France ou pour com-

1. Cette conversation est reproduite dans les *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 149 et suiv. mais avec quelque confusion. Il ne faut donc pas, comme M. Lenz (*loc. cit.*, p. 81), croire que tout le raisonnement de Bismarck remonte à cette date, 4 mars 1854, car il y est fait allusion à des combats autour de Sébastopol qui eurent lieu dix-huit mois plus tard. Bismarck résume dans ce passage plusieurs entretiens qu'il eut à différentes reprises avec le prince de Prusse.



plaire à l'Angleterre ou à l'Autriche. Nous jouerions le rôle de vassal.. ; la peur de la France nous contraindrait à être son allié très obéissant. » Le prince se fâcha, et la face rouge de colère, interrompit Bismarck en disant : « Il n'est nullement question ici de vassalité ni de peur. » En vain le diplomate chercha-t-il à le ramener, il ne parvint pas à le détourner de l'opinion que le prince s'était faite sous l'influence de sa femme, de l'Angleterre et du parti du *Wochenblatt*.

On put croire, à ce moment, que Bismarck avait eu plus de succès auprès de Frédéric-Guillaume IV et l'avait converti à l'entente avec la Russie. Le roi était pressé vivement de souscrire aux engagements pris à Vienne entre l'Autriche, la France et l'Angleterre ; le 4 mars, Bunsen croyait avoir gagné le roi à la politique occidentale. Mais Frédéric-Guillaume IV avait les revirements soudains et brutaux des hésitants : une dépêche maladroite de Vienne le bouleverse [1] et il saute à l'opinion adverse. Le 5 mars, Bunsen reçoit l'ordre formel de cesser toute négociation avec le ministère anglais [2]. Le général Gröben est envoyé à Londres avec une lettre qui désavoue l'ambassadeur en termes tels que celui-ci doit donner sa démission. Défense est faite au comte Pourtalès de s'occuper des affaires d'Orient. M. de Manteuffel reçoit une vigoureuse rebuffade [3]. Le ministre de la Guerre, général Bonin, partisan de la politique occidentale, est remplacé. Le prince de Prusse quitte Berlin avec fracas et se retire à

1. Forcade. *La Prusse, la Cour et le Cabinet de Berlin.* Revue des Deux-Mondes du 1er décembre 1854.

2. Saint René Taillandier. *Dix ans de l'histoire d'Allemagne* (1879), p. 338. Hubner. *Neuf ans de souvenirs d'un ambassadeur d'Autriche à Paris*, t. I. p. 220 et suiv.

3. M. de Manteuffel aurait offert sa démission au roi qui lui aurait brutalement répondu : « Allons, mon cher, nous sommes en carême, plus de mascarades. » Rothan, *loc. cit.*, p. 110.

Coblentz. La politique russe paraissait l'emporter définitivement.

C'était une ligne de conduite : un homme d'État s'y serait tenu ; Frédéric-Guillaume n'en avait pas le tempérament. Il était quelque peu effrayé lui-même de son coup d'État, lorsque parut à Berlin un envoyé spécial de François-Joseph, le général de Hess, avec une lettre où l'empereur proposait une alliance défensive des deux grands États allemands ; il ajoutait d'ailleurs qu'il serait probablement amené à envahir les Principautés « pour la protection des intérêts tant autrichiens qu'allemands ». A la même époque le gouvernement de Vienne adressait aux Cours allemandes une circulaire où elle cherchait à solidariser les intérêts de l'Autriche et des autres pays allemands : « L'appui décidé, matériel et moral de l'Autriche par l'Allemagne, ajoutait le cabinet viennois, est notre unique programme en ce qui concerne l'attitude à observer par l'Allemagne dans la question d'Orient. »

Ce programme déplaisait fort à Bismarck. Il avait applaudi au revirement du roi et avait été chargé par son parti de le défendre auprès de l'ambassadeur de France à Berlin, M. de Moustiers. L'entrevue avait eu des alternatives de cordialité et d'emportement : les deux hommes avaient un caractère entier et exprimaient sans ambages leur opinion. « Votre politique vous mènera à Iéna, objecta un jour le Français. — Pourquoi pas à Leipzig ou à Waterloo, rétorqua le Prussien[1]. » Bismarck, partisan de l'alliance russe, voyait dans les paroles flatteuses de l'Autriche un nouveau piège où il craignait que son roi volage ne fût pris. Il soutenait que les intérêts de l'Allemagne et de l'Autriche n'étaient pas identiques; mais dans les conversations qu'il avait avec quelques

1. Ces paroles furent dites, soit à cette époque, soit en janvier 1855. Blum. *Fürst Bismarck und seine Zeit*, t. II, p. 63.



représentants des États moyens, et surtout lors d'un voyage à Hanovre et Cassel, il surprenait une nouvelle tendance qui l'inquiétait : l'effort des royaumes de s'unir pour faire pièce tout ensemble à l'Autriche et à la Prusse. « Ils veulent faire acte de souveraineté au moins devant la Diète, en émettant leur jugement sur la politique européenne, écrivait-il à son ministre. A la faveur d'une longue paix, la théorie de l'égalité des souverains s'est étendue comme une épidémie dans les États moyens. » Le chef du cabinet hanovrien, M. de Lütken « proposait d'adjoindre aux grandes puissances un représentant des États moyens pour arriver à une décision plus prompte. — Système dangereux, ajoutait Bismarck, car dans cette *triade* on n'appliquerait le principe de la majorité que contre la Prusse, pour l'abandonner aussitôt que les États moyens, appuyés peut-être par des influences étrangères, se sentiraient en minorité en face des deux grandes puissances[1]. »

Bismarck avait raison de redouter les propositions apportées par le général Hess ; elles faisaient leur chemin. La tempête de mars avait passé et bientôt Frédéric-Guillaume IV oubliait ses sympathies russes. Le 9 avril, son ambassadeur à Vienne, comte d'Arnim, signait avec les représentants de l'Autriche, de la France et de la Grande-Bretagne, un protocole qui constatait « l'union des quatre gouvernements », posait en principes l'intégrité de l'Empire ottoman et l'évacuation des principautés danubiennes. et obligeait les quatre gouvernements à n'entrer dans aucun arrangement définitif avec la Russie sans en avoir délibéré en commun[2]. La Prusse semblait maintenant entrer dans la politique occidentale.

1. Bismarck à Manteuffel. *Correspondance diplomatique*, t. I, p. 244, 246.

2. Le texte de ce protocole et de la convention austro-prussienne du 20 avril sont dans les appendices de l'ouvrage de M. Rothan, p. 304 et suiv.

Peu après, le 20 avril, le gouvernement prussien faisait un nouveau pas dans le même sens, et il acceptait le traité apporté en projet par le général de Hess et modifié par un mois de voyage entre Vienne et Berlin : les deux souverains convenaient une alliance offensive et défensive, et « se garantissaient réciproquement la possession de leurs territoires allemands et non allemands, de telle sorte que toute attaque dirigée contre le territoire de l'un d'eux, de quelque côté qu'elle vint, serait considérée comme une entreprise hostile contre le territoire de l'autre ». Ils devaient mobiliser toutes leurs forces en cas de péril, et s'engageaient à ne conclure aucune alliance « en désaccord avec le présent traité ». Enfin ils se tenaient pour obligés « à protéger les droits et les intérêts de l'Allemagne », et tous les États allemands devaient être invités à accéder à ce traité. Le même jour, une convention militaire déterminait les forces que déploieraient les deux puissances.

Ainsi l'Autriche, menacée dans ses territoires slaves, avait l'habileté d'en faire garantir l'intégrité par la Prusse, qui ne courait elle-même aucun danger. De la politique russe, le gouvernement de Berlin était passé à la politique autrichienne : on ne voyait pas bien ce qu'il y pouvait gagner, mais on apercevait nettement les avantages que la Cour de Vienne en pouvait tirer. Frédéric-Guillaume IV avait été déterminé à ce traité par la crainte de la France ; il était persuadé que l'empereur rêvait une invasion immédiate des provinces rhénanes. Pour la Prusse, l'alliance faisait front à l'Ouest ; pour l'Autriche, à l'Est[1].

Cette intimité des deux puissances n'était pas pour plaire à M. de Bismarck ; dans ses rapports officiels, même dans sa

1. Sybel. *Loc. cit.* t. II, p. 196.



correspondance avec Gerlach, il se contient, et, suivant son expression en français, « fait bonne mine » ; mais il laisse percer la crainte que « l'Autriche va jouer, sinon seule, du moins plus que la Prusse, le rôle d'une puissance européenne, tandis qu'il ne nous restera que celui de chef du chœur des États allemands ». Il espère qu'une convention secrète a réservé et précisé les cas de guerre. Un sourd mécontentement se lit entre ses lignes. Il éclate dans une note autographe jointe à la minute d'une dépêche : « Par le traité du 20 avril, la Prusse promet plus que par celui de mars 1851[1]. Le 20 avril déçoit l'attente des États allemands et discrédite la Prusse auprès d'eux ; ils voient que l'Autriche est maîtresse ! Les bouches du Danube ont *fort peu* d'intérêt pour l'*Allemagne* : la mer Adriatique, la domination de l'Angleterre sur la Morée en ont dix mille fois davantage. » Cri de colère, étouffé par la correction diplomatique, confié à un seul morceau de papier[2].

Ses fonctions l'obligeaient cependant à demander l'adhésion à ce traité des gouvernements allemands. Les deux grandes puissances leur avaient adressé une circulaire et Bismarck, délégué de la Prusse à Francfort, devait naturellement insister pour une prompte réponse. Mais, à sa joie secrète, les États moyens montraient peu d'empressement et comprenaient à nouveau combien leurs intérêts les rapprochaient plus de la Prusse que de l'Autriche. Ils n'avaient aucun intérêt à la guerre où ils perdraient des hommes et de l'argent, et n'avaient rien à espérer, même en cas de succès. « Ils désirent *primo loco* la neutralité et la paix, écrivait Bismarck avant la con-

1. Le traité de mars 1851, signé après l'incident d'Olmütz, liait les deux États d'une alliance fraternelle. Voyez *supra*, p. 279.

2. Note de Bismarck en marge d'un rapport du 27 août 1854. *Correspondance diplomatique*, t. I, p. 261.

clusion du traité... Ils voudraient affirmer leur participation à la politique européenne par l'organe de la Diète... Mais si le désir de donner une preuve formelle de leur importance politique figure au premier rang chez la plupart des gouvernements, les vœux qu'ils forment relativement au fond de cette politique sont à peu près les suivants : en première ligne se place celui de conserver la paix et les positions actuelles; les tendances belliqueuses sont aussi mal vues de la masse de la population que des gouvernements, et, sans se faire une idée nette de la nature et de l'étendue du danger, dont une guerre européenne menacerait les petits États, les souverains n'en craignent pas moins que les traités de paix qui termineraient la guerre ne fussent conclus à leurs dépens plutôt que pour les dédommager de leurs sacrifices[1]. »

Seule la Saxe royale détonnait par ses fanfares belliqueuses : le chef de son gouvernement, M. de Beust, n'avait pas oublié le service rendu par la Russie aux États moyens en rognant à Olmütz les ambitions de la Prusse. Depuis l'été de 1853, il préparait une alliance des royaumes, pour aboutir à cette « triade » allemande si redoutée de Bismarck. Il n'avait pu galvaniser l'apathie pacifique des rois, mais la convention du 20 avril lui donnait une occasion favorable de resserrer le groupement des États moyens, et, sur son initiative, les ministres de ces puissances se réunirent en conférence le 25 mai à Bamberg[2]; c'était le pendant des conférences de Darmstadt, relatives au renouvellement du Zollverein. Les ministres y rédigèrent une note identique où, tout en acceptant « avec joie » d'adhérer à la convention du 20 avril, ils exprimaient, au nom de leurs gouvernements, « la volonté nette

1. Bismarck à Manteuffel, 31 mars et 7 avril 1854. *Correspondance diplomatique*, t. I, p. 248 et suiv.

2. Beust. *Mémoires*. t. I. p. 144.

de défendre les droits et intérêts allemands », demandaient une action directe de la Confédération dans les négociations diplomatiques, et réclamaient une neutralité absolue, manifestée par une invitation, tant aux puissances occidentales qu'à la Russie, de suspendre les hostilités.

La Cour de Vienne en eut « un grand mécontentement » que Bismarck enregistra avec un secret plaisir ; M. Prokesch se flattait que la discorde ne tarderait pas à se glisser parmi les confédérés [1]; mais la discorde arrivait trop lentement au gré du ministre autrichien, Buol, qui dépêchait le 3 juin à Pétersbourg le comte Szechenyi avec un ultimatum appuyé sur la convention du 20 avril : il se flattait de mettre les confédérés en présence d'un fait accompli et de dissimuler à la Russie les discordes du camp allemand. Il n'y parvenait guère : avec un rare talent de temporisation et de lenteur, les cabinets de Munich, de Stuttgart, de Dresde, promettaient, retenaient, objectaient, tergiversaient. Ils avaient décidé que l'adhésion au traité austro-prussien était une question fédérale et ne pouvait recevoir solution que de l'assemblée de Francfort ; or, comme le constatait Bismarck, « la marche des affaires était lente à la Diète ». Ainsi les mois s'écoulaient, les troupes anglaises et françaises arrivaient à la mer Noire, les Russes évacuaient les Principautés et on délibérait encore à Francfort sur un projet d'invitation à la France et à l'Angleterre de conserver la paix, à la Russie d'abandonner les États danubiens : le double fait était acquis, des premières par un refus, de la seconde par une acceptation ; mais la Diète délibérait toujours. Et cela était très dans les traditions du « Bundestag ».

Le 25 juillet enfin, plus de trois mois après la signature de

1. Prokesch à Buol, 15 juin 1854. *Aus seinen Briefen*, p. 376.

la convention entre la Prusse et l'Autriche, la Diète fédérale y adhérait solennellement. Mais ces lenteurs, les réticences que mettaient plusieurs gouvernements, énervaient l'effet de cette adhésion : il était certain que si l'Autriche demandait un jour à la Confédération de passer des projets aux actes, du papier aux armements, elle se heurterait à de nouvelles lenteurs et à un refus enveloppé de politesse. Bismarck, partisan d'une neutralité bienveillante envers la Russie, n'en pouvait être fâché : la force même des choses amenait ce qu'il avait prévu avec justesse et netteté ; les intérêts de la Prusse n'étaient pas à une intervention en faveur de l'Autriche, mais à une attitude réservée et amicale envers la Russie ; la Prusse n'avait point à intervenir en affaires où elle n'était pas intéressée, mais elle devait cultiver l'amitié russe pour en profiter un jour lointain contre l'Autriche, comme celle-ci en avait tiré parti en 1850 contre la Prusse. En gardant cette attitude circonspecte, la Cour de Berlin groupait autour d'elle les petites puissances, également intéressées à la neutralité, et elle pouvait espérer « une diminution de l'attachement à l'Autriche, suivie d'un revirement en faveur de la Prusse ».

Sûr de la justesse de ses vues, Bismarck persévérait dans sa politique hostile à l'Autriche, sinon dans l'accomplissement de ses devoirs officiels, au moins dans sa correspondance privée et même dans ses rapports personnels avec le roi. Il proposait à Frédéric-Guillaume IV de mobiliser deux cent mille hommes dans la Haute-Silésie, « de façon que ces troupes fussent à même de franchir avec la même facilité tout aussi bien la frontière autrichienne que la frontière russe ». La France, absorbée par sa guerre contre la Russie, n'était pas en état de menacer sérieusement la frontière du Rhin. Un blocus par la flotte anglaise n'était guère à redouter. L'Autriche serait « clouée sur place », et la situation de la



Prusse transformée en Allemagne. Le roi fut ébranlé par cette démonstration, mais non convaincu. Il sourit avec complaisance et répondit en dialecte berlinois : « Mon petit, tout ça c'est très beau, mais je le trouve trop cher. Un homme de l'espèce de Napoléon peut se permettre de ces coups d'éclat, mais non pas moi[1]. »

Déçu dans ses espérances d'entraîner dans son sillage la Prusse et même l'Allemagne entière, Buol négociait plus étroitement avec la France et l'Angleterre, et, le 8 août 1854, il signait à Vienne l'acte connu sous le nom de « note des Quatre Points ». Aux termes de cette pièce, les Cours de Paris, de Londres et de Vienne formulaient quatre exigences : 1° remplacement du protectorat de la Russie sur les Principautés danubiennes par une garantie collective des puissances ; 2° liberté de navigation sur le Danube ; 3° indépendance de l'empire ottoman par la revision du traité de 1841 ; 4° renonciation par la Russie à tout patronage exclusif sur les sujets chrétiens de la Porte. En signant cette pièce de si haute importance, le cabinet de Vienne ne s'était pas demandé s'il contrevenait à son traité avec la Prusse, qui lui interdisait « de conclure une alliance en désaccord avec le présent traité ». Il avait, avec quelque désinvolture, réservé le droit de soumettre la note du 8 août à l'adhésion de la Prusse, persuadé que ce modeste subalterne s'empresserait d'obéir à cette dédaigneuse invitation.

Ces manières faisaient bondir M. de Bismarck, car elles ravalaient son pays « au rôle de zéro à la suite de l'Autriche..., le mettaient politiquement au niveau des petits États. » Sa correspondance officielle est pleine d'amères récriminations. Il se plaint que l'Autriche « ait contracté des

1. Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 129 à 131.

obligations sans l'assentiment, et même à ce qu'il semble, à l'insu de la Prusse ». Il redoute que ces engagements rendent imminente une guerre entre l'Autriche et la Russie et il souligne auprès de ses collègues de Francfort la duplicité du cabinet de Vienne. « Ils ont été atterrés, écrit-il, par la nouvelle de l'échange de notes entre l'Autriche et les puissances occidentales, et particulièrement par le fait que l'Autriche, quoiqu'elle fût informée de l'évacuation des principautés danubiennes (par la Russie), a persisté dans ses négociations... La nouvelle de cette évacuation leur avait donné l'espoir que la paix serait conservée pour l'Allemagne. » Il encourage les petits États à la résistance à l'Autriche, à refuser une mobilisation toute à leur détriment, et il conclut avec satisfaction : « A en juger par ce que j'ai pu constater ici, toute demande de mise sur le pied de guerre des troupes fédérales rencontrera désormais une opposition générale[1]. »

Mais il est contraint de réprimer son indignation, car il y a deux hommes en lui ; le patriote s'épanche dans ses lettres privées, déclare tout net que l'on suit à Berlin une politique « contraire à l'honneur militaire » et propose de répondre « froidement » aux propositions de l'Autriche[2]. Le diplomate représente cette politique même, signe au même moment une convention militaire avec la Cour qu'il jalouse[3], rédige avec Prokesch une déclaration commune sur les événements d'Orient, déclare que la Prusse travaillera de concert avec l'Autriche et poursuivra ses tentatives de médiation auprès de la Russie, et, ressource dernière, quand il est pressé de trop près par le délégué autrichien, rétorque « qu'il n'a pas encore reçu les instructions de son gouvernement ».

1. Bismarck à Manteuffel. 15 et 17 août 1854. *Correspondance diplomatique*, p. 293, 295, 296.

2. Bismarck à Gerlach, 15 août 1854. *Bismarcks Briefe an Gerlach*, p. 162.

3. Bismarck à Manteuffel, 20 août 1854. Poschinger, t. IV, p. 222.



Cependant Bismarck a réussi à modifier légèrement l'attitude de la Cour prussienne. Il n'avait pu empêcher le roi d'indiquer le 13 août au tzar les quatre points comme base des négociations futures; mais en même temps Frédéric-Guillaume IV avait signifié à Vienne qu'il ne considérerait pas le refus par la Russie de ces quatre points comme un acte d'hostilité. La Prusse se dégageait par là de la politique autrichienne et c'était un succès pour les partisans de la Russie.

Ainsi la logique des choses conduisait le gouvernement prussien à cette neutralité bienveillante envers la Russie, que préconisait M. de Bismarck. La situation de celui-ci en était agrandie. Plus que jamais il était consulté par le roi et faisait sans cesse le voyage de Berlin. La confiance du souverain était parfois gênante pour Bismarck, car Frédéric-Guillaume avait l'amitié exigeante et entendait que l'élu s'abandonnât entièrement. A la fin du mois d'août 1854, le bon mari était en route pour Reinfeld en Poméranie, lorsqu'un envoyé du roi le pourchassa jusque dans son wagon pour l'inviter à venir à Putbus, dans l'île de Rügen, conférer sur un projet de circulaire de la Prusse aux gouvernements allemands[1] : le souverain voulait leur donner communication de sa réponse à la dépêche viennoise sur la note des quatre points, et il trouvait que le projet de Manteuffel était trop autrichien. Bismarck rédigea une autre circulaire plus favorable à la Russie, et qui obtint l'approbation du roi. Ce document partit pour Berlin, d'où il devait être transmis aux divers gouvernements, mais le roi se ravisa, arrêta le

1. Les *Mémoires et Souvenirs*, t. II, p. 193, contiennent à ce sujet de légères erreurs dues à l'époque de leur rédaction. La conférence de Putbus du 30 août 1854, eut pour but la délibération non de la réponse à la dépêche autrichienne sur les quatre points, car cette réponse est du 13 août, mais de la circulaire prussienne du 3 septembre.

projet par voie télégraphique, le modifia encore, tout en conservant les idées de Bismarck plus que celles de Manteuffel. Tirant parti de l'évacuation des principautés et d'une récente déclaration de la Russie, le roi de Prusse déclarait qu'une extension du traité du 20 avril n'était pas nécessaire ; les quatre points méritaient un examen attentif et après les affirmations russes, la Cour de Berlin ne pouvait conseiller à ses alliés une attitude belliqueuse ; elle espérait que l'Autriche s'abstiendrait de toute mesure agressive et qu'ainsi les États de l'Europe centrale exerceraient une influence pacifique. Ces déclarations débonnaires répondaient trop exactement aux sentiments des petites Cours allemandes pour que le gouvernement prussien ne fût pas sûr de leur adhésion.

Pendant son séjour à Putbus, puis à Berlin où il séjourna en septembre, Bismarck fut traité par le roi de telle façon qu'il était manifestement l'homme du jour. « Vous jouissez de la faveur du moment, lui disait Gerlach, et le roi vous accorde la faveur de rédiger ses dépêches, comme il donnerait un bouquet à une dame. » C'est l'époque de sa pleine influence, et le bruit se répandait qu'il supplantait Manteuffel et le remplacerait prochainement au ministère des Affaires étrangères. Cette rumeur était née à chaque crise où le roi avait eu recours aux avis de son délégué à Francfort ; elle prenait quelque vraisemblance au moment où Frédéric-Guillaume se rapprochait sensiblement de la politique prônée par Bismarck. Mais, dans l'entourage du roi, ce projet était combattu de tous : de Manteuffel naturellement, directement intéressé, de la *camarilla* également, qui considérait Bismarck comme « un membre peu sûr du parti » ; le président de Gerlach le comparait à Pilate et prétendait qu'il était homme à dire : « Qu'est-ce que la vérité ? »



D'ailleurs, Bismarck même ne tenait pas à prendre la direction des affaires étrangères à un moment où les responsabilités du pouvoir étaient lourdes et les hésitations du roi multiples. Ce fut un bonheur pour lui. Il se serait usé dans des luttes stériles avec un souverain mystique, fantasque, scrupuleux, qui intervenait à tout instant dans les affaires et qui cependant n'était pas en état de les diriger lui-même; il serait arrivé au pouvoir, prématurément, sans avoir mûri ses desseins, posé ses jalons à Paris et à Pétersbourg, avant de disposer de l'armée qu'allait réorganiser le roi Guillaume et qui devait permettre à son génie politique mêlé d'audace et d'artifices de tout oser[1].

Cette heure de grande influence passa vite. A Putbus, déjà, Bismarck avait froissé le roi par son insistance à demander la permission de rejoindre sa femme. « Son ménage lui est plus cher que le royaume tout entier », remarquait avec dépit le monarque jaloux. Certaines divergences de vue politique augmentèrent cette disgrâce que devait consacrer un voyage de Bismarck à Paris.

II. — Pendant ces négociations, les événements avaient marché en Orient; la guerre était engagée; le 14 septembre 1854, les soldats de France et d'Angleterre débarquaient en Crimée; ils prenaient de suite contact avec leurs adversaires russes; le 20 septembre, 3.000 cadavres gisaient sur les champs que traverse l'Alma, 5.000 hommes encore étaient blessés; Menschikof sacrifiait ses bateaux pour défendre le port de Sébastopol; les soldats alliés s'installaient dans des tranchées où des milliers devaient mourir du choléra, de la

1. Rothan. *La Prusse et son roi pendant la guerre de Crimée*, p. 125.

gangrène, des balles ou des obus; 95.000 Français, 20.000 Anglais, 2.000 Sardes, 110.000 Russes, 227.000 hommes allaient mourir pour la question des monastères, la neutralisation temporaire de la mer Noire, la fermeture des Dardanelles, l'anéantissement des principes de 1815 qui n'existaient plus depuis 1848, la suprématie sur mer de l'Angleterre et l'affermissement de Napoléon III sur un trône où il séjournerait dix-huit ans et dans un pays qu'il précipiterait dans le désastre et la douleur. Guerre héroïque peut-être, mais inutile et impie, car elle n'était motivée par aucun de ces intérêts ni de ces questions où l'honneur et la vie mêmes des nations sont en jeu et qui, seuls, rendent légitime le sacrifice des existences humaines.

Dès le début, la lutte était si acharnée qu'on l'espérait de courte durée, et, sur les récits d'un cavalier tartare, le bruit se répandit à la fin de septembre que Sébastopol était tombée entre les mains des alliés. La Cour de Vienne, qui avait été un peu calmée par les déclarations pacifiques de Frédéric-Guillaume IV, reprit audace. Le délégué autrichien à Francfort avait passé le mois de septembre dans une humeur détestable. Il avait, au dire de son adversaire prussien, « agonisé de sottises tous les diplomates, n'épargnant ni personnes, ni gouvernements; il avait déclaré la Confédération une institution inutile; il avait fallu le fuir comme on fuit les morsures d'un chat en colère ». A Vienne, Buol avait eu de pareils accès. Mais le prétendu désastre de la Russie calme les nerfs des diplomates autrichiens. Ils tentent de tirer profit d'une lutte où ils n'ont pas pris part, du succès des alliés qu'ils n'ont pas aidés, et de la défaite de la Russie qui les a secourus trois ans auparavant. Bismarck lui-même est indigné de l'effet « des fausses nouvelles » qui poussent l'Autriche « à témoigner sa bonne volonté aux puissances occidentales ».



En loyauté politique, il a toujours eu l'épiderme chatouilleuse — pour les autres.

Buol se réjouit, comme d'un triomphe des armées autrichiennes ; il télégraphie ses félicitations à Napoléon, souffle un vent de guerre dans les journaux officieux et envoie aux Cours allemandes une circulaire pour se plaindre de l'apathie de la Diète, des tergiversations de la Prusse : il demande aux divers gouvernements leur appui effectif dans la question des duchés et la revendication des quatre points. Cette démarche était maladroite ; les petites Cours n'avaient aucun intérêt à la liberté du commerce sur le Danube et à la cessation du protectorat russe dans les Principautés, que l'Autriche leur représentait comme des biens indispensables ; elles-mêmes ne demandaient qu'à rester en paix. Le moment était donc propice pour la Prusse de renouveler ces déclarations pacifiques, en évitant toutefois de froisser les puissances occidentales par un attachement exagéré à la Russie. « Il s'agit de faire croire aux gouvernements allemands que nous maintiendrons notre point de vue, au risque d'une rupture avec l'Autriche, écrivait Bismarck le 9 octobre. Tout symptôme indiquant une bonne entente entre la Prusse et la France produit, sous ce rapport, un effet tout particulier. » Dans cet esprit, la Prusse adresse le 13 octobre aux Cours allemandes une circulaire bénévole et calmante. D'ailleurs on apprend à Vienne que le récit du Tartare est un conte, — un canard, écrit Bismarck, — la Russie est loin d'être abattue, la lutte sera longue, sanglante, coûteuse ; l'audace autrichienne en est amoindrie, et, au commencement de novembre, Buol affirme que son gouvernement se gardera d'attaquer le premier la Russie et en tous cas n'entreprendra aucune guerre sans en délibérer au préalable avec la Prusse et la Diète. C'était un recul ; le cabinet de Vienne cherchait à le couvrir en déclarant que « la



retenue des gouvernements allemands l'empêchait d'arriver à ses fins[1] ».

Frédéric-Guillaume IV fut-il touché par cette concession de l'Autriche? ou un de ses aides de camp, Wedell, envoyé par lui à Paris, le ramena-t-il à la politique de l'Occident? ou encore Manteuffel reprit-il son influence d'antan? il est difficile de le dire, mais il faut constater qu'à ce moment le roi de Prusse négligea les principes de la circulaire rédigée à Putbus et se rapprocha du gouvernement autrichien. Le 26 novembre, les deux gouvernements signèrent une convention qui étendait le traité d'alliance offensive et défensive du 20 avril : les quatre points devenaient pour eux la base nécessaire des négociations de paix; le roi de Prusse s'engageait à secourir son allié « en cas d'attaque contre les troupes autrichiennes, soit que cette attaque fût dirigée contre le territoire de l'Autriche, soit qu'elle eût lieu dans les Principautés. » C'était un succès incontestable pour l'Autriche, qui espérait, grâce à cet appui, occuper temporairement les Principautés, et lors des négociations définitives obtenir sur elles un droit de protectorat ou même de garde. C'était donc un échec pour le parti russe à Berlin. Avisé secrètement par le général de Gerlach de ce qui se tramait, Bismarck s'était lamenté : « L'Autriche nous a effrayés en 1850 avec les baïonnettes russes, en 1854 avec les baïonnettes françaises, jusqu'à ce que nous fassions sa volonté; elle a le monopole du patriotisme allemand, représente seule les intérêts allemands et en outre a gardé la haute considération de la Prusse....Je crains le même jeu qu'après le 20 avril; on va trouver le moment venu de faire encore un pas en avant[2]. »

1. Bismarck à Manteuffel, 21 octobre 1854. *Correspondance diplomatique*, t. I, p. 327.

2. Bismarck à Gerlach, 22 novembre 1854. *Briefe an Gerlach*, p. 178.



C'était bien l'intention de l'Autriche, et, forte de l'appui de la Prusse, elle courait signer un nouveau traité avec la France et l'Angleterre. Le 2 décembre, la Cour de Vienne s'appropriait les quatre points, la France et l'Angleterre s'engageaient en cas de guerre entre l'Autriche et la Russie à secourir la première; enfin une clause spéciale imprimait au traité son véritable caractère ; si le rétablissement de la paix générale n'était pas assuré avant la fin de l'année sur les bases déjà posées, les souverains de France, d'Autriche, d'Angleterre « délibéreraient sans retard sur les moyens efficaces pour obtenir l'objet de leur alliance ». C'était à l'adresse du tzar une invitation à traiter, presque une sommation. Ainsi se trouvait justifiée la prophétie de Schwarzenberg que l'Autriche étonnerait le monde par son ingratitude.

Bismarck avait beau jeu à accuser la Cour de Vienne de duplicité. Il n'y manqua point. « La chose est fort suspecte, écrit-il le 4 décembre, surtout eu égard aux armements non interrompus que fait l'Autriche. Cette puissance s'est assuré l'appui de l'Europe pour le cas où ses troupes serait attaquées par la Russie, et il ne lui manque qu'un prétexte plausible ; si elle parvient à le faire naître, le but du cabinet de Vienne sera atteint ; ce but, c'est la coalition de l'Angleterre, de la France et de l'Autriche, organisée de *telle sorte* que non seulement l'Autriche soit couverte par l'Allemagne, mais encore qu'elle soit, grâce à l'appui de l'Allemagne, le membre le plus fort et le plus important de la coalition[1]. » Pour riposter à ces menées, Bismarck cherche à écarter de l'Autriche les petites puissances, à isoler le cabinet impérial, et à lui donner ce qu'il appelle, goguenard, « un rude mal aux cheveux une fois que l'ivresse sera passée ».

1. Bismarck à Manteuffel, 4 décembre 1854. *Correspondance diplomatique*, t. I, p. 338.

La tâche n'était pas impossible. Les gouvernements allemands n'avaient adhéré qu'avec répugnance au traité austro-prussien du 26 novembre ; Bismarck les y avait engagés, le cœur contraint peut-être, mais lié par sa qualité de diplomate prussien. Mais il espérait bien que c'était la dernière concession accordée à l'Autriche et que la Prusse refuserait d'adhérer au traité du 2 décembre ; il était bientôt rassuré, et, le 18, recevait à sa grande joie une lettre de Manteuffel qui lui affirmait son refus de participer aux nouvelles conventions de l'Autriche [1]. Il se mettait immédiatement en mesure de persuader les petites Cours que le traité passé entre l'Autriche, l'Angleterre et la France constituait pour elles un grave péril, et que leur adhésion à ce pacte diabolique les conduirait à une guerre sanglante, dangereuse, sans résultats possibles. Les petits gouvernements étaient tout convaincus et bien décidés à suivre la Prusse dans son abstension.

Buol s'irrite ; il invite la Diète, la Prusse, toutes les Cours allemandes à adhérer au traité du 2 décembre ; Bismarck désirait, pour réponse, une nette insinuation à l'Autriche que « la Prusse n'avait pas oublié le chemin de la Moravie » ; plus calme, son chef répondait que la Prusse avait déjà beaucoup fait dans la question d'Orient et entonnait un péan en l'honneur de la paix. Buol s'émeut ; il demande à la Diète la mobilisation des troupes fédérales, en exécution du traité du 20 avril 1854 ; Bismarck réplique que « l'unique but de cette convention est de repousser une attaque. Jusqu'à présent cette attaque n'a pas eu lieu, et elle n'est pas à redouter si l'Autriche ne devient pas l'agresseur ». La Cour de Vienne ne peut donc invoquer un traité dont le texte est inapplicable dans les circonstances actuelles. Les petites puissances approuvent ce

1. Bismarck à Gerlach, 21 décembre 1854. *Briefe an Gerlach*, p. 181.



raisonnement ; plusieurs rêvent d'une ligue des neutres, où entreraient, sous la direction de la Prusse, les États de quelque importance en Allemagne, Bavière, Saxe, Wurtemberg, les Hesse, et à laquelle adhéreraient les trois puissances du Nord. Ainsi entre la Russie à l'Est, la France, l'Angleterre, la Sardaigne leur nouvelle alliée à l'Ouest, l'Europe centrale se désintéresserait de la lutte et laisserait à l'Autriche son indépendance et son isolement. Ce projet plaisait à Bismarck, car il mettait la Prusse à la tête des États allemands ; il l'exposait avec verve à Manteuffel, qui ne l'écartait pas. Bismarck sentait qu'il avait ébranlé les sympathies autrichiennes de son ministre et redoublait ses attaques contre le traité du 2 décembre.

Les diplomates autrichiens étaient mécontents ; Prokesch prenait des airs belliqueux ; Buol envoyait une circulaire aux Cours allemandes pour réclamer à nouveau la mobilisation, et son délégué à Francfort en saisissait la Diète le 22 janvier. La délibération dura quinze jours ; Bismarck soulevait toutes les difficultés que lui suggérait son imagination féconde en expédients ; les petits princes comptaient leurs écus, passaient en revue leurs régiments, supputaient ce que leur coûterait la guerre en hommes et en argent et ce qu'elle leur rapporterait. Ils voyaient bien les dépenses, mais non le résultat, et Prokesch les trouvait tout « effarouchés ». Bismarck courait de l'un à l'autre, allait à Darmstadt et Wiesbaden où il laissait les grands-ducs tout « tremblants » de la peur d'une conflagration générale ; il montrait à ses collègues « l'Autriche comme frappée d'un vertige de conquête dangereux pour l'Allemagne », la Prusse au contraire calme, forte, intelligente [1] ; et sur ce parallèle, il les invitait à choi-

1. Prokesch à Buol, 1er février 1855. *Aus den Briefen von Prokesch*, p. 423.

sir. Gens prudents, les délégués des petits et moyens États allaient où ils ne voyaient pas de danger ; il y avait péril à suivre l'Autriche, qui préconisait l'action ; il n'y en avait pas à se rallier à la Prusse, qui prêchait l'abstention. Leur choix fut vite fait. Le 8 février, la Diète déclara qu'en l'absence de tout danger d'une agression russe, la mobilisation de l'armée fédérale n'était pas nécessaire ; la situation troublée de l'Europe exigeait simplement quelques préparatifs pour faciliter la mobilisation si elle devenait indispensable. C'était un refus en forme d'adhérer au traité du 2 décembre, un échec pour la Cour de Vienne, un succès pour Bismarck.

Buol exhala sa colère dans des dépêches fulminantes dont le seul résultat fut de solidariser plus étroitement les diverses puissances autour de la Prusse. Prokesch, de dépit, se fit rappeler[1]. Et, du plaisir de voir son adversaire quitter la place, Bismarck lui découvre une série de qualités, qu'il avait jusqu'alors méconnues : conscience, bienveillance, douceur. Son successeur, comte de Rechberg, Bavarois entré au service de l'Autriche, diplomate de carrière, arrive avec des idées conciliantes ; mais le terrible Prussien y flaire un piège, il considère le nouveau délégué comme « l'instrument qu'on a choisi pour exécuter quelque coup d'Etat hardi ; il peut bien être chargé de présenter à la Confédération l'alternative entre l'adhésion complète à la politique de l'Autriche et la rupture avec cette puissance ». Et la rivalité continue entre les deux délégués des grands Etats allemands ; car les hommes changent, mais les intérêts des nations restent.

Le comte de Rechberg devait avoir une belle carrière ; en 1859 il remplaça M. de Buol au ministère des Affaires étrangères et conduisit avec Bismarck l'affaire des duchés ; son

1. Il partait pour assister aux conférences de Vienne ; il revint pendant les mois d'été et fut nommé ambassadeur à Constantinople en octobre.



dernier acte fut la signature du traité de paix ; il se retira en 1864, à point pour laisser à son successeur le soin de mener l'Autriche au désastre de Sadowa ; mais il avait déjà préparé les voies qui y conduisaient.

Le refus de la Diète d'adhérer au traité du 2 décembre, — échec pour l'Autriche et, par conséquence indirecte, pour ses alliées la France et l'Angleterre, — avait mis en relief le rôle de Bismarck. Il avait réellement dirigé la politique fédérale, en opposition à Prokesch qui n'avait souci que des intérêts autrichiens. Un peu enivré de ce succès, il perdit pendant quelques semaines son habituelle précision de vue et créa un incident diplomatique assez vif où il s'emporta.

Au commencement du mois de janvier 1854, le bruit se répandait que la France, d'accord avec l'Autriche, demanderait aux Etats du sud de l'Allemagne, le libre passage de troupes en route pour l'Orient. Cette nouvelle continuait à circuler, sans qu'on pût préciser exactement d'où elle venait et on annonçait même que la France se passerait d'autorisation, persuadée que « les Etats du Sud céderaient à une douce violence, aussitôt qu'ils verraient déboucher les colonnes françaises du pont de Kehl ». A la réflexion, ce voyage à pied pour traverser l'Europe entière parut invraisemblable : où iraient les troupes françaises ? En Crimée ? C'était loin de la France ; dans les principautés danubiennes ? Les Russes les avaient abandonnées ; en Autriche et pour la défendre ? Mais qui l'attaquait ? Il n'y avait là que des racontars de chancellerie, nés de la mobilisation à Châlons de renforts destinés à la Crimée.

Néanmoins Bismarck crut à l'exactitude de cette nouvelle, et il demanda à son ministre s'il n'y avait pas lieu de mettre en garde les puissances du Sud contre une invasion, s'il n'était même pas urgent de prendre les mesures nécessaires pour la

prévenir. « Si la France, écrivait-il le 11 février 1855, concentrait réellement près de l'Allemagne des forces assez considérables pour pouvoir inonder Bade et le Wurtemberg avant qu'il fût possible d'arrêter l'invasion, il faudrait nous y préparer et avaler cette pilule... Cette concession entraînerait certainement à bref délai l'établissement de la domination militaire de la France sur ces pays, moitié par la douceur, moitié par la force, et, par le fait, la Confédération en tant qu'unité politique, se trouverait entamée et paralysée[1]. » Il proposait donc une action énergique à Carlsruhe, Stuttgart et Munich, la mise en état des forteresses de Mayence et Rastadt, au besoin la mobilisation des troupes prussiennes et fédérales; il était persuadé que les soldats du Sud, bien soutenus, se battraient « pour la Confédération, pour cette maison de verre dont la conservation rend seule possible l'existence de la plupart des Etats de l'Allemagne. L'acte fédéral est leur planche de salut sur la mer européenne soulevée par la tempête; ils s'y cramponnent et n'ont qu'une crainte, c'est que la Prusse elle-même n'en brise les liens ».

Il était du devoir d'un diplomate soigneux d'aviser son ministre d'une nouvelle inquiétante et de lui indiquer les moyens de parer au danger. Mais Bismarck, — une fois n'est pas coutume, — manqua de prudence et parla trop haut. Ses paroles, probablement dénaturées, — il l'affirme, — furent soigneusement recueillies par quelque envieux et rapportées à M. Prokesch, et au ministre français, M. de Tallenay. Tous deux étaient mécontents de l'attitude du diplomate prussien et ne manquèrent pas d'en référer à leurs gouvernements ; M. Prokesch, qui préparait ses malles, était heureux de lancer à son excellent ami la flèche du Parthe

1. Bismarck à Manteuffel. 11 février 1855. *Correspondance diplomatique*, t. I, p. 394.



sous forme d'une circulaire aigrelette pleine de lamentations sur la conduite du délégué prussien. M. de Tallenay, qui avait reçu du quai d'Orsay mission « de travailler dans le sens des demandes de l'Autriche » et avait été tenu en échec par Bismarck, relata en ces termes l'incident : « Hier, au moment où l'Assemblée fédérale levait la séance, M. de Bismarck a dit assez haut que prochainement il ferait une motion tendant à mettre sur le pied de guerre et en état de défense les forteresses fédérales du Luxembourg, de Mayence, d'Ulm et de Rastadt. M. de Bismarck ne s'occupe que de faire triompher en Allemagne le principe de la neutralité armée... On ne sait comment concilier l'action de la Prusse à Francfort avec les négociations qu'elle poursuit à Paris en vue d'une entente séparée avec la France sur les bases du traité du 2 décembre[1]. » Ces derniers mots faisaient allusion à une nouvelle mission du général de Wedell à Paris, qui avait permis de croire au désir de Frédéric-Guillaume IV de s'entendre avec la France.

M. Drouyn de Lhuys découvrit une duplicité dans la politique prussienne où il n'y avait que tiraillements entre plusieurs tendances; il s'en plaignit à son ambassadeur, M. de Moustiers, et le chargea de demander des explications au cabinet de Berlin sur les termes de la motion dont son représentant à la Diète avait entretenu ses collègues. M. de Manteuffel protesta que « M. de Bismarck n'était pas autorisé à tenir le langage qu'on lui prêtait ». L'ambassadeur français s'arma de la circulaire autrichienne pour démontrer que les paroles reprochées au délégué prussien avaient bien été tenues par lui. Le ministre alors affirma qu' « il avait écrit fortement à M. de Bismarck pour l'engager à être plus prudent dans son lan-

1. M. de Tallenay à M. Drouyn de Lhuys. Rothan, *La Prusse et son roi pendant la guerre de Crimée*, p. 129.

gage, plus réservé dans ses actes[1] ». En fait, il refusa de le désavouer officiellement[2].

M. Drouyn de Lhuys ne voulut ni aggraver l'incident, ni le laisser tomber ; il lui plaisait de l'entretenir en l'état comme une menace, et, le 17 mars, le *Moniteur universel* contenait en première page, une note ainsi conçue : « Francfort, 14 mars. Dans une des dernières séances de la Diète, M. de Bismarck répondant aux communications du plénipotentiaire d'Autriche relativement à l'état de l'effectif militaire de cette puissance, avait prononcé des paroles qui semblaient révéler des dispositions peu favorables pour la politique des cabinets alliés. — M. de Bismarck a été désavoué et blâmé par son gouvernement. — La Prusse déclare, en outre, qu'elle ne demande nullement que le contingent autrichien reste sur le territoire fédéral, et qu'elle ne songe pas à l'armement des forteresses de Luxembourg et de Mayence. »

A la lecture de ces lignes, Bismarck se courrouce : pour le calmer, M. de Tallenay vient le voir, lui assure qu' « il est complètement étranger à l'allégation de la feuille officielle », qu'elle doit être empruntée au rapport de quelque envoyé ou consul, et, charitablement, en reporte la responsabilité sur M. Rothan, secrétaire d'ambassade à Berlin, qui avait séjourné plusieurs jours à Francfort[3]. Mais cette démarche ne suffit pas à Bismarck ; il demande à son ministre un démenti de caractère officiel ; il fulmine contre l'Autriche. « Tout cela provient des mensonges de Prokesch dans ses rapports et ses conversations de *verve* avec l'envoyé anglais, écrit-il à Gerlach... Je ne puis me croire un délégué prussien sous le con-

1. M. de Moustiers à M. Drouyn de Lhuys. Rothan, *loc. cit.*, p. 136.

2. Circulaire prussienne du 3 mars 1855 aux légations royales en Allemagne.

3. Bismarck à Manteuffel, 20 mars 1855. *Correspondance diplomatique*, t. II, p. 2.



trôle et la censure de MM. Drouyn de Lhuys et de Moustiers, je ne jouerai jamais ce rôle[1]. » Il parle d'aller à Berlin, d'en référer au roi, car « il ne peut laisser tomber la chose ».

Elle tomba néanmoins dans le retentissement d'un événement tragique : la mort du tzar.

III. — Nicolas avait été pendant deux années l'arbitre du monde ; il avait ligué les rois contre la Révolution, et les rois s'étaient ligués contre lui ; Constantinople, qu'il regardait comme un boulevard russe, était devenu le quartier général de ses ennemis ; la mer Noire était envahie ; les troupes russes avaient été repoussées à l'Alma, à Inkermann ; le cercle de fer se rétrécissait autour de Sébastopol ; la défaite était proche ; le dieu était déchu. Usé par la déception, la colère, la douleur, il était de bonne proie pour la maladie : en deux jours, elle le terrassa et l'enleva (2 mars). Parmi ses dernières recommandations, il songea à l'entente de son Empire avec la Prusse : « Que Frédéric-Guillaume continue à demeurer attaché à la Russie. »

On pouvait espérer que la paix résulterait de la disparition « d'une personnalité importante et irrémédiablement compromise dans la guerre[2] ». Bismarck n'osait y compter : « Ce sera, écrivait-il à Gerlach, pour l'empereur François-Joseph un allègement de la situation, pour l'Angleterre la fin d'une crainte spéciale à la personne de l'empereur Nicolas, pour la France la disparition d'une inimitié personnelle ; mais il était plus facile à l'ancien empereur qu'au nouveau de réprimer les tendances belliqueuses en Russie[3]. » Sa vue

1. Bismarck à Gerlach, 19 mars 1855. *Briefe an Gerlach*. p. 209. 211.

2. Drouyn de Lhuys à Bourqueney, 7 mars 1855. D'Harcourt, *Les quatre Ministères de M. Drouyn de Lhuys*, p. 107.

3. Bismarck à Gerlach, 7 mars 1855. *Loc. cit.*, p. 200.

était juste, les premières paroles d'Alexandre II annoncèrent son intention « de persévérer dans la ligne des principes qui servirent de règle à son oncle et à son père »; et la guerre continua.

Cependant, à Vienne, on s'était bercé de l'espoir de mettre fin à la lutte : les conférences avaient repris entre diplomates et elles avaient abouti à un résultat si heureux que les ministres des puissances intéressées, lord John Russell, Ali-Pacha, M. Drouyn de Lhuys vinrent à Vienne comme pour sceller les derniers accords [1]. Mais ils n'arrivèrent qu'à proposer une « combinaison subtile, alambiquée, qui eût évoqué l'antique Byzance non loin des lieux où elle avait vécu [2] ». M. Drouyn de Lhuys ne parvint pas à la faire adopter par Napoléon III; désavoué par son souverain, il ne put que se retirer, et sa démission marqua définitivement l'échec des conférences de Vienne.

La Prusse n'y avait point paru et volontairement. En vain, l'Autriche avait-elle essayé d'entraîner les diverses Cours allemandes à sa remorque ; M. de Buol était « revenu à la charge » dans une circulaire qui « pressait les gouvernements de se prononcer par une résolution de la Diète ou *isolément* pour la politique de l'Autriche, sous peine de voir cette puissance *sortir* de la Confédération [3] ». Ni la Prusse, ni les petites Cours n'avaient voulu modifier leur attitude de stricte neutralité. Mais l'échec des conférences de Vienne, forte déception pour le cabinet autrichien, engagea M. de Buol à plus de conciliation. Au lendemain du départ de M. Drouyn de Lhuys, M. de Rechberg aborda M. de Bismarck en lui pré-

1. L. Thouvenel. *Pages de l'histoire du Second Empire*, avec préface de M. Vandal (1903), p. 5 et suiv.

2. M. Vandal. Préface, *loc. cit.*, p. X.

3. Bismarck à Manteuffel, 30 avril 1855. *Correspondance diplomatique*, t. II, p. 14.



sentant le rameau d'olivier : « Il me dit, rapporta le délégué prussien, qu'il comptait que la parfaite entente entre nous pourrait être amenée en quelques semaines ; que ce n'était plus qu'une question de forme et d'initiative, question qu'on pourrait peut-être tourner si nous faisions les premiers pas à Francfort et qu'il était prêt à soumettre à son cabinet. Il était d'avis que les vues des deux Cours se rapprocheraient par la force des choses ; qu'en essayant de faire appel aux nationalités, la France pourrait finalement amener l'Autriche à s'allier avec la Russie, et que les puissances occidentales, en posant à la Russie des conditions exagérées, feraient naturellement cesser toute solidarité entre Vienne et Paris[1]. » Bismarck s'était méfié, il s'était demandé ce que signifiaient ces paroles subtiles ; suivant son habitude il s'était renseigné auprès des délégués minuscules, dont les oreilles étaient tendues à tous bruits, et il avait appris que l'Autriche désirait « se laisser faire une douce violence et se convertir à la neutralité commune avec la Prusse... ; la poire est mûre et tombera d'elle-même ».

Pendant tout l'été, en effet, le cabinet de Vienne restera sur la réserve et cherchera à restreindre la portée de son alliance du 2 décembre ; il désire uniquement jouer le rôle d'arbitre et de médiateur entre les belligérants ; il proteste partout de la pureté de ses intentions ; il est aimable avec tous, surveille ses intérêts et fait des économies. Une telle attitude le rapproche forcément de la Cour prussienne. M. Prokesch, revenu pour quelques mois à Francfort, s'empresse de rendre visite à Bismarck ; il est avec lui d'une « amabilité parfaite » ; il lui propose « de commencer une année nouvelle et d'oublier les désagréments de l'ancienne ». Néanmoins les discussions

1. Bismarck à Manteuffel, 18 mai 1855, *loc. cit.*, p. 20.

avaient recommencé, longues également sur les grandes questions et les vétilles ridicules, sur l'attitude de l'Allemagne dans la question d'Orient et l'alternance de l'Autriche avec l'Oldenbourg dans la commission seigneuriale, sur la constitution et le commandement de l'armée fédérale et sur la suppression des jeux. On n'aboutissait à rien ; on piétinait sur place. Le 2 août, la Diète se prorogeait pour deux mois ; Bismarck partait en congé.

En Orient, les soldats mouraient sans tant de phrases : avec l'hiver, le froid ou l'humidité dans les tranchées pleines de neige et d'eau ; avec le printemps, la reprise des hostilités, les bombardements successifs, la prise du Mamelon Vert, l'échec des Redans ; avec l'été, le choléra ; mais à Paris, l'Exposition universelle attirait les étrangers, multipliait les fêtes, roulait les soucis dans le tourbillon du plaisir. Les pétards des feux d'artifices répondaient aux canonnades de la Crimée.

Bismarck pensa le moment favorable pour y paraître. Il était mal vu des diplomates français qui connaissaient son rôle à Francfort, ses sympathies russes, son hostilité à l'alliance autrichienne. L'incident du mois de mars, la note du *Moniteur universel*, ses protestations véhémentes, avaient créé à son égard une certaine animosité qu'il désirait dissiper. Au lieu d'une cure à Kissingen ou de bains de mer, il profita d'une invitation de l'ambassadeur de Prusse en France, comte de Hatzfeld, pour séjourner à Paris. Il n'y était pas venu depuis dix ans. Il était attiré par la ville qu'il appelait sans fard « Babylone ».

Il n'était pas facile à émouvoir, mais sa première impression fut d'épouvante et de fatigue. « C'est une ville merveilleuse que ce Paris, écrit-il à sa femme. Représente-toi Francfort six fois plus grand, des rues pleines de magasins et plus



grandes que la Zeil[1], et dans chacune un tapage comme là gare à l'arrivée de trois trains bondés. Une masse de rues anciennes ont disparu, d'autres ont été créées, longues comme la Friedrichstrasse[2], avec 400 numéros de maison et plus[3]. » Il est frappé de l'attitude des militaires qu'on rencontre dans la ville et qui en paraissent les maîtres, car « la domination de la bourgeoisie de Juillet sur l'armée est passée. L'éclairage est brillant, mais on rencontre encore plus d'agents de police que de lanternes, il n'y a pas de coin de rue où l'on ne soit sûr d'apercevoir l'uniforme d'un *agent de police*, *gendarme*, *municipal*[4], ou comme ils s'appellent tous; on ne peut se tenir tranquille, sans entendre à côté de soi : *Circulez, s'il vous plait*. Je ne serais pas étonné de voir, au lever du matin, un visage avec moustache et impériale sous un chapeau de guingois, qui me dise avec la politesse d'un gardien de prison : *Pissez, s'il vous plaît, changez de chemise, s'il vous plait*. On cesse d'éternuer ou de se moucher de sa propre volonté dès qu'on a mis le pied dans cette ornière. Le Français dit : *C'est précisément ce qu'il nous faut ; le despotisme est la seule forme de gouvernement compatible avec l'esprit français*[5] ». La satire est mordante des mœurs de 1855 et de l'esprit de discipline au beau moment de l'autorité impériale, mais, pour exagérée, la critique contient un grain de vérité.

Le soir il fréquente les salons les plus brillants de Paris. L'ambassadeur de Prusse avait épousé la fille du maréchal de Castellane et la comtesse de Hatzfeld réunissait dans ses salons les aristocraties française et allemande. La visite du

1. L'artère principale de Francfort.

2. Une des plus longues rues de Berlin.

3. Bismarck à sa femme. 27 août et 2 septembre 1855. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 367-368.

4. Tous les passages en italique sont en français dans le texte allemand.

5. Bismarck à Gerlach, 15 septembre 1855. *Bismarck an Gerlach*, p. 246.



prince Adelbert de Bavière, frère du roi, donnait à l'ambassadrice l'occasion de réunir à dîner en son honneur une quarantaine de personnes, le général Canrobert, la marquise de Contades, M. de Bismarck. Le vieux maréchal de Castellane s'entretenait avec le diplomate prussien : « Il est grand et poli, note-t-il dans son journal, a l'air plus épais que distingué. Il passe pour avoir des tendances russes[1]. »

Présenté à Napoléon III par son ambassadeur, il eut avec l'empereur un entretien de quelque durée. Pour la première fois se trouvaient en présence deux hommes dont les relations devaient être heureuses pour la patrie de l'un, fatales pour le pays de l'autre. Dans sa politesse bienveillante, mais vague, Napoléon « se montra bien plus indulgent que l'Angleterre et l'Autriche pour les péchés dont la Prusse s'était rendue coupable envers la politique des puissances occidentales ». Le souverain désirait un accord intime entre la France et la Prusse. A l'en croire, les deux États voisins, placés à la tête de la civilisation par leur culture intellectuelle et leurs intitutions, se devaient un appui mutuel[2]. Touché par ces compliments, Bismarck délivrait à l'empereur un pronostic de long règne. « Tant qu'il vivra, écrivait-il, je crois qu'il se maintiendra. Il a dans la garde et la gendarmerie, trop de gens bien payés, qui désirent que tout reste en l'état actuel, et ils sont assez nombreux pour tenir Paris en bride. » Il comptait sans sa propre intervention.

Paris était alors lieu de rendez-vous pour les têtes couronnées. La reine d'Angleterre y arrivait en même temps que Bismarck et le diplomate prussien lui fut présenté par le duc de Ratibor. Aimable et courtoise, elle échangea avec lui quelques paroles en allemand, ni très longues, ni très com-

1. *Journal du marquis de Castellane*, t. V (1897), p. 103, 108.
2. Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 200.



promettantes : « Je lui ai dit, remarque-t-elle dans son journal, que Paris était beau; il m'a répondu : « Encore plus beau que Pétersbourg[1]. » Et l'entretien finit sur ces grandes paroles. La conversation fut plus longue avec le prince Albert, « en uniforme noir, beau et froid ». Il n'ignorait pas les tendances russes de Bismarck et lui fit sentir sa désapprobation avec un ton d'ironie supérieure : poli, correct dans son rôle officiel, l'autre répondit avec tranquillité, mais quarante ans plus tard il avait encore un vif ressentiment contre celui qui n'avait pas compris son patriotisme prussien, son horreur des influences étrangères, son mépris d'une politique à la remorque[2].

Cette conversation avait lieu à Versailles, au grand bal donné en l'honneur de la reine Victoria. La fête lui plut sur le moment, il la déclara magnifique, *pratchvoll*. A la réflexion, il lui trouva des défauts que sa haine de la France, de la *Babylone* moderne, exagérèrent à plaisir : le ton des invités, l'organisation des entrées et des sorties, le « désarroi » du souper, l' « approche tumultueuse » et les « collisions » dans les couloirs, le matériel, la cuisine même, tout est persiflé dans ses Mémoires. Rien n'en apparait en 1855 dans sa correspondance intime avec sa femme ou amicale avec Gerlach; il y loue les attentions dont il est l'objet, la beauté de l'impératrice « plus jolie que tous les portraits que j'ai vus d'elle, gracieuse et aimable d'une façon incroyable..., des yeux et une bouche superbes et naturellement des diamants fabuleux ».

Une chasse à Fontainebleau, un diner chez le comte Walewski, un second banquet à l'ambassade, des soirées au théâtre, les longues distances de Paris finissent par le fatiguer.

Il parcourt l'Exposition, mais sans plaisir, sauf aux tableaux :

1. *Journal de la reine Victoria*. Cpr. Chevalley. *Victoria* (1902), p. 171.
2. Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 195.

« Des milliers d'objets de toutes sortes, écrit-il dont je ne sais pas le nom, et dont la masse rend impossible de s'intéresser à chacun dans ce bric-à-brac. On prendrait plusieurs semaines de son temps, rien que pour s'orienter ». Ahuri du tumulte des rues, lassé de l'Exposition, il cherche le calme dans les environs souriants de la capitale, Versailles, Saint-Cloud, Fontainebleau, où l'adorateur des bois et du plein air respire avec bonheur : « Une partie des environs est très jolie, écrit-il, quelque chose comme les rives du lac de Zurich, moins l'eau, sauf la Seine qui est plus petite que le Mein; c'est mamelonné et vert, avec beaucoup de nids blancs de maisons, villes et villages. »

Ou bien il se délasse à rester le soir dans le jardin de l'ambassade, « au clair de lune, un bon cigare, tout près de la Seine, avec la vue sur celle-ci, les arbres et les lumières du jardin des Tuileries sur l'autre rivage[1] ». On y devise sur la vie parisienne, sa cherté, son luxe. « L'argent est tout à Paris, et un Montmorency ou un maréchal n'est qu'un chien à coté de Rothschild, Fould ou Pereyre ».

Il s'y trouve bien cependant, car il y prolonge son séjour, et, pour y rester, il sacrifie un voyage dans le Centre, un séjour aux bains de mer; et quand il part, il rêve d'y revenir. Il devait y retourner souvent, une fois de trop.

Il n'a pas été ébloui par les fêtes, il a regardé autour de lui et froidement observé. Il a remarqué que les casernes sont vides, sauf à Paris, Lyon et Boulogne, où l'on a conservé les régiments au complet; partout ailleurs, il n'y a que des dépôts, où des vétérans exercent à la hâte des recrues pour les envoyer rapidement en Crimée; à Strasbourg, à Metz, la garde est tenue par des « non combattants », ouvriers de manu-

1. L'ambassade de Prusse, actuellement d'Allemagne, rue de Lille, a un beau jardin qui s'étend jusqu'au quai d'Orsay.



factures militaires, gardes d'artillerie[1]. Bismarck ne parlera plus de la nécessité de protéger la frontière des provinces rhénanes contre une invasion française. Malgré le clinquant des bals et le bercement des orchestres, il a relevé la lassitude de la guerre, l'inquiétude et les deuils des familles militaires, l'aigreur contre la politique astucieuse et cauteleuse de l'Autriche, un désir universel de paix. Il a percé les « mensonges » des déclarations officielles, des congratulations solennelles, des notes au *Moniteur*, des discours et des proclamations. On se « désintéresse » même des nouvelles d'Orient, on veut la paix, du pain et des jeux.

La guerre était aux heures décisives et aux combats les plus acharnés. Le 16 août, la sanglante bataille de Tratkir donnait un résultat petit si on le compare au sacrifice des vies humaines qu'elle exigea; les véritables vainqueurs furent les Sardes, ils perdirent 28 hommes: à Turin, les patriotes avisés s'en réjouirent : « C'est avec ce sang, disaient-ils, que se fait l'Italie. » Le 5 septembre, la malheureuse Sébastopol fut hachée en morceaux par le bombardement des pièces anglaises et françaises. Le 8 septembre, la prise de Malakoff, lutte acharnée, sanglante, livrait aux alliés la ville dont ses défenseurs faisaient pendant la nuit un immense amas de décombres. Le 10 septembre, les Anglais et les Français entraient dans Sébastopol désert[2].

L'Europe croyait la guerre terminée : les puissances qui y étaient restées étrangères cherchaient à tirer parti de leur prudence. L'Autriche soufflait plus fort que jamais dans sa « trompette guerrière en papier », et, pour excuser sa lenteur à mobiliser, accusait à Paris la Prusse de la paralyser; Bis-

1. Bismarck à Manteuffel, 14 septembre 1855. Poschinger. *Preussen im Bundestag*, t. IV, p. 237.

2. Erreur de date dans Sybel, *Die Begründung*, t. II, p. 236.

marck proclamait qu'une « sérieuse prise de bec » seule débarrasserait le gouvernement prussien de ces dénonciations[1]. A Berlin, le roi était « sujet à des emportements », et, mécontent d'être tenu à l'écart de la politique européenne, rudoyait ceux qui lui avaient conseillé de s'abstenir[2]. Le général de Gerlach sentait proche une éclipse de son influence. « Thirsis, disait-il à l'un de ses amis, il faut songer à préparer sa retraite[3]. » Manteuffel faisait l'ouvrier de la dernière heure pour participer à la gloire sans avoir été à la peine. Il offrait ses bons offices à Paris, à Londres, à Pétersbourg. Il proposait à Vienne une intervention de compte à demi, qui aurait pu se transformer en médiation. Mais il était éconduit aimablement par le comte Walewski, rudement par lord Clarendon, dédaigneusement par le comte de Buol. Les petites Cours tournaient leurs regards vers Paris : sous prétexte de contempler les derniers jours de l'Exposition, leurs ministres y venaient demander audience à l'empereur et sentir d'où venait le vent. Et les journaux allemands gémissaient sur la maladresse de la Diète, l'impuissance de la Confédération, la déchéance de l'Allemagne.

Bismarck était en disgrâce, le roi le classait parmi les partisans de l'alliance russe, auxquels il ne pardonnait pas sa situation effacée. Et en même temps le voyage de Paris avait placé le hobereau parmi les bonapartistes, adorateurs du soleil levant. Il avait beau protester de sa « santé politique. J'ai beaucoup, ajoutait-il, de la nature du canard, l'eau glisse sur ses plumes ; il y a loin pour moi de la peau extérieure au cœur. Je n'ai pas été gagné au bonapartisme, au contraire, il m'est tombé comme un poids de la poitrine, quand

1. Bismarck à Gerlach, 7 octobre 1855, *Briefe an Gerlach*, p. 252.

2. Duc Ernest de Cobourg. *Aus meinem Leben*, t. II, p. 289.

3. Rothan. *La Prusse et son roi pendant la guerre de Crimée*, p. 219-220.

j'ai eu de nouveau la frontière derrière moi; j'aurais pu embrasser le premier poteau noir et blanc[1] et j'avais une profonde sympathie de compatriote pour deux fabricants du Palatinat qui étaient dans mon wagon[2] ». On ne prenait pas ces protestations au sérieux. Aller à Paris, voir l'usurpateur, rendre visite à l'héritier de Napoléon, et sans mission officielle, pour son seul plaisir, quelle faute!

On le lui fit sentir. A une fête célébrée pour la construction de la cathédrale de Cologne, la Cour lui battit froid. Mme de Bismarck, qui apparaissait rarement aux cérémonies officielles, fut volontairement tenue à l'écard par la reine et serait restée seule, écrasée sous l'opprobe universelle, sans la galanterie du prince de Prusse qui lui offrit son bras.

La colère du roi fut de courte durée. Bismarck y mit fin par une spirituelle boutade; Frédéric-Guillaume lui demandait son opinion sur Napoléon III; l'autre de répondre franchement : « C'est un homme intelligent et aimable, moins habile qu'on le dit : on met tout événement sur son compte, et s'il pleut à contretemps dans l'Asie Orientale, on en attribue la cause à quelque machination perfide de l'empereur...; on le considère, chez nous, comme une sorte de « génie du mal », méditant toujours quelque mauvais coup pour troubler le monde...; on surfait son intelligence aux dépens de son cœur, et c'est le propre de son caractère de reconnaître tout service rendu par une gratitude poussée à un degré peu ordinaire. » Le roi rit avec une ironie de désapprobation. Bismarck ajouta qu'il devinait sa pensée et sur l'autorisation du monarque, continua : « Le général de Canitz faisant aux jeunes officiers de l'École supérieure de guerre des conférences sur les campagnes de Napoléon, un auditeur lui

1. Couleurs de la Prusse.

2. Bismarck à Gerlach, 15 septembre 1855. *Briefe an Gerlach*, p. 246.



demanda pourquoi l'empereur n'avait pas exécuté tel mouvement. Canitz lui répondit : — Eh bien ! oui, vous voyez ce qu'était ce Napoléon, une bonne pâte d'homme, mais d'un bête, d'un bête ! — Ce propos excita naturellement une grande hilarité parmi les élèves de l'École de guerre. Je crains que Votre Majesté ne pense de moi ce que le général de Canitz pensait de son élève[1]. » Le roi rit. Il était désarmé ; c'était un homme d'esprit, il aimait la joyeuse franchise de Bismarck et lui rendit sa confiance.

L'automne se passa en négociations stériles. Bismarck fut envoyé à Munich et à Stuttgart, sous prétexte de régler des questions monétaires, en réalité pour contre-balancer[2] l'influence de la France et de l'Autriche en ravivant des rivalités et des jalousies qui menaçaient de s'éteindre. A Munich, M. de Pfordten, revenu récemment de Paris, l'entretint des tendances de Napoléon à développer les nationalités et de ses sympathies pour la Pologne ; il s'étendit plus longuement sur les besoins matériels de la Bavière : la pièce de cinq francs, le Code de Commerce, un pont sur le Rhin, le déficit des chemins de fer tenaient la première place dans ses préoccupations ; le roi Maximilien lui parla de sujets analogues ; le diplomate prussien ne put qu'encourager ses deux interlocuteurs dans leur sollicitude, en cherchant à leur démontrer que la Bavière n'acquerrait son développement naturel qu'avec l'appui de la Prusse. A Stuttgart, il fut reçu avec une bienveillance marquée par le vieux roi Guillaume. C'était un fin politique ; il hurlait avec le loup présent à sa table, quitte à hurler différemment avec un autre. Il entretint Bismarck des bienfaits de la paix, car il l'y savait favorable ; puis il lui glissa doucement que la stagnation seule lui était permise ;

1. Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 202.
2. Thouvenel. *Pages de l'histoire du Second Empire*, p. 221.

pris entre l'Autriche et la Prusse, il ne pouvait risquer l'inimitié de ces deux pays, car son petit royaume aurait été envahi avant que les secours eussent pu arriver de Berlin. Et il concluait avec philosophie : « La chemise wurtembergeoise est plus près de ma peau que la tunique allemande[1]. »

Ainsi dans les Cours, petites ou grandes, on ne parlait que de la paix, et la guerre continuait. En novembre, les Russes avaient remporté un succès brillant en prenant de haute lutte la forteresse turque de Kars, défendue par les Anglais. Mais ils s'épuisaient en hommes et en argent. M. de Buol pensa le moment venu d'intervenir; il avait cru, lors de la prise de Sébastopol tenir « les Principautés danubiennes dans sa poche[2] ». Il voulait les y serrer définitivement et il avait renvoyé à Pétersbourg son ambassadeur, le comte Esterhazy, avec une dépêche proposant comme base de négociations les quatre points, mais aggravés par la neutralisation complète de la mer Noire et une rectification de frontière en Bessarabie. La Russie entrait en pourparlers sur cette donnée, lorsque soudain, pour brusquer les décisions, Buol exigea l'adoption pure et simple de ses propositions, sous menace d'une rupture immédiate. La Russie était forcée, mais son courroux contre l'Autriche fut violent et durable. Avec plus de douceur, Frédéric-Guillaume IV écrivit à son impérial neveu pour l'engager avec instance à céder. Le 16 janvier, Alexandre II accepta les conditions autrichiennes.

Le 25 février, les délégués des Cours intéressées se réunissaient en Congrès à Paris. Les vainqueurs, l'Angleterre, la Sardaigne, la Turquie et la France, la vaincue, la Russie, le

1. Sur la mission de Bismarck à Munich et Stuttgart, voyez son rapport du 21 décembre 1855. *Correspondance diplomatique*, t. II, p. 70 et suiv. *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 130.

2. Beust, *Mémoires*, t. I, p. 159.

courtier, l'Autriche, y étaient représentés : seule des grandes puissances, la Prusse n'y avait point place. Elle n'avait participé ni à la guerre ni aux préliminaires de la paix ; on ne la jugea pas digne de siéger en si haute assemblée. « Les grandes puissances, écrivait le prince Albert au roi Léopold, ne peuvent prendre part au jeu de la politique, que si elles ont mis leur enjeu sur le tapis. » La Prusse était reléguée au rang des petits États, avec la Hollande, la Belgique, les États scandinaves. C'était un coup rude pour l'orgueil prussien.

Bismarck montrait bon visage contre mauvaise fortune. « Si nous entrons dans le concert des puissances, écrivait-il à son ministre, nous renonçons à la position indépendante que nous avons prise pour tomber sous la pression d'une majorité de trois contre un, ou, avec la Sardaigne et la Turquie, de cinq contre un. Si nous accédons au programme occidental, nous risquons de perdre d'un seul coup les fruits de deux ans de sagesse, les fruits de notre union avec les États de l'Allemagne, des ménagements que nous avons gardés envers la Russie, du prestige et de la force que nous avons pris vis-à-vis des belligérants. » Ce n'était là que des prétextes; il était profondément blessé de voir sa patrie abaissée en si modeste posture. Et le passage à Francfort de Buol, qui allait à Paris représenter l'Autriche, l'irritait, car il voyait les délégués des petites Cours s'empresser autour du puissant diplomate; il avait beau plaisanter avec un rire de dépit sur le « troupeau de la Diète rangé et surveillé par le comte de Rechberg et prêt à rendre ses hommages au comte de Buol » ; il enrageait de n'être pas, lui aussi, l'objet d'honneurs spéciaux, et de voir « le ministre délégué de la Prusse confondu avec la masse de tous les *deorum minorum gentium*[1] ». Sa

1. Bismarck à Manteuffel, 14 février 1856. *Correspondance diplomatique*, t. II, p. 130.



colère retombait lourdement sur l'Autriche. « Quatre fois, grinçait-il de jalousie, en deux ans elle a joué son jeu contre nous, et, nous qui sommes une grande puissance, elle veut que nous signions maintenant notre abdication et nous refuse tout emplâtre pour guérir nos blessures[1] ». Il en était malade, et, en réalité, vomissait de la bile.

Et, pour comble de malheur, les petits royaumes demandaient que la Confédération figurât au Congrès de Paris; on parlait même de charger la Prusse de l'y représenter de telle sorte « qu'exclue des conférences comme puissance indépendante, elle y prendrait part comme organe de la Confédération ». Son rôle eût été nul, surtout à côté de l'Autriche, capable de la neutraliser sans cesse, comme membre de la Confédération. Bismarck parvint, tout au moins, à écarter cette éventualité, et après un mois de délibérations, de conflits épiques entre les délégués autrichien et prussien, de conciliabules entre les moindres plénipotentiaires, la Diète adopta une déclaration anodine, sans portée, de vague adhésion aux préliminaires de la paix.

Ce fut un soulagement pour les patriotes prussiens lorsque, le 13 mars, l'ambassadeur français remit à M. de Manteuffel l'invitation de prendre part au Congrès. « Nous pouvons nous rendre à une invitation qui n'est subordonnée à aucune condition », écrivait le ministre à son délégué fédéral. « Nous montrons trop d'empressement, répliquait celui-ci, sinon à son chef, au moins au fidèle Gerlach. On reçoit l'invitation le matin, et à deux heures on laisse imprimer que la Prusse l'accepte. Il eût été préférable de montrer un peu plus de froideur, au moins à l'extérieur, si on ne l'avait pas intérieurement[2]. »

1. Bismarck à Gerlach, 11 février 1856. *Briefe an Gerlach*, p. 279.
2. Bismarck à Gerlach, 19 mars 1856. *Loc. cit.*, p. 286.



Il craignait que le représentant de la Prusse eût au Congrès une situation « d'autant plus effacée que son pays est éloigné de l'objet et du théâtre de la guerre ». Ses craintes n'étaient pas vaines; Manteuffel joua au Congrès un rôle si prudent, si réservé, qu'il en fût presque muet, et le roi en lui conférant l'ordre de l'Aigle-Noir à cette occasion pouvait louer sa sagesse et omettre son éloquence [1]. Mais au moins l'honneur était sauf, la Prusse était remise au rang des grandes puissances, elle signait l'acte de Paris à l'égale de l'Autriche.

Dans un pénétrant rapport qu'il adressait le 26 avril à son ministre, — et qu'on a qualifié, à juste titre, de magnifique, *der Prachtbericht*, — Bismarck analysait à grands et larges traits la situation politique de l'Europe. Au moyen âge, après un certain temps de travail, l'ouvrier qui voulait passer maître devait livrer à la corporation un morceau capital : en écrivant le rapport du 26 avril, après cinq ans d'études diplomatiques, Bismarck donnait à la Carrière son « chef-d'œuvre [2] ». Il faudrait le citer en entier.

Le diplomate y dépeint l'Europe inquiète, sans confiance dans la paix. « En attendant les événements futurs, tous, grands et petits recherchent l'amitié de la France ; l'empereur Napoléon, quelque neuves, quelque étroites que soient les bases de sa dynastie en France même, a le choix entre les alliances qui s'offrent à lui. » Les bons rapports continueront entre la France et l'Angleterre et « le mariage des deux puissances occidentales, tout en ayant donné lieu à des scènes de

1. Manteuffel. *Denkwürdigkeiten*, t. III, p. 70. Hübner, *Neuf ans de souvenirs d'un ambassadeur d'Autriche à Paris*, p. 405 et suiv.

2. Bismarck à Manteuffel, 26 avril 1856. *Correspondance diplomatique*, t. II, p. 155 à 167.



lune rousse, ne se rompra pas de sitôt. » Une autre alliance est à prévoir, celle de la France et de la Russie. « Ce rapprochement est trop naturel aujourd'hui pour qu'on ne s'y attende pas; parmi les grandes puissances, elles sont toutes deux, par leur situation géographique et leurs visées politiques, celles qui renferment le moins d'éléments d'hostilité, car elles n'ont, pour ainsi dire, pas d'intérêts qui se trouvent *nécessairement* en collision. Jusqu'à présent la solidité de la Sainte Alliance et l'antipathie de l'empereur Nicolas pour les d'Orléans ont tenu les deux pays à l'écart l'un de l'autre; mais la guerre qui vient de se terminer a été faite sans haine, et elle a plus servi aux besoins intérieurs de la France qu'à ses besoins extérieurs. Les d'Orléans ont disparu, l'empereur Nicolas est mort, la Sainte Alliance est rompue; je ne vois plus rien qui puisse neutraliser la force qui attire ces deux États l'un vers l'autre. »

L'Autriche aussi recherche l'amitié de la France, mais ses avances ont été accueillies par Napoléon avec une « réserve polie ». D'ailleurs, l'empereur tient en provision, pour le cas où il aurait besoin de la guerre, la question italienne. « L'état de malaise qui règne dans le pays, l'ambition de la Sardaigne, les souvenirs bonapartistes et muratistes, l'origine corse, tout cela offre au « fils aîné de l'Eglise romaine » bien des facilités pour intervenir; la haine contre les princes et contre les Autrichiens lui aplanit les voies. »

En Allemagne, le lien de la Confédération se relâche; « les Etats moyens continuent à être prêts à s'associer à celle des deux grandes puissances qui a le plus de chance d'obtenir l'appui de la France, et à rechercher celui-ci, si les circonstances l'exigent ». Ils sont d'ailleurs prêts à « briser le lien fédéral si l'intérêt ou même la sécurité du pays étaient menacés par l'attachement à la Confédération... ; il ne faut

pas un appât particulier pour attirer les rats au dehors quand la maison menace ruine. » Si la Confédération est vermoulue, c'est à cause de la conduite de l'Autriche ; et ici Bismarck revient à son thème favori, fil conducteur de sa correspondance, le conflit inévitable entre les deux grandes puissances de l'Allemagne. « Depuis mille ans, le dualisme germanique s'est toujours manifesté par des guerres intestines profondes, qui, depuis Charles-Quint, ont invariablement réglé de siècle en siècle l'une ou l'autre question pendante; *dans ce siècle aussi le moment viendra où il n'y aura pas d'autre moyen pour régler l'heure sur le cadran de notre évolution historique*. Ma conviction est que *nous aurons à défendre dans un avenir assez prochain notre existence contre l'Autriche* et qu'il n'est pas en notre pouvoir de prévenir cette collision, parce que la marche des choses en Allemagne ne comporte aucune autre issue. » Pour redoutable que soit l'Autriche, elle n'est pas invulnérable, car « le savant édifice bureaucratique centralisé, l'œuvre de Bach et de Buol, peut s'écrouler comme un château de cartes ». Mais, pour la combattre avec sécurité, il est nécessaire d'avoir à l'étranger quelques intelligences : Bismarck en voit deux, l'amitié de la Russie et la sympathie de la France, indiquant celle-ci avec prudence et d'une main légère, car il n'ignore pas que la Cour de Berlin n'est pas favorable à Napoléon. Et il conclut par ce trait de bonne humeur : le coup de pied que la monture de l'ambassadeur français a allongé à Rechberg, délégué autrichien, lors d'une promenade à cheval, est un présage politique.

Le choc des deux grandes puissances allemandes, la politique égoïste et de prompt revirement des petites, la neutralité bienveillante de Napoléon pour la Prusse, la guerre italienne, l'alliance franco-russe, tout est indiqué dans ce rapport en termes saisissants. Bismarck est le devin qui se penche



sur le baquet magique où nagent les éléments en conflit et prophétise leur avenir.

L'attitude de la Prusse pendant la guerre de Crimée était résultée moins d'un parti pris de réflexion, que du hasard, des hésitations du roi, des compétitions des partis qui l'entouraient. Bismarck l'avait désirée, conseillée, insufflée peut-être, mais non imposée, sa situation ne le lui permettait pas encore. Cette attitude était heureuse, car elle réservait l'avenir : en ménageant la Russie et en se compromettant même pour elle, la Prusse avait préparé une alliance dont elle devait tirer un merveilleux parti en 1864, 1866 et 1870 ; la France ni l'Angleterre ne pouvaient se plaindre, car rien n'avait été tramé contre elles; les petits Etats de l'Allemagne avaient repris confiance en Berlin. La politique de l'Autriche avait été, au contraire, inhabile à l'excès : la Cour de Vienne avait vexé ou inquiété toutes les puissances : les deux alliées d'Occident, par ses hésitations et ses lenteurs; la Russie par son « étonnante ingratitude »; la Prusse, par ses prétentions de suzerain; les Cours allemandes, par ses ambitieuses visées vers l'Est. Avec une singulière maladresse, Buol avait emprunté deux rôles au fabuliste, tantôt mouche du coche, tantôt Aliboron au coup de pied malheureux. L'Autriche devait lourdement expier ces fautes.

CHAPITRE XII

LES DERNIÈRES ANNÉES DE FRANCFORT

(1856-1859)

I. — Temps calme. — Fiançailles du prince Frédéric-Guillaume. — Nouveaux conflits de Bismarck avec le délégué autrichien; les garnisons fédérales, le code de commerce, la réforme fédérale. — Nécessité d'une entente avec la France; projet de voyage de Napoléon III à Berlin. — Incident de Neuchâtel; mission de Bismarck à Paris; confidences de Napoléon III. — La constitution danoise et les duchés; entretien avec Napoléon; prolongation des négociations. — Voyage en Suède.

II. — Maladie de Frédéric-Guillaume IV. Délégation provisoire au prince Guillaume. Intrigues de Cour. Les conférences de Baden-Baden. — La régence, le ministère et l'ère nouvelle. — Incertitude de Bismarck. Sa nomination à Pétersbourg. Bismarck à Francfort.

I. — Le traité de Paris produisit une détente naturelle dans l'état nerveux où vivait l'Europe depuis trois ans : belligérants et neutres, peuples et gouvernements avaient un absolu besoin de repos, de travail pacifique, de sécurité pour le lendemain. Quelques hommes d'Etat, médecins tant-pis de la politique, hochaient la tête avec inquiétude, relevaient des symptômes dangereux, des points d'inflammation, « un malaise à envisager l'avenir », écrivait Bismarck. On les laissait seuls dans leur pessimisme, tant était grand le désir de santé générale.

Cette détente fut sensible et goûtée en Allemagne. « La température politique y était agréable », trouvait M. de Beust[1].

1. Beust. *Mémoires*, t. I. p. 164.



En revenant de Paris, les membres du Congrès étaient fêtés à cris d'allégresse. M. de Manteuffel séjournait quelques jours à Francfort et M. de Bismarck le recevait avec un certain faste; le *junker* d'antan aimait la bonne chère et n'ignorait pas l'influence qu'elle peut avoir sur les relations politiques; sa table était abondante, s'il faut en croire l'ordonnance d'un dîner qu'il donna en l'honneur d'un diplomate russe et où figuraient « plus de vingt numéros au menu et une douzaine de vins les plus rares [1] ». Le ministre prussien et son délégué à la Diète prodiguèrent leurs amabilités au nouvel ambassadeur de France, M. de Montessuy. Le soir, au théâtre, ils firent avec intention une longue halte dans sa loge. « Le Congrès ne me laisse que d'agréables souvenirs, déclarait M. de Manteuffel, et c'est grâce à l'empereur. »

La correspondance diplomatique prenait même une tournure sentimentale, traversée par un joli roman d'amour, les fiançailles du prince Frédéric-Guillaume et de la princesse Victoria, — ils réunissaient ensemble quarante et un printemps. Bismarck n'était guère satisfait de cette idylle. « Sur les qualités personnelles de la princesse, je n'ai pas d'opinion, écrivait-il à Gerlach, mais la conséquence politique ne peut être que de naturaliser chez nous l'influence anglaise et l'anglomanie, sans rien nous donner d'analogue en Angleterre. Disraëli ne sauvera pas avec ses discours la danse de Saint-Guy de la politique anglaise. Ces gens ont perdu leur sagesse héré-

1. L'histoire impartiale a enregistré ce menu écrit en français et dont voici la composition : « Diner le 19 mars 1857 : Les huitres d'Ostende. — Le potage a la bisque. — Le caviar de Russie aux plinis. — Les truffes au vin de Bourgogne. — Les turbots, sauce aux huîtres. — Les pieces de bœuf de Hambourg. — Les pains de gibier à l'essence (?) — Les croustades à la financière. — Les langoustes à la remoulade. — Les bécasses rôties. — Les pâtes de foie gras. — Les compotes. — Les gelées. — Les croquembouches à l'ananas. — Les glaces. — Le dessert. » — La liste des vins manque, et c'est grand dommage. Horst Kohl, *Bismarcks Briefe an Gerlach*, p. 307, n. 1.

ditaire depuis le reformbill[1]; ils ont gardé leur égoïsme brutal et passionné, leur ignorance des relations continentales[2]. » Et comme Gerlach s'étonnait de cette ardeur anglophobe, Bismarck reprenait : « Ce que je pense du mariage anglais? Je dois séparer les deux mots pour exprimer ma pensée : le *mariage* peut être très bon, mais *anglais* il ne me plaît pas; la princesse a la réputation d'une femme de cœur et d'esprit... Si elle laisse l'Anglaise à la maison et devient Prussienne, elle sera une bénédiction pour le pays. Mais les mariages princiers donnent en général à la maison d'où vient la fiancée, influence sur l'autre...; c'est d'autant plus le cas, lorsque la patrie de la femme est plus puissante et d'un sentiment national plus développé que celle du mari. Donc, si notre future reine reste en quelque manière anglaise sur le trône prussien, je vois notre Cour circonvenue d'influence anglaise, sans que nous et les divers gendres *of Her Gracious Majesty* obtenions quelques égards en Angleterre... Chez nous, l'influence anglaise trouvera le meilleur sol dans la stupide admiration du Michel allemand pour les Lords et les guinées, dans l'anglomanie des chambres, journaux, sportsmen, hobereaux et présidents de tribunaux. Chaque berlinois se gonfle déjà, quand un *jokey* anglais de Hart ou Lichtwald lui parle et lui donne l'occasion d'écorcher *the Queen's english*; que sera-ce, quand la première femme du pays sera Anglaise[3] ».

Singulier pressentiment! Sans la connaître, Bismarck devinait l'opposition que la jeune princesse ferait à ses opinions prussiennes. Prévention hostile ou incompatibilité de nature, tous deux allaient suivre pendant un tiers de siècle une voie

1. L'acte de réforme parlementaire en 1830.
2. Bismarck à Gerlach, 19 mars 1856. *Briefe an Gerlach*, p. 285.
3. Bismarck à Gerlach, 8 avril 1856, *loc. cit.*, p. 291.



parallèle en sourde inimitié et lutte à coups d'épingle. En 1888, le chancelier, qui paraissait tout-puissant sous le règne éphémère de Frédéric II, disait avec âcreté : « L'impératrice Frédéric a toujours été une Anglaise. Elle n'a jamais fait que propager l'influence de l'Angleterre, que servir les intérêts de l'Angleterre. Et, aujourd'hui, elle le fait plus que jamais... L'Angleterre, de tout temps, a cherché à se servir de notre influence pour ses propres fins et contre nos intérêts à nous; elle y est parvenue par l'entremise des filles, des nièces ou des amies de la reine Victoria [1]. » Dans la correspondance de 1858 et la conversation de 1888, le sentiment est identique, de particularisme prussien ou allemand, de haine contre la princesse étrangère qui introduit son sang et son influence dans la dynastie nationale.

Cet intermède matrimonial ne détournait pas Bismarck de ses fonctions naturelles qui étaient de surveiller la politique autrichienne. Il n'abdiquait rien de ses passions et, comme le lui reprochait un adversaire, ne distinguait pas les hommes des choses. Rechberg, qu'il trouvait si correct à ses débuts, était devenu, à son tour, un despote, prétendant à des privilèges abusifs et insultant la Prusse jusque dans ses cartes de visite; Bismarck en joignait un exemplaire à son rapport comme pièce à conviction; ô scandale, au lieu de titre diplomatique, le malencontreux carton « ne portait rien que le nom du comte de Rechberg qui n'avait jamais eu d'autres cartes, même dans une cérémonie officielle [2] ». Une telle conduite méritait représailles, et Bismarck vivait en conflit perpétuel avec le délégué autrichien.

Conflit à propos de la vieille question des garnisons fédé-

1. M. Busch. *Les Mémoires de Bismarck*. t. II (1899), p. 193-194.

2. Bismarck à Manteuffel, 16 octobre 1858. *Correspondance diplomatique*. t. II. p. 399.

rales[1], qui s'allongeait, s'éternisait, s'envenimait sans cesse. La discussion s'était apaisée pendant la guerre de Crimée, où de plus sérieux intérêts étaient en jeu. Elle reprit de plus belle avec les loisirs de la paix. Le nouveau ministre de Baden, M. de Meysenbug, qui cherchait ses inspirations à Vienne, prenait plaisir à l'aviver; en mai 1857, il proposa de doubler la garnison de Rastadt et d'y introduire des troupes autrichiennes; cette mesure comportait un double avantage pour la Confédération germanique, en fortifiant la frontière de l'Ouest et mettant les dépenses à la charge de l'Autriche. Bismarck est contraint de le reconnaître, mais au nom de la Prusse il proteste avec énergie « contre l'absorption de Rastadt par l'Autriche...; l'abandon à son profit d'une place construite en grande partie avec l'argent de la Prusse ne manquerait pas de faire croire à une extension de la puissance autrichienne et à une diminution de la Prusse... Celle-ci n'y pourrait consentir sans réclamer à son tour un semblable accroissement d'influence[2] ». Il cherche à peser sur les délégués des autres Etats, mais il s'aperçoit alors combien est ténu le lien qui s'est formé entre la Prusse et les diverses puissances d'Allemagne pendant la guerre d'Orient, avec quelle facilité il se brisera, quel ascendant l'Autriche exerce sur les petites Cours. A la Diète, tout avait une vitesse de tortue. La question de Rastadt était encore posée lorsque Bismarck quitta Francfort.

Conflit sur les questions législatives. La Bavière demandait l'élaboration d'un code de commerce unique pour tous les Confédérés. La Cour de Munich étant sous l'influence du cabinet de Vienne, Bismarck voit mille difficultés à sa propo-

1. Voyez *supra*, p. 345.

2. Bismarck à Manteuffel, 12 mai 1857, *Correspondance diplomatique*, t. II, p. 255-256.

sition, se plaint « des façons cavalières » du délégué bavarois, « de la précipitation avec laquelle on veut mener cette affaire ». Il y découvre une menée du gouvernement autrichien « dont le but est de nous enlever l'hégémonie que nous avons jusqu'à présent exercée sur le terrain du développement matériel, afin d'en faire la base de sa supériorité politique future sur toute l'Allemagne ». Il parvient à persuader ces sornettes aux délégués des minuscules, qui s'effarouchent et se rangent aux contre-propositions de la Prusse.

Conflit sur la question de la réforme fédérale : elle dormait depuis 1850. M. de Beust essaya de la tirer de son sommeil pour la grande gloire de la monarchie saxonne ; M. de Meysenbug lui fit concurrence pour l'honneur du gouvernement de Baden ; tous deux désiraient la création d'un tribunal fédéral; M. de Beust y ajoutait la surveillance de la presse et des revisions dans chaque Etat allemand. M. de Bismarck déchirait en hâte leurs projets : sous prétexte de « relever le prestige et d'augmenter la popularité de la Diète, écrit-il, ils conduisent à un but diamétralement opposé, car ils limitent la liberté de la presse et restreignent les libertés constitutionnelles des États confédérés »; véritables « utopies », ils n'aboutiraient qu'à grandir encore l'impopularité de la Diète. Et les propositions tombèrent de mort naturelle dans la crainte générale de tout changement.

Les conflits sont si aigus entre les représentants de l'Autriche et de la Prusse, qu'un jour le comte de Rechberg, poussé à bout, propose de vider la question le pistolet à la main, dans le bois de Bockenheim, Bismarck persifle, propose de dresser un procès-verbal sur les causes de ce duel, Rechberg se calme et l'affaire s'arrange[1].

1. Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. I. p. 413.

Le courroux de Bismarck ne comprend pas la seule Autriche, il s'étend à tous ceux qui marchent à sa remorque. Comme la plupart des moyens et petits États devinent les ambitions du délégué prussien et cherchent un secours auprès du comte de Rechberg, Bismarck trouve leur conduite « odieuse », cavalière, « d'un sans façon inouï ». « Cet orgueilleux système de réserve dédaigneuse dans lequel les États moyens se complaisent vis-à-vis de nous, ajoute-t-il, est, d'une part, le produit d'une longue paix, pendant laquelle la fiction de l'égalité des droits des confédérés a fait oublier les inégalités de puissance ; d'autre part, il repose sur la supposition que, dans un conflit avec l'Autriche et la majorité, non seulement nous finirons par céder, mais encore que le souvenir des avanies qu'on nous a faites n'aura aucune influence sur *notre* conduite. On admet pour l'Autriche, sous ce double rapport, une situation absolument contraire[1]. »

Ainsi dans les dernières années de son séjour à Francfort, Bismarck n'a fait qu'attiser la rivalité entre les deux grandes maisons allemandes. Sa correspondance est un long rugissement contre les menées de l'Autriche, contre « la morgue *autrichienne*, qu'un observateur *francfortois* est peut-être seul capable de comprendre dans toute sa grandeur ». « Si la politique générale de l'Autriche, continue-t-il, armée de tous ses moyens et placée sur un terrain aussi avantageux, ne vise en Allemagne qu'à obtenir la disposition de toutes les forces de la Confédération pour les faire servir à sa politique étrangère, au rétablissement de ses finances, au développement de ses intérêts commerciaux, et, par suite, à mettre la main sur le Zollverein, et si la Prusse est le grand obstacle au succès de ses efforts, il en résulte que toutes les visées de

1. Bismarck à Manteuffel, 11 juin 1858. *Correspondance diplomatique*, t. II, p. 339.



l'Autriche en Allemagne ont pour but de forcer la Prusse à entrer dans le sillage de la politique viennoise et de l'y maintenir[1]. »

La lutte contre la maison d'Autriche, la dislocation du cercle des clients qui se serrent autour d'elle, tel est toujours le thème essentiel de cette correspondance. Mais une note nouvelle apparaît, discrète, lancée avec prudence et presque avec réticence : la nécessité d'avoir un appui à l'étranger. La Russie est une amie fidèle, mais elle est absorbée par sa convalescence après une guerre coûteuse ; l'Angleterre est perfide, et Bismarck la traite avec tant de rigueur dans l'assemblée fédérale, qu'en janvier 1858 l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin se plaignait officiellement de cette attitude au ministre des Affaires étrangères de Prusse. Des grandes puissances, il n'en restait qu'une, mais c'était la France, la nation révolutionnaire, conduite par un Napoléon, l'héritier du vainqueur d'Iéna ; c'était à elle que devait s'allier la Prusse, monarchie de droit divin, pilier de la Sainte Alliance. Si Bismarck avait d'emblée proposé cette alliance, Frédéric-Guillaume aurait à nouveau crié, protesté contre cet « inceste ». Aussi le fin diplomate glisse-t-il ses conseils comme un délicat joueur de billard qui coule sa bille. Il n'hésite pas à reconnaître que le passé de la France et sa « situation dynastique », n'attirent pas la sympathie de la Prusse. « Ce n'est donc, ajoute-t-il, qu'au prix de ménagements infinis que nous pouvons conserver la faculté de nous rapprocher de la France, si les circonstances le commandent... Je ne prétends pas prêcher *a priori* une alliance prusso-française, mais je regarde comme évident que notre position perdra de son importance et que les autres cabinets compteront moins avec nous, dès que, parmi les

1. Bismarck à Manteuffel 14 mars, 21 juin, 5 juillet, 3 août, 16 octobre 1858. *Correspondance diplomatique*, p. 310, 345, 361, 389, 399.



décisions possibles pour la Prusse, il faudra considérer comme chimérique la chance d'une alliance avec la France; or, nous pouvons nous trouver malgré nous dans des situations ou de deux maux ce serait le moindre. » Son voyage en 1855, le Congrès de 1856, l'ont persuadé que le souverain français est le maître de la politique européenne; l'intérêt des gouvernements est de chercher son alliance, la Cour de Berlin ne doit pas objecter ses antipathies personnelles. Car « *l'intérêt de la Prusse est pour moi le seul poids normal qui doive entrer dans la balance de notre politique*[1] ». Ceci est du grand Bismarck, du Bismarck de 1863 à 1871; paroles profondes qui révèlent un homme d'État sagace et volontaire et laissent pressentir les grands desseins qu'il réalisa.

La correspondance officielle continue sur le même ton discret; Bismarck s'exprime plus nettement dans ses lettres à Gerlach. Le vieux général, le chef de la *camarilla*, a bondi de surprise et d'indignation quand il a surpris dans son élève les prodromes de cette conversion politique. Il se déclare « tout à fait malheureux » quand il constate les rapides progrès du bonapartisme, « le plus grand de tous les dangers », et l'insouciance avec laquelle on le tolère. « Manteuffel est complètement bonapartiste. Bunsen et Usedom ne sont pas des Prussiens. Hatzfeld à Paris a une femme bonapartiste et on a si bien su le prendre que son beau-frère disait que Bonaparte l'ancien n'était qu'un âne à côté du Bonaparte actuel. Qu'adviendra-t-il de tout cela[2]. » Et maintenant, honte et douleur, Bismarck aussi, l'ancien orateur de l'extrême droite, le hobereau type, Bismarck est bonapartiste. *Tu quoque*,

1. Bismarck à Manteuffel, 16 mai 1856, 16 février 1856. *Loc. cit.*, p. 173, 156.

2. Gerlach à Bismarck, 23 janvier 1855. Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 142.



Brute. Il lui remontre avec une douceur triste, mais sévère, que la politique est abominable quand elle se borne aux seuls intérêts, « la recherche d'un principe dirigeant est de la plus haute importance ; sans ce principe, toutes les combinaisons politiques sont défectueuses, instables, dangereuses au plus haut point ». Et il en profite pour dérouler un doctrinal exposé de l'histoire prussienne, avec cette conclusion : « Il ne faut pas oublier l'origine de Bonaparte ; il est du côté de la révolution ; or mon principe est et sera toujours de combattre la révolution [1]. »

Bismarck se rit des principes, il ne voit que des intérêts, et, au risque de scandaliser son vieux protecteur, il lui déclare, « qu'il faut envisager des réalités, non des chimères ». Or sa règle de conduite est unique et elle tient dans ces trois mots : « Je suis Prussien. » La Prusse a, pour l'heure, intérêt à une alliance avec la France ; par ce moyen seul, elle peut « amener l'Autriche à abandonner son ambition effrénée à la Schwarzenberg » ; elle ne doit pas se scandaliser du régime bonapartiste à l'intérieur, « avec sa centralisation brutale, son anéantissement de toute volonté indépendante, son mépris du droit et de la liberté, ses mensonges officiels, sa corruption dans l'État et à la Bourse, ses scribes dociles et sans convictions [2]. » Ce sont là vices qui ne dépassent point la frontière ; à l'extérieur la France est forte, son alliance est profitable, la Prusse doit la rechercher. C'est la politique nouvelle, pratique, réelle, *realpolitik*.

Pour le moment, Bismarck cherche à faciliter un voyage de l'empereur des Français à Berlin. Déjà le prince Napoléon est

1. Gerlach à Bismarck, 6 mai 1857. *loc. cit.*, p. 215.

2. Voyez les lettres de Bismarck à Gerlach des 11 avril, 2, 11 et 30 mai 1857. *Briefe an Gerlach*, p. 31 et suiv. Elles sont en partie traduites dans les *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 205 et suiv.

venu à Francfort, il a entretenu le délégué prussien « avec une affectation qui a dû paraître pénible, faute d'occupation, au reste des assistants » ; il lui a manifesté beaucoup d'intelligence, de bon sens, de jugement et l'a gagné en daubant les hommes et la politique de l'Autriche. Le prince s'est rendu à Berlin ; il y a d'ailleurs été très médiocrement reçu ; peut-être Napoléon III le serait-il mieux. Bismarck l'espère : « Le souverain des Français joue en ce moment un rôle tellement considérable dans les combinaisons de la politique européenne, et son amitié, réelle ou apparente, est tellement recherchée par les princes les plus puissants, que ce serait non seulement un hommage formel à la Prusse, mais encore un fait d'une haute importance politique, s'il visait de faire sa visite à notre auguste maitre, pendant que les empereurs de Russie et d'Autriche songent peut-être à venir au-devant de lui à Paris. » Napoléon désire voir l'armée et surtout la Landwehr prussiennes ; il suffit de créer un prétexte et Bismarck s'y emploie de tout cœur.

Au dernier moment, tout s'effrondre ; le maigre succès du prince Napoléon rendait invraisemblable la visite de son impérial cousin ; une campagne de presse fait de ce voyage une impossibilité. L'attaque vint de la *Gazette de la Croix*, le journal où Bismarck débuta ; dans un langage « blessant[1] », elle critiqua le séjour du prince à Berlin et s'éleva par avance contre une visite de l'empereur. L'organe réactionnaire reproduisait l'opinion exacte de la Cour. Bismarck le sentit et abandonna son projet d'invitation à l'empereur, mais non son désir d'un rapprochement politique avec la France.

Un incident assez vif avait récemment amené la Cour de Berlin à invoquer l'autorité du gouvernement impérial : il

1. Blum. *Fürst Bismarck und seine Zeit*, t. II, p. 140.



s'agit du conflit relatif à la principauté de Neuchâtel. Appartenant aux Hohenzollern depuis 1707, Neuchâtel était devenu en 1814 un canton suisse sous réserve de la souveraineté prussienne. Peu de jours après la Révolution de Février, le peuple se mit en possession du château royal et se donna un gouvernement républicain [1]; la Constitution helvétique de 1848 fit entrer le canton dans l'ensemble de la Confédération. Le roi de Prusse avait protesté, mais en vain ; en 1852, les représentants des grandes puissances avaient signé à cet égard un protocole dilatoire ; la transformation semblait définitivement acquise lorsqu'un audacieux coup de main remit tout en question. Dans la nuit du 2 au 3 septembre 1856, une troupe de royalistes s'empara du château de Neuchâtel, arrêta les membres du gouvernement, arbora les couleurs prussiennes et proclama le rétablissement du régime ancien. Le succès de cette conspiration fut de courte durée ; en vingt-quatre heures, elle était réprimée par les républicains du canton même ; les chefs du coup de main étaient à leur tour en prison.

Frédéric-Guillaume IV avait sans trop de difficultés accepté la révolution pacifique de 1848 à Neuchâtel ; mais en face de ce nouvel incident, il ne lui était guère possible de se désintéresser du sort d'hommes dont le tort provenait d'un attachement exagéré à sa personne. Tout en s'adressant directement à Berne, il invoqua, sur le conseil de Bismarck, l'appui de la Diète ; le procédé ne manquait pas d'habileté, car il donnait aux réclamations de Berlin une allure modérée ; il solidarisait la Confédération germanique aux intérêts de la Prusse ; il assurait enfin un libre passage aux troupes prussiennes si elles devaient

1. Voyez *supra*, p. 102. Général Dufour. *Campagne du Sonderbund et Événements de* 1856 (1876).

2. Daenliker. *Histoire du Peuple suisse*, trad. Fabre (1879) t. II. p. 294 et suiv. Kern. *Souvenirs politiques* (1887), p. 114 et suiv.

franchir la frontière pour affirmer les droits de leur maître. L'affaire fut vivement menée par Bismarck [1]; le 6 novembre, la Diète rappelait la souveraineté de la Prusse sur Neuchâtel et décidait d'appuyer le monarque dans ses démarches pour obtenir la mise en liberté des royalistes arrêtés pendant les journées de septembre. Fort de cet appui, le cabinet prussien donnait à ses réclamations un ton hautain, destiné à intimider le gouvernement helvétique. Il avait compté sans le vif patriotisme des Suisses.

A la fin du mois de décembre, le conseil fédéral, approuvé par les Chambres, ordonna des levées militaires, appela le général Dufour au commandement de l'armée, ouvrit des crédits illimités, et résolut de prendre « toutes les dispositions nécessaires pour défendre la patrie jusqu'à la dernière extrémité [2] ». Le gouvernement helvétique ne perdait pas cependant l'espoir d'une « solution honorable et pacifique », et, pour la réaliser, il envoya auprès de Napoléon III une mission extraordinaire composée de M. Barmann, ambassadeur à Paris, et de M. Kern.

L'empereur avait conservé des souvenirs de sa jeunesse une certaine sympathie pour la Suisse; Arenenberg, le 3e bataillon d'artillerie à Berne, le camp de Thoune, il ne pouvait revivre ces heures lointaines sans un sourire de mélancolie, d'orgueil aussi en pensant au chemin parcouru depuis lors. Il reçut avec bienveillance les délégués suisses, et tout en les tançant avec douceur de l'effervescence populaire, de l'exagération de certains arrêtés, il promit d'intervenir en faveur de la Suisse, mais à condition qu'elle donnât spontanément l'exemple de la modération par l'amnistie des

1. Voyez les dépêches de Bismarck à Manteuffel, 30 octobre 1856 et suiv. *Correspondance diplomatique*, t. II, p. 197 et suiv.

2. Arrêté des Chambres fédérales, 30 décembre 1856.



prisonniers neuchâtelois. Le conseil était bon; l'Assemblée fédérale le suivit; elle annula, le 16 janvier, la procédure ouverte au sujet de l'insurrection de septembre, ordonna la mise en liberté des inculpés et licencia les troupes en campagne.

Le gouvernement prussien fut embarrassé de cette modération qui donnait à son adversaire les formes de la conciliation et de la légalité. Il chercha à prendre contenance pareille et comprit que la clef du problème était à Paris, entre les mains de l'augure à l'énigmatique regard. Dès le mois de septembre, Frédéric-Guillaume IV avait, selon son habitude, entamé personnellement avec Napoléon une correspondance qu'avait interrompue l'âpre tension de ses rapports diplomatiques avec la Suisse. La détente de ces relations permit au roi de Prusse de consulter à nouveau l'oracle : celui-ci eut recours à une de ses sentences favorites, il ordonna la réunion d'une conférence diplomatique; et le 5 mars, les représentants des quatre puissances neutres s'assirent autour d'un tapis vert; c'était le remède souverain du temps, il fallait, comme pour certains médicaments, se hâter d'en user pendant qu'il guérissait encore.

La délibération fut de quelque durée; il était évident que la Prusse céderait, mais elle voulait y mettre les formes. Bismarck trouva que, l'affaire intéressant la Confédération entière, il était bon que le délégué de la Prusse à Francfort s'en mêlât; il grillait d'envie de retourner à Paris, où se traitaient alors toutes les questions vitales des peuples; il voulait y prendre des leçons de grande politique, connaître les gens, pénétrer les secrets et les intrigues. Il prit donc prétexte des questions danoises et suisses pour demander à Manteuffel l'autorisation d'aller à Paris et de traiter ces sujets délicats

directement au quai d'Orsay [1]. Il affirmait tenir de la princesse Stéphanie le désir de Napoléon III de s'entretenir avec lui. Et comme il prévoyait quelque résistance de Manteuffel à accorder ce congé, il chargeait, — indirectement et par insinuation, — Gerlach de persuader au roi la nécessité de cette « excursion à Paris pour battre les buissons ». Frédéric-Guillaume et Manteuffel se laissèrent convaincre. Le 5 avril, Bismarck descendait à l'hôtel de Douvres, rue de la Paix.

Avant de solliciter audience du monarque, Bismarck avait de nombreux entretiens avec le comte Walewski, lord Cowley, ambassadeur d'Angleterre, Hubner, ambassadeur d'Autriche [2], la princesse Stéphanie de Bade, qui semblait être sa protectrice aux Tuileries, — elle avait déclaré à l'empereur que le délégué prussien « était la seule tête politique à Francfort ». A un dîner donné par le prince Jérôme, il causait longuement avec l'envoyé extraordinaire de la Suisse, M. Kern, « le type du bourgeois en habit noir, cravate et gants blancs, qui se trouve mal à son aise dans le grand monde [3]. » De ces conversations, il concluait que l'atmosphère était favorable à la Suisse. Celle-ci était décidée à « s'approprier immédiatement les résultats des délibérations de la conférence », c'était la suite de sa politique conciliante et habile. Bismarck trouvait que la position de la Prusse deviendrait très incommode à la longue [4]. Le premier mouvement était de brusquer les

1. Bismarck à Manteuffel, 11 mars 1857, Poschinger, t. IV, p. 257; à Gerlach, 12 mars. *Briefe an Gerlach*, p. 306. Cpr. Busch. *Les Mémoires de Bismarck*, t. II, p. 213, dont le récit est fantaisiste sur plusieurs points.

2. Hubner. *Neuf ans de souvenirs d'un ambassadeur d'Autriche à Paris*, t. II (1904) p. 21 et suiv. « Selon le baron de Bismark, ministre de Prusse à Francfort, l'Autriche et la Prusse devraient s'entendre et ne saisir la Diète que des questions sur lesquelles elles seraient tombées d'accord. »

3. Hubner. *loc. cit.*, p. 20.

4. Bismarck à Manteuffel, 24 avril 1857. *Correspondance diplomatique*, t. II, p. 245.



choses et de faire échouer les conférences de Paris; mais il était à craindre que les royalistes de Neuchâtel pâtissent de cette attitude de la Prusse. Pour les protéger de manière indirecte, le gouvernement de Berlin était contraint à la modération. La vertu était sévère, car dès sa première réunion la Conférence avait posé en principe le rattachement de Neuchâtel à la Suisse; mais Bismarck « tenait pour impossible politiquement de refuser le résultat de la Conférence, même s'il ne répondait pas entièrement aux désirs de la Prusse[1] »; il prêchait donc dans ses dépêches la politique de « contre mauvaise fortune bon cœur », tout en cherchant à obtenir des plénipotentiaires réunis en conférence, les concessions suffisantes pour sauvegarder l'honneur prussien.

Bismarck tenta de gagner l'empereur; il obtint de lui plusieurs audiences; officiellement, il s'agissait de traiter les questions de Neuchâtel et des duchés danois, mais avec le rêveur couronné la conversation déviait forcément; elle s'étendit à tous les sujets d'actualité que Napoléon examinait de son regard vague et perdu, l'autre d'un œil aigu et précis. Tout en parlant avec sympathie de Frédéric-Guillaume IV, l'empereur se plaignait de la Cour, du parti de la *Gazette de la Croix*, de ces perpétuelles réminiscences de 1813. « Si tout le monde voulait s'attacher à la politique des souvenirs, disait-il, deux nations qui ont été une fois en guerre, devraient l'être à toute éternité; c'est l'avenir qui doit occuper les hommes politiques[2]. » Lui-même abandonnait tout regret du passé; il n'avait pas en vue la frontière du Rhin; certes, l'annexion de sa rive gauche donnerait à la France dix ou douze millions d'habitants laborieux et aisés, mais une telle extension de la France ne serait pas supportée par l'Europe qui

1. Bismarck à Manteuffel, 11 avril 1857. Poschinger, t. IV, p. 258.
2. Bismarck à Gerlach, 11 avril 1857. *Briefe an Gerlach*, p. 313.

se formerait en coalition contre l'ambitieuse. Le cas échéant, Napoléon demanderait peut-être « une petite rectification des frontières », pour la satisfaction de l'orgueil national. Mais cela même n'était pas certain. D'ailleurs il avait d'autres desseins. Et ici l'empereur entra dans des confidences étourdissantes. Il annonça à son auditeur, impassible mais attentif, qu'il se tournerait vers l'Italie avec qui la France avait une grande affinité ; il comptait faire de la Méditerranée « à peu près » un lac français ; il chercherait donc des succès sur mer et des acquisitions sur le littoral de la Méditerranée ; la réalisation de ces projets amènerait forcément une guerre ; avec qui ? il ne paraissait rien savoir exactement ; tantôt il prévoyait une lutte avec l'Autriche « à cause de l'Italie », tantôt il parlait « d'affranchir les mers de la domination anglaise » ; mais la conclusion était identique, la nécessité d'une alliance avec la Prusse ; si la France partait en guerre contre l'Autriche, il avait besoin de la neutralité de leur voisine commune ; s'il voulait rivaliser sur mer avec la Grande-Bretagne, il comptait sur l'union des puissances maritimes de second ordre « pour faire échec à la supériorité écrasante de l'Angleterre ». Il demandait donc à Bismarck de « sonder le roi de Prusse sur toutes ces questions », et il insinuait que l'annexion du Hanovre et des duchés de l'Elbe serait le juste prix de l'alliance[1].

Que ces propos extraordinaires aient été tenus, on n'en peut douter. Bismarck ne les rapporta point dans ses dépêches officielles ou sa correspondance privée ; mais il en parla à son retour à sa femme en présence de Keudell[2] et lui raconta que Napoléon tenait *essentiellement* à l'armée et pour la ménager désirait *une bonne guerre* tous les trois ans ; la

1. Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 251.
2. Keudell, *Bismarck et sa famille*, p. 50.

Prusse pouvait exploiter avec habileté ces tendances belliqueuses. Bismarck en entretint aussi Gerlach, lors d'un voyage à Berlin, et lui relata notamment le désir de l'empereur de dominer la Méditerranée, d'acquérir « des ports de mer qu'on pût atteindre par terre », de faire échec à l'Angleterre et de guerroyer en Italie[1]. Pour insolites, ces confidences étaient d'ailleurs dans les habitudes de Napoléon III ; il s'était abandonné à de pareilles rêveries en 1854, devant le prince Antoine de Hohenzollern, et avait déjà délaissé le Hanovre à l'ambition prussienne[2]. Bismarck ne s'en laissa point imposer ; il remercia poliment, mais conseilla au monarque imprudent de renoncer à ses projets car Frédéric-Guillaume IV refuserait certainement toute ouverture dans ce sens ; il fit remarquer enfin le danger de ces avances, car une indiscrétion serait profitable à qui surprendrait un tel secret et rendrait difficiles les relations de la France et de la Prusse. Napoléon regarda son interlocuteur avec quelque étonnement : il avait parlé avec abandon, comme s'il était en présence d'un intime, Persigny ou Fleury ; il ne comprenait pas qu'un diplomate, appelé à l'honneur de ses confidences, pût les exploiter ; il conçut quelque inquiétude de la possibilité de cette « trahison ». Bismarck lui promit le secret et le garda ; ce n'était pas discrétion, mais habileté, il se préparait un ami qu'il comptait exploiter à son heure.

Ces hautes spéculations politiques n'empêchaient pas Bismarck de jouir de la vie parisienne : promenades sur les boulevards, achats dans les magasins, diner à l'ambassade de Prusse où Hatzfeldt le recevait amicalement quoique avec une pointe de méfiance, à l'ambassade d'Autriche, au minis-

1. Gerlach, *Denkwürdigkeiten*, 27 juillet 1857, t. II, p. 521.

2. Rothan, *L'Europe et son roi pendant la guerre de Crimée*, p. 272, d'après Geffken, *Zur Geschichte des orientalischen Kriegs*, 1853-1856.

tère des Affaires étrangères, aux Tuileries, où il était assis à côté « de la plus séduisante voisine, l'impératrice; c'est vraiment une femme remarquable, pas seulement d'extérieur »; soirées dans les théâtres, à l'Opéra où le bon hobereau s'ennuyait supérieurement, aux pièces de genre où le lettré souriait aux pointes d'esprit; souper aux « Frères provençaux, un très bon cabaret du Palais-Royal », où le bon époux buvait du champagne à la santé de sa femme[1]. Et le 22 avril il était de retour à Francfort.

Son voyage n'avait pas été inutile. Il avait compris que l'Angleterre et la France avaient arrêté leur décision dans la question neuchâteloise et qu'il était inutile et inélégant pour la Prusse de leur résister. Ses arguments agirent sur l'âme de Frédéric-Guillaume IV, naturellement portée à la générosité; une lettre de l'empereur des Français, que le prince Napoléon apporta à Berlin, acheva de décider le monarque prussien; le 13 mai, il répondit qu'il était prêt à accepter les décisions de la Conférence de Paris et n'exigeait aucune indemnité de la Suisse. C'était la fin du conflit : le traité fut signé à Paris le 26 mars 1857; il consacrait la renonciation du roi de Prusse à ses droits sur la principauté de Neuchâtel, l'entrée de cet État dans la Confédération hélvétique, l'amnistie pleine et entière pour les délits politiques de septembre.

Ces négociations et leur fin heureuse avaient produit un certain rapprochement entre les Cours de Paris et de Berlin. Bismarck se plaisait à constater que « l'empereur avait gardé pour la Prusse une attitude bienveillante[2] » ; les deux souverains avaient traité par correspondance personnelle une affaire

1. Lettres de Bismarck à sa femme, Paris, avril 1857. *Bismarck's Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 373 et suiv. A Mme d'Arnim, avril 1857, *Bismarck-briefe*, p. 58.

2. Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 248.

délicate où chacun avait apporté des soins et de la modération ; ils étaient contents l'un de l'autre et cette satisfaction commune les engageait à des relations plus cordiales. Ce n'était plus l'arrogant vis-à-vis d'autrefois. Frédéric-Guillaume était à son insu ébloui par la fortune féerique du mystérieux empereur et attiré par son caractère énigmatique et déconcertant. Le Congrès de Paris avait marqué l'apogée de la fortune de Napoléon III; l'année 1857 n'en avait point commencé le déclin; les monarques se disputaient l'amitié de celui que la veille ils tenaient pour un aventurier; le souverain de Russie, représentant naturel de la tradition et du droit divin, le traitait à Stuttgart comme un pair. Et le diplomate au clair regard, dépourvu de préjugés et de fausse honte, prônait à ce moment l'alliance de deux peuples qu'il devait un jour séparer par une muraille de douleur et de haine.

Les négociations relatives à l'incident de Neuchâtel n'avaient duré que neuf mois; c'est peu pour un enfantement diplomatique. La question des duchés de l'Elbe devait se traîner plus longuement et amener une double opération de chirurgie.

Ces malencontreux duchés avaient le funeste privilège de soulever les problèmes les plus insolubles; après la question de succession, qui semblait close [1], se posait la question constitutionnelle, non moins complexe que la première, car il fallait assurer l'autorité légitime du roi, unir les diverses provinces de la monarchie, contenter les Allemands du Holstein et du Lauenbourg, ménager les susceptibilités de la Prusse, de l'Autriche, de la Diète, et encore des puissances signataires du traité de Londres [2]. La constitution de 1849

1. Voyez *supra*, p. 351.

2. Allen. *Histoire de Danemark*, t. II, p. 389 et suiv. Lavisse et Ram-

était trop libérale pour les trois Cours conservatrices; dans un manifeste du 28 janvier 1852 le roi posa les principes d'une nouvelle constitution et ils parurent contenter tout le monde; la Prusse et l'Autriche les approuvèrent, les autres puissances acquiescèrent, la Diète déclara que le manifeste respectait les dispositions du droit fédéral relatives au Holstein et au Lauenbourg (24 juillet 1852). Il n'y avait qu'à rédiger le texte constitutionnel : mais c'était malaisé, car on se trouvait en présence d'intérêts inconciliables. Après de nombreux incidents, violents débats à la Diète, démission du ministère, dissolution de la Chambre populaire, un décret du 26 juillet 1854 promulgua une constitution qui souleva un mécontentement général. Le 2 octobre 1854 une nouvelle constitution fut mise en vigueur; elle fut accueillie favorablement par la population danoise; mais onze députés du Slesvig, du Holstein et du Lauenbourg trouvèrent que les privilèges des duchés avaient été singulièrement négligés; ils protestèrent, demandèrent que le nouveau texte fût soumis à leurs États provinciaux et remanié pour tenir compte de leurs droits; sur cette motion s'ouvrirent de véhémentes discussions et les députés des duchés allaient succomber lorsqu'arrivèrent des notes prussienne et autrichienne qui adoptaient les vues des protestataires et annonçaient une intervention de la Diète germanique si la constitution commune restait en vigueur; (juin 1856). L'affaire devenait fédérale : elle n'était pas près de sa fin.

Bismarck avait suivi ces événements avec attention, car il y voyait une heureuse occasion pour la Prusse de diriger les revendications allemandes; il croyait, à tort semble-t-il, que « le cabinet de Vienne profiterait de cette occasion pour

baud. *Histoire Générale*, t. XI, p. 435 et suiv. (par M. Schefer). Vilbort. *L'œuvre de M. de Bismarck* (1869), p. 52 et suiv.



s'attacher le gouvernement danois », et tenait d'autant plus à une intervention en faveur des duchés. Il entretenait individuellement ses collègues de Francfort « de la violation des droits garantis par la Confédération », et exprimait le désir que les duchés adressassent à la Diète « une plainte fondée sur les traités et la résolution fédérale du 29 juillet 1852 ». Il ne doutait pas que dans ces conditions la Diète intervînt « pour prendre sérieusement et avec plaisir les intérêts des plaignants en main [1] ». Mais qui prendrait l'initiative de cette requête? Bismarck aurait désiré qu'elle vînt, non de membres isolés du Parlement, mais des États provinciaux du Slesvig, du Holstein ou du Lauenbourg. Or le temps s'écoulait en échange de notes, rapports, dépêches, et seuls des particuliers protestaient.

Lors de son voyage à Paris, — motivé en partie par ces difficultés, — Bismarck eut l'occasion d'entretenir Napoléon III de la question des duchés; il le trouva insuffisamment « pénétré de l'esprit du droit féodal », et s'évertua à lui démontrer que les éléments germaniques ne pouvaient se laisser « opprimer par les Danois avec la passion inhérente à une majorité parlementaire démocratique et fanatisée par le sentiment national ». Ainsi qu'il était dans la tournure de son esprit, Napoléon fit dévier la conversation dans de vagues aperçus sur l'union scandinave; mais le Prussien était tenace, et, malgré son interlocuteur, ramena l'entretien sur la nécessité pour son maître « de protéger les sujets allemands contre l'oppression du roi de Danemark », et il fit entrevoir la possibilité d'une agitation en Allemagne si le gouvernement de Copenhague ne cédait pas aux aspirations légitimes des populations des duchés. L'empereur montra quelque étonne-

1. Bismarck à Manteuffel, 27 mai 1856. *Correspondance diplomatique*, t. II, p. 176 et suiv.

ment de cette éventualité; il désirait avant toutes choses « ne pas voir la paix de l'Europe compromise dans cette affaire », et comme son madré visiteur lui signalait l'intervention de la Diète comme toute pacifique, il approuva l'évocation de l'affaire à Francfort, pourvu que la guerre n'en résultât point[1]. Et Bismarck le séduisit tout à fait en développant à ses yeux le danger d'une domination de la démocratie à Copenhague. Le résultat de cet entretien ne fut pas direct et immédiat, mais Bismarck y avait posé d'utiles jalons pour faciliter l'intervention de la Diète.

En automne, enfin, les onze députés protestataires et les États du Lauenbourg en appelèrent à l'Assemblée fédérale ; presque en même temps, la Prusse et l'Autriche invitaient la Diète à intervenir en faveur des populations germaniques des duchés. Le 5 novembre l'assemblée nommait une commission de sept membres, — les délégués de la Prusse, de l'Autriche, des quatre royaumes et de la Hesse électorale, — chargée de délibérer sur ces deux protestations.

Bismarck en suivit les séances avec une attention tendue ; sa correspondance officielle et privée prouve l'importance qu'il attachait pour son pays à cette affaire. Le délégué du Hanovre avait demandé à la « Diète d'examiner si le gouvernement danois avait rempli ses obligations et, dans le cas contraire, de lui prescrire de tenir ses engagements ». La Cour de Vienne, hésitante et timorée, redoutait qu'une pareille injonction entraînât l'exécution fédérale si le Danemark refusait de s'y soumettre et proposait d'exclure de la commission le délégué hanovrien. Désormais Bismarck avait double raison de soutenir la proposition du Hanovre : prendre la

1. Bismarck à Manteuffel, 1er mai 1857. *Correspondance diplomatique*, t. II, p. 247 et suiv. A Gerlach, 11 avril 1857. *Briefe an Gerlach*. p. 312.



contre-partie de la politique autrichienne ; grouper, autour de la Prusse, le Hanovre et les petites puissances en favorisant leurs tendances allemandes. Il y mit tout son cœur, à l'excès peut-être, car le résultat le plus net fut de solidariser l'Autriche, la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg, contre le nouveau groupement ; cependant, après des débats assez vifs, les 11 et 25 février, la Diète déclara fondées les réclamations du Holstein et du Lauenbourg et inconstitutionnelles les ordonnances de 1854 et 1856 qui ne donnaient pas aux duchés l'indépendance résultant du droit fédéral ; le gouvernement danois était donc invité à établir un état de choses conforme aux lois de la Confédération et à ses traités avec la Prusse et l'Autriche.

Prises dans le sens désiré par le Hanovre, ces déclarations eussent entraîné à brève échéance une intervention armée dans les duchés. Mais le gouvernement de Vienne redoutait cette solution et ses satellites n'y voyaient aucun avantage. Le cabinet de Copenhague répondit donc aux injonctions germaniques par un copieux mémoire et les négociations se perpétuèrent à Francfort avec cette vitesse de tortue qui indignait si fort le délégué prussien. Celui-ci trouvait que « les sentiments pacifiques de la Confédération surpassaient l'attente du Danemark », et, en avril, il proposait de mettre en demeure le gouvernement danois « de faire connaître dans un délai de six semaines comment il comptait régler la situation des duchés ». C'était, sous une forme polie, la menace d'exécution fédérale, et la Cour de Vienne le comprit ainsi ; mais elle joua très finement la partie ; elle laissa entendre que la Prusse était naturellement désignée pour prendre les mesures de l'exécution. Bismarck s'en émut. « Il serait certainement très désagréable pour la Prusse, écrivit-il à son ministre, d'avoir à décliner cette mission d'honneur en présence d'une

résolution formelle de la Diète, et pourtant ce serait chose grave de l'accepter[1]. »

Le Danemark profitait de ces tiraillements pour trainer les choses en longueur. Tout l'été passa en délibérations entre les délégués à la Diète, recours aux instructions des gouvernements, négociations avec le cabinet de Copenhague, voyages de Bismarck à Berlin et à Bade où séjournait le prince de Prusse, interventions des ambassadeurs étrangers. Le gouvernement danois dut accorder quelques concessions et en novembre 1858 un manifeste royal abrogea pour les duchés les lois constitutionnelles de 1855, mais en réservant le droit du monarque de rétablir l'union constitutionnelle du Holstein et du Lauenbourg avec le reste de la monarchie. Les États du Holstein, convoqués en janvier 1859 pour donner leur avis sur le problème constitutionnel, manifestèrent « les dispositions les plus irréconciliables[2] ». Et la dispute continua.

Tel était l'état de la question au printemps de 1859. Elle n'était pas sortie des dispositions préliminaires, le provisoire se perpétuait ; il devait se prolonger jusqu'en 1863, où le démêlé devait être brusquement aggravé par la mort du roi Frédéric VII, et compliqué par la récente arrivée de Bismarck au pouvoir.

Ces négociations n'avaient pas eu, à leurs débuts tout au moins une continuité telle que l'existence de Bismarck en eût été entièrement absorbée. Dans l'été de 1857, il avait profité d'une invitation de chasse en Suède pour s'arrêter à Copenhague et s'y occuper « de musées et de politique ». Il avait certainement médité le projet de visiter les diverses Cours avec

1. Bismarck à Manteuffel, 30 juin 1858. *Correspondance diplomatique*, t. II, p. 357. Cpr. Oncken, *Das Zeitalter des Kaisers Wilhelm*, t. I, p. 482.
2. Allen. *Histoire de Danemarck*, t. II, p. 373.

lesquelles il était en relations, Vienne, Paris, Copenhague, d'y fréquenter ses adversaires politiques pour les mieux connaître. Son séjour en Danemark fut d'ailleurs de courte durée, il passa en Suède et pendant deux semaines mena cette vie de chasse en forêt où l'ancien junker de Kniephof se replongeait avec volupté. Les lettres à sa femme retracent son parfait bonheur en termes pittoresques et enthousiastes, presque émus : « Pas de villes, pas de villages, aussi loin que la vue peut atteindre ; seulement quelques cabanes de bois isolées ; avec un peu d'orge et de pommes de terre, quelques perches de terrain cultivé, perdu au milieu des arbres rabougris, des rochers et des broussailles... De hautes bruyères, alternant avec des herbes à ras de terre et des marais et avec des bouleaux, des genévriers, des sapins, des hêtres, des chênes, des aulnes, tantôt serrés les uns contre les autres, tantôt clairsemés, le tout entremêlé de roches innombrables, ayant souvent la grosseur d'une maison, et exhalant une odeur de romarin et de résine, et çà et là des lacs aux contours bizarres, bordés de collines de bruyères et de forêts. C'est le pays de mes rêves, je voudrais avoir au bord d'un de ces lacs tranquilles un petit pavillon de chasse et le peupler pour quelque mois de tous mes bien-aimés en ce moment à Reinfeld. » Et un autre jour : « Hier nous avions des sites merveilleux, de grands lacs avec des îles, des torrents précipités sur des rochers, des rives de granit avec des sapins et des roches grises, des plaines de plusieurs milles sans maisons ni culture, tout tel que Dieu l'a créé, forêts, rochers, bruyères, marais, lacs. J'émigrerais bien un jour ici[1]. »

1. Bismarck à sa femme, 16 et 19 août 1857. *Briefe an seine Braut und Gattin* p. 381-382. Proust. *Le prince de Bismarck et sa correspondance*, p. 91 et suiv.

Un accident de chasse, sans gravité au premier abord, devait avoir de longues conséquences sur son activité et même son caractère. En chassant, il tomba sur une pointe de roche et se blessa au tibia gauche : la blessure paraissait insignifiante, il la traita par quelques compresses et le mépris. Mais la plaie était assez profonde, elle atteignait une artériole, elle ne se ferma pas définitivement. En 1859, sous l'influence d'un mauvais emplâtre, le mal empira tellement que la vie de Bismarck fut à deux reprises en danger. Les soins guérirent la plaie, mais l'oblitération de l'artériole entraina une phlébite et une surexcitation de tout le système nerveux [1] ; ce fut le commencement de cette maladie des nerfs dont le chancelier souffrit si longtemps, qui altéra parfois son caractère et dont il tira souvent parti comme d'une arme diplomatique.

II. — Peu après le retour du voyageur à Francfort, un grave événement se produisit qui changeait la direction politique de la Prusse et devait avoir une profonde influence sur la destinée de Bismarck et de sa patrie.

Préoccupé des relations difficiles de son gouvernement avec la Cour de Vienne, Frédéric-Guillaume IV s'était rendu au printemps de 1857 en Autriche dans l'espoir de les améliorer ; il n'y avait point réussi et revenait de ce voyage mécontent, énervé, surexcité. Il s'arrêta à Dresde, où peut-être de nouvelles difficultés augmentèrent son malaise physique et moral [2]. A son retour à Berlin, le 27 juillet, il fut

1. Keudell. *Bismarck et sa famille*, p. 54, et il ajoute : « Bismarck n'eut plus qu'à de rares intervalles le sentiment d'une bonne santé complète. »

2. Ce point est contesté. Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, I, p. 253, Sybel *Die Begründung*, t. II, p. 297 et les officieux prussiens insinuent que l'état du roi fut aggravé par des négociations difficiles à Dresde et des discussions avec son beau-frère, le roi de Saxe. Beust, *Mémoires*, t. I, p. 166 et 167, contredit énergiquement cette allégation.



atteint d'une légère attaque ; il semble que ce fut la seconde, la première l'aurait frappé pendant les journées de mars 1848. On espéra le guérir, son état s'améliora quelque peu, il put voyager, passer une revue[1], tenir un conseil des ministres, mais en octobre une nouvelle attaque l'atteignit profondément et le mit dans l'impossibilité de continuer le gouvernement de l'État. Le 23 octobre, il signait une ordonnance qui confiait au prince de Prusse pour trois mois l'administration des affaires publiques.

Guillaume, prince de Prusse, était alors âgé de soixante ans. Sa haute taille, sa moustache blanche et ses favoris à la russe lui donnaient l'aspect d'un colonel rébarbatif ; le sourire, doux et indulgent, corrigeait la sévérité de l'allure ; il avait conservé des romans de sa jeunesse une politesse élégante et de bon ton par laquelle il plaisait. Ce n'était pas un homme d'idées géniales et de vastes pensées ; mais il avait de la réflexion, du bon sens, un profond sentiment du devoir. Il était chrétien, peut-être sans douloureux examen de conscience, mais par fidélité à la foi de ses pères, par besoin religieux, et pour expliquer la marche obscure des choses. Il ne creusait pas les poignants problèmes de l'humanité ; les revendications nouvelles lui étaient étrangères ; il s'en tenait à l'ordre établi par la tradition. Il n'avait pas une prompte compréhension des affaires ; il hésitait avant de se décider et dans ce premier examen il admettait qu'on influât sur lui ; mais quand sa décision était prise, il s'y tenait fermement et ses plus intimes avaient peine à l'en écarter. Dans sa jeunesse, il ne s'était pas formé pour la direction de l'État et il avait borné son idéal à l'armée ; l'effondrement de son pays, l'envahissement de l'étranger, la campagne de France avaient marqué

1. Ranke, *Friedrich-Wilhem IV*, dans *Allgemeine deutsche Biographie*, t. II, p. 776.

dans son âme une profonde empreinte ; il en avait conclu, à jamais, que la Prusse ne forgerait l'Allemagne que par le sabre. Il avait tâché pour sa part d'être un bon soldat ; ses admirateurs affirment qu'il fut un grand homme de guerre ; ses détracteurs lui reconnaissent les qualités d'un excellent caporal ; il se plaçait entre les deux, car il ne se faisait à son propre égard aucune illusion et se connaissait exactement. Mais il avait mieux que du génie, l'intelligence des hommes ; il devina ceux qui pourraient servir à son pays : il comprit Roon, Moltke et Bismarck, et cela suffit pour un roi ; il les soutint avec persévérance, et son plus grand talent politique fut la fidélité.

Ses débuts ne furent pas faciles. Il n'appartenait à aucun groupe sur qui s'appuyer ; en 1848, il s'était attiré à tort ou à raison, la colère de la foule et il était resté suspect au parti libéral ; lors de l'humiliation d'Olmütz, il avait protesté contre la faiblesse du gouvernement dans des termes qui avaient provoqué la crainte de M. de Manteuffel et un secret courroux de la *camarilla*. L'un et l'autre désiraient reculer son avènement définitif. Le ministre-président ne lui était pas attaché et redoutait qu'un changement de monarchie marquât la fin de son cabinet ; la *camarilla* avait tout à garder dans une situation mal tranchée, comme une délégation temporaire, et tout à perdre dans l'avènement d'un nouveau souverain, qui la chasserait. Le prince se sentait entouré d'intrigues destinées à amoindrir ses pouvoirs par la prolongation du provisoire ; tant qu'il n'aurait pas reçu les droits d'un régent, il ne pourrait exercer une politique personnelle, car il ne gouvernerait qu'au nom du roi, comme son représentant, et à charge de rendre compte si le souverain revenait à la santé ; il n'agissait qu'à l'entrave, et c'était le naturel désir du ministère et de la *camarilla*.



Bismarck avait d'autres idées ; il craignait que l'absence de monarque effectif affaiblît encore la politique extérieure de la Prusse et l'amoindrît dans sa lutte contre la maison d'Autriche. « Une longue durée de ce provisoire, écrivait-il à Gerlach, est un malheur pour le pays, car elle favorise cette tendance maîtresse jusqu'ici de laisser notre rouage politique jouer mécaniquement, sans souci du résultat, et de descendre le courant du jour sans but déterminé[1]. » Peut-être encore comprenait-il que le prince se lasserait d'un rôle d'automate, congédierait ceux qui voudraient l'y restreindre, et s'attacherait à qui l'en tirerait. Le madré diplomate en tira bientôt parti.

Pendant les premiers mois de sa délégation temporaire, le prince Guillaume avait laissé au ministère la direction des affaires politiques ; au commencement de l'été 1858, il tenta d'agir en personne ; en séjour à Baden-Baden, il recevait les hommes politiques de Prusse et de l'étranger, cherchait sa voie, imposait ses idées propres ; cette initiative inquiéta et mécontenta les hommes du pouvoir officiel et occulte, qui tramèrent un complot de palais ; on agit sur la reine pour qu'elle obtînt du roi la signature d'une lettre à son frère : le monarque déclarerait qu'il se sentait assez rétabli pour reprendre le pouvoir et remercierait le prince de son administration ; mais, en même temps, Frédéric-Guillaume constituerait une sorte de conseil de gouvernement qui dirigerait la chose publique sous le contrôle du roi, en réalité de la reine. On proposa à Bismarck d'entrer dans la combinaison ; le diplomate s'exclama : « C'est un gouvenement de harem qu'on va instituer. » Et dans l'ardeur de son indignation, il courut à Baden-Baden raconter l'infamie au prince Guillaume.

1. Bismarck à Gerlach, 19 décembre 1857, *Briefe an Gerlach*, p. 341.

Celui-ci, lassé déjà du pouvoir, parla de donner sa démission; ce n'était pas le but de Bismarck, qui le remonta, l'engagea à la résistance, et lui conseilla de mander le ministre-président pour « couper le fil de cette intrigue par d'utiles instructions [1] ». Le prince fit ainsi, et ironie jolie, lors de son voyage à Baden-Baden, Manteuffel s'arrêta à Francfort chez son fidèle délégué qui le reçut à merveille, après avoir trahi ses secrets.

En octobre, tout changea. La délégation temporaire avait été renouvelée trois fois. Le provisoire avait duré un an, la santé du souverain ne s'était pas améliorée, cet état de choses ne pouvait se prolonger. Le 7 octobre, Frédéric-Guillaume IV signa le dernier acte de sa carrière royale : une ordonnance qui remettait la régence à son frère. Les Chambres, convoquées aux termes de la Constitution, reconnurent la nécessité de la régence et reçurent le 26 le serment du prince.

Guillaume était maintenant maître de la Prusse. M. de Manteuffel espéra quelques jours encore que son cabinet se prolongerait malgré ce changement; les ministres prirent même une décision dépourvue d'adresse et de tact, où ils proclamaient « la nécessité de leur maintien pour le bien de l'Etat [2] »; Gerlach, qui se cramponnait avec eux, trouvait leur déclaration « très bien, sans fausse délicatesse ni faux orgueil [3] »; mais Bismarck voyait plus juste; Manteuffel l'avait consulté en lui donnant lecture de sa correspondance avec le prince; Bismarck répondit qu' « il était clair que le régent voulait le congédier [4] ». Il ne se trompait pas, Guillaume

1. Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 256. Manteuffel, *Denkwürdigkeiten*, t. III, p. 302.

2. Manteuffel, *Denkwürdigkeiten*, t. III, p. 333.

3. Gerlach, *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 633.

4. Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 259.

reprochait au ministre sa faiblesse à Olmütz, dans les affaires d'Orient, au Congrès de Paris, dans l'affaire de Neuchâtel; il était donc résolu à s'en séparer. Le 5 novembre, le prince annonçait sa décision à Manteuffel en le couvrant de fleurs et de titres.

Le 6 novembre, le nouveau ministère était constitué. Son président, prince de Hohenzollern-Sigmaringen, grand seigneur d'une des plus hautes familles du royaume, n'avait pas d'allure politique personnelle; mais ce qui donnait au cabinet une nuance propre, c'était la présence de quelques adversaires déclarés du ministère Manteuffel; le parti libéral y était représenté par Rodolphe d'Auerswald, ancien ministre en 1848 et président de la Chambre des Seigneurs à Erfurt, qui prenait le ministère d'État, et de M. de Patow, un des chefs de l'opposition au Parlement, qui était chargé des Finances; le parti du Wochenblatt [1] obtenait les portefeuilles des Cultes pour M. de Bethmann-Hollweg et de l'Agriculture pour le comte Pückler; deux membres de l'ancien cabinet, MM. von der Heydt et Simons restaient au Commerce et à la Justice; enfin trois hommes d'opinions neutres et indécises, Flottwell, Schleinitz et le général de Bonin étaient chargés des ministères de l'Intérieur [2], des Affaires étrangères et de la Guerre. C'était un cabinet de concentration, mais de centre, presque de gauche, et sa formation indiquait nettement que le prince régent entendait modifier la conduite suivie jusqu'alors : il inaugurait une *ère nouvelle*.

Il n'y avait point de place pour Bismarck dans cette combinaison, et en voyant les modifications apportées dans le per-

1. Voyez *supra*, p. 360.

2. Flottwell fut remplacé au ministère de l'Intérieur en juillet 1859 par le Président de la Chambre des députés, comte Schwerin, ancien ministre en 1848.

sonnel gouvernemental il se demandait quel serait son sort. Il avait été, dès les débuts de sa carrière politique, en excellents termes avec le prince de Prusse ; de Francfort, il s'était souvent rendu à Coblentz, où séjournait Guillaume, pour s'entretenir avec lui de la politique extérieure de la Prusse que le prince et le diplomate trouvaient conciliante à l'excès[1] ; depuis l'avènement de Guillaume au pouvoir, Bismarck avait habilement joué pour se concilier les bonnes grâces du nouveau maître ; il lui avait dénoncé en juillet 1858 l'intrigue tramée contre lui ; depuis lors, il avait entretenu directement avec le prince une correspondance assez régulière où il le tenait au courant des affaires en cours à Francfort[2] : mise en état des forteresses fédérales, question danoise, félicitations à l'avènement du régent, réforme du pacte fédéral ; il lui avait montré jusque dans les plus minimes affaires la rivalité nécessaire et forcée de la Prusse et de l'Autriche entourée de ses satellites, les moyens États. Il savait le prince acquis à une politique d'action, qu'il avait réclamée depuis son arrivée à Francfort. Lui-même paraissait donc un conseiller naturel de l'ère nouvelle.

Néanmoins Bismarck était inquiet et à juste titre : le prince avait pour lui une réelle affection, mais à deux reprises, leurs idées s'étaient heurtées, et Bismarck l'avait emporté[3] ; en 1850, alors que Guillaume s'élevait avec une fierté émue contre l'humiliation de sa patrie, Bismarck avait été le défenseur attitré de cette politique abhorrée ; en 1854, quand il s'agissait de fixer l'attitude de la Prusse pendant la guerre

1. Lettres entre Bismarck et le prince de Prusse, 1852 à 1854. *Anhang zu Gedanken und Erinnerungen von Bismarck*, t. I. *Kaiser Wilhelm I und Bismarck* (1901), p. 12 à 25.

2. Lettres de Bismarck au prince Guillaume, juillet 1858 à février 1859, dans Penzler, *Kaiser-und Kanzler-Briefe* (1900), p. 5 à 23.

3. Voyez *supra*, p. 261 et suiv. ; 375 et suiv.



de Crimée, le prince désirait une politique occidentale que son frère avait écartée sur le conseil de Bismarck. Le régent ne pouvait pas oublier ce double désaccord ; il ne voulait pas frapper Bismarck, mais il n'entendait pas le conserver à Francfort, comme représentant de la Prusse dans la politique allemande.

En novembre, Mme de Bismarck revint à Francfort vivement émue par les propos qu'elle avait recueillis à Berlin ; on y parlait pour son mari d'une disgrâce sous la forme d'un envoi dans un petit poste, Madrid ou Bruxelles ; Bismarck apportait plus de philosophie dans les soucis de carrière et dans une lettre humoristique à sa sœur, Mme d'Arnim, annonçait son projet de se retirer « sous les canons de Schönhausen. Il m'est tout à fait indifférent de jouer au diplomate ou au gentilhomme campagnard, ajoutait-il, et la perspective de nouvelles luttes honorables où je ne serai gêné par aucune sorte d'entraves officielles, où je ferai de la politique en quelque sorte en caleçon de bain, a presque autant de charme pour moi que ce régime incessant de truffes, de dépêches et de grand'croix, qui est celui de la diplomatie [1] ». Il se rendait pourtant en janvier 1859 à Berlin où le prince l'accueillait « avec plus d'amabilité que jamais » ; il trouvait le monde politique dans une vive agitation. « Les ministres, écrivait-il, sont dans une situation déplaisante, le prince les pousse vers la droite, leurs amis au Parlement les tirent à gauche, et pourtant l'homme ne peut suivre qu'une route [2] ». Les candidats ambassadeurs s'activaient en démarches et recommandations ; Usedom, diplomate et artiste, ancien ministre à Rome,

1. Bismarck à Mme d'Arnim, 12 novembre 1858, *Bismarckbriefe*, éd. Horst Kohl (1900), p. 241.

2. Bismarck à sa femme, 15 janvier 1859, *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 396.

mis en disponibilité pour ses idées libérales, et rentré en activité depuis la proclamation de la régence, se démenait pour obtenir le poste de Francfort.

Cependant Bismarck n'était pas encore fixé sur son avenir. La *camarilla* aux abois cherchait à ressaisir le pouvoir et Gerlach esquissait un projet de ministère où Roon prendrait le portefeuille de la Guerre et Bismarck la direction des Affaires étrangères[1], mais il devait encore s'écouler un certain temps avant que se formât un cabinet Bismarck-Roon[2]. Otto ne discutait ces projets que pour passer le temps ; enfin dans un bal à l'ambassade de France, il entendit parler de sa nomination à Pétersbourg comme d'une chose définitive. Le lendemain, il se rendit auprès du régent pour lui en exprimer ses regrets : il lui expliqua que son long séjour à Francfort, sa connaissance détaillée de « cette tanière à renards » lui permettaient d'y rendre plus de services qu'aucun autre diplomate ; il était en relations personnelles avec tous les princes, tous les ministres, toutes les Cours de la Confédération ,et ne pourrait léguer à son successeur « ce capital d'influence, péniblement acquis par huit ans de luttes » ; enfin il s'éleva contre la nomination à ce poste du comte d'Usedom, vaguement libéral, nullement homme d'État, « courtisan expert à raconter de jolies anecdotes » et doté d'une femme trop connue par ses excentricités. La conversation s'élargit et Bismarck critiqua avec sa joyeuse franchise les hommes dont le roi s'était entouré, selon lui pour la plupart « des médiocrités, des esprits bornés : Bonin incapable de tenir en ordre un tiroir, ni à plus forte raison un ministère, Schleinitz un courtisan, Schwerin, honnête et brave, mais prime-sautier, sans réflexion ni coup d'œil. » Le régent se piqua et déclara qu'il n'était pas « un

1. Gerlach. *Denkwürdigkeiten*, 16 janvier 1859, t. II, p. 640.
2. Lenz. *Geschichte Bismarcks*, p. 94.



bonnet de nuit » et serait lui-même son ministre de la Guerre et des Affaires étrangères. Pour le calmer, Bismarck lui rétorqua qu'il aurait tout au moins besoin de secrétaires. Le prince, alors, se montra gracieux, vanta Pétersbourg comme le poste le plus élevé de la diplomatie prussienne, mais, malgré l'insistance de son interlocuteur, fut intraitable sur la nécessité de changer son délégué à Francfort [1]. Le 29 janvier, Bismarck était nommé ambassadeur à Pétersbourg et Usedom lui succédait à Francfort.

Bismarck continua ses fonctions à Francfort jusqu'au commencement de mars; sur le moment même de sa nomination, il fut presque « malade de dépit [2] »; puis il essaya de se consoler avec sa robuste philosophie; à la fin du mois de février, il était presque heureux de délaisser les difficultés journalières de la Diète pour la situation tranquille, « agréable » de Pétersbourg. Pendant six semaines, il expédia les affaires courantes, les unes éternelles et somnolentes, comme la question de la forteresse de Rastadt ou la réorganisation des troupes fédérales, une autre toute nouvelle et inquiétante, la tension entre l'Autriche et la France ; il ne put qu'esquisser à grands traits la conduite que l'Allemagne et la Prusse devraient tenir en cas de guerre entre l'Autriche et l'Italie soutenue par la France ; son départ interrompit ses prédictions. Il quitta Francfort le 6 mars 1859.

Il y était resté huit ans; en 1851, il était arrivé sans grand passé politique, connu seulement par quelques discours tapa-

1. Cette conversation dans les *Pensées et Souvenirs* de Bismarck, t. I, p. 260 et suiv., 270 et suiv.

2. Mme de Bismarck à Keudell, 26 février 1859. Keudell. *Bismarck et sa famille*, p. 63.

geurs, ignorant de la Carrière, ignoré du monde diplomatique; en 1859, il partait avec la réputation d'un homme d'État, fort et souple, de volonté et de finesse. Il s'était imposé même à ses adversaires, qui le regrettaient sincèrement. Il prenait plaisir à relever leur désarroi à l'annonce de son départ : « Ils sont comme une troupe de pigeons que la famine dépiste, écrivait-il à sa sœur, angoissés devant la démocratie, les barricades, le Parlement et Radowitz. Rechberg tombe d'émotion dans mes bras et me dit dans une poignée de mains convulsive : « Nous serons de nouveau pressés à l'étroit. » Je leur dis naturellement : « Soyez de sang-froid, la chose s'arrangera » et j'ai la satisfaction que tous me répondent : « Oui, si vous restez, nous aurons une garantie, mais Usedom!... » Si les oreilles ne lui tintent pas ces jours-ci, c'est qu'il n'a pas de tympan [1] ».

Ce long séjour lui avait été profitable à tous égards. Il avait appris son métier, non les petites roueries diplomatiques, car il affectait une rude franchise et d'instinct pratiquait les ruses du chasseur, non plus l'art de tourner une dépêche creuse, car il écrivait d'un style pittoresque, nourri, parfois vibrant; mais il avait acquis la connaissance des hommes et des choses, il s'était rompu à la pratique des grandes affaires, il avait pesé la valeur des États en Allemagne et en Europe, il avait scruté leurs relations et sondé ce que la Prusse pouvait tirer de son commerce avec chacun. A ce travail, ses vues s'étaient modifiées : il était arrivé à Francfort avec les idées d'un hobereau, dévoué à la Sainte Alliance, mis en fureur par la revendication d'une Allemagne plus forte et plus unie, rugissant au seul nom de Napoléon, humble devant l'Autriche par tradition séculaire et souvenir du Saint Empire.

1. Bismarck à Mme d'Arnim, 12 novembre 1858. *Bismarckbriefe*, p. 241.



Huit ans de lutte l'avaient retourné : il voyait dans l'Autriche une adversaire hargneuse et de mauvaise foi; il trouvait que dans le trio de la Sainte Alliance, la Prusse avait joué un rôle modeste, et préférait un duo avec la Russie où son pays fût traité en égal; il cherchait dans l'héritier de Napoléon, sinon un allié, au moins un appui et puis une dupe; l'unité allemande ne l'effrayait plus, car il comptait bien qu'elle serait faite par la Prusse et à son profit.

Ce séjour avait été non moins profitable à sa patrie. Pendant la même période, la politique de M. de Manteuffel n'avait été ni brillante, ni énergique. Le ministre avait *vécu*, et c'était quelque chose, mais ses adversaires prétendaient qu'il avait plutôt *vivoté*. On ne pouvait adresser ce reproche au délégué de la Prusse à Francfort; il avait montré dans son patriotisme une énergie farouche, parfois excessive, et son pays avait par son fait toujours gardé sa place dans les Conseils de l'Allemagne, au premier rang, à côté de l'Autriche.

Un an avant son déplacement, dans un mémoire rédigé pour l'édification du prince Guillaume, Bismarck développait la politique qu'il avait suivie à Francfort depuis son arrivée[1]; il y exposait les moyens employés par Schwarzenberg et son successeur pour ravaler la Prusse à un rang subalterne : les exigences de l'Autriche dans la nomination des délégués des petits États, les agissements d'une presse mercenaire, l'influence du marché viennois sur les capitalistes de toute l'Allemagne. Ainsi l'Assemblée fédérale était forgée pour les besoins de l'Autriche. « Tant que l'organisation actuelle de la Diète subsistera, continuait-il, et que les résolutions de l'Assemblée dépendront uniquement des princes allemands et de leurs ministres, il sera, d'après toutes les prévisions humaines,

1. Mémoire de mars 1858. *Correspondance diplomatique*, t. II, p. 423 et suiv.

impossible pour la Prusse d'enlever à l'Autriche son influence dominante. Or la Prusse ne peut pas renoncer à vouloir occuper le même rang que l'Autriche; elle ne peut pas se résigner à jouer d'une manière sincère et définitive le rôle de seconde puissance de l'Allemagne. » Pour accomplir sa mission, la Prusse ne doit pas chercher une alliance étroite et intime avec l'Autriche dont les intérêts sont contraires aux siens, ni attacher une grande valeur aux sympathies des gouvernements des Etats moyens; car ces gouvernements, — non leurs pays, — s'opposent au progrès naturel et « bien entendu » de la Prusse. Mais elle doit se vivifier, éviter que sa force à l'extérieur soit paralysée par des frottements à l'intérieur, garantir l'autorité royale tout en satisfaisant aux exigences de l'époque actuelle et en développant la vie publique et la liberté politique. Puissante et respectée, indépendante dans le corps fédéral, « elle deviendra, en vertu de la force d'attraction qui lui est inhérente, le centre naturel d'un réseau de liens, d'un système d'association. »

Malgré tout, cette activité prudente et ferme ne suffira pas, car elle se heurte à trop d'inertie et d'inimitiés. Et Bismarck prévoit que le dénouement de la tragédie allemande ne se fera pas sans éclat; dans une lettre adressée à son ministre, M. de Schleinitz, peu après sa nomination à Pétersbourg, il conclue en ces termes saisissants : « Je vois dans notre situation fédérale un mal qui ronge la Prusse et qu'il faudra guérir tôt ou tard par le fer et le feu, *ferro et igni*[1]. »

1. Bismarck à Schleinitz, 12 mai 1859. Hahn. *Fürst Bismarck* (1878), t. I, . 52. *Bismarckbriefe* (8e édit., 1900), p. 262.

CHAPITRE XIII

A PÉTERSBOURG

(1859-1862)

I. — Séjour à Berlin et voyage d'hiver. — Accueil du tzar et de la Cour. Gortschakoff. — Occupations de chancellerie. — Les affaires d'Italie. Opinions en Prusse. Hésitations du régent. Bismarck et la politique de tranquillité. Attitude de la Russie. — La guerre. Avances de l'Autriche à la Prusse. Magenta. Mobilisation prussienne. Inquiétudes de Bismarck. — Menace d'intervention fédérale. Craintes de l'Autriche et de la France. Paix de Villafranca. — Déceptions et rivalités.

II. — Maladie de Bismarck. Retour à Berlin et cures de convalescence. — Séjour à Baden-Baden. — Conférences de Breslau. — Nouvelle maladie. Séjour à Berlin. — Les débuts du conflit: difficultés extérieures. Situation politique de Bismarck. Roon et Edwin de Manteuffel. Intrigues pour amener Bismarck au ministère. Les craintes du régent. Retour en Russie. — Entrevues de Baden-Baden, de Teplitz et de Varsovie. — Effacement de Bismarck. Vie de famille et de Cour. Voyages et chasses.

III. — Aggravation de la crise en Prusse. La question du sacre. Appel de Roon à Bismarck. Voyage à Berlin et Baden-Baden. Un mémoire sur la Confédération germanique. — Villégiatures d'été. — Le couronnement à Kœnigsberg. — Retour à Pétersbourg et vie tranquille. — Dissolution et crise ministérielle à Berlin. — Retour de Bismarck en Prusse.

I. — L'envoi de Bismarck à Pétersbourg n'était pas nettement une disgrâce; mais c'était encore moins une marque de faveur. Un nouveau prince, un nouveau cabinet et pour employer l'expression du temps, une nouvelle ère exigeaient des hommes nouveaux[1]; on reléguait au loin, dans le calme

1. « M. de Bismarck n'a pas l'entière confiance du nouveau cabinet »,



des neiges, le lutteur habitué aux combats journaliers, et au moment précis où la tension s'augmentait entre l'Autriche et la Prusse, où la défaite de l'une en Italie permettrait à l'autre d'assurer sa suprématie en Allemagne, où la politique vigoureuse de Bismarck recueillerait ses fruits. La rancœur de ce changement forcé lui revint longtemps : « J'aurais dû me montrer pendant huit ans paresseux comme tout et fort exigeant; cela vous pousse » écrivait-il en 1862, avec une insinuation vinaigrée pour son successeur [1]. Il laissait d'ailleurs à Francfort quelques amitiés sincères et au dépit du déplacement se joignait la tristesse de la séparation. A peine sa sympathie naturelle pour les Russes adoucissait-elle l'amertume de son exil ; il s'était lié affectueusement avec l'ambassadeur de Russie à Francfort, Fonton, « le plus aimable des collègues », qui faisait son possible pour lui faciliter le voyage et lui dépeignait la vie de Pétersbourg sous son jour le plus favorable. Mais l'heure du départ fut douloureux : Bismarck y fut mélancolique, presque sentimental.

Il passa deux semaines à Berlin, à courir les ministères et les magasins, affairé à ses préparatifs, aux audiences du régent ou des ministres, aux dîners de la Cour et de la ville, aux bals, aux visites, « aigri par cette existence à tuer le temps sans profit », effrayé par la cherté du voyage, de l'envoi des meubles, de la vie à Pétersbourg, car il n'avait pas une fortune illimitée et les détails d'argent, — les faultes de pécule, — se mêlent dans toute existence aux plus hautes spéculations.

mandait M. de Moustier au comte Walewski. « On ne lui accorde plus la confiance dont il jouissait sous l'ancien régime », ajoutait M. de Cavour dans une dépêche au comte de Barral, ministre d'Italie à Francfort. Rothan. *Napoléon III et l'Italie*. Revue des Deux-Mondes du 15 février 1899, p. 762.

1. Bismarck à Mme d'Arnim, 17 janvier 1862. *Bismarck briefe* (8e éd., 1900), p. 324.



Enfin, le 22 mars, il reçut brusquement l'ordre de rejoindre son poste ; il partit le 23 au matin. .

Ce fut un voyage terrible et pittoresque. Le chemin de fer ne dépassait pas Königsberg ; on y prenait la poste jusqu'à Pskow, quatre-vingt-seize heures de voiture, en plein hiver, par une neige profonde et un froid mordant. Mais l'homme des grandes chevauchées et des longs affûts se retrouvait dans cette âpre nature et il jouit de son voyage ainsi que d'une fête. « Comme l'intérieur de la voiture était trop petit pour ma haute taille, écrit-il à son arrivée, j'ai fait le voyage sur le siège extérieur, qui est ouvert par devant : banc étroit, dossier à angles pointus, si bien qu'avec le froid de douze degrés pendant la nuit je ne pouvais pas dormir ; la peau de mon visage en a pelé... Nous avions une neige si épaisse que nous restions littéralement enfoncés malgré 6 et 8 chevaux... Les pentes glissantes étaient le grand obstacle ; les quatre chevaux de derrière roulaient les uns sur les autres en pelote, seul le postillon sur le cheval de devant à droite ne tombait pas, et sitôt les autres relevés, on partait ventre à terre, avec la voiture chargée de bagages, par monts et par ponts, à grands cris et coups de fouet[1]. »

Il arrive enfin à Pétersbourg le 29 mars et descend à l'hôtel, en attendant une installation définitive ; il remet presque immédiatement ses lettres de créance à l'empereur Alexandre.

Depuis trois ans, la Russie vivait dans le recueillement nécessaire après le choc douloureux de la guerre de Crimée. Le prince Gortschakoff, qui avait succédé comme ministre des Affaires étrangères au comte de Nesselrode, avait mené une politique réservée et prudente ; il s'était rapproché

1. Bismarck à sa femme, 25, 27 et 28 mars 1859. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 403 et suiv. A Mme d'Arnim, 31 mars 1859. *Bismarckbriefe*, p. 254.

de la France et avait conservé une vivace rancune envers l'ingrate Autriche. Ces sentiments n'étaient pas pour déplaire à Bismarck et les rapports de Fonton avaient révélé au cabinet de Pétersbourg l'état d'âme du délégué prussien à la Diète ; d'ailleurs l'ambassadeur des Hohenzollern était quelque peu considéré comme un « envoyé de famille » et quand on criait au château « la voiture de Prusse », « tous les visages russes se mettaient à sourire, comme s'ils avaient lapé du schnaps à 90 degrés ».

Le tzar fut « particulièrement gracieux » envers Bismarck : il comptait exploiter les tendances anti-autrichiennes du nouvel ambassadeur ; à chaque solennité, bal ou revue, il s'entretenait avec lui et le conservait longuement à son côté. L'accueil de Gortschakoff ne fut pas moins favorable : les deux hommes se connaissaient de longue date, ils avaient été collègues à Francfort lors de la renaissance de la Diète germanique ; ils avaient dans le caractère et en politique plusieurs points communs ; cependant aucune sympathie n'exista entre eux. Gortschakoff traita Bismarck avec une « bienveillance sans bornes » mêlée d'une condescendance hautaine que l'autre ne lui pardonna jamais. Tout en le flattant, il le surveillait et notait ses défauts, « une vanité exagérée, l'illusion de sa supériorité », une jalousie farouche pour qui s'élevait sans lui[1]. A la Cour, l'impératrice mère, fille de Frédéric-Guillaume III, avait conservé une certaine influence ; elle prit Bismarck en affection et lui prodigua les témoignages les plus flatteurs, réceptions, admission à sa table particulière, conversations longues et intimes. Les collègues de la Carrière en conçurent quelque jalousie ; « ils grognaient contre lui et le diffamaient tant qu'ils pouvaient », et le ministre de Hanovre

1. Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 280, 285.

avait persuadé à son roi que le rappel de Bismarck était une « nécessité européenne [1] ».

La tâche de l'ambassadeur était moins lourde que compliquée ; elle consistait surtout à protéger les 40.000 Prussiens qui habitaient le pays contre les tracas de a police et de la justice russes. Il fallait être tout ensemble « avocat, commissaire de police, sous-préfet, jury d'indemnité pour tous ces gens, et correspondre en leur nom avec tous les agents de l'Empire, de la Vistule à l'Oural [2] ». C'était le rôle d'une machine à écrire ; il laissait l'esprit libre ; Bismarck tournait son attention vers les choses de l'extérieur et elles en valaient la peine ; les événements se précipitaient en Italie.

Le « compliment du jour de l'an [3] » que Napoléon III avait adressé avec maladresse à l'ambassadeur d'Autriche, le 1er janvier 1859, avait déterminé dans toute l'Europe une crise inévitable. Le Piémont avait pu légitimement croire à un encouragement et Cavour redoublait ses patriotiques intrigues ; l'Autriche se sentait menacée et activait ses préparatifs de guerre ; l'Allemagne bouillonnait ; les paroles emphatiques du neveu avaient rappelé l'arrogance de l'oncle et ranimé toutes les colères assoupies. La Chambre bavaroise, après de violents discours contre la France, décrétait à l'unanimité et par acclamation la défense d'exporter des chevaux. A Hanovre, la Chambre sommait le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour repousser toute agression contre l'Autriche. Le duc de Saxe-Cobourg « brûlait du désir », de courir à la

1. Bismarck à Wentzel, 1er juillet 1859. *Bismarckbriefe*, p. 271.

2. Bismarck à son frère, 8 mai 1859. *Bismarckbriefe*, p. 255.

3. « Je regrette que nos relations avec votre gouvernement ne soient pas aussi bonnes que par le passé. Je vous prie de dire à l'Empereur que mes sentiments personnels pour lui ne sont pas changés. » Allocution de Napoléon III à l'ambassadeur d'Autriche, M. de Hübner. *Le Constitutionnel*, 4 janvier 1859.

frontière et réclamait une levée en masse dans la Confédération pour envahir la France[1]. « Les événements ont réveillé en Allemagne l'esprit de 1812 et 1815 », écrivait un agent anglais[2]. La Cour de Vienne ne négligeait rien pour attiser cette excitation générale ; la presse, en partie entre ses mains, soufflait un vent de haine contre la France et pressait les Cours du Midi de prendre fait et cause pour l'Autriche.

En Prusse, spécialement, les sentiments étaient analogues : Le parti des hobereaux, qui avait été celui de Bismarck, hurlait de colère et exigeait la guerre ; la *Gazette de la Croix* jetait feu et flammes et était imitée par les « élucubrations en prose et en vers » qui réclamaient le retour de l'Alsace et de la Lorraine à l'Allemagne[3]. Les officiers suivaient le mouvement par inclination naturelle et intérêt bien entendu ; Moltke déclarait tout net qu'il fallait secourir l'Autriche et écraser la France. Le parti libéral n'était pas emballé à un tel point : il conservait un amer souvenir de l'humiliation d'Olmütz, et il goûtait un secret plaisir aux difficultés de l'Autriche ; il trouvait dans les revendications italiennes quelque analogie avec les aspirations allemandes et désirait que la réforme nationale s'accomplit tout ensemble en Italie et en Allemagne ; il désirait donc qu'on influât sur le gouvernement autrichien pour accorder des concessions en Italie et rendre ainsi la guerre inutile. Mais bientôt il se laissa emporter au vent qui soufflait dans toute l'Allemagne : les publicistes les plus modérés proclamèrent « qu'une guerre de la Prusse contre la France était inévitable, guerre prochaine, guerre à mort...

1. Malmesbury. *Mémoires d'un ancien ministre*, 30 avril 1859 ; (trad. A.-B., Paris, 1885), p. 287. Cpr. R. Haym. *Das Leben Max Dunckers* (1871), p. 188.

2. Rapport du conseil général d'Angleterre à Leipzig, 3 mars 1859.

3. Bismarck à Schleinitz, 27 février 1859. *Correspondance diplomatique*, t. II, p. 417.

Le seul devoir de la Prusse était de donner à cette guerre une issue favorable à ses intérêts [1] ».

Le prince Guillaume et son cabinet étaient soumis à des tentations contradictoires. A la fin de l'année 1858, Cavour avait chargé le marquis Pepoli de sonder son beau-frère, le prince de Hohenzollern, président du ministère prussien. « Dans la pensée de Napoléon III, disait l'Italien, l'Autriche représente le passé et la Prusse l'avenir; elle ne peut se contenter d'un rôle secondaire, elle est appelée à une plus haute fortune, elle doit accomplir en Allemagne les grandes destinées qui l'attendent et qu'on attend d'elle [2]. » En même temps, la Cour de Vienne rappelait au gouvernement prussien ses devoirs de confédéré et le Président de la Diète, Rechberg, invitait ses collègues à délibérer sur « la protection de la frontière ouest de l'Allemagne ». Le régent se voyait donc enfermé dans un dilemme qu'il exposait en ces termes au prince Albert : « Laisser écraser l'Autriche, n'est-ce pas s'exposer à partager son sort plus tard? — et d'un autre côté lui assurer la victoire en l'assistant en loyal confédéré, n'est-ce pas travailler, aux dépens de la Prusse, à la consolidation de la suprématie autrichienne en Allemagne. » L'hésitation était permise, d'autant plus que l'insuffisance de l'armée inspirait aux mieux informés de sérieuses inquiétudes [3]. Au commencement de l'année, le régent restait sur l'expectative; le président du conseil déclarait à M. de Beust qu' « on ne pouvait troubler le pays par une levée prématurée de troupes, mais qu'on se souviendrait des obligations qu'imposait le pacte fédéral [4] »; le ministre des Affaires étrangères, Schleinitz, insinuait à M. de

1. *Die Grenzboten*, mai 1859. Cpr. St-Rene-Taillandier. *Dix ans de l'histoire de Prusse*, p. 404.
2. Cavour au marquis de Villamarina, 7 décembre 1858.
3. Roon. *Denkwürdigkeiten*, t. I, p. 353.
4. Beust. *Mémoires*. t. I, p. 172.

Moustier que « la puissance qui assumerait le rôle d'agresseur ne pouvait pas compter sur les sympathies de la Prusse ».

Bismarck avait des vues plus nettes et des plans plus arrêtés ; il était dépourvu de tout préjugé[1] ; il ne craignait pas la « lutte fratricide » avec la « nation sœur » ; il savait que ces mots dissimulaient l'exploitation de son pays par l'Autriche et il ne connaissait, ne pratiquait que la politique des intérêts. Il « usait donc ses doigts » à limer des rapports pour empêcher l'entrée de la Prusse en campagne, « comme vassale de l'Autriche », sans s'assurer d'un dédommagement suffisant[2]. « Il ne faut pas nous laisser entraîner par les souvenirs de 1813 à faire des folies, écrivait-il à son frère. Dès que nous interviendrons, la guerre d'Allemagne sera naturellement pour la France la chose principale, la guerre d'Italie l'accessoire et la Russie prendra certainement parti pour la France. Alors éclatera la danse à tous les coins, aussi en Orient et en Hongrie. Je crois que nous avons le pouvoir de restreindre la guerre à l'Italie et par là d'assurer à l'Autriche ses possessions en Allemagne. — Si nous aidons l'Autriche à la victoire, nous lui assurerons une situation comme elle n'en a jamais eu en Italie et en Allemagne depuis l'édit de restitu-

1. Les dépêches officielles adressées de Pétersbourg par Bismarck ne font pas actuellement l'objet d'un recueil distinct comme celui publié par Poschinger pour les rapports rédigés à Francfort. Plusieurs de ces dépêches ont néanmoins été publiées et se trouvent dans les divers recueils, *Bismarckbriefe*, ou dans les volumes du *Bismarck-Jahrbuch*. Elles n'ont d'ailleurs pas la même importance que celles envoyées de Francfort. Bismarck n'a pas joué à la Cour de Russie un rôle aussi décisif qu'auprès de la Diète. Il s'est plaint, à diverses reprises, d'être tenu à l'écart par le département des Affaires étrangères de Berlin, de ne recevoir et par conséquent de n'adresser que rarement des communications confidentielles. Il n'y a donc pas à déplorer outre mesure que l'ensemble de ses dépêches n'ait pas encore été publié. Cette lacune peut être comblée tant par les dépêches actuellement connues que par les nombreuses lettres adressées par Bismarck à sa famille ou à ses amis.

2. Keudell. *Bismarck et sa famille*, p. 74. Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 290.



tion pendant la guerre de Trente Ans, et il faudra un Gustave-Adolphe ou un Frédéric II pour nous émanciper à nouveau... Nous ne sommes pas assez riches pour user nos forces dans des guerres qui ne nous rapportent rien[1]. » Il ne prêchait pas l'alliance avec la France, comme l'en accusaient ses adversaires, mais il ne redoutait pas l'isolement de la Prusse, qu'il croyait de taille à se défendre seule, et toute sa politique se résumait dans ces mots : « Restons tranquilles. »

Le gouvernement auprès duquel il était accrédité avait une opinion analogue, mais moins débonnaire. Napoléon et Victor-Emmanuel s'étaient efforcés de lier le tzar à leur partie. Le moment était favorable à la Russie pour reprendre pied en Europe et forcer toutes les Cours à compter avec elle. Depuis la guerre de Crimée, une rancune profonde y régnait, non contre les vainqueurs, qui l'avaient emporté de haute et loyale lutte, mais contre l'allié infidèle qui avait trahi. La Russie avait sauvé l'Autriche en 1849 de la révolution hongroise, en 1850 de l'ambition prussienne ; au jour où il aurait dû payer sa dette de reconnaissance, le gouvernement de Vienne s'était dérobé et avait tourné à l'ennemi. L'irritation avait été profonde à Pétersbourg ; elle durait encore en 1859 ; le Russe est lent à la colère, mais tenace dans ses ressentiments. « On n'a pas idée de la façon dont les Autrichiens sont regardés ici, écrivait Bismarck en avril ; nul chien pelé n'accepterait d'eux un morceau de viande... ; on ne rêve qu'à la guerre, pour leur pousser la baïonnette dans le dos... ; la haine est sans mesure et dépasse toutes mes prévisions[2]. » Cette surexcitation, vive surtout dans les cercles militaires, s'était étendue à la cour ; l'impératrice-mère parlait avec émotion

1. Bismarck à son frère, 8 mai 1859. *Bismarckbriefe*, p. 256.

2. Bismarck à sa femme, 4 avril 1859. *Briefe an seine Braut und Gattin* p. 410.

du « cœur brisé » de son époux ; le tzar, calme et froid, se courrouçait dès qu'il prononçait le nom de l'Autriche ; Gortschakoff dessinait des plans « léonins et astucieux », et tendait des embûches à l'adversaire.

Envers le Français, le sentiment était contraire ; déjà lors du Congrès de Paris, un certain courant de sympathie avait entraîné le vaincu vers son généreux vainqueur ; Napoléon III, habile plus qu'à son ordinaire, avait ménagé les susceptibilités naturelles de la Russie qui en avait marqué quelque étonnement et quelque reconnaissance ; depuis lors les cabinets de Pétersbourg et de Paris étaient en coquetterie réglée ; ce n'était pas l'alliance, mais une certaine communauté d'action. Par inclination naturelle et solidarité d'intérêts, le cabinet de Pétersbourg serait volontiers intervenu dans la lutte, mais il était inquiet de l'allure révolutionnaire des patriotes italiens, méfiant des menées des Hongrois, en souci d'une révolte en Pologne. Dans ces conditions, il n'avançait qu'avec circonspection, remuait quelques troupes sur la frontière de Galicie, prodiguait ses conseils pacifiques et finalement prônait la panacée du temps, la réunion d'un Congrès. Pendant quelques jours les diplomates tentèrent de rattacher la paix à cette idée lumineuse, et Bismarck recevait par jour trois ou quatre dépêches chiffrées, courait en conférer avec Gortschakoff, le comte de Montebello, ambassadeur de France, lord Napier, ministre d'Angleterre, secouait ses secrétaires, « usait ses yeux » à chiffrer lui-même ses réponses [1]. Mais le remède ne fut pas absorbé. L'Autriche n'en voulait pas.

Le gouvernement de Vienne préparait la guerre ; il avançait ses divisions sur l'Adige et appelait à son aide « son fidèle confédéré ». L'archiduc Albert était venu à Berlin pour pro-

1. Bismarck à son frère, 8 mai 1859. *Bismarckbriefe*, p. 255-256.



poser une guerre nationale contre la France : l'Autriche et la Prusse rassembleraient chacune 250.000 hommes sur le Rhin, les deux souverains auraient la direction commune des armées, Ce projet fut reçu froidement par le gouvernement prussien[1]; il voyait ce qu'il donnait, moins ce qu'il recevrait ; d'ailleurs l'attitude de la Russie était inquiétante ; elle se déclarait neutre « à moins que l'Allemagne ne s'engageât dans la cause de l'Autriche, sur des données conjecturales... ; dans ce cas, la Russie croirait devoir s'opposer à toute immixtion qui aurait nécessairement pour effet un embrasement général et d'incommensurables calamités[2] ». L'archiduc Albert était donc parti fort déconfit ; l'Autriche avait adressé au Piémont un ultimatum menaçant, et les hostilités s'étaient engagées sans que le gouvernement prussien eût arrêté son attitude définitive.

Les premiers combats en Piémont, à Montebello, à Palestro, surexcitèrent les sentiments pan-germaniques ; la presse réclama avec énergie l'intervention de toutes les puissances allemandes en faveur de l'Autriche. Influencé par ce mouvement général, le prince Guillaume envoya le général Willisen à Vienne pour reprendre les négociations ; le cabinet autrichien s'était modifié depuis la déclaration de guerre, le comte de Rechberg, président de la Diète, avait pris la direction des Affaires étrangères ; les premières défaites le portaient à la conciliation, il fit quelques concessions à la Prusse. La bataille de Magenta décida le régent ; par une résolution soudaine[3], le 14 juin, il décréta la mobilisation de six corps

1. Friedjung. *Der Kampf um die Vorherrschaft in Deutschland*. t. I. (1897), p. 13. Sybel. *Die Begründung des deutschen Reichs*, t. II. p. 318.

2. Note de Budberg, ambassadeur de Russie à Berlin, à M. de Schleinitz, 3 mai 1859. E. Ollivier. *Napoléon III, général en chef*. Revue des Deux-Mondes du 15 mai 1899, p. 346.

3. Usedom à Bismarck, 30 juin 1859. *Bismarck-Jahrbuch*, t. IV (1897), p. 153. Klüpfel, *Geschichte der deutschen Einheitsbestrebungen*, t. I, p. 199.

d'armée, 180.000 hommes; le 24, Schleinitz adressait aux agents prussiens une circulaire qui posait en principe le maintien des possessions de l'Autriche en Italie et ne dissimulait pas que cette politique pourrait « mettre la Prusse dans le cas d'avoir une guerre avec la France ».

Ces ordres et paroles ne plaisaient pas à M. de Bismarck. « Cela va nous coûter bien de l'argent inutile, écrivait-il au commencement de juin ; heureusement nous réfléchirons à fond avant de mettre l'Europe entière en flammes pour plaire à quelques petits princes et tirer d'affaire l'Autriche à nos frais[1]. » Ses grognements redoublèrent lorsqu'il vit que la Prusse était prête à partir en guerre. « Je vois l'avenir avec souci, mandait-il le 1er juillet ; nous avons armé trop tôt et trop fort, et le poids du fardeau nous entraine sur une pente glissante. On finira par donner, pour occuper la Landwehr, parce qu'on est honteux de la renvoyer simplement à la maison... Si cela va mal pour nous, les États confédérés nous abandonneront, comme des fruits moisis que le vent fait tomber de l'arbre, et chaque prince, dont la résidence aura reçu une garnison française, se sauvera patriotiquement sur le radeau d'une nouvelle Confédération du Rhin. » Et le lendemain il répétait mélancoliquement : « L'avenir est sombre[2]. »

Soudain, tout change. La bataille de Solférino ne paraissait qu'une étape dans la guerre, succès pour les alliés, recul des Autrichiens, mais sans caractère décisif, lorsque les deux empereurs s'arrêtent brusquement. Une même peur les a pris, à considérer l'état de l'Allemagne. La Prusse hâtait sa mobilisation, décidée maintenant à la guerre ; le 4 juillet, elle pro-

1. Bismarck à sa femme, 4 juin 1859. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 435.

2. Bismarck à Wentzel, 1er juillet 1859. *Bismarckbriefe*, p. 270. A sa femme, 2 juillet 1859. *Loc. cit.*, p. 459.

posait à la Diète la réunion des troupes fédérales sous son propre commandement. Et de cela la France et l'Autriche avaient une égale terreur.

D'une intervention de l'Allemagne, Napoléon avait à redouter l'invasion immédiate de l'Alsace. Les alliés n'avaient remporté leurs victoires en Lombardie qu'avec peine, la France avait dû donner de toute sa force et dégarnir sa frontière de l'Est ; elle n'aurait pu opposer que 120.000 hommes à l'armée de 400.000 soldats qu'aurait dirigée la Prusse. Napoléon connaissait exactement cette situation, il ne pouvait espérer aucun secours, l'Angleterre parlait de médiation et la Russie prodiguait ses bons conseils : « Au nom de notre Auguste Maître, écrivait Gortschakoff à son ambassadeur en France, je dois vous engager à prier très instamment M. le comte Walewski de demander à l'Empereur des Français si Sa Majesté croit le moment opportun pour des pourparlers pacifiques[1]. » Napoléon essayait de se concilier le régent de Prusse en lui demandant sa médiation ; le prince Guillaume refusait, poliment mais nettement[2], et continuait d'avancer ses troupes.

L'Autriche allait recevoir un secours décisif, mais quel secours ! Un succès de la Prusse serait un désastre moral pour l'Autriche, car après ses propres défaites en Italie elle perdrait sa situation en Allemagne ; la Prusse, qui aurait conduit les troupes allemandes à la victoire, prendrait la direction des Etats confédérés. En vain l'Autriche demandait-elle à la Diète le 7 juillet que le prince régent exerçât le commandement général sous la surveillance de 17 commissaires fédéraux ; jamais la Prusse n'accepterait ce contrôle ; elle voulait diriger la guerre ou refuser son concours, tout ou rien ; l'Autriche

1. Gortschakoff à Kisseleff, 23 juin 1859.

2. Moustier à Walewski, 11 juillet 1859. Général Fleury à sa femme, juillet 1859. *Souvenirs du général comte Fleury* (1898), p. 96, 104, 109.

préféra perdre une province en Italie plutôt que sa situation en Allemagne. Pris d'une égale peur de l'intervention prussienne, les deux empereurs conclurent l'armistice du 8 juillet et débattirent les conditions de la paix à Villafranca le 11 : il n'y était plus question de « l'Italie libre des Alpes à l'Adriatique », mais le Piémont acquérait la Lombardie. François-Joseph avait sacrifié une province pour rester maître en Allemagne [1].

Cette solution rapide et inattendue fut accueillie en Europe avec des sentiments divers : colère des patriotes italiens, joie en France, félicitations des puissances neutres, déception en Allemagne, tristesse et rancune en Autriche. Bismarck en eut grand aise : « Tendance à la paix, écrit-il aux premières nouvelles de l'armistice, Dieu veuille que cela aboutisse [2]. » Il y avait lieu, en effet, pour un patriote prussien de s'en réjouir, car la paix de Villafranca avait de profondes conséquences en Allemagne : elle brouillait les Cours de Berlin et de Vienne et surexcitait le sentiment national. L'Autriche était amèrement courroucée contre la Prusse qui n'avait pas voulu la secourir sans condition ; à Vienne, on ne pensait plus à Olmütz, — l'homme pardonne aisément les humiliations qu'il a imposées et s'étonne que l'offensé s'en souvienne. Le prince régent, qui voyait déjà son entrée triomphale à Paris, était irrité contre la reculade de l'Autriche. Les relations entre les deux Cours se tendaient donc et leurs correspondances prirent un ton plus aigre que doux. Parmi les patriotes allemands régnait une certaine déception; une victoire sur le Rhin, la conquête de l'Alsace que réclamaient déjà les journaux, auraient fondu l'Allemagne en un seul peuple ; on comprenait que ce résultat avait été empêché par la rivalité des deux

1. Onken. *Das Zeitalter des Kaisers Wilhelm*, t. I, p. 418.
2. Bismarck à sa femme, 9 juillet 1859. *Loc. cit.*, p. 447.



Etats, vice organique de la Confédération, et cette conclusion s'imposait : l'Allemagne ne pourrait se faire que par l'effondrement de l'Autriche ou de la Prusse ; l'expérience de 1848 l'avait déjà démontré, les idées de Francfort reprenaient cours. Ainsi se fonde dans l'été de 1859 cette grande société, le *Nationalverein*, qui devait entrer en lutte si vive avec Bismarck et se dissoudre lorsqu'il eut accompli sa propre tâche.

II. — Bismarck ne pouvait comprendre alors le parti qu'il tirerait de ces événements ; il était d'ailleurs gravement malade, à peine en état d'exercer ses fonctions diplomatiques. A la suite d'une course à cheval, il s'était refroidi et avait été atteint d'une attaque de rhumatisme général ; presque au même moment une ancienne blessure au jarret, provenant d'une chute en Suède, s'était enflammée à nouveau ; un docteur prescrivit un emplâtre pour calmer les douleurs ; le remède fut pire que le mal ; l'erreur provint-elle du médecin ou du pharmacien ? Chacun rejeta la responsabilité sur l'autre, mais Bismarck souffrit cruellement, le jarret était entamé par une plaie qui s'envenima, une veine fut atteinte et on parla de lui couper la jambe. Bismarck le prit dans sa manière vive, envoya promener le chirurgien, refusa toute saignée « qui l'aurait rendu typheux ou idiot », et, « se sentant partir pour un monde meilleur », se prescrivit un régime de compotes et de vin de Madère à doses modérées [1]. Sa robuste nature l'emporta, mais il était affaibli par les douleurs et désirait un changement d'air, les avis des médecins berlinois, les soins de sa femme ; la paix de Villafranca rendait le calme à l'Europe et permettait aux diplomates de prendre leurs vacances ;

1. Bismarck à sa femme, 25 juin 1859. *Loc. cit.*, p. 441 ; à Mme d'Arnim, 29 juin. *Bismarckbriefe*, p. 269. *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 288.

Bismarck sollicita donc un congé et l'ayant obtenu, partit de Pétersbourg pour Berlin au milieu de juillet.

Malgré la douceur du voyage par mer, il arriva dans un état déplorable et Mme de Bismarck, à qui il avait dissimulé la gravité de sa maladie, fut épouvantée à sa vue. « Il est rompu, brisé, perclus de tous ses membres, nerveux à l'excès, avec une fièvre de 115 pulsations à la minute, hébété, las et faible à tomber », écrivait-elle dans sa désolation[1]. Il dut encore passer deux semaines dans son lit et dès que son état fut amélioré, partit pour Wiesbaden où les médecins lui prescrivaient une cure. Il jouait de malheur avec la Faculté : il eut beau prendre les eaux avec une régularité chronométrique, comme réaction risquer le tour du lac en s'appuyant sur une canne, écouter le piano de sa femme « en pleurant de joie et d'émotion », vivre « tout doucement, sans changements, une heure après l'autre », son état était stationnaire et lui-même continuait à pester après les docteurs. Enfin, avec une persévérance digne d'un meilleur sort, il consulta son ancien Esculape de Francfort qui désapprouva tous les traitements prescrits jusqu'alors et l'envoya vivement à Nauheim. C'était le salut ; au bout de huit jours de cette nouvelle cure, Bismarck était un « autre homme » ; après seize jours, l'amélioration était si complète qu'il partit pour Berlin.

Il y trouva un télégramme du régent qui l'appelait à Bade, et repartit sans délai. Tous les ans, en été, le prince Guillaume faisait dans la Forêt-Noire un agréable mélange de cure, de politique et de brillante société : il y mandait ses ministres, conférait avec eux dans les allées de Lichtenthal en regardant passer les équipages, recevait à dîner, paraissait au bal, heureux dans sa verte vieillesse de voir les femmes adresser

1. Mme de Bismarck à Keudell, 12 août 1859. Keudell. *Bismarck et sa famille*, p. 65.



au souverain les sourires que jadis elles envoyaient au brillant cavalier. Pour l'heure il voulait entretenir son ambassadeur en Russie de sa politique extérieure, de la nouvelle situation créée par la guerre d'Italie, et peut-être plus spécialement d'un projet d'entrevue avec le tzar ; mais le ministre des Affaires étrangères, Schleinitz, dont la présence était nécessaire à ces conférences, tardait à venir et Bismarck dut prolonger son séjour à Bade. Cette existence n'était pas d'ailleurs pour lui déplaire : il se promenait en dissertant avec ses amis politiques ou en riant avec « de jolies russes », et achevait sa guérison. Schleinitz arriva enfin et après avoir traité avec lui les questions du jour, Bismarck put se rendre à Reinfeld en Poméranie retrouver ses enfants qu'il n'avait pas vus depuis six mois.

Il n'y resta pas longtemps : le 16 octobre, il recevait à Berlin les instructions du régent et partait pour rejoindre le tzar à Varsovie et l'accompagner à Breslau ; les deux souverains désiraient conférer sur l'état de l'Europe ; la guerre d'Italie avaient eu de graves conséquences sur les relations internationales ; la Russie et la Prusse avaient divergé, l'une tendant vers la France, l'autre prête à intervenir en faveur de l'Autriche, peut-être d'ailleurs pour la mieux étouffer, et brouillée avec elle depuis que sa rivale avait déjoué ses menées. La question italienne n'était pas close ; le traité de Villafranca ne lui avait apporté qu'une solution provisoire et les négociations de Zurich, qui se trainaient alors péniblement, ne pouvaient davantage la résoudre ; les deux monarques en voulaient délibérer, mais ils ne trouvèrent pas la clef du problème que Bismarck devait à deux reprises, en 1866 et 1870, donner ou laisser prendre aux Italiens.

A ce moment, Otto n'avait pas encore de si hautes pensées. Il arrivait en grande pompe à Lazienki, où le tzar le recevait



« de la façon la plus gracieuse », et en attendant le départ pour Breslau il jouissait de l'hospitalité impériale : dîners fastueux, illumination, ballet avec mazurka « à en devenir amoureux », chasse au daim, chevauchée en forêt ; « pour les gens qui aiment s'amuser, on est ici dans le sein d'Abraham », écrivait-il avec enthousiasme[1].

Le 23 octobre, les deux souverains se rencontrèrent à Breslau. Leur politique avait été depuis quelque temps si hostile à la Cour de Vienne que leur conférence personnelle avait nécessairement le caractère d'une démonstration contre l'Autriche. Ainsi le craignait à Berlin le parti réactionnaire, fermement attaché à l'alliance avec la maison de Habsbourg, et qui redoutait que la Prusse fût entraînée à jouer en troisième partenaire dans la partie commune à la France et à la Russie. Gerlach s'en lamentait : avec finesse, il comprenait que la Russie se rapprochait de la France pour amoindrir l'influence de l'Angleterre et annuler le traité de Paris ; il accusait Bismarck de se rendre solidaire de ces projets « par fureur contre l'Autriche. — Et on suit une telle politique, ajoutait-il, dans un temps où l'hydre de la Révolution est déchaîné dans notre pays et en Russie et a trouvé, en France, un homme et une milice[2] ». Le digne vieillard exagérait un peu ; l'hydre était calme en Prusse vers 1859, mais il était évident qu'une certaine similitude d'intérêts rapprochait les gouvernements de Pétersbourg, Paris et Berlin. Bismarck avait le premier réclamé leur communauté d'action. La conférence de Breslau ne pouvait donc lui être désagréable, car elle consacrait ses prévisions. La conversation des deux princes fut d'ailleurs courte et sans grandes conséquences. A la fin d'octobre, Bismarck rejoignait sa famille à Reinfeld.

1. Bismarck à sa femme, 21 octobre 1859. *Loc. cit.*, p. 455.

2. Gerlach. *Denkwürdigkeiten*, 29 octobre 1859 ; t. II, p. 702.



Il comptait gagner directement son poste diplomatique : depuis un mois, une voiture à quatorze places l'attendait sur la frontière pour le transporter à Pétersbourg avec toute sa smalah[1]. Bismarck avait déjà pris le chemin de la Russie et faisait un dernier arrêt dans le château d'un vieil ami de la famille Puttkamer, de M. de Below à Hohendorf, dans la Prusse de l'Est, lorsqu'il fut brusquement frappé : un caillot de sang, qui s'était formé dans la veine malade de la jambe, pénétra dans la circulation et fit embolie ; il put traverser le cœur mais détermina une congestion pulmonaire. Les docteurs, — Otto n'avait décidément pas de chance avec eux, — le déclarèrent perdu : aussi sceptique sur la justice que sur la médecine, il rédigea son testament « pour écarter toute immixtion judiciaire dans la tutelle de ses enfants et attendit sa fin avec cette résignation qui accompagne des douleurs insupportables[2] ». La fin ne vint pas, peut-être grâce à la visite d'un « Generalarzt » de Königsberg[3] ; le malade était marqué pour d'autres destinées et il serait oiseux de disserter sur les changements probables dans le sort de l'Europe si la mort était accourue à l'invitation des premiers médecins ; Pascal a déjà relevé que beaucoup de choses et de gens dépendent d'un gravier ; un caillot arrêté dans le cœur de Bismarck eût modifié quelques bouleversements politiques et sociaux, mais le caillot passa. Après de longues semaines de souffrance, de « constantes rechutes », de « retours de lassitude, d'hypocondrie et d'insomnie », il entra en convalescence et à la fin du mois de janvier 1860 com-

1. Bismarck à Budberg, 12 octobre 1859. *Bismarck-Jahrbuch*, t. VI (1898), p. 94 ; à son frere, 1er novembre. *Bismarckbriefe*, p. 281.

2. Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 300.

3. Bulletin médical du docteur Hasse de Kœnigsberg. *Neue Preussische Zeitung* du 10 novembre 1859. Cpr. le télégramme de Schleinitz au nom du régent à Mme de Bismarck, 8 novembre 1859. *Anhang zu den Gedanken und Erinnerungen von Bismarck*, t. I, p. 29.

mençait à sortir. Sa femme désirait qu'il renonçât « à cet insupportable monde diplomatique qui ne lui a apporté rien de bon, rien que des maladies, des rancunes, des inimitiés, de l'envie, de l'ingratitude et l'exil [1] »; elle le voyait déjà installé à Schönhausen, avec ses enfants, ses beaux-parents, de vieux amis, la culture des champs, les chevaux et la chasse. Mais l'autre était pris du démon des grandes affaires : il parlait de retourner tout droit à Pétersbourg. Par manière de transaction, il consentit à passer d'abord à Berlin, « pour y prendre les conseils des médecins et des ministres » ; il pensait n'y rester que peu de jours, ayant horreur de « cette existence de voyage et d'hôtel, et un véritable besoin de coucher dans son propre lit [2] ». La gravité des événements le retint près de deux mois dans la capitale.

Depuis quelque temps, un désaccord existait entre la Chambre des députés et le nouveau ministre de la Guerre, général de Roon, sur la réorganisation de l'armée. C'était le début du conflit parlementaire que Bismarck solutionna à grands coups de bâton. Les origines de ce conflit, ses causes profondes, ses conséquences à redouter seront expliquées plus loin, lorsqu'on exposera l'arrivée de Bismarck au pouvoir [3]. Il suffit de dire ici que depuis plusieurs années un projet de réorganisation militaire était à l'étude ; la mobilisation de 1859 avait causé quelques déceptions, et Roon, arrivé au ministère de la Guerre en décembre 1859, proposait de remanier le régime de l'armée. Le parti libéral, qui avait la majorité à la seconde Chambre, flairait dans cette réforme une odeur réactionnaire et sa commission opposait au projet ministériel une proposition inspirée

1. Mme de Bismarck à Keudell, 30 janvier 1860. Keudell. *Bismarck et sa famille*, p. 69.

2. Bismarck à son frère, 15 février 1860. *Bismarckbriefe*, p. 283.

3. Voir *infra*, t. II, chapitre I : *Le conflit parlementaire*.

par un général en retraite, Stavenhagen. Le cabinet hésitait, pris entre la majorité qui lui avait été jusqu'alors fidèle et le ministre de la Guerre, tenace, d'une compétence incontestable, soutenu par le parti militaire et encouragé dans sa résistance par le colonel Edwin de Manteuffel, aide de camp général du régent.

A ces difficultés intérieures s'ajoutaient des complications extérieures. Napoléon III, en signant au mois de janvier 1860 un traité de commerce avec l'Angleterre, s'était étroitement lié au gouvernement britannique; mais il n'avait pas renoncé à l'espoir de nouer en triple alliance la Russie, la Prusse et la France, et il faisait à la Cour de Berlin les avances les plus significatives. Malgré ces coquetteries et les bons conseils de Gortschakoff, le prince Guillaume était froid ; son cœur était encore fidèle aux souvenirs de la Guerre d'Indépendance et répugnait à se donner à un Bonaparte. Le prince répondait donc aux invites de Napoléon par des reculades polies, et quelque délicatesse en résultait dans les relations des deux Cours. Par ailleurs, en Italie, la situation était encore troublée : Garibaldi et le parti nationaliste ne renonçaient pas à la lutte. A l'hydre redoutée par M. de Gerlach s'ajoutait le volcan de la Révolution.

Enfin, sous l'influence du mouvement national de 1859, diverses propositions avaient été émises pour rajeunir le pacte fédéral ; le prince régent en avait délibéré à Bade pendant son séjour d'été ; la Diète en avait somnolé pendant l'automne ; en janvier 1860, un texte précis avait été rédigé[1], mais il était critiqué par le gouvernement de Berlin qui désirait naturellement prendre l'avis de son ancien délégué à Francfort.

Tout appelait donc Bismarck à Berlin où il arriva le 5 mars

1. Sybel. *Die Begründung des deutschen Reichs*, t. II, p. 350.

1860. Malgré sa faiblesse de convalescent, il y mena une vie très active, suivant avec assiduité les séances de la Chambre des Seigneurs, reçu à plusieurs reprises par le roi, dînant avec les ministres et surtout tenant des conciliabules avec Roon et Edwin de Manteuffel. Sa situation était assez singulière ; il était tout ensemble isolé et très puissant. Il était profondément séparé de ses anciens amis, les membres de la *camarilla* d'antan. Le général de Gerlach soupirait en voyant ce qu'était devenu son ancien élève : telle est une poule qui a couvé un caneton et le voit courir à l'étang. Bismarck avait beau lui répéter jusqu'à l'irritation[1] : « Je ne veux pas marcher avec la France, je ne cherche que l'intérêt de la Prusse. » Le vieux général n'admettait pas la possibilité de la plus vague entente avec celui qu'il appelait la « Révolution incarnée » et n'était pas loin de tenir Bismarck pour un suppôt de l'enfer, capable de fraterniser avec ce Belzébuth, Napoléon.

Bismarck n'était pas moins éloigné du parti libéral, de la majorité à la Chambre des députés, du cabinet de la nouvelle ère. On savait son opinion personnelle sur le régime parlementaire; le souvenir était resté de ses déclarations aux Assemblées de 1849 et 1850; il était facile de deviner quel serait son parti si un conflit éclatait entre les députés et la Couronne. Ses tendances à un rapprochement avec la France étaient aussi critiquées à gauche qu'à droite. Le *Kladerratsch* le plaisantait agréablement sur un toast « à l'alliance de la Prusse avec la France », qu'on lui attribuait, et Bismarck prenait au sérieux ces lazzis qu'il réfutait en une belle lettre au directeur du journal satirique[2].

Enfin, sur la refonte de la Diète, son opinion différait profondément des espérances du parti libéral; celui-ci désirait

1. Bismarck à Gerlach, 2 mai 1860. *Bismarck's Briefe an Gerlach*, p. 346.
2. Bismarck à Ernest Dohm, 14 mai 1859. *Bismarckbriefe*, p. 262.



renouveler le pacte fédéral, y introduire une représentation du peuple, arriver par le rajeunissement de la vieille Confédération à l'unité allemande. Bismarck avait des vues toutes différentes : il aspirait aussi à l'unité allemande, mais par l'accroissement de la Prusse, sinon de territoire, au moins d'influence ; une expérience de huit ans à Francfort lui avait prouvé que l'Autriche, « par sa force de pesanteur », arrivait toujours à faire céder la Prusse, et que les moyens royaumes aspiraient simplement à maintenir leur indépendance en exploitant la rivalité des deux grands Etats. « Piperie générale que tout cela, écrivait-il. Nous devons faire résonner dans la presse la corde de la politique indépendante prussienne... Si la Confédération était simplement supprimée, sans qu'on établit rien à sa place, je crois que, sur la base de cette conquête négative, il se formerait entre la Prusse et ses voisins allemands des relations meilleures et plus naturelles que les actuelles[1]. »

Politique intérieure, question allemande, relations internationales, sur tous les points il différait de l'école du jour. Et pourtant il était sans cesse question de lui pour le pouvoir. Craint des uns, détesté des autres, il s'imposait malgré tous. En janvier 1860, alors qu'il était à Hohendorf, malade, sans force, sans action, la nouvelle se répandait à Berlin qu'il allait prendre le portefeuille des Affaires étrangères, et ce bruit prenait une telle consistance que le cabinet éprouvait la nécessité de le démentir par une note dans son journal officieux[2].

Ces rumeurs avaient pourtant un fondement : éloigné des

1. Bismarck à Schleinitz, 12 mai 1859. *Bismarckbriefe*, p. 260-262. Cpr le projet de Bismarck de déclaration à la Diète. *Bismarck-Jahrbuch*, t. VI, p. 99.

2. *Preussische Zeitung* du 24 janvier 1860.

deux partis extrêmes, des féodaux et des libéraux, Bismarck avait à la Cour quelques amis dévoués, pleins de confiance en sa ténacité, désireux de le voir à la direction du gouvernement; parmi ceux-ci, deux avaient une influence particulière, Roon et Edwin de Manteuffel. Bismarck était depuis de longues années un ami de Roon; jeune garçon il s'était lié avec le lieutenant de génie qu'il avait rencontré chez son ami Maurice de Blanckenburg à Zimmerhausen[1]; ils s'étaient suivis dans la vie, Bismarck arrivant au pouvoir par des voies vagabondes et détournées, Roon parvenant aux plus hauts grades par la carrière normale de l'état-major; depuis que le général avait été appelé au ministère de la Guerre, les deux hommes avaient serré leurs relations, car ils se sentaient de même trempe; le militaire, pour réaliser ses plans lentement raisonnés, cherchait un politicien à poigne et un diplomate de finesse; Bismarck savait que la Prusse ne réaliserait ses destinées que par l'armée, *ferro et igni;* chacun avait besoin de l'autre.

En même temps que Roon, Edwin de Manteuffel signalait au régent les vigoureuses qualités de l'ambassadeur de Pétersbourg : âgé de cinquante ans, colonel et diplomate, aide de camp du prince, — Flügelteufel, disait Bismarck par jeu de mot[2], — Manteuffel était, depuis peu, chef du cabinet militaire et avait acquis sur le régent l'influence que le général de Gerlach avait exercée longtemps sur Frédéric-Guillaume IV; Bismarck savait qu'il est profitable de vivre en bons termes avec les Eminences grises; il avait souvent rencontré Manteuffel dans le milieu de la *Kreuz-zeitung ;* il lui avait plu

1. Voyez *supra*, p. 41.

2. Abréviation de Flügel-adjudant Manteuffel (l'aide de camp Manteuffel) et qui aboutit à signifier « le diable ailé ». Bismarck à sa femme, 15 septembre 1859. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 449.



par sa crânerie, son audace, la dure précision de ses idées, et le puissant chef de cabinet le servait auprès du régent et de certains ministres.

Roon et Manteuffel étaient parvenus à persuader le président du conseil, prince de Hohenzollern et le ministre d'Etat, Rodolphe d'Auerswald, de l'utilité de confier à Bismarck le portefeuille des Affaires étrangères. Mais le régent n'était pas convaincu; il présida une sorte de conseil où Bismarck développa le programme qu'il engageait à suivre; d'après l'ambassadeur tout le mal venait de la condescendance envers l'Autriche « qui a dominé la Prusse depuis Olmütz...; le gouvernement de Berlin, ajoutait-il, est hypnotisé par son puissant voisin, comme une poule emprisonnée par un trait tracé à la craie »; il importe, pour résoudre la question allemande, de convaincre la cour de Vienne que la Prusse ne craint pas « la rupture et la guerre »; il est indispensable de conserver l'entente avec la Russie, mais, en exploitant avec habileté l'influence de la Prusse à Pétersbourg, il est possible de ne rompre avec aucun des deux Empires[1]. Bismarck n'osait aller jusqu'au fond de sa pensée et indiquer la possibilité d'un accord avec la France. Le ministre des Affaires étrangères, Schleinitz, qui ne désirait pas avoir un successeur, opposa à l'argumentation de Bismarck le testament de Frédéric-Guillaume III, et touchant la corde sensible du régent, indiqua les « dangers de l'Ouest », le péril d'une alliance avec la France. Le trait avait porté : le prince Guillaume répugnait à un rapprochement avec l' « ennemi héréditaire »; admettre dans son conseil un partisan de cette entente était au-dessus de ses forces.

Pendant sept semaines, le régent hésita. Bismarck dési-

1. Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 301 et suiv.

rait rejoindre son poste dont il était absent depuis dix mois ; un chargé d'affaires, Perponcher, y avait été nommé pour suppléer à l'insuffisance des secrétaires; mais l'ambassadeur aspirait à son installation, à la vie de famille. Il demandait au prince Guillaume son audience de départ; à plusieurs reprises, le régent la lui accorda, pour le retenir au dernier moment. Il était même question d'accorder à Schleinitz un congé de deux mois et de confier provisoirement à Bismarck le ministère des Affaires étrangères, comme à titre d'essai; perspective fort désagréable à Bismarck[1], car il n'aurait eu aucune initiative ni action personnelle pendant un si court délai. Trois événements hâtèrent la décision du régent : Garibaldi avait brusquement commencé l'expédition des Mille, abordé à Marsala, assiégé Palerme; le régent se demandait jusqu'où pousserait « l'audace révolutionnaire »; — devant l'opposition de la seconde Chambre, le ministère avait retiré le projet de loi militaire et s'était contenté d'un crédit supplémentaire, 9 millions de thalers pour quatorze mois; la Couronne n'avait donc plus besoin de dompteur parlementaire; — enfin sur l'insistance du Napoléon III, le régent s'était décidé à lui accorder une entrevue, mais dans des conditions telles que la réception était un acte d'hostilité plus que d'amitié. Bismarck n'était donc plus ni utile ni écouté à Berlin. Le 23 mai, il partit pour Pétersbourg.

La visite de Napoléon eut lieu à Bade au milieu de juin; les ennemis de la France avaient répandu le bruit que l'empereur espérait « obtenir quelque agrandissement du côté du Rhin et disloquer la ligue germanique ». Pour riposter par avance, le prince Guillaume avait convié tous les princes allemands à l'accompagner à Bade, en escorte d'honneur et

1. Bismarck à sa femme, 11 mai 1860. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 465.



de protection; ils y vinrent tous, curieux et inquiets; Napoléon entretint le régent de ses dispositions pacifiques, puis il reçut les princes; mais ils étaient hérissés de terreur, et nul ne se livra « au grand désappointement de Napoléon... C'est un coup manqué [1] ». Le lendemain de son départ, 18 juin, était la date anniversaire de Waterloo; le prince régent réunit solennellement tous les souverains venus à Bade et leur parlant avec ostentation « des dangers qui pourraient menacer l'Allemagne un jour » leur promit de « défendre l'état territorial de la patrie commune ». Et le mois suivant, comme pour se laver des souillures de Bade, il avait à Teplitz une entrevue avec l'empereur d'Autriche. Ainsi la visite de Napoléon, loin de rapprocher la Prusse et la France, avait ramené le gouvernement de Berlin à une entente avec la cour de Vienne.

Bismarck, parti de Berlin mécontent, un peu aigri, raillait avec mordant le « nouveau parterre des rois » de Bade. « Ces messieurs, écrivait-il à un ami, ont perdu l'instinct de leur dignité. Une entrevue d'affaires et de politesse de notre prince avec Napoléon était quelque chose de tout naturel. Par leur adjonction importune, c'est devenu une réunion corporative des princes allemands, dont Napoléon saura bien se servir pour contrarier l'un par l'autre et nous compromettre [2]. » Il n'était pas moins mécontent de l'entrevue de Teplitz où les souverains d'Autriche et la Prusse scellaient à nouveau une amitié qu'il regardait comme néfaste pour son pays. « Nous paraissons n'avoir rien promis de définitif à Teplitz, écrivait-il, mais subordonné nos sacrifices à cette condition que l'Autriche prouvera d'abord *pratiquement* ses bonnes intentions; cela fait, elle pourra compter sur notre reconnaissance. Cela

1. Malmesbury. *Mémoires d'un ancien ministre*, juin 1860, p. 308.
2. Bismarck à Wentzel, 16 juin 1860. *Bismarckbriefe*, p. 289.

me donnerait satisfaction. Mais je reçois des nouvelles indirectes qui résonnent tout autrement : nous n'aurions pas conclu de traité de garantie écrit, mais nous nous serions obligés oralement à appuyer l'Autriche en toutes circonstances, si elle était attaquée par la France en Italie... Un correspondant bien informé, mais un peu bonapartiste, m'écrit de Berlin : « Nous avons été rasés de la plus belle manière à Teplitz avec toute la grâce viennoise, et vendus pour rien, même pas un plat de lentilles[1]. »

Bismarck prêchait dans le désert, on ne l'écoutait plus. Dans la presse, sa politique et sa personne étaient vivement critiquées; le *Nationalverein*, la *Gazette de Magdebourg*, la *Gazette de la Prusse orientale* menaient campagne contre ses sympathies napoléoniennes et prétendaient qu'il « aurait appuyé des ouvertures pour une cession de la province du Rhin moyennant un agrandissement à l'intérieur ». Il croyait que ces attaques venaient du duc de Cobourg, chef du parti allemand; peut-être avaient-elles leur origine à Berlin même et dans les sphères ministérielles. Il était dans une période d'effacement de sa carrière politique, et pendant une année, le seul acte qu'on lui demanda fut d'accompagner le régent à Varsovie.

L'été de 1860 avait été mouvementé en politique : Garibaldi avait continué sa victorieuse expédition des Mille, conquis la Sicile, passé le détroit et fait son entrée solennelle dans sa bonne ville de Naples ; on pouvait craindre que la révolution s'étendit par contagion aux États du Pape, à la Vénétie, à la Hongrie, à la Pologne. Napoléon III, malgré son entourage clérical et ses affirmations réactionnaires, inquiétait

1. Bismarck à Below, 22 août 1860 ; à Wentzel, 8 septembre 1860. *Bismarckbriefe*, p. 293 et suiv. Cpr. sur les entrevues de Teplitz et Varsovie, R. Haym, *Das Leben Max Dunckers*, p. 216 et suiv.

par ses allures mystérieuses et sa duplicité ; il flattait tous les partis, rappelait son ambassadeur de Turin alors qu'il recevait Cavour, et proposait un Congrès pour régler les affaires italiennes. Les trois souverains de droit divin se réunirent donc en octobre à Varsovie pour délibérer sur la situation de l'Europe et plus spécialement sur le projet de Congrès. Alexandre se montrait enclin à l'accepter ; Guillaume et François-Joseph se dérobèrent. L'empereur d'Autriche était arrivé avec un projet de coalition contre la France ; ses deux interlocuteurs l'engagèrent vivement « à se renfermer dans une réserve prudente » ; pour le calmer, ils lui déclarèrent tout net que s'il prenait l'offensive, « ils l'abandonneraient à ses propres forces [1] ». Bref, rien n'advint de ces solennelles assises, qu'une amélioration dans les relations des Cours de Vienne et Pétersbourg. Bismarck ne fut pas mécontent de ce résultat négatif : dans un long entretien avec le prince de Hohenzollern, il avait insisté pour une politique d'entente avec la Russie, de réserve envers l'Autriche [2] ; les conférences de Varsovie n'avaient rien compromis, elles avaient même signalé les divergences des politiques nationales sans les fondre ; cela lui suffisait. A la fin d'octobre, il se hâta de retourner à Pétersbourg, où on le laissa plus que jamais à l'écart ; en mars 1861, il se plaignait de n'avoir pas reçu de correspondance par courrier depuis de longs mois ; pour qui sait l'indiscrétion de la poste russe à l'époque, cela signifiait qu'il n'avait aucune communication sérieuse avec son ministère.

Il passa une année dans ce calme à Pétersbourg, de juin 1860 à juin 1861, sauf la courte interruption du voyage à

1. Montebello à Gramont, 3 novembre 1860. Belcastel à Gramont, 6 novembre. Thouvenel. *Le Secret de l'Empereur*, t. 1, p. 281 et suiv.

2. Cpr. *Fürst Karl Anton von Hohenzollern* dans la Revue *Nord und Süd*, novembre 1884.

Varsovie. Il jouit avec volupté de la vie de famille, dont il avait été sevré pendant si longtemps ; car ce lutteur, au caractère complexe, était un homme d'intérieur, aimant l'existence intime et de ménage, le piano de sa femme, les cris joyeux des enfants, les longues conversations avec un ami, dans la joie d'un bon cigare et d'une chope mousseuse.

Il avait loué sur le bord de la Néva une maison spacieuse et élégante ; son cabinet de travail avait « vue sur le fleuve, un pont, dans le lointain l'orée d'un bois ». Il y passait la grande partie de son existence à travailler ou à fumer en regardant l'avenir ; il écrivait à quelque ami sur le sujet du jour, ou à son frère, à sa sœur, des lettres où les événements politiques, la société russe, les mille riens qui sont la haute poésie de la famille étaient mélangés en une salade aguichante et qu'assaisonnait sa verve caustique. Un visiteur arrivait d'Allemagne, Keudell, pour se griser de musique avec Mme de Bismarck, Keyserling pour causer des souvenirs universitaires ; il promenait l'un ou l'autre aux îles en voiture découverte, « avec de petits chevaux qui filaient ventre à terre sur le pavé et le macadam, dans des sapinières, des bois de bouleaux, d'aulnes et d'érables qui encadrent de vastes pelouses[1] ». A midi, il recevait à dîner ses intimes, « à la fortune du pot, car un ambassadeur qui ne touche que trente mille thalers est obligé de se restreindre[2] ». Le soir venaient les membres de la colonie allemande, de riches négociants, un colonel au service de la Russie, un compositeur jadis célèbre, Adolphe de Henseldt ; avec les membres de la légation, on buvait en causant du pays et chacun se retirait à onze heures, car la santé du Chef exigeait encore quelque ménagement.

Il ne se confinait pas dans cette vie de famille et montrait

1. Keudell. *Bismarck et sa famille*, p. 72 et suiv.
2. Bismarck à Mme d'Arnim, 9 décembre 1860. *Bismarckbriefe*, p. 300.



quelque assiduité à la Cour où il était *persona grata.* On y connaissait sa sympathie pour une alliance de la Prusse et de la Russie, et les efforts qu'il avait faits à Berlin pour convaincre le régent et les ministres de son utilité ; il mettait d'ailleurs quelque coquetterie à séduire ceux qu'il fréquentait ; il avait appris le russe, dont il ne savait traître mot à son arrivée[1], et bientôt, grâce à son merveilleux don des langues, il le posséda suffisamment pour s'entretenir avec le tzar dans l'idiome national du souverain. La politesse était habile, elle lui permettait de parler avec les ministres de l'Empire, en présence des étrangers interdits et vexés ; il avait ainsi barre sur les autres diplomates. Alexandre III avait été sensible à cette attention ; au retour de Bismarck, « il l'avait pressé dans ses bras et avait manifesté une joie évidemment sincère de le voir à nouveau[2] ». Le tzar avait avec le diplomate des entretiens familiers où il s'abandonnait en confidences sur les difficultés de sa vie personnelle. L'impératrice douairière prodiguait à Bismarck les attentions délicates qu'elle lui avait témoignées dès son arrivée, et sa mort, en novembre 1860, causa à son protégé une affliction réelle. Il fut pris en même affection par la grande-duchesse Hélène, une femme « délicieuse, rayonnante d'amabilité, d'une distinction si haute et si aristocratique et pourtant si loin de la froide atmosphère des Cours[3] ». Au jour anniversaire de la naissance de Bismarck, elle reçut l'ambassadeur et sa femme en dîner intime, les charma par sa conversation « si franche, si intéressante, si animée », et les congédia sans leur dire adieu, « sous prétexte que cela lui ferait trop de peine[4] ».

1. Bismarck à sa femme, 29 mars 1859. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 407.
2. Bismarck à Mme d'Arnim, 13 juillet 1860. *Loc. cit.*, p. 291.
3. Mme de Bismarck à Keudell, 2 février 1861.
4. Mme de Bismarck à Keudell, 16 avril 1862.

Dans l'entourage de la famille impériale, Bismarck rencontrait quelques grands seigneurs de haute allure, d'éducation classique, appartenant à la « crème » de la civilisation européenne[1] : c'étaient le ministre des Affaires étrangères, Gortschakoff, « dont la vanité exagérée constituait une certaine infériorité » ; le vieux prince Orloff, « d'un caractère sûr et d'une courtoisie distinguée » ; le baron de Meyendorf, jadis ambassadeur à Berlin et à Vienne, « l'homme le plus sympathique par son éducation, la politesse exquise de ses manières ». Il avait épousé la sœur du comte de Buol, l'ancien chef du cabinet viennois ; une autre sœur était mariée à M. de Vrints, propriétaire de la *Gazette de Francfort* ; les deux femmes étaient charmantes, fines et de conversation brillante, et Bismarck, qui détestait le ministre autrichien, ne manquait pas de dire que « dans la famille des comtes de Buol l'intelligence tombait en quenouille ». Il se plaisait moins dans la compagnie des jeunes seigneurs ; à son goût, « ils affichaient de mauvaises manières » ; peut-être leur aversion pour la culture allemande, leur goût pour la civilisation française ou anglaise étaient-ils les causes réelles de cette antipathie.

Dans ce monde brillant, Bismarck se créait d'utiles relations : Gortschakoff lui communiquait les rapports des diplomates russes ; des amis personnels lui soumettaient les notes autographes de l'empereur ; l'un d'eux en le quittant ajouta : « Vous allez naturellement faire un rapport à Berlin ; n'employez pas tel chiffre, nous le possédons depuis des années[2]. » Par ces relations, Bismarck connaissait parfaitement les dessous de la politique russe ; ses renseignements étaient si personnels et rares que le cabinet prussien s'en méfia, — l'ambassadeur était tenu pour suspect au ministère de la Wil-

1. Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 279 et suiv.
2. Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 291.

helmstrasse, — et que Schleinitz envoya pour les contrôler le comte Münster, jadis attaché militaire à Pétersbourg; après vérification, le censeur ne put que reconnaître la sûreté des indications transmises à Berlin.

Bismarck se plaisait à la vie russe, avec l'accueil facile encore que hautain, l'hospitalité fastueuse, les repas abondants, les amples buveries; il aimait, jusque dans sa vieillesse, à retracer ses voyages aux châteaux impériaux, Péterhof ou Tsarskoë-Sélo, la table toujours prête « avec plusieurs services, trois ou quatre sorte de vins de première marque ». L'homme de haute taille, d'appétit vigoureux, supportant bien la boisson, était à son aise ici. Le caractère national lui convenait, avec sa rude franchise, son respect de la hiérarchie sociale et de la force; il ne craignait pas de chevaucher dans les foules en civil et sans domestique, au risque d'être rudoyé, « au propre et au figuré, en paroles et en actions; la cravache à la main, maître de son cheval, il montrait en cas de conflit avec un carrosse qu'il avait les mêmes droits que celui qui occupait l'intérieur de la voiture ».

Il aimait la campagne russe, la splendeur de l'hiver avec les neiges à l'infini, le printemps rapide et chaud, la campagne verdoyante, l'automne qui « rougit et jaunit le feuillage des bouleaux et des érables. Au fond, les toits verts de la petite ville, à gauche une église avec cinq clochers dorés en forme d'oignons, et le tout bordé à l'horizon par une immense plaine de taillis, de prairies, de forêts, avec ses nuances brunes, grises et bleues[1] ». Il s'était plu à Moscou, « la ville aux coupoles innombrables; il avait admiré la vue du Kremlin avec cet horizon émaillé de toits verts, de jardins, d'églises, de tours aux formes et aux couleurs les plus étranges, vertes,

1. Bismarck à Mme d'Arnim, 4 octobre 1860. *Bismarckbriefe*, p. 297.

rouges ou d'un bleu clair ». Il jouissait des plaines giboyeuses, surtout de la grosse bête en hiver, élans, ours et loups; il arpentait les neiges, couvert de peau de mouton, aspirant avec délice l'air glacé, « l'air des forêts vierges où l'homme n'a point passé, vrai paradis pour le chasseur. — Vous allez trop peu à la chasse, reprochait-il à Keudell; la vie du chasseur est vraiment naturelle à l'homme. Quand bien même on ne peut rester qu'un jour dans les bois, on en rapporte toujours un réconfort sensible. » Et le soir, dans le cabinet de l'hôtel au bord de la Néva, fumant et buvant, il allongeait ses récits de chasse, les trois ours, les onze loups, tandis que dans la chambre deux petits oursons, orphelins par son fait, mordillaient gentiment les mollets des visiteurs.

Il était délicieusement loin de Berlin.

III. — En Prusse, la crise intérieure s'aigrissait, aggravée par la mort de Frédéric-Guillaume IV. Le malheureux monarque avait vécu pendant trois ans d'une existence végétative, avec quelques intervalles lucides, « telle une mine détruite où brillent encore des filons d'argent[1] ». Dans la nuit du 1er au 2 janvier 1861, il s'éteignit doucement entouré de la reine, de son frère, de ses vieux compagnons[2]. Maintenant Guillaume était roi, et déjà déçu du pouvoir; ses expériences de libéralisme n'avaient pas réussi; entre le régime militaire, auquel il était attaché par son sang et son cœur, et le système parlementaire qu'il avait loyalement tenté, il

1. Ranke. *Friedrich-Wilhelm IV*; dans *Allgemeine deutsche Biographie*, à ce mot, p. 776.

2. Voyez dans Gerlach, *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 764, le touchant procès-verbal de la mort du roi par son fidèle serviteur qui clot par là ses mémoires. Il s'était refroidi au chevet de son maître qu'il suivit dans la tombe huit jours plus tard.

n'y avait pas de compatibilité. Il avait voulu prendre conseil des hommes de 1848, Auerswald, Schwerin, et il était retombé entre les mains des militaires, Roon, Edwin de Manteuffel. Son cabinet était divisé ; le prince de Hohenzollern, découragé ne gardait la présidence que par dévouement au roi ; le ministre des Affaires étrangères, Schleinitz, était vivement critiqué par les divers partis pour l'indécision de sa politique ; les ministres libéraux étaient attristés par la difficulté de leur situation, pris entre le monarque qui retournait à ses idées d'antan et la Chambre qui se cabrait; seul le ministre de la guerre, Roon, était plein d'activité et d'espérance ; il avait toute la confiance du souverain, qui créait pour lui le 16 avril 1861 le ministère de la Marine, et il en profitait pour saper à plaisir ses collègues libéraux ; il avait adressé au régent dans l'automne de 1860 de secrets rapports où il exposait ses différends avec les ministres qui voulaient réduire ses demandes budgétaires, et en prenait occasion pour tuer leur influence auprès du souverain[1]. Il guettait une occasion pour les chasser et un homme pour les remplacer ; en juin, il crut avoir trouvé l'occasion et l'homme.

Le roi Guillaume voulait donner à son couronnement un caractère mystique, autoritaire, féodal, l'occasion d'affirmer son droit divin. Il résolut de se faire sacrer à Kœnigsberg, dans la ville où avait été couronné en 1701 le premier roi de Prusse, et de recevoir, dans des formes hiératiques, de ses féaux sujets, l'acte d'hommage avec prestation de serment. Les ministres peinaient à lui démontrer, sinon le ridicule, au moins la désuétude de ces formes qui ne répondaient plus aux relations nouvelles créées par la Constitution. Il aurait peut-être cédé, si Roon et Edwin de Manteuffel ne l'en avaient

1. Roon. *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 36.



empêché. Le 26 juin, ils le décidèrent à la résistance et le roi les chargea de chercher d'autres ministres. Le lendemain, Roon appelait Bismarck à l'aide. « Je me demande, lui écrivait-il, si vous tenez l'hommage traditionnel pour un attentat contre la Constitution... Si vous partagez mon opinion, si vous regardez comme pur charlatanisme doctrinaire, comme conséquence d'engagements politiques et de situations de parti, la prétention de nos bons petits camarades de jeu, qui allèguent ne pouvoir s'y résigner, vous n'hésiterez pas à entrer dans le conseil du roi et à résoudre la question de l'hommage d'une manière correcte. » Il lui offrait donc le ministère des Affaires étrangères ou celui de l'Intérieur, au choix de Bismarck et ajoutait : « Le roi souffre épouvantablement. Ses plus proches parents sont contre lui et lui conseillent une paix boiteuse. Que Dieu le garde de céder ! Nous irions à pleines voiles nous enliser dans cette mer de boue qu'on appelle le parlementarisme [1]. »

Cette proposition prit Bismarck au dépourvu ; il était content de sa situation à Pétersbourg, et, récemment encore, il exprimait l'espoir qu'elle se prolongerait « jusqu'à ce qu'il pût aller se reposer à Schönhausen ou à Reinfeld et y faire confectionner son cercueil sans précipitation [2] ». Pour l'heure, il préparait son voyage annuel en Allemagne où il comptait passer un été paisible aux bains de Kissingen ou de Stolpmünde. Sans plaisir, il entendit résonner à ses oreilles la note aiguë et discordante de Roon : « A cheval. » Il répondit donc, par télégramme et par lettre, en termes dilatoires : il ne mettait pas en doute le droit pour la Couronne « d'exiger

1. Roon à Bismarck, 27 juin 1861. Cette importante correspondance, publiée dans les *Denkwürdigkeiten* de Roon, a été reproduite par Bismarck dans ses *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 305 et suiv.

2. Bismarck à Mme d'Arnim, 26 mars 1861. *Bismarckbriefe*, p. 301.

l'hommage personnel de chacun de ses sujets et de chaque corporation du pays », mais craignait que ce fût là une mauvaise plate-forme pour les élections. « La masse des électeurs, écrivait-il, bons royalistes, ne comprendra pas la question, et la démocratie la défigurera ». Mieux vaudrait « profiter des irrégularités palpables de la majorité dans la question militaire..., dissoudre la Chambre et soumettre ainsi à la nation les rapports du roi avec ces gens-là ». Il ajoutait qu'il était encore souffrant, « las, abattu, paresseux d'esprit », que la situation lui était mal connue, et qu'il ignorait le programme du futur cabinet. Il annonçait, d'ailleurs, son prochain départ pour Berlin. « Le reste, de vive voix[1] ». Il était aisé de comprendre qu'il se souciait médiocrement de prendre le pouvoir : il trouvait que son heure n'avait pas encore sonné.

Lorsqu'il arriva le 9 juillet à Berlin, la crise était terminée ; au désespoir de Roon, qui trouvait « l'abcès mûr », le roi avait reculé devant les dangers de l'opération ; il avait renoncé à l'hommage héréditaire, par égard pour les modifications apportées par son frère à la constitution de la Prusse, et se contentait du couronnement solennel. Le parti réactionnaire avait poussé les hauts cris et la *Gazette de la Croix* avait publié un article si vif que le roi ne lut jamais plus ce journal. Mais le cabinet s'était ressoudé ; seul le ministre des Affaires étrangères, Schleinitz, maintint sa démission ; il fut remplacé en automne par le comte de Bernstorff, ambassadeur en Angleterre, mais dans des conditions si précaires qu'il conserva officiellement le poste de Londres et délégua un chargé d'affaires pour le gérer provisoirement ; Schleinitz reçut le ministère de la maison du roi.

Accouru pour sauver l'Etat, Bismarck ne trouva personne

1. Bismarck à Roon, 2 juillet 1861.

à Berlin. Le roi était à Bade, les ministres en villégiature; Roon écrivit quelques jours plus tard à son fidèle ami, de Brunnen en Suisse, une lettre navrée, où il s'excusait de rester « dans cette société »; il ne le faisait qu'à la demande du roi, pour lutter « à visage découvert contre ces messieurs » et préserver « le seul organisme capable de résister à la désagrégation générale, l'armée, en répandant sur elle un air sain et vivifiant[1] ». Quelque peu étonné de cette solitude, Bismarck se préparait à gagner aussi un lieu de cure et de repos, lorsqu'il reçut un télégramme de Schleinitz qui l'invitait à se rendre à Bade.

Quand il se présenta au roi, le 12 juillet, il crut remarquer quelque réserve dans l'accueil du souverain; celui-ci se figurait que l'autre arrivait pour profiter de la discorde ministérielle et se glisser au pouvoir; Bismarck le rassura, et, avec une finesse toute diplomatique, déclara qu'il connaissait la fin de la crise et venait simplement solliciter l'autorisation de rester en Allemagne jusqu'au couronnement. Le monarque se rasséréna, accorda la prolongation de congé et mit la conversation sur la question allemande; l'ambassadeur émit quelques idées si originales que le roi lui demanda de les consigner en un mémoire; Bismarck promit, mais serait promptement parti pour ses pénates d'été, si le 14 juillet un étudiant déséquilibré, Oscar Becker, n'avait tenté de tuer le roi; Guillaume avait été à peine atteint, mais par sympathie respectueuse Bismarck retarda son départ[2] et en profita pour terminer son mémoire.

Ce document a été retrouvé[3] : c'est une analyse péné-

1. Roon à Bismarck, 24 juillet 1861.

2. Bismarck à son frère, 18 juillet 1861. *Bismarckbriefe*, p. 309.

3. Il a été publié par Horst Kohl, dans le *Bismarck-Jahrbuch*, t. III (1896), p. 193 et suiv., sans que l'éditeur ose affirmer que ce soit bien la note de Bade. Et dans son volume *Bismarckbriefe*, 8e éd., p. XVI et 315,

trante de la Constitution fédérale. La Confédération germanique a été constituée en 1815 comme organe défensif contre les invasions de la France; elle ne se comprenait qu'appuyée sur les trois puissances de la Sainte Alliance et inspirée par elles. A la dissolution de la Sainte Alliance, elle a cessé de répondre aux besoins nouveaux. Ainsi s'est répandu « le sentiment décevant qu'une grande et puissante nation est condamnée, par son émiettement, non seulement à renoncer à l'autorité qu'elle devait avoir en Europe, mais encore à vivre dans la crainte perpétuelle d'une attaque de ses voisins ». Pour la Prusse, spécialement, l'organisation fédérale est injuste, car elle ne lui assure pas la situation que devrait avoir l'Etat qui renferme plus de population purement allemande que tous les autres réunis (18 millions contre 17 1/2). La coalisation de l'Autriche et des moyens Etats a toujours annulé l'action de la Prusse et les divers systèmes proposés ne changeront rien à ce vice de la Constitution. Le seul remède parait consister dans la création « d'une représentation nationale du peuple allemand près du gouvernement fédéral... Alors que dans les divers Etats de l'Allemagne existe déjà une représentation populaire, une pareille création pour l'ensemble ne peut paraître révolutionnaire. » Sagement organisée et limitée, elle ne peut présenter de danger et elle développera le mouvement militaire déjà affirmé par le Zollverein et la convention militaire avec le duc de Gotha. Bismarck conseillait donc à son gouvernement d'adresser à la

M. H. Kohl incline à penser que ce document est en réalité une note rédigée par Bismarck à Reinfeld dans le courant de l'été. M. Penzler, *Kaiser und Kanzler Briefe*, p. 25 et 200, au contraire, semble estimer que la note a été rédigée en juillet et à Bade. Nous sommes de cet avis. Il résulte en effet d'une lettre de Bismarck à M. de Below-Hohendorf, 2 octobre 1861, que la note a été écrite à Bade, de la main même de Bismarck, communiquée ensuite à Below, et corrigée peut-être à Berlin en octobre.

Diète une déclaration officielle pour réclamer la création du Parlement national; rédigée avec prudence, cette déclaration n'effraierait pas les princes; elle attirerait à la Prusse la sympathie du peuple allemand; elle exercerait une heureuse influence dans l'intérieur du pays et sur les prochaines élections.

En rédigeant cette sage consultation, Bismarck dut sourire lui-même de pitié, car sa formule anodine contredisait ses précédentes ordonnances; d'accord avec son confrère Roon, il avait prédit qu'une seule thérapeutique guérirait l'Allemagne, la chirurgie opératoire.

Sa consultation donnée, le docteur politique s'empressa de partir en vacances et de rejoindre les siens. Il passa l'été à Reinfeld et à Stolpmünde, petit port de la Poméranie, villégiature pour bains de mer. Son bonheur tranquille fut troublé par un événement tragique, la mort d'un enfant de M. et Mme d'Arnim, tué à la chasse; Bismarck écrivit à son beau-frère une lettre profonde et douloureuse, amère et de philosophie fataliste : « Un pareil coup dépasse toute consolation humaine, une plus grande douleur ne pouvait t'atteindre : perdre de telle façon un enfant si aimable et qui prospérait si bien, enterrer avec lui toutes les espérances qui devaient faire la joie de tes vieux jours, c'est un deuil qui ne t'abandonnera jamais, tant que tu seras sur terre. Nous sommes dans la main puissante de Dieu, sans droit et sans secours, tant qu'il ne veut pas nous aider, et nous ne pouvons rien faire, que nous incliner humblement devant sa volonté [1]. » L'ébranlement de sa propre santé, les tracas politiques, une grave maladie de son petit Bill assombrirent encore son été. En septembre il se rendit à Coblentz auprès du roi; la question

1. Bismarck à M. d'Arnim, 16 août 1861. *Bismarckbriefe*, p. 34.



allemande était d'actualité, le souverain prenait conseils de divers côtés, il voulait avoir le développement du mémoire de Bade. Son séjour fut d'ailleurs court et sans suite; Guillaume alla peu après à Ostende pour conférer sur le sujet du jour avec le grand-duc de Bade et à Compiègne pour rendre à Napoléon la visite de 1860; Bismarck n'avait aucune raison d'y accompagner son monarque, il revint dans ses terres. Le 18 octobre il était à Kœnigsberg pour le couronnement.

Malgré les restrictions imposées par les ministres et l'opinion publique, ce fut une pompeuse cérémonie; le roi posa lui-même la couronne sur sa tête, comme pour mieux indiquer qu'il la tenait de Dieu seul et n'en était responsable qu'envers Dieu. Une pareille solennité, toute en fêtes et apparat, ne comportait pas de délibérations politiques, mais Bismarck fut étonné de l'amabilité de la reine, de l'affectation qu'elle mettait à l'entretenir, en public, de la question allemande; le roi, au contraire, évita de lui parler politique, comme s'il appréhendait de se compromettre par ses relations avec un « réactionnaire », un « fanatique » tel que Bismarck[1]. Celui-ci en conclut qu'il y avait eu désaccord en haut lieu sur les questions brûlantes; Bernstorff était contesté; le ministère des Affaires étrangères serait bientôt vacant. Dans l'ample distribution de croix et distinctions, suite forcée d'une telle cérémonie, Bismarck eut pour sa part la charge de conseiller intime et le titre d'Excellence. Au dernier coup de cloche des fêtes, il reçut un ordre très pressé : « Vite, à Saint-Pétersbourg[2]. » Et il rejoignit avec plaisir son poste.

Il y passa six mois, de novembre 1861 à mai 1862, dans l'existence qui lui plaisait : vie de famille, visite de Keudell, chasses, courses en traineau, hospitalité impériale; le

1. Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 316.

2. Mme de Bismarck à Keudell, 26 octobre 1861. Keudell, *loc. cit.*, p. 79.

tzar lui témoignait toujours une confiance flatteuse, et, faveur insigne, continuait à fumer en sa présence. « Je serais encore plus fier s'il m'offrait un cigare », remarquait le passionné fumeur[1]. L'arrivée de Bernstorff au ministère des Affaires étrangères n'avait pas modifié les relations de Bismarck avec le département. Depuis 1856, les deux hommes étaient en correspondance suivie, et leurs lettres officielles en reçurent un cachet d'affectueux abandon[2]; cette correspondance s'étendait à tous les sujets, mais d'une touche rapide, car il n'y avait pas à suivre de négociations en Russie sur les questions du jour, l'italienne ou l'allemande. Bismarck insistait sur la solidarité d'intérêts entre la Prusse et la Russie dans les affaires polonaises : « Tout succès du mouvement national de Pologne est une défaite pour la Prusse; nous pouvons conduire le combat contre cet élément selon les règles, non du droit des gens, mais de la guerre. Nous devons considérer le polonisme, non avec humanité et impartialité, mais en adversaire. Entre nous et les partisans du rétablissement de la Pologne, il n'y a pas de paix possible[3]. » Il regrettait que les relations des Cours de Berlin et Pétersbourg eussent perdu leur caractère d'intimité familiale. Il se réjouissait par ailleurs des efforts de Bernstoff pour résoudre la question allemande. Moins timoré que son prédécesseur, Bernstorff cherchait à reprendre les projets de Frédéric-Guillaume IV en 1849; sa note du 20 décembre 1861 aux Cours allemandes témoignait de son désir de créer une « confédération étroite sous la direction de la Prusse[4] »; le résultat le plus net fut de terroriser les

1. Bismarck à Bernstorff, 13 novembre 1861.

2. Cette importante correspondance a été publiée par Horst Kohl, *Bismarck-Jahrbuch*, t. VI (1898), p. 105 et suiv.

3. Bismarck à Bernstorff, 25 novembre 1861.

4. Friedjung, *Der Kampf um die Vorherrschaft in Deutschland*, t. I, p. 38.

moyens Etats et de les courroucer contre l'ambition prussienne.

Cependant, l'heure n'était pas favorable aux vastes projets pour la Prusse ; les élections de décembre 1861 avaient augmenté à la Chambre le parti progressiste et lui avaient donné l'appui d'un récent baptême populaire. Il avait persévéré dans sa résistance ; Roon soutenu par le roi, s'était buté ; le 6 mars un vote solennel l'avait mis en minorité. Coup sur coup, la Chambre fut dissoute et le ministère se disloqua : le président, prince de Hohenzollern, les ministres libéraux, Auerswald, Schwerin, Patow, Bernuth, Pückler, se retirèrent : Roon resta, plein d'espoir et d'ardeur dans la lutte, Bernstorff et van der Heydt le soutinrent, et, avec eux, le président de la Chambre des Seigneurs, prince de Hohenlohe-Ingelfingen, forma un cabinet nettement conservateur. Le pays répondit le 6 mai par des élections plus avancées encore qu'en décembre.

Bismarck suivait avec attention ces événements ; il comprenait que le moment approchait où le roi aurait besoin de lui. Le prince de Hohenlohe, grand seigneur, aimable, intelligent, dévoué à la dynastie, n'était pas de taille à lutter avec la Chambre et il paraissait évident que son cabinet n'était « qu'une sorte de relais ministériel calculé à brève échéance[1] ». Bismarck semblait désigné comme postillon pour l'étape suivante. Il n'y tenait pas. « J'ai peur d'un ministère comme d'un bain froid, écrivait-il en janvier... Il y a trois ans j'aurais fait un ministre passable. Maintenant je me fais l'effet d'un écuyer malade[2]. » Mais depuis son voyage à Bade, en juillet, il savait que ses jours étaient comptés à Pétersbourg ; il espé-

1. Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 317.

2. Bismarck à Mme d'Arnim, 17 janvier 1862 ; à son frère, 28 janvier. *Bismarckbriefe*, p. 324. 326.



rait encore obtenir un autre poste diplomatique, Paris, Londres, ou simplement Berne dont le calme verdoyant lui plaisait, ou même Francfort qu'il reverrait avec plaisir; il désirait rester trois ou quatre années encore dans cette nouvelle résidence, puis se retirer dans ses terres, en bon hobereau, fils et père de hobereaux. Il s'en ouvrit à Bernstorff dans une lettre du 15 janvier; le ministre lui répondit en février que rien n'était décidé à cet égard, que lui-même pensait à la retraite, mais que tout était en suspens, soumis aux événements et aux influences du jour. En mars, le comte de Goltz, ministre plénipotentiaire à Constantinople était nommé au poste de Pétersbourg, mais Bismarck devait encore gérer l'ambassade pendant quelques semaines; il préparait son départ, sans savoir encore ce qu'il adviendrait de lui. Le 12 avril, annonçant son prochain retour à Roon, il prédisait l'instabilité du cabinet, la reculade probable de certains ministres, la dissension portée jusque dans le ménage royal [1]. Un télégramme de Bernstorff brusquait son départ. Il précipitait son audience de départ, les 200 visites indispensables, ses emballages, les dernières chasses. Il partait de Pétersbourg au commencement de mai, sans savoir si on l'appelait pour lui confier le pouvoir ou pour l'écarter encore [2].

Trois années s'étaient écoulées depuis son départ de Francfort. Il en avait passé la moitié en Allemagne, tantôt malade ou en congé, tantôt consulté par le roi, les ministres, son parti. Il n'était resté que vingt-deux mois en Russie, mais ce court espace de temps avait exercé une influence profonde sur ses vues et moyens politiques. A Pétersbourg, il avait

1. Bismarck à Roon, 12 avril 1862. *Loc. cit.*, p. 329.
2. Lenz. *Geschichte Bismarcks*, p. 135.



pris du recul pour mieux embrasser les choses : dans la mêlée, à Berlin ou à Francfort, il ne les avait vues que dans la fumée de la lutte, comme un soldat au milieu du combat; de son cabinet au bord de la Néva, il les avait considérées de haut et de loin, comme un général, au matin, monte sur une colline pour examiner la plaine où il livrera bataille. Il avait regardé la lutte des partis en Prusse, jugé l'impopularité des réactionnaires, les attaches profondes des progressistes; il avait compris que le combat serait rude pour mater ceux-ci. Il avait considéré l'Allemagne, suivi le mouvement unitaire, saisi la puissance du sentiment national; il était demeuré hostile à l'Autriche, comme lors de son séjour à Francfort, mais il parlait d'appuyer les ambitions de la Prusse sur une représentation du peuple allemand, ce qu'il n'aurait point fait alors. Il avait scruté l'Europe, constaté la faiblesse de l'Autriche, toisé les fautes et les défauts de Napoléon, apprécié, mais redouté l'égoïsme de l'Angleterre, détesté avec une pointe d'envie les ambitions révolutionnaires du Piémont. Il avait noué en Russie de précieuses relations; il avait compris que la neutralité bienveillante du tzar aurait sa valeur décisive au jour de la grande mêlée, et il avait tout fait pour l'assurer à son pays. Simple homme, les yeux voilés par le bandeau de l'avenir, il ne pouvait deviner 1864, 1866, 1870. Mais politique de génie, il les avait préparés.

CHAPITRE XIV

MINISTRE A PARIS

(1862)

I. — Situation politique à Berlin. Intrigues ministérielles. Nomination de Bismarck à Paris. — L'entretien de Fontainebleau. — Visites officielles : Persigny, M. Thiers. — Ennuis et amertume. — Voyage à Londres. — Tiraillements à Berlin. Incertitude de Bismarck. — Voyage dans le Midi. Biarritz; les Pyrénées. — Retour à Paris. Deux télégrammes. Départ pour Berlin.

II. — Bismarck en 1862.

I. — Au printemps de 1862, la situation politique était, en Prusse, trouble et tendue à l'excès. Après une ardente période électorale, le parti progressiste avait écrasé les candidats réactionnaires; il revenait à la Chambre courroucé de la dissolution brutale et de la composition du nouveau cabinet, encore vibrant de la lutte passionnée, bien décidé à exiger du ministère sa soumission ou sa démission. Le cabinet était divisé ; il s'était formé pour le bon combat contre la démocratie, pour le roi et l'armée ; Roon et le groupe ultra tenaient bon et s'armaient pour la bataille ; mais déjà quelques ministres prévoyaient un revirement du monarque, sa retraite devant la pression publique, et ils préparaient leur évolution. Von der Heydt permettait la publication d'une lettre à son collègue Roon où il conseillait de réduire les dépenses militaires, ce qui était dans le programme des libéraux : probablement le prudent ministre des Finances pensait à évincer du cabinet



l'élément féodal pour en prendre la direction[1]. Le roi appuyait encore Hohenzollern et Roon, mais donnait quelques signes de faiblesse; la reine paraissait au contraire portée vers les modérés.

A l'extérieur, les relations n'étaient pas moins difficiles. Les projets ambitieux de Bernstorff avaient fait grand bruit en Allemagne, « un grand vacarme, *grosses Halloh* », écrivait Bernstorff lui-même[2]. Mais le ministre ne les avait pas poursuivis avec résolution; il avait des idées ingénieuses, mais peu de volonté. Les moyens Etats s'étaient démenés avec rage, la Cour de Vienne les avait habilement surexcités, réunis en faisceau de résistance, et la réforme fédérale paraissait renvoyée à des calendes très grecques. En outre, Bernstorff était absorbé par les négociations d'un traité de commerce avec la France, et la situation de la Prusse dans le Zollverein en rendait la conclusion difficile, car il fallait l'étendre à tous les pays de l'union douanière.

L'électeur de Hesse avait renouvelé ses excentricités; en 1860, il avait imposé une constitution à sa manière, et en avril 1862, il prétendait soumettre l'exercice du droit électoral à la reconnaissance solennelle de cette constitution; son arrogance avait soulevé un *tolle* général, une résistance pacifique comme en 1850; mais cette fois, la Diète était intervenue en faveur des populations, d'accord avec la Prusse; celle-ci s'était fâchée; le 11 mai, le général de Willisen apporta à Cassel une lettre du roi qui réclamait le maintien de la Constitution de 1831; le 18, Sydow, ministre plénipotentiaire de Prusse, demanda le renvoi du ministère, sous menace

1. Bismarck à sa femme, 21 mai 1862. *Briefe an seine Braut und Gattin*. p. 470.

2. Bernstorff à Bismarck, 21 février 1862. *Bismarck-Jahrbuch, loc. cit.*, p. 127.

de rupture diplomatique; sur le refus de l'Electeur, le ministre quitta Cassel et deux corps d'armée prussiens s'avancèrent vers la frontière; par une bizarre contradiction, le cabinet réactionnaire de Berlin, prêt à lutter contre la Chambre libérale de Prusse, intervenait en faveur des libéraux de Hesse ; Roon, ministre de la Guerre, donnait ordre aux troupes de marcher, et, chef de parti, en gémissait; Bismarck n'y comprenait rien et « désapprouvait l'affaire de Hesse ». La question des duchés n'était pas close et les négociations se poursuivaient dans une guerre de notes diplomatiques.

Ainsi à l'intérieur comme à l'extérieur, des conflits partout : telle était la situation lorsque Bismarck arriva à Berlin le 10 mai. Il eut avec le roi une série d'entretiens, le monarque le reçut avec beaucoup de bienveillance, et prit son opinion sur toutes les questions du jour; Bismarck y répondit avec une rude franchise qui effraya Guillaume; celui-ci savait la décision brutale de son ambassadeur qui avait le 15 mai déclaré à Bernstorff : « Si vous voulez la guerre avec la Hesse, nommez-moi votre sous-secrétaire d'Etat; je me fais fort de déchainer en Allemagne, en quatre semaines, une guerre intestine de première qualité[1]. » Tant d'audace et de promptitude épouvantait le roi; ses ministres des Affaires étrangères l'avaient jusqu'alors habitué au calme et à la lenteur diplomatiques; aussi malgré la pression insinuante de Roon et d'Edwin de Manteuffel, ne pouvait-il se décider à confier la direction de son gouvernement à ce vigoureux bûcheron. Il s'entretenait de toutes choses avec lui, mais hésitait à prononcer le grand « oui ». L'autre se lassa vite, la patience n'était pas dans son caractère; vivre à l'hôtel de Berlin, y jouer le rôle de candidat perpétuel au ministère, surveiller, critiquer,

1. Sybel. *Die Begründung des Deutschen Reichs*, t. II, p. 421.



intriguer, comploter, « tout cela répugnait à la conscience qu'il avait de sa valeur[1] » ; au bout de douze jours, il se fâcha et pria le comte Bernstorff de lui donner un poste ou d'accepter sa démission. Le ministre avait double intérêt à envoyer Bismarck à l'étranger : la démission du favori des hobereaux aurait eu en ce moment la valeur d'un manifeste politique ; Bernstorff espérait encore se maintenir au pouvoir et désirait écarter un dangereux rival. Le ministre se rendit donc au Palais, et, sur-le-champ, obtint du roi la nomination de Bismarck comme ministre à Paris en remplacement du comte Pourtalès récemment décédé (22 mai 1862).

Dans la pensée de Guillaume, de Roon, de Bismarck, ce n'était qu'un faux départ. L'ambassade de Bismarck en France n'a pas eu l'importance qu'on a parfois voulu lui donner ; il ne s'agissait pas de nouer des négociations délicates et de longue durée. C'était simplement une mission d'attente. « Je pars, est-ce pour longtemps, écrivait-il à sa femme, Dieu le sait. Peut-être seulement pour des mois ou des semaines. Ils sont tous conjurés ici pour que je reste, et je suis déjà bien content de trouver un moment de repos dans le jardin au bord de la Seine, et d'avoir pour quelques jours un portier qui empêchera les gens d'arriver à moi. Je ne sais pas s'il faut envoyer nos affaires à Paris, car il se peut que je sois rappelé avant d'être arrivé. Je fais une tentative de fuite plutôt que je ne prends un logement nouveau. Dans le courant de juin on devra décider si je dois revenir avant la fin de la session parlementaire ou rester plus longtemps à Paris[2]. » Il était heureux, d'ailleurs, de quitter Berlin où il ne pouvait que se compromettre dans les intrigues parlementaires ; il

1. Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 318.

2. Bismarck à sa femme, 25 mai 1862, *loc. cit.*, p. 472 ; à son frère, 25 et 30 mai, *Bismarckbriefe*, p. 333 et 335 ; à Roon, 2 juin ; *ibid*, p. 337.

réservait toute sa force et toute son initiative pour le moment où il serait maître du pouvoir; ses amis plaideraient mieux sa cause en son absence et le roi sentirait plus vivement quel homme et quelle force il avait éloignés. Il lui plaisait, enfin, de fréquenter quelques semaines à Paris l'empereur et les hommes politiques pour mieux connaître ses rivaux du lendemain.

Il partit rapidement, non sans poser encore avec Roon quelques utiles jalons pour son futur ministère. Le 29 mai, il s'installait rue de Lille, dans l'hôtel construit pour Eugène de Beauharnais.

Trois jours après, il était reçu par Napoléon III, « avec entrée au palais en voiture impériale, cérémonies et déploiement de dignitaires ». L'audience fut d'ailleurs brève et de conversation banale; l'entretien sérieux fut remis de quelques jours; la vie mondaine battait ses derniers jours; au milieu de juin, l'empereur partit pour Fontainebleau, et sur son invitation, Bismarck s'y rendit le 26. Les deux hommes d'État firent une longue promenade dans le jardin réservé [1]. Après quelques phrases sans portée, à brûle-pourpoint, Napoléon posa cette question :

« Croyez-vous que le Roi serait disposé à conclure une alliance avec moi ?

« Les dispositions dont le Roi est animé pour la personne de Votre Majesté sont les plus amicales, répartit prudemment le diplomate, et les préjugés qui autrefois chez nous régissaient l'opinion publique à l'égard de la France ont à peu près

1. Cette curieuse conversation a été rapportée le surlendemain par Bismarck au ministre des Affaires étrangères et commentée dans une lettre privée à Bernstorff. Ces deux pièces ont été publiées par Horst Kohl dans le *Bismarck-Jahrbuch*, t. VI, p. 150 et suiv. Bismarck en a refait le récit, avec quelques variantes, dans ses *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 324 et suiv. Nous avons préféré la première relation.



disparu. Mais les alliances ne sont fécondes en résultats qu'en tant qu'elles sont le produit naturel des circonstances qui en déterminent le besoin ou l'utilité; pour une alliance il faut un motif ou un but. »

L'empereur contesta cette opinion : « Il y a des puissances qui sont amies l'une de l'autre, il y en a qui le sont moins; en vue d'un avenir incertain, on doit placer quelque part sa confiance. Ce n'est pas à l'intention de quelque projet aventureux que je parle d'alliance; mais je trouve à la Prusse et à la France tant de conformité d'intérêts, qu'il doit y avoir des éléments d'une entente intime et durable dès lors que les préjugés et les partis pris n'y font plus obstacle. Ce serait une grande faute que de vouloir *créer* des événements, mais ils arrivent bien sans nous, et sans que nous puissions en calculer la direction et la force; il faut donc se prémunir en avisant aux moyens pour y faire face et pour en profiter. »

Napoléon continua à développer cette idée d'une « alliance diplomatique » dans laquelle on prendrait l'habitude d'une confiance réciproque, et où l'on apprendrait à compter l'un sur l'autre pour les heures difficiles. Puis, s'arrêtant tout à coup, il reprit :

« Vous ne sauriez vous figurer quelles singulières ouvertures m'a fait faire l'Autriche il y a peu de jours. Il paraît que votre nomination et l'arrivée simultanée de M. de Budberg[1] à Paris ont produit une espèce de panique à Vienne[2]; le prince Metternich m'a fait entrevoir les appréhensions de son gouvernement en ajoutant qu'il venait de recevoir des instructions d'une portée tellement vaste, qu'il en était effrayé

1. Ambassadeur de Russie à Paris.

2. « Ce n'est pas un ami que nous aurons là », déclarait Rechberg à l'ambassadeur de France. Le duc de Gramont à M. Thouvenel, 30 mai 1862. Thouvenel, *Le Secret de l'Empereur*, t. II, p. 312.

lui-même et qu'il osait à peine en signaler l'étendue; que j'avais à le regarder comme l'ambassadeur « le plus puissant » et muni sur toutes les questions que je voudrais aborder, des pouvoirs les plus illimités qu'un souverain eût jamais conférés à son représentant. Voilà une déclaration qui m'a mis dans l'embarras, je ne savais quelle réponse lui donner; il se dit autorisé à s'arranger à tout prix et sans scrupule; mais moi, à part l'incompatibilité des intérêts des deux pays, j'éprouve une répugnance presque superstitieuse à être associé aux destinées de l'Autriche. »

La situation de Bismarck ne laissait pas que d'être embarrassante : « J'étais, écrit-il à Bernstorff, devant l'empereur comme Joseph devant la femme de Putiphar. » Décliner les offres de Napoléon manquait de politesse diplomatique. Réclamer plus de précision exposait à un refus; Bismarck crut comprendre que Napoléon aurait reçu de Metternich un projet de coalition austro-française, dirigée contre la Prusse, destinée à assurer l'hégémonie de l'Autriche en Allemagne, en sacrifiant peut-être la rive gauche du Rhin et la Vénétie. Accepter la proposition d' « alliance diplomatique », c'était pour Bismarck heurter par avance les volontés de Guillaume, profondément antipathique à tout rapprochement avec la France[1]. En pareille occurence, le silence est d'or et Bismarck se taisait.

Ils errèrent longtemps dans le parc du bon roy Henry et de Napoléon Bonaparte; l'un, le regard vague, la volonté molle et comme fluctuante, s'abandonnait en rêveries parlées; l'autre, l'œil dur et précis, de forte pensée et de vouloir opiniâtre, se tenait en réserve, cherchant dans l'adversaire le défaut de la cuirasse. Dans leur carrière, ils reprirent parfois

1. A la lecture du rapport de Bismarck sur cette conversation, le roi déclara à nouveau « qu'il ne consentirait pas à une alliance avec la France ». Bernstorff à Bismarck, 12 juillet 1862; *loc. cit.*, p. 155.



cette promenade, jusqu'au jour où, fatigué, l'empereur s'assit sur une vieille chaise dépaillée, à Donchéry.

A Paris, Bismarck faisait des visites d'arrivée aux membres de la famille impériale, aux ministres, aux diplomates, et de son intelligence pénétrante scrutait les dessous et les mystères. Il n'avait pas été long à comprendre qu'il y avait trois politiques, l'une officielle, avec les déclarations au Sénat ou à la Chambre, les rapports des ambassadeurs, en plein jour; l'autre personnelle au souverain, avec les missions secrètes, les amis de la première heure, les intrigues à la *carbonaro;* la troisième menée par l'impératrice, « catholique, conservatrice, papiste, même autrichienne[1] ». Officiellement, l'empereur annonçait l'entente des puissances, prêchait les Congrès; discrètement, Napoléon proposait à la Prusse une alliance contre l'Autriche; mystérieusement, Eugénie tentait de nouer étroitement les puissances catholiques, France, Autriche, Espagne. Bismarck s'amusait à suivre les fils de ces trois politiques, qui s'enchevêtraient en un écheveau inextricable.

Le ministre des Affaires étrangères, M. Thouvenel, diplomate de carrière, sage et pondéré, savait la tendance de Bismarck à un rapprochement avec la France et s'attendait à des « conversations intéressantes ». Mais il avait peur de l'« impression produite à Vienne » par la nomination à Paris de l'ancien délégué à Francfort[2], et l'entretien dut rester pâle et pacifique. Bismarck reçut également audience du ministre de l'Intérieur, Persigny. S'il faut en croire le noble duc, Bismarck sollicita une leçon de politique et demanda à l'important personnage « son avis sur les affaires de Prusse. — « Permettez-moi de vous demander, ajouta-t-il, la manière de sortir de la situation

1. Bismarck à Bernstorff, 28 juin 1862. *Loc. cit.*, p. 151.

2. Thouvenel au duc de Gramont, 24 mai 1862. Thouvenel. *Le Secret de l'Empereur*, t. II, p. 305.

difficile où nous nous trouvons aujourd'hui. » Et Persigny lui enseigna l'histoire, les révolutions, les chutes des rois, Louis XVI, Charles X, Louis-Philippe, lui prêcha la résistance. — « Rappelez-vous qu'un prince ne doit jamais rendre son épée, et que l'existence d'un peuple passe avant sa liberté ; » — le conjura de renvoyer la Chambre, « une fois, deux fois, trois fois », de préparer l'armée pour la lutte, de braver l'impopularité, les injures, les calomnies ; moyennant quoi il fonderait la liberté véritable en Allemagne. « M. de Bismarck, ajoute M. de Persigny, parut approuver vivement cet exposé de doctrines et me serra la main avec effusion. Il me dit que je venais d'exprimer ou plutôt de dégager ses plus intimes pensées et que dès ce moment sa résolution était prise. En effet, peu de jours après, il acceptait la présidence du Conseil[1]. » Suffisante naïveté de l'ancien sous-officier ! Qui espère-t-il tromper par ce récit écrit en décembre 1867, après les campagnes de Danemark et de Bohême, la solution du conflit parlementaire, la naissance de la Confédération du Nord, et alors que les prophéties rétrospectives étaient faciles ? Peut-être, après tout, croyait-il avoir formé Bismarck et avait-il songé ces prédictions, dans ce rêve qui entraîna l'Empire et les impérialistes du 2 décembre au 4 septembre. Bismarck n'avait point à s'enquérir auprès de Persigny de « l'état de la Prusse », ni à demander des leçons de politique aux hommes de la place Beauvau ou du quai d'Orsay ; hélas, il leur en aurait donné.

Au cours de ses visites, Bismarck rencontra un petit vieillard, vif et pétillant, M. Thiers[2] ; ce n'était pas leur première entrevue, vers 1843, le jeune hobereau avait été présenté

1. Persigny. *Mémoires*, p. 282 et suiv.

2. Bismarck à sa femme, 14 juillet 1862. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 484.



au chef de l'opposition. Il l'avait revu à ses derniers voyages, et avait envie de s'entretenir encore avec l'étourdissant causeur. Mais l'ancien ministre de Louis-Philippe ne fréquentait pas dans les salons officiels et les ambassadeurs étrangers ne s'aventuraient pas à l'hôtel de la place Saint-Georges. Bismarck n'eut souci des préjugés mondains et politiques, et un soir, à la surprise générale, il entra dans le salon de M. Thiers. D'après les récits, d'ailleurs bien postérieurs, du spirituel Français, Bismarck aurait « développé le plan de sa politique future en Allemagne »; dans un second entretien, il aurait proposé à M. Thiers de le réconcilier avec l'empereur et de « refaire l'Europe » en commun[1]. Ils devaient y travailler un jour, à la douleur du grand patriote.

Ainsi Bismarck prenait contact avec tous les acteurs du drame où il devait jouer le premier rôle.

Mais les chaleurs arrivaient, Paris se vidait, et Bismarck s'ennuyait. Il avait peu à faire, l'absence de l'empereur supprimait toute négociation. Il vivait en garçon, solitaire, dans le grand hôtel abandonné le soir, car les secrétaires d'ambassade couraient la ville où leur jeunesse trouvait à s'amuser, mais où « un bon père de famille allemand » ne rencontrait personne avec qui fréquenter. Il dînait au restaurant, en vieux célibataire, avec des étrangers de passage, des Russes. Beust, avec qui il dîna « gaiement » au *Petit Moulin Rouge* et s'entretint ensuite sérieusement des affaires allemandes; — les deux hommes se plurent et promirent d'échanger leurs opinions par correspondance; — il passait ses soirées au Bois, à Saint-Germain, « belle forêt, terrasse de deux verstes

1. D'après un récit de M. Thiers, à Orléans en 1870. A Boucher. *Récits de l'invasion*. Orléans (1870), p. 221. L'auteur ne tenait ce récit que d'un auditeur. On doit cependant approcher ces confidences de Bismarck sur ses projets de celles qu'il fit, peu après, à Disraëli sur le même sujet.

2. Beust. *Mémoires*, t. II, p. 212.

sur la Seine, avec une vue charmante sur des forêts, des montagnes, des villes et des villages, tout blancs dans le vert, jusqu'à Paris ». Il regrettait sa femme, son ménage, ses enfants, son cheval surtout, qui lui aurait donné quelques distractions et dont il parle dans toutes ses lettres et dépêches. Il était, en outre, inquiet de son sort et de la politique prussienne. Et aigri, chagrin, nerveux, il maudissait son lieu d'exil et en déchirait à belles dents les paisibles habitants. « Si nous restons ici, nous nous y plairons peu, écrivait-il. Le Français à un fond de formalisme, auquel nous nous habituerons difficilement; la peur de se découvrir, le besoin de s'endimancher, la *manie de poser* [1], tout cela rend les relations antipathiques..., et couvre beaucoup de chinoiseries, de provincialisme parisien... On dit ici : *Grattez le Russe et le barbare paraîtra*, mais quand on essaie de gratter la croûte du Français, on ne trouve rien [2]. »

Il promenait son amertume à Londres, où il visitait rapidement l'Exposition Universelle et s'amusait à regarder « les beaux chevaux et les jolis visages ». Il dînait à l'ambassade russe où il avait un long entretien avec le chef de l'opposition, Disraëli. Il lui annonçait sa prochaine arrivée au pouvoir et son désir de réorganiser l'armée « avec ou sans l'aide de la Chambre. Quand l'armée sera en état, aurait-il ajouté, je saisirai la première occasion de déclarer la guerre à l'Autriche, de dissoudre la Confédération germanique, de soumettre les moyens et petits États et de donner à l'Allemagne une unité nationale sous la direction de la Prusse. Je suis venu ici pour dire cela aux ministres de la Reine ». Disraëli, un peu déconcerté, s'empressa de rapporter ces propos au minis-

1. En français dans le texte.
2. Bismarck à M[me] d'Arnim, 16 juin 1862. *Bismarckbriefe*, p. 342.



tère de Saxe, Vitzthum d'Eckstädt, en ajoutant : « Prenez garde à cet homme ; il projette ce qu'il dit[1]. »

De retour à Paris, il retrouvait son ennui. Le vide de la capitale, une indigestion d'abricots, l'absence de son cheval, l'odeur d'éponge dans son cabinet de toilette, le voyage de l'empereur à Vichy, l'étroitesse de son escalier, tout lui était sujet à récrimination. Mais c'étaient là des prétextes : il n'y avait pour lui qu'une question : prendrait-il le pouvoir, quand et comment ?

Depuis son départ de Berlin, il était en correspondance suivie avec Roon. Le ministre de la Guerre était mécontent de ses collègues et désirait vivement que Bismarck eût la direction du gouvernement. Mais une nouvelle idée avait été lancée, probablement par Bernstorff qui désirait rester à la Wilhelmstrasse, c'était de confier à Bismarck un ministère sans portefeuille, quelque chose comme la férule parlementaire, le soin de mater les députés. Cette combinaison ne convenait pas à Bismarck ; même avec la présidence du Conseil, elle ne lui assurait pas l'autorité qu'il voulait. « On ne peut rien dire, on a tout à supporter, on fourre son nez où l'on n'a que faire et on est chassé à coups de dent par les uns et les autres quand on veut réellement placer son mot[2]. » Roon essayait de le remonter, non en lui dissimulant les difficultés, mais en les lui montrant, car il le savait homme de combat : « Comment cela finira-t-il ? Aucun parti capable de gouverner ! Les démocrates, cela va de soi, sont exclus, mais la grande majorité se compose de démocrates et de ceux qui veulent le devenir, quoique leur projet d'adresse soit tout

1. Vitzthum von Eckstädt. *St-Petersburg und London*, 1852-1864, t. II (1886), p. 158.

2. Bismarck à Roon, 2 juin 1862. *Bismarckbriefe*, p. 337 et *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 320.

ruisselant de protestations de fidélité. A côté de ceux-ci, voici les constitutionnels, c'est-à-dire les purs, une poignée d'un peu plus de vingt individus, Vincke en tête, environ quinze conservateurs, trente catholiques et une vingtaine de Polonais. Où donc un gouvernement *possible* trouvera-t-il l'appui nécessaire[1] ». Ces difficultés parlementaires n'effrayaient pas Bismarck, il redoutait plus les intrigues de Cour et les zizanies ministérielles. Car si le Parlement criait, Schweinitz jouait sous table pour recevoir la présidence du Conseil, Bernstorff intriguait pour conserver les Affaires étrangères et son ambassade en Angleterre « comme le colosse de Rhodes, un pied à Berlin, l'autre à Londres ».

Et le roi hésitait, tiraillé par Roon « qui amenait la conversation sur la question de la présidence », par Schweinitz et Bernstorff qui voulaient se partager le pouvoir, par la reine qui désirait les en écarter, par les modérés qui demandaient quelque concession pour la majorité parlementaire et pour l'opinion publique. Bismarck s'impatientait, et, dans ses dépêches officielles, entre les démêlés des duchés et, le cours des événements italiens, revenaient sans cesse, comme des coups de marteau pour enfoncer un clou, ces questions : « Quand le roi décidera-t-il mon sort? A-t-il toujours l'intention de me prendre comme président du Conseil? Dois-je, au contraire, faire venir ma femme, mes meubles et mon cheval[2]. » L'astucieux Bernstorff donnait lecture de ces passages au souverain, mais à sa manière, sans nul désir de provoquer une prompte réponse, et il écrivait gravement à son ambassadeur : « Sa Majesté m'a dit que même si vous

1. Roon à Bismarck, 4 juin 1862. *Roon's Denkwürdigkeiten*, t. II, 94; *Pensées et Souvenirs* de Bismarck, t. I, p. 321.

2. Cpr. Bismarck à Bernstorff, 16 juin 1862. *Bismarck-Jahrbuch*, *loc. cit.*, p. 148.

lui aviez écrit, Elle ne pourrait vous répondre, car Elle n'a pas pour l'instant de décision prise [1]. » Bismarck rugissait et s'emportait contre Bernstorff : « Je ne comprends pas cet homme, écrivait-il à Roon, pourquoi ne dit-il pas tout simplement et loyalement : « Je désire rester — ou je désire m'en aller [2]. » Mais cet homme jouait au plus fin, et entendait se décider à bon escient.

Enfin, au comble de l'énervement, Bismarck recourut à la ressource suprême des diplomates : il annonça qu'il était malade et avait besoin d'un congé de santé. Son mal n'était pas bien grave et avait un caractère moins contagieux que diplomatique, mais à cette « raison de santé » s'ajoutaient d'autres considérations qu'il exposait ouvertement à Roon : « D'abord, j'ai vraiment besoin de l'air de la montagne et de la mer pour me fortifier physiquement ; si je dois entrer dans la galère, il me faut une certaine provision de santé et jusqu'à présent je me trouve mal de Paris avec cette vie de chien errant que je mène, étant garçon pour l'instant. En second lieu, il faut que le roi ait le temps de prendre une décision tranquillement et lui-même, sans cela Sa Majesté rendra responsables des conséquences ceux qui le pressent de me donner le portefeuille. En troisième lieu, Bernstorff ne peut pas partir maintenant ; le roi, à différentes reprises, lui a demandé de rester, et lui a déclaré qu'il ne m'a pas dit un mot au sujet des Affaires étrangères ; mais moi je ne trouve pas tenable la situation de ministre sans portefeuille. En quatrième lieu, mon entrée qui paraîtrait maintenant sans but et accessoire peut être utilisée plus tard comme une manœuvre de grand effet [3]. » Il pensait qu'en septembre la situation parlementaire

1. Bernstorff à Bismarck, 20 juin 1862. *Loc. cit.*, p. 149.
2. Bismarck à Roon, 2 juin 1862.
3. Bismarck à Roon, 15 juillet 1862, *Bismarckbriefe*, p. 347. *Pensées et*

serait arrivée à son maximum de tension ; « avec sa vieille réputation d'homme prêt à user de la violence pour un rien », il lui suffirait de se présenter aux députés, comme un magister montre le martinet aux petits écoliers, pour amener les timides à composition.

Mais, en adressant sa demande de congé, il avait compté sans les tergiversations du roi et les finesses de Bernstorff. Le ministre répondait : « Attendez, Sa Majesté réfléchit. » Et le roi hésitait ; enfin il se décida, et, le 7 juillet, Bismarck reçut l'autorisation de partir pour six semaines ; après une pointe à Trouville, où il désirait, semble-t-il, avoir un entretien serré avec l'ambassadeur de l'Autriche, M. de Metternich, il quitta Paris le 25 juillet pour le midi de la France, enchanté, « comme un collégien en vacances ».

Son séjour à Paris avait duré cinquante jours [1] ; il n'avait eu d'autre importance que de l'éloigner de Berlin ; mais il avait passé six heures à Fontainebleau et celles-ci lui avaient été profitables.

Ce voyage dans le Midi fit date dans son existence : pour la dernière fois, libre de toute responsabilité politique, il put jouir sans arrière-pensée des beautés extrêmes de la nature, la mer et la montagne. La plaine de la Loire, les bords de l'Océan, les Pyrénées, tout lui plut, même le caractère méridional, car il reprochait aux gens du Nord trop de réserve : « Avec ces misérables Français, écrivait-il de Trouville [2], on perd le parler, chacun considère son nez et ne se lie avec personne. » Il fut plus heureux à Toulouse ou Bordeaux.

Il partit sans plan bien arrêté, voyageant en zigzag, séjour-

Souvenirs, t. I, p. 328. Cpr. Bernstorff à Bismarck, 12 juillet, *Bismarck-Jahrbuch*, *loc. cit.*, p. 155.

1. Défalcation faite du temps passé à Londres et Trouville.

2. Bismarck à sa femme, 20 juillet 1862. *Briefe an seine Braut und Gattin*, p. 487.



nant où il se plaisait[1]. Il visite Blois, avec « son charmant vieux château, un morceau détaché d'Heidelberg ». Chenonceaux, Chambord « dont la désolation répond au sort de son propriétaire, le duc de Bordeaux : dans les vastes galeries et les magnifiques salles, où tant de rois ont tenu leur cour avec leurs maîtresses et leur vénerie, les jouets du duc sont le seul mobilier ». Il s'arrête à Amboise « vieux château dans une situation magnifique », et traverse les riches provinces, jardin de la France, avec leurs prairies, leurs vignobles et leurs forêts, leurs châteaux et leurs lentes rivières, et cette atmosphère douce, ce luxe souriant de la campagne qui n'existe point ailleurs. Il séjourne à Bordeaux « pour voir où poussent nos vins »; fort buveur, il est en extase; comme pour un pèlerinage, il fait le tour du Médoc et il s'écrie avec enthousiasme : « J'ai bu au pressoir et dans leur langue Lafitte, Mouton, Pichon, Laroze, Latour, Margaux, Saint-Julien, Brane Mouton d'Armeillac et d'autres. Nous avions 30 degrés à l'ombre, 55 au soleil, mais avec de bons vins dans le corps, on ne le sent pas. » Mais il faut s'arracher à ces délices. Il traverse les Landes, « forêts de pins, bruyères et marais, comme en Poméranie ou en Russie », s'arrête à Bayonne, et passe en Espagne pour rejoindre un ami à Saint-Sébastien ; il est pris par le charme de ce paysage merveilleux, un des plus beaux qui soient au monde. « Le chemin de Bayonne à Saint-Sébastien, écrit-il à sa femme, est superbe, à gauche les Pyrénées, dans le genre de la Dent du Midi ou du Moléson, en panorama alpestre et changeant, à droite le bord de la mer, comme à Gênes. Le passage en Espagne est surprenant; à Béhobie, dernière localité française, on pourrait encore se croire à la Loire ; à Fontarabie, une rue étroite de

1. Sur ce voyage, outre la correspondance de Bismarck, voyez Poschinger, *Bismarck-Portefeuille* (1898), p. 143 et suiv. : *Bismarck in Biarritz.*



douze pieds, chaque fenêtre avec balcon et rideau, chaque balcon avec des yeux noirs et des mantilles, beauté et saleté, sur le marché tambours et fibres, et une centaine de femmes, jeunes et vieilles, qui dansent entre elles le fandango, tandis que les hommes, fumant et drapés, regardent. La contrée est jusqu'ici extraordinairement belle, vertes vallées et parois boisées, au-dessus lignes fantastiques de rochers découpés ; les anses de la mer, avec de très petits goulets, comme les lacs de Salzbourg, découpent profondément la terre[1]. »

Après quelques jours passés à Saint-Sébastien, il retourne à Biarritz pour y séjourner plus longuement et prendre les bains de mer. Il y mena une existence tranquille, parcourant avec le ministre de Russie à Bruxelles et la princesse Orloff les falaises rocheuses, la côte des Basques, le nid des Goëlands, pris par la beauté du pays et la grâce de la princesse, bercé, par le bruit des vagues et le piano de « Kathe », visitant ces charmantes vallées où les Pyrénées viennent mourir en douces ondulations, à Cambo, au Pas de Roland, « défilé rocheux, avec des tourbillons bouillonnants et des figuiers. » Il écrit à sa femme, presque chaque jour, des lettres enthousiastes sur le pittoresque du pays, la splendeur des couchers de soleil, « les Pyrénées d'un rouge ardent, l'Espagne en feu sur la mer, avec des pointes fantastiques d'un noir bleu profond ». Il était loin de toute politique, ne recevait que la *Gazette de la Croix*, et s'enivrait de la mer, sans souci, heureux de vivre. La vie de grand air, les bains, le repos de l'esprit, le remirent complètement. « Je ne puis dire à quel point ma santé s'est raffermie, écrivait-il à Mme de Bismarck.., je suis bruni, jamais fatigué, aucune trace de douleur après chevauchée ou bai-

1. Bismarck à sa femme, 1er août 1862. *Loc. cit.*, p. 491-492.



gnade[1]. » Une fois de plus, Biarritz avait fait merveille.

Il fallait rentrer; il prit le chemin des écoliers, et, avec le prince et la princesse Orloff, s'enfonça dans les Pyrénées; il fit le tour classique, d'une beauté radieuse dans ses aspects divers : Pau, avec son château d'Henri IV et la vue merveilleuse sur la chaîne des Pyrénées; Lourdes, Pierrefitte, Cauterets, « par des vallées rocheuses qui rappellent le Jura et les Alpes italiennes dans leurs formes les plus sauvages » ; le cirque de Gavarnie « neiges, glaciers et cascades »; le Pic du Midi, par une tourmente de neige qui contraignit la petite troupe à s'enfermer dans la vieille cabane et à dormir sur le plancher, avec un froid à peine adouci par la fumée des pipes; Bagnères de Bigorre, dans les châtaigniers et les prairies, Luchon avec ses gaves, ses lacs et ses cascades; le port de Venasque, sur la frontière d'Espagne, « d'où le pays des palmiers apparaît comme un bassin de rochers ». Le 12 septembre il descendait à Toulouse; il avait fini « ce morceau romantique dans les monts et les vallées, l'onde et la musique ». La froide réalité se présentait sous la forme d'une lettre.

En Prusse, la lutte parlementaire continuait, ardente, passionnée. Le roi s'était solidarisé avec son cabinet, et lorsqu'une délégation de la seconde Chambre lui avait présenté l'adresse respectueuse envers sa personne, hostile à ses ministres, il lui avait tourné le dos. La question de la réforme militaire était à nouveau posée par le gouvernement; Roon demandait que les crédits provisoires fussent incorporés dans le budget ordinaire; les députés progressistes attaquaient cette proposition et il était certain que la majorité rejetterait la demande ministérielle.

1. Bismarck à sa femme, 21 août, 9 septembre 1862. *Loc. cit.*, p. 500 et 502.

C'est à ce moment que Roon appela son robuste ami au secours de la monarchie; dans une lettre du 31 août, il lui exposa la situation politique : l'irrésolution du roi, l'insuffisance de Hohenlohe et de Bernstorff, le conflit parlementaire; il faisait appel au dévouement de Bismarck, le conjurant d'accepter, à titre provisoire, la présidence du Conseil, sans portefeuille. « Il faudra lutter et on luttera. Ni concession, ni compromis, il ne faut pas y penser; moins que personne le roi y est disposé... Vous vous souviendrez du devoir chevaleresque de dégager le roi, s'il s'est jeté dans le danger de gaieté de cœur, comme c'est arrivé [1]. » Bismarck ne « bouda » pas, comme le craignait Roon, il répondit qu'il était prêt à répondre à l'appel du roi et désirait seulement connaître son sort [2]. Le même jour, il priait avec instance Bernstorff de le fixer sur son avenir : « Je n'ai pas vu ma femme et mes enfants depuis le 8 mai et je mène depuis lors une existence contraire à toutes les habitudes d'un père de famille. Les miens sont à la campagne au fond de la Poméranie, mon mobilier à Pétersbourg, mes voitures à Stettin, mes chevaux à Schönhausen, et moi-même je ne sais pas où je poserai ma tête cet hiver. J'en appelle à tous vos sentiments de bon père de famille allemand, une telle vie peut-elle durer [3] ? »

Il reprenait le chemin du Nord, par Montpellier et Avignon, se demandant encore s'il rentrerait à Paris ou irait à Berlin par Genève, réfléchissant à loisir, dans de longues promenades solitaires, sûr de lui, incertain des autres. A Avignon, semble-t-il, il reçut des nouvelles, peut-être un télégramme rédigé en termes discrets, mais précis : « La poire est mûre. » Il pressa son retour et rentra à Paris. Deux télégrammes

1. Roon à Bismarck, 31 août 1862. Roon, *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 109 et suiv. Bismarck. *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 331 et suiv.

2. Bismarck à Roon, 12 septembre, *loc. cit.*

3. Bismarck à Bernstorff, 12 septembre 1862. *Bismarck-Jahrbuch*, *loc. cit.*



l'y atteignirent le 18 septembre; l'un était de Roon : « *Periculum in mora*. Dépêchez-vous », mandait laconiquement le ministre de la Guerre [1].

Bismarck n'hésita point. D'un pas ferme, le 19 septembre au matin, il montait dans l'express de Berlin.

II. — « La poire est mûre », avait-on télégraphié de Berlin à Bismarck. « Le jardinier est prêt », aurait-il pu répondre. Quinze ans de lutte parlementaire et diplomatique l'avaient préparé à cueillir le pouvoir. Il avait voyagé, dans le monde, dans la vie, en lui-même, et, à chaque étape, il avait perdu quelque illusion, acquis quelque expérience.

Il était arrivé à la Diète de 1847, nourri de tous les préjugés d'un hobereau poméranien : sa naissance, son éducation, son existence à Kniephof ou à Schönhausen lui avaient forgé des idées de nobliau campagnard et son credo politique se résumait en trois articles de foi : pouvoir absolu et divin de la monarchie, — privilèges de la noblesse, — bien-être des cul-

1. L'original de ce télégramme ne paraît pas encore retrouvé. Il règne une certaine incertitude sur les télégrammes de septembre. Cpr. Klein-Hattingen, *Bismarck und seine Welt*, t. I, p. 202; Blum, *Fürst Bismarck und seine Zeit*, t. II, p. 338; H. Kohl, *Bismarck Regesten*, p. 182. D'après la famille de Roon, la dépêche « La poire est mûre » serait du ministre même. Roon, *Denkwürdigkeiten*, t. II, p. 119. Selon quelques biographes, elle serait de Manteuffel. Friedjung, *Der Kampf um die Vorherrschaft in Deutschland*, t. I, p. 39. Enfin Bismarck dans ses *Pensées et Souvenirs*, t. I, p. 337, semble avoir donné le texte exact du télégramme qui l'appela définitivement à Berlin. « A Paris, écrit-il, je reçus le télégramme suivant, signé d'un nom d'emprunt dont j'étais convenu avec l'expéditeur : « Berlin, le 18 septembre. *Periculum in mora*. Dépêchez-vous. L'oncle de Maurice Henning. » Henning était le second prénom de Maurice Blanckenburg, neveu de Roon. » L'auteur du second télégramme demeure jusqu'ici inconnu. On est autorisé à penser que c'est Manteuffel; peut-être s'agit-il de la dépêche « La poire est mûre ». Une lettre que Bismarck a écrite de Paris à sa femme et à sa belle-mère éclaircirait ces obscurités, mais elle n'a pas été publiée par le prince Herbert dans le recueil *Bismarck's Briefe an seine Braut und Gattin*, et il y est simplement fait allusion dans une lettre du 24. *Ibid*. p. 513.



tivateurs. Il en tirait cette échelle sociale : Dieu a institué les rois; les rois doivent gouverner avec l'aide des gentilshommes; et ceux-ci doivent conduire les peuples comme les bouviers dirigent leurs troupeaux, au besoin avec l'aiguillon. Il fut étonné de voir que tous les députés ne partageaient pas son opinion simpliste, et il en exprima sa surprise avec une franchise naïve et brutale. Il passa à l'indignation quand la Diète critiqua les actes du roi et prétendit imposer ses idées au souverain issu de Dieu : il trouvait sacrilège de préférer le pouvoir parlementaire au droit divin de la Couronne, et fut peiné en constatant qu'il était presque seul de son avis.

La Révolution de 1848 avait surexcité ses convictions de piété monarchique : le peuple maître de la place publique, l'armée en retraite, le roi s'inclinant devant les victimes des barricades, les Parlements de Francfort et de Berlin dictant leurs volontés aux monarques, tout lui semblait monstrueux; le monde était renversé; Dieu s'était retiré. Il fit de la réaction un devoir politique et s'en occupa vigoureusement dans sa province d'abord, à la Cour ensuite; il avait rencontré quatre ou cinq âmes sœurs, les gens de la *camarilla*, et par la plume et par la parole, l'action sur le roi ou la prédication dans les campagnes, les réunions publiques et les associations agraires, tous préparaient le retour à l'ordre normal des choses. Bismarck n'eut de trêve ni de repos avant que l'armée fût rentrée en triomphe à Berlin, que l'Assemblée infâme fût dissoute, que l'administration eût repris ses droits. Et sa joie ne fut troublée que par la concession déplorable du roi, l'octroi d'une constitution parlementaire.

Cet acte de faiblesse créait de nouveaux devoirs aux défenseurs du trône et de l'autel. Il fallait combattre, dans le Parlement même, les droits du Parlement. Député de la Vieille Marche de Brandebourg, Bismarck lutte pour son roi et sa



patrie; il conteste aux députés la faculté de proclamer l'amnistie ou de lever l'état de siège; il refuse aux peuples allemands le droit de se fondre en une seule nation; il proclame comme sa seule patrie la Prusse du grand Electeur et de Frédéric II; il écarte avec horreur la couronne de Francfort, encore tachée du sang des barricades. Et il n'est satisfait qu'au jour où son roi refuse définitivement le cadeau déshonorant de l'Empire et brise le Parlement qui prétend le lui imposer.

Pendant deux années, il mène à Berlin, à Erfurt, le bon combat du royaliste prussien. Dans l'enivrement de la victoire, il est le réactionnaire farouche, qui nie tout besoin nouveau, s'en tient à la tradition, à l'ordre, et sabre toute aspiration au progrès. D'un seul côté, il regarde lui-même les choses et constate leur imperfection; il examine la situation économique des travailleurs et la trouve misérable, douloureuse; il connaissait la vie difficile du laboureur, il sonde aussi les peines de l'ouvrier, et il cherche à les alléger; mais entiché d'autoritarisme, il n'y voit de soulagement que dans une intervention de l'Etat, comme un bon père de famille distribue du pain à ses enfants, en les corrigeant s'ils se disputent. Et il s'acharne dans sa défense des privilèges royaux et des droits de la noblesse, dans ses attaques contre les libertés du Parlement et de la presse, dans son horreur de toute révolution qui ferait des hobereaux de simples citoyens; le mariage civil ou l'émancipation des juifs, l'abolition des justices seigneuriales ou le rachat des droits fonciers, toute innovation lui est odieuse, car elle lui semble une atteinte à la religion du passé.

Ses idées sont les mêmes dans la question nationale; il est trop Prussien pour être Allemand, trop profondément attaché aux traditions des Hohenzollern pour désirer un renouveau de

l'Empire. Il combat les efforts des patriotes allemands et se refuse à l'unité nationale parce qu'il redoute un amoindrissement de la monarchie prussienne dans l'Empire allemand; il préfère un roi absolu en Prusse à un empereur affaibli par un Parlement. Sa prévention est telle qu'il ne sent pas l'humiliation d'Olmütz; la reculade devant l'Autriche lui paraît, au contraire, un hommage aux traditions du passé, un acte de soumission à l'ordre établi par Dieu. Et il s'en fait à la Chambre le défenseur convaincu.

A cause même de ses déclarations, il est envoyé à Francfort et soudain ses vues se modifient. C'est qu'il est monté sur un bon belvédère pour considérer la situation de son pays. A la Chambre prussienne, dans la lutte des partis, il se bornait à des succès de tribune, n'avait souci que de remporter la victoire du scrutin, et la défaite de ses adversaires politiques lui paraissait un triomphe naturel pour sa patrie. Maintenant il perçoit que le parti des hobereaux peut avoir tort et qu'il ne faut pas s'en rapporter exclusivement à ce principe : tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes. Son orgueil prussien est froissé par la situation secondaire que tient sa patrie dans les conseils de l'Allemagne; à Berlin, son roi était seul maître, et cela lui convenait; à Francfort, la Prusse est au deuxième rang, et il ne peut le supporter. Du premier jour, il entre en conflit avec le délégué de Vienne dont il envie la place dominatrice, et toute sa vie de Francfort se résume dans une lutte perpétuelle contre la maison d'Autriche. Huit années durant il crible de ses pointes le ministre autrichien, Thun, Prokesch ou Rechberg, peu importe le titulaire, il n'attaque pas la personne, mais le représentant de la rivale victorieuse et abhorrée; qu'il s'agisse de grands intérêts ou de minuscules discussions, de la question d'Orient ou de la légation sarde, du Zollverein ou des forteresses fédérales, il



prend sans hésiter le contre-pied de la politique autrichienne, parce qu'il voit la grandeur de sa patrie dans l'abaissement de son adversaire.

En même temps, il contracte l'habitude des grandes affaires ; il n'est pas un fonctionnaire soumis et servile, inféodé à l'avis de son ministre, quel qu'il soit; il a ses idées propres et qu'il cherche à imposer; il y parvient à quelques reprises et il exerce alors un pouvoir supérieur à celui de son chef, car il dirige en personne le roi ; les ministres s'en offusquent et les vieux généraux s'en indignent ; il est alors en disgrâce, mais il revient à la faveur du roi, car la Prusse est pauvre en hommes d'initiative et de volonté, et il s'impose par sa puissante compréhension. Il ne borne pas son examen attentif à la Prusse ou à l'Allemagne ; il se rend à l'étranger pour élargir ses idées et connaître ses adversaires; à Vienne et à Paris, il surprend les faiblesses intimes et surveille les intrigues.

A ce travail, il se dégage peu à peu de ses préventions de caste et de parti ; il dépouille son armure du droit divin et de la foi féodale, il ne croit plus qu'à la politique des intérêts et la prêche avec franchise. Dans le renouvellement du Zollrein, il ne cherche que la satisfaction du commerce et de l'argent prussiens ; dans les affaires d'Orient, il n'a souci que de l'avenir de son pays ; et, dans le jeu des alliances, il se rit des principes car il ne voit que des réalités. Il croit utile un rapprochement avec la France, il le conseille sans cure des souvenirs d'Iéna ou de la Sainte Alliance.

Les temps ont changé en Prusse ; Frédéric-Guillaume a disparu, la *camarilla* s'est effondrée, une ère nouvelle s'est ouverte. Guillaume essaie de concilier le régime militaire et le pouvoir parlementaire ; les libéraux de 1848 sont au gouvernement. Bismarck parait encore comme un féodal, un

junker entaché de préjugés. Le travail qui s'est fait dans son esprit n'a point éclaté au dehors, et aux hommes nouveaux il semble un fossile. Il est envoyé à Pétersbourg, à l'écart, presque en pénitence ; c'est pour lui une époque de recueillement et d'étude ; dans le calme et le silence, il étudie la politique de l'Europe, il examine la force des puissances, il scrute l'avenir des trônes et des nations. Et il pose ses jalons, il noue les alliances du lendemain.

Sa foi dynastique s'est modifiée. Son dévouement est toujours profond envers son roi, mais il a évolué ; ce n'est plus une adoration aveugle et sourde, mais un culte discret et éclairé. Bismarck sait par expérience que les princes se trompent ; pour les mettre dans la bonne voie, il est parfois nécessaire de les contraindre par cette douce violence, dont les augures usaient avec les animaux sacrés. Il est résolu à agir de même au jour où l'occasion lui donnera le pouvoir.

Un conflit éclate entre la Couronne et le Parlement ; le roi veut fortifier l'armée pour grandir par elle son pays ; les députés cherchent à augmenter les libertés, pour grandir par elles leur patrie. Guillaume se regimbe contre la critique et ses proches l'encouragent à la résistance. A deux reprises, Bismarck est appelé à Berlin, il réclame la lutte à outrance, il s'offre à briser le Parlement. Le roi hésite, les ministres papotent, les courtisans chuchotent. Bismarck demande à quitter ces petites intrigues, il veut le brutal combat ou son départ : tout ou rien ; il se retire à l'ambassade de Paris, il fuit jusqu'aux Pyrénées.

Et puis on l'appelle définitivement ; il arrive, la tête haute, audacieux, prêt à tout.



TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES DES BISMARCK

CHAPITRE II

HEURES D'ENFANCE ET D'ÉTUDES

(1815-1835)

CHAPITRE III

FONCTIONNAIRE ET CULTIVATEUR

(1835-1847)

CHAPITRE IV

A LA DIÈTE UNIE DE 1847



CHAPITRE V

BISMARCK ET LA RÉVOLUTION DE 1848

CHAPITRE VI

VERS LA RÉACTION

(1849)



CHAPITRE VII

EN PLEINE RÉACTION

(1849-1850)

CHAPITRE VIII

LE PARLEMENT D'ERFURT

(Mars-Avril 1850)



CHAPITRE IX

D'ERFURT A OLMUTZ. ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE DE BISMARCK

(1850-1851)

CHAPITRE X

NOMINATION ET DÉBUTS A FRANCFORT

(1851-1854)



CHAPITRE XI

BISMARCK ET LA GUERRE DE CRIMÉE

CHAPITRE XII

LES DERNIÈRES ANNÉES DE FRANCFORT

(1856-1859)



CHAPITRE XIII

A PÉTERSBOURG

(1859-1862)

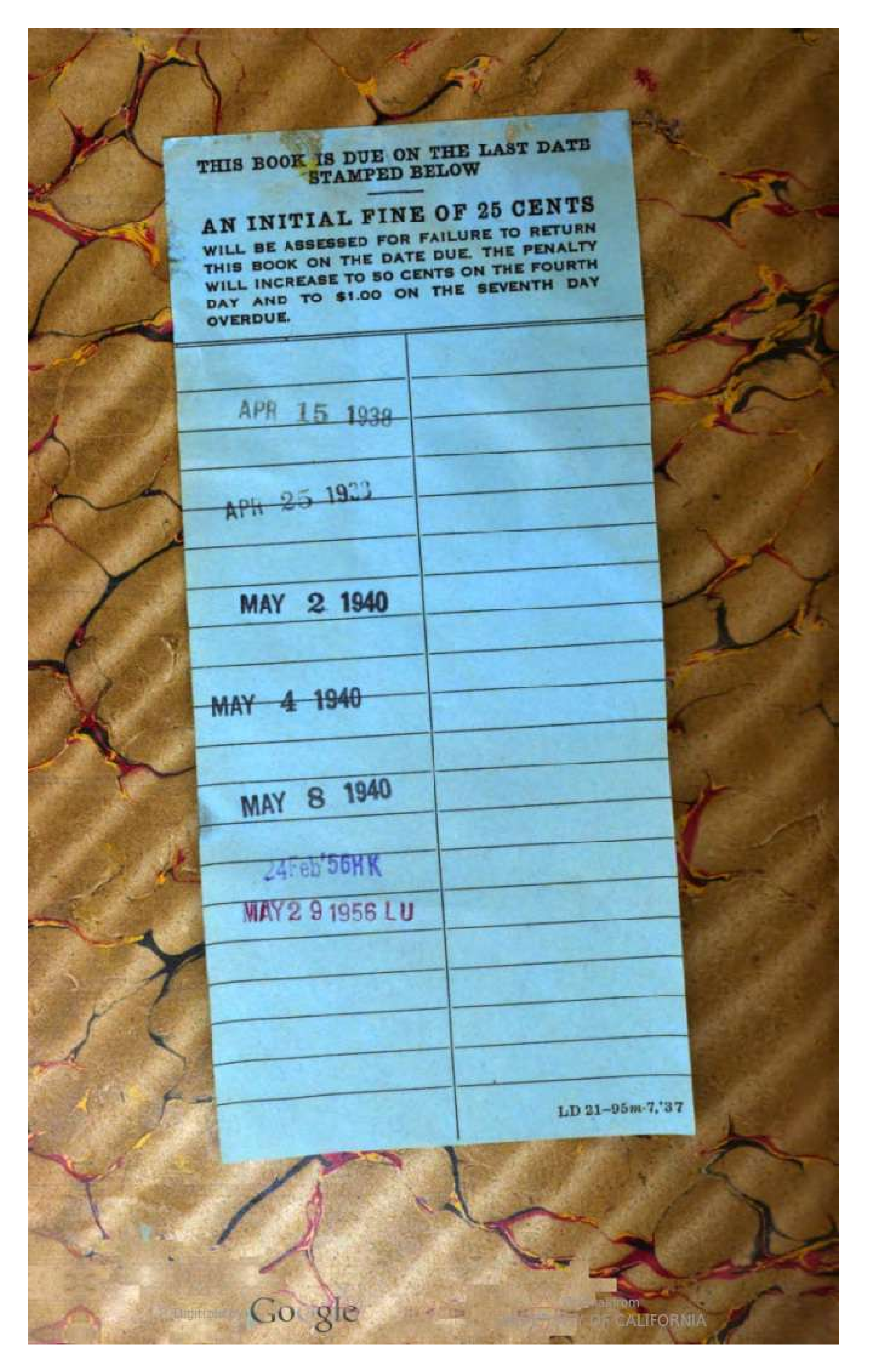
CHAPITRE XIV

MINISTRE A PARIS

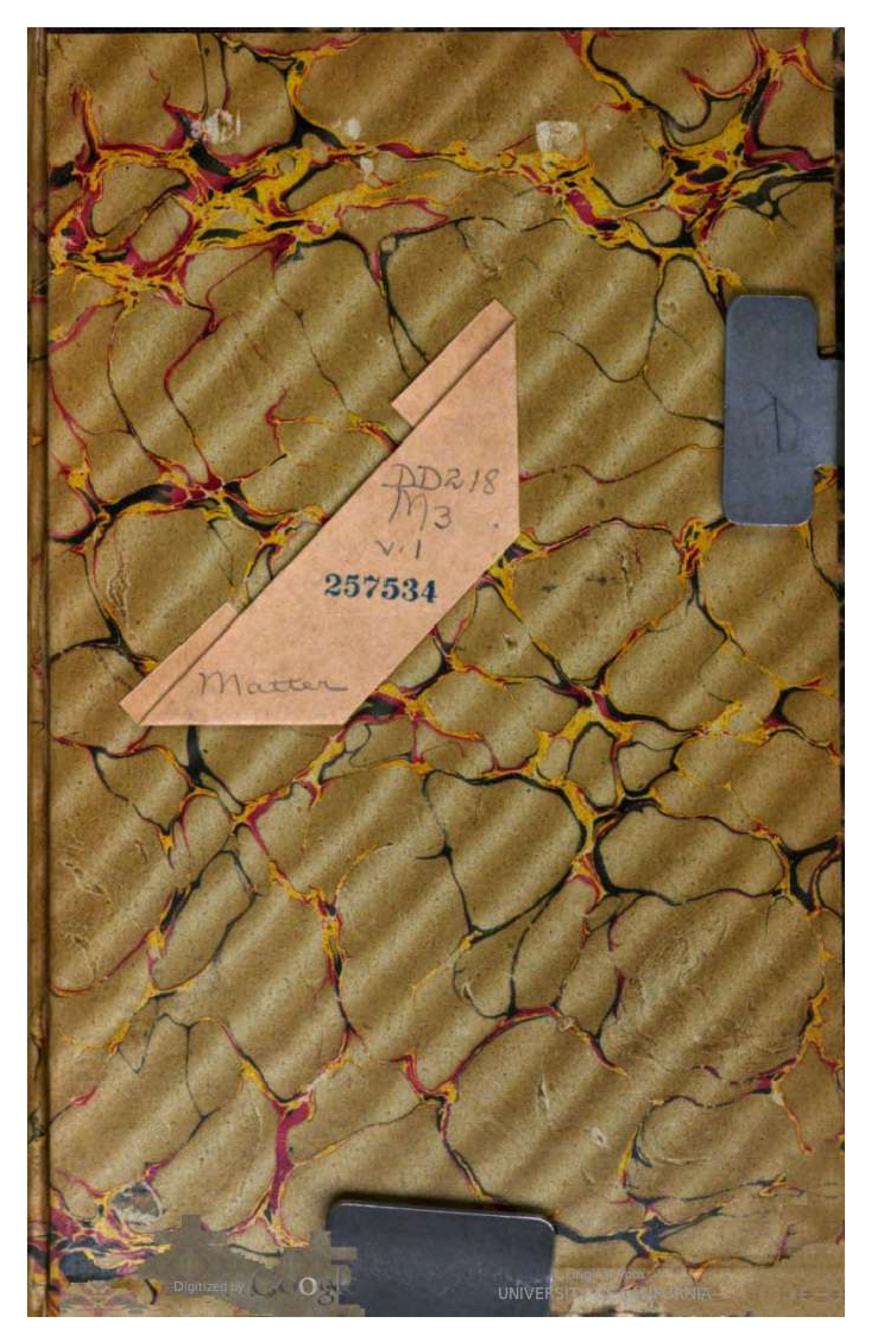
(1862)

ÉVREUX, IMPRIMERIE DE CHARLES HERISSEY

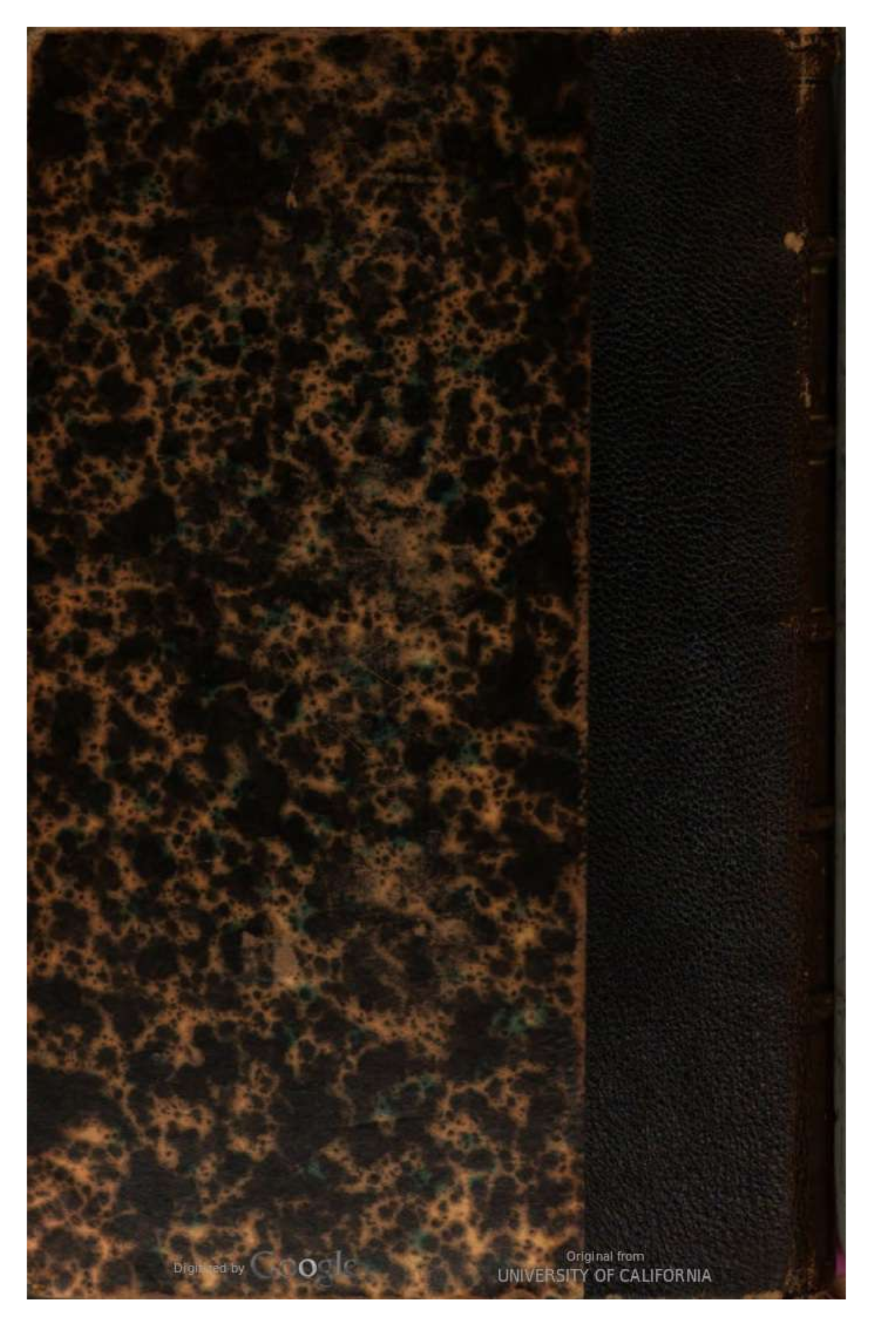


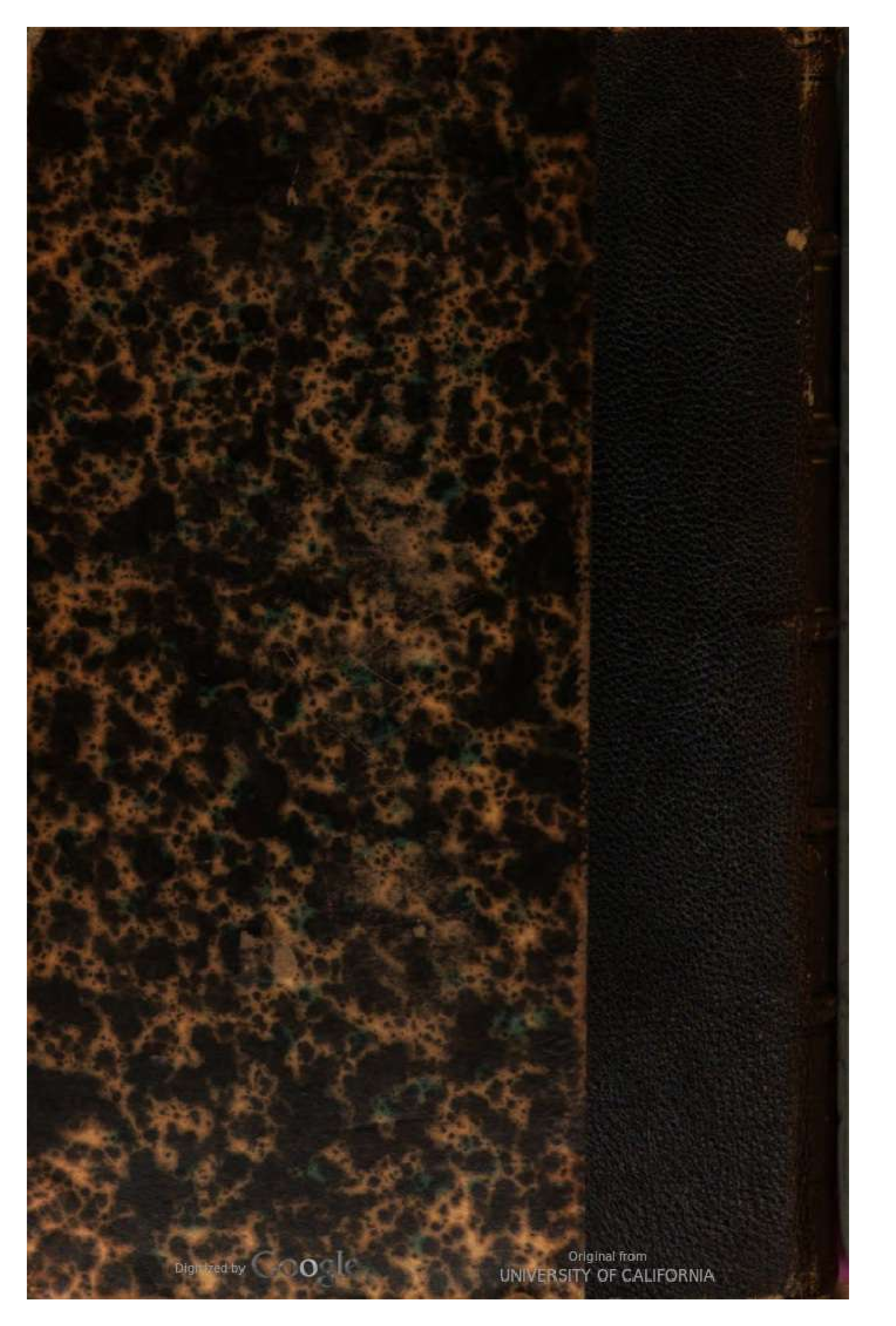


THIS BOOK IS DUE ON THE LAST DATE STAMPED BELOW
AN INITIAL FINE OF 25 CENTS
WILL BE ASSESSED FOR FAILURE TO RETURN THIS BOOK ON THE DATE DUE. THE PENALTY WILL INCREASE TO 50 CENTS ON THE FOURTH DAY AND TO $1.00 ON THE SEVENTH DAY OVERDUE.
APR 15 1938
MAY 2 1940
MAY 4 1940
MAY 8 1940
24Feb'56HK
MAY 29 1956 LU
LD 21-95m-7,'37

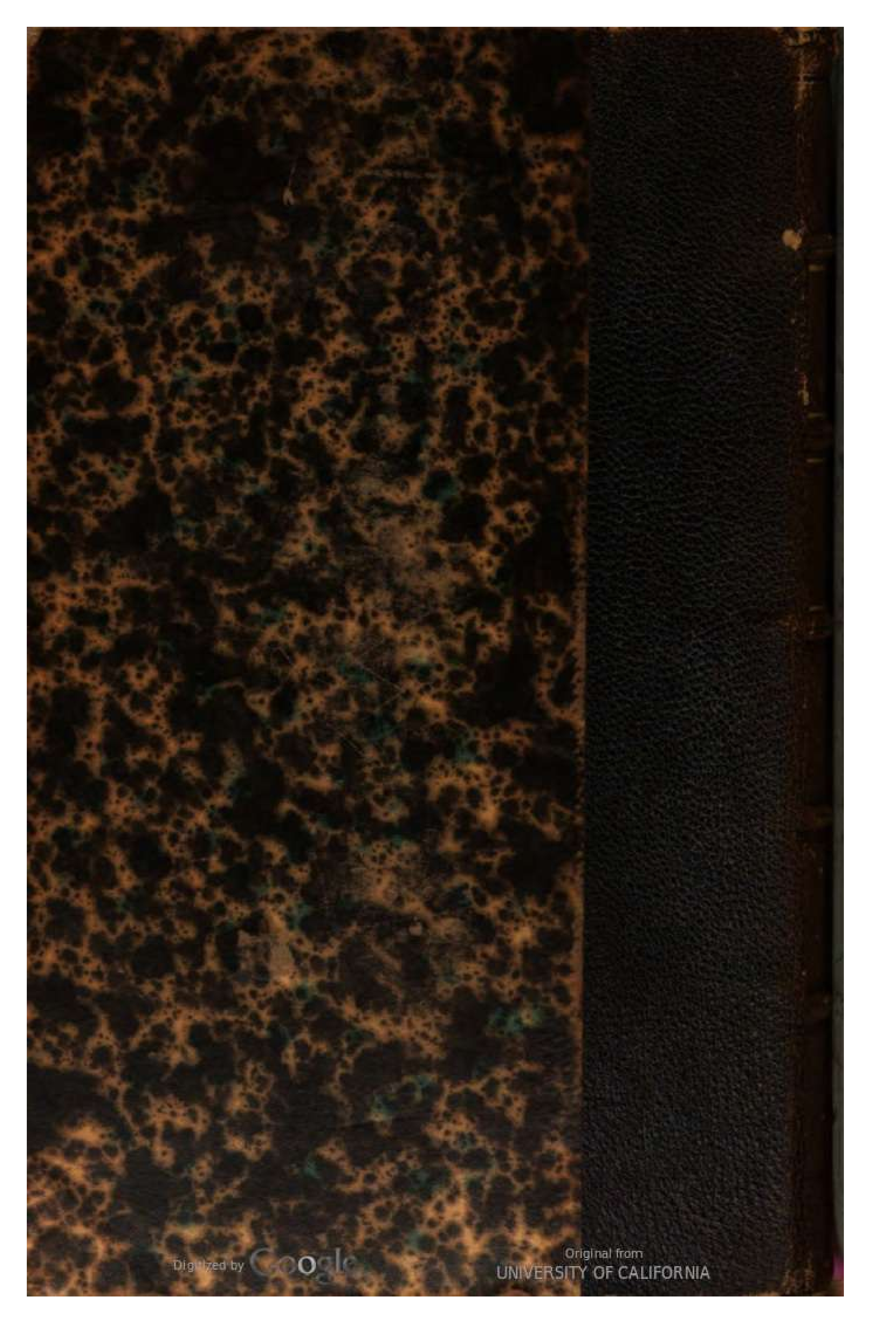


DD218
M3
v.1
257534
Matter
Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

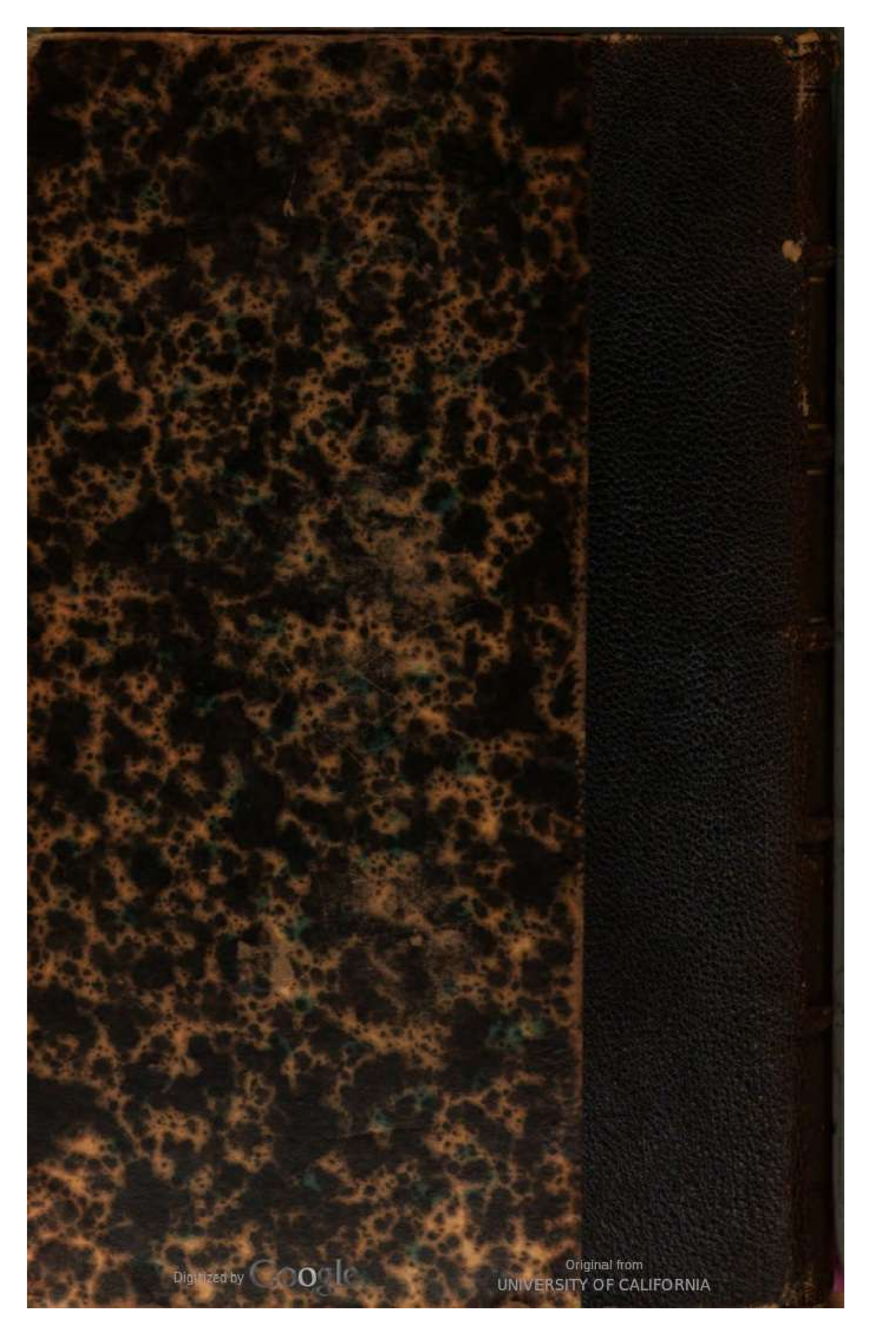


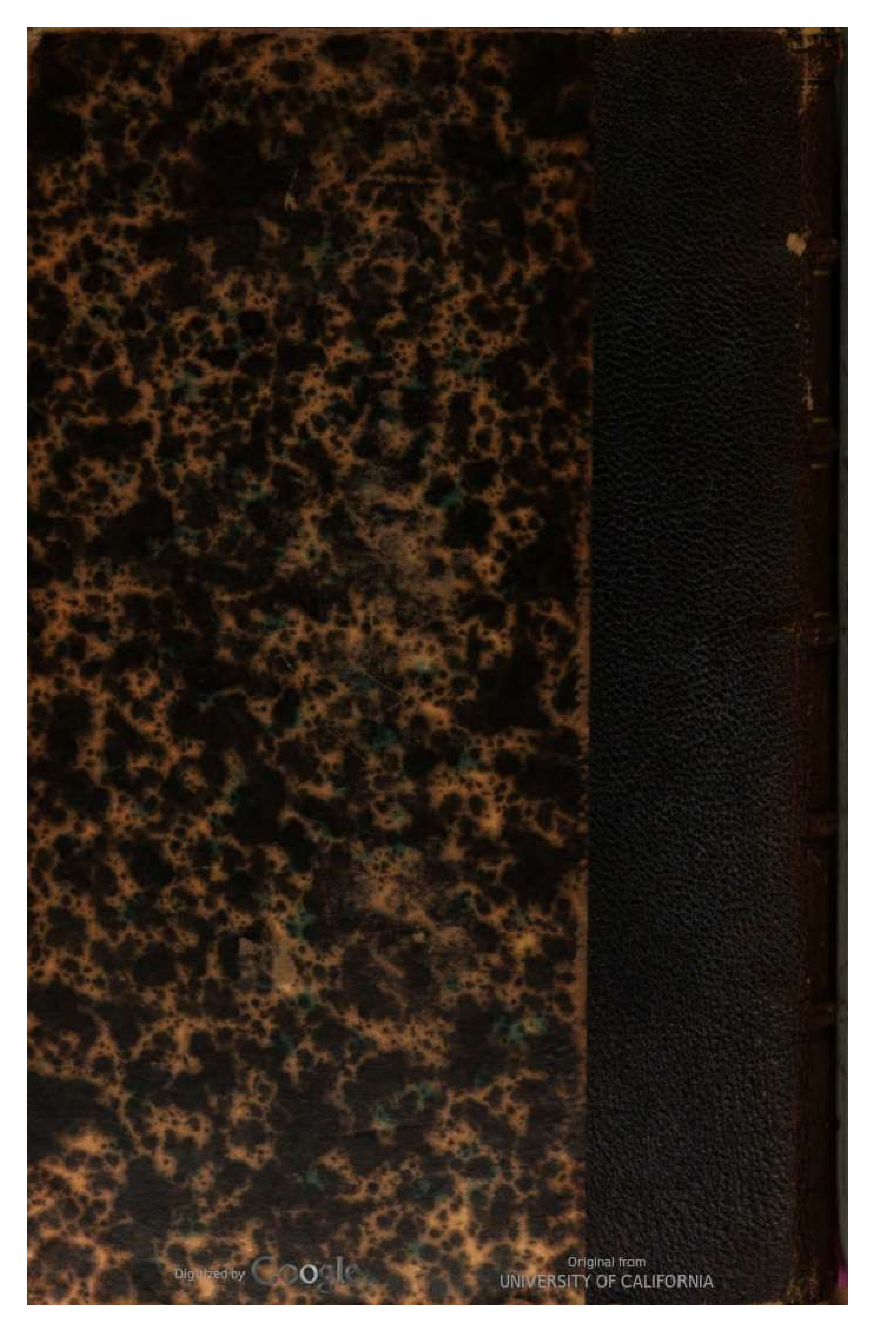



Digitized by Google




Digitized by Google




Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA